

Université Panthéon-Assas, Paris II  
Institut Français de Presse (IFP)

## **Médias et crise politique thaïlandaise 2013-2014**

---

Sous la direction du professeur Fabrice d'Almeida

**Elaboré par : Valentine Poisson**





**Photo de couverture :** Un manifestant antigouvernemental, le 13 mai à Bangkok. Reuters/Damir Sagolj, publié dans Le Monde, *L'impasse politique se prolonge en Thaïlande*, le 13/05/2014

A mon père et à ma bonne étoile, qui par le biais du voyage, m'ont offert l'ouverture d'esprit nécessaire pour appréhender le monde ainsi que ma raison de vivre.

## Remerciements

Je tiens à exprimer ma gratitude envers mon entourage, famille et amis, qui n'ont jamais cessé de croire en moi et de m'encourager dans mon entreprise intellectuelle. Ma reconnaissance est également immense envers :

- Larisa Drustinac et Alexander Freeland, qui par leur éclairage m'ont permis de trouver ma voie de prédilection,
- Mes professeurs de l'université de Thammasat, qui ont éveillé en moi une passion pour la politique thaïlandaise,
- Saksith Saiyasombut, Romain Zerbib, Anon Chawalan et le porte-parole de l'association Political Prisoners in Thailand pour leur contribution à l'enrichissement de mon travail de recherche,
- Mon directeur de recherche Fabrice d'Almeida, pour son suivi et sa stimulation académique qui m'ont presque convaincu de m'orienter dans la recherche,
- Mon ami et amant, qui se reconnaîtra, pour son aide précieuse dans la relecture de mon travail.
- Mon tendre Massene, et ma délicieuse Marie, pour m'avoir affectueusement nourrie durant l'intense mois de rédaction.

# Sommaire

## **I. ETAT DES LIEUX DE LA THAILANDE**

1. Le Siam, un pays pas comme les autres
2. Etat des médias thaïlandais
3. Aux origines de la crise

## **II. DE LA CRISE AU COUP D'ETAT**

1. Traitement médiatique de la crise
2. Division nationale
3. Une junte toute puissante

## **III. STRATEGIES D'INFLUENCE DE LA JUNTE**

1. Propagande
2. Hold-up sur la liberté d'expression
3. Contre-influence

## Abréviations

ACT: Anti-Corruption Organization of Thailand

AFP: Agence France-Presse

AP: Associated Press

ASEAN: Association of Southeast Asian Nations

CAPO: Centre for the Administration of Peace and Order

CCA: Computer Crime Act

CDC: Constitution Drafting Committee

CICDE : Centre Interarmées de Concepts, Doctrines et d'Expérimentations

CMPO: Centre for Maintaining Peace and Order

EPA: European Pressphoto Agency

FCCT: Foreign Correspondents' Club of Thailand

FMI: Fonds Monétaire International

FT-HD: Free Thais for Human Rights and Democracy

ISOC: Internal Security Operations Command

MCOT: Mass Communications Organization of Thailand

MICT: Ministry of Information and Communication Technology

NACC: National Anti-Corruption Commission of Thailand,

NDM: New Democracy Movement

NBC: National Broadcasting Commission

NBTC: National Broadcasting and Telecommunications Commission

NCPO: National Council for Peace and Order

NCSC: Nation Cyber Security Committee

NLA: National Legislative Assembly

NPCT: National Press Council of Thailand

NPOMC: National Peace and Order Maintaining Council

NRC: National Reform Council

NSC: National Security Council

NTC: National Telecommunications Commission

NSPRT: Network of Students and People for Reform of Thailand

OMI : Opérations Militaires d'Influence

PACC : Public sector Anti-Corruption Commission

PAD: People's Alliance for Democracy

PDRC: People's Democratic Reform Committee

PEFOT: People's Democratic Force to Overthrow Thaksinism

POMC: Peace and Order Maintaining Command

PPP: People Power Party

PPT: Political Prisoners in Thailand

RCR: Reconciliation Centers for Reform

RSF: Reporters Sans Frontières

TAT: Tourism Authority of Thailand

TJA: Thai Journalists Association

TLHR: Thai Lawyers for Human Rights

TRT: Thai Rak Thai

UDD: National United Front of Democracy Against Dictatorship

## Introduction

Depuis la fin de l'année 2013, le pays du sourire porte mal son nom. Ou peut-être s'agit-il du *yin haeng*, ce sourire sec, presque forcé, qui compte parmi les 18 sourires officiels répertoriés par le dictionnaire de l'Institut royal thaïlandais. La Thaïlande, qui signifie « le pays des hommes libres » a en effet traversé en 2013-2014 une crise majeure caractérisée par une importante contestation à l'encontre du gouvernement qui, après un bilan officiel de 28 morts et près de 1000 blessés, s'est soldée par un coup d'Etat militaire et une installation au pouvoir durable d'une junte autoritaire et liberticide. La restructuration sociale à l'origine de cette crise est à rechercher dans un temps beaucoup plus long, et peut être située en 2005 avec les premières manifestations du mouvement dit des Chemises jaunes, ou plus loin encore en 2001 avec l'élection au poste de premier ministre de l'homme qui devait changer le destin politique de la Thaïlande : Thaksin Shinawatra.

Un des premiers auteurs à avoir tenté de conceptualiser les structures de pouvoir à l'œuvre en Thaïlande est le professeur de sciences politiques Duncan Mac Cargo. Ses écrits concernant le « réseau monarchique » (*network monarchy*), terme qu'il a conceptualisé pour décrire le roi de Thaïlande et ses mandataires ainsi que l'influence qu'ils exercent sur le royaume, ont eu une incidence considérable auprès du corps de recherche thaïlandais. Dès 1996, Anek Laothamatas a tenté de théoriser le déchirement social qui traverse la Thaïlande à travers son « conte des deux démocraties<sup>1</sup> ». Ce « conte » divise le pays en deux, entre une Bangkok riche et éduquée d'une part, et une population rurale pauvre et ignorante de l'autre. Chacun de ces visages de la Thaïlande a développé une conception de la démocratie antagoniste par rapport à l'autre. D'un côté, il y a le primat du vote individuel en tant qu'expression de la citoyenneté, et de l'autre l'idée que les masses non éduquées ne peuvent résister à la corruption quand il est question d'élection – et ainsi que la démocratie ne peut être pérenne que par la bonne gouvernance d'une élite éclairée au pouvoir. Une littérature « contestataire » a émergé durant les années 2000, permettant de mieux saisir la remise en cause de la structure traditionaliste du pouvoir en Thaïlande. Il s'agit notamment de Giles-Ji Ungpakorn et de sa lecture de la société thaïlandaise selon une perspective de luttes de classe dans son livre « A coup for the rich, Thailand political crisis », et de Paul Handley qui a osé braver la censure autour de la personne du monarque thaïlandais, pour écrire l'unique biographie indépendante du roi Bhumiphol en des termes très libérés – cet ouvrage est d'ailleurs interdit à la vente en Thaïlande, mais aussi dans les neuf autres pays que forme l'ASEAN. L'apport scientifique français sur la crise thaïlandaise est à trouver auprès des chercheurs attachés à l'IRASEC, l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine, dont le siège est à Bangkok. Plus particulièrement, l'ethnologue Jacques Ivanoff avec la contribution de Arnaud Leveau et de Narumon Hinshiranan Arunotai a publié en 2010 un ouvrage intitulé « Thaïlande, aux origines d'une crise » qui, en présentant un pays fragmenté politiquement, géographiquement et donc socialement, permet de comprendre en profondeur les mécaniques sociétales à l'œuvre qui ont amené une frange de la population thaïlandaise à développer une conscience de groupe et à se constituer en tant que tel pour porter

---

<sup>1</sup> Anek Laothamatas, « A Tale of Two Democracies: Conflicting Perceptions of Elections and Democracy in Thailand », in R. Taylor (dir.), *The Politics of Elections in Southeast Asia*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press, 1996, p. 201-223



leur voix contre un ordre social établi par une minorité. La Thaïlande ne serait qu'un « agrégat de régions différenciées culturellement et historiquement<sup>2</sup> » et les mouvements des Rouges et des Jaunes représenteraient la mise en place d'un conflit entre tradition et modernité, avec un modèle traditionnel qui atteindrait ses limites dans un monde régionalisé et globalisé. Concernant le dernier épisode de désordre politique, c'est incontestablement la doctorante Eugénie Mérieau, auteure de l'ouvrage « Les Chemises Rouges de Thaïlande » qui a le plus contribué à la compréhension de l'instabilité politique thaïlandaise, par de nombreuses publications, notamment dans le magazine Gavroche Thaïlande.

François-Bernard Huyghe définit le concept de crise comme « la rupture brusque d'un ordre considéré comme normal<sup>3</sup> », un désordre synonyme d'indécision selon Edgar Morin pour qui il s'agit du « moment où, en même temps qu'arrive une perturbation, surgissent des incertitudes<sup>4</sup> ». Une crise est donc une période de rupture en dehors des mécanismes structurants habituels, et qui se traduit par une perte de confiance ayant de nombreux impacts financiers, juridiques, et médiatiques entre autres. Si une crise peut survenir dans n'importe quel champ de la société : économique, politique, sanitaire, environnementale etc..., elle est selon François-Bernard Huyghe nécessairement de communication en ce sens qu'elle est « immédiatement mise sous les projecteurs des médias » en tant que cas paroxystique d'un événement dramatisé. L'étude des médias, en tant que systèmes de transfert d'informations variées destinés à constituer un support de la pensée et de la réflexion, semble donc pertinente pour tenter de saisir l'ensemble des composantes de la crise.

La lecture dominante de la crise politique thaïlandaise est riche en couleurs en introduisant une opposition entre deux catégories de la population. D'une part, les « rouges », présentés comme les masses rurales pauvres, ignares et paysannes du Nord et du Nord-Est du pays, enfantés par Thaksin Shinawatra, le politicien le plus controversé de l'histoire politique contemporaine. De l'autre les « jaunes », résumées en un regroupement des classes moyennes de Bangkok et de l'establishment traditionnel constituant un cercle d'élite restreint autour de la personne du roi, et qui seraient caractérisés par le monopole économique, politique et social, ainsi que l'ultraroyalisme. Une dernière couleur vient compléter le tableau politique thaïlandais, il s'agit du vert. En effet, les militaires semblent répondre systématiquement présent en toile de fond de chaque crise que traverse la Thaïlande depuis son passage à la monarchie constitutionnelle en 1932 – date correspondant ainsi au début de l'histoire politique moderne du pays. De par son record mondial du nombre de coup d'Etat perpétrés depuis le début du XXe siècle, la présence militaire en Thaïlande semble en effet constituer plus la règle que l'exception. Plus particulièrement, le politologue Chai-anan Samudavanija a identifié un « cercle vicieux de la politique thaïe » dont le pays semble prisonnier depuis les années 1980. Ce cercle vicieux comprend six phases successives et récurrentes : d'abord le coup d'Etat militaire proprement dit (1), suivi par une amnistie et la promulgation d'une constitution provisoire, puis d'une constitution permanente (2), s'ouvre alors une période d'élections (3), suivie d'une brève « lune de miel » entre les partis (4), très vite, la tension renaît (5), et le désordre au sein de la classe

---

<sup>2</sup> Olivier Ferrari & al, *Thaïlande : aux origines d'une crise*. Bangkok, IRASEC, 2010, p.35

<sup>3</sup> François Bernard Huyghe, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Eyrolles, Paris, 2005, p.186

<sup>4</sup> Cité sur [www.infocrise.org](http://www.infocrise.org)

politique provoque un nouveau coup d'Etat censé restaurer l'ordre et la stabilité (6)<sup>5</sup>. En ce sens, l'étude du dernier épisode de turbulence politique en date revient plus largement à s'interroger sur l'échec du processus de démocratisation en Thaïlande, et sur ses minces perspectives politiques dans un contexte d'assise militaire aux dérives totalitaristes.

Un sondage effectué auprès de trente parisiens en juillet 2015<sup>6</sup> révèle que cette crise échappe totalement à la population française. 17 personnes soit 57% des sondés déclarent de rien savoir de la crise politique thaïlandaise. Sur les 43% restant, l'explication de la crise reste très sommaire : « Il y a eu quelque chose, je ne sais pas. Ca a « fighté » il n'y a pas longtemps », « ce n'est pas vraiment une démocratie, il y a des remous », « il y a un respect de la royauté, beaucoup de corruption », « les militaires ont pris le pouvoir »... Alors que 4 sondés évoquent par eux-mêmes l'existence des Chemises rouges et des Chemises jaunes, 70% des sondés déclarent ne pas savoir qui ils sont. Et dans les 30% restant, il s'agit plutôt d'essayer de deviner et cela résulte en une représentation erronée de leur identité : ainsi les chemises rouges évoquent aux français les communistes, les révolutionnaires, « ceux qui veulent le pouvoir », ou encore les khmers rouges. Alors que la dichotomie est effectuée pour faciliter l'identification des groupes en opposition, ceux-ci sont largement confondus, même par les rares sondés ayant une idée de l'état de la politique thaïlandaise. Ainsi les jaunes sont pensés comme « le camp de la première ministre », « ceux qui sont ouverts, moins conservateurs par rapport aux rouges nationalistes », ou encore « libéraux, par opposition aux rouges royalistes soutenus par les militaires ». Si la majorité des sondés déclarent s'intéresser à l'actualité internationale (échelle 4 sur 5), la même majorité ne s'intéresse pas du tout à l'actualité thaïlandaise (échelle 1 sur 5), ou en tout cas n'irait pas rechercher l'information. Cela n'étonne guère pour un pays qui semble si lointain, en dehors des événements qui impactent directement l'individu en tant que touriste (comme le tsunami de 2004), l'intérêt pour l'actualité étrangère demeure extrêmement limité. Le bénéfice d'une telle méconnaissance des tenants et aboutissants de la crise politique thaïlandaise est à trouver dans l'idée que le pays est sûr (échelle 4 sur 5) et donc propice à la fréquentation touristique.

La première partie de ce travail de recherche se donne donc pour objectif de donner une vue d'ensemble exhaustive de ce pays sud-est asiatique qui malgré son titre de joyau touristique de l'Asie reste largement méconnu de l'Occident. Il s'agit d'abord de dresser un portrait général de la Thaïlande, puis des médias thaïlandais, étant donné que c'est à travers ce prisme que je me propose d'étudier la dernière crise politique. Enfin il s'agit de donner les clés à la compréhension de cette crise sur son temps plus long, c'est-à-dire à partir de l'élection de Thaksin Shinawatra à la tête du pays en 2001, de son éviction par un coup d'Etat militaire en 2006 après le soulèvement des « Chemises jaunes » jusqu'à la reprise en main du pays par le camp des « rouges » en 2011 avec l'élection de Yingluck Shinawatra, sœur cadette de Thaksin, au poste de première ministre. Après avoir exposé ses prémisses, nous aborderons dans un second temps les tenants de la crise politique notamment au travers de son traitement médiatique par l'étude de deux journaux : Le Monde et le Bangkok Post. L'intérêt d'une telle initiative est de bénéficier de la comparaison interprétative entre un point de vue interne et

---

<sup>5</sup> Jean-Marie Crouzatier., *Le système constitutionnel et politique de la Thaïlande : transitions politiques en Asie du Sud Est*. Toulouse, Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, 2012, p.130

<sup>6</sup> Voir annexe page 268

international. Nous verrons donc d'abord la façon dont la crise est présentée, puis comment est interprétée la division nationale entre les « rouges » et les « jaunes », et enfin la façon dont est traitée la prise du pouvoir par les militaires lors du coup d'Etat du 22 mai 2014. La troisième partie de ce mémoire est consacrée aux aboutissants de la crise en termes de contrôle du pays par le nouveau gouvernement militaire, et plus particulièrement des stratégies d'influence déployées par la junte. Ces manœuvres se traduisent d'une part dans l'expression d'une propagande dite réunificatrice, et d'autre part dans la mise en œuvre d'une répression visant à annihiler la liberté d'expression. Enfin, nous aborderons les mécanismes de contre-influence conçus pour délégitimer la junte et portés par les voix citoyennes, par la société civile ainsi que par la communauté internationale.

Afin d'enrichir le contenu analytique de ce mémoire de recherche, quatre entretiens ont été réalisés auprès de personnes spécialisées dans des domaines de connaissance jugés pertinents compte tenu du sujet. Il s'agit de :

- ✓ **Romain Zerbib**, enseignant-chercheur en stratégie et intelligence économique. Ses axes de recherche sont : les stratégies d'influence et de contre-influence ainsi que l'intelligence économique. Depuis mai 2014, Romain Zerbib est rédacteur en chef de la Revue Internationale de Management et de Stratégie. Il est également le fondateur et l'animateur du Global Strategic Award, un grand concours de stratégie d'entreprise.
- ✓ **Saksith Saiyasombut**, journaliste indépendant et un blogueur politique thaïlandais. Depuis 2010, Saksith écrit abondamment sur la politique, l'actualité et les problématiques de liberté d'expression en Thaïlande dans le blog Siam Voices, hébergé par le réseau d'actualité en ligne Asian Correspondent.
- ✓ Un **porte-parole de l'association Political Prisoners in Thailand (PPT)** qui lutte pour la défense des prisonniers politiques thaïlandais. PPT se concentre sur la période contemporaine marquée par l'utilisation de la loi de lèse-majesté, et de plus en plus, la loi sur la cybercriminalité. PPT s'intéresse également aux politiques qui génèrent ces crimes politiques ainsi qu'aux événements en lien avec les droits de l'homme en général et la lutte pour la définition du progrès démocratique en Thaïlande. PPT est un groupe totalement indépendant, qui ne bénéficie d'aucun soutien financier. En raison des menaces représailles, les membres de PPT doivent garder l'anonymat.
- ✓ **Anon Chawalawan**, le directeur du Centre de Documentation sur la Liberté d'Expression de l'ONG thaïlandaise de veille juridique iLaw (Internet Dialogue on Reform, le Dialogue Internet sur la Réforme). Le site d'i-Law a été initialement établi pour proposer de nouvelles lois ou amendements aux lois existantes en Thaïlande. Depuis le coup d'Etat, i-Law suit et répertorie les informations concernant les violations des droits de l'homme en Thaïlande

## Partie 1 : Etat des lieux de la Thaïlande moderne

Cette première partie du mémoire a pour ambition de présenter une Thaïlande moins fantasmagorique que réaliste, loin de sa représentation par les clichés touristiques qui n'envisagent que ses plages de rêve, son excellente gastronomie et son folklore coloré, portrait bien incomplet du pays des orchidées.

### 1. La Thaïlande, un pays pas comme les autres

La Thaïlande est fière de son histoire et de sa culture, et s'enorgueillit d'être le seul pays d'Asie du Sud Est à n'avoir jamais été colonisé. De cette particularité régionale découle un discours très thaï : en Thaïlande, on estime être différent. Cette affirmation de la singularité du royaume est exprimé notamment par les éditorialistes du Bangkok Post : « Beaucoup de thaïlandais sont fiers d'être citoyens d'un pays indépendant [...]. De fait, nous n'aimons pas être dictés par les étrangers ce que nous devons faire concernant ce qui relève strictement de nos affaires domestiques<sup>7</sup> », « Derrière notre célèbre sourire thaïlandais, il y a un sens aigu de fierté nationale, une détermination de réussite, et la volonté de continuer à se développer, tant sur le plan national que mondial<sup>8</sup> ». Quelles sont donc les spécificités du royaume ?

#### 1.1. Portrait du royaume

##### 1.1.1. Un pays insaisissable ?

Arnaud Dubus, journaliste français résidant en Thaïlande depuis de nombreuses années, souligne les conséquences culturelles et politiques de la non-colonisation de la Thaïlande. En effet, l'indépendance historique du Siam a profondément impacté le regard que portent les thaïlandais vis-à-vis des occidentaux - ici dénommés *farang* (l'étymologie de ce terme qui qualifie l'étranger est issue de la prononciation thaïlandaise du mot « français ») – en cela que le rapport hiérarchisé entre le blanc impérialiste et l'autochtone n'a jamais été institué. Par conséquent, l'étranger est nécessairement extériorisé, d'où l'idée que la culture et la manière d'être thaïlandaise ne peuvent que lui échapper. Il est en outre très difficile pour un *farang* de s'intégrer à la société thaïlandaise : la relation entre thaïs et expatriés sera toujours emplie de déférence, y habiter plusieurs dizaines d'années et pratiquer couramment la langue inspirera probablement du respect, mais aussi possiblement de la suspicion, car « le *farang* caricatural, gros, suant, vêtu de longs shorts, semble plus rassurant dans sa « totale extériorité » que celui qui cherche à s'intégrer<sup>9</sup> », et dans tous les cas jamais un sentiment d'adoption. Cette mise à l'écart de l'étranger s'exprime notamment dans le droit : l'accès à la propriété ainsi qu'à certaines professions (coiffure et architecture entre autres) lui sont exclues, et l'acquisition de la nationalité thaïlandaise se révèle extrêmement difficile. Arnaud Dubus mentionne également une anecdote très évocatrice de cette distanciation : en 2002, un ministre de la Culture aurait proposé un projet de loi visant à interdire aux non-thaïlandais d'apprendre les arts de la boxe et

---

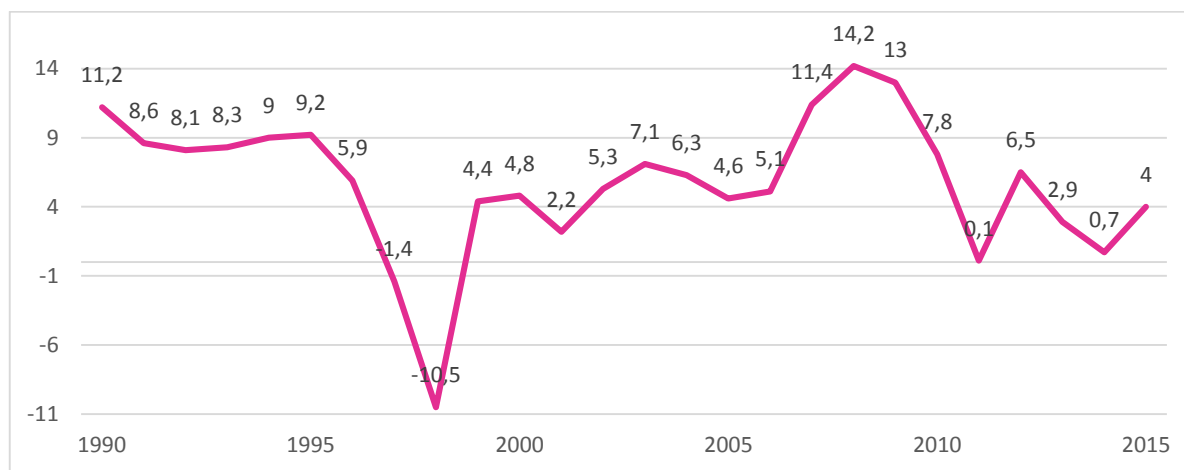
<sup>7</sup> Bangkok Post, « Note to overseas critics : We can take care of ourselves », 02/06/14

<sup>8</sup> Bangkok Post, «The time has come to restart Thailand », 20/02/14

<sup>9</sup> Arnaud Dubus., *Thaïlande : histoire, société, culture*. Paris, la Découverte, 2011, p.125

du massage thaïlandais, afin que « la sagesse thaïlandaise reste dans les mains des Thaïlandais »...

Cela étant dit, nous pouvons néanmoins tenter d'appréhender le pays à travers certaines caractéristiques factuelles. La Thaïlande est à quatre égards comparable à la France : sur le plan de sa population (68,77 millions d'habitants en 2013 selon une estimation du FMI), de sa superficie (513 120 km<sup>2</sup>) et de son positionnement géographique et économique au sein de l'Asie du Sud Est : située au centre de l'ASEAN continentale (ce qui lui confère par ailleurs une position stratégique au cœur du grand Mékong), elle constitue la deuxième économie de la région après l'Indonésie.

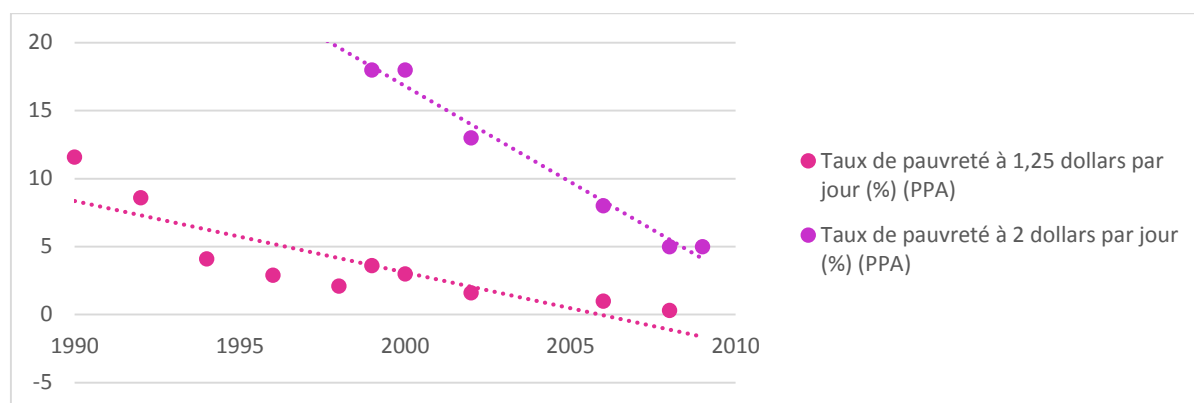


**Tableau 1 : Thaïlande, Croissance du PIB (% annuel) – Source: Indicateurs du développement dans le monde, Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE (1990-2014), prévision du Conseil national pour le développement économique et social (NESDB) (2015)**

Joël Broustail et Gilbert Palaoro situent le début de la croissance thaïlandaise dans les années 1960 lorsque les Etats-Unis décident d'en faire « une des bases arrières privilégiées de l'influence et de la capacité militaire américaine dans la région<sup>10</sup> ». La croissance s'accélère au cours de ce qu'Arnaud Dubus appelle la « décennie glorieuse » [Dubus, 2011:138] correspondant aux années 1987-1997 pendant laquelle la Thaïlande connut des taux de croissance moyenne du PIB record à l'échelle mondiale. Cette prospérité devait prendre brutalement fin avec la crise économique de 1997 qui fut fatale à l'économie du royaume : entre 1996 et 1998 le taux de croissance du PIB chuta de 16,4%. Comme le souligne Arnaud Dubus, les conséquences économiques et sociales de la crise furent considérables, des retraités virent leurs économies de toute une vie disparaître en un jour [Dubus, 2011 :140]. Seuls quelques rares hommes d'affaires s'en tirèrent à bon compte, à l'instar du futur premier ministre Thaksin Shinawatra, qui avait « mystérieusement anticipé la flottation du baht et converti ses avoirs en devises étrangères, évitant ainsi le naufrage » [Dubus, 2011 :141]. Toutefois l'économie de la Thaïlande est caractérisée par son dynamisme et sa forte capacité de résilience : les effets de la crise asiatique, bien que dévastateurs, furent rapidement résorbés et la croissance reparti de

<sup>10</sup> Joël Broustail & Gilbert Palaoro, « La formation des élites managériales dans les économies en transition : les exemples du Cambodge, du Laos, du Vietnam et de la Thaïlande », *Entreprises et histoire*, 2005, n° 41, p. 51-70.

plus belle jusqu'à l'automne 2011, marqué par des inondations d'une ampleur historique qui ont paralysé le pays et fait plus de 700 victimes. De fait, en 2011, le taux de croissance du PIB a péniblement chuté à 0,1%, néanmoins en 2012 les efforts de reconstruction couplés à une politique gouvernementale volontariste destinée à stimuler la demande intérieure a permis d'atteindre une croissance de 6,5%. Bien sûr, la dernière crise politique a impacté négativement l'économie nationale, avec un ralentissement enregistré à 2,9% et 0,7% de croissance respectivement en 2013 et en 2014. Nonobstant, le Conseil National de Développement Economique et Social (NESDB) se veut optimiste pour l'année 2015 et prévoit que l'économie thaïlandaise devrait croître de 3,5 à 4,5%.



**Tableau 2 : Thaïlande, Taux de pauvreté (\$ PPA) (%) – Source : Banque mondiale (1,25 dollars/jour); Unesco (2 dollars / jour)**

En termes de développement, la Thaïlande est classée au 89<sup>e</sup> rang mondial en termes d'IDH en 2014 selon le PNUD, et refuse désormais toute aide au développement. Les taux de pauvreté exprimés en dollars parité de pouvoir d'achat sont structurellement à la baisse bien que la tendance soit moins nette pour l'extrême pauvreté à moins de 1,25 dollars par jour. Le taux de chômage en Thaïlande est l'un des plus faibles du monde : 0,7% en 2013 d'après une estimation de l'OIT.

Démographiquement, le 4<sup>e</sup> pays le plus peuplé d'Asie du Sud Est après l'Indonésie, le Vietnam et les Philippines<sup>11</sup> est l'un des premiers de la région à entrer dans sa phase de vieillissement de la population. En 2009, la croissance de la population s'élève à 0,543 %, avec un indice de fécondité de 1,5 : le renouvellement des générations n'est donc plus assuré. Néanmoins, la population reste jeune du fait des années de forte croissance avant 1976, avec un âge moyen de 36,2 ans<sup>12</sup>. Selon l'Unesco, entre 2000 et 2013, la population âgée entre 15 et 24 ans a chuté de 14%, quand la part des 25-64 ans a augmenté de 21% et celle des plus de 65 ans a bondi de 66%. Si cette tendance démographique constitue une préoccupation majeure pour les années à venir, en 2013 la part de la population active est encore largement prépondérante avec 71% de la population âgée de plus de 15 ans.

<sup>11</sup> Isabelle Attané & Magali Barbieri, « La démographie de l'Asie de l'Est et du Sud-Est des années 1950 aux années 2000 », *Population*, 2009/1 Vol. 64, p. 7-154.

<sup>12</sup> Cité sur [www.geoatlas.com](http://www.geoatlas.com)

Sur le plan culturel et religieux, la Thaïlande est le pays d'Asie du Sud Est à plus forte pénétration de la religion bouddhiste (et plus particulièrement de la branche du bouddhisme Theravada, ou « petit véhicule »), avec 94,6% de la population affiliée à cette confession. Bien que très moderne, la société thaïe n'en demeure pas moins fortement attachée à ses traditions. La religion, en particulier, joue un rôle considérable dans le quotidien. Ceci explique peut-être la forte inclinaison thaïlandaise au pragmatisme. Comme dans de nombreuses cultures asiatiques, la société thaïe cultive un grand respect pour ses anciens et attache une très grande importance à l'image de soi. En effet, les Thaïs sont très soucieux de ne pas « perdre la face ».

Dès les années 1960, le travail de Geert Hofstede a consisté à définir des cultures nationales à partir de valeurs et à établir leurs conséquences sur les institutions. Le traitement statistique des réponses aux questionnaires a débouché sur la construction de quatre dimensions qui permettent, selon l'auteur, de décrire une culture. En Thaïlande, la distance au pouvoir est plutôt élevée avec un score de 64<sup>13</sup>, ce qui renvoie à une acceptation des hiérarchies dans lesquelles chacun trouve sa place, et un fort degré d'inégalité attendu et accepté par les individus. Avec un score de masculinité de 34, la Thaïlande est un pays particulièrement féminin. Ce trait culturel renvoie à une société dans laquelle les genres se chevauchent : les hommes et les femmes sont censés être modestes, tendres, et attachés à la qualité de la vie. Les normes sociales sont orientées sur le relationnel plutôt que l'ego, la qualité de vie est plus importante que l'argent et la matérialité des choses. La Thaïlande enregistre un score très faible d'individualisme (20), ce qui dénote une société orientée sur le collectif : par une attente de loyauté absolue au groupe, des décisions prises en fonction de ce qui est mieux pour le groupe, une identité basée sur le système social et une culture de la honte plutôt que de la culpabilité. Le contrôle de l'incertitude est mesuré à 64, ce qui renvoie à une aversion au risque élevée. Selon la grille d'interprétation de Geert Hofstede, un tel degré de stress généré face aux éléments inconnus a pour conséquence un maintien des codes et la consolidation des institutions garantissant une adéquation aux croyances.

### 1.1.2. Bangkok, le centre de l'univers

C'est un peu comme si deux pays cohabitaient en Thaïlande. D'un côté Bangkok, la Cité des Anges, « la grosse mangue » comme on l'appelle ici, ville tentaculaire et toujours en éveil de 9,3 millions d'âmes (estimation de l'ONU). Pour beaucoup, la Thaïlande se résume à Bangkok, comme l'exprime le quotidien thaïlandais : « Comme toujours, Bangkok est au centre de tout<sup>14</sup> ». A l'antipode de la capitale, l'univers des campagnes ou *baan nok* (littéralement, la « maison extérieure ») semble figé dans le temps, à une époque antérieure à l'ère de la mondialisation. Arnaud Dubus illustre l'antagonisme des deux visages du royaume : « L'œil déchiffre facilement le passage d'un monde à l'autre. Aux élégantes Bangkokiennes à la peau diaphane, habillées à la dernière mode, succèdent des paysannes au teint mat, sandales en plastique aux pieds, vêtues simplement d'un short et d'un tee-shirt » [Dubus, 2011 :37]. La mise en opposition de ces deux mondes est également exprimée par un journaliste du Bangkok Post : « Cette personne [la Thaïlande] a une très grosse tête avec des jambes maigres et chancelantes.

---

<sup>13</sup> Maurice Fouda Ongodo, « Différences culturelles et relations d'affaires entre pays d'Afrique et pays émergents d'Asie », *Revue française de gestion*, 2006, n° 167, p. 65-84.

<sup>14</sup> Bangkok Post, « Devolve state powers to stave off civil war », 06/01/14

Bangkok est au centre tandis que les gens des provinces ne sont pas traités de la même façon que ceux de la capitale<sup>15</sup> ». De cette différence de traitement entre la capitale et les provinces découle évidemment son lot de tensions sociales qui résulteront ultimement à la profonde division nationale qui déchire le pays depuis 2005. Nous allons tenter de saisir la teneur de ces disparités régionales.

L'Etat thaïlandais est traditionnellement décomposé en quatre grandes unités administratives supra-provinciales : le Centre, le Nord, le Nord-Est et le Sud qui se partagent les 76 provinces que compte le royaume. Il est par ailleurs fréquent d'isoler Bangkok du Centre, tant ses dissemblances avec le reste de la région sont prononcées. Pour le géographe Rodolphe De Koninck, à part pour le Nord-Est et le Sud, de tels grands ensembles ont peu de fondements sur les plans physiographiques ou historiques<sup>16</sup>.



**Carte : Carte de la Thaïlande, décomposée par régions<sup>17</sup>**

La dynamique d'urbanisation en Thaïlande est semblable à celle de l'ensemble de la région Est et Sud-Est Asiatique et s'inscrit comme l'une des transformations majeures du XXe siècle : ainsi, la population urbaine a été multipliée par 6 en 50 ans, passant de 140 millions en 1950 à plus de 800 millions en 2000, et selon les projections des Nations Unies, elle devrait atteindre 1,4 milliards en 2025 [Attané & Barbieri, 2009]. La baisse de la croissance naturelle et la diminution progressive des mouvements migratoires devraient néanmoins se traduire par une décélération de la croissance des grandes villes. Ceci s'illustre en Thaïlande par le taux de

<sup>15</sup> Bangkok Post, « Spit on both houses by voting « no » », 01/02/14

<sup>16</sup> Rodolphe De Koninck, *L'Asie du Sud-Est*, (3e éd.), Paris, Armand Colin, 2012, p.264

<sup>17</sup> <http://www.tourismethaifr.com/>



croissance annuel moyen de Bangkok, de 4,2% entre 1950 et 1975, à 2% entre 1975 et 2000. En Thaïlande entre 2000 et 2010, le nombre d'individus habitant en ville a augmenté de 52,6% alors que le nombre d'individus habitant en campagne a diminué de 14,6%. Au cours de cette même période, la population de Bangkok a augmenté de 33,3% en passant de 6,4 à 8,2 millions d'habitants. La région Nord est restée stable, quant à la région Nord-Est, sa population a diminué de 10% en dix ans<sup>18</sup>.

La capitale thaïlandaise fait partie du réseau des 55 villes de classe mondiale dégagées par le Globalization and World Cities Study Group and Network, en tant que gamma world city de troisième niveau hiérarchique à côté de Djakarta ou de Manille, sans avoir l'importance des bêta world cities (le deuxième niveau hiérarchique) telles que Singapour et Hong Kong<sup>19</sup>. La région urbaine de Bangkok qui s'étend sur 1500km<sup>2</sup> porte le nom de Bangkok Metropolitan Area, ou BMA. On parle également de Bangkok Metropolitan Region, ou BMR en englobant les cinq provinces environnantes, qui est de loin le pôle le plus densément peuplé du pays : selon Arnaud Dubus, 50% de la population y réside [Dubus, 2011 :93] et sa dynamique de croissance démographique est trois fois supérieure à celle de la population nationale pendant la décennie 2000-2010 [De Koninck, 2012 :269]. Le poids démographique et l'importance économique de Bangkok traduit une « macrocéphalie » relative, c'est-à-dire une disproportion de la taille de la plus grande ville par rapport à celle des autres villes du pays [Deler & Kermel-Torrès, 2010]. En effet, aucune autre ville thaïlandaise ne peut prétendre au statut de mégapole : les deuxième et troisième villes du pays, que sont Chiang Mai et Nakhon Ratchasima, ne comptent respectivement que 960 906 et 444 023 habitants en 2011<sup>20</sup>. La primauté de Bangkok n'est pas seulement démographique, elle concerne peu ou prou tous les secteurs possibles, notamment commercial, avec son important port de transit, Khlong Toey, qui assure la majorité des échanges extérieurs de la Thaïlande.

Selon l'Unesco, en 2012, 66% de la population thaïlandaise est rurale, c'est 4,35% de moins qu'en 2001. En 2012, la Thaïlande est le 4<sup>e</sup> pays le plus rural de l'ASEAN après le Cambodge, le Vietnam et la Birmanie. La même année, la moyenne régionale est de 49% de population rurale, et la moyenne mondiale s'élève à 43%. Malgré la longue tradition rurale du royaume, le monde des campagnes connaît d'importantes évolutions depuis les années 1990. Bien que la Thaïlande consacre en Asie du Sud-Est la part la plus importante de son territoire à l'agriculture : 40%, que l'agriculture compte en 2014 pour 11,6% du PIB national<sup>21</sup>, les tendances annoncent un déclin progressif du rôle de l'agriculture en Thaïlande, à commencer par la perte du monopole de l'exportation mondiale de riz en 2012. La part de l'agriculture dans l'emploi en Thaïlande se contracte depuis plus de deux décennies : en 2012, l'agriculture totalisait 40% de l'emploi, c'est 37,5% de moins qu'en 1990 quand ce taux était de 64%<sup>22</sup>. Pascale Phélinas explique cette tendance par un taux de scolarisation croissante et par l'augmentation des salaires de l'industrie par rapport aux salaires agricoles, incitant les jeunes

---

<sup>18</sup> National Statistical Office, Ministry of Information and Communication Technology.

<sup>19</sup> Jean-Paul Deler & Doryane Kermel-Torrès,, « Industrialisation et expansion mégapolitaine : le corridor du littoral sud-est de Bangkok », *Annales de géographie*, 2010, n° 671-672, p. 7-27.

<sup>20</sup> [www.populationdata.net](http://www.populationdata.net)

<sup>21</sup> Banque mondiale & OCDE, Indicateurs du développement mondial

<sup>22</sup> Organisation Internationale du Travail, Indicateurs clés du marché du travail

ruraux éduqués à migrer en ville<sup>23</sup>. Le Nord et le Nord-Est, régions les plus emblématiques de la tradition paysanne thaïlandaise, se modernisent. Cela se traduit notamment selon Arnaud Dubus par la substitution du sarong par le jean et l'omniprésence des véhicules motorisés, signe du développement économique et social. Le Nord-Est n'en reste pas moins la région la plus pauvre du pays, avec un revenu par tête qui n'atteint même pas le tiers de la moyenne nationale [De Koninck, 2012 :272]. Cette paupérisation s'explique notamment par une mise en dépendance des exploitants agricoles depuis la fin des années 1960, avec la prise en charge des exportations par une alliance de l'Etat et des commerçants chinois qui ont lourdement investi afin de moderniser et de commercialiser l'économie rizicole.

Les disparités entre Bangkok et la province thaïlandaise se traduisent à deux niveaux : sur le plan ethnique et sur le plan économique et social. En termes d'ethnies, la Thaïlande est une mosaïque culturelle qui regroupe une grande diversité de peuples. A l'instar des Han en Chine, la population thaïlandaise est dominée par une ethnie en particulier, les Siamois, qui comptent pour 40% de la population nationale. Principalement implantés dans le Centre du pays, ce sont eux qui le dirigent : « les Thaïs siamois ont défini la norme linguistique et imposé leur variété linguistique à l'ensemble du pays, notamment au gouvernement, dans l'éducation et dans les médias écrits. Les Thaïs siamois se considèrent comme les « vrais Thaïs » » [Ferrari & al., 2010 :22]. Ce sont également les Siamois qui ont servi de pierre angulaire à la construction de l'identité nationale.

Groupe	Région principale	%
<b>Groupes de langues thaï</b>		<b>93,5</b>
Siamois	Centre	40
Isans (ou Lao-Thaïs)	Nord-Est	31
Muangs (ou Yuans)	Nord	10
Thaïs du Sud (ou Pak Tai)	Sud	4
Thaïs musulmans	Centre et Sud	1
Autres groupes thaïs (Shan, etc.)	Centre et Ouest montagneux	2
<b>Groupes de langue austro-asiatiques</b>		<b>5,2</b>
<b>Groupes dits montagnards</b>		<b>1</b>
<b>Groupes dits immigrants</b>		<b>0,3</b>

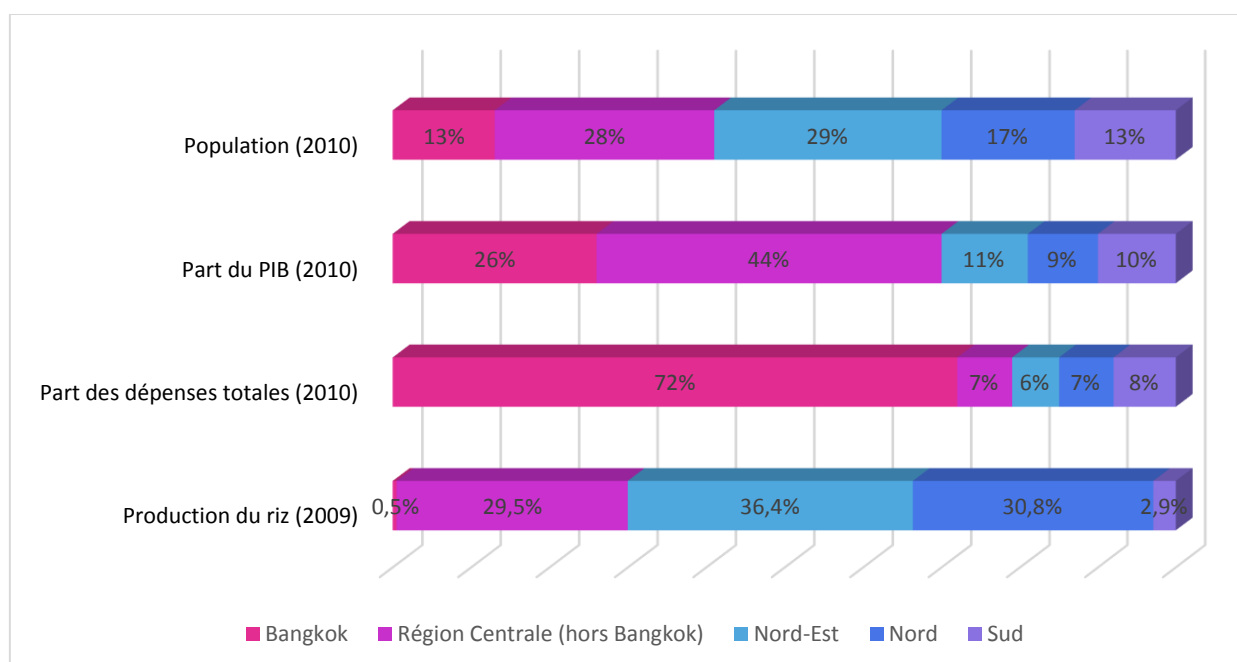
**Tableau 3: Principaux groupes ethnolinguistiques. Source : « Thaïlande : aux origines d'une crise », Olivier Ferrari & al., Bangkok: IRASEC, p 22.**

Il ne faut donc pas confondre les Thaïs - le groupe qui représente plus de 90% de la population nationale et qui réunit siamois, Isans, Muangs, Thaïs du sud et Shan – avec les Thaïlandais, c'est-à-dire l'ensemble des habitants du pays. Les régions frontalières du Nord, de l'Est et du Sud restent culturellement et historiquement très attachées aux pays voisins en raison d'une

<sup>23</sup> Pascale Phélinas, « Le marché, l'État et la compétitivité du riz thaïlandais », *Annales de géographie*, 2010, n° 671, p. 156-173.

intégration tardive au royaume<sup>24</sup> : ainsi les Thaïlandais du Sud sont-ils majoritairement des Malais musulmans, et n'ont pas grand-chose à voir avec les Siamois, d'où de vives tensions séparatistes. Au Nord et à l'Est, les influences culturelles du Laos et du Cambodge sont cruciales pour appréhender les habitants de ces régions, et enfin au Nord et à l'Ouest, 1% de la population du pays est désignée par les Siamois comme ethnies « montagnardes » ou « tribales ». Appartenant aux groupes ou sous-familles linguistiques miao-yao, tibéto-birman et mon-khmer [De Koninck, 2012], ces ethnies sont aujourd'hui largement instrumentalisées par les autorités touristiques pour mettre en avant le folklore ethnique du pays, en les regroupant dans des zoos humains à proximité des grands sentiers touristiques.

Sur le plan économique et social, le pays est géographiquement très inégalitaire comme en atteste la répartition des dépenses nationales largement allouées à la région de Bangkok, alors que cette partie de la population thaïlandaise ne participe pas aussi significativement à la production de la richesse nationale.



**Tableau 4: Comparaison régionale selon plusieurs critères. Source: MOF, NESDB, World Bank, Ministry of Agriculture and Co-operatives.**

En 2011, le coefficient de Gini en Thaïlande est de 0,402. Les 20% les moins riches concentrent 6,5% des richesses nationales quand les 20% les plus riches détiennent 48,7%<sup>25</sup>. L'espérance de vie traduit également les disparités régionales : entre 2010 et 2015, elle est de 77,37 ans à Bangkok, de 74,78 ans dans le Nord-Est, de 74,18 ans dans le Nord, et de 73,25 ans dans l'Est (région à l'espérance de vie la plus faible en Thaïlande). Ainsi, un thaïlandais à Bangkok peut espérer vivre 4,12 ans de plus qu'un habitant de l'Est du pays<sup>26</sup>. Le domaine de l'éducation est

<sup>24</sup> Doryane Kermel-Torrès, *Atlas de la Thaïlande : structures spatiales et développement*. Paris, La Documentation française, 2006, 208 p.

<sup>25</sup> National Statistical Office and Office of the National Economic and Social Development Board, Office of the Prime Minister.

<sup>26</sup> Office of the National Economic and Social Development Board.

un autre champ illustrant la nature profondément inégalitaire du royaume : à Bangkok, 28,4% des jeunes âgés entre 18 et 24 ans fréquentent les établissements supérieurs, ce taux est de 8,6% au Nord et de 5,4% au Nord-Est où il est le plus faible du royaume<sup>27</sup>.

Sophie Boisseau du Rocher interprétait déjà en 2001 les conséquences de telles disparités entre les villes et les campagnes en ces termes : « Les fractures géo-ethniques réapparaissent. Les groupes se définissent non plus par rapport à la collectivité mais dans la comparaison à l'autre et les différences s'exacerbent au profit de réseaux multicentrés transnationaux : les tensions latentes se retrouvent amplifiées » [Boisseau du Rocher, 2001].

### 1.1.3. La politique thaïlandaise

La structuration de la sphère politique en Thaïlande est cruciale pour comprendre les dysfonctionnements sociétaux qui débouchent inlassablement sur des crises politiques. La doctorante Eugénie Mérieau rend compte de l'organisation pyramidale des structures de pouvoir en Thaïlande : « Au sommet se trouvent la monarchie et son réseau de conseillers. En-dessous, trois forces souvent alliées se partagent le pouvoir décisionnel, à savoir les militaires, les grandes entreprises, et la haute fonction publique – la bureaucratie. Viennent ensuite le gouvernement et les parlementaires, puis les membres de la société civile, notamment les médias, les associations, ainsi que le monde universitaire. Enfin, au bas de l'échelle, le peuple urbain (minoritaire) affiche un mépris à peine dissimulé envers le peuple des campagnes (majoritaire) »<sup>28</sup>.

Cette articulation pyramidale favorise une culture politique clientéliste, dont la pratique de la corruption généralisée est la conséquence directe. Le clientélisme définit un système de rapports sociaux fondé sur l'échange de biens entre agents disposant de statuts différents, « patrons » et « clients ». La relation particulariste qu'il établit semble faire du clientélisme politique un dysfonctionnement de la démocratie<sup>29</sup>. En effet, comme l'explique Arnaud Dubus, « Il n'existe pas, en Thaïlande, de partis politiques au sens où on l'entend en Europe, des formations qui sont le produit de l'histoire, établies sur la base d'une idéologie politique particulière [...]. La véritable unité de l'univers politique thaï est le clan (*klum*), c'est-à-dire le réseau de clientèle de tel ou tel politicien. [...] Ainsi les partis ne sont que des agrégats momentanés de clans divers, regroupés derrière un patron. Si les intérêts de ces clans commencent à diverger, le parti implosera ; les clans [...], iront chercher ailleurs de plus verts pâturages » [Dubus, 2011 :147]. Ces regroupements autour de la personnalité individuelle de ses dirigeants expliquent l'inconsistance et la faible durée de vie des partis politiques thaïlandais (155 partis ont été créés depuis 1946 [Crouzatier, 2012 :178]), à l'exception faite du Parti Démocrate. Le plus ancien parti de Thaïlande, aujourd'hui dirigé par Abhisit Vejjajiva, a été fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par des princes et des nobles de haut rang, et a su perdurer jusqu'aujourd'hui en se forgeant une image contemporaine plutôt progressiste, malgré sa relative impopularité électorale.

---

<sup>27</sup> Ministère thaïlandais des technologies de l'information et de la communication - bureau national des statistiques, 2009, « The Education, list of statistical tables », 38p

<sup>28</sup> Eugénie Mérieau, « Elites stratégiques en Thaïlande », INALCO, Observatoire Asie du Sud-est, *Etude trimestrielle « pays » n°4/8*, cycle 2012-2013, p.2

<sup>29</sup> Frédéric Lambert, *50 fiches pour comprendre la science politique*, (3<sup>e</sup> éd.). Paris, Bréal, 2010, p.188

Compte tenu de l'importance du système de patronage, le schéma traditionnel de l'ascension en politique requiert de lourds investissements lors des campagnes électorales, qui nécessitent d'être rentabilisés en détournant une partie des subventions allouées une fois l'assise au pouvoir établie. Pour cela, rien de mieux qu'un portefeuille ministériel. Arnaud Dubus met en exergue la férocité des luttes politiques pour les ministères les plus lucratifs : Finance, Industrie, Transports et Télécommunications [Dubus, 2011 : 148]. La corruption semble néanmoins bien acceptée en Thaïlande : selon un sondage réalisé par l'institut Assumption Business Administration College (ABAC), 76,1% des Thaïlandais trouvent acceptable la corruption gouvernementale à partir du moment où elle contribue à la prospérité du pays. Une des conséquences de la généralisation de la corruption dans le paysage politique thaïlandais se trouve dans l'absence de l'opposition traditionnelle droite/gauche. Avec l'investissement militaire américain en Thaïlande durant la guerre Indochinoise, le royaume n'a pas été tenté par l'aventure socialiste. Comme le souligne Arnaud Dubus, « Ce ne sont donc pas les idées ou les principes qui mènent la politique, mais les hommes et leurs intérêts personnels ou familiaux » [Dubus, 2011 :149].

Si l'on considère l'hypothèse wébérienne d'une extension inéluctable de la domination rationnelle-légale, les caractéristiques fondamentales du clientélisme renvoient à un phénomène archaïque et dépassé. En tant qu'héritage des systèmes politiques seigneuriaux préexistants à l'ère constitutionnelle, le clientélisme n'en demeure pas moins la règle dans la politique thaïlandaise contemporaine, sans distinction idéologique.

## 1.2. Les militaires, un invariant du paysage politique thaïlandais

Selon Hans-Dieter Evers, les militaires sont pensés comme un des premiers groupes stratégiques à convoiter le pouvoir politique dans la plupart des pays Sud-est asiatiques<sup>30</sup>. Et cela s'illustre particulièrement dans l'histoire politique thaïlandaise moderne : sur 80 ans de monarchie « constitutionnelle », le poste de Premier ministre a été occupé par un militaire pendant 53 ans<sup>31</sup>. L'armée exerce donc en Thaïlande un rôle politique extrêmement important.

### 1.2.1. Genèse du rôle des militaires durant l'ère « constitutionnelle »

A la différence de tous les autres pays ayant connu la colonisation, les militaires thaïlandais n'ont jamais engagé de bataille majeure pour protéger le pays ou ses institutions, ce qui leur aurait procuré une source de légitimité et de fierté militaire. L'institution militaire ne peut se référer à un passé héroïque glorieux, sauf à remonter aux très lointaines luttes contre les Birmans. L'armée s'est donc développée dans la répression des troubles internes, et se résume donc à des luttes de pouvoir entre élites rivales. Elle se donne une légitimité dans la protection de la monarchie et la nécessité de la sécurité nationale – prise ici dans son acceptation la plus large - pour gouverner le pays d'une main de fer sans interruption entre 1948 et 1973 et justifier un rôle illimité dans les champs politique, économique et social.

---

<sup>30</sup> Anja Bodenmuller, *The military coup d'état 2006: Where is Thailand's democratization process heading?* Berlin, Regiospectra Verlag., 2009, p.77

<sup>31</sup> Gavroche Thaïlande, « Thaksin, sa sœur et l'armée », n°226, août 2013, p39

Le premier à initier la longue tradition militaire en Thaïlande est le maréchal Phibulsongkhram, co-auteur du coup d'Etat qui a renversé la monarchie absolue le 24 juin 1932. Premier ministre de 1938 à 1944, puis de 1948 à 1957, il est qualifié non sans justesse par Eugénie Mérieau de « figure politique incontournable de la construction de la Thaïlande moderne » [Mérieau, 2013 :39]. Le premier règne de Phibunsongkhram est décrit par Stéphane Dovert comme une dictature militariste et antimonarchiste longue de 6 ans ayant permis à l'armée de développer son assise économique, et teintée d'une idéologisation sur le modèle des régimes fascistes européens et japonais des années 1930<sup>32</sup>. C'est le début de la construction de l'idée de race et de nation thaïes, avec le passage du Siam à la Thaïlande en 1939 pour marquer la volonté d' « unifier la race thaïe ». Après avoir renversé Phibunsongkhram par un coup d'Etat en 1957, Sarit Thanarat, autre figure militaire éminente du XXe siècle, a restauré le prestige de la monarchie tout en proclamant l'armée gardienne de cette institution devenue sacrée, lui permettant non seulement de conserver, mais aussi d'accroître ses prérogatives politiques.

Durant la guerre froide, et plus particulièrement lors de la guerre indochinoise, les Etats-Unis ont joué un rôle décisif dans la professionnalisation et l'enrichissement de l'armée thaïlandaise. En raison de sa fonction de première base aérienne américaine dans la région, la manne financière américaine enrichit considérablement l'institution militaire : les subventions versées augmentent continuellement de 20 millions de dollars par an dans les années 1950 jusqu'à atteindre 250 millions de dollars par an au début des années 1970 [Crouzatier, 2012 :58-59]. Au-delà de cet afflux de dollars, les Etats-Unis soutiennent, entraînent et conseillent les chefs militaires thaïlandais, motivés notamment par l'argumentaire anticommuniste des régimes militaires successifs. Le binôme « autoritarisme politique / développement économique » cautionné voire encouragé par les Etats-Unis s'est avéré efficace mais devait se traduire par une déresponsabilisation du politique [Boisseau du Rocher, 2001]. Après que le Congrès eut décidé de la fin des bombardements au Vietnam et au Laos, la présence américaine en Thaïlande diminua significativement, laissant derrière elle une armée thaïlandaise plus nombreuse et plus sophistiquée.

Deux massacres perpétrés par les militaires sur la population civile ont profondément marqué les esprits des thaïlandais et terni un peu plus l'image des hommes en kaki, il s'agit du massacre du 14 octobre 1973 et celui du 6 octobre 1976. Largement évoqués dans le corpus d'articles du Bangkok Post (6% des références historiques avec 13 citations pour le premier massacre, 4% des références historiques avec 8 citations pour le second), notamment lors de l'interdiction de la junte à la commémoration en octobre 2014, ces deux épisodes noirs de l'histoire politique thaïlandaise ont fait l'objet d'une réécriture assidue.

Dans la lignée autocratique de Sarit Thanarat, les dictateurs militaires Thanom, Praphas et Naron Kittikachorn (fils du premier et gendre du second), bénéficiaient du soutien du roi Bhumiphol. La dynamique d'un régime brutal sans contre-pouvoir et caractérisé par un puissant musèlement des médias provoqua une montée de la contestation auprès du monde étudiant inspiré par le mouvement contre la guerre du Vietnam qui se développait sur les campus

---

<sup>32</sup> Arnaud Dubus & Nicolas Revise, *Armée du peuple, armée du roi : les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande*. Bangkok, IRASEC, 2002, 256 p.

américains [Dubus, 2011 :150]. Des manifestations massives éclatèrent à Bangkok en octobre 1973, rassemblant jusqu'à 400 000 personnes. La répression militaire du 14 octobre causa la mort d'une centaine de manifestants. Le roi Bhumibol intervint tel un sauveur à la radio le soir-même, intimant les dictateurs à l'exil et réclamant la rédaction d'une nouvelle Constitution. Comme le souligne Arnaud Dubus, le roi « était devenu un acteur incontournable de la scène politique. Tout le gouvernement, civil ou militaire, aurait désormais besoin de son appui. » [Dubus, 2011 :151].

Pour la première fois depuis 1946, la Thaïlande s'essaye à l'expérience démocratique avec des civils accédant aux postes de Premier ministre. Il s'agit là d'un véritable appel d'air après des décennies de régime autocratique : une nouvelle Constitution est mise en place, des élections organisées, et les libertés d'expression, de réunion et de communication sont rétablies. Toutefois comme le rappelle l'intellectuel Sulak Sivaraksa dans son autobiographie<sup>33</sup>, si l'armée fait profil bas, elle est toujours aux commandes : elle forme toujours un « Etat dans l'Etat » et la « structure demeure oppressive ».

La relative liberté octroyée durant ces trois années favorisa la montée en puissance de syndicats ouvriers. En réaction à cette montée des revendications de gauche, des groupuscules ultraroyalistes et anticommunistes de l'armée menèrent de concert une attaque contre les étudiants de l'université de Thammasat le 6 octobre 1976, partageant le sentiment de la famille royale qu'il était temps de revenir à un gouvernement dominé par les militaires. Arnaud Dubus décrit les atrocités de cette boucherie durant laquelle 46 étudiants perdirent la vie selon le bilan officiel, mais dont les victimes s'élèvent plus probablement autour de la centaine, avec plus de 150 blessés et 3000 arrestations : « Des étudiants furent brûlés sur des piles de pneus, d'autres pendus aux arbres sur l'esplanade royale, face à l'université » [Dubus, 2011 :152]. Une autre faction de l'armée dirigée par le général Krit Sivara profita du chaos pour conduire un nouveau coup d'Etat, avec la bénédiction du Palais. La constitution était de nouveau abrogée et le gouvernement remplacé par une junte militaire. Le nouveau gouvernement justifia l'attaque sur les étudiants au nom de la protection de la monarchie et du pays d'une révolte soutenue par les Vietnamiens et initiée au sein de l'Université de Thammasat. Plus tard les explications officielles dépeignent le carnage comme le résultat d'une rivalité politique entre trois factions militaires. Cette logique de factions est décrite par Nicolas Revise et Arnaud Dubus comme traduisant l'extrême politisation des personnels militaires « dont le vernis idéologique cache mal les ambitions individuelles. Ces militaires font d'abord de la politique, avant d'être réellement politisés, c'est-à-dire porteurs d'une idéologie particulière » [Dubus & Revise, 2002 :186]. Paul Handley, auteur de la biographie controversée de Bhumibol, tient le roi responsable du massacre. Selon l'auteur, le roi aurait soutenu ouvertement, sinon instigué l'attaque des soldats sur son propre peuple, conduisant 10 000 étudiants dans les bras du parti communiste thaïlandais en exil dans la jungle, doublant ainsi la taille de l'insurrection et menant le pays à la limite d'une guerre civile<sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> Sulak Sivaraksa, *Loyalty demands dissent*, Parralaw Press, Berkeley, 1998, p.140

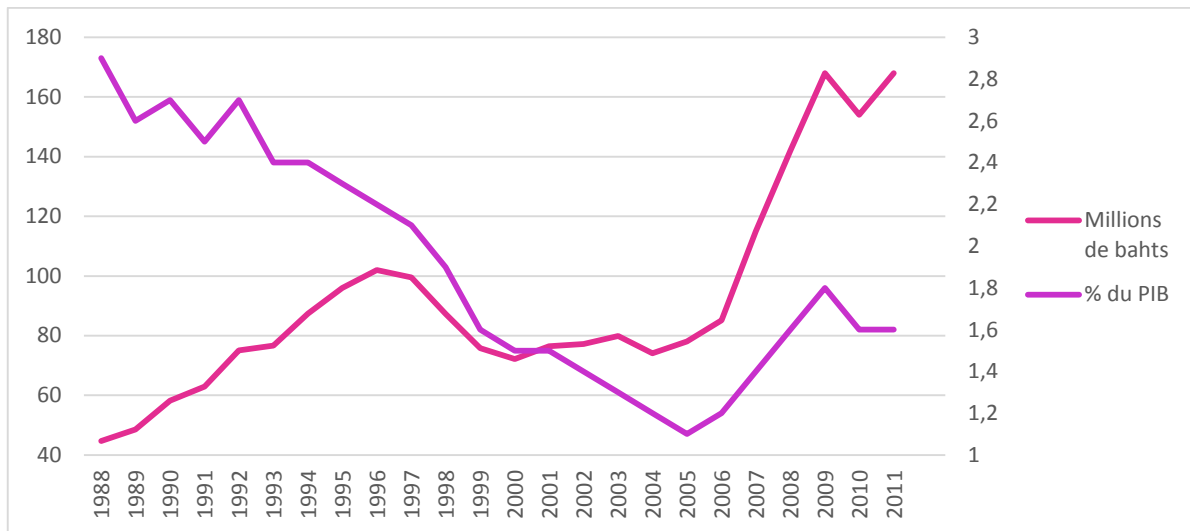
<sup>34</sup> Paul M. Handley, *The King never smiles, a biography of Thailand's Bhumibol Adulyadej*, Yale University Press, 2006, p.499

### 1.2.2. Vers une dépolitisation de l'appareil militaire à partir des années 1990

La période démocratique des années 1970 marqua profondément la société thaïlandaise, qui ne devait plus tolérer un règne militaire sans partage, bien que le soutien implicite du Palais et la faiblesse intrinsèque du système politique donnèrent encore à l'armée des arguments de poids [Dubus & Revise, 2002 :187]. Les années 1980 marquèrent le temps d'une « démocratie à demi cuite », c'est-à-dire un régime autoritaire, mais où des élections régulières permettaient aux partis de participer de nouveau à la vie politique. Il faudra toutefois attendre l'année 1988 et l'élection de Chatichai Choonhavan pour que la Thaïlande renoue véritablement avec un gouvernement civil (même si Chatichai était un général à la retraite). [Dubus, 2011 :153]

A partir des années 1990, l'essor continu de la classe moyenne lui procura un poids politique croissant et lui permit de remettre en cause l'hégémonie militaire. Se félicitant de n'avoir pas connu de coup d'Etat depuis 1977, le royaume est perçu comme une démocratie libérale. Mais la corruption endémique de l'administration Chatichai poussa Suchinda Kaprayoon (commandant en chef) et Sunthon Khongsomphong (commandant suprême) à renverser le gouvernement, selon la bonne vieille tradition le 23 février 1991, et à prendre le pouvoir sous le nom de Conseil national pour le maintien de la paix (*National Peace Keeping Council*). En 1992, Suchinda s'octroya le poste de premier ministre, ce qui provoqua une montée de la contestation à laquelle s'ensuivra le troisième massacre de l'histoire thaïlandaise récente, perpétré par les militaires sur les civils, dont le bilan officiel fait état de 85 victimes. Avec le soutien du Roi, la classe moyenne urbaine parvint à déchoir Suchinda et le Parti Démocrate remporta les élections qui s'ensuivirent en septembre 1992. Duncan MacCargo rappelle néanmoins que le concept de « démocratie » apparaît autant comme un engagement que comme un outil pour justifier sa légitimité et accéder au pouvoir. Le nouveau salariat et les milieux d'affaires ont simplement contesté l'emprise historique maintenue depuis 1932 par la bureaucratie militaire sur le système politique [McCargo, 1997 :11]. Avec la réémergence du processus de démocratisation en 1992, les militaires ne furent pas seulement forcés de se retirer du pouvoir politique direct, mais on attendit d'eux également une réformation interne destinée à dépolitiser l'ensemble de l'appareil militaire [Bodenmuller, 2009 :77]. Cet apparent retrait de l'armée du devant de la scène laisse alors à penser qu'elle aurait tiré des leçons de la dernière répression sanglante en se gardant d'intervenir publiquement [Dubus & Revise, 2002 :210]. Le cataclysme financier de l'été 1997 a bouleversé les équilibres géostratégiques de l'Asie du Sud Est. En 1998, le budget de la Défense de la Thaïlande a chuté de plus de 35% et la baisse s'est poursuivie en 1999. La Constitution de 1997, considérée alors comme la plus démocratique jamais écrite de l'histoire de la Thaïlande, se destine à endiguer la corruption endémique et les interférences militaires.





**Tableau 5: Dépenses militaires en millions de baht et en % du produit intérieur brut – Source : Stockholm International Peace Research Institute**

L'évolution des dépenses militaires depuis 1988 traduit celle de la place de l'armée thaïlandaise dans la politique. La tendance à la baisse de la part du PIB accordé à la Défense, dont la pente se veut particulièrement oblique lors de l'épisode de la crise financière asiatique donne à penser à un affaiblissement du rôle de l'armée. Néanmoins, on constate une résurgence de la part de ces dépenses ainsi qu'une nette augmentation en volume depuis le coup d'Etat de 2006. Les velléités de l'armée semblent donc constituer l'obstacle majeur à la promotion d'un système politique démocratique.

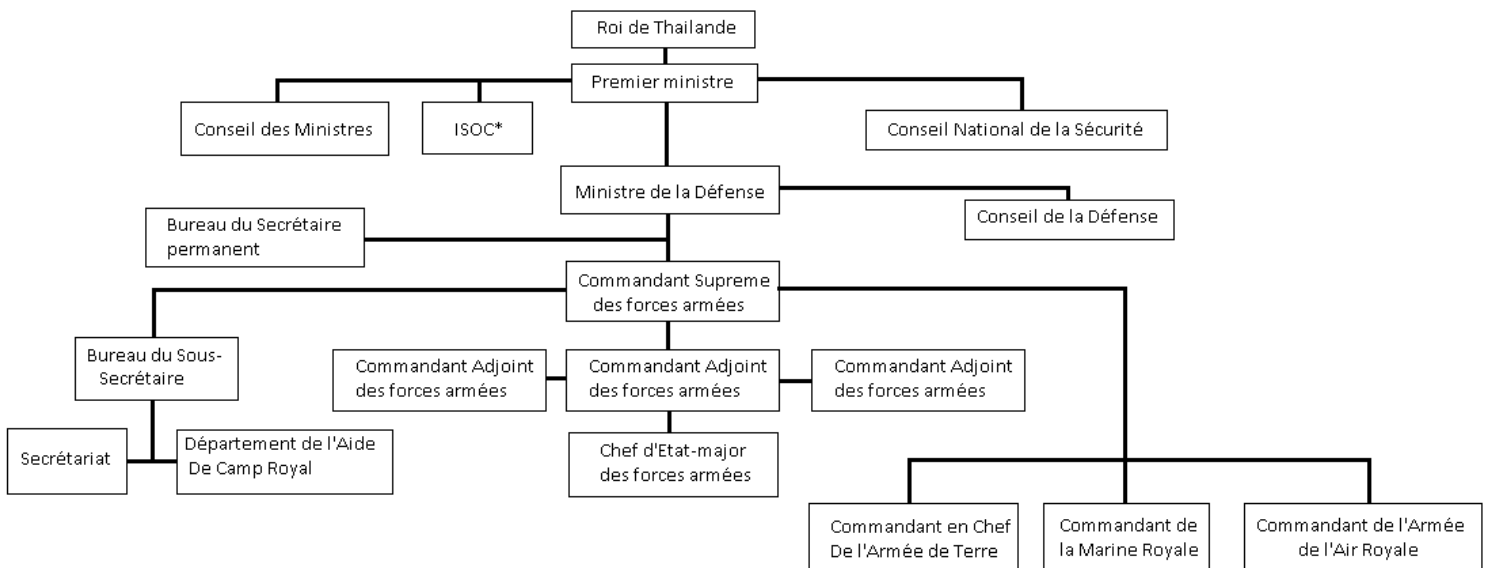
### 1.2.3. Le contrôle des médias par l'armée

Dès leur arrivée au pouvoir, les militaires thaïlandais prennent conscience de l'intérêt des médias en tant que moyen de promotion et source de recettes. Ils vont donc très vite développer une mainmise sur ces derniers qui perdure encore aujourd'hui, à la différence de l'armée indonésienne qui n'a jamais contrôlé de chaîne de radio ou de télévision. Dès 1934, alors que Phibunsongkhram n'est encore que ministre de la Défense, l'armée met en place ses propres stations de radio pour diffuser le slogan du futur premier dictateur : « Ce pays est votre maison, l'armée est sa clôture », ainsi que des discours militaristes et nationalistes sur « l'empire thaï » (*maha anajak thai*) et les « provinces perdues » annexées par la France et le Royaume-Uni [Crouzatier, 2012 :43]. Cette domination des ondes se prolonge tout au long des années 1930, notamment grâce à l'octroi par l'armée du tiers du budget national en 1938. Pour diffuser ses messages de propagande, les militaires ont maîtrisé jusqu'à 202 fréquences radios et 2700 fréquences téléphoniques [Dubus & Revise, 2002 :147]. Avec le développement de la télévision, les militaires poursuivent leur emprise sur les médias en contrôlant deux chaînes télévisées : la chaîne numéro 5, gérée directement, et la chaîne numéro 7 par l'intermédiaire d'une firme privée (*Bangkok Television Radio Co.*). Cette entreprise se révèle très lucrative pour l'armée thaïlandaise, qui engrange un volume important de recettes publicitaires et de dividendes issus des concessions accordées sur ses fréquences, versés dans un fonds secret dont les militaires refusent de communiquer le montant [Dubus & Revise, 2002 :147]. A partir de la fin des années 1980 le secteur des télécommunications se libéralise, et les militaires se retrouvent forcés de lâcher un peu de lest. La Constitution de 1997 institue que les ondes

relèvent du domaine public et crée deux autorités administratives indépendantes pour l’attribution de fréquences: la National Broadcasting Commission (NBC) et la National Telecommunications Commission (NTC). Malgré l’ouverture à la concurrence et l’instauration de ces deux organes indépendants, les militaires n’entendent pas céder entièrement leur monopole médiatique : ainsi en 1998 le général Chetta Thanajaro renouvelle le contrat de concession de la chaîne 7 pour une durée de 25 ans afin de se prévaloir des futures réformes. D’autre part, l’autonomie des deux nouvelles autorités administratives est relative compte tenu du fait que treize des quinze membres de la NBC sont des officiers ou des civils acquis à la cause des militaires, et que les composants de la NTC sont issus de certains milieux d’affaires des télécoms, partenaires de longue date de l’armée comme les firmes Bangkok Entertainment Company et Grammy [Dubus & Revise, 2002 :147]. Depuis décembre 2010, ces deux entités ont fusionné en une seule, la National Broadcasting and Telecommunications Commission (NBTC), plus connue pour sa gestion de la censure. Le secteur des médias et des télécommunications, que les militaires estiment avoir entièrement bâti, reste donc marqué par l’héritage de leur domination tout au long du XXe siècle.

#### 1.2.4. Structure du pouvoir militaire

Pour clôturer cette partie dédiée aux militaires, il est intéressant de porter un éclairage sur certains aspects de la structure contemporaine du pouvoir militaire afin de mieux appréhender les acteurs de la crise de 2013-2014.



**Tableau 6: Thaïlande, Structure de commandement des forces armées. Source : A. Dubus & N. Revise, 2002, « Armée du peuple, armée du roi », Bangkok : IRASEC.**

L’armée de terre est la plus prestigieuse des trois armées, ce sont d’ailleurs ses généraux qui ont fourni le plus de premiers ministres depuis 1993. Ses effectifs sont également bien plus conséquents qu’ailleurs : 123 000 soldats en 2007 contre 77 000 pour la marine et 47 500 pour l’armée de l’air. Son prestige est tel que le poste de chef d’état-major de l’armée de terre (occupé par Prayuth Chan-Ocha antérieurement au coup d’Etat du 22 mai 2014) est considéré comme le poste le plus important du pays après celui du Premier ministre [Mérieau, 2013 :5]. D’autre

part, en cas de mobilisation, c'est le commandant en chef de l'armée de terre qui est chargé de la conduite des opérations et non le commandant suprême.

Le bureau du National Security Council (NSC) a été créé en 1959. Dirigé par un secrétaire général et présidé par le Premier ministre, le NSC est une structure mixte composée de militaires, de policiers et de civils. Elle compte entre autres parmi ses membres les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances et de la Communication, ainsi que le Commandant suprême des forces armées [Dubus & Revise, 2011 :211]. Son rôle est d'établir le plan de sécurité nationale, le Livre Blanc, et de mettre en œuvre cette politique de sécurité après l'avoir soumis au Conseil des Ministres [Mérieau, 2013 :9]. Ce fameux concept élastique de sécurité nationale met actuellement au premier plan la défense de l'institution monarchique. Cette institution, considérée par de nombreux politologues et juristes thaïlandais comme conservatrice voire réactionnaire, est l'une des dernières à permettre aux militaires de s'ingérer dans les affaires relevant traditionnellement de l'autorité civile [Dubus & Revise, 2011 :211].

L'Internal Security Operations Command (ISOC) est, depuis la guerre du Vietnam, l'organe militaire en charge de la propagande. En 2008, l'Internal Security Act (ISA) réorganise l'ISOC et lui octroie des pouvoirs étendus [Mérieau, 2013 :7] :

- ✓ Evaluer les menaces pesant sur la sécurité intérieure. Développer un programme d'action en réponse à ces menaces et les soumettre au Premier ministre, et diriger, la mise en œuvre et la coordination dudit programme.
- ✓ Veiller à promouvoir l'unité et l'harmonie entre les thaïlandais.
- ✓ Veiller au respect du devoir citoyen de préserver la nation, la religion et la monarchie.
- ✓ Veiller à la participation citoyenne dans diverses opérations en relation avec la sécurité intérieure.
- ✓ Diriger d'autres opérations confiées à l'ISOC par le Premier ministre ou une autre autorité compétente.

Après le coup d'Etat du 22 mai 2014, c'est dans les différents bureaux régionaux de l'ISOC que seront établies les « centres pour la réconciliation » chargés de décolorer le pays en éradiquant l'influence de Thaksin et en préparant le terrain pour le modèle du bonheur et d'unité façonné par l'armée.

### 1.3. Le Roi, ciment de la nation

*« Le mérite qu'il a bâti était présumé celui d'un ange,  
Il a fait de son mieux pour apporter le progrès à toute l'humanité,  
Il a régné avec les Préceptes Monarchiques qui impressionnaient le monde entier,  
Ses qualités de dirigeant royal ne pourraient jamais être surpassées par quiconque<sup>35</sup> »*

---

<sup>35</sup> 11<sup>e</sup> paragraphe d'un poème en l'honneur du roi Taksin de Thomburi, écrit en 1771 par Nai Suan, page du roi Taksin.

La monarchie revêt une importance capitale en Thaïlande. Comme le souligne Jean-Marie Crouzatier, cette institution « symbolise la continuité nationale à travers toutes les vicissitudes depuis les débuts de l'histoire du pays. Elle est en effet le seul élément constant, disposant d'une influence stabilisatrice, sur une scène politique chaotique » [Crouzatier, 2012 :109]. En effet, une énième conséquence de la non-colonisation de la Thaïlande se reflète dans le profond ancrage sociétal de la monarchie, qui a su rester intacte voire revalorisée avec la transition constitutionnelle. Particulièrement, la personne du Roi Bhumibol Adulyadej, ou Rama IX, est littéralement sanctifiée : il est l'unique élément de consensus entre les deux groupes antagonistes, qui le vénèrent comme un dieu. Cette section qui lui est consacrée va tenter de concevoir comment un garçon élevé en Occident en est venu à être vu par son peuple comme un Bouddha vivant.

### 1.3.1. Tradition monarchique

La monarchie a imprimé sa marque sans discontinuité depuis plus de sept siècles, et résume à elle-seule l'origine, l'histoire et la grandeur du pays, notamment en vertu de la pensée politique hindouiste qui postule qu'un monarque est l'élément primordial d'une société. La première conception structurée de la monarchie est issue de l'époque de Sukhotai (1238-1438). Les souverains d'alors étaient investis d'un rôle d'arbitre dans la gestion des conflits entre sujets, selon l'antique loi du *dhammasastra* à inspiration bouddhiste. Ce code détermine les dix vertus cardinales des monarques, leur octroyant par la même le statut de « roi de justice » : charité, moralité, générosité, droiture, douceur, tempérance, maîtrise de soi, non-violence, patience et tolérance. Le *dhammasastra*, en tant qu'œuvre politico-juridique classique, apporte à la constitution de la royauté traditionnelle des éléments fondamentaux [Crouzatier, 2012 :21]. L'articulation entre royauté et religion est donc ancienne, et permettait surtout au monarque de s'attribuer des pouvoirs surnaturels, sources de légitimité. Le souverain est donc dès lors un *Bodhisattva*, c'est-à-dire un futur Bouddha chargé d'acheminer ses sujets vers le nirvana. En échange de son consentement à l'exercice d'une telle autorité spirituelle et morale, l'ordre monastique (*sangha*) obtenait la protection et le patronage du dirigeant, en sus d'une exemption de taxes [Crouzatier, 2012 :25].

C'est surtout la dynastie Chakri, établie depuis 1782, qui devait jouer un rôle essentiel dans la construction de la nation thaïlandaise<sup>36</sup>, tout en perpétuant les emprunts religieux : c'est alors que le roi fut identifié à Rama, un avatar de Vishnu (la dynastie réclame son affiliation aux grands rois d'Angkor). C'est plus particulièrement sous le règne de Chulalongkorn (Rama V), sorte d'ère Meiji façon thaïlandaise, que l'appareil monarchique imprima sa marque sur le gouvernement. Une illustration de cette ingérence monarchique dans le champ politique est illustrée par la composition du Conseil des ministres en 1892 : neuf des douze ministres étaient les frères ou demi-frères de Chulalongkorn. C'est le roi Chulalongkorn qui créa le Conseil privé du Roi en s'inspirant du modèle britannique du Privy Council. Respectés et honorés, les Conseillers privés du Roi sont issus des corps de l'armée, du monde judiciaire, de la diplomatie et des grandes entreprises du royaume [Mérieau, 2013 :5]. La postérité de Chulalongkorn est toujours d'actualité dans la vie du royaume, par exemple sa statue équestre à Dusit, devant

---

<sup>36</sup> Jérémy Jammes & François Robinne, « L'Asie du Sud-Est 2014: bilan, enjeux et perspectives », Bangkok, IRASEC, 2014, p.109

l'ancien Parlement, est devenue un des lieux de culte les plus populaires de Bangkok : «on s'y rend pour vénérer le « grand modernisateur du pays », initiateur du capitalisme national, et solliciter son soutien occulte dans la conduite des affaires » [Jammes & Robinne, 2014 :110]. Par ailleurs, l'université de Chulalongkorn est avec celle de Thammasat, la plus prestigieuse de Thaïlande. Ce sont elles qui fournissent la quasi-totalité des élites politiques du pays.

Bien que la vénération des rois siamois en tant qu'icônes sanctifiées soit une caractéristique ancienne de la culture thaïlandaise, le début du XXe siècle marqua une nouvelle ère pour la Couronne<sup>37</sup>. Certes la monarchie absolue fut alors abolie mais, sous le couvert d'une monarchie constitutionnelle, les Chakri ont continué à exercer un rôle central, en particulier depuis l'accession au trône de Rama IX en 1950, suite à la mort mystérieuse de son frère en 1946 (une période régence lui permet de terminer ses études).

### 1.3.2. Un charisme hors du commun des mortels

Neuvième monarque de la dynastie des Chakri, Bhumibol Adulyadej est né le 5 décembre 1927 à Brookline, une banlieue prospère de Boston, et a passé ses vingt premières années en Suisse romande, près de Lausanne (sa première langue est le français). De nombreux « faits d'armes » de Rama IX composent sa personnalité singulière et imposent auprès de son peuple le respect le plus profond : la longévité de son règne, son penchant pour l'art, et son caractère entièrement dévoué à l'intérêt de la Nation. Bien sûr, les deux derniers attributs procèdent d'un soigneux travail sur son image.

L'instabilité constitutionnelle du pays est en contraste total avec l'extrême stabilité de la monarchie : Rama IX a été intronisé en 1950. Ces 65 années sur le trône en font le règne le plus long de toute l'histoire de la royauté siamoise, et un des plus longs de celle de l'humanité. Bhumibol est donc sans surprise le souverain le plus ancien en fonction dans le monde. Cet exploit d'endurance renforce l'exceptionnelle qualité de son karma - c'est-à-dire le mérite accumulé tout au long de ses précédentes vies - la puissante énergie karmique du Roi étant déjà attestée par la noblesse royale de sa naissance. En effet, la renaissance dans une position sociale élevée est perçue comme une progression naturelle, et au-delà encore, comme une récompense du comportement vertueux de ses vies passées. Le bouddhisme Theravada justifie donc la différence en rationalisant les inégalités.

Bhumibol est régulièrement vanté pour sa grande sensibilité artistique. Initié à la photographie - une de ses représentations les plus populaires l'arbore appareil photo à la main - mais aussi à la composition florale et à la peinture : il a peint une centaine d'huiles sur toile entre 1959 et 1967. Sa plus grande passion reste la musique, et particulièrement le jazz, ce qui lui vaut d'être perçu comme un roi très moderne. Il est à noter que dans sa célèbre biographie critique du roi, Paul Handley déconstruit profusément le talent artistique du monarque en invoquant une exagération prononcée de sa brillance» [Handley, 2006 :157]. Pour rendre compte de l'écart entre la réalité et le portrait qui en est fait, Paul Handley décrit l'œuvre du monarque en ces termes : concernant la photographie, « il prenait surtout des instantanés de sa famille, de ses amis et des foules réunies au cours de ses voyages. Mais le bref résultat d'une expérience

---

<sup>37</sup> Ka F. Wong, *Visions of a nation, Public Monuments in Twentieth-Century Thailand*. Bangkok, White Lotus, 2006, p.27

de la prise de photo et des techniques de la chambre noire a fait son chemin à travers les médias de masse, répandant de vastes éloges. Artistiquement parlant, ces photos ne se distinguaient pas. Mais dans un pays où très peu de personnes possédaient un appareil photo avant les années 1960, son travail était tenu pour légendaire » [Handley, 2006 :157]. Concernant la peinture, « bien qu'il démontra du talent dans la couleur et la composition, ses tableaux étaient plutôt plats et sans texture, et de manière compréhensible à la vue de son expérience, leur contenu émotionnel était faible » [Handley, 2006 :158]. Enfin, pour ce qui est de la musique, « ses talents de composition étaient très limités. [...] Avec un peu d'arrangement, [ses morceaux] étaient jouables. [...] Mais aucun n'était particulièrement mémorable, si ce n'est qu'aujourd'hui encore, ils sont diffusés tellement souvent à la télévision et à la radio, dans les centres commerciaux, les cinémas et les concerts, que les Thaïlandais ne peuvent s'empêcher de les fredonner, sans même en connaître l'auteur » [Handley, 2006 :160].

Rama IX s'est toujours attaché à paraître soucieux du sort des plus mal lotis de son royaume, ce qui participe largement à sa dévotion populaire. Sa volonté à être perçu comme un « roi bouddhiste compassionnel, mobilisant tous les moyens en son pouvoir pour le bien-être de son peuple, la paix civile et la promotion du patrimoine national » [Jammes & Robinne, 2014 :111] l'a amené à s'investir dans la promotion de nombreux projets agricoles destinés à lutter contre la pauvreté rurale, intitulés « Les Projets Royaux ». Jean-Marie Crouzatier en décrit le contenu : « Le roi développa un intérêt particulier pour le développement rural ; il finança la création de fermes expérimentales et d'élevage de poissons, ainsi que des projets d'irrigation. Durant ses tournées dans le nord du pays, il développa également un intérêt pour les peuples montagnards et finança des projets pour remplacer la culture de l'opium par de nouvelles plantations » [Crouzatier, 2012 :61]. Dans le Nord-Est, il rendait également visite aux villageois victimes d'inondations et de sécheresse. Cet investissement se révéla fructueux, car les paysans socialement et économiquement défavorisés en vinrent à le vénérer pour sa grandeur d'esprit et son sens de la justice, fermant les yeux sur son extrême richesse (il est le monarque le plus riche du monde). La Reine Sirikit a su se faire le miroir de son mari. En créant la « Support Foundation », elle se consacra à venir en aide aux populations défavorisées, notamment en favorisant leur développement économique à travers la promotion de l'artisanat des minorités ethniques excentrées et par des tournées régulières et ritualisées [Handley, 2006 :299]. La renommée de Bhumibol tient également d'une philosophie particulière de l'économie qu'il a développé dans les années 1970, intitulée économie de la suffisance (*sufficiency economy*). Inspirée du bouddhisme, cette philosophie prône un style de vie simple et autonome dépourvu d'avidité en réaction à la diffusion du capitalisme. Comme son nom le suggère, les valeurs au cœur de cette école de pensée sont l'autosuffisance, la moralité et la modération. Largement reprise dans les manuels scolaires, la philosophie de Bhumibol est interprétée comme la preuve de la sagesse du Roi, de sa grande probité et de sa droiture [Bodenmuller, 2009 :74].

Tout au long de sa très longue vie, Bhumibol s'est construit une réputation inébranlable, celle d'un roi vertueux à même de réguler l'ordre socio-cosmique. L'autorité morale qui en découle semble démentir la thèse wébérienne selon laquelle la vie politique moderne serait de plus en plus fondée sur la rationalité.

### 1.3.3. Une popularité source de légitimité politique

Le charisme de Bhumibol lui a conféré deux prérogatives : celle de l'amour inconditionnel que son peuple lui porte, et une certaine légitimité à intervenir dans les affaires politiques du pays.

L'exceptionnelle déférence que lui témoignent ses sujets est exprimée par Michel Klen : « Les citoyens du royaume vilipendent leurs hommes politiques, mais ils ne portent jamais de jugement sur leur souverain, ni sur la famille royale. Ce phénomène national de vénération va bien au-delà du rituel. En aucun cas il ne s'agit d'une contrainte, mais bien d'une adhésion populaire<sup>38</sup> ». Le Roi jouit en effet d'une très grande popularité auprès de toutes les couches sociales. Dégagé de toute affiliation avec les partis ou les factions, il est le lien vivant entre les Thaïlandais. Son image est omniprésente dans le Royaume, au-delà des espaces publics qui le consacrent à coup d'affiches et de statues, on le retrouve sous forme de poster ou de calendrier dans presque tous les foyers et les commerces du pays. La dévotion populaire pour le monarque est également concrétisée par le port de vêtements de couleur jaune le lundi, couleur symbole du jour de sa naissance. En effet, à chaque jour de la semaine est attribuée une couleur : lundi, jaune ; mardi, rose ; mercredi, vert ; jeudi, orange ; vendredi, bleu ; samedi, violet ; dimanche, rouge. C'est naturellement de là que la symbolique des « Chemises jaunes » trouve son origine, il s'agit d'exprimer son profond attachement au monarque. A la fin des années 1950, l'anniversaire du Roi – le 5 décembre - est décrété fête nationale. C'est l'occasion pour les thaïlandais de le vénérer religieusement et de descendre dans la rue pour exprimer tout cet amour. Il est d'usage que le Roi prononce son discours annuel, appelant généralement son peuple à s'unir en tant que citoyens d'une même grande et belle nation. Ce discours est diffusé en direct sur tous les écrans du pays, et il n'est pas rare de voir des Thaïlandais en pleurer d'émotion. Le soir, la pelouse de Sanam Luang, au cœur du centre historique de la capitale, est noire – ou plutôt jaune- de monde. Bien que le roi ne s'y rende plus depuis des années en raison de son fragile état de santé, les Thaïlandais s'y retrouvent pour y chanter ses louanges et brandir une bougie (jaune) avant le spectacle d'un grand feu d'artifice. En 2014, l'anniversaire de Bhumibol est pendant la période d'escalade de la crise, le seul moment d'accalmie notable.



**Photographie 1 : Célébration de l'anniversaire du roi. Bangkok Post, "King makes unity call in birthday message", 06/12/14, Pattarachai Preechapanich.**

<sup>38</sup> Michel Klen, « Les contradictions thaïlandaises », *Études*, 2001, vol. 6, n° 394, p. 725-734.

Ces deux clichés issus du Bangkok Post à l’occasion de l’anniversaire du roi sont très emblématiques, ils recensent tous les symboles de la ferveur monarchique : la couleur jaune, le drapeau tricolore national, le drapeau (jaune) de la monarchie, le portrait du roi, et les serretêtes où il est écrit en thaï : รัก ใน หลวง, soit *Rag Nai Lhuang*, ce qui veut dire « Amour du roi ».

Il serait naïf de croire qu’en vertu de la nature constitutionnaliste de la politique thaïlandaise, le roi Bhumibol n’exerce aucun pouvoir. Au contraire, le monarque thaïlandais déploie une influence politique sans commune mesure avec celle de ses homologues d’autres pays. Les articles 9 à 11 de la Constitution de 2007 le consacrent comme le protecteur de la religion bouddhiste et de toutes les autres religions, le chef des forces armées thaïlandaises et il dispose du droit de créer des titres et de conférer des décorations<sup>39</sup>. Sur le plan judiciaire, le droit de grâce lui permet de supprimer ou commuer les peines prononcées par les tribunaux. C’est également lui qui nomme et révoque les juges. Sur le plan politique surtout, il est impliqué dans les affaires de l’Etat depuis les années 1950. A partir de la fin des années 1960, Bhumibol a pris l’habitude de faire des déclarations publiques régulières sur des questions politiques, et au début des années 1970, il était la plus importante figure de Thaïlande. Nous avons déjà passé en revue ses interventions dans les trois massacres de 1973, 1976 et 1992, témoignant de son habileté politique à désapprouver les agissements des militaires. C’est pourtant bien lui qui valide ou invalide les coups d’Etat qui rythment la politique du pays. En conclusion, comme l’analysent Duncan McCargo et Paul Handley, le Roi ne se contente pas d’exercer sa fonction cérémonielle, mais poursuit également activement ses intérêts économiques et politiques personnels [Bodenmuller, 2009 :70], corroborant avec l’argumentaire de Pavin Chachavalpongpun, professeur associé au centre d’études d’Asie du Sud-Est de l’université de Kyoto selon lequel « la monarchie continue de dominer la sphère politique et empêche la démocratisation, creusant la polarisation de la scène politique<sup>40</sup> ».

## 2. Etat des médias thaïlandais

### 2.1. Médias traditionnels

#### 2.1.1. Presse écrite

La structure du marché des journaux en Thaïlande est composée de 80 journaux nationaux, 25 journaux régionaux (la presse régionale est surtout développée dans les grandes villes, comme Chiang Mai) et plus de 150 magazines. Seulement 30% des thaïlandais ont accès aux informations par les journaux<sup>41</sup>. Selon Duncan McCargo, la circulation des quotidiens en Thaïlande est inférieure à deux millions d’exemplaires, ce qui correspond à un journal acheté par une trentaine de personnes, ou trente-trois journaux pour mille personnes. Les recettes de la presse écrite sont majoritairement issues de la publicité (65% des recettes totales), ce qui

---

<sup>39</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, 193p.

<sup>40</sup> Courrier international, « Monarchie. Thaïlande : Bhumibol, un roi très interventionniste », 01/08/13, tiré de South China Morning Post.

<sup>41</sup> Friedrich-Ebert Stiftung,, *Asian Media Barometer*, Thailand, 2010.



place les journaux thaïlandais dans une situation de grande dépendance vis-à-vis des annonceurs. Les revenus des ventes comptent pour 35%<sup>42</sup>.

En 2010, les quotidiens en langue thaïe représentent 96% du marché de la presse [Kooyai, 2013]. Le quotidien le plus important du royaume est Thai Rath, avec en 2012 une circulation de plus d'un million d'exemplaires et 12 millions de lecteurs<sup>43</sup>. Comme le deuxième journal du pays, Daily News, Thai Rath est un quotidien sensationnaliste connu pour ses écrits sur la criminalité et les accidents. Avec une diffusion de 120 000 exemplaires, Matichon est le quotidien le plus prestigieux de Thaïlande. Fondé en 1978, l'équivalent du New York Times et du Monde est lu par l'ensemble de la classe politique et en général par l'intelligentsia [Dubus, 2011 :163]. Il traite de politique, d'économie, de culture, de société et de sports, avec un angle particulièrement neutre par rapport à ses homologues. Les autres quotidiens populaires sont Khaosod, Thai Post, Kom Chad Luek, Naew Na et Siamrath. Les quotidiens d'affaires sont Krungthep Turakit et Post Today. La presse magazine féminine est abondante et diversifiée et compte notamment le mensuel *Kou Sang Kou Som* qui signifie « Le couple idyllique », destiné aux secrétaires et aux employées. Le magazine de la jeunesse « branchée » est le mensuel *A Day*, orienté sur la musique, la photographie et les arts [Dubus, 2011 :164].

Il existe deux quotidiens en anglais, The Bangkok Post et The Nation, qui comptent pour 4% du marché de la presse écrite thaïlandaise en 2010 et dont la diffusion ne dépasse pas 60 000 exemplaires. Cette faible pénétration de la presse anglaise tient du fait que malgré que la plupart des thaïlandais comprennent l'anglais (surtout dans les zones urbaines), ce n'est pas une langue pratiquée au quotidien. De fait, ces deux journaux se destinent surtout à un lectorat d'étrangers et d'expatriés. Appartenant au groupe Post Publishing Company, le Bangkok Post est le premier quotidien anglophone du royaume. Il a été fondé le 1<sup>er</sup> août 1946 par un soldat américain, le Général Alexander McDonald, et Prasit Lulitanondha [Kooyai :2013], et son slogan est « *The newspaper you can trust* ». Le quotidien The Nation a été fondé en 1971 et est détenu par le Nation Multimedia Group. Les deux quotidiens sont disponibles à la lecture sur internet et proposent, en plus des informations régionales, internationales et d'un supplément business quotidien, des suppléments hebdomadaires concernant la vie en Thaïlande, les voyages, les sorties etc...

Pour ce qui est de la presse francophone, Gavroche magazine propose une édition mensuelle consacrée à la Thaïlande, avec de nombreux reportages sur des sujets de société, de culture, de tourisme et d'actualité de la communauté française francophone. Il est en vente dans les grandes librairies, les aéroports, et certains hôtels francophones en Thaïlande, au Laos et au Cambodge<sup>44</sup>. Le Paris-Phuket est un magazine mensuel bilingue avec des articles en français et en thaï. La revue L'Amateur est un biennuel écrit par les étudiants thaïs des facultés de sciences politiques et de lettres de l'université de Chulalongkorn. Tiré à un millier d'exemplaires, il est distribué dans les départements de français des universités de Thaïlande. Il est également

---

<sup>42</sup> Kusuma Kooyai, Thèse de doctorat : La présence et la représentation de la violence dans les médias en Thaïlande. Réflexion sur la période 2004-2006. Université Paris II Panthéon Assas., 2013

<sup>43</sup> Isriya Paireepairit, *Free Space of Expression: new medias and Thailand's politics*. Berlin, Fesmedia Asia, 2012, p.14

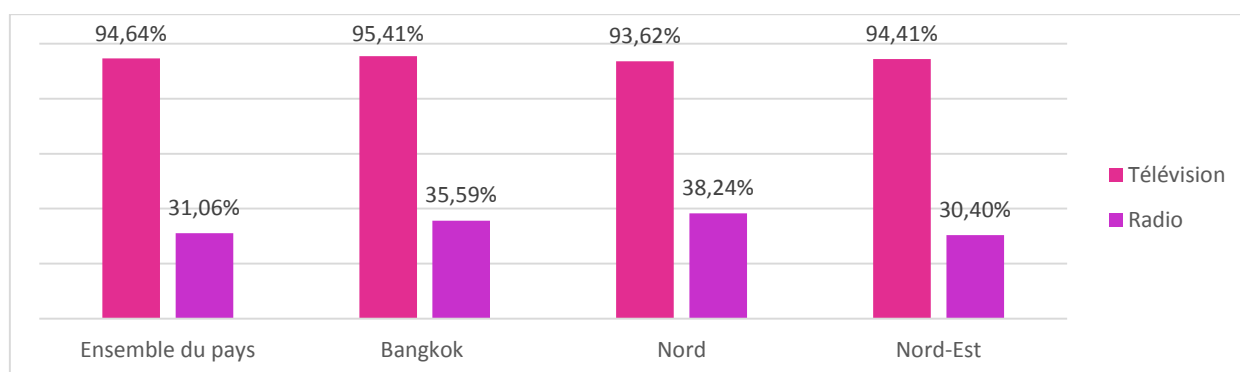
<sup>44</sup> [www.gavroche-thaïlande.com](http://www.gavroche-thaïlande.com)

consultable à la médiathèque de l'Alliance Française de Bangkok située à Sathorn Road, qui dispose par ailleurs d'une large collection de journaux et de magazines français. Trois sites composent l'essentiel de la presse francophone sur Internet. Il s'agit de Lepetitjournal.com, Thaïlande-fr et Asie-info.

### 2.1.2. Médias audiovisuels

Selon une étude réalisée par Ubonrat Siriyuvasak de l'université de Chulalongkorn, il existe 524 stations de radios<sup>45</sup>, dont la quasi-totalité est en langue thaïe. Les radios communautaires sont très répandues en Thaïlande. Ces dernières ont un mode de fonctionnement très local, avec une écoute réduite de quelques douzaines d'auditeurs qui ne dépasse pas le cadre du village. Le marché télévisuel est quant à lui composé de 6 chaînes de télévision nationale : TV3, TV5, Channel 7, Channel 9, Channel 11 NBT et Thai PBS ainsi que de 30 chaînes de satellite. Les chaînes privées TV3 et Channel 7 sont les plus populaires du pays. TV5 dessert les relations publiques de l'armée et Channel 11 NBT est sous le contrôle direct du bureau du Premier ministre. Les programmes le plus appréciés sont les informations, les soap-opéras, le sport et les jeux télévisés. Les différentes chaînes proposent à peu près toutes les mêmes programmes, à l'exception de la chaîne 11 et de Thai PBS qui se veulent plus orientées sur l'information et l'éducation. La transition de l'analogique au numérique pour la télévision terrestre a commencé en 2012 et devrait s'achever en 2020<sup>46</sup>. La télévision par internet (IPTV) est en plein essor. A la fin de l'année 2013, TOT Iptv, le plus grand acteur, revendique 300 000 abonnés et table sur 700 000 abonnés en 2014 (Ubifrance).

Le marché de l'audiovisuel en Thaïlande est concentré autour d'un petit nombre d'acteurs. En effet, en 2011, la première station de radio détient 20,08% des audiences, et les quatre principales stations de radio réunies se partagent 40,95% des audiences nationales. Pour ce qui est du petit écran, la première chaîne de télévision détient 45,33% des audiences, et les quatre principales chaînes réunies se partagent 93,79% des audiences nationales<sup>47</sup>.



**Tableau 7: Pourcentage de la population âgée de 6 ans et plus qui utilise la télévision et la radio en 2008 – Source : Ministère thaïlandais des technologies de l'information et de la communication, bureau national de statistiques, « The Mass Media (Radio » et « The Mass Media (Television) »**

<sup>45</sup> Chavarong Limpattamapanee & Arnaud Leveau, *State and media in Thailand during political transition*. Bangkok, IRASEC, 2007, 48 p.

<sup>46</sup> Ubifrance Thaïlande, 2014, « Fiche marché : l'audiovisuel en Thaïlande »

<sup>47</sup> Unesco

Une grande majorité de la population thaïlandaise regarde la télévision, qui apparaît comme un média très populaire en Thaïlande. En outre, il n'existe pas de différence notable entre les régions concernant la consommation de programmes télévisuels, si ce n'est un taux de visionnage légèrement supérieur à Bangkok qu'en province. En revanche, la radio n'est utilisée que par environ un tiers des thaïlandais. Dans la région Nord, la légère sous-utilisation de la télévision par rapport à la moyenne nationale semble compensée par un taux d'écoute de programmes radiodiffusés largement supérieure à celle de l'ensemble du pays. Le Nord apparaît donc en quête de modernisation en termes de consommation médiatique.

## 2.2. Nouveaux médias

Le développement d'internet est généralement perçu comme une contribution technologique extrêmement positive. Selon Phansasiri Kularb du département de journalisme et d'information de l'université de Chulalongkorn, la communication sur le cyberspace permet de décentraliser le monopole des sources de l'information détenu par les forces dominantes de la politique, de l'économie et de la culture, pour favoriser une meilleure balance du flux de l'information [Limpattamapanee & al, 2007:31]. Saksith Saiyasombut, spécialiste des médias thaïlandais, évoque également le bénéfice d'internet pour les consommateurs en termes d'accès gratuit à d'importants volumes de contenu. En revanche, la presse écrite thaïlandaise pâtit sévèrement de l'essor d'internet. Les journaux tentent de s'adapter à cette évolution structurelle en proposant leur contenu en ligne mais sont pour l'instant encore à la recherche d'un équilibre pour compenser les pertes engendrées par la baisse des ventes du support papier.

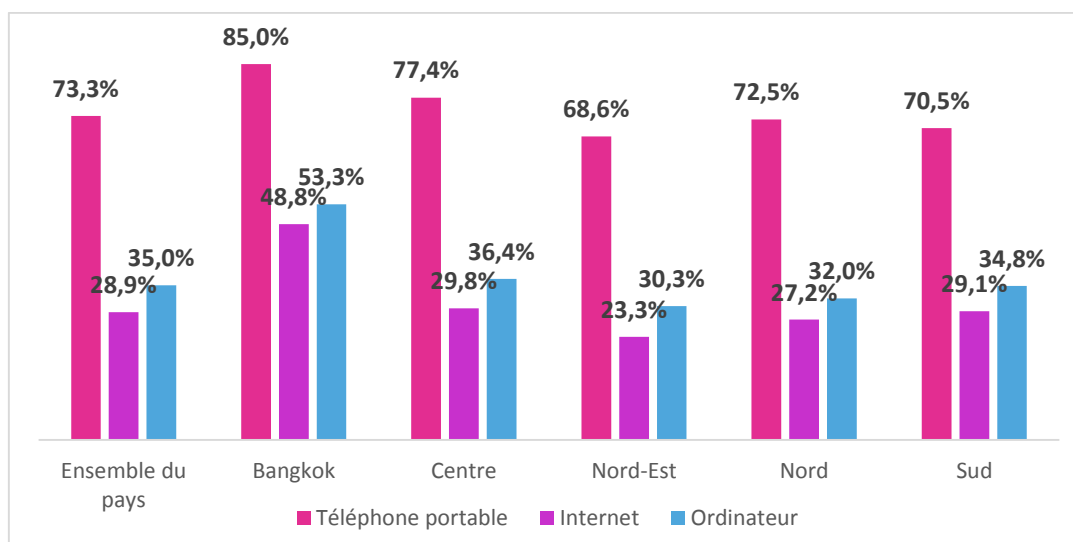
### 2.2.1. Développement des nouvelles technologies en Thaïlande

La première connexion internet a été établie en 1987 entre l'Institut Asiatique de Technologie, l'université de Melbourne et l'université de Tokyo. Il faut attendre 1995 pour que cette technologie soit commercialisée au public<sup>48</sup>. Les nouvelles technologies se sont amplement développées en Thaïlande depuis, bien que le pays ne soit pas parmi les plus connectés du globe. Etant donné que la langue maternelle est le thaï, l'accès au contenu en ligne, principalement en anglais, est limité. L'interface d'utilisation des ordinateurs, également en anglais, empêche les néophytes des nouvelles technologies à accéder facilement à ce support [Paireepairit, 2012:24]. Selon Freedom House, le principal facteur contribuant à ces faibles taux de pénétration est imputable au manque d'effort du gouvernement pour améliorer l'état des infrastructures en lignes fixes et pour encourager le développement des technologies de l'information et de la communication<sup>49</sup>.

---

<sup>48</sup> Sirin Palasri & al., *The History of the Internet in Thailand*. Eugene, University of Oregon, 1999

<sup>49</sup> Freedom House, 2012, « Freedom of the Net »

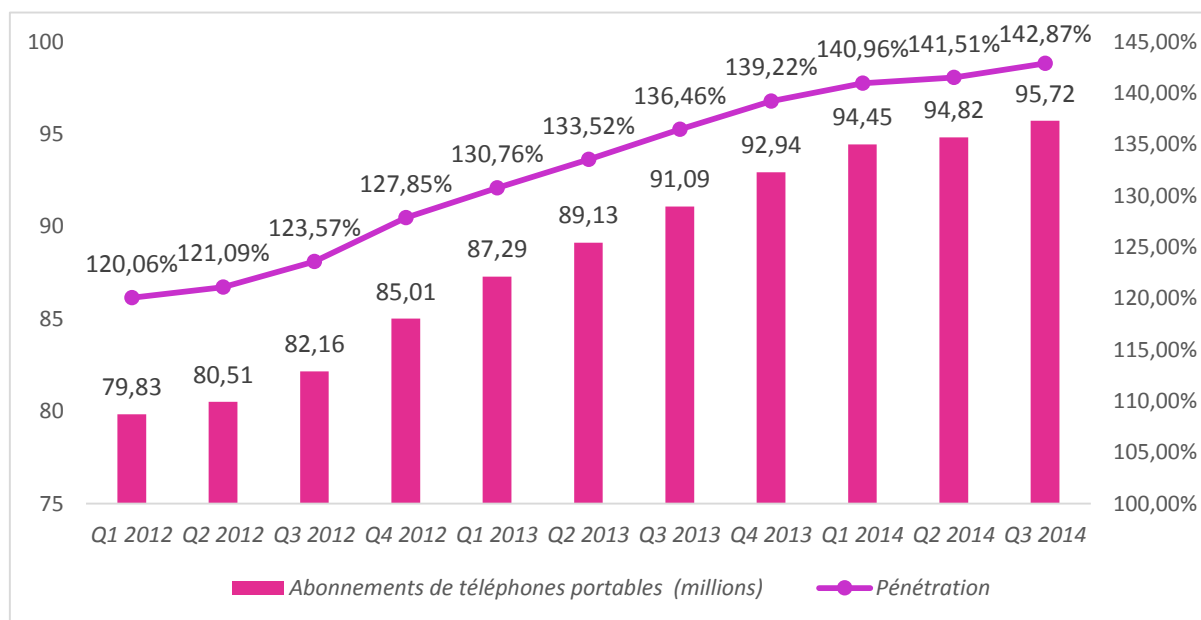


**Tableau 8: Pourcentage de la population âgée de 6 ans et plus, selon l'utilisation du téléphone portable, d'internet et de l'ordinateur en 2013 – Source : Bureau national de statistique, « The Information and Communication Technology Survey in Household »**

En 2013, 22,2 millions des 63,3 millions de la population thaïlandaise âgée de plus de 6 ans utilisent un ordinateur, 18,3 millions utilisent Internet et 46,4 millions ont un téléphone portable. L'équipement en téléphones portables est largement supérieur à celui en ordinateurs, 38,5% de plus pour l'ensemble du pays. Sans surprise, Bangkok est « surconnectée » par rapport aux autres régions de Thaïlande, avec des taux d'équipement dépassant largement la moyenne nationale, et le Nord-Est est la région la plus à l'écart des nouvelles technologies avec le taux d'équipement le plus faible du pays. On constate en effet des écarts d'équipement en technologie saisissants entre la ville et la campagne. En 2013, les habitants de la ville sont 17,2% de plus à disposer d'un ordinateur, 16,7% de plus à être connecté à internet et 10,2% de plus à avoir un téléphone mobile. Cela s'explique notamment par le coût de l'abonnement à l'ADSL, d'environ 20 dollars par mois en 2011, ce qui peut être trop onéreux pour les habitants de la campagne dont le salaire quotidien est de 7 dollars en moyenne en 2010, mais reste relativement abordable pour les classes moyennes urbaines [Freedom House, 2012]. Ces écarts sont légèrement inférieurs à ceux de 2009 pour ce qui est de l'ordinateur et d'internet, mais il s'est largement réduit pour le dernier indicateur : les gens de la campagne étaient alors 17,4% de moins à être équipés d'un téléphone portable que ceux de la ville. Au niveau national, c'est le taux de connexion à internet qui a le plus progressé par rapport à 2009 où il était de 20,1% soit une augmentation de 44%. C'est ensuite l'équipement en téléphones portables qui a progressé de 29% par rapport à 2009 (il était alors de 56,8%), puis celui en ordinateurs qui a augmenté de 19% (29,3% de la population possédait un ordinateur en 2009<sup>50</sup>).

<sup>50</sup> Ministère Thaïlandais des technologies de l'information et de la communication, bureau national de statistique, 2013, « The information and Communication Technology Survey in Household »

Si l'on s'intéresse à l'utilisation d'internet en fonction de l'âge des utilisateurs, on s'aperçoit que le groupe le plus connecté est celui des 15-24 ans (58,4% utilisant internet en 2013) tandis que les 50 ans et plus sont ceux qui utilisent le moins la nouvelle technologie (6,6% en 2013). En termes d'évolution entre 2009 et 2013, c'est le groupe des 6-14 qui a le plus progressé, en passant de 29% utilisant internet en 2009 à 54,1% en 2013, soit une augmentation de 86% en quatre ans [Ministère thaïlandais de l'information et de la communication, 2013].



**Tableau 9: Téléphonie mobile en Thaïlande – Source : NBTC, septembre 2014**

En ce qui concerne la téléphonie mobile plus particulièrement, les thaïlandais sont bien équipés et la progression est plutôt rapide d'une année sur l'autre, avec 15 890 000 nouveaux abonnements entre 2012 et 2014. Le taux de pénétration dépasse déjà les 100% en 2012 et continue d'augmenter. Selon Business+, le leader du marché est Samsung avec 58,5% des parts de marché, suivi de Nokia: 19,6%, Apple 4,2% et iMobile 9,2%. Depuis 2011 les ventes de smartphones ont dépassé celles des téléphones « non-intelligents » avec environ 4 millions d'abonnements aux services 3G pour cette année-là [Freedom House, 2012]. En termes de fréquence d'utilisation, en 2013, 92% les thaïlandais pourvu d'un smartphone vont sur internet tous les jours, 6% de manière hebdomadaire, 1% de façon mensuelle et 1% n'utilise pas internet<sup>51</sup>.

### 2.2.2. Réseaux sociaux

Depuis 2008-2009, la montée des réseaux sociaux a modifié le paysage virtuel du royaume. En effet, les thaïlandais sont férus de réseaux sociaux : ils y consacrent en moyenne 3,7 heures par jour en 2013 selon Zocial Inc, l'entreprise thaïlandaise chargée de la veille sur l'évolution de ces nouveaux médias. Ce hobby est également très répandu, puisque 90% des utilisateurs d'internet fréquentent les réseaux sociaux en 2014<sup>52</sup>.

<sup>51</sup> OurMobilePlanet, août 2013

<sup>52</sup> Agence thaïlandaise de Développement des Transactions Electroniques (ETDA)

Bien qu'il perde du terrain par rapport à ses homologues, Facebook est le réseau social le plus populaire du royaume, avec 30 millions d'utilisateurs en 2015 selon Digital Advertising Association Thailand, soit plus d'un tiers de la population thaïlandaise. Le royaume est le 9<sup>e</sup> pays le plus implanté sur Facebook en termes d'utilisateurs, et Bangkok est la première ville mondiale avec 15,4 millions d'inscrits, ce qui représente 55% de la couverture nationale. Le taux d'engagement des Thaïlandais sur Facebook est très supérieur à la moyenne des autres pays, avec pour l'année 2013 une moyenne mensuelle de 7,1 milliards de likes, 5,5 milliards de messages, 1,3 milliards de commentaires, 328 millions de photos téléchargées, 206 millions d'actualisation de statuts, 172 millions de messages sur les murs Facebook, et 1,8 millions de vidéos<sup>53</sup>. Selon l'agence digitale asiatique EdgeAsia, Facebook est le plus populaire auprès des 18-24 ans qui comptent pour un tiers des utilisateurs, suivi des 25-34 ans (29% des utilisateurs). Sans surprise, c'est la tranche d'âge des 55 ans et plus qui fréquentent le moins le site avec 3% des utilisateurs thaïlandais. Suite à un tel engouement, les politiciens ont commencé à s'intéresser à Facebook dès 2009 afin de communiquer directement auprès de leurs sympathisants et de se donner une image moderne. Aujourd'hui encore, c'est le réseau social le plus utilisé par les gouvernants politiques. A titre d'illustration, au 1<sup>er</sup> août 2015, Yingluck Shinawatra, Suthep Thaugsuban et Abhisit Vejjajiva ont respectivement plus de 4,1 ; 2,9 et 2,3 millions de fans. Le réseau social de Mark Zuckerberg dessert parfois négativement les agendas politiques. Prayuth Chan Ocha n'a pas de compte Facebook, mais un faux compte à son nom se charge de le tourner en dérision pour un public de 2475 fans. En temps de crise politique, Facebook est également un moyen pour certains de s'adonner à une véritable chasse aux sorcières.

Instagram est le réseau social connaissant la plus forte progression dans le royaume : avec 1,5 millions d'utilisateurs en 2014, c'est 525% de plus qu'en 2012 [Zocial Inc.]. Les thaïlandais démontrent un engouement certain pour le réseau social consacré à la photographie : environ la moitié des utilisateurs (47,9%) sont actifs selon Zocial Inc., le centre commercial Siam Paragon, à Bangkok, est le lieu le plus « instagrammé » de la Terre, la nationalité siamoise est la plus représentée sur Instagram, et le trophée du selfie est attribué à une Thaïlandaise avec un palmarès de 12 000 selfies sur le réseau social<sup>54</sup>. Sur les 21 millions de photographies partagées en 2013, les plus appréciées sont celles qui mettent en scène la reine de beauté devenue actrice, Pachrapa « Aum » Chaichua<sup>55</sup>. En 2013, selon Zocial inc, 159 000 clichés sont postés en moyenne chaque jour, avec 69 likes par post. Les utilisateurs thaïlandais ont 656 followers en moyenne.

En 2014, 24 millions de personnes utilisent l'application Line en Thaïlande, soit près de 36% de sa population, ce qui en fait le premier pays en termes d'utilisateurs de Line après son pays d'origine, le Japon<sup>56</sup>. 87% des utilisateurs thaïlandais de l'application s'en servent pour envoyer des messages, 47% pour partager des photographies et 45% pour jouer à des jeux<sup>57</sup>. C'est

---

<sup>53</sup> Facebook Internal Data, avril 2013

<sup>54</sup> Prachatai, "Art of Communication", 09/10/14

<sup>55</sup> Le Courrier international, « Réseaux sociaux, mais surveillés », 30/05/13

<sup>56</sup> Techinasia.com "5 indicators why Line could soon topple Facebook in Thailand", 02/04/14

<sup>57</sup> Techinasia.com, "Thailand social media stats: 28 million on Facebook, 4.5 million on Twitter, 1.7 million on Instagram", 30/05/14

également une plateforme très utilisée pour le social marketing, avec les principales marques thaïlandaise totalisant 4,6 millions de followers selon Zocial Inc. Suite à cet important succès dans le royaume, Line a ouvert son quatrième bureau à Bangkok en 2014 et emploie des locaux, ce qui démontre sa volonté de s'engager auprès du public thaïlandais.

2 millions de thaïlandais sont inscrits sur Tweeter en 2013 selon Zocial Inc soit une hausse de 45% par rapport à 2012. Parmi eux, 200 000 sont des utilisateurs actifs. Ces derniers sont plutôt des oiseaux de nuit, avec 67% des tweets postés entre 22 heures et minuit. D'après SemioCast.com, en 2011, 1% du total mondial de tweets est en langue thaïe. Twitter reçoit également l'attention de la classe politique, apprécié pour son style plus dynamique et en temps réel que Facebook. Les trois figures politiques les plus présentes sur Twitter au 1<sup>er</sup> août 2015 sont :

- ✓ Thaksin Shinawatra, inscrit en juillet 2009, 2 278 tweets, 551 000 followers
- ✓ Abhisit inscrit en juin 2009, 1 525 tweets, 458 000 followers
- ✓ Yingluck inscrite en mai 2011, 5 147 tweets, 228 000 followers

En 2013, selon Zocial Inc., la Thaïlande recense 630 000 chaînes YouTube, qui s'ajoutent aux 5,3 millions de vidéos téléchargées par les utilisateurs thaïlandais, c'est environ 2 500 vidéos postées chaque jour. La catégorie préférée des siamois est la musique. En 2014, les thaïlandais regardent un million d'heures de vidéo chaque jour, et il y a plus d'un milliard de vue par mois dans le pays. Fort du succès du site de vidéos dans le royaume, Google a lancé en mai 2014 une version thaïlandaise de YouTube avec un nom de domaine local : YouTube.co.th. Celle-ci devrait permettre d'effectuer des recherches en thaï<sup>58</sup>.

### 2.2.3. Médias alternatifs

Au-delà des réseaux sociaux, le succès des blogs et des médias alternatifs en Thaïlande illustre le vaste champ des possibilités offertes par le développement d'internet aux individus et à la société civile pour exercer leur liberté d'expression.

L'expansion de l'internet mobile favorise le développement du « journalisme citoyen ». La technologie mobile permet aux individus de poster des messages et des photos sur les réseaux sociaux afin de contrebalancer le discours des médias de masse. Le coup d'Etat du 19 septembre 2006 offre un bon exemple. Alors que les médias traditionnels étaient muselés, le cyberspace s'est révélé une source viable d'information vers laquelle les thaïlandais se sont tournés, pour accéder à l'information manquante d'une part, mais aussi pour la compléter, avec des personnes qui publiaient des photos des tanks militaires déployés dans la ville [Limpattamapanee, 2007 :35]. En outre, le développement des blogs à partir de 2005 a permis à des citoyens thaïlandais d'exprimer régulièrement leurs opinions politiques sur la Toile. La plus populaire des plateformes de blogging est Bloggang.com, lancé en décembre 2004 par le premier portail de recherche thaïlandais Pantip.com. Les sites Exteen.com et OKNation.com (appartenant au Nation Media Group) jouissent également d'une grande notoriété auprès des bloggeurs politiques.

---

<sup>58</sup> Techinasia.com, "YouTube launches localized site for Thailand as nation hits 1 billion views per month", 19/05/14

Certains sites internet proposent un accès gratuit à des bases de données variées sur la politique, l'économie et la culture. Le cyberspace est le lieu le plus sûr pour les acteurs de l'information désireux de couvrir des sujets rarement abordés par les médias commerciaux afin de répondre à un besoin de contenu alternatif [Limpattamapanee & al. 2007 :37]. L'agence Prachatham ([www.newspnn.com](http://www.newspnn.com)) et Prachatai ([www.prachathai.com](http://www.prachathai.com)) sont de bons exemples de journalisme civique initiés par la presse. Prachatai est un journal en ligne lancé en juin 2004 par l'ancien sénateur Jon Ungpakorn, conçu comme un site d'information alternatif. Le site s'est particulièrement illustré en 2006 en étant le seul média à adopter une ligne anti-coup d'Etat évidente. Prachatai English a été lancé en mai 2007 afin de répondre au besoin des médias internationaux en sources anti-coup. Le journal est depuis 2009 régulièrement attaqué en justice en vertu du Computer Crime Act. Au 30 janvier 2015, Prachatai est une équipe de 18 personnes dont deux journalistes pour Prachatai English et six journalistes pour Prachatai Thai. Yaowalak Anupan, à la tête de l'association Thai Lawyers for Human Rights, décrit Prachatai comme : « un organe de presse courageux, un média libre qui donne une voix à la nouvelle génération »<sup>59</sup>.

### 2.3.La profession médiatique en Thaïlande

Robert McChesney, éminent historien et économiste politique des médias, explique que « Dans les sociétés démocratiques, la structure des médias, leur contrôle et leur financement sont d'une importance politique capitale. La maîtrise des moyens de communication fait partie intégrante du pouvoir politique et économique »<sup>60</sup>. Pour évaluer la structure des médias thaïlandais, nous allons aborder l'état de la propriété des médias, de la régulation de son contenu, de la liberté de la presse ainsi que des spécificités du journalisme en Thaïlande.

#### 2.3.1. Propriété des médias en Thaïlande

La structuration de la propriété des médias en Thaïlande pose quelques restrictions à la liberté de la presse et des médias. L'article 45 de la Constitution de 2007 pose que le propriétaire d'un journal ou d'un autre média de masse doit avoir la nationalité thaïlandaise, et l'article 46 stipule l'interdiction pour une personne occupant une position politique de détenir tout ou partie d'une radio, d'une télévision ou d'un périodique de la presse écrite<sup>61</sup>. Une nette distinction de traitement apparaît entre médias écrits et audiovisuels. La télévision et la radio sont principalement détenus par l'Etat tandis que les médias écrits appartiennent majoritairement au secteur privé.

---

<sup>59</sup> Prachatai, "Prachatai celebrates 10th anniversary under martial law", 30/01/15

<sup>60</sup> Noam Chomsky & Robert W. McChesney, *Propagande, médias et démocratie*, Ecosociété, Montréal, Québec, 2004, p.102

<sup>61</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, 193p.



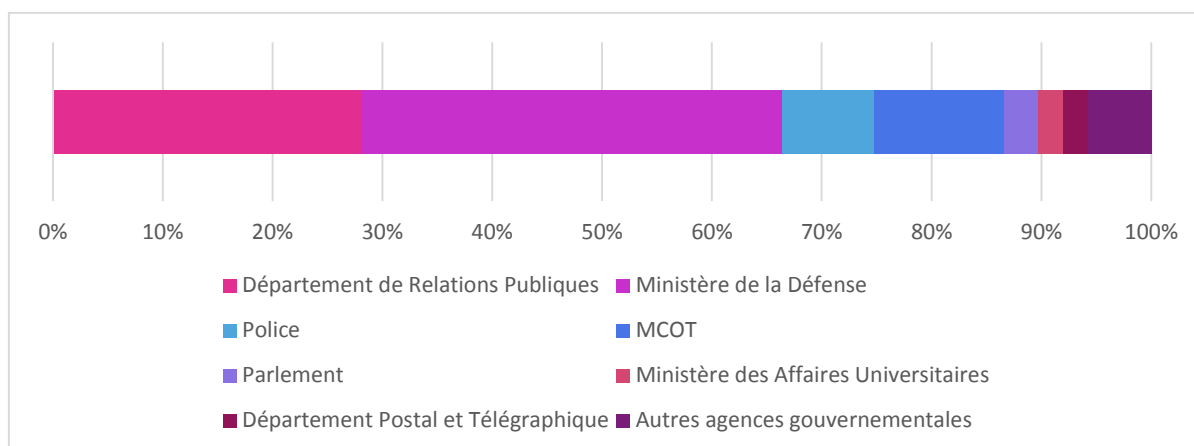
Chaîne	Statut
Channel 3	Exploitée par l'ancienne entreprise publique Mass Communications Organisation of Thailand (MCOT, privatisée en 2004)
Channel 5	Propriété de l'Armée Royale de Thaïlande
Channel 7	Exploitation privée par une concession de l'Armée Royale de Thaïlande (Bangkok Broadcasting Television) jusqu'à 2023
Channel 9	Exploitée par l'ancienne entreprise publique MCOT (privatisée en 2004)
Channel 11	Chaîne d'Etat gérée par le Public Relation Department
Thai PBS	Agence publique: Thai Public Broadcasting Service

**Tableau 10: Statut des six chaînes de télévision terrestre nationales**

Selon Saksith Saiyasombut, une des principales faiblesses des médias en Thaïlande est que leur propriété reste très obscure et non transparente. L'industrie télévisuelle a une portée limitée étant donné que peu de groupes de médias peuvent accéder à ce secteur [Limpattamapanee & al, 2007 :15] en vertu du Radio and Television Act de 1955. De fait, les chaînes qui font le plus d'audience sont contrôlées par l'Etat, les militaires ou d'une autre façon qui empêche un statut véritablement indépendant. La seule exception était la chaîne iTV, une station supposément indépendante établie au début des années 2000 [Limpattamapanee & al, 2007 :15]. La chaîne fut contrôlée par la famille Shinawatra qui vendit le conglomerat à l'entreprise singapourienne Temasek, avant d'être reprise par le gouvernement en 2007 suite à un défaut de paiement. Le 15 janvier 2008, la substitution d'iTV par Thai PBS déclencha une controverse, le transfert de cette entreprise privée aux mains du gouvernement semant le doute sur le sort des 800 employés d'iTV.

Pour ce qui est de la télévision numérique terrestre, la NBTC a organisé la mise en place de 48 chaînes TNT en Thaïlande : 24 licences de chaînes dédiées aux services publics et 24 licences pour la diffusion de chaînes commerciales via un appel d'offre en décembre 2013 avant le lancement de ces services en avril 2014. Parmi les grands opérateurs et fournisseurs de contenus ayant remporté ces licences figurent : Bangkok Entertainment, Bangkok Radio and TV, Grammy, Thai Rath Group, Nation Group<sup>62</sup>. Concernant la télévision par satellite, Thaicom est l'unique entreprise qui détienne les droits exclusifs du gouvernement à offrir ce type de service jusqu'en 2020. Les principaux opérateurs câble et satellite sont TrueVisions, Cable Thai Holding, Grammy, RS et PSI [Ubifrance, 2014].

<sup>62</sup> Ubifrance Thaïlande, Bureau de Bangkok, « Fiche marché : L'audiovisuel en Thaïlande », 2014



**Tableau 11: Répartition de la propriété des stations de radio thaïlandaises – Source : Chavarong Limpattamapanee & Arnaud Leveau, 2007, *State and media in Thailand during political transition*. Bangkok: IRASEC, 48 p.**

Le secteur public thaïlandais monopolise également l'entièreté des stations de radio (à l'exception des radios communautaires à portée très limitée). En pratique cependant, la plupart des stations de radio sont louées à des opérateurs privés selon un système de concessions.

L'industrie des imprimés thaïlandais est dominée par des conglomérats et des propriétés croisées. Les plus gros acteurs de ce secteur sont : Vacharaphol Company, Nation Media Group, Post Publishing Group, Matichon Plc, GMM Grammy et Manager Group [Paireepairit, 2012]. L'avantage d'un contrôle privé des médias écrits réside dans leur plus grande diversité d'opinion par rapport aux médias audiovisuels. En revanche, cette liberté est relative en raison du poids des enjeux économiques et politiques. En effet, les groupes d'affaires familiaux ne sont pas neutres dans le champ politique, et les agendas qui leurs sont propres sont dictés par les intérêts personnels.

### 2.3.2. Régulation des médias

A partir de la proclamation royale du 1<sup>er</sup> octobre 2010, conformément à la Constitution de 2007, la fusion de la NBC et de NTC fait de la National Broadcasting and Telecommunication Commission (NBTC) l'unique autorité compétente pour réguler l'ensemble des émissions de fréquences pour la radio, la télévision et les télécommunications. En effet, l'article 47 de la Constitution de 2007 prévoit que la gestion des fréquences est attribuée à une autorité indépendante, avec un droit de regard pour optimiser « les bénéfices du peuple » à un niveau national et local dans les champs de l'éducation, de la culture, de la sécurité de l'Etat, des autres intérêts publics et d'une concurrence libre et non-fauscée<sup>63</sup>. Ses devoirs et responsabilités sont de réguler tous les services de télécommunication du pays par la formulation d'un Plan Directeur sur les Activités de Télécommunications, en définissant des critères et des catégories de services de télécommunication, autorisant et régulant l'utilisation de spectre pour les services de télécommunication et accordant des licences pour ses opérateurs. La NBTC est composée de 11 commissaires, dont un officier de police haut gradé et cinq hauts responsables militaires. Le site internet de la NBTC <sup>64</sup> présente l'organisme comme « Le premier régulateur des

<sup>63</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, 193p.

<sup>64</sup> <http://www.nbtc.go.th>

télécommunications d'Etat indépendant ». Dans son bilan sur la liberté de la presse en Thaïlande, l'ONG américaine Freedom House fait part de préoccupations concernant l'indépendance de la NBTC, compte tenu de sa représentation militaire significative et de son efficacité en temps d'impasse politique<sup>65</sup>. Le constat est le même pour Reporters sans frontières (RSF) qui soulève des doutes sur sa gouvernance et la transparence de ses opérations<sup>66</sup>. La NBTC est bien plus active après le coup d'Etat du 22 mai 2014 : alors que l'acronyme n'est mentionné que 3 fois entre octobre 2013 et avril 2014 dans le Bangkok Post, il est évoqué 92 fois entre mai 2014 et janvier 2015.

D'autres instances régulatrices peuvent intervenir dans le champ médiatique. A la différence du NBTC chargé de la régulation de l'infrastructure des télécommunications, le Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (MICT), établi en 2002, est responsable de la régulation du contenu des médias.

Enfin, en juillet 1997, 25 éditeurs et 10 organismes des médias ont formé le National Press Council of Thailand (NPCT), un organe autorégulateur destiné à renforcer l'éthique et la bonne gouvernance des médias. Le NPCT a rédigé un code d'éthique effectif depuis le 30 mars 1998, qui stipule notamment que les journalistes ne doivent pas abuser de leur position pour obtenir des faveurs (article 21) et que les journaux ne doivent pas avoir de motif caché dans l'analyse de l'information (article 26).

### 2.3.3. Liberté de la presse

Dans son rapport sur les indicateurs de développement des médias, l'Unesco déclare que « La liberté d'expression est un élément fondamental de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et est largement considérée comme la base des libertés démocratiques. Les médias sont cruciaux pour l'exercice de la liberté d'expression, parce qu'ils fournissent la plateforme publique par laquelle ce droit est effectivement exercé<sup>67</sup> ». La liberté d'expression est inscrite à travers l'article 45 de la Constitution thaïlandaise de 2007 : la liberté est d'abord celle d'expression des opinions par les individus. L'article 46 établit le lien entre la liberté d'expression et les médias : « Les fonctionnaires et employés du secteur privé travaillant pour un journal, une radio ou une chaîne de télévision jouissent de leur liberté à présenter les informations et à exprimer leurs opinions sous les restrictions constitutionnelles sans ingérence de l'Etat<sup>68</sup> ». L'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 consacre la liberté d'expression. Comme cette déclaration n'a pas la valeur d'un traité, ce principe est repris par l'article 19 du Pacte International sur les Droits Civils et Politiques de 1966, ratifié en 1997 par la Thaïlande. En 2003, le Communication Rights in the Information Society (CRIS) a établi les Quatre Piliers des droits à la communication, assurés par les textes de lois internationaux et le droit local thaïlandais. Il s'agit de la communication dans la sphère publique (liberté d'expression, accès à l'information), la communication de la connaissance

---

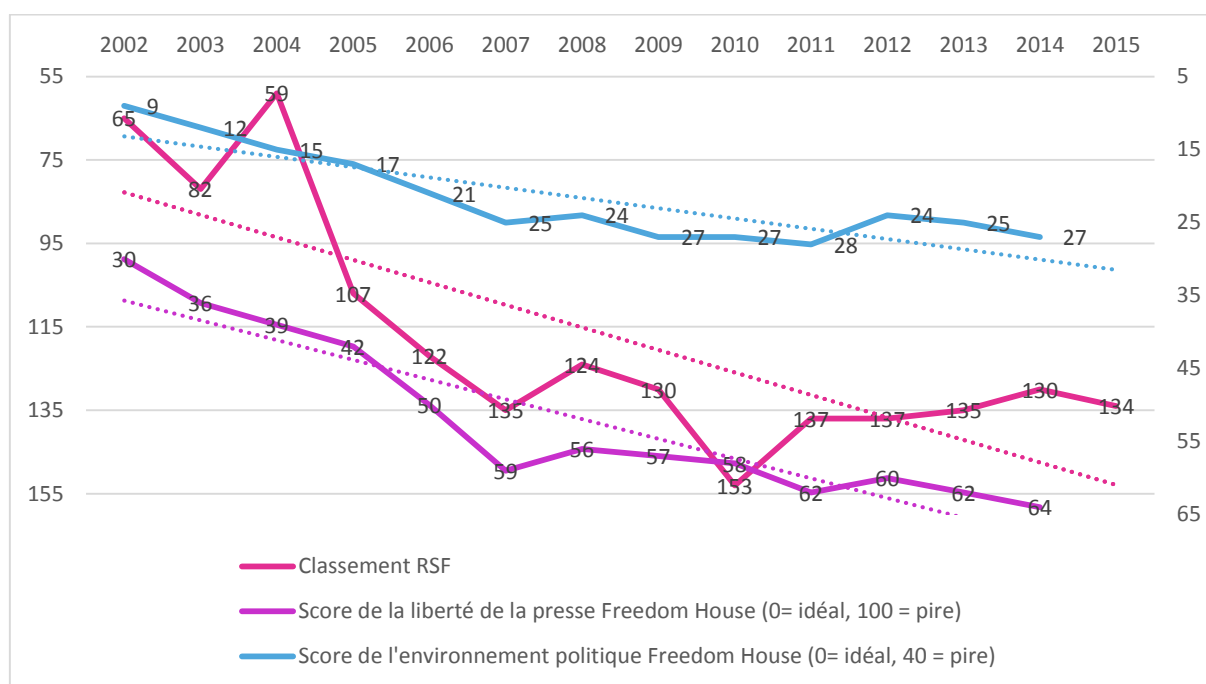
<sup>65</sup> Freedom House, *Freedom of the Press Thailand*, 2014

<sup>66</sup> Reporters sans frontières, "Reporters sans frontières dresse le bilan de la liberté de l'information en Thaïlande", 09/12/13

<sup>67</sup> Unesco, *Indicateurs de développement des médias : cadre pour l'évaluation du développement des médias*, 2008 p.3

<sup>68</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, 193p.

pour la créativité et l'équité (accès abordable et équitable au partage de la connaissance), les droits civils de la communication (protection de l'honneur et de la réputation, l'intimité de la communication personnelle) et les droits culturels de la communication (partage équilibré des cultures et des identités, promotion de la tolérance). La Thaïlande est régulièrement vantée comme un modèle de liberté de la presse en Asie du Sud Est, présentant une presse libre et variée. Cependant, la tendance depuis le début des années 2000 est à la régression continue suite au poids croissant des lois liberticides, de l'autocensure, et des intérêts économiques.



**Tableau 12: Evolution de la liberté de la presse en Thaïlande - Source : RSF Thaïlande, Classement mondial de la liberté de la presse et Freedom House, Freedom of the Press**

La descente aux enfers de la liberté de la presse en Thaïlande est représentée par l'évaluation qu'en fait l'ONG américaine partiellement financée par le gouvernement américain Freedom House. De « Libre » en 2002 à « Partiellement Libre » entre 2003 et 2010, la presse thaïlandaise est qualifiée de « Non Libre » à partir de 2011. Une amélioration notable en 2012 le replace dans la catégorie « Partiellement Libre » avant une nouvelle dégradation dans la catégorie « Non Libre » en 2012 et 2014. Reporters sans frontières a placé la Thaïlande dans sa liste des pays sous surveillance depuis 2008. Alors que les pays mentionnés dans cette liste ne sont pas en tête des ennemis d'internet selon les standards de RSF, ce classement traduit les déficiences de la liberté de la presse et de la liberté d'expression en Thaïlande. Dans son bilan de décembre 2013 sur la liberté de l'information en Thaïlande, RSF fait état de l'instabilité politique persistante comme cause d'insécurité pour les journalistes thaïs et étrangers : « les menaces d'ordre judiciaire s'ajoutent aux menaces physiques. Les journalistes font preuve d'une grande prudence dans leur couverture politique, afin d'éviter des représailles judiciaires émanant d'officiels du gouvernement ou de l'opposition<sup>69</sup> ». Selon Saksith Saiyasombut, les journalistes

<sup>69</sup> Reporters sans frontières, "Reporters sans frontières dresse le bilan de la liberté de l'information en Thaïlande", 09/12/13

thaïlandais sont particulièrement vulnérables à toute sorte d'influence, d'abus et de pressions, d'une part en raison de leur faible rémunération, et d'autre part à cause de la faible popularité de la profession journalistique dans le royaume. Les méthodes d'intimidation sont monnaie courante en Thaïlande : « si un contenu déplaît à une entreprise privée, elle lèvera son financement publicitaire. S'il vise un politicien, ce dernier ira s'entretenir avec ton supérieur hiérarchique ou boycottera ton organisation. Si c'est une personne privée, les lois sur la diffamation sont très efficaces... ». Il n'y a que peu voire pas de protection pour les journalistes. Un reporter en bas de la hiérarchie de la salle de rédaction est considéré comme sacrificiable.

Pour assurer la conciliation entre liberté d'expression et droits et libertés individuels, des restrictions à la liberté d'expression sont validées par les instances juridiques et invoquées comme de nécessaires limites à ses abus. Le paragraphe 2 de l'article 45 de la Constitution thaïlandaise de 2007 pose qu' « aucune restriction à la liberté d'expression ne doit être imposée à l'exception des provisions de lois spécialement promulguées en vertu du maintien de la sécurité de l'Etat, de la sauvegarde des droits et libertés sur la dignité, la réputation, la famille et du droit à la vie privée, du maintien de l'ordre public, des bonnes morales ou de la prévention des dommages à l'esprit et à la santé publique <sup>70</sup> ». Le paragraphe 3 du même article prévoit l'impossibilité pour un officiel compétent de l'Etat de censurer informations et articles avant leur publication sauf si le pays est en situation de guerre. Selon Jean-Marie Crouzatier, la plupart des interdictions prononcées en vertu de ce texte ont été justifiées par la nécessaire censure d'articles sur la monarchie, les régimes communistes, les régimes socialistes, la révolution en Chine, le marxisme et le léninisme [Crouzatier, 2012 :135]. Selon Kavi Chongkittavorn, ancien président de l'Association des Journalistes Thaïlandais (Thai Journalists Association, TJA), quatre justifications majeures sont invoquées pour restreindre la presse en Thaïlande [Limpattamapanee & al., 2007:9]. Il s'agit d'abord de « protéger la sécurité de l'Etat ». Une multitude de lois entrent dans cette catégorie, l'aspect le plus important étant celui de la protection de l'institution monarchique. Les lois sur l'intelligence nationale de 1985 et sur la loi martiale de 1914 sont toujours en vigueur. Elles permettent aux militaires de prendre le contrôle immédiat de la presse écrite pour bannir toute critique à l'égard du gouvernement. La loi de « l'administration pendant la crise » de 1953 autorise les officiels militaires à déclarer la loi martiale quand ils le jugent nécessaire. D'autre part, la loi sur la presse de 2007 est parfois évoquée comme un symbole dictatorial. Héritière de la loi sur les publications du 30 septembre 1941 maintes fois utilisée par les dictateurs militaires pour menacer et supprimer les médias, la nouvelle version de 2007 entrée en vigueur sous le gouvernement de Yingluck Shinawatra en 2012, transfère au chef de la police nationale le pouvoir d'interdire la vente, la distribution de journaux ou de publications, s'il considère que ceux-ci pourraient porter atteinte à la tranquillité publique ou à l'ordre public. L'article 9 de cette loi attribue également au ministre de la Technologie, de l'Information et de la Communication la compétence d'interdire l'importation et la diffusion de la presse écrite étrangère. Le second type de législation utilisé pour restreindre la liberté de la presse comprend des lois destinées à la protection de la vie privée et de la famille. En troisième instance les autorités ont la possibilité de limiter la liberté des médias pour empêcher la décadence morale. Enfin, la liberté d'expression peut être encadrée dans l'intérêt

---

<sup>70</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, 193p.

de la protection de la santé des consommateurs, comme la loi sur le contrôle du tabac de 1992. Enfin, le crime de "lèse-majesté", fameux article 112 du code criminel thaïlandais, est un véritable outil de censure politique, instrumentalisé par le pouvoir pour museler la presse la plus critique à son encontre. Le sujet de la monarchie est tellement devenu tabou dans la société thaïlandaise que les professionnels des médias pratiquent une autocensure unanime.

Internet, qui occupe la fonction critique que les médias n'ont plus en temps d'incertitude politique, n'est pas épargné par la dégradation de la liberté d'expression en Thaïlande. En 2014, Freedom House place la Thaïlande derrière le Myanmar dans son classement 2013 sur la liberté d'internet. Ce score médiocre de 62 sur 100 (100 étant la pire des situations) est imputable à deux principaux facteurs : le blocage de contenu politique affectant les réseaux sociaux et l'arrestation d'un certain nombre de bloggeurs et d'utilisateurs d'internet. Le développement de la censure sur internet peut être décomposé en trois périodes [Paireepairit, 2012 :25] :

- ✓ Avant septembre 2006 : le gouvernement censure les sites internet sans cadre légal.
- ✓ Entre septembre 2006 et juillet 2007 : le gouvernement censure les sites internet en invoquant l'ordre numéro 5 du Conseil National de Sécurité.
- ✓ Après juillet 2007 : le gouvernement censure les sites internet en invoquant la loi sur la cybercriminalité de 2007.

En vertu de la loi sur la cybercriminalité, ou Computer Crime Act de 2007, les fournisseurs d'accès à Internet doivent conserver les informations individuelles des internautes pendant 90 jours. Les autorités ont le pouvoir de vérifier ces informations sans aucun contrôle judiciaire. La police est également autorisée à saisir des ordinateurs si elle en suspecte un usage illégal. Depuis l'introduction de cette loi, les cours thaïlandaises sont plus susceptibles de censurer les opinions politiques qu'un autre contenu illégal. Plus de 90% des sites censurés sont ciblés pour des questions de lèse-majesté ou de contenu relatif à la monarchie, la pornographie vient en deuxième position avec un peu moins de 10% des cas de censures sur le net. Enfin, la religion, la violence dans le Sud ou la diffamation de personnages publics comptent pour environ 0,5% des pages censurées. Selon un rapport de RSF publié en 2009, « si la plupart des sites Internet bloqués contiennent effectivement des articles liés à la famille royale, le seuil de tolérance envers ces publications est variable et imprécis. Les critères que les autorités retiennent pour bloquer ces sites ne sont pas connus<sup>71</sup> ». Le premier cas de censure généralisée sur internet en Thaïlande remonte à mars 2007 sous le gouvernement du général Surayud [Paireepairit, 2012 :39]. Le 9 mars 2007, les internautes thaïlandais ne pouvaient plus accéder à l'ensemble du site YouTube, le trafic étant alors redirigé vers le site du MICT sans plus d'explications. Cet épisode a été largement relayé dans les médias internationaux tels que CNN, BBC, the Financial Times, Fox, Voice of America, AFP, Reuters, et l'International Herald Tribune.

#### **2.3.4. Défaillances de la profession journalistique en Thaïlande**

Pour Saksith Saiyasombut, le problème des médias thaïlandais est celui de l'ensemble de la société thaïlandaise qui se résume principalement en une déficience d'esprit critique et provoque une acceptation passive de la hiérarchie qui n'est pas remise en question. Ceci se reflète dans les médias : d'une part les journalistes se posent trop peu de questions afin d'éviter

---

<sup>71</sup> Reporters sans frontières, Bureau Internet et Libertés, « Sa Majesté l'intouchable. Thaïlande, Censure et emprisonnement : les abus du crime de lèse-majesté en Thaïlande », 2009, p.4

la confrontation, et d'autre part les salles de rédactions sont très verticalement hiérarchisées, ce qui laisse peu de liberté pour les journalistes situés en bas de l'échelle. Ces derniers sont envoyés ici et là pour collecter l'information mais ils ne sont pas censés élaborer outre mesure. Comme l'explique Duncan McCargo, les journalistes se divisent en deux catégories bien distinctes : les reporters, dont le travail consiste essentiellement à recueillir des citations d'hommes politiques, et les éditorialistes qui sont des journalistes expérimentés disposant d'une chronique régulière ayant un poids considérable auprès de l'opinion publique<sup>72</sup>. Arnaud Dubus soulève le problème de ces éditorialistes qui ont besoin d'un accès privilégié aux ténors politiques : « Souvent, cet accès, les informations confiées et la régularité des rencontres font l'objet de conditions comme par exemple de ne pas présenter tel politicien sous un jour défavorable ou bien d'écrire abondamment sur son parti à telle ou telle occasion propice. Fréquemment, des avantages matériels (pour le journaliste) agrémentent cette relation. A la fin des années 1990, le cas d'un journaliste politique réclamant bruyamment « la voiture 4x4 » qu'on lui avait promise lors d'une conférence de presse d'un politicien avait clairement illustré cette pratique » [Dubus, 2011 :163]. Enfin, bien que les éditorialistes disposent d'une relative marge de manœuvre pour décider des débats à poser, ce sont ultimement les propriétaires des médias qui ont le dernier mot pour interférer ou non avec les choix éditoriaux.

Un autre défaut des médias thaïlandais est le manque de contextualisation. Si les lecteurs ne suivent pas assidument l'actualité, ils ne peuvent pas avoir une image d'ensemble de la situation qui est traitée. Particulièrement, le traitement de l'information en Thaïlande est pénalisé par la prédominance de Bangkok sur le reste du pays. La conséquence de l'extrême centralisation de la capitale est que toute l'information qui intervient en dehors de Bangkok est traitée dans les pages régionales, comme si elle était nécessairement d'importance mineure, que ce soit une affaire de crime ou même une affaire politique. Ces pages régionales ont un lectorat réduit, notamment à Bangkok où les habitants ne sont donc presque pas informés de ce qui se passe dans le pays. Les rares journalistes s'aventurant en dehors de la capitale sont principalement des pigistes qui n'ont même pas le statut de reporters mais sont appelés « fixers ». Ainsi, quand les Chemises rouges arrivèrent en masse à Bangkok en 2010, l'ensemble des habitants de la grosse mangue se sont retrouvés abasourdis par le volume et l'organisation des manifestants. A la différence des médias traditionnels locaux qui n'ont « rien vu venir », les médias étrangers avaient alors beaucoup mieux couvert le développement des Chemises rouges dans l'Isan et dans le Nord et décrit leurs activités de collectes de fonds et de réunions régulières.

L'industrie des médias thaïlandais est confrontée à quelques défis majeurs : la propriété des médias est concentrée dans les mains de quelques acteurs, les relations entre les conglomérats médiatiques et les politiciens sont importantes, et l'autocensure est de mise concernant certains sujets sensibles. Pour ce qui est d'internet, il est nécessaire de développer son faible taux de pénétration dans le pays et d'encourager un environnement virtuel plus ouvert, l'obstacle principal demeurant la loi sur la cybercriminalité de 2007.

---

<sup>72</sup> Duncan McCargo, *Politics and the Press in Thailand*, Londres et New York, Routledge, 2000, 224p.

### 3. Aux origines de la crise

#### 3.1. Thaksin et le réveil des chemises rouges (2001-2006)

Thaksin Shinawatra est sans conteste le politicien qui a nourri le plus de polémiques en Thaïlande depuis son accession au pouvoir en 2001. Son passage à la tête du gouvernement entre 2001 et 2006 a eu un impact irréversible sur les fondements de la société thaïlandaise. Bien qu'en exil à Dubaï depuis 2008, son ombre continue de planer sur la vie politique du royaume.

Thaksin (en Thaïlande on appelle les hommes politiques par leur prénom) est né en 1949, dans une famille d'immigrants chinois installés à Chiang Mai (dans le nord du pays) depuis quatre générations. Après des études de criminologie aux Etats-Unis, il grimpe les échelons de la police jusqu'à devenir lieutenant-colonel. A la fin des années 1980 il s'investit dans le domaine des télécommunications, et à la fin des années 1990 il remporte un contrat pour lancer le premier satellite thaïlandais. En surfant sur la vague des nouvelles technologies (pager, téléphones portables, chaînes câblées ou satellites de télécommunication), Thaksin se bâtit une fortune considérable jusqu'à devenir l'un des hommes les plus riches du pays.

##### 3.1.1. Un important vivier électoral

Le 14 juillet 1998, Thaksin fonde son parti, le Thai Rak Thai (TRT), ou « Les Thaïs aiment les Thaïs ». Nous allons tenter de comprendre les clés de son succès électoral, qui conduisit le TRT à une victoire spectaculaire aux élections législatives.

C'est notamment la crise financière asiatique de 1997 qui va créer les conditions de la réussite de Thaksin. A cette époque, le Premier ministre d'alors, Chuan Leekpai, est lourdement critiqué pour sa gestion de la crise qui s'appuyait principalement sur les lignes directrices du FMI. Thaksin développe un discours nationaliste anti-FMI, en se présentant comme « le défenseur des petits entrepreneurs contre la « globalisation destructrice » » [Dubus, 2011 :153], tandis que le Parti démocrate qui prônait le laisser-faire et l'autorégulation des marchés, paraissait être le défenseur des banquiers, des bureaucrates et de la finance internationale. Pour Arnaud Leveau, chercheur au Centre d'études de l'ASEAN à l'université de Chulalongkorn, le parti attira des dizaines de responsables de groupes industriels de Bangkok en faveur de la volonté du TRT de relancer l'économie par la dépense publique. Le discours anti-FMI de Thaksin trouva également un écho favorable auprès de puissants hommes d'affaires, d'anciens hauts fonctionnaires, et d'une myriade de petites entreprises qui composent le tissu économique thaïlandais et qui s'étaient sentis trahies par un gouvernement qui leur avait promis le maintien de la parité baht/dollar et la préservation des lignes de crédit [Ferrari & al, 2010 :73].

Le triomphe par les urnes de Thaksin est surtout imputable à un autre type d'électorat. En cherchant à répondre aux besoins des citoyens ordinaires, le TRT a été le premier parti de Thaïlande à proposer un programme électoral qui trouve un écho auprès du peuple. Réalisant très vite le potentiel de cette population rurale frustrée et nouvellement politisée, c'est en s'appuyant sur la même logique de l'aide aux victimes de la crise que Thaksin se tourna donc vers les habitants du Nord et du Nord Est du pays. Que Thaksin ait concentré son attention sur ce groupe socialement désavantagé pour des raisons purement opportunistes ou non fait l'objet



d'une controverse, toujours est-il qu'il fut de facto le premier politicien à formuler des réponses aux problèmes de la population rurale. Les travailleurs agricoles du Nord et du Nord-Est du pays furent particulièrement touchés par la crise financière de 1997. La crise n'avait pas seulement augmenté la pauvreté générale, mais aussi renforcé la disparité de la répartition des revenus : le Global Wage Report de 2008-2009 mentionnait la Thaïlande parmi les pays qui présentaient les plus fortes hausses d'inégalités de revenus. Il était donc rendu encore plus difficile pour la population rurale et urbaine défavorisée de sortir de la situation de pauvreté. La crise constitua donc un moment clé pour ce groupe stratégique qui se sentit pour la première fois politiquement influent [Bodenmuller, 2009 :93]. Le slogan de la campagne du TRT, « Think new, Act New » (« Penser autrement, Agir autrement ») n'était pas vide de sens, ce lien entre la parole et les actes s'avéra décisif par la suite.

De nombreux chercheurs se sont intéressés aux logiques à l'œuvre du comportement électoral. L'indice de prédisposition politique du modèle sociologique de Paul Lazarsfeld qui combine le statut social, la religion et le lieu de résidence pour prédire précisément les choix électoraux trouve ici une certaine pertinence. « Une personne pense politiquement comme elle est socialement<sup>73</sup> » : l'appartenance au groupe « population rurale défavorisée » va déterminer la conformité électorale aux normes du milieu familial, social et culturel, selon l'idée que le sens des convenances est un trait plus marquant des préférences politiques que la raison ou le calcul.

A l'inverse, mais avec la même finalité pour le parti de Thaksin, selon le modèle psychopolitique, le milieu familial et professionnel ainsi que le lieu de résidence n'influencent pas directement le vote mais façonnent les identités et les valeurs de l'individu. Ces attitudes conditionnent à leur tour leurs perceptions politiques et influencent leur vote. En articulant des perspectives psychosociales et économiques, Hilde Himmelweit introduit le concept d'« électeur consommateur ». Celui-ci choisit parmi les biens politiques qui lui sont proposés (candidats, partis, programmes, etc.) selon une logique rationnelle [Lambert, 2010 :73]. Le rassemblement de cette frange de la population thaïlandaise derrière l'étendard du TRT est donc politiquement compréhensible, compte tenu des promesses électorales du parti sur la mise en place de politiques favorables aux plus démunis. L'électeur stratège du Nord et du Nord-Est du pays choisit l'alternative électorale qui maximise le bénéfice attendu (soulagement des pressions de la crise financière) sans se soucier des étiquettes partisans ou des solidarités religieuses. Le vote ne résulte ni plus ni moins d'un calcul politique en vue de l'obtention d'un résultat.

De fait, en janvier 2011, le TRT remporte les élections législatives et Thaksin Shinawatra est élu Premier ministre par le Parlement thaïlandais. Pour la première fois dans l'histoire parlementaire du royaume, un parti dispose enfin d'une majorité à l'Assemblée nationale [Klen, 2001] avec 248 sièges des 500 de la Chambre des représentants.

### 3.1.2. Bilan des années Thaksin

L'arrivée au pouvoir de Thaksin Shinawatra marqua un changement radical. Le nouveau Premier ministre fit preuve d'un volontarisme et d'un interventionnisme novateurs pour la

---

<sup>73</sup> Paul Lazarsfeld, *The People's Choice. How the voters makes up his mind in a presidential campaign*, New York, Columbia University Press, 1944, 178p.

tradition politique du pays. L'implantation de son programme à la fois néolibéral et social se traduit par un bilan économique plutôt positif.

Avec Thaksin, le gouvernement devint extrêmement fort et centralisé. Thaksin introduisit un mode de management de « style PDG » selon l'idée qu'un pays se dirige comme une entreprise. Avant même de fonder son parti, Thaksin avait exprimé sa vision politique en disant « Une entreprise est comme un pays. Un pays est comme une entreprise. C'est la même chose. Le management est le même, c'est le management par l'économie<sup>74</sup> ». Le Premier ministre se comporta alors comme un chef d'entreprise, en « mutant régulièrement les hauts fonctionnaires, créant un grand nombre de commissions consultatives pour contourner les structures bureaucratiques, privatisant les entreprises nationales, favorisant le financement du secteur privé ... » [Crouzatier, 2012 :84]. Ces recettes néo-managériales prêtent à la critique, en raison de leur instrumentalisation de la politique. Le chef d'entreprise doit avoir le contrôle total des affaires de sa société au détriment de la bureaucratie, des militaires et même de la monarchie : « A l'instar des stratégies de Thaksin en Thaïlande ou de Poutine en Russie, l'idéologie du New Public Management (NPM) sert les intérêts des exécutifs qui, simultanément, veulent renforcer leur contrôle sur l'administration, revendiquer des « résultats » pour l'action publique ou améliorer la satisfaction des usagers/électeurs<sup>75</sup> ».

Cette politique capitaliste était associée à un programme économique connu sous le nom de « Thaksinomics ». Ce programme visait principalement à accroître le pouvoir d'achat des classes rurales inférieures du royaume par le biais d'une politique à double volet qui promouvait à la fois la demande domestique et les exportations [Bodenmuller, 2009 :30]. Cette politique nationaliste pensée pour recouvrir rapidement de la crise financière asiatique trouva un écho favorable auprès de toutes les classes sociales. Les entrepreneurs appréciaient les concessions gouvernementales et la hausse des dépenses publiques, et la classe moyenne profita de la hausse générale des salaires. Mais les principaux bénéficiaires des Thaksinomics furent incontestablement les populations rurales défavorisées. En effet, une fois au pouvoir, Thaksin appliqua la plupart de ses promesses électorales avec la mise en place d'un fonds de crédit villageois dotés de 20 000 euros et d'un système de couverture santé universelle. En exemptant les plus défavorisés de payer 30 bahts par consultation, ce dernier a réellement servi les intérêts du peuple auparavant confronté à des grandes inquiétudes financières sur le poste de la santé<sup>76</sup>.

Les Thaksinomics furent couronnées de succès et Thaksin fut regardé comme un nouveau leader régional, une sorte de Lee Kuan Yew de Singapour ou un Mahathis bin Mohamad de Malaisie<sup>77</sup>. La Thaïlande redevint une des économies les plus dynamiques d'Asie du Sud Est et ses fondamentaux macroéconomiques furent stabilisés : « des emplois furent créés, le pouvoir d'achat augmenta, toutes classes sociales confondues » [Ferrari & al, 2010 :75]. L'impact de ces politiques économiques fut particulièrement prégnant auprès des classes rurales : selon la

---

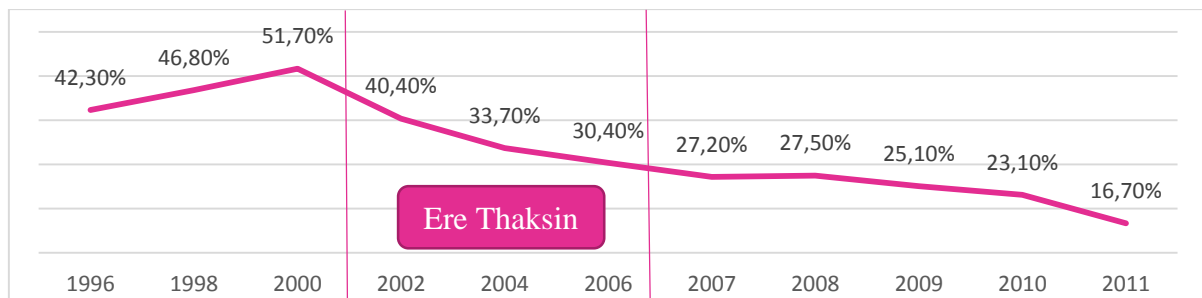
<sup>74</sup> Christopher Baker & Phasuk Phongphaichit, *A history of Thailand*. Cambridge: Cambridge university press, 2005, p. 101

<sup>75</sup> Philippe Bezes, *Construire des bureaucraties wébériennes à l'ère du New Public Management ?*, 2007, vol. 2, n° 35, p. 9-29.

<sup>76</sup> Courrier international, « L'éveil démocratique menacé », n° 1212 du 23 au 29/01/14, tiré du Bangkok Post

<sup>77</sup> Thang D. Nguyen, *The Thai challenge: unity, stability and democracy in times of uncertainty*. New York, Nova Science Publishers, 2008, p.3

Banque Mondiale, les revenus des ménages dans la région du Nord Est firent un bon de 46% entre 2001 et 2005 et le taux de pauvreté rurale chuta drastiquement sur la même période.



**Tableau 13: Taux de pauvreté rurale selon le seuil de pauvreté nationale (en % de la population rurale) – Source : World Bank, Global Poverty Working Group.**

« Populiste » est unanimement le qualificatif employé par les médias et les chercheurs pour qualifier la politique économique de Thaksin. Le concept de populisme renvoie à « une technique de mobilisation du peuple et une défense absolu du statu quo social et économique » [Lambert, 2010 :162] qui ne correspond pas vraiment à la réalité de l'ère Thaksin car cette politique reflétait une demande sociale réelle.

Thaksin prit personnellement en charge la politique extérieure du royaume, avec l'ambition de réoccuper une place prédominante au sein de l'Asean et d'affirmer son rang dans le concert des nations. Pour cela, « il lança de multiples schémas de coopération régionale, comme l'Asia Cooperation Dialogue (ACD), l'ACMECS (du nom des grands fleuves d'Asie du Sud-Est) et l'Initiative de Chiang Mai, qui prévoyait de mettre en place un fonds financier régional sur le modèle du FMI » [Dubus, 2011 :155]. Jamais la Thaïlande ne fut aussi active et sûre d'elle-même dans l'arène régionale et internationale : « elle se positionna comme un pays industrialisé à revenu intermédiaire qui n'entendait plus dépendre d'autrui. Elle est d'ailleurs passée en 2003 du statut de pays bénéficiaire de l'aide internationale à celui de pays donateur. La visite du président Jacques Chirac [...] en février 2006, première visite d'un chef d'Etat français dans le royaume depuis l'instauration des relations diplomatique entre les deux pays, illustre la nouvelle place occupée par le royaume dans la région » [Ferrari & al, 2010 :75].

Cette gestion du pays vaudra au parti de Thaksin non seulement d'être le premier gouvernement à compléter son mandat de 4 ans, mais également d'être réélu triomphalement en 2005. Selon le modèle de l'imputation, l'électeur tient le gouvernement en place responsable de l'impact des variables économiques: si les indices sont bons, il le récompense en votant pour lui. Pour la première fois, les bulletins de vote affectaient concrètement les conditions de vie d'une part importante de la population thaïlandaise. La récompense fut fructueuse pour le TRT avec 8 millions de votes supplémentaires par rapport aux élections de 2001, et une augmentation du nombre de sièges parlementaires de 248 à 377.

### 3.1.3. Controverses

Thaksin ne s'est pas contenté de vouloir influencer sur l'économie, il a également cherché à remodeler la société thaïlandaise et à contrôler le jeu politique, ce qui lui a valu l'inimitié de nombreux acteurs qui se sentirent soudainement menacés. Une réelle controverse s'est développée autour des nombreuses charges pesant sur lui. Dès 2004-2005, Thaksin s'était mis

à dos une part importante des classes moyennes et urbaines et de l'élite du pays<sup>78</sup>. La presse locale et internationale n'est pas en reste pour décrier le gouvernement de Thaksin : dans le quotidien thaïlandais *The Nation*, Thaksin est comparé à « l'Italien Berlusconi pour ce qui est du contrôle sur les médias, au Vénézuélien Chavez pour le populisme, mais il y a aussi du Mugabe dans (sa) détermination et (son) autoritarisme<sup>79</sup> ». Selon *The Sydney Morning Herald*, « La menace pour la démocratie vient désormais de « l'ex-policier-devenu-magnat-des-télécommunications-élu-premier-ministre » » et le *Far Eastern Economic Review* de Hong Kong souligne l'habileté de Thaksin « à contrôler toute velléité contestataire de son autorité de la part de ses partenaires de la coalition, de ses opposants, des militaires ou des médias ».

La corruption et le népotisme furent le principal grief envers Thaksin, bien que ces deux tribus soient également ceux des tous les gouvernements passés de Thaïlande, qu'ils soient militaires ou élus<sup>80</sup>. Dès 2001, Sophie Boisseau du Rocher souligne « l'utilisation extensive qu'il a faite des réseaux de patronage pour développer son groupe de télécommunications, réseaux qui réapparaissent aujourd'hui<sup>81</sup> ». Par exemple, Thaksin approuva un prêt de 97 millions de dollars à la Birmanie pour développer son industrie de télécommunications, qui s'avéra surtout bénéficiaire à la Shin Corporation de Thaksin. La goutte d'eau qui fit déborder le vase fut la vente de ce conglomérat en avril 2006 à la firme singapourienne Temasek pour 1,5 milliards d'euros sans payer aucune taxe. D'autres critiques soulignaient également la protection dont avaient bénéficié les fonctionnaires les plus dociles au gouvernement. Pour garder son emprise sur son propre parti, Thaksin a augmenté le nombre de postes de ses propres services et développé leur capacité d'action en recrutant en grand nombre conseillers techniques et poids lourds de son parti<sup>82</sup>.

De nombreuses violations des droits de l'homme commises par le gouvernement de Thaksin furent dénoncées. Parmi elles, la « guerre contre la drogue » qui impute au Premier ministre la responsabilité de 3000 exécutions arbitraires au début de l'année 2003, ainsi que l'escalade des violences dans le Sud à majorité musulmane, avec entre autres le massacre de Kruze et de Tak Bai en 2004.

La montée des critiques à l'égard de Thaksin le conduisit à resserrer férocement son emprise sur la sphère médiatique. Dès 2002, dans son rapport sur la liberté de la presse, Freedom House s'inquiète des pressions politiques et économiques exercées par le gouvernement de Thaksin sur les médias dans le but de réduire au silence les voix critiques<sup>83</sup>. Jean-Marie Crouzatier décrit Thaksin comme un politicien de l'ère des communications, toujours présent dans la presse écrite et les médias en expliquant que « certains journaux furent menacés de se voir privés de publicité, les chaînes de télévision furent invitées à ne plus publier que des informations

---

<sup>78</sup> Diploweb.com, « Thaïlande : en avant toute, vers le passé », 28/10/2014

<sup>79</sup> Le Monde, « Le premier ministre thaïlandais vu par la presse asiatique », 07/11/03

<sup>80</sup> Giles Ji Ungpakorn, *A coup for the rich, Thailand's political crisis*. Bangkok, Workers Democracy Publishing, 2007, p.18

<sup>81</sup> Sophie Boisseau du Rocher, « Crise politique en Asie du Sud-Est », *Mondes en développement*, 2001/1 n° 113-114, p. 139-147.

<sup>82</sup> Painter Martin, « Tradition et changement dans l'administration thaïlandaise », *Critique internationale*, 2007/2 n° 35, p. 31-49.

<sup>83</sup> Freedom House, *Freedom of the Press*, 2002

« positives », les associations furent dénigrées et accusées de fonctionner avec de l'argent étranger, les groupes d'activistes locaux furent décrits comme « anarchistes » ou « ennemis de la nation » » [Crouzatier, 2012 :84]. Cette intention non déguisée de museler les médias participa à la création d'un climat de peur et d'incertitude. En conséquence, la société civile et les médias se sont retrouvés privés de leurs droits de participation et de liberté politique et civile, ce qui les empêchait de contrebalancer le pouvoir du gouvernement [Bodenmuller, 2009:35].

L'erreur qui fut la plus fatale à Thaksin réside probablement dans sa collision avec le pouvoir royal qu'il semblait vouloir défier. En refusant de considérer le roi comme autre chose qu'un monarque constitutionnel (ce qu'il est officiellement), le Premier ministre s'est attiré la foudre de l'establishment traditionnel. En premier lieu, les politiques résolument néolibérales de Thaksin le placèrent en porte-à-faux idéologique par rapport à la doctrine de la *sufficiency economy* du roi Bhumibol. En second lieu, les élites politiques issues des milieux d'affaires dont Thaksin était devenu la figure, se présentaient comme les champions d'un processus de démocratisation à l'occidentale. Ceci venait contester la vieille entente entre le roi et les généraux qui avait progressivement permis au monarque d'exercer un patronage occulte sur la vie politique [Jammes & Robinne, 2014:113]. Ainsi, sans que Thaksin puisse être qualifié d'antimonarchiste, la royauté qui faisait figure de pivot stable des institutions et d'arbitre suprême des conflits devint implicitement matière à débat. Mais la plus grosse compétition entre Thaksin et Bhumibol se jouait surtout pour le cœur des masses paysannes. La dévotion populaire envers Thaksin suite à ses politiques dites populistes se heurtait directement à la composante idéologique de la monarchie qui dresse le portrait du roi comme le défenseur des pauvres. Grâce à une forte couverture médiatique et de fréquentes apparitions en public, Thaksin a développé une image forte sans précédent pour un leader politique thaïlandais, si ce n'est celle du monarque. Cette popularité contraria les élites traditionnelles proches du Palais qui la considéraient comme une menace directe au statut du roi comme le père aimant de la nation et la personne la plus respectée de Thaïlande. « Ce qui avait nécessité quatre décennies de dur labeur au roi, Thaksin le réalisa en seulement quatre ans » [Bodenmuller, 2009:73].

Avant Thaksin, aucun homme politique n'était parvenu à s'imposer face aux bureaucrates, à l'armée, ou au Palais. Leur perte d'influence ainsi que la montée du mécontentement suite à l'ensemble des griefs précédemment évoqués précipitèrent une crise alimentée par une série de décisions judiciaires. En effet, la Cour constitutionnelle prononça la dissolution du TRT pour fraudes électorales lors des élections de 2006, infligea une interdiction d'exercer des activités politiques pendant cinq ans à 111 des responsables du parti et gela environ 90 milliards de bahts (environ 2,23 milliards d'euros) appartenant à la famille de Thaksin pour corruption [Crouzatier, 2012 :85]. Le 19 septembre 2006, alors que Thaksin est à New York pour l'Assemblée générale des Nations Unies, un groupe de généraux, menés par le général Sonthi Boonyaratklin et avec le soutien du roi Bhumibol, renverse le gouvernement, suspend la Constitution de 1997 qui avait permis l'ascension fulgurante de Thaksin et décrète la loi martiale. Si les « forces vives » de la société s'expriment, les forces sombres semblent encore bien présentes.

### 3.1.4. Le réveil des Chemises Rouges

En ayant sorti les paysans de leur léthargie politique, rien ne pouvait plus être comme avant après le passage de Thaksin. L'activisme du Premier ministre déchu à tenir ses promesses électorales a offert des symboles très forts à la Thaïlande (comme la fierté retrouvée en remboursant le FMI) et des réalités tangibles pour les villageois. Les riziculteurs se sont dépouillés de leur image de paysans simples d'esprit pour cueillir les fruits de l'économie moderne et de la culture mondiale. Celle d'une « société rurale, passive, acceptant la hiérarchie sociale et l'ordre politique qui la protégeaient du communisme et du capitalisme » [Crouzatier, 2012 :73] mise au point par l'administration, le palais royal et les militaires ne s'avéra plus viable. Selon le chercheur Arnaud Leveau, en redonnant confiance aux paysans du Nord et du Nord-Est, Thaksin a « sans doute involontairement dressé un état de lieux de la société thaïlandaise en mettant pour la première fois face à face les « riches » et les « pauvres », les « citadins » et les « ruraux » » [Ferrari & al, 2010 :76]. En conséquence d'une telle remise en cause des fondements même de la société thaïlandaise, l'ethnologue Jacques Ivanoff souligne que Thaksin a « réveillé une violence ethnorégionale. Il a brisé l'art du consensus qui a permis de tenir ensemble les différentes composantes de la nation jusqu'alors » [Ferrari & al, 2010 :26].

Le portrait d'un éboueur thaïlandais dans Prachatai illustre le basculement identitaire de la majorité électorale du pays<sup>84</sup>. Ce dernier déclare que dans le passé il ne se souciait pas des élections étant donné qu'il travaillait loin de son lieu de résidence. Son état d'esprit a changé après le passage de Thaksin : désormais il était attaché à son droit de vote. Et particulièrement depuis le coup d'Etat de 2006, il était encore plus déterminé à aller voter, peu importe ce que cela lui coûterait pour rentrer chez lui. En créant son parti, l'entrepreneur politique a créé le groupe social qu'il était censé représenter : Thaksin a donné aux thaïlandais défavorisés la conscience d'exister en tant que groupe. Les Chemises rouges, symbole de la révolte contre l'ordre établi, étaient nées, avec la création d'une formation politique nommée Front National Uni pour la Démocratie et contre la Dictature (National United Front of Democracy Against Dictatorship, UDD). Il existe cependant quelques différences entre l'UDD et les Chemises rouges : l'UDD reçoit un soutien financier de la part de Thaksin et peut être considéré comme le noyau des Chemises rouges, alors que certains Chemises rouges sont pro-libéraux ou pro-république mais ne soutiennent pas Thaksin [Paireepairit, 2012 :13].

L'émergence du mouvement a résisté à l'exil de Thaksin à Dubaï. Ce dernier a su maintenir une présence publique à travers internet et les principales figures du TRT ont continué à entretenir leurs activités et leur critique du gouvernement. L'influence de Thaksin est toujours immense, et il reste un acteur incontournable de la vie politique : son parti sous différentes incarnations a remporté toutes les élections nationales depuis 2001<sup>85</sup>.

Il est cependant rendu difficile pour les Chemises rouges de s'exprimer sur la scène médiatique en raison de la censure qui prévaut sur le sujet de la monarchie, puisqu'un des débats centraux

---

<sup>84</sup> Prachatai, "Understand the Red Shirts", 11/02/14

<sup>85</sup> France Culture, Emission Affaires étrangères, *La Thaïlande des militaires*, en partenariat avec le Courrier International, 24/05/14

des Chemises rouges qui s'opposent aux Jaunes royalistes est justement celui du statut de l'institution monarchique. Or, les médias de masse thaïlandais préfèrent ignorer ces débats pour se protéger d'une charge de lèse-majesté, ce qui rend la voix du mouvement rouge pour ainsi dire inaudible. Cependant, en réaction à ce silence imposé, les Rouges se sont mis à développer leurs propres médias, bien qu'ils aient une portée limitée. Mais les ennemis des Rouges ne s'en tinrent pas là et la protection zélée qu'ils vouent à l'image du roi les menèrent à recourir à l'utilisation abusive du crime de lèse-majesté<sup>86</sup>. Ainsi, plusieurs dizaines de milliers de sites ou blogs ont été interdits depuis 2005 et de nombreux proches du mouvement rouge ont été arrêtés et incarcérés de la cadre de cette loi.

## 3.2. Les Chemises jaunes montent au créneau (2006-2011)

### 3.2.1. L'émergence des Chemises jaunes

Fin 2005, les vices du gouvernement de Thaksin avaient mobilisé un groupe anti Thaksin disparate initié par Sondhi Limthongkul, un ancien allié du Premier ministre déchu. Pour ce dernier, Thaksin avait mis à mal les trois piliers idéologiques de la Thaïlande : la nation, le roi, et la religion. Il développa une rhétorique royaliste avec des slogans tels que « Nous nous battons pour le roi » et en adoptant le symbolisme de la couleur monarchique, le jaune [Bodenmuller, 2009 :42]. Quelques années plus tard, le palace en vint à éviter l'utilisation de cette couleur pour ne pas se réclamer du soutien des Chemises jaunes. Même le roi changea son code vestimentaire en substituant le rose au jaune. Le discours de Sondhi Limthongkul était également articulé autour de la morale bouddhiste, en totale incompatibilité avec les manquements éthiques de Thaksin. Le groupe anti-Thaksin était grossi par de nombreux citoyens de Bangkok, non satisfaits des mesures socioéconomiques prises par Thaksin envers les ruraux. Ces derniers voient le « populisme » de Thaksin d'un mauvais œil car ces politiques ne leur bénéficient qu'à la marge et détournent les ressources étatiques vers les ruraux. Ainsi, pour les détracteurs du Premier ministre, ces mesures équivalaient à une nouvelle forme de corruption politique, une version un peu plus sophistiquée du système d'achat des votes : « Au lieu de vendre leurs voix pour quelques billets, les ruraux la vendaient désormais contre des programmes sociaux »<sup>87</sup>. C'est pourquoi les Chemises jaunes se mirent à militer en faveur d'un Parlement non élu, et à encourager le roi à nommer un nouveau gouvernement en vertu de l'article 7 de la Constitution de 1997.

Le 4 février 2006, ce groupement anti-Thaksin se rassembla autour d'une formation politique, l'Alliance du Peuple pour la Démocratie (People's Alliance for Democracy, PAD). Le PAD acquit une réelle force politique quand il fut rejoint par le bouddhiste Chamlong Srimuang, un ancien major général et gouverneur de Bangkok, et ses partisans nommés « Dharma Army » [Nguyen, 2008 :12]. Le PAD s'est lourdement appuyé sur les médias dans sa stratégie de contestation contre le gouvernement Thaksin. Sondhi Limthongkul lui-même était un spécialiste des médias. Propriétaire du groupe de presse Manager, à la tête de journaux, de magazines, de sites Internet, d'une radio et d'une chaîne de télévision satellitaire diffusée sur internet (ASTV), Sondhi s'est « non seulement mis en scène quotidiennement sur les différents

---

<sup>86</sup> Clothilde Le Coz, « *Sa Majesté l'intouchable. Thaïlande, Censure et emprisonnement : les abus du crime de lèse-majesté en Thaïlande* ». Reporters sans frontières, Bureau Internet et Libertés, 2009, 16 p.

<sup>87</sup> Diploweb.com, « Thaïlande : en avant toute, vers le passé », 28/10/2014

supports à sa disposition, mais a réussi à attirer de nouveaux supporters grâce à ses discours martelés sur sa chaîne de télévision et ses différents supports médiatiques » [Ferrari & al, 2010 :81]. Le parti utilisa la télévision satellitaire pour la mobilisation politique. Afin de contourner la censure et les satellites de communication contrôlés par la Shin Corporation, ASTV était dérivée par la fibre optique depuis Hong Kong [Paireepairit, 2012 :18]. Les débuts de l'utilisation politique d'Internet en Thaïlande sont d'ailleurs attribuables au PAD. Quand le groupe de presse Manager s'est rallié contre Thaksin, le site [www.manager.co.th](http://www.manager.co.th) devint la meilleure source d'actualité politique sur le net, en particulier sur celle du camp anti-Thaksin [Paireepairit, 2012 :35].

### 3.2.2. Composition du mouvement des Chemises jaunes

Arnaud Leveau identifie précisément les composantes de ce mouvement anti-Thaksin en les scindant en quatre groupes distincts : « Le premier groupe rassemble l'élite urbaine de Bangkok [...] Le second groupe est composé essentiellement de représentants de ce que l'on pourrait appeler « la bureaucratie de pouvoir ». [...] La troisième composante du PAD réunit les activistes de différentes organisations de la société civile et les syndicalistes réunis autour de la figure de Sondhi Limthongkul. Les monarchistes représentent enfin la quatrième composante de cette alliance hétéroclite du PAD » [Ferrari & al, 2010 :79-80].

En général, les Chemises jaunes sont entendues comme les classes moyennes urbaines de Bangkok disposant d'un statut économique et social supérieur à celui des Chemises rouges, d'un meilleur niveau d'éducation et d'une plus grande sécurité de l'emploi<sup>88</sup>. La pertinence de cette dénomination est limitée.

Le concept même de classe moyenne est débattu par les chercheurs Mathieu Clément et Eric Rougier. Leur examen de la littérature récente sur les classes moyennes les amène à souligner l'absence de consensus dans le choix des intervalles de revenus adoptés, ce qui conduit à une grande variabilité du poids de la classe moyenne selon l'intervalle considéré<sup>89</sup>. La proportion de la population thaïlandaise appartenant à la classe moyenne varie, par exemple, de 19% pour le critère 10\$-100\$, à près de 92% avec le critère 2\$- 20\$. Selon James Ockey du département de sciences politiques de l'université de l'Illinois, il n'y a pas de classe moyenne en Thaïlande, mais « il y a divers éléments qui n'ont pas convergé vers une classe sociale unique<sup>90</sup> ». Une distinction nécessaire est à établir entre la classe moyenne de consommation et de statut. La classe moyenne de consommation est plutôt aisée mais n'est pas forcément très éduquée alors que la classe moyenne de statut dispose généralement d'un bon niveau d'éducation, bénéficie d'un rang social élevé et jouit d'une influence sur la culture thaïlandaise sans être nécessairement riche. C'est donc de la classe moyenne de statut dont il est question quand les « classes moyennes de Bangkok » sont évoquées. Ce groupe social partage une idéologie commune articulée autour de la démocratie qui se fait l'héritage des soulèvements de 1973, 1976 et 1992. De fait, les classes moyennes de statut ne se contentent pas de revendiquer d'être

---

<sup>88</sup> Prachatai, « Understand the Red Shirts », 11/02/14

<sup>89</sup> Matthieu Clément et Éric Rougier, « Classes moyennes et émergence en Asie de l'Est : mesures et enjeux », *Mondes en développement* 2015/1 (n°169), p. 31-45.

<sup>90</sup> James Ockey, *Making democracy: leadership, class, gender, and political participation in Thailand*. Honolulu, University of Hawaii Press, 2004, p.170



à l'origine du processus de démocratisation en Thaïlande, mais s'approprient également le concept même de démocratie comme le sien [Ockey, 2004 :169].

### 3.2.3. Victoire pour les Chemises jaunes

Le PAD fut dissout deux jours après le coup d'Etat du 19 septembre 2006, considérant sa mission remplie. A la suite de ce coup, l'armée forme un Conseil de réforme démocratique, et le général Sonthi Boonyaratglin, ancien commandant en chef de l'armée, devient Premier ministre le 1<sup>er</sup> octobre 2006<sup>91</sup>. Le gouvernement de la junte s'attacha à rédiger une nouvelle constitution destinée à affaiblir le pouvoir exécutif et à réduire l'importance du vote populaire. Parallèlement, les putschistes se sont lancés dans une vigoureuse campagne anticorruption avec « la mise en place de nouveaux organes de surveillance anticorruption [...] et de « commissions d'audit de la bonne gouvernance », l'installation d'une ligne téléphonique mise à la disposition des fonctionnaires qui souhaiteraient donner l'alerte sur des cas douteux [...] et la création au sein du ministère de la Justice d'un service de lutte contre la corruption<sup>92</sup> ». Le limogeage de Thaksin est enclenché : le TRT est dissous par la Cour constitutionnelle sur des accusations de corruption et le 12 juin 2007 la junte gèle les avoirs de Thaksin<sup>93</sup>.

Le PAD se reforma dès les premières élections législatives tenues en décembre 2007. En effet, c'est l'héritier du TRT, le Parti du Pouvoir du Peuple (People's Power Party, PPP) qui remporta les suffrages, avec à sa tête Samak Sundaravej, un proche de Thaksin. Les Chemises jaunes redescendent dans la rue : en mai 2008, les manifestations prennent de l'ampleur avec le siège des aéroports régionaux de Phuket, Krabi et Hat Yai en vue de pousser la coalition de Samak à la démission. Le 9 septembre 2008, la Cour constitutionnelle destitue le Premier ministre. Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin, lui succède par intérim avant d'être élu à la tête du gouvernement le 17 septembre par le Parlement, tandis que les manifestations se poursuivent. En décembre 2008, les Chemises jaunes occupent les deux aéroports internationaux du pays ainsi que le bureau du Premier ministre pendant plus d'une semaine, sans réaction des forces de l'ordre. Au même moment, la Cour constitutionnelle prononce la destitution et l'inéligibilité du beau-frère de Thaksin pendant 5 ans ainsi que la dissolution de son parti pour fraude électorale. Cette première phase déboucha sur une victoire complète pour les Chemises jaunes. Le 15 décembre 2008 un renversement d'alliance place à la tête du pays Abhisit Vejjajiva, leader du Parti démocrate, ce qui permet au PAD de participer au nouveau gouvernement.

### 3.2.4. Le temps de la confrontation

L'UDD s'est opposé farouchement au gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, considéré comme illégitime. Selon eux, les élites du pays « (freinent) le développement démocratique de la Thaïlande en interférant trop systématiquement pour leurs intérêts dans la sphère politique » [Ferrari & al, 2010 :83]. En avril 2009, les manifestations des Chemises rouges conduisent à l'annulation du Sommet de l'Asean à Pattaya. Mais c'est en avril et mai 2010 que la confrontation entre l'UDD et le PAD atteint son paroxysme. Environ 100 000 Chemises rouges

---

<sup>91</sup> Pierre Astié & al, « Repères étrangers », *Pouvoirs*, 2007/1 n° 120, p. 151-168.

<sup>92</sup> Martin Painter, « Tradition et changement dans l'administration thaïlandaise », *Critique internationale*, 2007/2 n° 35, p. 31-49.

<sup>93</sup> Astié Pierre et al, « Repères étrangers », *Pouvoirs*, 2007/4 n° 123, p. 157-178.

descendirent à Bangkok pour occuper le quartier commercial de la capitale. Après l'assassinat du général Sae Daeng, leader de la « branche militaire » des Chemises rouges le 13 mai 2010, la situation se dégrada soudainement. L'armée, qui avait encouragé implicitement les Chemises jaunes en n'intervenant pas lorsqu'ils avaient paralysé le pays pendant de longs mois, réprima avec une violence extrême le camp opposé. Le 19 mai, la répression sanglante des manifestations des Chemises rouges fait 92 morts et 1900 blessés. Parmi les victimes, deux journalistes : le Japonais Hiroyuki Muramoto et l'Italien Fabio Polenghi, « probablement tués par les militaires » [Dubus, 2011 :160]. Le rapport de force était déséquilibré, avec une grande majorité de Chemises rouges équipés de bâtons et de lance-pierres comme seules armes de défense. Quelques Chemises noires cagoulées, entraînés par feu Sae Daeng, furent à l'origine de la mort de cinq militaires. Les réactions internationales restèrent timides. Après l'assaut du 19 mai, une purge des Chemises rouges fut enclenchée : « des dizaines de leaders rouges furent emprisonnés sans être jugés, au titre de l'état d'urgence. Des assassinats politiques furent commis dans les provinces du Nord-Est. La presse rouge fut muselée ou interdite et même des sites d'information indépendants, mis au pas. Le pouvoir utilisait de plus en plus la loi contre le crime de lèse-majesté pour réprimer l'opposition » [Dubus, 2011 :161].

C'est dans ce contexte politiquement mouvementé que la dégradation de la liberté de la presse thaïlandaise est illustrée par Freedom House avec le passage de son statut de « Partiellement Libre » à « Non Libre » : « L'environnement de la liberté de la presse thaïlandaise a empiré en 2010 suite aux efforts des militaires et du gouvernement à régner sur les médias électroniques [...]. Les autorités ont intensifié leurs poursuites d'éditeurs en lignes à l'aide de la loi de lèse-majesté et du Computer Crime Act ainsi que leur utilisation du décret d'urgence pour maintenir un contrôle ad hoc sur les médias de masse et communautaires, pour ordonner des fermetures de sites internet à grande échelle et harceler physiquement et psychologiquement des journalistes dans un contexte d'une augmentation de l'intolérance et du dédain pour la presse<sup>94</sup> ».

Une enquête sur les événements d'avril et mai 2010 a été conduite par un organe indépendant, la Commission thaïlandaise de la vérité pour la réconciliation (Truth for Reconciliation Commission of Thailand, TRCT). Alors qu'aucune commission de ce type n'avait émergé des massacres de 1973 et 1976 et que le rapport de celui de 1992 avait été en grande partie tenu secret, celui des événements de 2010 est rendu public le 17 septembre 2012 sans aucun passage censuré. « Répartissant la responsabilité des morts d'avril-mai 2010 entre les militaires et les Chemises noires, [...], ce rapport décrit de manière assez équilibrée les tenants et les aboutissants de la crise politique thaïlandaise<sup>95</sup> ». Parallèlement, des instructions judiciaires furent mises en place pour traduire en justice les auteurs des violences. De façon inédite, les témoignages à l'encontre des militaires sont accablants. Le futur Premier ministre Prayuth Chan-Ocha, alors chef de l'armée de terre, réagit avec véhémence devant la mise en accusation de ses troupes : « Si les soldats avaient voulu blesser les gens, ils auraient fait feu de la ligne de front et beaucoup seraient morts » [Jammes & al, 2013 :301]. Abhisit Vejjajiva et Suthep Thaugsuban, respectivement Premier ministre et vice-Premier ministre au moment de la

---

<sup>94</sup> Freedom House, Freedom of the Press, 2011

<sup>95</sup> Jérémy Jammes & al, *L'Asie du Sud-Est 2013 : bilan, enjeux et perspectives*. Bangkok, IRASEC, 2013, p. 300

répression, sont inculpés pour meurtre en décembre 2012 pour avoir ordonné aux militaires d'utiliser la force armée contre les manifestants.

### 3.3. Le clan Shinawatra reprend la main (2011-2013)

A la suite de ces événements sanglants, l'attention des Thaïlandais s'est tournée vers la tenue de nouvelles élections en 2011. Le 3 juillet 2011, Yingluck Shinawatra, sœur cadette de Thaksin et alors peu connue du grand public est désignée candidate du nouveau parti pro-rouge, le Pheu Thai (Pour les Thaïlandais) pour affronter Abhisit Vejjajiva du Parti démocrate. Sans surprise, le Pheu Thai remporte une imposante victoire avec 48,8% des voix et 265 sièges sur 500, le parti d'Abhisit n'obtenant avec 35,2% que 159 sièges<sup>96</sup>. Ces résultats confirment la tendance électorale en Thaïlande : le Parti démocrate qui a participé à presque toutes les élections depuis 1946, n'en a remporté que trois (1948, 1975 et 1992). En comparaison, les partis pro-Thaksin en ont déjà remporté cinq depuis 1998<sup>97</sup>. Les Chemises jaunes du PAD ont connu une chute de popularité fulgurante, le parti les représentant ayant obtenu moins de 1% des voix<sup>98</sup>. Yingluck Shinawatra forme un gouvernement en s'appuyant sur une coalition entre son parti, majoritaire à lui seul, et cinq petits partis avec une majorité confortable au Parlement (300 sièges sur 500). Thaksin tient sa revanche.

#### 3.3.1. Sous le gouvernement de Yingluck Shinawatra

Suite à son élection au poste de Premier ministre, Yingluck fait l'objet d'une certaine forme de condescendance sexiste par la presse internationale qui évoque son physique avantageux, l'élégance de ses petits tailleurs noirs et sa photogénie. En rappelant systématiquement son absence d'expérience politique et en attribuant sa victoire à l'ascendance de son frère, sa capacité à diriger le pays est mise en doute. Pourtant, son passage au pouvoir amène une période de calme politique relatif, et Yingluck se prouve être la digne héritière de son frère en traduisant en actes ses promesses électorales. Elle met en œuvre un programme économique à la fois keynésien et clientéliste, articulé autour d'une relance par la consommation destinée à soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Les mesures mises en place par son gouvernement comprennent le salaire minimum fixé à 300 bahts (environ 7,5€) par jour et étendu à l'ensemble du pays à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la réduction de l'impôt sur les sociétés de 30% à 23% en janvier 2012 puis à 20% à partir de 2013, un programme controversé de subventions aux riziculteurs et un programme de mégaprojets d'infrastructures. Pour ses détracteurs, cette politique « aggrave l'endettement du pays sans permettre d'éviter un ralentissement net de la croissance, tout en ouvrant de nombreuses possibilités de corruption » [Jammes & Robinne, 2014 :319].

Pendant ce temps, les Chemises jaunes sont plus impopulaires et fragmentées que jamais. Le groupe anti-Thaksin a donné naissance aux Chemises vertes de Suriyasai Katasila (couleur du renouveau) en 2011, au Pitak Siam du général Seh-Ai en 2012 et à deux mouvements royalistes issus de Facebook en 2013 : le Thai Spring Group et les V for Thailand, bien qu'aucune de ces

---

<sup>96</sup> Astié Pierre et al., « Repères étrangers », *Pouvoirs*, 2012/1 n°140, p. 111-124.

<sup>97</sup> Gavroche Thaïlande, « Le Parti démocrate face à l'épreuve du suffrage universel », n°231, janvier 2014, p56

<sup>98</sup> Gavroche Thaïlande, « « Thai Spring Group » et « V for Thailand » : le retour remarqué des Chemises jaunes », n°225, juillet 2013, p35

formations ne se revendique du PAD<sup>99</sup>. Ces nouveaux groupes ne parviennent pas à réunir plus de quelques centaines de manifestants.

Le bilan de la liberté des médias sous le gouvernement Yingluck est mitigé. D'un côté, une amélioration notable est à trouver en 2012 avec le retour du statut « Partiellement Libre » par Freedom House en raison de la baisse de la violence à l'encontre des journalistes, de la censure et des restrictions pour les médias<sup>100</sup>. Cependant, la fin de l'année 2011 fut marquée par un certain retour des pratiques répressives avec l'ouverture d'un nouvel organe de contrôle des médias en lignes, le Centre des Opérations de Cyber-Sécurité (Cyber Security Operations Centre, CSOC) et la hausse des poursuites pour lèse-majesté. En mai 2013, Yingluck fut la première chef du gouvernement thaïlandais à traduire en justice un journaliste pour diffamation à la suite d'une publication sur Facebook. Le caricaturiste Chai Rachawat du journal Thai Rath, connu pour sa plume acerbe envers toute forme de pouvoir, avait réagi à un discours de Yingluck prononcé en Mongolie en ces termes : « Merci de prendre en compte que les prostituées ne sont pas de mauvaises femmes. Les prostituées vendent leur corps, mais une femme diabolique se balade en vendant le pays<sup>101</sup> ». Le ministre des technologies de l'information et de la communication annonça par la suite que les sites internet contenant des commentaires diffamatoires à l'encontre de la Première ministre seraient immédiatement fermés, et enjoignit les citoyens thaïlandais à dénoncer les sites internet au contenu offensant.

### 3.3.2. Le très controversé projet d'amnistie

Thaksin entend bien rentrer au pays. Mais pour revenir en sauveur, il lui est nécessaire d'être lavé de toutes les charges de corruption qui pèsent sur lui et le condamnent à l'exil pour échapper à la prison. Pour cela, dès le premier semestre de l'année 2012, le gouvernement de Yingluck a infructueusement tenté de faire passer des projets de lois de réconciliation et d'amendement de la Constitution qui proposaient en substance d'accorder une amnistie à toutes les personnes impliquées dans des « crimes politiques » depuis le coup d'Etat du 19 septembre 2006.

Le gouvernement de Yingluck est revenu à la charge le 7 août 2013 en réintroduisant cette loi d'amnistie couvrant les contrevenants politiques depuis le coup d'Etat de 2006, mais en excluant les leaders. La loi fait face à des protestations de rue mineures et passe sa première lecture dans la chambre basse. Le 31 octobre, la chambre aborde la loi d'amnistie de Worachai Hema pour une deuxième lecture. Les démocrates lancent des manifestations près de la station de train Samsen et appellent Yingluck à retirer la loi du Parlement. Le 1<sup>er</sup> novembre, la loi d'amnistie passe la seconde et troisième lecture par la chambre. L'ébauche de la loi est amendée pour inclure les leaders politiques. La nouvelle version aurait donc levé la condamnation de Thaksin à deux ans de prison par la division politique de la Cour suprême pour abus de pouvoir et lui aurait par ailleurs permis de récupérer les 46 millions de bahts<sup>102</sup> « acquis illégalement » saisis en février 2010 par la justice.

---

<sup>99</sup> Gavroche Thaïlande, « « Thai Spring Group » et « V for Thailand » : le retour remarqué des Chemises jaunes », n°225, juillet 2013, p35

<sup>100</sup> Freedom House, Freedom of the Press, 2012

<sup>101</sup> Courrier international, « En Thaïlande, le crabe contre le caricaturiste », 10/05/13

<sup>102</sup> Environ 1,14 milliards d'euros

<b>Cas de terrorisme, cas criminels ou en lien avec les violations du décret d'urgence et de la loi sur la sécurité interne</b>	
Cas	Bénéficiaires
Manifestations du PAD, dont le siège des aéroports internationaux	Chefs de file du PAD, manifestants Chemises jaunes, gouvernements de Somchai Wongsawat et de Samak Sundaravej
Manifestations de l'UDD, dont celles de mars à mai 2010	Chefs de file de l'UDD, manifestants Chemises rouges, Abhisit Vejjajiva et Suthep Thaugsuban
Troubles politiques dans le Sud, dont les vols à mains armées au camp militaire du 4 <sup>e</sup> bataillon de développement, l'accident de Tak Bai et le massacre de Krue Se en 2004	Insurgés présumés, manifestant du Sud du pays, officiers de sécurité, Thaksin Shinawatra
<b>Cas de corruption examinés par la Commission Nationale Anti-Corruption (NACC)</b>	
Cas	Bénéficiaires
Achat du terrain Ratchadaphisek	Thaksin Shinawatra (condamné à deux ans de prison)
Richesse inhabituelle qui a conduit à la saisie de 46 millions de bahts des actifs de Thaksin	Thaksin Shinawatra
Evasion fiscale dans le transfert des titres de Shin Corporation	Thaksin Shinawatra
Prêt à taux réduit de la banque Exim à la Birmanie	Thaksin Shinawatra
Imposition de la taxe d'accise sur le secteur des télécommunications	Thaksin Shinawatra
Prêt de la banque Krung Thai au groupe Krisada Mahanakorn	Thaksin, Phanthongtae Shinawatra
Plan de gestion de l'eau à 350 millions de bahts	Yingluck Shinawatra
Plan de soutien à la production du riz	Yingluck Shinawatra

**Tableau 14: Bénéficiaires de la nouvelle version de la loi d'amnistie selon ses détracteurs – Source : Bangkok Post, “Thaksin foes converge on city”, 02/11/13**

Le projet de loi provoque une levée de boucliers chez les anti-Thaksin, prêts à tout pour contrecarrer les velléités de l'ancien chef de gouvernement. De façon surprenante, le camp des Chemises rouges est également monté au créneau contre la proposition qu'ils jugent inacceptable : s'ils souhaitent le retour de Thaksin, ils réclament avant tout justice. En effet, si la loi était validée par le Sénat, elle aurait aussi exonéré les militaires des crimes commis pendant la répression des manifestations de 2010. « Pour la première fois depuis 2006, les deux camps se retrouvent pour un même combat. Lutter contre un texte proposé par le gouvernement au nom de la réconciliation<sup>103</sup> ». La Thaïlande se retrouve de nouveau dans la rue pour un énième round d'une crise politique qui semble de plus en plus insoluble.

<sup>103</sup> Courrier international, « La loi d'amnistie fait l'unanimité contre elle », 08/11/13, tiré de The Nation

## Partie 2 : De la crise au coup d'Etat

Cette nouvelle crise politique, qui n'est autre que le prolongement d'une crise plus profondément ancrée entamée en 2005 avec le réveil du clan anti-Thaksin débute le 31 octobre 2013 avec les manifestations du Parti démocrate en réaction à la modification du projet de loi d'amnistie faite par le gouvernement de Yingluck pour y inclure Thaksin. Bien que le Sénat ait rejeté cette proposition de loi dès le 11 novembre 2013, les troubles politiques ne s'en tinrent pas là, les opposants au gouvernement ayant par la suite étendu l'objectif des manifestations en appelant au « déracinement du système Thaksin ». La contestation des manifestants pro et anti-gouvernementaux a pris fin le 22 mai 2014 avec l'annonce du douzième coup d'Etat abouti de l'histoire politique thaïlandaise depuis son passage à la monarchie constitutionnelle. Si la prise du pouvoir par les militaires a assuré un certain retour à l'ordre, dans l'attente de la tenue de nouvelles élections législatives annoncées pour septembre 2016, nous ne pouvons pas considérer que la crise est terminée. Nous pouvons en revanche la décomposer en deux phases principales, celle de la contestation, et celle de la répression militaire, avec le coup d'Etat du 22 mai pour transition. Cette nouvelle partie se propose d'étudier la première étape de la crise politique thaïlandaise qui porte un bilan de 28 morts et de plusieurs centaines de blessés, les conséquences du coup d'Etat étant abordées dans la troisième partie de ce travail de recherche. Nous aborderons en premier lieu le traitement médiatique de la crise, puis la représentation de la division nationale avant de porter un éclairage sur le coup d'Etat militaire.



**Photographie 2 : Manifestants antigouvernementaux encerclant le siège du gouvernement – Source : Bangkok Post, « Dissolution fails to end protest », 10/12/13, Sithikorn Wongwudthianun**

**Octobre 2013**

*31/10/13* : La chambre basse aborde la loi d'amnistie de Worachai Hema pour une deuxième lecture. Manifestations à Bangkok organisées par le Parti démocrate d'opposition.

**Novembre 2013**

*10/11/13* : Manifestations des Chemises rouges.

*11/11/13* : Le Sénat rejette la proposition de loi d'amnistie.

*22/11/13* : La Cour constitutionnelle rejette la proposition du gouvernement de Yingluck de passer d'un Sénat à moitié nommé à une Chambre entièrement élue.

*30/11/13* : Affrontements entre les deux camps (5 victimes et une centaine de blessés).

**Décembre 2013**

*02/12/13* : Suthep Thaugsuban annonce vouloir mettre en place un Conseil du Peuple pour remplacer le Parlement.

*03/12/13* : La police laisse entrer les manifestants dans le siège du gouvernement.

*10/12/13* : Yingluck annonce la dissolution de la Chambre des représentants suite à la démission massive des députés de l'opposition. Des élections générales sont prévues pour le 2 février 2014.

**Janvier 2014**

*02/01/14* : Suthep annonce son plan de blocage de Bangkok à partir du 13 janvier.

*21/01/14* : Le gouvernement décrète l'état d'urgence à Bangkok et dans sa banlieue.

**Février 2014**

*02/02/14* : Elections législatives. Le scrutin a été fortement perturbé par les manifestations antigouvernementales.

*18/12/14* : Violents heurts entre les manifestants et la police qui tente de reprendre les sites occupés.

**Mars 2014**

*21/03/14* : Invalidation des élections législatives du 2 février par la Cour constitutionnelle.

**Mai 2014**

*07/05/14* : La Cour constitutionnelle destitue Yingluck pour avoir transféré le chef de la sécurité nationale Thawil Pliensri à un poste inactif pour le remplacer par un de ses proches.

*20/05/14* : Le chef de l'armée de terre Prayuth Chan-ocha annonce la loi martiale sur l'ensemble du pays.

*22/05/14* : Prayuth annonce le coup d'Etat, rendu nécessaire par l'escalade de la violence qui compromettrait la sécurité nationale.

**Août 2014**

*21/08/14* : Prayuth est élu Premier ministre par l'Assemblée nationale

**Tableau 15 : Evènements clés de la crise politique thaïlandaise 2013-2014**

## 1. Traitement médiatique de la crise

Dans cette partie, nous étudierons la crise à travers le prisme médiatique. Dans un premier temps il s'agira de contextualiser le rôle et le positionnement du quatrième pouvoir dans la crise. Dans un deuxième et troisième temps, nous analyserons plus particulièrement la couverture de la crise politique thaïlandaise telle qu'elle en a été faite par deux titres de la presse écrite : Le Monde et le Bangkok Post. Le choix de ces deux quotidiens réside dans l'intérêt d'opérer une comparaison entre le traitement médiatique international avec le Monde, titre de presse français le plus positionné sur la politique internationale, et le traitement médiatique local avec le Bangkok Post, qui est le premier quotidien anglophone du royaume. Nous aborderons donc d'abord l'aspect quantitatif du traitement médiatique de la crise avec l'analyse de la forme, avant d'étudier l'aspect qualitatif avec l'analyse du fond. Une quatrième partie est dédiée à l'analyse photographique.

### 1.1. Crise et médias

Les médias jouent un rôle décisif dans la crise politique en tant qu'acteurs et en tant qu'observateurs. Ce sont d'abord des acteurs car ils ont participé à la prise de conscience politique d'une partie de la population thaïlandaise d'une part, et d'autre part parce qu'en prenant position ils développent une influence fondamentale sur les tenants et aboutissants de la crise. En rapportant le déroulement des événements, ce sont également des observateurs dont l'étude est nécessaire pour appréhender l'information.

#### 1.1.1. Disparités de la couverture de la crise entre médias locaux et internationaux

La scène internationale est peu attentive à la crise politique thaïlandaise. Cela se reflète par exemple par le différentiel en termes de volume entre le corpus du Monde et du Bangkok Post (86 articles contre 1889) ou bien encore par la place d'un article consacré à la crise thaïlandaise dans le magazine *Alter Mondes* dans la rubrique « les oubliés de l'actualité<sup>104</sup> ». Quand la presse internationale s'intéresse à l'actualité thaïlandaise, le traitement médiatique n'est pas le même que pour la presse locale. Selon Saksith Saiyasombut, cela tient notamment du fait que quand un média veut relater l'information internationale, il doit contextualiser le sujet en des termes très larges car il doit supposer que son lectorat ne sait rien du pays en question. Par conséquent, les médias internationaux ne peuvent se contenter d'exposer l'actualité, mais doivent également dresser un tableau d'ensemble de la situation. Cette nécessité empêche donc de rentrer dans la même analyse du détail que l'on retrouve dans les médias locaux, beaucoup plus riches en contenu et complexes, mais qui à l'inverse adoptent une perspective micro parfois poussée à l'extrême jusqu'à manquer de contexte. Pour le cas thaïlandais, Saksith Saiyasombut pointe en particulier le rôle joué par les journaux *The Nation* et *The Bangkok Post* à l'égard du traitement international de l'actualité du royaume. Lorsque les éditeurs des bureaux internationaux ne peuvent pas avoir recours à un correspondant ou à un expert en Thaïlande, ils vont alors automatiquement puiser l'information dans les deux quotidiens anglophones. Le problème d'une telle pratique systématisée est que ces deux journaux, qui s'adressent à une cible particulière du lectorat thaïlandais, c'est-à-dire les expatriés et les Thaïs des milieux

---

<sup>104</sup> *Alter Mondes*, « Thaïlande, couleur kaki », n° 40, décembre 2014



supérieurs parlant anglais, sont loin d'être représentatifs de l'ensemble des médias thaïlandais. Quand les médias internationaux parlent de la Thaïlande, ils n'abordent donc qu'une mince partie du spectre des opinions du pays. Un éditorial du Bangkok Post dresse le même constat à la fin janvier 2014 : « Si quelqu'un se souciait de s'aventurer au-delà des sujets en anglais, pour explorer la documentation en langue thaïe et les médias alternatifs thaïlandais [...] il trouverait une image qui diffère grandement de la formule éditoriale prescrite<sup>105</sup> ». L'éditorialiste du Bangkok Post évoque l'ampleur de ces voix à qui l'on n'accorde pas d'espace médiatique ou encore de la multitude d'analystes et de journalistes d'investigation thaïlandais qui ne sont pas familiers de l'anglais et se retrouvent évincés du monde anglophone. Il déplore également la face sombre des médias thaïlandais qui servent aussi de support pour certains discours haineux et déshumanisants.

Une autre lacune de la couverture internationale est son extrême simplification de l'actualité thaïlandaise. Selon Saksith Saiyasombut, la principale difficulté pour expliquer la politique thaïlandaise est qu'il s'est passé tant de choses ces dix dernières années qu'il est impossible de résumer la situation en quelques minutes ou en quelques lignes. Trop d'acteurs sont entrés en jeu, trop de problèmes de fond ont été soulevés pour l'attention limitée du lectorat étranger. De ce fait, dans un souci pratique, la crise politique thaïlandaise a été répartie en deux couleurs, jaune et rouge. Mais la dichotomie se révèle finalement inutile, puisque si elle sert à identifier grossièrement une opposition entre deux groupes d'acteurs, les non-thaïlandais sont incapables de dire qui ils sont comme le révèle le sondage en annexe. Cette vision manichéenne de la presse internationale est déplorée par un autre éditorial du Bangkok Post car elle mène à des interprétations erronées à l'étranger<sup>106</sup>. Selon l'éditorialiste du Bangkok Post, les médias étrangers ont tendance à suivre l'agenda des forces antigouvernementales « comme s'il était légitime et ne nécessitait pas d'élaboration » par manque d'information ou par manque de neutralité politique.

### 1.1.2. Polarisation médiatique

La société thaïlandaise est tellement polarisée qu'elle en est venue à affecter le monde médiatique, pris en étau entre les membres des deux principales coalitions politiques. Comme l'explique le porte-parole de l'association Political Prisoners in Thailand (PPT) interrogé dans le cadre de ce travail de recherche : « Les médias de masse tendent à être les petits chiots des militaires et sont liés à l'idéologie antidémocratique de la classe moyenne de Bangkok. Mais il y a quelques journalistes soucieux de porter une approche plus critique. Les autres médias sont divisés entre les anti-démocrates (les « jaunes ») et ceux en faveur de la démocratie, de Thaksin ou des élections ». Les médias thaïlandais se sont donc retrouvés fracturés et instrumentalisés à des fins politiques. Les Chemises rouges, les Chemises jaunes, l'UDD, le PDRC (People's Democratic Reform Committee, le groupe opposé au gouvernement porté par Suthep Thaugsuban, ex vice-premier ministre du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva entre 2008 et 2011) ont chacun leurs propres chaînes de télévision, sites internet, stations de radio et même leurs propres journaux. A titre d'exemple pour la télévision, ASTV est la chaîne des Chemises jaunes, Blue Sky et T News celles du Parti démocrate et Asia Update celle des Chemises rouges. Ces

---

<sup>105</sup> Bangkok Post, "The true story of unrest lies beyond mainstream media", 28/01/14

<sup>106</sup> Bangkok Post, « Medias mired by binary blinders », 08/12/13

médias partisans sont dédiés à la propagande de chacune des parties au conflit avec pour conséquence de contribuer d'autant plus à la polarisation de la politique et de la société thaïlandaise. Selon Saksith Saiyasombut, le seul aspect positif de la chose est qu'au moins, cela participe à la création d'un débat politique. Bien que les camps opposés restent retranchés sur leurs opinions, n'acceptent pas celles des autres et refusent de considérer un entre-deux, l'existence d'un tel débat sous-tend un intérêt croissant de la population à la politique thaïlandaise.

Les réseaux sociaux ne sont pas épargnés. Bien qu'ils représentent une opportunité en tant que médias alternatifs, ils sont aussi un facteur de risque pour les individus de s'enraciner dans leurs propres convictions politiques. En effet, comme le souligne un article du Bangkok Post, « les réseaux sociaux ont un impact plus polarisant qu'unificateur. C'est comme si l'on s'était retrouvé être nos propres ennemis et que les réseaux sociaux étaient devenus notre arme de choix pour renforcer nos différences [...]. Facebook est fondamentalement conçu pour exploiter la vanité individuelle et rassembler des proches aux idées semblables et non des gens qui ont des visions et des préférences différentes<sup>107</sup>». Par conséquent, on s'aperçoit que les réseaux sociaux ont tendance à renforcer les convictions de chacun plutôt que d'ouvrir à la discussion. L'existence de véritables chasses aux sorcières sur ces plateformes ont d'ailleurs été reportées. Le journaliste du Bangkok Post pose également le problème de l'anonymat sur internet, qui n'incite pas les individus à prendre leurs responsabilités sur ce qu'ils écrivent. La solution est selon lui est une responsabilisation de ces technologies ainsi que la promotion de pratiques plus inclusives favorisant une plus grande tolérance des différentes opinions.

### 1.1.3. Médias pris pour cible

Durant les manifestations, des journalistes ont été ciblés par les manifestants antigouvernementaux ou comptent parmi les victimes collatérales de la confrontation entre manifestants et forces de l'ordre. Le journaliste indépendant allemand Nick Nostitz a été attaqué plusieurs fois par les gardes de sécurité du PDRC le 25 novembre 2013 et le 7 mai 2014 après avoir été désigné par les leaders du groupe comme un soutien du gouvernement. Le 24 décembre 2013, une journaliste de la chaîne télévisée Channel 9 a été attaquée par des manifestants qui l'accusaient de déformer leurs propos. Un manifestant lui a jeté de l'eau à la figure, un autre lui a donné un coup de poing tandis qu'un membre de son équipe de tournage a été projeté au sol<sup>108</sup>. Les associations thaïlandaises de journalistes Thai Broadcast Journalist Association et Thai Journalists Association ont rencontré Suthep Thaugsuban pour revendiquer la liberté de la presse et la sécurité des reporters. Le leader du PDRC leur promis alors de mieux contrôler les gardes de ses manifestations et de leur faire comprendre le travail des médias. Lors d'une confrontation violente le 19 janvier 2014, Sithinee Huangnak, une journaliste du Post Today comptait parmi les 28 victimes d'une attaque à la grenade et a dû être transférée à l'hôpital<sup>109</sup>.

De novembre 2013 à mai 2014, les bureaux des médias ont été une cible stratégique des actions de siège des manifestants antigouvernementaux. Fin novembre, le Ministère des technologies

---

<sup>107</sup> Bangkok Post, « Social media has polarising effect on political debate », 06/01/14

<sup>108</sup> Bangkok Post, « Media outlets cut coverage, citing abuse from PDRC », 24/12/13

<sup>109</sup> Bangkok Post, « Capo eyes emergency law », 20/01/14

de l'information et de la communication a dû mettre en place des mesures préventives pour assurer le fonctionnement des systèmes de communication en cas de prise de contrôle des entreprises publiques de télécommunication CAT Telecom et TOT, tout en enjoignant les manifestants de s'abstenir de perturber les services de communication nationaux<sup>110</sup>. Trois jours plus tard, les protestataires prirent d'assaut le Ministère de l'intérieur, le Ministère du commerce, le département des relations publiques, le Ministère des affaires étrangères ainsi que toutes les chaînes de télévision en clair<sup>111</sup>. Dans leur tentative d'empêcher les candidats aux élections du 2 février 2014 de s'enregistrer, les manifestants ont entravé les équipes de médias dans leur couverture des événements : « jusqu'à 40 professionnels des médias étaient coincés pendant plusieurs heures dans l'avenue » [Bangkok Post, 24/12/13]. Warunee Suesatsakulchai, une journaliste de la chaîne Channel 3 rapporta qu'après avoir été harcelée, elle avait été contrainte avec d'autres reporters d'entrer dans le stade (pour l'enregistrement des candidatures aux élections) en escaladant le mur. Le Bangkok Post rapporte les paroles de Suthep le 24 décembre 2013 : « Je m'excuse auprès des journalistes pour critiquer leur travail, mais je ne les ai jamais intimidé » [Bangkok Post, 24/12/13]. Le rapport mondial 2015 de Human Rights Watch pointe que le 9 mai 2014 les manifestants du PDRC ont assiégé les principales chaînes de télévision à Bangkok, harcelé les journalistes et les présentateurs télé, et réclamé que les stations cessent de rapporter les informations de sources gouvernementales<sup>112</sup>. Le 10 mai 2014, le Bangkok Post rapporte que les manifestants ont assiégé 7 emplacements de la ville : le gouvernement, le siège de la police, et les chaînes de télévision Channel 3, 5, 7, 9 et 11 : « en « visitant » les chaînes de télévision, M. Suthep a demandé de retransmettre en direct ses discours nocturnes et de ne pas communiquer les déclarations de la police<sup>113</sup> ».

## 1.2. Analyse de la forme

Dans le cadre de cette étude, deux quotidiens ont été sélectionnés : Le Monde et le Bangkok Post. Les lectorats des deux titres de presse partagent une certaine convergence statutaire et idéologique. Généraliste, Le Monde est une publication phare de la PQN (presse quotidienne nationale) française. Selon l'agence indépendante d'eMarketing dédiée au SEM (Search Engine Optimization) eMarketingServices.fr, l'audience du journal en ligne LeMonde.fr est majoritairement composée de cadres à hauts revenus et à haut niveau d'études. Quantitativement, elle représente 30 millions de visiteurs uniques par mois avec un lectorat fidèle qui reste en moyenne 7 minutes sur le site web<sup>114</sup>. Selon l'agence américaine multimediausa.com, le Bangkok Post est le quotidien anglophone le plus diffusé de Thaïlande. La circulation du titre de presse est de 110 000 exemplaires, 80% distribués à Bangkok et 20% dans le reste du pays. Le Bangkok Post touche un lectorat identifié comme « le plus riche de Thaïlande, les consommateurs les plus avertis et les chefs d'entreprise de premier plan<sup>115</sup> ».

---

<sup>110</sup> Bangkok Post, « Suthep declares 'people's revolt' », 30/11/13

<sup>111</sup> Bangkok Post, « Suthep delivers 2-day ultimatum », 02/12/13

<sup>112</sup> Human Rights Watch, World Report 2015, 2015, p. 534

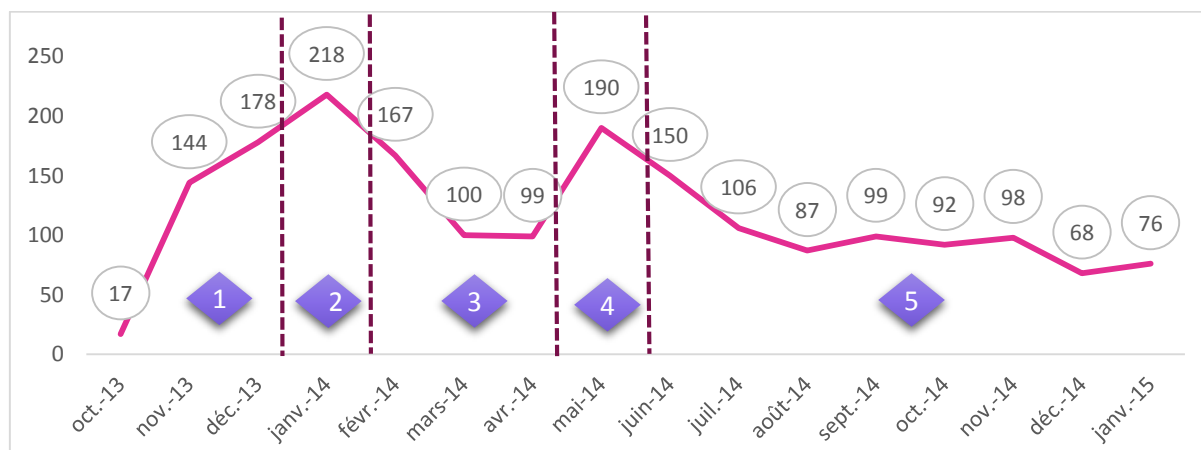
<sup>113</sup> Bangkok Post, « All eyes on army as crisis peaks », 10/05/14

<sup>114</sup> <http://eMarketingServices.fr>

<sup>115</sup> <http://multimediausa.com>

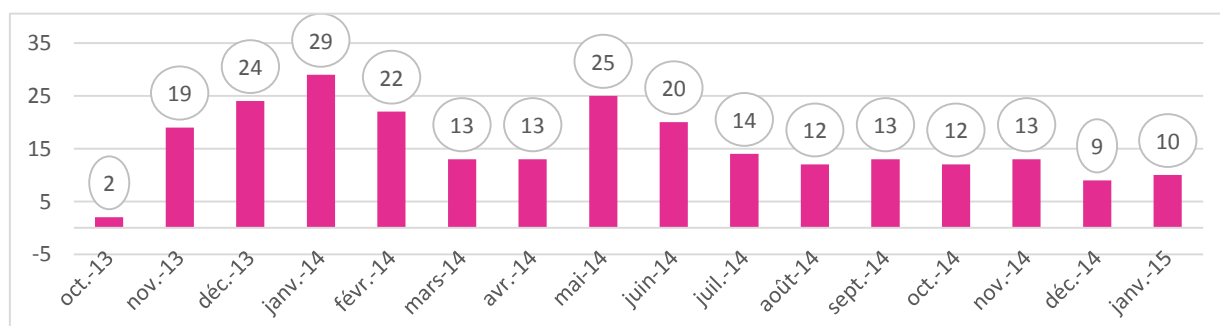
62% des lecteurs du Bangkok Post appartiennent à la classe moyenne supérieure ou supérieure et 43% ont au moins le niveau master.

Les articles des deux corpus ont pour thème général la crise politique thaïlandaise et sont extraits de la version numérisée des deux titres de presse. Une borne temporelle a été délimitée entre octobre 2013 qui correspond au début de la crise avec le projet de loi d'amnistie et les premières manifestations, et janvier 2015 pour permettre l'étude de la stabilisation du politique par les militaires dans les 8 mois qui suivent le coup d'Etat. Les graphiques ci-dessous illustrent le nombre total d'articles sélectionnés qui paraissent chaque mois pour chacun des deux quotidiens.



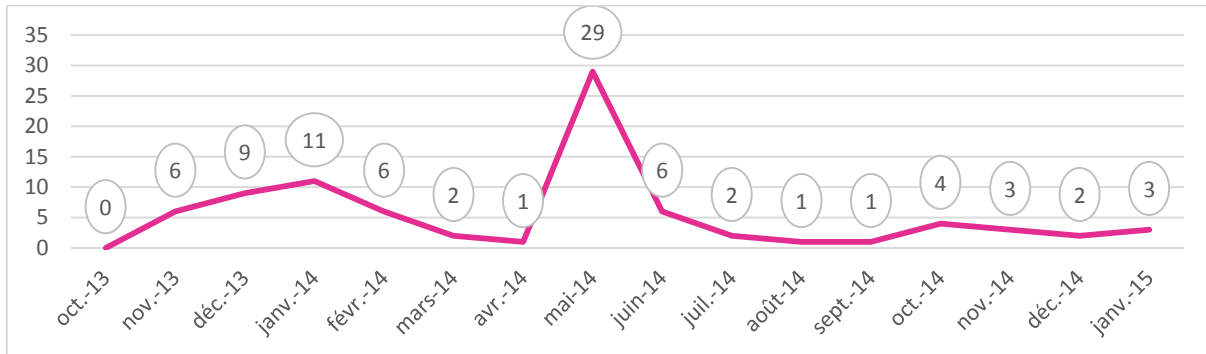
**Tableau 16: Nombre d'articles du Bangkok Post consacrés à la crise politique thaïlandaise**

1889 articles au total abordent la crise politique thaïlandaise dans le Bangkok Post, avec une moyenne de 118 articles par mois. Sans avoir un lien direct avec la crise politique, 51 autres articles traitant des déboires judiciaires de Yingluck ont été identifiés dans le Bangkok Post entre octobre 2013 et janvier 2015. A partir de la répartition du nombre d'articles par mensualité, nous pouvons dégager cinq périodes significatives pour notre sujet : la première phase est celle de l'escalade des tensions entre octobre et décembre 2013. Le mois de janvier 2014 correspond au premier pic de crise, celui des manifestations antigouvernementales. Une troisième phase apparaît entre février et avril 2014, c'est celle d'une relative accalmie des troubles politiques. Le mois de mai représente le deuxième pic de la crise politique avec le coup d'Etat et la prise du pouvoir par les militaires. La cinquième et dernière phase, qui s'étend de juin 2014 à janvier 2015 correspond à la sortie de crise, avec une baisse tendancielle du nombre d'articles publiés chaque mois.



### Tableau 17: Echantillon du Bangkok Post sélectionné pour l'analyse du traitement médiatique

Pour procéder à l'analyse du traitement médiatique, un échantillon de ce corpus total de 1889 articles a été identifié selon une logique d'extraction proportionnelle. Ainsi, 250 articles ont été ressortis en conservant la répartition mensuelle des articles sur l'ensemble de la période. Ces 250 articles représentent 13% du corpus intégral d'articles du Bangkok Post.



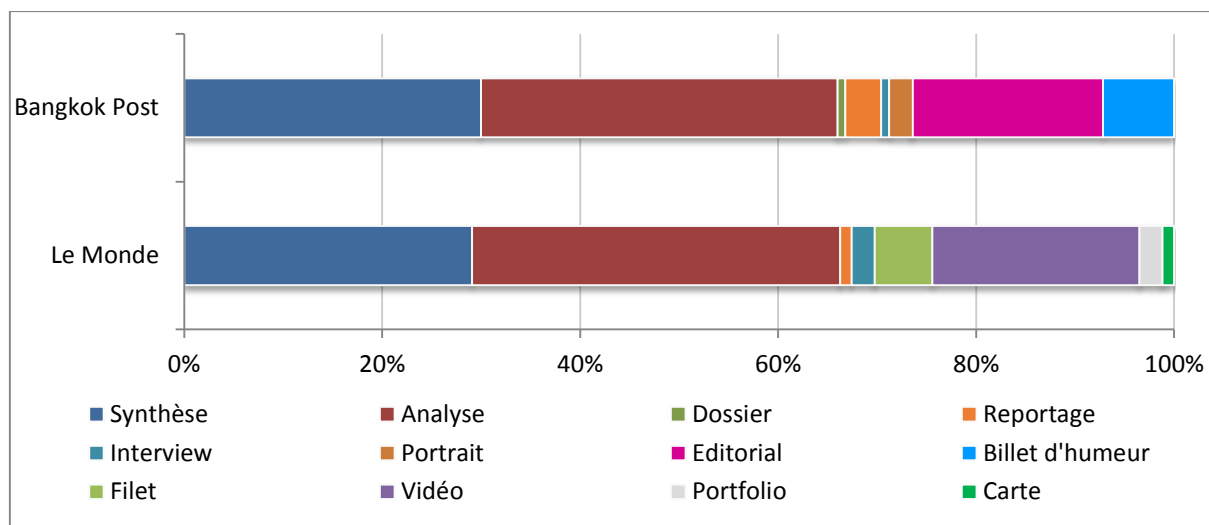
### Tableau 18: Nombre d'articles du Monde consacrés à la crise politique thaïlandaise

Dans le journal Le Monde, 86 articles consacrent la crise politique thaïlandaise entre octobre 2013 et janvier 2015. Avec en moyenne 5 papiers par mois, c'est presque 24 fois moins d'articles que pour le Bangkok Post. Nous retrouvons les mêmes saisonnalités de la crise dans le Monde que pour son homologue thaïlandais avec une phase d'escalade, un premier pic de crise en janvier, une décroissance du nombre d'articles jusqu'en avril, un pic en mai puis une sortie de crise qui s'étale sur 8 mois. A la différence du Bangkok Post cependant, le deuxième pic de crise, avec 29 articles, est largement surreprésenté par rapport aux autres mensualités : à lui seul, le mois de mai compte pour 34% du corpus du Monde alors qu'il ne compte que pour 10% environ du corpus du Bangkok Post qui présente son plus grand nombre d'articles lors du premier pic de crise en janvier. Ainsi, le quotidien français focalise son attention sur le coup d'Etat du 22 mai 2014, identifié comme un signal fort en termes de dégradation de la situation politique en Thaïlande. Le reste de la crise intéresse peu le journal francophone : sans le mois de mai, la moyenne d'articles tombe à 3,8 par mois. Sachant que sur les 86 articles recensés dans le Monde, 21 ne sont pas des articles à proprement parler mais des vidéos (18), des portfolios (2) ou une carte (1), nous réalisons que la crise politique thaïlandaise ne fait clairement pas partie des préoccupations de la communauté française. Pour appuyer ce propos, il est intéressant de signaler la présence de deux erreurs dans le Monde dans des articles publiés au mois de décembre 2013. Dans la première, plus flagrante, le journaliste confond Thaksin et Yingluck : « Quelque 100 000 Thaïlandais étaient rassemblés pour réclamer le départ de la première ministre, Thaksin Shinawatra, et de son gouvernement<sup>116</sup> ». Dans la seconde, le journaliste permute le nom et le prénom de Thaksin Shinawatra « M. Thaksin est accusé par ses ennemis de tirer les ficelles de la politique gouvernementale depuis Dubai<sup>117</sup> », ceci peut se

<sup>116</sup> Le Monde, « Thaïlande: les manifestants entourent le siège du gouvernement », 09/12/13

<sup>117</sup> Le Monde, « En Thaïlande, l'annonce de la dissolution du Parlement n'entame pas l'ampleur de la contestation », 09/12/13

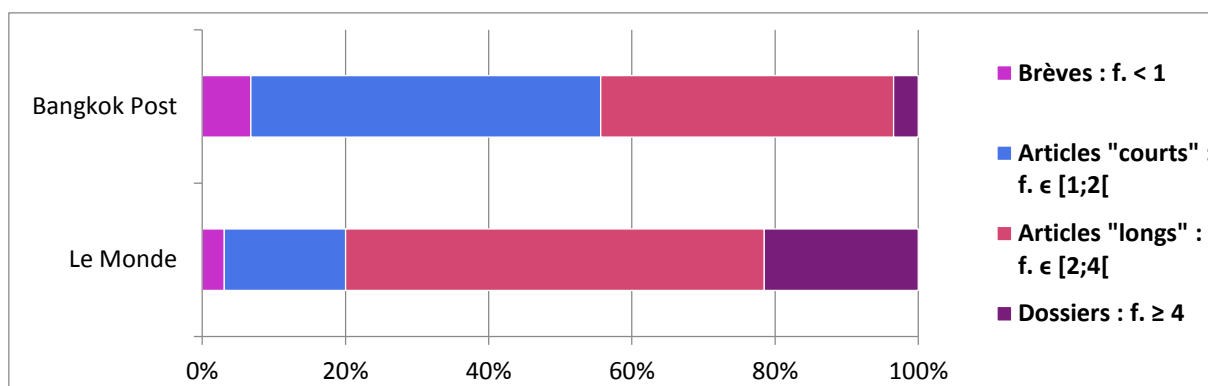
comprendre par l'utilisation systématique des prénoms pour qualifier les personnalités politiques en Thaïlande, ce qui n'est pas un usage répandu à l'étranger.



**Tableau 19: Nature des articles pour les deux quotidiens étudiés**

Les articles des deux corpus ont été décomposés en fonction de leur nature. Ils sont classés dans la catégorie « filet » lorsqu'il s'agit d'articles courts d'un paragraphe présentant l'information en grandes lignes, dans la catégorie « synthèse » lorsqu'ils relatent la situation en s'appuyant sur des faits, des arguments et des citations. L'analyse se distingue de la synthèse en s'appuyant plus sur des comparaisons, des retours historiques, des avis et des commentaires du journaliste. Il s'agit d'un reportage quand le style est narratif est utilisé pour décrire généralement un événement en s'appuyant de témoignages directs. Les articles sont répertoriés dans la catégorie dossier lorsqu'une longue analyse procède d'un travail de démonstration. Enfin l'éditorial reflète la position de la rédaction sur un thème d'actualité. Traitant d'un sujet de fond et à portée large, le parti pris n'est pas trop exagéré à la différence du billet d'humeur qui va plutôt exprimer l'exaspération ou la colère du journaliste et qui relève plus de son expérience personnelle.

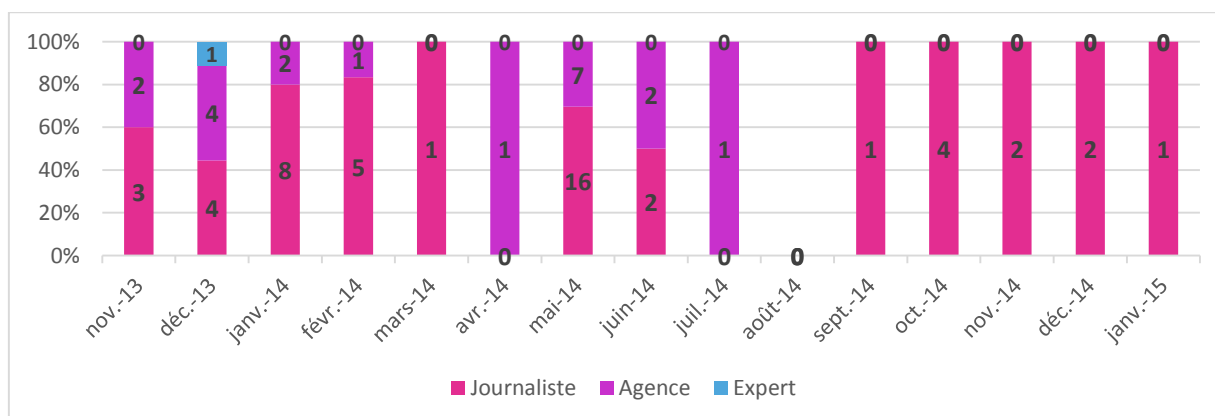
Les deux quotidiens consacrent une part majoritaire à peu près équivalente aux synthèses et aux analyses : ces deux types d'articles représentent conjointement les deux tiers des corpus (66% exactement pour les deux journaux). Pour le dernier tiers en revanche, nous apercevons que les deux titres de presse écrite n'ont pas du tout recours au même type d'articles. Alors que le Monde fait la part belle aux vidéos (21% du corpus), le troisième type d'articles le plus utilisé par le Bangkok Post est l'éditorial, ce qui révèle que le journal thaïlandais aura tendance à être plus explicite dans son positionnement que le journal français. Par ailleurs, le Monde présente l'information à l'aide de filets, d'interviews, de portfolios et de cartes, alors que le Bangkok Post y préfère les billets d'humeur, les reportages et les portraits.



**Tableau 20: Longueur des articles pour les deux quotidiens étudiés**

Tous ces textes n'ont pas la même longueur. Certains s'apparentent plus à des brèves qu'à de véritables articles. Les deux corpus ont donc été décomposés en fonction de leur nombre de feuillets. Le feuillet est un terme journalistique qui sert d'unité de mesure de la longueur d'un article et qui équivaut à 1500 signes, espaces compris. Pour le Monde, le tableau est réalisé à partir des 65 articles à proprement parler, catégorisables selon leur contenu rédactionnel. Pour le Bangkok Post, le recensement du contenu du corpus intégral de 1889 articles a été effectué en nombre de mots. Afin de « convertir » convenablement la teneur du nombre de mots par article en nombre de signes sans se lancer dans une entreprise trop fastidieuse, le nombre exact de caractères par article a été calculé pour les 17 articles du mois d'octobre, résultant à une moyenne de 6 caractères par mot. Cette moyenne a été appliquée sur le reste des 1889 articles du Bangkok Post afin de les comptabiliser en nombre de feuillets.

Nous observons que si le volume d'articles du Bangkok Post est très largement supérieur à celui du Monde, le journal français a tendance à élaborer des articles qualitativement beaucoup plus longs. 38 articles dits « longs » composent la majorité du corpus du Monde (58%) alors que les articles dits « courts » compris entre 1 et 2 feuillets, au nombre de 923 dans le Bangkok Post sont plus prégnants avec 49% du corpus intégral. Les dossiers de plus de quatre feuillets sont rares dans le journal thaïlandais (65 dossiers, 3% du corpus intégral) que dans le Monde (14 dossiers, 21% du corpus d'articles rédigés).



**Tableau 21: Source de l'information dans le journal Le Monde**

Pour le journal Le Monde, la source de l'information n'est pas précisée dans 19% des articles. Elle provient majoritairement de journalistes (57% du corpus d'article, dont trois articles co-

écrits) mais 23% du corpus d'article provient d'agences de presse, ce qui témoigne du manque de ressources accordées par le journal au traitement de la crise politique thaïlandaise. Les articles signés par des journalistes sont majoritairement des salariés du journal, seuls deux des seize journalistes sont indépendants, ce qui signifie que Le Monde ne produit que très peu de son information en externe. Les journalistes qui relatent la crise thaïlandaise dans Le Monde sont issus de pôles très diversifiés, comme la vidéo, l'international, l'économie, le cinéma, la cartographie et la mode. Trois journalistes sont des correspondants du Monde issus de trois régions asiatiques : Asie du Sud Est, Japon et Chine. Pour des raisons évidentes, le journaliste le plus prolifique est le correspondant en Asie du Sud Est, Bruno Philip, qui a signé 28 papiers relatant de la crise politique thaïlandaise, soit 33% des articles du journal. Un tiers du corpus du Monde est donc attribuable à une seule personne, en cela le journal ne déploie pas d'efforts pour multiplier les sources de l'information dans le but de croiser différents points de vue dans sa couverture de la crise. Bien qu'il soit légitime que le journal s'en remette à son correspondant local afin de suivre le déroulement des événements de la façon la plus pertinente par une approche terrain, les risques d'un tel monopole de la production de l'information tiennent au fait que de ce seul correspondant va dépendre la ligne éditoriale du journal, en sus d'une unique lecture de la crise.

Près d'un quart des articles du journal Le Monde sont issus d'agences de presse, soit 20 articles. Si le recours aux dépêches des agences de presse peut s'expliquer par un manque de moyens ou de temps pour confier à ses salariés le développement d'analyses plus poussées, une grande proportion provenant des agences de presse dans le traitement d'une crise appauvrit la singularité de l'offre d'information du journal, et tend à privilégier un contenu factuel au détriment de l'analyse. Afin de limiter cette tendance, LeMonde.fr est à l'origine des articles en collaboration avec les agences de presses dans 25% des cas (5 articles). Le quotidien a recours à seulement deux agences de presse : Reuters dans 11 articles et l'Agence France Presse dans 10 articles (un des articles est une production conjointe du Monde.fr, de l'AFP et de Reuters). Deux des trois grandes agences de presse internationales sont donc mobilisées, mais il est à regretter que Le Monde n'aille puiser parmi ses sources d'information aucune agence de presse asiatique, ce qui aurait permis de ne pas se limiter à un point de vue occidental. Les agences de presse sont pourtant nombreuses sur le continent asiatique, par exemple Thai News Agency, l'agence de presse thaïlandaise, Philippines News Agency, agence de presse philippine pour la région sud-est asiatique, mais aussi Xinhua en Chine ou Jiji press au Japon. Si la barrière de la langue peut être évoquée pour nombre d'entre elles, d'autres proposent des dépêches en français, comme c'est le cas pour Central News Agency, l'agence de presse taïwanaise.

L'analyse des signatures du Bangkok Post n'a pas pu être réalisée car le nom des auteurs n'est presque jamais mentionné dans les articles de la version web du quotidien thaïlandais.

### 1.3. Analyse du fonds

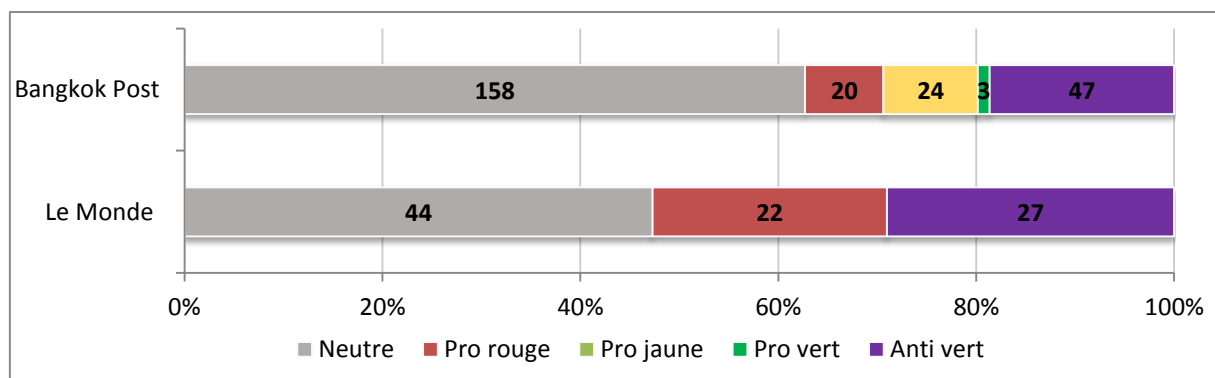
L'analyse qualitative du traitement médiatique du Bangkok Post et du Monde permet la mise en lumière des schémas interprétatifs de la crise politique thaïlandaise dans la presse écrite. De nombreux aspects des systèmes de représentations à l'œuvre seront étudiés dans cette partie : les thématiques abordées, les acteurs de la crise, la symbolique des couleurs, les références



historiques et l'atmosphère de la crise. Les analyses médiatiques de la représentation des « rouges », des « jaunes », de la division nationale, de la démocratie, du coup d'Etat et des militaires en particulier seront traitées ultérieurement dans les parties qui leur sont consacrées.

Globalement, Le Monde ne parle que des jaunes contre les rouges. Le journal français a donc une vision beaucoup plus simpliste du conflit avec un nombre très limité d'acteurs : les rouages de la politique thaïlandaise échappent à la compréhension de la crise dans la presse française. Les organismes indépendants sont peu ou pas abordés alors qu'ils jouent un rôle déterminant dans l'ascendant exercé par le PDRC sur le gouvernement Yingluck qui a permis au clan « jaune » de déclencher le coup d'Etat et la saisie du pouvoir par les militaires. Au début il est difficile de ne pas s'y perdre tant il y a d'acronymes : NCPO, NLA, DSI, CDC, NACC, EC, PM, PDRC, UDD... Si l'on en vient rapidement à distinguer les partis et leur coloration politique, il est nécessaire de s'accrocher pour distinguer les rôles des organes indépendants<sup>118</sup> et de ceux chargés de réformer le système politique après le coup d'Etat<sup>119</sup>. Néanmoins la vision d'ensemble du rapport de force est cohérente entre les deux journaux : un PDRC intransigeant et fermé aux négociations, un gouvernement Yingluck résolu à la non-violence et à la quête de négociations, se dépêtrant dans des accusations juridiques en tous genres pour finalement subir passivement une exclusion politique, des forces de l'ordre absentes tout au long de l'escalade du conflit et indifférentes à la montée de la violence. L'idée d'un accord tacite entre le PDRC et les militaires est sous tendue tout au long du conflit, avec d'un côté la démonstration de relations privilégiées entre les têtes de file Suthep et Prayuth, et de l'autre l'abstention claire d'intervenir dans les manifestations antigouvernementales, en attendant que la violence survienne pour soudainement décréter que ç'en est assez de violence, prétexte pour la reprise en main soudaine et radicale du pouvoir par l'armée.

### Orientation politique



**Tableau 22: Coloration idéologique des articles du corpus**

<sup>118</sup> Organisations instituées par les Constitutions de 1997 et 2007 qui ne sont pas subordonnées à une quelconque hiérarchie : la Cour constitutionnelle, la Commission Electorale (Electoral Commission, EC) et les deux commissions anticorruption : la Commission Nationale contre la Corruption (National Anti-Corruption Commission of Thailand, NACC) et la Commission Anti-corruption du secteur public (Public sector Anti-Corruption Commission, PACC)

<sup>119</sup> Suite au coup d'Etat, les cinq organes du pouvoir intérimaire sont : le NCPO (la junte), le cabinet du Premier ministre, l'Assemblée Nationale de Thaïlande (National Legislative Assembly, NLA), le Conseil pour la Réforme Nationale (National Reform Council, NRC) et le Comité de rédaction de la Constitution (Constitution Drafting Committee, CDC).

Pour comprendre le positionnement politique des deux titres de presse écrite étudiés, les articles des corpus ont été décomposés en fonction de leur coloration idéologique. Par « pro-rouge » nous entendons des articles dont la ligne éditoriale est favorable au gouvernement ou défavorable à l'opposition. Inversement, les articles classés « pro-jaune » comprennent ceux en faveur des forces antigouvernementales ou qui se posent en détracteurs des opinions politiques du clan Shinawatra et des Chemises rouges. Les articles « pro-vert » légitiment les positions de l'armée, quand les articles « anti-vert » se veulent critiques à l'égard des militaires. La présence d'un article à la fois pro-rouge et anti-armée ainsi qu'un article à la fois pro-jaune et pro armée expliquent un total de 252 articles dans le Bangkok Post. Nous observons qu'en dépit d'un recours au style éditorial plus important que dans le Monde, le Bangkok Post est plus neutre avec plus de 50% du corpus d'articles qui se veulent impartiaux. Le spectre des différentes opinions politiques est plus diversifié dans le quotidien thaïlandais avec des articles positionnés de tous les bords et également plus équilibré avec une part à peu près équivalente d'articles favorables aux rouges et aux jaunes. Le Monde adopte une posture moins neutre : avec un quart (26%) de ses articles orientés idéologiquement en faveur du gouvernement, et aucun en faveur du camp opposé, le journal français est partisan accordement à sa ligne éditoriale qui le place au centre gauche. Les deux journaux s'accordent pour être en désaccord avec les positions des militaires, bien que le point de vue du Monde soit plus tranché que celui du Bangkok Post avec 31% d'articles défavorables à l'armée contre 19% dans le quotidien thaïlandais. Il est intéressant de remarquer que dans le Bangkok Post, trois articles sympathisent avec l'action des militaires. Ils interviennent tous trois à la suite du coup d'Etat en mai et début juin pour mettre en avant le seul aspect positif de la prise du pouvoir militaire : la fin de la violence.

### 1.3.1. Matière de la crise politique

#### Les événements clés

Certains événements clés sont régulièrement repris à travers les articles des deux quotidiens. L'évènement le plus emblématique de la crise politique thaïlandaise est sans surprise le coup d'Etat du 22 mai 2014, abordés dans 73 articles du Bangkok Post (29% du corpus) et dans 39 articles du Monde (45%). Les autres épisodes de la crise qui font l'objet d'une couverture régulière sont la déclaration de la loi martiale le 20 mai 2014 (repris dans 23 articles du Monde et 27 articles du Bangkok Post), les élections législatives du 2 février 2014 abordées dans 14 articles du Monde et à travers 44 articles du corpus du Bangkok Post. Viennent ensuite la campagne du Shutdown Bangkok de Suthep qui apparaît 23 fois dans le Bangkok Post et 12 fois dans le Monde et enfin la destitution de Yingluck par la Cour constitutionnelle dans 21 articles du Monde et 9 articles du Bangkok Post (une infériorité quantitative inhabituelle dans le journal thaïlandais par rapport à son homologue français s'explique par les 51 articles traitant des démêlés de Yingluck avec la justice qui ont été écartés de l'analyse médiatique).

## Les thématiques des articles

Thématique		Bangkok Post	
		Nombre d'articles	Pourcentage du corpus
1	Manifestations	67	27%
2	Issue de la crise (négociation, réconciliation réforme)	63	25%
3	Division nationale	52	21%
4	Rôle de l'armée dans la situation politique	42	17%
5	Démocratie	36	14%

**Tableau 23: Les cinq thématiques les plus abordées dans le Bangkok Post**

Thématique		Le Monde	
		Nombre d'articles	Pourcentage du corpus
1	Manifestations	32	37%
2	Rôle de l'armée dans la situation politique	28	33%
3	Division nationale	25	29%
4	Liberté d'expression / censure	17	20%
5	Prise du pouvoir par les militaires (loi martiale, coup d'état ...)	16	19%

**Tableau 24: Les cinq thématiques les plus abordées dans Le Monde**

Plusieurs thématiques principales ont été dégagées lors de l'étude des deux corpus d'articles. Une thématique est considérée comme principale dans un papier quand celui-ci articule principalement son développement sur le sujet considéré. Les thèmes majeurs qui émergent sont représentés dans les tableaux ci-dessus. On s'aperçoit que les manifestations sont unanimement le sujet qui fait couler le plus d'encre dans les deux journaux. Les deux quotidiens s'accordent également pour mettre en avant les sujets de la division nationale et du rôle de l'armée dans la situation politique, bien que le Bangkok Post s'attache plus au premier et le Monde plus au second. Des divergences apparaissent également dans la priorité accordée aux thématiques principales : alors que le Bangkok Post met l'accent sur le débat relatif à l'issue de la crise en deuxième position après les manifestations et sur celui de la démocratie, ces préoccupations n'apparaissent pas dans les sujets de prédilection du Monde. A l'inverse, le Monde accorde une grande importance aux thématiques de la liberté d'expression et de la censure ainsi que la prise du pouvoir par les militaires. Si cette dernière trame est positionnée en sixième place juste après la démocratie dans le Bangkok Post, celle de la liberté d'expression apparaît loin derrière en 21<sup>ème</sup> thématique abordée par le journal thaïlandais avec seulement 13 articles qui la consacrent soit 5% du corpus du Bangkok Post. Les autres thématiques principales régulièrement présentes dans les deux quotidiens sont : les élections, la justice, l'histoire politique thaïlandaise, la violence, la corruption, la personne de Thaksin Shinawatra, l'économie et les relations internationales. Les thématiques principales de moindre envergure

présentes dans les deux corpus sont la propagande de la junte, la Constitution, la loi d'amnistie, la monarchie et les manifestations anti-coup. La thématique de la répression de la junte est abordé dans 13 articles dans le Monde ce qui correspond à 15% du corpus – elle est bien moins mise en valeur dans le Bangkok Post qui n'y consacre que 14 articles soit 6% de son corpus. Les sujets relatifs aux organisations indépendantes (présents dans 19 articles, 8% du corpus), au « ménage » des positions de pouvoirs et des acteurs de la charte intérimaire (chacun 17 articles, 7% du corpus) ont place importante dans le Bangkok Post mais sont totalement absents de la couverture de la crise dans le Monde (ce niveau de lecture échappe aux médias internationaux). D'autres sujets principaux dans le Bangkok Post ne sont pas traités par le Monde, il s'agit des médias, du scandale du soutien au cours du riz (qui a concouru à la destitution de Yingluck), de l'intervention du Sénat et des personnes de Suthep, de Yingluck et d'Abhisit. Le tourisme est le seul thème principal du quotidien français (2 articles, 2% du corpus) qui ne soit pas abordé par son homologue thaïlandais.

### Rappels historiques

Année	Événement	Bangkok Post		Le Monde	
		Mentions	%	Mentions	%
1932	Premier putsch militaire, passage à la monarchie constitutionnelle.	5	2%	5	3%
1973	Premier massacre des militaires sur la population civile le 14 octobre.	13	6%	3	2%
1976	Deuxième massacre des militaires à l'université de Thammasat le 6 octobre.	8	4%	2	1%
1991	Coup d'Etat du général Suchinda Kraprayoon le 23 février 1991.	11	5%	2	1%
1992	Black May : troisième répression militaire sur les civils.	13	6%	4	3%
1997	Crise asiatique	5	2%	1	1%
1997	Promulgation de la seizième Constitution thaïlandaise.	5	2%	1	1%
2001	Thaksin Shinawatra élu Premier Ministre	5	2%	10	7%
2006	Coup d'Etat militaire du 19 septembre 2006.	27	<b>13%</b>	35	<b>24%</b>
2007	Le Parti pro-Thaksin remporte les élections.	4	2%	2	1%
2007	Constitution	14	7%	2	1%
2008	Manifestations des Chemises jaunes.	5	2%	2	1%
2008	Pour renverser le gouvernement élu, la justice destitue Samak et son successeur Somchai Wongsawat pour imposer Abhisit Vejjajiva du Parti démocrate.	6	3%	2	1%
2008	Exil de Thaksin à Dubaï pour échapper à des accusations de corruption et d'abus de pouvoir			5	3%

2009-2010	Manifestations des Chemises rouges à Bangkok pour exiger la démission du gouvernement précédent et demander le retour de leur idole Thaksin.	20	9%	9	6%
2010	violente répression des manifestations « rouges » en 2010 à Bangkok. 90 morts	17	8%	16	11%
2011	Pheu Thai remporte les élections	11	5%	19	13%
2011	Yingluck renvoie le chef du Conseil national de sécurité, Thawil Pliensri pour y placer un de ses proches.	3	1%	2	1%

**Tableau 25: Principaux rappels historiques dans les articles des deux corpus**

Dans le corpus étudié, le Bangkok Post fait 211 références historiques, quand Le Monde en fait 148. Proportionnellement au nombre d'articles, Le Monde recourt deux fois plus aux rappels historiques que le Bangkok Post. Ceci s'explique par l'exigence de contextualisation du traitement de l'information étrangère. En ce sens, l'année 1932 est charnière. Date pourtant bien lointaine, elle est cependant mentionnée explicitement cinq fois comme l'année du passage de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle à la suite de la première intervention militaire, et sert onze fois de date de référence comme le début de la Thaïlande politique moderne, dans le Monde et dans le Bangkok Post pour évoquer le nombre de coups d'état et de constitutions. Le rappel historique le plus présent est le coup d'état militaire de 2006. Il est clairement considéré par Le Monde comme le point de départ de la crise, ce qui n'est pas forcément le cas pour les articles du Bangkok Post. Mais pour les deux journaux, le rappel de cet évènement clé est déjà présent pendant la contestation, puis est évoqué régulièrement à partir du coup d'Etat de 2014. Dans la même logique, les manifestations des rouges pour exiger le retour de Thaksin et leur violente répression en 2010 sont ensuite les rappels historiques les plus fréquents, tant ces évènements assez récents sont liés aux origines de la crise actuelle. La majorité des autres rappels historiques effectués par les deux quotidiens concernent les massacres de civils et les répressions de 1973, 1976 et 1992 (en sus des évènements de 2010 déjà évoqués). Le spectre de la dictature et de l'autoritarisme violent est donc bien présent dans les articles qui couvrent la contestation anti-gouvernementale et également dans ceux qui couvrent le coup d'Etat de 2014. Et au final, les rappels historiques sur les réformes constitutionnelles ou les évènements économiques comme la crise asiatique de 1997, semblent passer au second plan. Fait intéressant, Le Monde rappelle fréquemment l'élection démocratique de Thaksin en 2001, et la victoire électorale du Pheu Thai en 2011. C'est une grande différence avec le Bangkok Post, qui considère peut-être que ses lecteurs possèdent déjà ces références, mais qu'on peut soupçonner également de minimiser la réalité démocratique des victoires des rouges.

### 1.3.2. Les acteurs de la crise

	Bangkok Post				Le Monde			
<b>Protagonistes</b>	<b>Somme</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Max</b>	<b>Phase</b>	<b>Somme</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Max</b>	<b>Phase</b>
Yingluck	1736	109	287	1	162	10	58	1
Prayuth	1716	107	265	2	78	5	36	2
Suthep	1654	103	411	1	49	3	17	1
Thaksin	1392	87	317	1	213	13	62	1
Abhisit	559	35	152	1	11	1	3	2
Tanasak	141	9	56	2	0	0	0	-
Udomdej	118	7	30	2	0	0	0	-
Luang Pu Buddha Issara	64	4	40	1	0	0	0	-
<b>Partis</b>	<b>Somme</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Max</b>	<b>Phase</b>	<b>Somme</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Max</b>	<b>Phase</b>
PDRC	2132	133	535	1	0	0	0	-
Pheu Thai	1269	79	206	1	17	1	4	1
UDD	737	46	124	1	3	0	2	1
Parti Démocrate	369	23	74	1	30	2	10	1
PAD	155	10	26	1	0	0	0	-
Thai Rak Thai	25	2	9	1	0	0	0	-
<b>Autres acteurs</b>	<b>Somme</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Max</b>	<b>Phase</b>	<b>Somme</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Max</b>	<b>Phase</b>
Police	2478	155	422	1	38	2	13	2
CMPO	324	20	200	1	0	0	0	-
CAPO	216	14	69	1	0	0	0	-
NCPO	1586	99	416	2	5	0	4	2
NLA	608	38	143	2	0	0	0	-
NRC	515	32	154	2	0	0	0	-
NACC	426	27	62	2	0	0	0	-
CDC	297	19	125	1	0	0	0	-
Commission électorale	245	15	51	2	2	0	1	1

**Tableau 26: Occurrences des acteurs de la crise politique dans le Bangkok Post et le Monde**

La somme des occurrences rend compte du nombre de fois où le nom apparaît dans le corpus de chacun des journaux (l'analyse des occurrences est opérée sur le corpus intégral de 1889 articles pour le Bangkok Post). La moyenne est mensuelle, et la colonne « max » indique le nombre d'occurrences maximale atteintes en un mois. Enfin la colonne « Phase » indique si l'acteur est considéré comme ayant joué un rôle prépondérant dans la première phase de contestation (d'octobre 2013 à avril 2014) ou dans la seconde phase d'installation de la junte (de mai 2014 à janvier 2015). Sachant que la Commission Electorale est régulièrement désignée

par son acronyme EC, un tel acronyme rend inopérante la recherche par occurrence (1502 résultats pour le Bangkok Post). L'analyse des occurrences du roi est faussée pour les mêmes raisons. Nous pouvons néanmoins remarquer qu'il est mentionné par son prénom – Bhumibol – 28 fois dans le Monde et 2 fois dans le Bangkok Post. Le journal thaïlandais se veut plus respectueux en préférant l'appeler Rama IX (13 occurrences dans le Bangkok Post, une seule dans le Monde).

Le traitement médiatique des acteurs de la crise est très inégal entre le Monde et le Bangkok Post. Au niveau des individus, le quotidien français ne recense que 5 acteurs dont 4 réellement présents : Yingluck, Prayuth, Suthep, Thaksin et marginalement, Abhisit. Le Bangkok Post en ressort d'autres comme le général Tanasak Patimapragorn, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement mis en place par la junte, Udomdej Seetabutr, le secrétaire général du NCPO (l'organe de la junte), et Luang Pu Buddha Issara, un des leaders antigouvernementaux, qui se trouve être également moine. Les trois acteurs les plus mentionnés dans le Bangkok Post sont Yingluck, Prayuth et Suthep alors que dans le Monde Thaksin est avant tout mis à l'honneur, ce qui est intéressant vu qu'il est censé être absent de cet épisode de la crise politique, puis viennent Yingluck et Prayuth. Prayuth est le plus cité dans le Bangkok Post au mois d'août 2014 avec 265 occurrences et au mois de mai 2014 dans le Monde avec 36 occurrences. Il est identifié comme un acteur de la deuxième phase de crise avec 85% de ses occurrences qui interviennent à partir du mois de mai dans le Bangkok Post, 91% dans le Monde.

Le parti politique le plus mentionné dans le corpus du Bangkok Post est le PDRC, principal instigateur des manifestations antigouvernementales. Nous remarquons que le parti de Suthep Thaugsuban n'est jamais mentionné dans le Monde, ce qui est tout de même très étonnant. Même si l'on sait que le journal français ne rentre pas dans les détails, le PDRC est en tant que parti politique, un acteur majeur de la crise politique 2013-2014. Le Monde a en effet tendance à beaucoup plus évoquer le Parti démocrate, relativement absent dans le Bangkok Post, ce qui donne l'impression que le Monde ne comprend pas leurs rôles respectifs. Bien que ces deux groupes puissent être rangés dans le camp « jaune », ce n'est pas le parti d'Abhisit Vejjajiva qui a secoué le pays entre octobre 2013 et avril 2014. Au contraire, le plus vieux parti politique de Thaïlande est plutôt resté en retrait des tumultes politiques et son leader, Abhisit, a tenté vainement de se poser en médiateur peu de temps avant le coup d'Etat. Le parti Pheu Thai de Yingluck Shinawatra apparaît comme la deuxième formation politique d'importance dans les deux corpus. Il est le plus actif dans la première phase de crise, avec 71 et 59% de ses occurrences entre octobre 2013 et avril 2014 respectivement dans le Bangkok Post et dans le Monde. L'UDD est également assez présent dans la crise politique avec 737 occurrences dans le Bangkok Post et a le mérite d'être mentionné au moins trois fois dans le Monde. Bien que le parti des Chemises rouges fasse le plus parler de lui en mai 2014 dans le Bangkok Post avec 124 occurrences, il est considéré comme un acteur de la phase contestataire de la crise. Le prédécesseur du PDRC, le PAD est plus mentionné que celui du Pheu Thai, le Thai Rak Thai de Thaksin avec respectivement 155 et 25 occurrences dans le Bangkok Post. Ils n'apparaissent jamais dans le Monde.

Bien que les deux quotidiens reprochent à la police son absence d'intervention tout au long de la crise, elle est très souvent citée : 2478 fois dans le Bangkok Post et 38 fois dans le Monde.

Elle semble être le plus active en février 2014 avec 422 occurrences dans le Bangkok Post (en raison de l'escalade de la violence des manifestations) et en décembre 2014 dans le Monde avec 13 occurrences (à cause du ménage qui est fait en son sein). Deux organes de la police, absents dans Le Monde, sont régulièrement mis en scène dans le Bangkok Post : il s'agit du Centre pour le Maintien de la Paix et de l'Ordre (Centre for Maintaining Peace and Order, CMPO) et du Centre pour l'Administration de la Paix et de l'Ordre (Centre for the Administration of Peace and Order, CAPO). Le CMPO introduit au mois de janvier 2014 est chargé d'appliquer les mesures du décret de l'état d'urgence. Pour assurer la sécurité et le maintien de l'ordre public, le CMPO peut bloquer certaines routes, condamner des bâtiments, déclarer n'importe quelle zone interdite d'accès au public et ordonner l'évacuation des individus de certains lieux. Le ministre du travail Chalerm Yubamrung, chargé de la direction de cet organe des forces de l'ordre, a déclaré lors de sa constitution qu'il n'utiliserait pas la force pour disperser les manifestants compte tenu de la volonté du gouvernement de maintenir la paix dans le pays. L'état d'urgence dans Bangkok et sa banlieue est levé le 18 mars 2014. A cette date, le CMPO devient le CAPO, et conserve la même composition. Le Centre est lourdement critiqué par le Bangkok Post dans un article daté du 21 avril 2014<sup>120</sup>. Selon le quotidien thaïlandais il aurait échoué dans sa mission à maintenir la paix et l'ordre durant les manifestations organisées par le PDRC. En soulignant un bilan de 20 morts et plus de 1000 blessés, le Bangkok Post déplore que la police n'ait pu arrêter qu'un seul responsable de l'éruption de la violence. Selon Eugénie Mérieau, la police est pourtant un corps très puissant en Thaïlande, qui rivalise avec l'armée [Mérieau, 2013 :9]. Forte de 230 000 hommes<sup>121</sup>, la police est dite favorable à Thaksin (ancien officier de police) alors que l'armée est favorable à ses détracteurs.

Le Conseil National pour la Paix et l'Ordre (NCPO), au nom très orwellien, désigne la junte militaire qui a pris le pouvoir le 22 mai 2014. Avec à sa tête le général Prayuth Chan-ocha, il apparaît donc de manière omniprésente dans la deuxième phase de crise, avec un pic d'occurrence observé au mois de juin 2014 dans le Bangkok Post et au mois de juillet 2014 dans Le Monde. Si le Monde se donne la peine de le citer 5 fois, le quotidien français préfère le désigner comme la junte militaire. La « feuille de route vers la démocratie », élaborée à partir de juillet 2014 définit le processus de réforme qui doit mener à l'écriture de la 20<sup>e</sup> Constitution de Thaïlande et à la tenue d'élections législatives. Au moment où elle est communiquée au public thaïlandais, les militaires estiment qu'une période d'un an est nécessaire avant les élections. Cependant, à la fin juillet 2015 la junte dirige toujours le pays, et les élections sont sempiternellement reportées. Dans un article de Khaosod English daté du 20 juillet 2015, le vice-président du parlement intérimaire de la junte, Peerasak Porchit, a expliqué aux journalistes qu'il s'attend à ce que le référendum pour valider l'ébauche de la nouvelle Constitution ait lieu en février 2016, suivi d'élections en décembre 2016 et donc que le nouveau gouvernement élu ne commencerait son mandat qu'à partir de 2017. Mais il est fort probable que ces nouvelles échéances ne soient pas tenues puisque selon Peerasak, l'ébauche de la Constitution doit être imprimée et envoyée à 80% des ménages thaïlandais, soit 28 millions de

---

<sup>120</sup> Bangkok Post, "Capo intimidates well, but keeps the peace poorly", 21/04/14

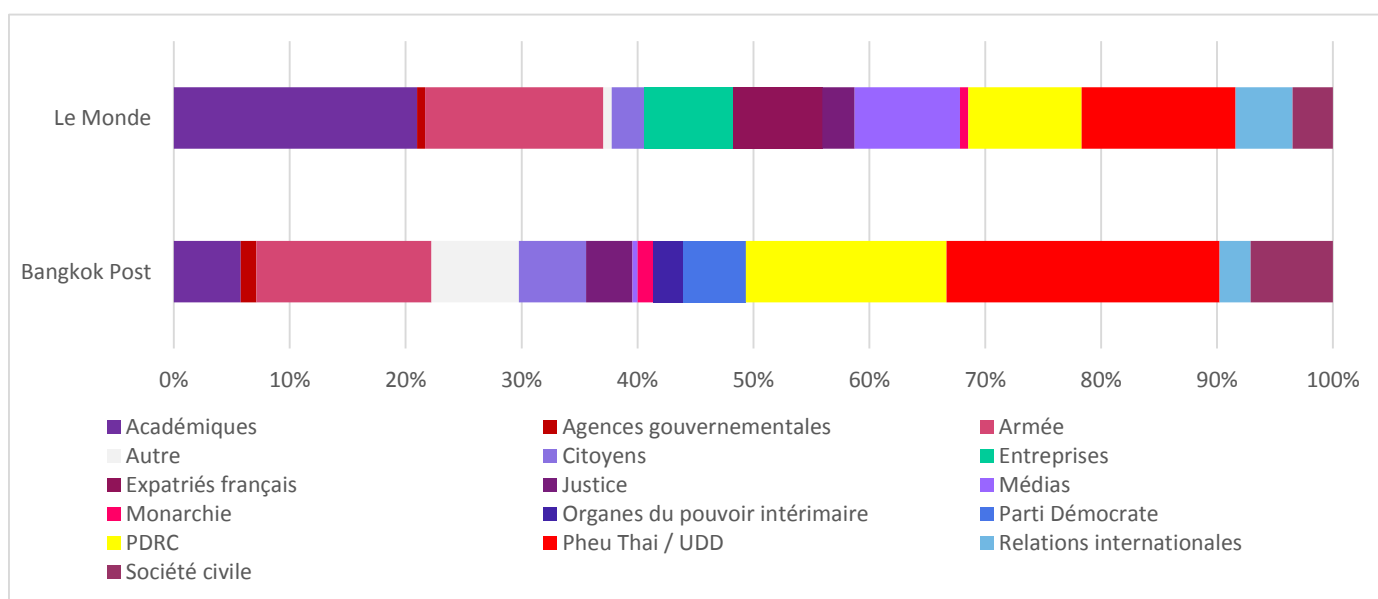
<sup>121</sup> Interpol, <http://www.interpol.int/Member-countries/Asia-South-Pacific/Thailand> consulté le 12/08/15



ménages avant la tenue du référendum<sup>122</sup>. La junta militaire a donc encore de beaux jours devant elle. Avant les élections, cinq organes sont chargés du processus de réforme :

- ✓ L’**Assemblée législative nationale de Thaïlande** (NLA), composé de 250 membres sélectionnés par le NCPO, est en charge de la législation et de la nomination du Premier ministre.
- ✓ Le **cabinet ministériel**, composé de 35 membres en sus du Premier ministre, est chargé de mener les réformes sous divers aspects et de prendre des mesures pour instaurer l’unité et la réconciliation nationale.
- ✓ Le **Conseil National de la Réforme** (NRC) comprend 250 membres sélectionnés dont 173 disposant d’une expertise dans un des onze domaines suivant : politique, administration locale, administration publique, justice, éducation, santé publique, environnement, énergie, communication de masse et « autres ». Le rôle du NRC est de mener la réforme nationale sous divers aspects et d’entériner l’ébauche de la nouvelle Constitution.
- ✓ Le **Comité de rédaction de la Constitution** (CDC), en charge de l’écriture de la vingtième Constitution de Thaïlande, est composé de 36 membres dont 20 du NRC et 5 du cabinet, du NLA et du NCPO. Le dernier membre est le président du CDC, nommé par le chef du NCPO.
- ✓ Le **Conseil National pour la Paix et l’Ordre** (NCPO) est maintenu pour conseiller le cabinet, mais « le cabinet n’est pas obligé de suivre ses conseils » et pour assurer la loi et l’ordre.

Nous observons donc qu’en plus d’être le cinquième organe de pouvoir, la junta est largement disséminée dans les quatre autres, ce qui lui permet d’exercer une influence considérable sur le déroulement de la réforme nationale censée mener le royaume vers la démocratie.



**Tableau 27: Report de paroles dans les deux corpus d’articles étudiés**

<sup>122</sup> Khaosod English, « Thai junta govt to stay until 2017 :official », 20/07/15

Les citations des différents acteurs de la crise ont été extraites pour identifier les protagonistes dont la prise de parole est mise en valeur dans les titres de la presse écrite étudiés. Ne sont comptabilisées que les paroles rapportées directement, c'est-à-dire une citation encadrée par des guillemets. Pour faciliter la catégorisation des acteurs, les différents groupes qui constituent les manifestants antigouvernementaux<sup>123</sup> sont regroupés dans la bannière « PDRC », puisque malgré leurs singularités respectives, tous s'accordent à porter l'étendard des « chemises jaunes ». Les citations de l'UDD et du Pheu Thai sont rassemblées en raison de leur convergence idéologique, tout comme celles de son ancêtre le Thai Rak Thai (de toute façon, le journal *Le Monde* ne pousse pas le démaillage politique à ce degré et assimile l'alliance des deux partis politique à la mouvance « rouge »). Les citations « historiques » comme celles de Nelson Mandela, de Bill Clinton qui servent à illustrer une idée pour comparer avec la situation politique ne sont pas prises en compte non plus. En revanche, la catégorie « opinion internationale » regroupe les avis d'acteurs de la politique internationale, comme des agences gouvernementales étrangères, concernant l'actualité de la crise, à l'instar d'une citation de Setsuo Iuchi, dirigeant du bureau de Bangkok de l'Organisation Japonaise du Commerce Extérieur le 21 mai 2014 dans *Le Monde*. La société civile est entendue selon la définition du Livre Blanc de la gouvernance de l'Union européenne qui regroupe « les organisations syndicales et patronales, les organisations non gouvernementales, les associations professionnelles, les organisations caritatives, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale ». Par « organe du pouvoir intérimaire », on entend : NRC (4 citations) CDC (1), et NLA (1). Les deux autres organes, le cabinet et le NCPO sont catégorisés dans « armée » puisqu'ils sont entièrement investis par cette dernière. Les citations provenant d'une source non identifiée ne sont pas prise en compte. Les paroles rapportées de vidéos publiées dans *Le Monde* sont comptabilisées. Dans la section « autre » pour le Bangkok Post, on inclut les citations issues du Sénat (2), de la Commission électorale (3), des commissions anticorruptions NACC et PACC (2) et de la police (1). Une citation de la police est également placée dans la catégorie « Autre » dans *Le Monde*.

225 citations sont recensées dans le Bangkok Post et 143 dans *Le Monde*. Il est intéressant de constater que proportionnellement, le journal *Le Monde* rapporte 40% plus de paroles que le Bangkok Post. Parmi les citoyens, *Le Monde* rapporte deux propos de dissidents de la junte, quand le Bangkok Post en rapporte un. Le journal *Le Monde* ne porte jamais l'écho des membres du Parti Démocrate, absent de l'analyse politique dans la presse française. Il fait par contre la part belle aux références issues du milieu académique – historiens, politologues, chercheurs entre autres – avec 30 citations soit 21% de l'ensemble des citations, ce qui en fait la source de report de parole privilégiée du quotidien français. Les propos attribués aux militaires (22 citations, 15% du total) et ceux de la « coalition » Pheu Thai/UDD (19 citations, 13% du total) arrivent en deuxième et troisième source de citations dans *Le Monde*. Le quotidien tire également 8% de ses citations auprès d'expatriés français (11 propos rapportés), dont la parole n'est pas représentée dans le journal thaïlandais. Il en est également de même

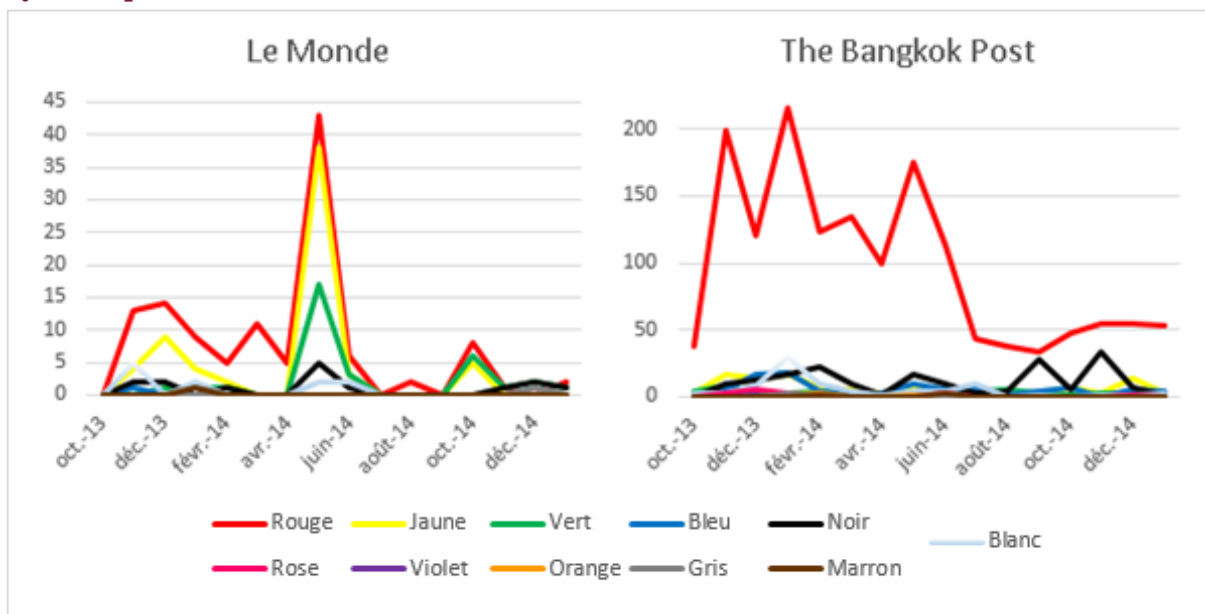
---

<sup>123</sup> Il s'agit en sus du PDRC: du groupe des Politiques Vertes (Green Politics group), du Réseau des Etudiants et du Peuple pour la Réforme en Thaïlande (the Network of Students and People for Reform of Thailand, NSPRT), de la Force du Peuple Démocratique pour Renverser le Thaksinisme (the People's Democratic Force to Overthrow Thaksinism, PEFOT), de l'armée de Dhamma (the Dhamma Army), et de la Confédération des Relations de Travailleurs des Entreprises d'Etat (the State Enterprises Workers' Relations Confederation).

pour les propos rapportés par les acteurs affiliés au monde de l'entreprise. La première source de citation du Bangkok Post est quant à elle la réunion des partis Pheu Thai/UDD avec 53 citations soit près d'un quart de l'ensemble des citations. Ce regroupement a moins de sens dans le quotidien anglophone puisque la distinction entre les chemises rouges de l'UDD et le parti renversé par l'armée est fréquente. Les propos du parti de Yingluck Shinawatra sont repris 37 fois et ceux de l'UDD 16 fois. En dehors de ce groupe, le Bangkok Post accorde le plus d'importance aux propos prêtés par les membres et sympathisants du PDRC (39 citations, 17% du total) et par l'armée (34 citations, 15% du total). Les trois acteurs de la crise les plus cités dans le Bangkok Post sont Suthep (19 citations, 8% des citations du corpus), Prayuth (16 citations, 7%) et Yingluck (10 citations, 4%). Dans le Monde, c'est Prayuth qui obtient le plus grand temps de parole avec 15 citations (10% du corpus) puis Suthep (9 citations, 6%) et Yingluck (6 citations, 4%).

### 1.3.3. Représentation de la crise

#### Symbolique des couleurs



**Tableau 28 : Occurrences des couleurs dans le Monde et le Bangkok Post**

Pour les deux journaux, la couleur rouge est beaucoup plus mentionnée que les autres. C'est dû au fait que les Chemises rouges se revendiquent comme telles et utilisent leur code couleur beaucoup plus que les autres acteurs, notamment les jaunes.

Pour le Bangkok Post, le décalage est flagrant entre le rouge et les autres couleurs. Les autres couleurs sont toutes en dessous de 50 occurrences, y compris la couleur jaune qui est même moins présente sur certaines périodes que d'autres couleurs moins partisans (noir, blanc, bleu). Très clairement, la couleur jaune n'est que rarement utilisée pour dénommer les classes moyennes de Bangkok ou les anti-gouvernements présentés plutôt comme un parti politique, le PDRC. Quand les anti-gouvernementaux instrumentalisent le symbole de la couleur jaune, c'est plutôt pour marquer un attachement à la monarchie plus que pour se revendiquer comme un collectif de « chemises ».

Pour le Monde en revanche, les couleurs les plus mentionnées après le rouge sont les couleurs jaunes et vertes, suivies d'assez loin par les couleurs noires et blanches, moins représentatives d'un camp politique en particulier. Plus généralement, Le Monde utilise les couleurs comme symbole d'un camp politique bien plus que le Bangkok Post (proportionnellement 1,6 fois plus pour le rouge, 12 fois plus pour le jaune et 14 fois plus pour le vert). La couleur jaune est beaucoup plus présente dans le quotidien français, sa présence étant corrélée avec le rouge pendant l'escalade et les pics de crise. La couleur verte est plus présente pendant et après le coup d'Etat militaire. Cette présence plus prononcée des couleurs jaunes et vertes dans le Monde est explicable par la simplification parfois excessive des camps politiques en présence, à travers trois couleurs. Ainsi, le jaune devient dès les premiers articles la couleur symbolique des classes moyennes et favorisées de Bangkok, des manifestants anti-gouvernementaux et des tous les partis opposés aux Shinawatra. Et par extension de ce langage bicolore, le vert deviendra la couleur de la junte militaire à partir du coup d'Etat.

### **Représentation de l'atmosphère durant la crise**

L'atmosphère de la crise décrite dans les articles du corpus évolue au fil du temps. Le mois de novembre est celui de l'inquiétude et de l'incertitude : « La Thaïlande est à un tournant ; tout le monde est inquiet quant à l'avenir<sup>124</sup> ». La sortie de l'impasse n'est pas claire dans les esprits, les parties en opposition apparaissant toutes deux dos au mur. La montée des tensions et de la violence caractérise le mois de décembre. La division nationale semble s'ancrer encore plus profondément dans la société thaïlandaise, la ville est paralysée avec la fermeture des écoles et des universités et les manifestants entre en confrontation avec la police : « La police a répondu à l'aide de gaz lacrymogènes et de jets de karcher tandis que certains manifestants ont lancé des explosifs faits maison et ont eu recours à des lance-pierres pour attaquer les autorités. L'affrontement a fait plusieurs blessés des deux côtés<sup>125</sup> ». L'impression générale donnée lors du mois de janvier est celle d'une installation de la crise. « Tout démontre que les manifestants sont prêts pour une occupation de longue durée<sup>126</sup> ». La violence se veut toujours plus prégnante avec une évocation du sang plus régulière (« le sang a été versé dans les rues de la grande ville<sup>127</sup> » par exemple pour le Bangkok Post et « Après plus de deux mois de manifestations réprimées dans le sang... » pour le Monde<sup>128</sup> ). Dans cette phase de pic de crise, la possibilité de déboucher sur une guerre civile est de plus en plus envisagée. C'est au mois de janvier que le Bangkok Post a le plus recours au terme de « guerre civile » avec 16 occurrences sur les 47 du corpus d'articles du journal soit un tiers des occurrences. Selon le Bangkok Post : « Le premier scénario est celui de la guerre civile, et même du démembrement du pays. Le second scénario est la tenue des élections du 2 février, et qu'une sorte de plan de réforme en émerge<sup>129</sup> ». En février, l'atmosphère de crise devient chaotique avec l'invalidation des élections législatives, le blocage de Bangkok est perçu comme une situation insupportable. Parallèlement à l'expression de cette ambiance alarmiste, certains articles des deux quotidiens mettent en avant l'aspect pacifique des manifestations et la crise est envisagée avec une certaine

---

<sup>124</sup> Bangkok Post, "Democracy as we know it is being poisoned", 28/11/13

<sup>125</sup> Bangkok Post, "Suthep delivers 2-day ultimatum", 02/12/13

<sup>126</sup> Le Monde, "A Bangkok, la contestation s'installe dans la durée", 14/01/14

<sup>127</sup> Bangkok Post, "Nation's 'peaceful' revolution is not a dinner party", 04/01/14

<sup>128</sup> Le Monde, « En Thaïlande, l'économie commence à subir les effets de la crise politique », 11/01/14

<sup>129</sup> Bangkok Post, "Devolve state powers to stave off civil war", 06/01/14

légèreté. La contestation de la rue se veut sans heurt et détendue jusqu'à ressembler plus à une fête géante qu'à une manifestation politique : « le PDRC est descendu dans la rue dans une atmosphère presque festive<sup>130</sup> » dans le quotidien thaïlandais, « L'ambiance hésite entre la fête foraine et le marché aux puces<sup>131</sup> » ou encore « Lundi, les manifestants ont squatté les grands carrefours dans l'ambiance rigolarde et décontractée qui caractérise souvent les manifestations en Thaïlande<sup>132</sup> » dans le quotidien français. Les élections sont détournées par les manifestants anti-gouvernementaux en un gigantesque pique-nique national. De mars à avril, l'escalade des tensions et de la violence se poursuit : « Les gens se font tirer dessus et nous perdons des vies presque chaque jour<sup>133</sup> ». En mai, l'intervention des militaires apparaît de plus en plus probable tant dans le Bangkok Post (« le rôle des militaires en politique va plausiblement s'élargir avec la violence qui devient plus mortelle, fréquente et incontrôlable<sup>134</sup> »), que dans Le Monde (« La mort de trois militants « jaunes », hostiles au gouvernement, dans la nuit du 14 au 15 mai, a relancé l'hypothèse d'un coup d'Etat militaire<sup>135</sup> »). Après le coup d'Etat, l'accalmie. Le Monde décrit le calme régnant dans la capitale avec l'application du couvre-feu, le Bangkok Post annonce la fin de la violence avec la cessation totale des attaques à la bombe. En juin, le soulagement d'une sortie de crise est teinté de méfiance à l'égard des militaires : « Les formules de convocations et de re-convocations, d'arrestations et de ré-arrestations ont causé un effet de spirale de peur et de suspicion à travers la société<sup>136</sup> ». Jusqu'à janvier 2015, les deux quotidiens soulignent l'atmosphère répressive établie par la junte : il est venu le temps de l'autoritarisme. D'un côté les militaires sont largement contestés : « Après quatre mois à la barre, la lune de miel de Prayuth touche à sa fin dans un contexte de critiques croissantes<sup>137</sup> », « Le mécontentement grandit en Thaïlande<sup>138</sup> ». De l'autre, l'atmosphère répressive est rapportée comme toujours plus oppressante par les journalistes français et thaïlandais : « La Thaïlande, longtemps célébrée comme un modèle d'ouverture politique dans la péninsule indochinoise, voit libertés d'expression et de manifestation se réduire comme peau de chagrin<sup>139</sup> ».

#### 1.4. Analyse photographique

L'analyse de l'image photographique se veut être une étude de l'utilisation de la photographie pour montrer le conflit politique thaïlandais dans les journaux. Étudier globalement la mise en image nous permet de distinguer les lieux et les acteurs mis en lumière par la presse.

---

<sup>130</sup> Bangkok Post, "Shutdown' gets going", 14/01/14

<sup>131</sup> Le Monde « A Bangkok, les "jaunes" déterminés à faire tomber le gouvernement », 28/11/13

<sup>132</sup> Le Monde, « A Bangkok, la contestation s'installe dans la durée », 14/01/14

<sup>133</sup> Bangkok Post, "It's all or nothing, says Mark", 28/04/14

<sup>134</sup> Bangkok Post, "There's no cure-all for political quagmire", 16/05/14

<sup>135</sup> Le Monde, "La Thaïlande à la recherche d'une sortie de l'impasse politique", 15/05/14

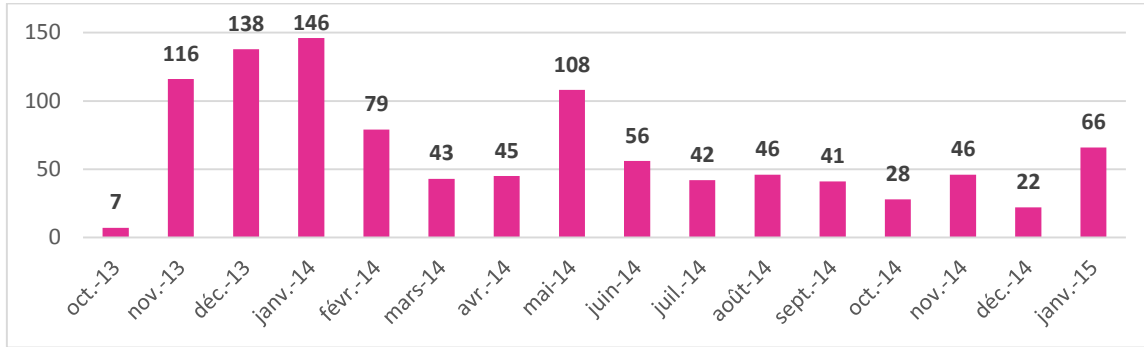
<sup>136</sup> Bangkok Post, "One month on, signs of repression linger", 22/06/14

<sup>137</sup> Bangkok Post, "Top headline makers of the year", 27/12/14

<sup>138</sup> Le Monde, "La communauté internationale doit faire pression sur la junte thaïlandaise", 03/10/14

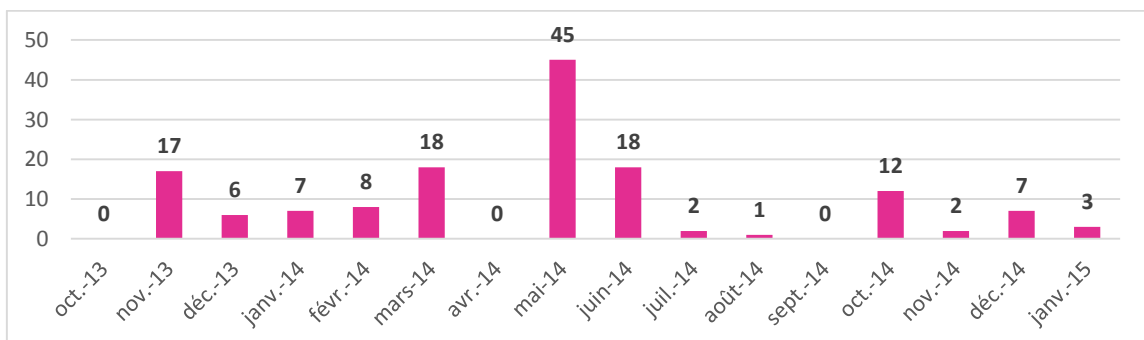
<sup>139</sup> Le Monde, "En Thaïlande, "on ne peut plus parler de quoi que ce soit"", 03/10/14

### 1.4.1. Vue d'ensemble



**Tableau 29: Corpus photographique du quotidien Le Bangkok Post**

Sur la période octobre 2013 – janvier 2015, les articles du Bangkok Post (corpus intégral de 1889 articles) relatant la crise politique recensent un total de 1029 photographies. La période de novembre 2013 à janvier 2014 ainsi que le mois de mai 2014 sont les plus prolifiques en termes de publications photographiques et traduisent les pics de la crise. Les périodes les plus vides sont quant à elles localisées temporellement en début de crise (octobre 2013) et en fin de crise (octobre et décembre 2014). La moyenne mensuelle est de 64 clichés et la médiane est de 46 photographies. Ceci renvoie à une répartition asymétrique des photographies dans le Bangkok Post, avec la présence d'un petit nombre de valeurs très élevées. Les périodes de crise sont donc statistiquement observées. La sous période de l'escalade de la crise entre novembre et décembre 2013 est particulièrement riche en illustrations photographiques : en plus de la maximale de la période atteinte en janvier 2014 avec 146 photographies, ces trois mois qui comptabilisent 400 clichés rassemblent 39% des photographies publiées dans l'ensemble de la période. Deux autres mensualités se distinguent : le mois de mai 2014 avec 108 clichés et 10,5% des photographies, et le mois de janvier 2015 qui recense 66 clichés (6% du total de la période) et permet de constater une revalorisation médiatique en sortie de crise que l'on ne retrouve pas dans les autres tableaux statistiques par mensualité. Cette variation positive inhabituelle en fin de période est imputable à l'article « Visitors wowed by Thainess » daté du 15 janvier 2015 qui compte 37 photographies destinées la mise en valeur du concept de Thainess et qui en font l'article le plus riche en clichés du corpus photographique du Bangkok Post.



**Tableau 30: Corpus photographique du quotidien Le Monde**

Les photographies répertoriées dans les articles traitant de la crise politique thaïlandaise dans le journal Le Monde sont au nombre de 146 sur l'ensemble de la période. La maximale photographique est ici atteinte en mai 2014 avec 45 clichés, comptabilisant 31% de l'ensemble

des photographies de la période. Cette très haute valeur comparativement aux autres mensualités explique la supériorité de la moyenne mensuelle de photographies (9 photos) par rapport à la médiane (6,5 photos). La couverture photographique du journal Le Monde est presque quatre fois supérieure à celle du Bangkok Post avec 1,7 cliché par article (pour 0,5 photo par article dans le Bangkok Post). Les saisonnalités en revanche se retrouvent moins prononcées dans Le Monde que dans le Bangkok Post : en dehors du pic de mai, nous retrouvons l'escalade de crise de novembre 2013 à mars 2014 qui totalise 56 photographies soit 38% du total de la période, mais la sous-période d'après crise de juin 2014 à janvier 2015 n'est pas lisse, avec deux pics en juin 2014 (18 photographies) et en octobre 2014 (12 photographies). L'illustration des articles dans le Monde est également accompagnée d'une carte et d'un dessin. La courbe linéaire rend compte de la tendance à l'accompagnement photographique du Monde plus constante que pour le Bangkok Post. Ainsi, le Monde a recouru à la photographie de façon plus systématisée pour capter son lectorat et offrir un portrait d'ensemble illustré tandis que le Bangkok Post utilise le support photographique pour enrichir les événements en fonction des saisonnalités de l'actualité.

#### 1.4.2. Signatures

Seulement 12% des photographies du journal Le Monde sont produites en interne, et l'ensemble de ces 18 clichés appartient au même article, un portfolio réalisé par Agnès Dherbeys en mars 2014 dans la région de l'Isan au Nord-Est de la Thaïlande pour illustrer le camp des Chemises rouges. 81% du corpus photographique est tiré d'agences de presse, ce qui montre le peu de moyens consacrés par le journal à la couverture de la crise. En particulier, l'agence Reuters totalise 41% des photographies du corpus, les autres agences de presse dont les clichés sont originaires étant l'Agence France-Presse (AFP) (30%), l'Associated Press (AP) (15%) et Zuma Press (1%). Trois photographies officielles (deux de l'armée thaïlandaise et une du Bureau royal) apparaissent dans le corpus, 7 photographies soit 5% du corpus ne mentionnent pas leur origine. 39% des photographies du corpus du Monde sont prises par des photographes de nationalité thaïlandaise, 24% par des photographes français, 25% par des photographes d'une autre nationalité et 12% des photographies ne mentionnent pas le nom de leur auteur. Après Agnès Dherbeys, c'est le français Christophe Archambault de l'AFP qui fournit le plus d'illustrations au Monde avec 16 photographies, puis le thaïlandais Athit Perawongmetha de l'agence Reuters avec 15 photographies et le serbe Damir Sagoli (agence Reuters) avec 14 clichés.

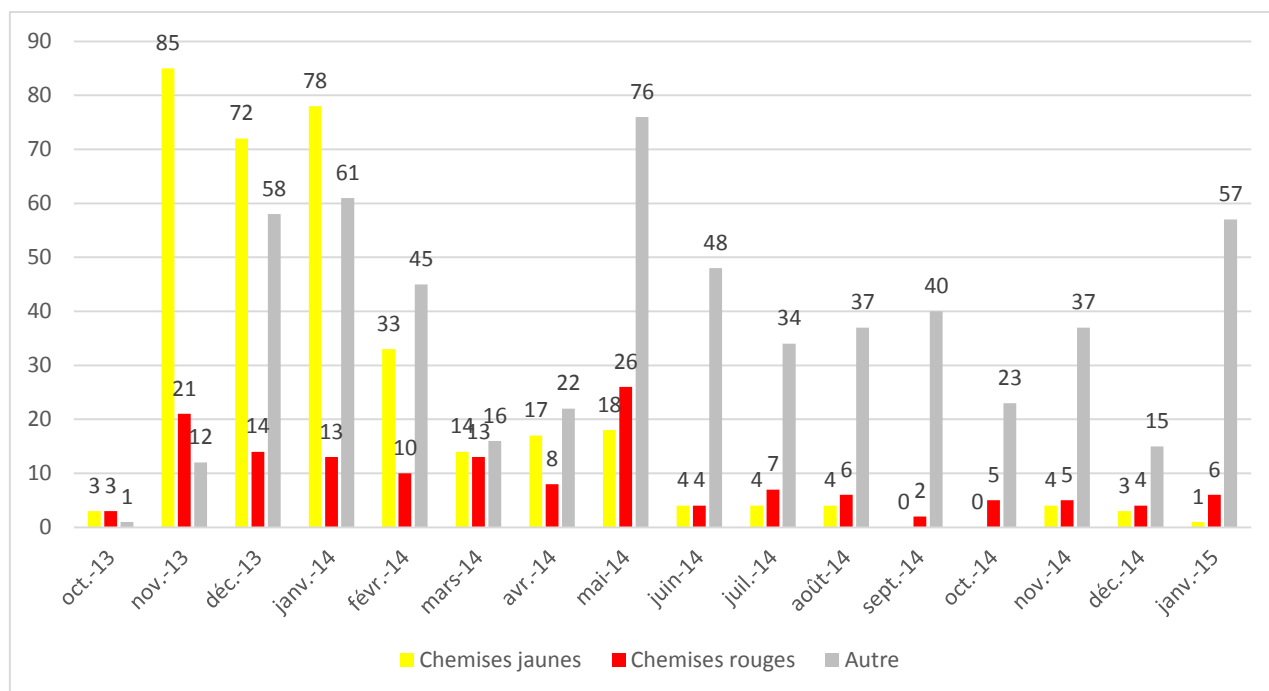
Contrairement au Monde, la majorité des photographies du Bangkok Post est produite en interne : 63% des photographies (650) sont prises par des journalistes du quotidien, l'information est manquante dans 31% des clichés. Les agences de presse Reuters, European Pressphoto Agency (EPA), AP et AFP fournissent 3% du corpus photographique avec respectivement 11, 10, 7 et 5 clichés. 11 photographies sont des sources officielles thaïlandaises telles que le Gouvernement, le Bureau royal, le Quartier général des Forces armées, le Parlement, la Direction Générale des Métiers et comptent pour 1% du corpus photographique du Bangkok Post. 13 photographies soit 1% du corpus sont issues des réseaux sociaux Facebook (11), Twitter (1) et YouTube (1). Yingluck et Suthep sont les deux personnalités politiques dont les pages Facebook sont mises en valeur dans le Bangkok Post. Les autres sources photographiques plus ponctuelles sont CNN, l'armée américaine, les médias thaïlandais Post

Today et ASTV Weekly ainsi que l'organisation internationale Human Rights Watch. En considérant que lorsque le nom de l'auteur n'est pas mentionné, les photographies d'organes officiels thaïlandais et des médias thaïs sont de nationalité thaïlandaise, 65% des illustrations du Bangkok Post sont des productions nationales et 4% viennent de l'étranger. 12 photographies sont issues de sources anglaise, 10 sont de source européenne, 9 américaine, 5 française et une est originaire d'une organisation internationale. 41 photographes du Bangkok Post sont les auteurs des 541 photographies signées du journal. Les dix photographes les plus prolifiques réalisent 76% de ces clichés. Thiti Wannamontha est le photographe du Bangkok Post qui a le plus couvert la crise politique avec 65 photographies, ce qui représente 12% des photographies du Bangkok Post signées. Viennent ensuite Apichart Jinakul et Patipat Janthong qui ont illustré respectivement 59 et 53 photographies du journal soit 11 et 10% des photographies dont l'auteur est mentionné. La totalité des photographes du Bangkok Post ont un nom à consonance thaïlandaise.

Pour la suite de l'analyse visuelle, nous allons nous concentrer sur le corpus du Bangkok Post car il est quantitativement beaucoup plus riche que celui du Monde. Aucun échantillonnage n'a été réalisé, cette analyse traite la totalité de la production photographique du quotidien.

### 1.4.3. Acteurs de la crise

La coloration idéologique des photographies a été réalisée en fonction des acteurs de la photographie. Par exemple, si le protagoniste est un membre de l'UDD, ou Yingluck Shinawatra, ou identifié comme une Chemise rouge, la couleur « rouge » est attribuée à la photographie. Si le protagoniste est un membre du PDRC, ou Suthep Taugsuban, ou un manifestant antigouvernemental, c'est la couleur « jaune » qui est alors attribuée.

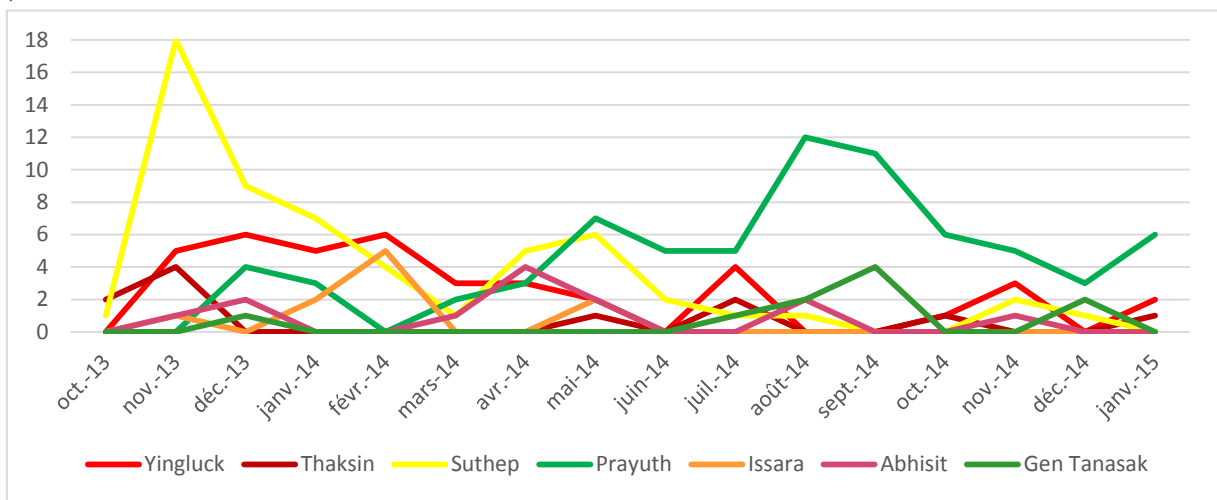


**Tableau 31: Coloration idéologique des protagonistes du corpus photographique du Bangkok Post**



Nous pouvons observer que d'octobre 2013 à avril 2014, la crise politique thaïlandaise est «jaune». Si le Bangkok Post fait la part belle aux manifestants antigouvernementaux, particulièrement représentés aux mois de novembre, décembre 2013 et janvier 2014, ils paraissent totalement absents du théâtre de la crise à partir du mois de juin 2014, les « autres » (principalement les militaires) ayant pris le relai. Les rouges tentent d'établir une présence pendant la phase de contestation, mais ils sont largement marginalisés par rapport au camp adverse jusqu'au mois transitoire de mai 2014. A l'inverse des Chemises jaunes, ils ne se retirent pas du devant de la scène avec le coup d'Etat, mais on perçoit cependant clairement qu'ils ne sont pas mis à l'honneur par le Bangkok Post.

;



**Tableau 32 : Présence photographique acteurs de la crise apparaissant sur 10 photos ou plus dans le corpus du Bangkok Post**

Les sept acteurs principaux de la crise identifiés par le corpus photographique du Bangkok Post sont : Prayuth (72 photos), Suthep (58 photos), Yingluck (40 photos), Abhisit (13 photos), Thaksin (11 photos), Luang Pu Buddha Issara, le moine leader du camp antigouvernemental) (10 photos) et le général Tanasak Patimapragorn (10 photos). Prayuth est l'individu le plus consacré par l'illustration tandis que Suthep est celui qui a été le plus illustré en l'espace d'un mois avec 18 photographies le représentant en novembre 2013.

Prayuth et le général Tanasak sont emblématiques de la deuxième phase de crise postérieure au coup d'Etat. Prayuth apparaît pour la première fois dans le corpus photographique du Bangkok Post dans un article daté du 12 décembre 2013 soit relativement au début de la crise. Il est alors accompagné de Suthep Thaugsuban, ce qui semble en dire long sur les tractations officieuses entre les militaires et le leader du camp opposé au gouvernement. C'est en août 2014 que Prayuth est le plus illustré par le Bangkok Post, avec 12 photographies. Prayuth est représenté seul dans 42 photographies soit 65% des images qui le consacrent. Quand il est illustré en présence d'autres acteurs, ces derniers peuvent être assimilés à des décideurs dans 60% des cas. Il s'agit alors généralement de leaders militaires, du président du conseil privé du Roi Prem Tinsulanonda, du Roi en personne, des dirigeants de l'Assemblée nationale, de chefs d'entreprise, du patriarche suprême bouddhiste Somdej Phra Maha Ratchamangkalacharn et de leaders étrangers (le commandant suprême de Malaisie Tan Sri Dato' Zulkifeli bin Mohd Zin,

le président de la chambre haute du Parlement birman Khin Aung Myint et Tony Blair. Dans un cas, le portrait de Prayuth est mis côte à côte avec une photographie de Barack Obama et Vladimir Poutine). Dans les autres cas, il est représenté aux côtés de militaires dans 7 photographies, de son cabinet dans 3 clichés, une fois en présence de journalistes et une fois avec des moines où il leur fait une offrande pour célébrer le 28<sup>e</sup> anniversaire de l'inauguration du quartier général de l'armée royale thaïlandaise, ce qui lui permet de mettre en avant son attachement au pilier « religion » de la sacro-sainte Trinité nation-roi-religion. Prayuth porte l'uniforme dans 71% des clichés qui le représentent, soit sur 51 photographies, et il sort l'uniforme blanc des grands jours sur 7 de ces photographies, notamment en présence du Roi ou de son effigie. Il est en tenue civile dans 29% des cas. Il est représenté armé sur une seule photographie, la deuxième du corpus le mettant en scène dans un article daté du 12 décembre 2013. 15 photographies de Prayuth sont des portraits, et 24 soit un tiers de ses clichés, qui le représentent au micro, en présence de journalistes, à présider des cérémonies ou encore à offrir des fleurs peuvent être considérées comme des actions de communication. Il ne sourit presque jamais sur les clichés, ce qui renforce sa réputation d'homme sévère et colérique.



**Photographie 3: Prayuth répond aux questions des journalistes à l'Army Club pour expliquer sa décision de déclarer la loi martiale. Source: Bangkok Post, « Army wrests control of crisis », 21/05/14, Chanat Katanyu.**

Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement militaire, le général Tanasak Patimapragorn est régulièrement représenté dans le Bangkok Post à travers ses tournées auprès des grands acteurs de la scène internationale destinées à légitimer le coup d'Etat, comme l'illustre le titre d'un article du Bangkok Post daté du 30 septembre 2014 : « Tanasak the old man out on world stage ».



**Photographie 4: Tanasak, à gauche, reçoit une accolade de son homologue birman, le général Min Aung Hlaing au quartier général des forces armées thaïlandaises au début du mois de juillet 2014. Les rapports entre militaires se sont renforcés avec le coup d'Etat. Source : Bangkok Post, « Thai coup elicits mixed global reaction », 01/08/14, avec l'aimable autorisation du quartier général des Forces armées.**

Suthep est très présent de novembre 2013 à mai 2014. Il apparaît régulièrement micro à la main sur les estrades de ses sites de manifestation, ce qui témoigne de l'importance qu'il consacre à la communication par ses discours. Souvent, l'angle de la prise de vue est celui de la contre-plongée, l'œil se trouve plus bas que le sujet, ce qui donne un effet graphique de puissance, de majesté et de supériorité du personnage. Autrement, il apparaît très souvent au milieu de la foule de manifestants pour marquer son inclinaison à être proche de son peuple, et à mettre « la main à la pâte » pour faire tomber le système Thaksin. A partir du 16 juillet 2014, sur les photographies Suthep arbore la robe safran pour témoigner de son retrait de la vie politique une fois sa mission accomplie. L'ordination lui procure également une image pacifiste, désintéressée, et en phase avec la culture thaïlandaise bouddhiste. Il sort de sa retraite le 28 juillet 2015, après une période d'ordination de un an.



**Photographie 5: Suthep Thaugsuban prononce un discours au monument de la Démocratie – Source : Bangkok Post, « ISA extension on cards if protests persists », 17/11/13, Thiti Wannamontha**

Yingluck fait l'objet d'une illustration régulière de novembre 2013 à avril 2014. Par la suite elle n'apparaît qu'en juillet et en novembre 2014. Le mois de juillet correspond à sa sortie du territoire pour l'anniversaire de son frère. Les clichés pris à Paris illustrent le frère et la sœur qui manifestent leur amour mutuel en s'étreignant, et un autre avec le fils unique de Yingluck met en avant l'aspect famille simple, soudée, heureuse et réunie. Seule actrice de la crise politique, Yingluck doit présenter une image soignée. Elle apparaît ainsi souvent en tailleur sobre et bien coiffée. Elle présente généralement un air très calme et résigné, souriante ou soucieuse.



**Photographie 6: Yingluck Shinawatra accompagnée par ses avocats, avant une conférence de presse. Source : Bangkok Post, « Yingluck insists she won't abscond », 19/07/14, Kosol Nakachol**

Les autres acteurs ont une présence photographique moindre et plus constante tout au long de la crise. En dehors de ces protagonistes principaux, 209 acteurs sont identifiés par leur nom dans les photographies du Bangkok Post. 135 acteurs n'apparaissent qu'une seule fois, ce qui fait la majorité des cas (64%), 31 acteurs soit 16% du corpus photographique apparaissent deux fois, 17 protagonistes apparaissent trois fois (8% des acteurs dont le nom est mentionné) et 25 acteurs (12%) apparaissent quatre fois ou plus. Le Président du Conseil privé du roi Prem Tinsulanonda, le secrétaire du département de la justice Kittipong Kittayarak, le chef de la Marine Narong Pipathanasai jouissent d'une bonne couverture photographique. Le chef de file de l'UDD, Jatuporn Prompan, n'arrive qu'en douzième position avec 5 photographies qui lui sont consacrées. Le roi Bhumibol est positionné au 15<sup>e</sup> rang des acteurs les plus illustrés avec 4 photographies. Seulement 16 personnes sur 209 ne sont pas des nationaux thaïlandais, et n'apparaissent jamais plus d'une fois. Généralement ils appartiennent au corps diplomatique, judiciaire ou commercial. Dans le champs diplomatique, citons entre autres Tony Blair, Barack Obama, Vladimir Poutine, Ban Ki-Moon, l'ambassadeur du Japon en Thaïlande Shigekazu Sato, le Premier ministre cambodgien Hun Sen, le ministre de la Défense cambodgien Tea Banh, l'ambassadeur britannique Mark Kent et la ministre australienne des Affaires étrangères Julie Bishop. Pour la partie judiciaire, nous notons la présence du canadien Robert Amsterdam, ancien avocat de Thaksin, et du conseiller juridique de la Cour internationale de Justice Kingsley Abbott. Dans le champ commercial apparaissent notamment Simon Landy de la

Chambre de commerce britannique et David Lyman, ancien président et fondateur des Chambres étrangères conjointes de commerce extérieur.

Les touristes étrangers mis en scène à travers 7 photographies dans le corpus du Bangkok Post ne paraissent pas perturbés outre mesure par les troubles politiques. La première est prise à l'occasion de l'anniversaire du roi et présente une touriste qui pose pour la photo à côté d'un soldat en uniforme cérémoniel. La seconde photo illustre trois touristes qui prennent part aux manifestations antigouvernementales pendant la campagne du « Suthdown Bangkok » de Suthep. Après le coup d'Etat, deux photographies illustrent des touristes qui se prennent en photo avec les militaires déployés dans Bangkok. Une photographie du couple de touristes assassinés à Koh Tao illustre le fait divers qui a provoqué un scandale international après que Prayuth ait déclaré « Peuvent-elles être en sécurité en bikini ? A moins qu'elles soient moches » en évoquant le port du deux-pièces par les touristes. Les deux derniers clichés présentant des touristes sont pris à l'occasion de la grande parade de la Thainess en janvier 2015.

#### 1.4.4. Analyse spatiale

	<b>Le Monde</b>	<b>Bangkok Post</b>
<b>Bangkok</b>	88 (60%)	556 (54%)
<b>Thaïlande, hors Bangkok</b>	21 (14%)	85 (8%)
<b>Hors Thaïlande</b>	4 (3%)	7 (1%)
<b>Médias</b>	0 (0%)	11 (1%)
<b>Pas d'information</b>	33 (23%)	370 (36%)
<b>Total</b>	<b>146 (100%)</b>	<b>1029 (100%)</b>

**Tableau 33: Lieu de la prise de vue pour chacun des corpus photographiques**

A noter que pour le Bangkok Post, sur les 370 photographies dans lesquelles il n'est fait aucune mention du lieu, 50% sont des portraits (186 photographies), ce qui explique en partie un tel volume de clichés non localisés.

La couverture de la crise se limite quasi exclusivement au cadre national : autant dans Le Monde que dans le Bangkok Post, la part des photographies consacrées au-delà de la frontière thaïlandaise est infime. Les incidences de la crise à l'international sont localisées au Cambodge, à Singapour et à la France (1 photographie) pour Le Monde ; au Cambodge, à Singapour, au Japon, en Irak et en France pour le Bangkok Post. Il y a donc une coïncidence des pays étrangers abordés dans les deux journaux. Le Cambodge, pays limitrophe de la Thaïlande, est le plus couvert en termes de photographies avec deux clichés dans Le Monde et deux clichés dans le Bangkok Post, ce qui témoigne de l'étroite relation entre les deux pays. Une photographie dans le Bangkok Post datée du 14 janvier 2014 illustre des manifestations à Phnom Penh appelant le Premier ministre Hun Sen à quitter ses fonctions et donne l'exemple d'une autre lutte pour la démocratie chez un pays voisin. L'autre photographie prise à Phnom Penh dans le Bangkok Post date du 2 septembre 2014 et représente le ministre des Affaires Etrangères, le général Tanasak Patimapragorn et Hun Sen qui se serrent la main pour attester des bonnes relations bilatérales entre les deux pays. Dans Le Monde, les deux photographies prises à Phnom Penh datent du mois d'octobre, la première représente Prayuth s'inclinant devant un homme caché par un drapeau cambodgien indique la volonté du NCPO (la junte) à soigner l'image

internationale de la Thaïlande, tandis que la seconde montre Veera Somkwamkid, militant nationaliste thaïlandais condamné à huit ans de prison pour avoir franchi la frontière illégalement et libéré par Hun Sen en juillet 2014, signal d'une volonté d'apaisement entre les deux pays.

En dehors des légendes qui n'indiquent aucun lieu (370 photos) ou sans plus de détail que la ville de Bangkok (131 photos) qui comptabilisent 49% du corpus photographique du Bangkok Post, les lieux les plus emblématiques de la crise politique dans la presse thaïlandaise sont répertoriés comme suit :

Lieu	Clichés	Lieu	Clichés	Lieu	Clichés
Democracy Monument	35	Victory Monument	14	Royal Thai Police headquarters	8
Government House	33	Klai Kangwon Palace	13	Parliament	8
Government Complex	25	Rajamangala National Stadium	12	Sukhumvit	8
Lumpini Park	19	Thai-Japanese Stadium	11	Bangkok Art and Culture Centre	7
Ratchadamnoen avenue	19	Ratchaprasong intersection	11	Silom	7
Royal Thai Army Club	15	Asoke Intersection	9	Metropolitan police bureau	7
Royal Thai Army headquarters	14	Pathumwan intersection (MBK)	9	Phan Fah Bridge	6

**Tableau 34: Principaux théâtres de la crise dans les photographies du Bangkok Post**

A l'exception du Klai Kangwon Palace, tous sont situés à Bangkok, ce qui explique en partie une telle concentration de l'information dans la capitale. L'autre raison à évoquer est la structure de la présence médiatique du pays précédemment abordé. La plupart de ces lieux sont dotés d'une teinture idéologique. Ceux surlignés en jaune sont les bastions des manifestants antigouvernementaux, en rouge ceux des Chemises rouges, en vert ceux de l'armée, en rose ceux de la monarchie, en bleu ceux de l'administration des forces de police, en gris ceux des institutions de pouvoir étatique (législatif et exécutif).

#### **Les bastions jaunes.**

Le *monument de la Démocratie* (Democracy monument) est sans conteste le lieu le plus emblématique de la dernière crise politique qui a secoué la Thaïlande. 71% des photographies prises au monument de la Démocratie sont antérieures au coup d'Etat et imputables aux manifestants anti-gouvernementaux, particulièrement au mois de novembre 2013 qui comptabilise plus de la moitié des clichés de ce lieu (54%). Les photographies les plus impressionnantes en termes de volume de manifestants sont prises ici, véritable siège de la contestation où les Chemises jaunes s'installent même pour passer la nuit. C'est également un

lieu de prédilection pour les apparitions de Suthep Thaugsuban qui se donne à voir sur 10 photographies, le micro à la main pour discourir à ses sympathisants, toujours accompagné de son sifflet et d'une manchette aux couleurs de la Thaïlande. Les quatre photos illustrant le monument de la Démocratie en mai 2014 sont représentatives de la passe de pouvoir des Chemises jaunes aux militaires : la première dépeint les manifestations anti gouvernementales, la seconde en présente les dérives avec l'arrivée de l'escouade anti-bombe et des médias après une attaque à la grenade qui a fait trois victimes et de nombreux blessés. Dans le troisième cliché, daté du 24 mai 2014 soit deux jours après le coup d'Etat, les manifestants du PDRC montent dans un bus fourni par les autorités pour rentrer chez eux : c'est la fin des manifestations. Le 29 mai 2014, une photographie présente un soldat armé et en uniforme qui monte la garde devant ce lieu symbole de la démocratie. Les clichés suivants (d'août à décembre 2014) renvoient au contrôle de l'ordre par les militaires, à l'exception d'une photographie datée du 24 novembre qui présente des étudiants en train de pique-niquer pour célébrer le retour de leurs camarades détenus par la junte pour des sessions de « réajustement comportemental ». Le nom du monument de la Démocratie apparaît 89 fois dans le corpus intégral du Bangkok Post (hors légende photos) et seulement deux fois dans Le Monde. La symbolique du bâtiment est forte : en thaï, le monument de la démocratie s'intitule *Anusawari Pracha-athipatai*, ce qui signifie «monument-peuple-souveraineté » a été érigé en 1939 à la demande du général Phibun pour commémorer le coup d'Etat du 24 juin 1932 qui a inauguré la « démocratie » en Thaïlande. Les quatre tours des ailes mesurent ainsi 24 mètres, les 75 canons évoquent l'année 2475 de l'ère bouddhiste (1932), et le piédestal abritant une copie de la constitution a une hauteur de 3 mètres, juin étant le troisième mois du calendrier thaï<sup>140</sup>. Selon l'auteur du livre *Visions of a nation : Public monuments in 21th century Thailand*, le « bâtiment le plus important du cours de l'Histoire thaïlandaise moderne » [Wong, 2006 :65] diffère des autres monuments commémoratifs de Thaïlande en ce qu'il représente une notion abstraite et non un héros historique ou une bataille épique. Les ailes symbolisent aussi bien les « trois éléments fondateurs du pays +1 » : le Roi, la nation, la religion et la Constitution que les quatre branches des forces armées (Terre, Mer, Air et Police) qui ont joué un rôle notable en 1932 [Wong, 2006 :66]. Les protagonistes du monument sont des hommes ordinaires (seulement deux femmes, présentées comme des domestiques) : la monarchie est absente de toutes les scènes de la fresque. Selon K. F. Wong, « Il n'y a aucun doute sur le fait que le monument de la Démocratie est une propagande nationaliste. Il illustre parfaitement comment Phibun politisait l'art pour promouvoir le nationalisme de masse » [Wong, 2006 :68].

---

<sup>140</sup> Thaïlande, Guides VOIR, dir Nathalie Pujo, Hachette, 2010, 528p.



**Photographie 7: un homme agite un drapeau national devant le monument de la Démocratie où les manifestants se rassemblent contre la loi d’amnistie. Source: Bangkok Post, « The politics behind Thailand’s amnesty controversy », 06/11/13, Pattarapong Chatpattarasill.**

*Lumpini Park.* Nommé d’après le lieu de naissance du Bouddha au Népal, le principal poumon de verdure de Bangkok s’étend autour de deux lacs. En face de Silom Road se dresse une statue de Rama IV. Le parc de Lumpini est le premier bastion à avoir été investi par les manifestants antigouvernementaux, il est mentionné 6 fois dans *Le Monde* et 28 fois dans le *Bangkok Post*. Dès le début des manifestations, les opposants au gouvernement n’habitant pas la capitale y ont planté leurs tentes avec l’ambition de s’y installer dans la durée, bénéficiant d’un grand espace de verdure au cœur de Bangkok. En mars, Somsak Intamart, le dirigeant de Lumpini Park, estime à 10 000 le nombre de manifestants du PDRC<sup>141</sup>. Le *Bangkok Post* fait surtout état de la dégradation du parc par les manifestants, notamment l’usure des pelouses à cause des tentes ainsi que, à l’origine du mécontentement des riverains qui ont d’ailleurs déserté le parc, ainsi Somsak Intamart déplore une baisse de la fréquentation des visiteurs d’au moins 80%. *Le Monde* évoque la violence dans le parc, notamment l’explosion d’une vingtaine de grenades dans la nuit du 22 au 23 février 2014.

---

<sup>141</sup> Bangkok Post, « Lumpini suffers as politics pitches camp », 01/03/2014





**Photographie 8: Lumpini Park assiégé par les manifestants antigouvernementaux, le 2 novembre 2013. Valentine Poisson**

*Ratchadamnoen avenue* est l'avenue adjacente du Monument de la Démocratie.

Le *Thai-Japanese Stadium* est un stade multifonction d'une capacité de 10 000 spectateurs situé dans le quartier de Din Daeng, à Bangkok. Le stade est investi par les manifestants du PDRC à partir du 24 décembre 2013. Ce stade était l'un des lieux d'enregistrement des candidatures pour les élections générales du 2 février. Il a donc été l'objet d'un siège de la part des manifestants antigouvernementaux pour bloquer les candidats potentiels dans leur démarche d'empêcher la tenue des élections. Le stade fut également un lieu d'affrontement entre les manifestants et les forces de l'ordre lors du dernier jour des enregistrements le 28 décembre 2013, causant la mort d'un policier et d'un manifestant.

La zone d'*Asoke Intersection* est un quartier commercial de première importance à Bangkok dans le secteur de Sukhumvit, tout comme *Pathumwan intersection*. Ce dernier lieu abritant le MBK, centre commercial le plus visité de Thaïlande est aussi le théâtre de manifestations anti-coup.

Grâce à son dynamisme de jour comme de nuit, *Sukhumvit Road* est l'une des avenues les plus connues de la capitale et s'en retrouve très prisée par les expatriés et les touristes. C'est ainsi peut être à des fins de visibilité que les manifestants antigouvernementaux ont décidé de faire de Sukhumvit Road un des théâtres de l'opposition. Entre novembre 2013 et janvier 2014, 5 photographies mettent en scène ces manifestations, en février 2014 un cliché illustre une interview donnée par Anand Panyarachun, ex Premier ministre (1991-1992) qui a soutenu le coup d'Etat de 2006 visant à détrôner Thaksin. En mars 2010 des militaires montant la garde devant la maison du co-leader PDRC Nataphol Teepsuwan, qui a été l'objet d'une attaque à la grenade. Enfin, le 9 mai, Suthep Thaugsuban pose avec ses fans, armé de son sifflet, dans la fameuse avenue lors d'une manifestation. Cette route qui commence à l'extrémité est du

quartier des affaires de Bangkok court jusqu'à la frontière cambodgienne dans la province de Trat<sup>142</sup>.

**Phan Fah Bridge** signifie « le pont sur lequel le Seigneur des cieux marche majestueusement » en thaï. Le 18 février 2014, un affrontement a éclaté quand le Centre du Maintien de la Paix et de l'Ordre (le CMPO) ordonna à la police anti-émeute de reprendre le site tenu par les manifestants, avec un bilan de cinq morts (quatre manifestants et un policier) ainsi que 71 blessés (dont 19 policiers). Le pont était tenu par le Dhamma Army, allié du PDRC, pendant que Suthep menait ses manifestants au siège du gouvernement pour s'assurer que ce dernier ne soit pas repris par la police<sup>143</sup>. Trois jours plus tard, des grenades M67 ont été trouvées par la police lors d'une fouille sur le site. Le même jour, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme publia un rapport exprimant sa profonde préoccupation concernant la violence de l'affrontement : « Il semble qu'un groupe armé associé aux manifestations anti-gouvernementales ait provoqué l'escalade de la violence en utilisant des balles réelles, et que la police ait répondu, en tirant également à balles réelles<sup>144</sup> ». Ces tireurs entraînés qui se sont donné la mission de protéger les manifestants anti-gouvernementaux sont appelés les « popcorn warriors » par les médias. Ils avaient déjà fait leur apparition au site de manifestations de Laksi.



**Photographie 9: Du gaz lacrymogène est utilisé contre les manifestants à Phan Fah Bridge le 18 février 2014. Source: Bangkok Post « 'Confusion' led to rally deaths at Phan Fah », 21/02/14, Pattarachai Prechapanich.**

### **Le bastion rouge**

**Rajamangala National Stadium** est l'unique bastion des rouges. Ce stade inauguré à l'occasion des Jeux asiatiques de 1998, d'une capacité de 49 750 personnes, est situé dans l'Est de Bangkok dans le quartier excentré de Hua Mak. Le nom de ce stade est mentionné 26 fois dans le corpus intégral du Bangkok Post, dont 14 fois en novembre. En effet, l'UDD a commencé à se rassembler au stade Rajamangala le 20 novembre 2013 pour exprimer son soutien au gouvernement de Yingluck. Le soir même, les Chemises rouges évaluaient leur nombre à

<sup>142</sup> Nathalie Pujo, « Thaïlande », Guides VOIR, Hachette, 2010, 528p.

<sup>143</sup> Bangkok Post, "4 killed, 64 hurt in city clean-up clash", 19/02/14

<sup>144</sup> Bangkok Post, «Blast clips spark accusations, confusion », 22/02/14

60 000, 20 500 selon la police<sup>145</sup>. L'effectif des manifestants grossit au fil des jours, le 25 novembre ils étaient 100 000 selon eux, 40 000 selon les journalistes<sup>146</sup>. Les leaders des Chemises rouges décident de plier bagage le 2 décembre 2013 après que trois personnes trouvèrent la mort lors d'un affrontement avec des étudiants pro-jaunes de l'université de Ramkhamhaeng étaient qui étaient venus s'opposer aux rouges. La première victime était un étudiant de l'université, les deux autres des Chemises rouges. Pour éviter ce type de confrontation, le camp pro-gouvernemental décida de migrer à Ayutthaya à 80km de Bangkok où l'on n'entendra pour ainsi plus parler d'eux par la suite.



**Photographie 10: Des Chemises rouges progouvernementales se rassemblent au Stade National Rajamangala à Bangkok le 19/11/13. Source: Bangkok Post, “Somsak, reds fire up charter now”, 20/11/13, Seksan Rojjanametakul**

Nous allons maintenant nous intéresser aux photographies prises en dehors de Bangkok.

Région	Nombre de photographies	Province la plus médiatisée	% de provinces de la région représentées
Centre	48	Prachuap Khiri Khan (19 photos)	53%
Nord-Est	25	Nakhon Ratchasima (14 photos)	35%
Nord	5	Chiang Mai (3 photos)	18%
Est	5	Chonburi (4 photos)	28%
Sud	2	Surat Thani (1 photo)	14%

**Tableau 35 : Corpus photographique régional du Bangkok Post (hors Bangkok)**

La région Centre est largement surreprésentée dans le corpus avec 48 photographies, soit 56% des clichés pris en province. La région Nord-Est concentre 30% du corpus photographique issu de la province thaïlandaise, ce qui en fait la seconde région la plus médiatisée dans le Bangkok

<sup>145</sup> Bangkok Post, “Red shirts warn of prolonged rally”, 20/11/2013

<sup>146</sup> Bangkok Post, “Snap poll, PM's ouster 'not enough'” 25/11/2013

Post concernant la crise politique. Les régions Nord, Est et Sud sont quant à elles sous représentées : à elles trois, elles ne représentent que 14% du corpus photographique de province. Sur les 77 provinces (*changwat*) que compte la Thaïlande, seules 24 apparaissent dans le corpus photographique. C'est aussi dans la région Centre que le Bangkok Post fait apparaître la plus grande diversité de provinces, puisque l'on retrouve des photographies provenant de 10 provinces de cette région, alors que le journal évoque 7 provinces du Nord-Est, 3 provinces du Nord, et 2 provinces pour les régions Sud et Est. Les deux provinces les plus médiatisées du corpus sont situées dans la région centre : il s'agit de Prachuap Khiri Khan (19 photographies) et de Nonthaburi (15 photographies). La dernière place du podium est octroyée à la province de Nakhon Ratchasima dans le Nord-Est avec 14 photographies. Les autres provinces ne sont pas représentées dans plus de 4 photographies. La totalité des photographies prises dans la province de Prachuap Khiri Khan concernent la monarchie : 16 photographies à propos de l'anniversaire du roi (le 5 décembre), une photographie pour célébrer le jour du couronnement du roi (le 5 mai), une photographie dans laquelle Prayuth reçoit l'approbation officielle du roi, et la photographie d'un croquis pour la réalisation d'un « monument des grands rois » (*Lan Maharaj*) dans la ville de Pran Buri. Une telle consécration de la monarchie dans la province de Prachuap Khiri Khan n'est pas surprenante, étant donné que c'est dans la ville de Hua Hin, dans cette province, qu'est établie la résidence principale du couple royal, qui porte le nom de Klaikangwon Palace, ce qui signifie « loin des ennuis » en raison de la sérénité du paysage environnant<sup>147</sup>.

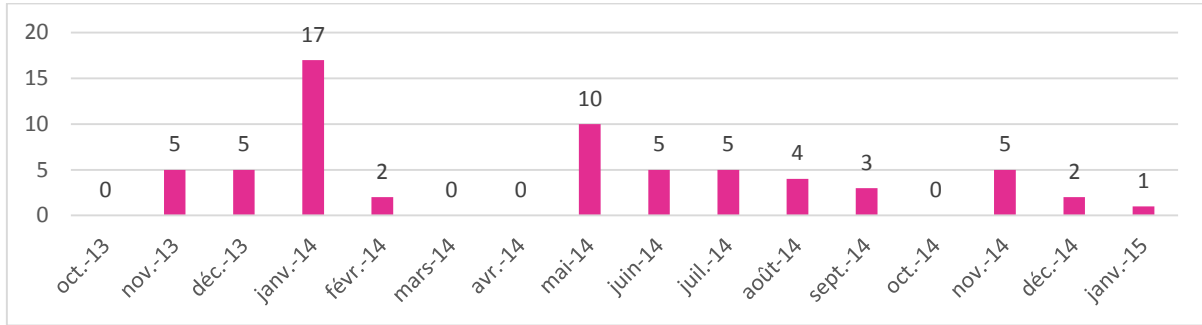
	Rouge	Jaune	Neutre	Total
Centre	17 (35%)	6 (13%)	25 (52%)	48 (100%)
Nord-Est	<b>17 (68%)</b>	0 (0%)	8 (32%)	25 (100%)
Nord	1 (20%)	0 (0%)	4 (80%)	5 (100%)
Est	1 (20%)	0 (0%)	4 (80%)	5 (100%)
Sud	0 (0%)	<b>1 (50%)</b>	1 (50%)	2 (100%)

**Tableau 36: Coloration idéologique des articles en fonction de la région concernée**

Alors que la plupart des régions apparaissent comme « neutres » du point de vue de la dichotomie jaune/rouge, la région Nord-Est est clairement identifiée comme pro-rouge avec 68% des photographies qui y sont prises représentant des sympathisants du camp pro-gouvernemental. La région Sud est régulièrement considérée comme favorable aux « jaunes ». Bien que seulement deux photos illustrent la région, la tendance est confirmée avec 50% des photographies en faveur des opposants au gouvernement.

<sup>147</sup> <http://www.huahin.bangkok.com>

### 1.4.5. Infographies et dessins



**Tableau 37: Infographies du Bangkok Post**

64 infographies sont recensées dans l'échantillon d'articles du Bangkok Post traitant de la crise politique, avec une moyenne mensuelle de quatre infographies. La période étudiée se décompose en trois sous-périodes dissociées par des mois vides d'infographies : octobre 2013, mars/avril 2014 et octobre 2014. La première sous période, qui correspond à l'ascension de la crise, s'étale sur quatre mois de novembre 2013 à février 2014 et concentre la plus grosse proportion d'infographie (45%) de la période considérée. La seconde sous période est définie sur 5 mois entre mai 2014 et septembre 2014 et totalise 42% des infographies de la période : il s'agit du « noyau de crise ». Enfin, la troisième sous-période qui s'interprète comme la phase de sortie de crise concentre 13% des infographies sur trois mois, de novembre 2014 à janvier 2015. Deux mois sont particulièrement riches en infographies : le mois de janvier 2014 (17 infographies) et le mois de mai 2014 (10 infographies), les autres mensualités n'excédant jamais 5 infographies.

La campagne du « Shutdown Bangkok » est reprise jour par jour à travers des infographies dans le Bangkok Post, ce qui explique le nombre élevé d'infographies en janvier 2014. En mai, de nombreuses infographies sont élaborées par le quotidien thaïlandais pour expliquer tant le déroulement des événements suite au coup d'Etat que l'important turn-over au sein de l'administration qui en découla.

Trois dessins sont publiés dans le Bangkok Post en mai, août et novembre 2014. Tous trois se veulent critiques à l'égard de l'armée. Dans le premier dessin, un tank essaie de rentrer par une porte de sortie et dans la pièce, deux bras tendus supplient le tank de ne pas rentrer. La deuxième illustration représente Prayuth, avec une énorme tête, porté par une dizaine de personnages qui vers un grand siège intitulé « PM » après que l'Assemblée Nationale ait élu Prayuth Premier ministre. Le dernier dessin met en scène un tank et des mains aux trois doigts levés (signe de la rébellion emprunté à la fiction *Hunger Games*) qui volent tout autour. Une de ces mains est posée sur le tank et dit « Shoot me please ! » alors que le tank pointe son canon sur lui-même.

## 2. Division nationale

La crise politique est, dès son démarrage, décrite dans le Monde et le Bangkok Post par des termes comme « ancrée » ou « qui va perdurer », ce qui désigne son caractère structurel. Les partis en présence semblent irréconciliables et incapables de négocier (les mots « réconciliation » et « négociation » sont d'ailleurs présents mais plutôt rares dans les articles,

sauf pour dire qu'elles sont impossibles). Ainsi, le terme d' « impasse » devient le plus associé à la crise jusqu'au coup d'Etat. Les descriptions de la crise dans les médias présentent deux « camps opposés », « ennemis » et « rivaux ». Ainsi pour Le Monde : « Les jaunes et les rouges sont irréconciliables. Le clivage est très profond en Thaïlande, il divise les familles, brise les anciennes amitiés, crée deux « mondes » qui ne communiquent que par insultes interposées<sup>148</sup>». Le Bangkok Post emprunte fréquemment du vocabulaire guerrier : « conflit » ou « bataille » politique, ou encore « un champ de bataille entre deux tribus féodales rivales<sup>149</sup> ». Plus largement, cette opposition est l'aspect visible de la division nationale. Pour parler de la société thaïlandaise, les adjectifs les plus employés sont « polarisée », « divisée » et « clivée ». Le responsable de cette division est nommé clairement dans Le Monde comme dans le Bangkok Post : Thaksin Shinawatra. Mais lorsque les articles du corpus s'interrogent sur les raisons profondes d'une telle division, le constat se nuance et devient plus neutre. Les médias pointent alors les « frictions ethniques », « l'ethno-nationalisme » et les « inégalités sociales » au nombre des causes de la crise. Ainsi, pour le Bangkok Post, « Les vieilles divisions ethniques, de classe, linguistique et religieuses s'intensifient<sup>150</sup> ».

Nous étudierons dans un premier et deuxième temps les schémas de représentation qui caractérisent les deux camps rivaux. Dans une dernière partie nous porterons un éclairage sur le principal débat qui partitionne la société thaïlandaise, articulé autour de la conception de la démocratie.

## 2.1. Représentation des Jaunes

Dans la culture occidentale, le jaune est la couleur symbole de la joie, de l'énergie et de la chaleur : c'est la plus lumineuse des couleurs<sup>151</sup>. Mondialement, c'est également une teinte représentative de la prospérité et de la richesse, on assimile le jaune à l'or, ce qui en fait la couleur des riches et des puissants : en Chine notamment, le jaune est la couleur de l'empereur. Cependant, parce que Bhumibol est né un lundi, l'association du jaune à la monarchie en Thaïlande résulte du plus grand des hasards.

### 2.1.1. Analyse sémantique

L'analyse sémantique du corpus montre une évolution intéressante de l'image médiatique des jaunes. Au début de la crise, ils sont principalement qualifiés d'anti : « anti-gouvernement », « anti-Thaksin » puis lorsque les manifestations deviennent courantes de « manifestants » sans autre précision dans les termes. Ils sont qualifiés de « furieux », « en colère » et même d'« haineux » à l'encontre de leurs opposants. La couleur jaune, l'un des symboles du mouvement, n'aura jamais le même impact que pour les chemises rouges du parti opposé. Au final, l'évocation des chemises jaunes et de la couleur jaune est peu présente dans l'espace médiatique. A titre de comparaison, au plus fort de la crise en janvier 2014, le mot rouge est cité 2290 fois dans le corpus, pour seulement 21 citations du mot jaune. Les opposants au

---

<sup>148</sup> Le Monde, « Thaïlande: "en cas d'élections, les chemises rouges gagneront" », 30/05/14

<sup>149</sup> Bangkok Post, « With all sides wrong, there can be no right », 19/01/14

<sup>150</sup> Bangkok Post, « Devolve state powers to stave off civil war », 06/01/14

<sup>151</sup> Michel Pastoureau, *Dictionnaire des couleurs de notre temps : symbolique et société*, Paris, C. Bonneton, 2007, p. 101

gouvernement vont néanmoins devenir omniprésents dans l'espace médiatique à partir de la création officielle en novembre 2013 du PDRC, qui est l'organe politique le plus cité dans les articles du corpus (2132 occurrences dans le Bangkok Post, voir tableau 26). A noter que pour des raisons probables de simplification de lecture à un public moins averti, Le Monde préférera ne jamais citer ce regroupement politique, mais uniquement le Parti démocrate. Concernant l'image des jaunes dans les médias, les termes employés par le Bangkok Post et Le Monde sont similaires. Les expressions « classe privilégiée », « intelligentsia », « élites urbaines et conservatrices » sont fréquentes dans les articles neutres ou les billets d'humeur, et décrivent clairement une opposition politique constituée des milieux aisés et éduqués de la capitale. Assez intéressant pour être cité à part, un article pas forcément défavorable aux jaunes, exprime les avis les plus tranchants de leurs opposants et évoque leurs surnoms assez évocateurs de « fascistes ultra-royalistes et violeur des droits de l'homme<sup>152</sup> », ainsi que leur image de « petite clique de vieille élite féodale ». Si le ton de l'article est ironique, il permet cependant de mesurer l'image médiatique des jaunes telle qu'elle est véhiculée par leurs opposants, loin des articles policés du Bangkok Post. Un autre article du Bangkok Post les qualifie comme « les principaux supporters de la junte militaire<sup>153</sup> ».

Le leader des jaunes, Suthep Thaugsuban, est extrêmement bien médiatisé, comme le souligne un article du Bangkok Post : « Peu importe ce qu'il faisait – mener les marches du PDRC dans les rues de Bangkok, parler sur le devant de la scène la nuit, s'asseoir par terre en signe de contestation à proximité du gouvernement ou planifier les prochains mouvements du PDRC – toutes ses actions attireraient l'attention des médias <sup>154</sup> ». Suthep est présenté dans l'espace médiatique comme un « leader charismatique », « grand orateur » et « politicien expérimenté ». Son statut d'homme politique « ambigu », et son accusation pour meurtre (pour avoir fait tirer sur des manifestants à balle réelle en 2010) sont largement évoqués dans le corpus d'articles. Il n'est pas épargné non plus par l'évocation des affaires de corruption le concernant, Le Monde trouve d'ailleurs « curieux de voir un mouvement anticorruption être emmené par une figure notoirement corrompue...<sup>155</sup> ». Les deux journaux évoquent notamment sa démission forcée de son poste de parlementaire en 2009 après des révélations faisant état de sa participation dans un groupe de médias en contrat avec le gouvernement, ce qui est interdit pour un député. Pourtant, de nombreux articles du Bangkok Post présentent sémantiquement Suthep comme un homme nouveau : les termes « transformation » ou « il se réinvente » créent une rupture entre le passé de l'homme et son nouveau statut de chef des manifestants. Le gouvernement a émis un mandat d'arrêt à son encontre pour insurrection, sans suite. Les autres leaders du mouvement (Uthai Yodmanee, Witthaya Kaeparadai, Taya Teepsuwan, Puttipong Punnakan, Thaworn Senneam, Issara Somchai ...) ne sont presque jamais évoqués à l'exception du moine Luang Pu Buddha Issara. L'importante médiatisation de ce dernier protagoniste est imputable à l'étrangeté de voir un religieux impliqué dans les affaires politiques, mais est également due à son extrémisme notable. Comme Suthep, Luang Pu Buddha Issara fait l'objet d'une charge d'insurrection. L'Office National du Bouddhisme a également porté plainte contre lui pour

---

<sup>152</sup> Bangkok Post, « Fine balancing act away from tyranny », 24/11/13

<sup>153</sup> Bangkok Post, « Rural poor can't ignore regime threat », 19/11/14

<sup>154</sup> Bangkok Post, « Top headline makers of the year », 27/12/14

<sup>155</sup> Le Monde, « A Bangkok, la contestation s'installe dans la durée », 14/01/14

violation du « Buddhist Monk Act » pour avoir dirigé les manifestations<sup>156</sup>. Les autres groupes de la mouvance jaune sont également oubliés de la sphère médiatique, à l'exception peut être du Réseau des Etudiants et du Peuple pour la Réforme en Thaïlande (NSPRT), cité 133 fois dans le Bangkok Post (il disparaît totalement à partir du mois de juin 2014). Cette formation est surtout notable pour son inclinaison à la violence à la différence des autres groupes plutôt décrits comme pacifiques. Ses membres sont même qualifiés d'« extrémistes armés<sup>157</sup>» par l'association Thai Political Prisoners.

### 2.1.2. Le discours

Le discours des Chemises jaunes est principalement articulé autour de leur hantise viscérale pour la corruption, considéré comme le pire des maux affectant la Thaïlande. La moralité est au cœur des préoccupations des jaunes. En effet, les royalistes introduisent une dichotomie très manichéenne entre les bonnes personnes (*khon di*), incorruptibles technocrates, et les mauvaises personnes (*khon lew*) enclines à se salir les mains et à s'adonner à la corruption massive. Dans cette logique, les Chemises jaunes se sont autoproclamées « la manif des bons » (*mob khon di*). Thaksin est bien évidemment l'idéal type de ces mauvaises personnes corrompues qui gangrènent le pays : « la diabolisation de l'homme politique est le cœur du propos des Chemises jaunes<sup>158</sup> ». Selon le Dr. Kasen Phenphinan, professeur de philosophie à l'université de Chulalongkorn, « le discours sur les « bonnes personnes » est hérité de la philosophie royale qu'on appelle en thaï la « *thammaracha* », les vertus du bon monarque. [...] Ce discours dérivé de la *thammaracha* a été reconstruit puis instrumentalisé par le PAD à partir de 2005 pour nuire à Thaksin. Les personnes qui manifestent actuellement sont manipulées par ce discours et le système de croyances qu'il contribue à légitimer<sup>159</sup> ». Par exemple, dans un article de Prachatai exprimant les voix de plusieurs Chemises jaunes, Thawichai, un ingénieur retraité de 61 ans déclare : « Je veux un gouvernement moral<sup>160</sup> ».

### 2.1.3. Les revendications

Au début de la crise, la principale préoccupation des manifestants est cristallisée autour de la loi d'amnistie. Une fois celle-ci hors d'état de permettre le retour de Thaksin, les revendications des jaunes évoluent vers une volonté de réformer tout le système politique. Plus particulièrement, le but des protestations est de renverser le « régime Thaksin ». Cette expression est le véritable fer de lance des discours des chefs de file du PDRC pour motiver les foules et exprimer leur haine viscérale à l'encontre de l'ancien Premier ministre : le terme « Thaksin regime » est mentionné 168 fois dans le Bangkok Post avec un pic de 42 occurrences en novembre 2013. L'appellation « Système Thaksin » est évoquée 18 fois dans le Monde. Elle signifie, pour les partisans des jaunes, de purifier complètement la politique thaïlandaise de Thaksin et de ses sbires pour établir une « vraie démocratie avec le Roi comme chef d'Etat ». Au lieu et place du système Thaksin, les leaders antigouvernementaux souhaitent instaurer un Conseil du Peuple chargé d'administrer le pays afin de le réformer. Selon la doctorante Eugénie

---

<sup>156</sup> Huffington Post, « Luang Pu Buddha Issara Arrest Authorized In Thailand: Senior Buddhist Monk May Be Defrocked », 02/05/14

<sup>157</sup> Thai Political Prisoners, « Anti-democrat calls for absolute fascism », 31/08/14

<sup>158</sup> Gavroche Thaïlande, « Comme un air de déjà vu... », n° 230, décembre 2013, p. 65

<sup>159</sup> Gavroche Thaïlande, « Entretien avec le Dr. Kasen Phephinan, n°231, janvier 2014, p54

<sup>160</sup> Prachatai, « Confessions of the 'whistle' anti-govt protesters », 27/11/13



Mérieau, « il s'agit, ni plus ni moins, de remplacer le gouvernement de Yingluck par un directoire non élu : les manifestants appellent de leurs vœux le retour à un régime autoritaire oligarchique<sup>161</sup>». Si les jaunes souhaitent la mise en place d'un tel gouvernement non élu (Bai Sisai, 57 ans, chef du village Ban Pa Mai : « Je veux un gouvernement national non élu en Thaïlande pendant 10 ou 15 ans jusqu'à ce que la paix et l'unité reviennent dans le pays. Alors il pourra de nouveau y avoir des élections<sup>162</sup>»), voire même un retour à la monarchie absolue, c'est qu'ils considèrent que la Thaïlande ne serait pas prête pour la démocratie. La réelle motivation est selon de nombreux analystes politiques, que les jaunes craignent de perdre leurs privilèges au bénéfice des rouges.

#### 2.1.4. Stratégie de communication

Afin de créer un chaos politique qui puisse laisser légitimement la voie à un coup d'Etat, le camp des jaunes s'est largement reposé sur la communication en accord avec le principe « toute publicité est bonne à prendre ». Pour faire les gros titres de la presse locale et internationale, Suthep a annoncé un nombre incalculable de fois l'idée d'une « bataille finale », et d'un « ultimatum de la dernière chance » au gouvernement de Yingluck. Au-delà des médias traditionnels comme la chaîne de télévision BlueSky qui se fait la voix de la propagande antigouvernementale, les jaunes se sont énormément appuyés sur les réseaux sociaux dans leur stratégie de communication. Selon Romain Zerbib, enseignant chercheur en intelligence économique et rédacteur en chef de la Revue Internationale de Management et de Stratégie, ces nouveaux dispositifs d'information sont réglés sur une vitesse qui relèvent quasiment de l'immédiateté et génèrent une course au trafic médiatique qui complique largement la capacité à déterminer ce qui est vrai de ce qui ne l'est pas. Par voie de conséquence, ces nouvelles infrastructures médiatiques sont extrêmement favorables aux manœuvres d'influence et de propagande. A la différence du soulèvement des Chemises rouges il y a quatre ans de cela, quand le PDRC proteste en 2013-2014, la majorité des thaïlandais disposent d'un smartphone. Du coup, les réseaux sociaux sont envisagés par les manifestants comme une arme politique contre leurs rivaux. Selon Saksith Saiyasombut, la propagande médiatique du PDRC s'est révélée très efficace malgré un manque chronique de substance.

#### 2.1.5. Les manifestations

A travers les photographies publiées dans les médias, les manifestations des Chemises jaunes sont très impressionnantes : on a l'impression que tout le pays est descendu dans la rue pour réclamer le départ de la Première ministre. Pourtant, Saksith Saiyasombut pointe l'aspect finalement très peu politisé des protestataires. Selon le spécialiste des médias, une grande part des manifestants s'est jointe à la foule par effet d'entraînement, séduite par la liesse générale et la volonté de se donner à voir par selfies interposés dans les réseaux sociaux, sans connaître les raisons d'une telle mobilisation. De fait, les manifestations donnent l'air de prendre une tournure festive et décontractée. La violence caractérise la mobilisation du PDRC de manière très épisodique. Quand les médias la mettent en scène, c'est à travers l'utilisation de gaz lacrymogène, de casses de véhicules et de l'illustration des blessés, comme dans un article du

---

<sup>161</sup> Gavroche Thaïlande, « Comme un air de déjà vu ... », n°230, décembre 2013, p65

<sup>162</sup> Prachatai, "Confessions of the 'whistle' anti-govt protesters", 27/11/13

Bangkok Post du 27 décembre 2013 qui introduit les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à l'aide d'une dizaine de clichés de ce type<sup>163</sup>.

Une campagne menée par le PDRC a fait couler beaucoup d'encre dans les journaux : il s'agit de la campagne du « Shutdown Bangkok ». L'objectif de cette dernière, dont le slogan est « Restart Thailand » accompagné d'un bouton de démarrage, est le blocage total de la capitale pour pousser Yingluck à la démission et empêcher la tenue des élections du 2 février. La campagne cible notamment ces lieux : le parc de Lumpini, les quartiers de Sukhumvit, Ratchaprasong, Lat Phrao, le monument de la Victoire et la rue Chaeng Watthana. L'opération est très médiatisée : dans le Bangkok Post une infographie est publiée chaque jour tout au long de sa durée (11 jours) en détaillant les activités des manifestants. Le terme « shutdown » est employé 187 fois dans le Bangkok Post, dont 137 fois en janvier soit 73% des occurrences en janvier 2014.

A côté des drapeaux tricolores du royaume, un des symboles forts utilisés par les manifestants du PDRC est le sifflet. Les médias décrivent souvent l'omniprésence de cet accessoire aux mains des manifestants ainsi que les nuisances sonores qu'il provoquait. Les journalistes allèrent jusqu'à évoquer une révolution des sifflets pour qualifier les manifestations de 2013-2014. Le terme est mentionné 213 fois dans le Bangkok Post avec un pic de 107 occurrences en novembre 2013. Il est également évoqué 4 fois dans le Monde.



**Photographie 11: Deux manifestantes contre la loi d'amnistie se prennent en photo sifflet à la bouche devant le centre commercial Terminal 21 à Bangkok. Source: Bangkok Post, "Senators shoot down blanket amnesty bill", 12/11/2013, Thanarak Khoonton**

## 2.2.Représentation des Chemises rouges

Pour l'historien Michel Pastoureau, « le rouge est la couleur par excellence, la couleur archétypale, la première de toutes les couleurs. [...] Rouge est le plus fortement connoté de tous les termes de couleur, plus encore que noir ou que blanc. » [Pastoureau, 2007 :141]. Cette couleur attire l'attention, elle symbolise également le danger et l'interdiction (le feu rouge par

<sup>163</sup> Bangkok Post, « EC hints at poll date intervention », 27/12/13

exemple) [Ibid,142]. C'est bien entendu la couleur de l'amour et de l'érotisme, mais elle tend à être interprétée par les Chemises rouges plus comme celle du feu et du sang, symbole de guerre. Michel Pastoureau évoque notamment l'aspect fort, proche et pesant de cette teinte : « ce qui est rouge est ici et non au loin » [Ibid,143]. Si dans le champ politique, le rouge est systématiquement adjoint au communisme, ce n'est pas l'idéologie qui prévaut dans le camp pro-Shinawatra, bien que l'utilisation d'une telle couleur manifeste clairement leur révolte contre l'ordre établi.

L'encyclopédie participative Wikipédia recense plusieurs homonymes au terme de Chemises rouges. En sus des partisans de l'UDD, les Chemises rouges évoquent les troupes de volontaires engagés du XIXe siècle en Italie, mais aussi un joueur universitaire au Etats-Unis qui ne dispute pas de match officiel durant une saison ou encore un personnage de fiction dont le rôle est de mourir pour souligner le danger d'une scène. Les Chemises rouges rappellent également un événement de la Révolution française au cours duquel 54 personnes furent jugées, condamnées à mort et exécutées pour atteinte à la sûreté de l'Etat sans que leur culpabilité ait été formellement établie. Acteurs passifs, ou victimes sacrifiées, le ton est donné.



**Photographie 12: Les Chemises rouges se rassemblent pour manifester dans la rue d'Utthayan. Source : Bangkok Post, « Red shirts to mark Mai 19 violence », 19/05/14, Apichart Jinakul**

### 2.2.1. Analyse sémantique des corpus

L'analyse sémantique du corpus représente les partisans de Thaksin comme les chemises rouges : le mot « rouge » est cité 2290 fois dans le corpus et le terme « chemises rouges » est le terme le plus utilisé pour nommer ce groupe. Les autres termes utilisés sont les « pro-gouvernement » ou les « pro-Thaksin ». Il est intéressant de noter que ces deux expressions sont employées de façon assez méprisantes dans le Bangkok Post (« larbin de Thaksin », « voyous de Thaksin », ou encore le « Thak-Gang »). Le soutien à la famille Thaksin est considéré par sous-entendu comme aveugle ou borné dans les termes (« ceux qui soutiennent encore le frère et la sœur Thaksin », « ils servent le leader avec servilité »). Même le Monde utilise les termes de « partisans acharnés » avec la même signification, et après avoir présenté le passé corrompu de l'ancien dirigeant. Les termes employés pour décrire le Pheu Thai dans le Bangkok Post sont éloquentes. Le parti est considéré comme subordonné à Thaksin à travers des termes tels que

« sous-fifres de Thaksin », ses ministres sont « le gouvernement de la sœur supervisé par Thaksin ». Les aspects positifs du mouvement, la non-violence notamment, sont plus rarement évoqués.

Concernant l'image des rouges dans les médias, elle est essentiellement tournée vers les origines rurales du mouvement : « Ceux de l'intérieur des terres », « voix rurales », « gens du nord et du nord-est » pour le Bangkok Post, « classe défavorisée des campagnes », « masses paysannes », « paysans de l'Isan », « Buffles d'eau » pour le Monde. Pourtant, les classes moyennes inférieures et les populations urbaines pauvres sont une composante bien présente de ce mouvement, mais rarement citée en dehors de quelques allusions trop rares « les millions de gens de la base et de la classe moyenne inférieure » ou « les citoyens de seconde classe ». L'ignorance des rouges est souvent mise en avant dans les articles du corpus : exemple parmi d'autres, ce passage évocateur qui synthétise des arguments souvent mis en avant : « ils ne comprennent pas la culture ou l'histoire. Ils n'ont aucun indice sur la nature humaine et les hommes politiques. Ils ne comprennent même pas le véritable fonctionnement de la démocratie, car ils ignorent la réalité de la situation<sup>164</sup> ». Ignorants, les rouges seraient donc incapables de faire le bon choix dans l'isoloir. Ainsi, si l'image des jaunes semble teintée de neutralité, voire de bienveillance dans les médias, l'image des rouges semble plus caricaturale, car elle évoque invariablement des masses paysannes sans éducation et bornées à soutenir des dirigeants corrompus, et qui veillent aux intérêts de leurs partisans. En effet, selon l'anthropologue Charles Keyes de l'université de Washington : « les gens de Bangkok ne prennent pas la mesure du cosmopolitisme des ruraux du Nord-Est<sup>165</sup> ».

Yingluck Shinawatra est appelée par son titre de Première ministre. Elle est présentée régulièrement comme la « sœur » ou le « clone » de Thaksin, et rarement comme leader du pays ou chef du gouvernement, comme si elle ne dirigeait pas réellement (« elle tend à répéter la ligne du parti qui a été formulée par d'autres<sup>166</sup>»), ce qui fait écho aux critiques des jaunes. En reprenant l'argumentaire du camp antigouvernemental, Yingluck est très souvent présentée dans les médias comme la marionnette de son frère. Un fait que les articles évoquent rarement est pourtant important : elle est la première femme à cette charge, et est victime d'une certaine forme de sexisme. Alors qu'elle est la première ministre, elle n'apparaît pas comme un acteur majeur de la crise politique au contraire de son frère (selon le Monde, elle « n'a jamais réussi à imposer une image de vrai chef de gouvernement<sup>167</sup> »). Plus surprenant encore, l'étude sémantique montre que la Première ministre destituée pour abus de pouvoir n'est jamais directement associée à des termes liés à la corruption, le mot systématiquement employé dans les articles étant « accusée », comme si les journalistes voyaient dans les raisons de sa destitution un prétexte (on lit d'ailleurs dans Le Monde que sa destitution « ressemble à bien des égards à un règlement de compte politique déguisé en jugement de droit.<sup>168</sup> »).

---

<sup>164</sup> Bangkok Post, « Fine balancing act away from tyranny », 24/11/13

<sup>165</sup> Courrier international « La classe moyenne prend le vert », n° 1232 du 12 au 18 juin 2014, extraits tirés du Bangkok Post

<sup>166</sup> Bangkok Post, « Thailand's doomsday clock moves closer to midnight », 23/01/14

<sup>167</sup> Le Monde, « En Thaïlande, la crise politique menace l'économie », 04/01/14

<sup>168</sup> Le Monde, « L'impasse politique se prolonge en Thaïlande », 13/05/14



**Photographie 13: Portrait de Thaksin et Yingluck Shinawatra, brandi par les manifestants antigouvernementaux exprimant l'idée que Yingluck est la marionnette de son frère, à Bangkok, le 20 décembre 2013. Valentine Poisson**

Thaksin Shinawatra, est présenté comme « le premier ministre de facto » dans *Le Monde* ou « le frère régnant depuis le désert » par le *Bangkok Post*. Le quotidien thaïlandais souligne régulièrement l'influence exercée par l'ancien Premier ministre à travers Skype, comme l'évoque le titre d'un article du *New York Times* : « En Thaïlande, le pouvoir vient avec l'aide de Skype<sup>169</sup> ». Contrairement à sa sœur, les termes liés à la corruption sont étroitement liés à son image médiatique, il est décrit comme « corrompu », « sans éthique » et comme « coupable ». Dans tous les cas, c'est la personnalité qui déchaîne le plus les passions : il est « haï », « honni » et « l'ennemi juré » pour ses adversaires, pour ses partisans, il est « aimé et révééré », « populaire » et même « un martyr et un héros de la démocratie ». Son image médiatique est pourtant plutôt négative. Outre son titre officiel d' « ancien premier ministre », il est présenté péjorativement comme « l'exilé de Dubaï », le « milliardaire », le « capitaliste » ou le « magnat ». Quantitativement, l'évocation de ses actions controversées (la guerre contre la drogue, le massacre de Tak Bai, les cooptations de ses relations sur des postes d'influence) est environ cinq fois plus fréquente que l'évocation de ses succès (système de santé, réformes économiques, augmentation du niveau de vie des paysans). Les articles les plus critiques du *Bangkok Post* en font un « populiste » avec un « culte de la personnalité », un « manipulateur du parlement », un « pseudo-dictateur » ou encore « Big Brother » (par allusion à son lien de parenté avec la première ministre bien entendu, mais également pour rappeler le régime dictatorial du roman de Georges Orwell). Même en considérant les accusations de corruption, les termes choisis par la presse sont surprenant concernant un dirigeant légitimement élu et chassé par un coup d'Etat.

---

<sup>169</sup> *New York Times*, « In Thailand, Power comes with help from Skype », 29/01/13

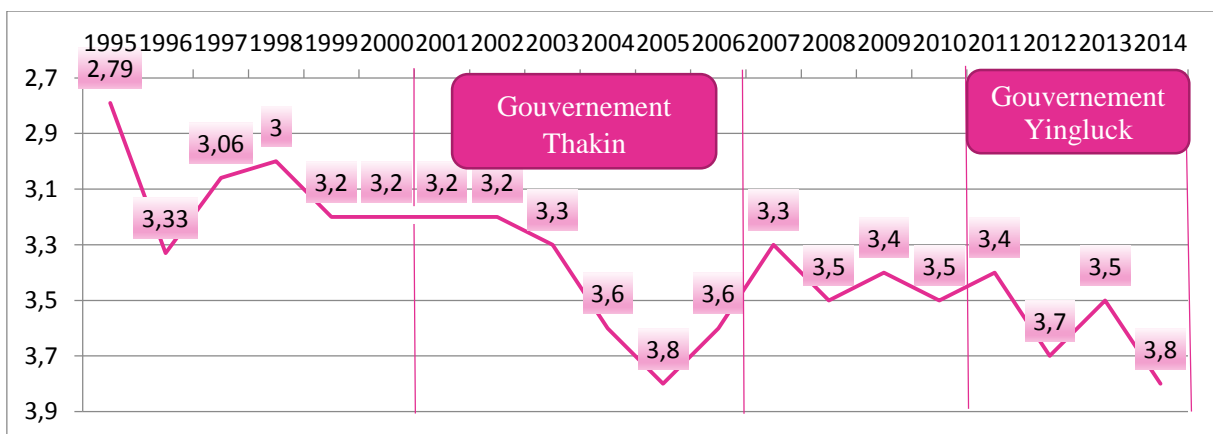
### 2.2.2. Corruption

La lutte contre la corruption qui caractériserait les pro-Shinawatra est au cœur du discours du PDRC. Le terme corruption, dont l'éradication est perçue comme la seule panacée dont la Thaïlande a besoin, apparaît 946 fois dans le Bangkok Post et 68 fois dans le Monde.



**Photographie 14: Un manifestant jaune brandit une pancarte dénonçant l'aspect corrompu du camp opposé. Source : Bangkok Post, « Dissolution fails to end protest », 10/12/13, Pawat Laopaisarntaksin**

Comme nous l'avons vu en première partie, la structure clientéliste du politique en Thaïlande encourage la généralisation de la corruption. La pratique de la corruption n'est pas apparue avec Thaksin, et elle ne disparaîtra avec son évincement, comme le souligne un billet d'humeur du Bangkok Post : « Peuple de Thaïlande, n'accordez pas trop de crédit à Thaksin. L'ex Premier ministre est coupable de beaucoup de choses, mais la corruption et le népotisme prévalaient en Thaïlande bien avant que Thaksin arrive sur le devant de la scène. Thaksin a peut-être créé un monopole politique sur les élections mais il ne peut pas s'attribuer tout le mérite du monopole de la corruption et du népotisme, j'en ai bien peur <sup>170</sup>».



**Tableau 38: Evolution de l'indice de perception de la corruption en Thaïlande. Source : Transparency International**

<sup>170</sup> Bangkok Post, "Root cause of corruption is an uninformed citizenry", 21/11/13

L'ONG Transparency International publie chaque année un indice de perception de la corruption. L'indice est élaboré à l'aide d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires. Un 10 parfait correspond à un pays qui ne connaîtrait aucun problème de corruption. Comme nous pouvons le constater, non seulement la corruption n'a pas augmenté sous les gouvernements de la fratrie Shinawatra, mais elle s'est même significativement amoindrie. L'argument phare des manifestants antigouvernementaux selon lequel sans Thaksin, la Thaïlande serait débarrassée de la corruption s'en retrouve donc sans substance.

### 2.2.3. Revendications

Les revendications des Chemises rouges sont articulées autour de leur attachement à la démocratie et à leur héros, Thaksin. Dans un article de Prachatai, un manifestant progouvernemental s'exprime : « Je suis une Chemise rouge. Je suis profondément lié à ce mouvement. J'ai rejoint les Chemises rouges parce que j'aime Thaksin. Les Chemises rouges aiment Thaksin pour ses résultats concrets<sup>171</sup> ». Même sept ans après s'être fait chasser du pouvoir, il reste pour ses partisans le seul politicien à vraiment respecter les classes modestes. Un autre facteur qui a rassemblé de nombreux citoyens thaïlandais derrière l'étendard rouge est la profonde rancœur éprouvée par ces derniers de s'être fait spolier leurs prérogatives politiques depuis le coup d'Etat de 2006. Les manifestants pro gouvernementaux en appellent donc au respect de leur vote et de l'Etat de droit.

### 2.2.4. Stratégie de communication

Pour appeler à la mobilisation, la stratégie de communication des partisans de l'UDD repose énormément sur la radio, notamment communautaire, et ce, depuis le coup d'Etat de 2006 [Paireepairit, 2012 :19]. D'autres médias sont mobilisés par les Chemises rouges, comme les chaînes de télévision Asia Update et Voice TV, ou les titres de la presse écrite « Red News », « Grand Peuple » ou encore « Le monde aujourd'hui ». Par-delà les médias de masse, Saksith Saiyasombut souligne l'importance des chaînes de communication fondées sur le bouche à oreille comme un moyen très efficace pour l'organisation et la mobilisation du camp pro-Shinawatra. Selon le journaliste indépendant, le fait que les Chemises rouges ont moins fait parler d'elles dans les médias que leurs rivales jaunes est imputable à une volonté de faire « profil bas », de ne pas monter au créneau face à la provocation des manifestants antigouvernementaux. La sous-représentation médiatique tiendrait également de leur mobilisation plus tardive : « Quand les Chemises rouges sont arrivées, le PDRC était déjà là depuis quelques semaines ou quelques mois, donc ils étaient là depuis beaucoup plus longtemps, ils étaient beaucoup plus centralisés ».

Il est intéressant de noter que lors de leurs dernières campagnes en 2013-2014, les manifestants progouvernementaux ont essayé d'opérer un changement d'image en préférant au rouge la couleur blanche. Couleur liturgique de la pureté, de la chasteté et de l'innocence [Pastoureau, 2007 :23], le blanc est un symbole de paix que les Chemises rouges ont tenté de mettre en avant à travers le port de tee-shirts blancs avec la mention « Nous aimons Yingluck, nous aimons la

---

<sup>171</sup> Prachatai, "Understand the Red Shirts", 11/02/14

démocratie<sup>172</sup>». Une semaine avant la campagne Shutdown Bangkok du PDRC, les Chemises rouges ont également signifié la refonte de leur identité visuelle par le biais d'une campagne de manifestations dans laquelle ils brandissaient des bougies blanches<sup>173</sup>.

### 2.2.5. Propagande occidentale pro rouge

Comme l'a montré l'étude de l'orientation politique du Monde dans sa couverture de la crise, les médias occidentaux tendent à se ranger dans le camp rouge. L'explication la plus évidente tient des valeurs démocratiques portées par les pro-Shinawatra, plus légitimes aux yeux des Occidentaux. Tony Cartalucci, un analyste en géopolitique américain basé en Thaïlande donne à voir une version plus officieuse de ce soutien. Sur son site internet Alternative Thai News Network, qui se veut une plateforme pour des informations indépendantes et nouvelles sur le royaume, Tony Cartalucci met en avant la nature biaisée des médias occidentaux qui défendent les intérêts financiers et non la vérité. Dans un article publié le 12 décembre 2013, il écrit : « les médias occidentaux, particulièrement des noms iconiques comme la BBC, CNN, Reuters, AFP, AP et tant d'autres, ne sont en fait pas des organisations médiatiques mais plutôt des fronts de propagande servant les intérêts financiers de l'Occident<sup>174</sup> ». Tony Cartalucci a également publié un article dans le blog Land Destroyer (dont l'engagement anti corporatiste et anti capitaliste est évident : sans remettre en cause la fiabilité des informations, le manque d'objectivité est latent) où il critique la couverture de la crise thaïlandaise par le journaliste Jonathan Head de la BBC: « Head aime utiliser l'expression "élection démocratique", parce que cela suffit à qualifier dans l'esprit de beaucoup tout processus électoral comme étant "légitime". Bien sûr, en réalité, beaucoup des pires autocraties du monde, passées et présentes, ont utilisé les élections comme moyen de se prêter à elles-mêmes une légitimité usurpée et non-existante<sup>175</sup>. ». Pour appuyer son propos, l'analyste compare la Thaïlande des Shinawatra à l'Irak de Saddam Hussein, la Corée du Nord de Kim Jong-un et l'Arabie Saoudite de la dynastie Saoud. La raison d'une telle logique partisane des médias occidentaux est à trouver selon Tony Cartalucci dans l'intérêt qu'ont les sphères de pouvoir en Occident à voir triompher le clan Shinawatra, sous tendant l'idée qu'il y a « du business à la clé ». L'article énumère les liens tissés par Thaksin avec Washington et Wall Street résumés dans cette liste :

- ✓ A la fin des années 1990, Thaksin était conseiller du groupe Carlyle, société de gestion d'actifs mondiaux américaine spécialisée dans le capital-investissement.
- ✓ En 2001 il privatisa les ressources et infrastructures de la Thaïlande dont la compagnie pétrolière nationale PTT à la grande satisfaction de Wall Street.
- ✓ En 2003, il envoya des troupes thaïlandaises pour l'invasion américaine de l'Irak malgré la désapprobation de l'armée et de l'opinion publique thaïlandaise. Thaksin permit également à la CIA (Central Intelligence Agency) d'utiliser le territoire thaïlandais pour son programme de kidnapping et de sous-traitance de la torture.
- ✓ En 2004, Thaksin tenta de forcer un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et la Thaïlande, sans aucun accord parlementaire, soutenu par le conseil des affaires

---

<sup>172</sup> Prachatai, "Understand the Red Shirts", 11/02/14

<sup>173</sup> Bangkok Post, "War of colours is spiraling out of control", 16/01/14

<sup>174</sup> Alternative Thai News Network, "Thailand: Telling The Kingdom's Side of the Story", 12/12/13

<sup>175</sup> Land Destroyer Report, "BBC Openly Sides With Regime - Portrays Protesters as Violent, Anti-Democratic", 26/12/13



commerciales US-ASEAN, qui juste avant les élections de 2011 accueillit les leaders de l'UDD à Washington DC.

- ✓ Depuis le coup d'Etat de 2006, Thaksin, a été représenté par des élites corporatives et financières américaines au travers du lobbying d'entreprises telles que Kenneth Adelman de Edelman PR (PNAC (Project for a New American Century), Freedom House, International Crisis Group), James Baker de Baker Botts (CFR – Council on Foreign Relations et Carlyle Group), Robert Blackwill (CFR), Kobre & Kim, Vell Pottinger et Robert Amsterdam d'Amsterdam & Partners (Chatham House).

Sans tomber dans le conspirationnisme, c'est un fait: les Etats-Unis soutiennent le camp Shinawatra, que ce soit de manière officielle (le 9 décembre 2013, la porte-parole du Département d'Etat des Etats-Unis Jen Psaki déclare : « Les Etats Unis supportent fermement les institutions démocratiques et le processus de démocratisation en Thaïlande. La Première ministre Yingluck a demandé la tenue d'élections comme un pas en avant dans les tensions politiques actuelles. Nous encourageons les parties au conflit de résoudre leurs différends d'une manière pacifique et démocratique qui reflète la volonté du peuple Thaï et qui renforce l'Etat de droit<sup>176</sup>. »), ou officieuse. En effet, lorsque nous étudions l'état du financement du média alternatif Prachatai, nous observons que l'année de sa création, Prachatai a reçu de l'équipement d'une valeur de 200 000 bahts (environ 5000 euros) de la Fondation Rockefeller. A partir de l'année 2009, la fondation privée à but non lucratif National Endowment for Democracy (NED) participe au financement de Prachatai à hauteur de 50 000 dollars par an<sup>177</sup>. La plus grande part des fonds de cette fondation dont l'objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde provient du département d'Etat américain. Avec une expertise terrain considérée comme sérieuse, Prachatai est une source d'information régulière pour les médias occidentaux.

Selon le Huffington Post, « la famille Shinawatra a exercé une influence notable auprès d'instituts de recherche américains, comme l'ONG Asia Foundation qui est liée à la CIA et dont les études dépeignent constamment le conflit en Thaïlande comme une lutte des classes entre Thaksin et ses acolytes présentés comme des opprimés contre une opposition menée par des aristocrates<sup>178</sup> ». Cet exemple illustre les mécanismes d'influences à l'œuvre au-delà de la sphère médiatique.

### 2.3. La démocratie mise à mal

La définition de la démocratie est rendue délicate compte tenu de la multiplicité des interprétations qui lui ont été prêtées depuis la naissance du concept dans l'Antiquité. Pour George Burdeau, « le sens du mot “démocratie” varie selon le milieu et le moment dans lequel il est employé et selon le contexte doctrinal où il se trouve situé<sup>179</sup> ». On pense souvent à l'acceptation qui en est faite par Abraham Lincoln prononcée le 19 novembre 1863 lors du

---

<sup>176</sup> [http://bangkok.usembassy.gov/120913\\_statements.html](http://bangkok.usembassy.gov/120913_statements.html)

<sup>177</sup> <http://www.prachatai.com/english/aboutus>

<sup>178</sup> Huffington Post, « Thailand's Invisible Revolution », 01/04/14

<sup>179</sup> Nathalie Hoffmann, « Les démocraties asiatiques et leurs capacités de résistance aux crises », *Revue internationale et stratégique*, 2001/4 n° 44, p. 69-79.

discours de Gettysburg : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Selon la vice-présidente de l'Association française de droit constitutionnel Anne-Marie Le Pourhiet, « il semble difficile, dans une définition juridique de la démocratie, d'introduire d'autres éléments que le critère traditionnel de la souveraineté collective s'exprimant par la décision majoritaire des citoyens à l'aide d'un droit de vote exercé par référendum ou élection des représentants<sup>180</sup> ». En Thaïlande la démocratie, ou *prachathipatai*, semble compromise.

### 2.3.1. Echec de la transition démocratique thaïlandaise

En 1989, l'universitaire américain Francis Fukuyama prophétisait dans son article « La fin de l'Histoire » la marche inéluctable de la planète vers un modèle unique, celui des démocraties libérales et de l'économie de marché. Mais bien que le pourcentage des états démocratiques ait doublé depuis 1989, passant de 30 à 60%, la démocratie ne se limite pas à l'élection d'un gouvernement<sup>181</sup>. Nous observons une tendance contemporaine aux dérives autoritaires, comme nous l'avons vu avec l'échec relatif des printemps arabes. C'est aussi vrai en Asie, comme l'illustre le cas thaïlandais, mais aussi l'élection de Narendra Modi en Inde, le durcissement de la Malaisie qui adopte des lois permettant la détention sans procès, l'accroissement de l'emprise chinoise à Hong Kong, le ralentissement de la démocratisation au Vietnam, au Brunei et au Laos : le bénéfice d'un régime démocratique semble de plus en plus contesté<sup>182</sup>. La montée de l'autoritarisme dans de nombreux pays émergents pose la question de la fin du processus de transition vers la démocratie. Selon Jean-Louis Thiébault, « Ces pays sont pour la plupart des régimes qui se sont laissés porter par la vague de la transition démocratique aussi loin qu'ils l'ont voulu et qui sont parvenus à arrêter le processus de transition<sup>183</sup> ». La démocratie, comme elle est pratiquée en Thaïlande ces dernières années, fait défaut. Un journaliste du Bangkok Post la décrit d'ailleurs comme « mince et superficielle, comptant plus sur les procédures et les véhicules politiques que sur de véritables substances et processus démocratiques<sup>184</sup> » et le spécialiste de la Thaïlande Serhat Unaldi place le royaume « dans une zone grise entre démocratie très défailante et autocratie modérée<sup>185</sup> ». Selon Robert Waterman McChesney, pour qu'un régime démocratique puisse fonctionner, il doit répondre à trois critères : l'absence de disparités marquées dans la répartition de la richesse et de la propriété, un sentiment d'appartenance des citoyens en leur communauté et leur conscience que le bien-être de chacun dépend étroitement du bien-être de tous, et enfin l'existence d'un système de communication efficace qui informe et mobilise l'ensemble des citoyens et les amène à participer à la vie politique<sup>186</sup>. En supposant que le système de communication thaïlandais ne laisse pas à désirer, la Thaïlande ne remplit qu'un seul de ces trois critères. Le processus de démocratisation en Thaïlande est confronté à l'enracinement des systèmes de patronage, mais

---

<sup>180</sup> Anne-Marie Le Pourhiet, « Définir la démocratie », *Revue française de droit constitutionnel*, 2011/3 (n° 87), p. 453-464.

<sup>181</sup> Thaïlande.fr, « le début de la fin de l'histoire en Thaïlande », 26/10./14

<sup>182</sup> Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « La fin des droits de l'homme ? », *Études*, 2015/3 (mars), p. 19-30.

<sup>183</sup> Jean-Louis Thiébault, « Des économies émergentes ou des marchés émergents : le développement économique avec ou sans la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, 2011/1 Vol. 18, p. 9-52.

<sup>184</sup> Bangkok Post, « The roots of global democratic malaise », 14/01/14

<sup>185</sup> Courrier international, « Un énième coup d'Etat, la solution ? », 23/05/14

<sup>186</sup> Noam Chomsky & Robert W. McChesney, *Propagande, médias et démocratie*, 2004, Ecosociété, Montréal, Québec, p. 101

là n'est pas le seul problème. Selon Jean-Marie Crouzatier, une des faiblesses de la démocratie thaïlandaise est « de n'avoir jamais vraiment réussi à imposer de séparation nette entre politique et affaires, laissant croître les conflits d'intérêts » [Crouzatier, 2012 :90]. Pour le journaliste Olivier Languépin, la démocratie thaïlandaise a perdu sa crédibilité lorsqu'elle a accouché d'un « régime kleptocratique au service exclusif d'une famille [...] agissant en toute impunité avec le blanc-seing de l'onction démocratique<sup>187</sup>».

### 2.3.2. La démocratie : une affaire de dialectique

On retrouve, au cœur du conflit politique actuel, l'existence de deux principes de légitimité qui s'opposent à partir de deux conceptions divergentes de la démocratie. Les Chemises rouges et jaunes sont toutes deux pro-démocraties, mais elles mettent l'accent sur des valeurs démocratiques différentes.

#### Argumentaire jaune

La principale étude universitaire délégitimant les élections en Thaïlande est incontestablement la théorie des deux démocraties d'Anek Laothamatas, issue de son article « Le conte des deux démocraties : Perceptions conflictuelles sur les élections et la démocratie en Thaïlande » publié en 1996. Ce conte, considéré par Eugénie Mérieau comme un « véritable nomos de la Thaïlande contemporaine » divise le pays en deux, entre « une Bangkok aisée, éduquée, moderne et occidentalisée, et des masses rurales paupérisées, sans éducation et traditionalistes<sup>188</sup> ». Selon Anek, le principal facteur qui participe à la partition du royaume tient d'une divergence de culture politique<sup>189</sup>. Durant les premières décennies du processus de démocratisation en Thaïlande, les classes moyennes urbaines ont acquis leur pouvoir politique à travers des manifestations et des coups plutôt que par la voie électorale. A partir de là, la légitimité des mandats électoraux n'est pas ancrée dans leur culture politique. Pour ces groupes stratégiques, la population rurale n'est ni digne, ni capable de participer au système démocratique [Laothamatas, 1996 :202-203]. Leur principal argument contre la légitimité des élections comme un moyen viable pour assurer la démocratie est que les populations rurales sont facilement manipulées par les politiciens. Comme leur supériorité démographique est écrasante, on retrouve de mauvaises personnes au pouvoir pour de mauvaises raisons. C'est là tout l'argumentaire actuel du camp antigouvernemental. Dix ans plus tard, Anek réactualise son discours en soutenant qu'il serait préférable de distribuer le pouvoir politique sur la base de la connaissance, l'habileté, l'expérience et le statut plutôt que sur l'égalité, tout en préconisant d'éduquer la société rurale « pour les convertir en agents indépendants » qui n'auraient plus à solliciter « la démocratie de type populiste » [Bodenmuller, 2009 :88].

Aujourd'hui en Thaïlande, les populations minoritaires justifient leur domination politique par l'expertise nécessaire à la bonne administration du pays [Mérieau, 2014] à partir d'une définition de la démocratie qui accorde plus de poids à l'esprit et à la substance de la démocratie.

---

<sup>187</sup> Thaïlande.fr, « le début de la fin de l'histoire en Thaïlande », 26/10./14

<sup>188</sup> Eugénie Mérieau, « Comprendre l'instabilité politique thaïlandaise : constitutionnalisme et coups d'État », *Politique étrangère*, 2014, Automne, p. 135-149.

<sup>189</sup> A. Laothamatas, « A Tale of Two Democracies: Conflicting Perceptions of Elections and Democracy in Thailand », in R. Taylor (dir.), *The Politics of Elections in Southeast Asia*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press, 1996, p. 202

Les thaïlandais qui s'identifient à ce point de vue ne réalisent pas qu'ils ne peuvent parvenir à des idéaux démocratiques en suspendant le processus électoral. En plaçant « la moralité et l'éthique au cœur du processus démocratique, au-dessus des principes de représentativité <sup>190</sup>», les détracteurs du clan Shinawatra se réclament de la démocratie légitime. Ils abhorrent ce qu'ils qualifient de « tyrannie de la majorité » consacrée notamment par Benjamin Constant et Alexis de Tocqueville. Un éditorial du Bangkok Post daté du 28 novembre 2013 intitulé « La démocratie comme nous la savons empoisonnée » invoque Ferdinand Marcos des Philippines et Adolphe Hitler pour appuyer l'idée qu'« une pluralité ou une majorité des votes n'est pas une garantie d'aboutissement démocratique <sup>191</sup> ». En considérant que la loi de la majorité n'est pas et ne doit pas être la règle absolue en elle-même, « l'élite éclairée de Bangkok s'est toujours prévalu de sa supériorité pour « corriger » les choix politiques du reste de la Thaïlande » jusqu'à préconiser « (la limitation de) l'exercice de la souveraineté parlementaire via des mécanismes institutionnels, au premier rang desquels le contrôle de constitutionnalité » [Mérieau, 2014].

Le cadre de pensée élaboré par Jean Jacques Rousseau est une source d'inspiration favorable à cette conception de la démocratie. Ainsi, le célèbre philosophe des Lumières stipulait dans son Contrat social : « A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable Démocratie, & il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne & que le petit soit gouverné. On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques <sup>192</sup> ». On retrouve ici la vision condescendante que portent les classes moyennes de Bangkok et de l'élite thaïlandaise vis-à-vis des Chemises rouges : « De lui-même le peuple veut toujours le bien mais de lui-même il ne le voit pas toujours. La volonté générale est toujours droite, mais le jugement qui la guide n'est pas toujours éclairé » [Rousseau, 1762 :80]. Au XIXe siècle, des penseurs britanniques comme John Stuart Mill plébiscitent la détention du pouvoir politique aux mains de la minorité éclairée offrant un « idéal de la meilleure forme de gouvernement ». Il est vrai qu'après tout, « au départ, l'élection signifie la sélection d'une élite » [Lambert, 2010 :46].

Dans un cadre outre-Atlantique plus contemporain, les convictions du journaliste Walter Lippmann, décrites par Noam Chomsky adhèrent également à cette architecture conceptuelle d'inspiration léniniste. Selon lui, « le bien commun est une notion qui échappe complètement à l'opinion publique. Il ne peut être compris et géré que par une « classe spécialisée » d'« hommes responsables », dotés des capacités requises pour donner un sens aux choses. Seule une petite élite, [...] peut comprendre en quoi consiste le bien commun et savoir ce qui est important pour la collectivité » [Chomsky & McChesney, 2004:22]. Le spécialiste de la propagande américaine met en évidence l'appartenance des promoteurs de ces idées au groupe des élites à qui elles profitent au détriment de ce que Lippmann nommait « le troupeau dérouté » [Chomsky & McChesney, 2004:23].

Pour confirmer les revendications des théoriciens élitistes, l'étude empirique « L'élite au pouvoir » de Charles Wright Mills publiée en 2012 sur la structure du pouvoir américain met

---

<sup>190</sup> King Prajadhipok's Institute, « Rapport de recherche sur la réconciliation nationale », Bangkok, mars 2012

<sup>191</sup> Bangkok Post, « Democracy as we know it is being poisoned », 28/11/13

<sup>192</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Amsterdam, Marc Michel Rey, 1762, p.149

en évidence l'existence d'une élite politique militaire et économique qui n'en fait qu'une. Composée d'une cinquantaine de personnes au plus, dont un tiers est directement nommé par le président des Etats-Unis, est une oligarchie non élue [Lambert, 2010 :63]. Ainsi, l'*ammatt*<sup>193</sup> thaïlandaise ne fait que reproduire les recettes états-uniennes.

### Argumentaire rouge

A l'opposé, les Chemises rouges qui ont développé une influence politique croissante avec le processus de démocratisation dont la Constitution thaïlandaise de 1997 est considérée comme le paroxysme, sont engagés en faveur du système parlementaire. Les valeurs qu'ils portent sont celles de l'égalité et de la justice sociale. Le rapport de recherche sur la réconciliation nationale du King Prajadhipok's Institute souligne l'attachement de ce groupe au processus électoral et à l'idée d'un exécutif dérivant sa légitimité du principe majoritaire [King Prajadhipok's Institute, 2012]. On retrouve la légitimité rationnelle wébérienne « nourrie de l'expansion quasi-universelle d'une idée démocratique faisant du vote la pierre angulaire de son exercice<sup>194</sup> » opposée à la légitimité fondée sur la morale bouddhique proclamée par le camp rival. La loi de la majorité trouve son origine idéologique auprès de l'homme politique et historien athénien Thucydide : « Notre Constitution est appelée démocratie parce que le pouvoir est entre les mains non d'une minorité, mais du plus grand nombre<sup>195</sup> ». La majorité peut ainsi être considérée comme un « succédané de l'unanimité<sup>196</sup> », comme le dit Emmanuel-Joseph Siéyès au moment de la Révolution française : « il faut donc se résoudre à reconnaître tous les caractères de la volonté commune dans une pluralité convenue<sup>197</sup> ». Dans les éditoriaux du Bangkok Post en faveur de la position rouge, le PDRC est qualifié d'« entité non démocratique » qui sabote la démocratie électorale : « en essayant désespérément d'échapper à la tyrannie de la majorité, ils provoquent la peur d'une tyrannie de la minorité<sup>198</sup> ». Dans ce cadre, le Conseil du peuple non élu de Suthep mettrait un terme à la démocratie : « les académiques ont dit que cette démarche serait un affront à la démocratie et pourrait être une bombe à retardement qui déclencherait une guerre civile<sup>199</sup> ».

Cet argumentaire trouve son essence dans le livre de Giles Ji Ungpakorn intitulé « A Coup for the Rich: Thailand's Political Crisis », censuré en Thaïlande. Dans cet ouvrage, le professeur de sciences politiques de l'université de Chulalongkorn vilipende Anek Laothamatas et les classes moyennes urbaines pour leur mépris de la population urbaine pauvre, et en particulier lorsqu'ils les considèrent incapables de participer au système démocratique. Selon l'auteur : « ce sont les pauvres qui comprennent et sont attachés à la démocratie tandis que les soi-disant classes moyennes sont déterminées à s'accrocher à leurs privilèges par tous les moyens possibles » [Ungpakorn, 2007 :8]. La vision de Giles Ji Ungpakorn est celle d'une lutte des classes, qui préconise un soulèvement populaire contre les « libéraux » qui « ont constamment

---

<sup>193</sup> Elite traditionnelle

<sup>194</sup> Gavroche Thaïlande, « Humiliation, nationalisme, et légitimité », n° 241, novembre 2014, p51

<sup>195</sup> II, 37

<sup>196</sup> Mineur Didier, « Les justifications de la règle de majorité en démocratie moderne. », *Raisons politiques*, n° 39, 3/2010, p.4

<sup>197</sup> Emmanuel-Joseph Siéyès, *Vues sur les moyens d'exécution dont les représentants de la France pourront disposer en 1789*, Paris, sans éd., 1789, p. 18

<sup>198</sup> Bangkok Post, "They're not just anti-democratic riff-raff", 10/01/14

<sup>199</sup> Bangkok Post, "Academics savage Suthep for 'utopian' council plan", 5/12/13

défendu que les pauvres ne sont pas prêts pour la démocratie parce qu'ils pourraient utiliser la démocratie pour remettre en cause les intérêts des riches » [Ibid, 31].

### **Conclusion**

Il semblerait que la solution pour une démocratie effective requière les deux notions. Comme le résume un éditorial du Bangkok Post, «les premiers croient que la bonne gouvernance est tout aussi sinon plus importante que les élections démocratiques. Les seconds pensent que le droit politique et l'égalité que procurent les élections démocratiques sont de la première importance. Aucune des deux parties n'est contre les élections démocratiques ou la bonne gouvernance, chacune a juste des priorités différentes<sup>200</sup>». Toujours est-il que ces deux discours en masquent deux autres, mis en lumière par Eugénie Mérieau : « la remise en cause par une partie de la population (les chemises rouges) de la hiérarchie sociale, l'autre partie (les chemises jaunes) contestant cette remise en cause » [Mérieau, 2014].

#### **2.3.3. Relativisme culturel**

Au XXe siècle, l'hégémonie politique et économique des démocraties occidentales s'est affirmée après la chute des régimes fascistes lors de la seconde guerre mondiale et l'effondrement du bloc soviétique à partir de 1989. En effet, « ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XXe siècle que la démocratie est devenue très progressivement la forme dominante de régime politique » [Lambert, 2010 :38]. Pour leurs défenseurs, les valeurs occidentales issues du siècle des lumières sont considérées comme des droits universels applicables à tous les êtres humains, de toute origine et de toute culture.

Cependant, de nombreuses nations plus autoritaires résistent à la démocratisation à l'occidentale de leur société. Elles « invoquent le relativisme culturel pour contester l'universalité des droits de l'homme, une « invention occidentale », et ériger des modèles alternatifs » [Jeangène Vilmer, 2015 :26]. Ainsi, les différences culturelles expliqueraient pourquoi la démocratie issue des valeurs occidentales n'est pas un modèle applicable dans certains pays. Ces différences culturelles sont particulièrement marquées dans les pays asiatiques, au point que même les états démocratiques en Asie seraient bien différents de leurs homologues occidentaux : « la conception de ce qu'est la démocratie recouvre des acceptions différentes en Occident et en Asie » [Hoffmann, 2001]. En Thaïlande, l'expression « démocratie à la thaïe » décrit un régime qui alterne élections libres et coups d'Etats, n'ayant parfois plus rien de démocratique d'un point de vue occidental. La démocratie à la thaïe est un concept largement commenté par les observateurs de la vie politique thaïlandaise, elle est le plus souvent dénommée en anglais « Thai style democracy » (ou en thai *prachathipatai baep thai*).

Quelles sont ces différences culturelles qui empêchent l'application du modèle démocratique ? Premier élément de réponse, pour la majorité des cultures asiatiques, la relation à l'autorité et à la hiérarchie est l'élément central de la société traditionnelle. Pour Sylvie Chevrier, « Dans le contexte asiatique, une autorité ferme sera mieux acceptée dès lors qu'elle s'accompagne d'une protection envers ceux sur qui elle s'exerce. La crainte du chaos peut justifier une forte

---

<sup>200</sup> Bangkok Post, "Wake up, Thailand", 09/02/14

centralisation des pouvoirs, mais exige en contrepartie un comportement bienveillant du pouvoir<sup>201</sup>».

Concernant la Thaïlande en particulier, le sentiment d'appartenance à la communauté est une notion considérée plus importante que la liberté individuelle. Le journaliste et écrivain Olivier Legendre décrit la société thaïlandaise à travers les valeurs transmises dès l'enfance et met en avant ces deux aspects culturels majeurs, respect de la hiérarchie et sentiment d'appartenance : « Ces attitudes profondément ancrées, et d'autres encore, comme le respect à l'égard des personnes âgées, ou la solidarité obligée avec les parents quels que soient les fautes ou les crimes qu'ils aient pu commettre à votre rencontre, manifestent que l'autorité n'est pas un problème en Thaïlande, dans le sens où elle ne serait pas acceptée. Les enfants sont visiblement heureux de porter l'uniforme de tous les élèves, la chemise blanche et le short bleu ou la jupe de la même couleur. Ils n'ont aucun mal à se mettre en rangs, bien au contraire, car cela leur confère un sentiment d'appartenance dont ils ont besoin<sup>202</sup>».

Dernière différence culturelle de grande importance, la culture thaïe comme de nombreuses cultures asiatiques, donne une grande valeur à l'harmonie et au respect de l'ordre social, ce qui exclut les manifestations visibles de mécontentement ou d'opposition. Pour les tenants de la Thai-style democracy, « la Thaïlande est trop hiérarchique et trop orientée vers les élites pour réussir à établir des structures et une culture démocratiques fortes<sup>203</sup>». A l'extrême, la culture thaïe tendrait même naturellement à la constitution d'un régime autocratique. Selon Eugénie Mérieau, « La démocratie à la thaïe justifie la dictature militaire comme forme de gouvernement proprement « thaïlandaise ». Régime de l'unité, de l'harmonie, de la vertu, elle s'oppose fondamentalement à la démocratie, régime de discussion, de débat, de conflit. Cette harmonieuse unité repose sur une division sociale immuable, acceptée par tous, et formant l'ordre social naturel qui s'appuie lui-même sur la classe paysanne et le roi. » [Mérieau, 2014].

### **Démocratie avec le roi à la tête de l'Etat**

D'un point de vue officiel, depuis le renversement de la monarchie absolue en 1932, la Thaïlande est une monarchie constitutionnelle et pourrait être comparée à des états tels que la Grande-Bretagne ou la Belgique. Cependant, dès la première constitution pourtant écrite par des antiroyalistes, le roi conserve son statut de « défenseur de la religion dans la Constitution » [Bodenmuller, 2009:101] ce qui légitime son caractère sacré. Dans l'esprit même des constitutions thaïlandaises qui se sont succédées depuis 80 ans, le roi possèdera toujours un pouvoir supérieur à ses homologues européens. A partir de 1968, l'expression « démocratie avec le monarque à la tête de l'Etat » apparaît dans la constitution et devient la ligne officielle, ses défenseurs nient même le fait pourtant avéré que l'expression était absente des constitutions antérieures [Ivarsson & Isager, 2010 :182].

D'un point de vue symbolique tout d'abord, le monarque est considéré comme l'élément fondateur de l'Etat, avant même la souveraineté populaire. Selon Jean-Marie Crouzatier, « les gens ne sont pas des citoyens mais des sujets du roi et des serviteurs de la nation

---

<sup>201</sup> Sylvie Chevrier, *Le management interculturel*, Presses universitaires de France, Paris, 2010, p.67

<sup>202</sup> Olivier Le Gendre, « Enfants des rues en Thaïlande », *Enfances & Psy*, 2006/2 no 31, p. 153-160

<sup>203</sup> Soren Ivarsson & Lotte Isager, *Saying the unsayable, Monarchy and Democracy in Thailand*, 2010, Nordic Institute of Asian Studies, Copenhague, p.181

(*phonlamueang*) et ce, quelle que soit la forme que prend l'Etat ». Les institutions elles-mêmes sont liées à la personne royale avant tout autre pouvoir : « les fonctionnaires, appelés serviteurs du roi (*kharatchakan*), ne servent pas un gouvernement en particulier, mais la nation et le roi présenté comme l'incarnation de la nation » [Crouzatier, 2012 :91].

En pratique, la position centrale du roi dans la société thaïlandaise devient contraire à la pratique de la démocratie, la représentation devenant moins importante que la monarchie idéalisée, vertueuse et protectrice. Selon Eugénie Mérieau, « La démocratie à la thaïe, bien que constitutionnalisée en tant que telle, ne nécessite ni constitution formelle ni élections ; sa légitimité repose sur la vertu du roi et sur l'amour qu'il inspire à ses sujets » [Mérieau, 2014]. Plus grave encore pour l'aspect démocratique du régime, chaque sujet du royaume doit le respect au roi, et par extension à la hiérarchie traditionnelle du royaume. Ce respect s'oppose alors à toute contradiction démocratique. Pour Jean Marie Crouzatier, « cette représentation du roi est un instrument redoutable pour museler les critiques. L'idée que le peuple thaïlandais pourrait exercer sa souveraineté à travers le vote de ses représentants ne trouve pas de place dans un tel système car elle se heurte tôt ou tard à la révérence due au souverain » [Crouzatier, 2012 :91].

Soucieux de protéger son pouvoir politique, l'opinion du souverain actuel, Bhumibol, est décrite comme peu favorable au système démocratique. « Le roi voit les partis politiques et la démocratie de style occidentale comme étrangers aux traditions thaïes » [Ivarsson & Isager, 2010 :191]. Si son action politique est relativement discrète, comme l'on peut s'y attendre du chef d'état d'une monarchie constitutionnelle, son influence ne peut être niée, et son discours reste très écouté par la société thaïlandaise. « Ordre, unité nationale et tradition ont été les thèmes constants des discours de Bhumibol durant son règne. La rengaine constante du roi n'est pas favorable à la démocratie mais à l'unité. Et l'unité est plutôt associée aux directions politiques fortes et aux gouvernements autoritaires, surtout lorsque cette notion est renforcée par la droiture morale. » [Ibid, 190].

Enfin, parmi les origines de la crise thaïlandaise, l'éviction de Thaksin est un évènement incontournable. Si le roi a pris soin de rester neutre lors de l'ensemble de la crise, les menaces que faisaient peser la démocratie sur son pouvoir ont été un des déclencheurs les plus évidents. Selon Jean-Marie Crouzatier, cette réaction de défiance envers la démocratie est la raison principale de l'éviction de Thaksin : « La légitimité électorale de Thaksin est sa grande popularité avaient eu tort de menacer le roi directement » [Crouzatier, 2012 :91].

### **Bouddhisme**

Pratiqué par plus de 90% de la population, le bouddhisme theravada influence fortement la culture et le comportement politique des thaïlandais. Pour comprendre l'impact de la philosophie bouddhiste sur la vision de la démocratie, il est nécessaire de revenir sur certains enseignements fondamentaux de cette religion. Tout d'abord, la notion de karma au travers des réincarnations justifie la place sociale de chaque individu. En substance, un individu né dans une classe sociale élevée ou favorisé le doit à son karma, et aux actions méritoires réalisées dans ses vies antérieures. Cette croyance centrale du bouddhisme pousse au respect de l'autorité puisque leurs détenteurs la méritent d'un point de vue religieux : « la hiérarchie est clairement établie entre supérieur et inférieur ; le comportement de chacun est fixé en fonction de sa



position sociale ; on attend des premiers qu'ils protègent, des seconds qu'ils honorent et respectent. Dans un tel contexte, toute critique contre les dirigeants est interprétée comme une remise en cause du système social tout entier, une sédition qui mérite le traitement le plus dur » [Crouzatier, 2012 : 94].

D'une manière plus spirituelle, l'enseignement de Bouddha présente l'individu doué de raison comme une illusion. S'il est difficile de résumer une philosophie millénaire, il est néanmoins possible d'en tirer quelques éléments. Le point central est que tous les besoins, les désirs et les attachements sont égoïstes et que le meilleur moyen de ne plus souffrir est le « non-soi », le rejet de l'individualité, du besoin et du libre-arbitre. Selon Jean-Marie Crouzatier, « le bouddhisme theravada pousse incontestablement au « non-agir » puisqu'il démontre que la liberté et la responsabilité de l'individu sont une illusion » [Ibid]. Ce qui découle de ces deux éléments majeurs de la culture bouddhiste est l'importance de l'appartenance à un groupe identifié clairement dans l'échelle sociale. Appartenir à une collectivité permet d'éliminer un égoïsme considéré comme néfaste, y compris pour l'individu lui-même. Et le fait d'appartenir à un groupe favorisé ou défavorisé n'est pas lié à un hasard de la naissance, mais au karma. Ainsi, un individu qui conteste sa place dans la société, ou qui dénonce les privilèges pourrait être considéré comme un élément moteur de la démocratie à l'occidentale, mais selon l'optique bouddhiste, il est au contraire un élément déstabilisateur de la société.

A l'échelle de la politique thaïlandaise, l'impact de la philosophie bouddhiste dans la Thai Style Democracy est le *dhamma*. Application des principes monastiques aux dirigeants, il implique que les élites possèdent naturellement des vertus, la moralité étant érigée en vertu suprême. Ainsi, un leader issu d'une classe dirigeante aurait les vertus nécessaires pour conduire le pays, d'une manière bien plus légitime qu'un dirigeant élu par le peuple. Ce dernier pourra être soupçonné de corruption s'il n'est pas issu d'une classe dirigeante, car il ne posséderait pas les vertus nécessaires. Pour Anja Bodenmuller, « les inégalités sont justifiées par le fait qu'un mandat électoral n'est pas suffisant à rendre légitime un dirigeant politique, parce que cela ne tient pas compte des principes moraux. Puisque les membres des groupes stratégiques dominants sont privilégiés pour devenir les dirigeants du pays, sur la base de leurs hauts principes moraux, de leur *dhamma* et de leur karma, ce modèle alternatif diminue la qualité de la démocratie car il empêche délibérément une politique de participation égalitaire » [Bodenmuller, 2009 : 105].

### **Conclusion**

A travers le concept de Thai Style Democracy, il existe une volonté de l'establishment thaïlandais de justifier sa domination du système politique à travers une variable culturelle. Particularismes, place du roi dans la société et religion bouddhiste sont les principaux arguments opposés à une application stricte de la démocratie à l'occidentale, et justifie souvent des excès d'autoritarisme. La volonté de l'Occident d'imposer le modèle démocratique et d'en faire le seul modèle viable à travers la validation par la communauté internationale, peut être perçue comme une vision ethno-centrée qui s'adapte mal au modèle thaïlandais.

Pourtant, d'autres sociétés asiatiques présentant des caractéristiques similaires sont bien plus avancées sur la voie démocratique que la Thaïlande : le Japon, l'Inde ou Taïwan par exemple. Dans ces sociétés, on constate que la culture politique locale est un savant mélange de

démocratie à l'occidentale et de particularisme local. A ces lumières, le concept de Thai Style Democracy prend tout son sens, mais n'empêche aucunement une évolution démocratique de la structure de l'Etat. Pour Jean-Marie Crouzatier, « il est certain que la vie politique thaïlandaise continuera de refléter les perceptions traditionnelles du pouvoir ; la modernisation de la société et de l'Etat n'occultera pas la conception d'une autorité associée au statut, à la dignité et au sentiment d'être partie de l'ordre cosmique » [Crouzatier, 2012 :98].

Et au sein même de la société thaïlandaise, la tradition autoritaire du pouvoir est remise en question par un courant réformateur qui n'a rien de récent. Ce courant défend un syncrétisme entre l'idéal démocratique avec les aspects culturels thaïlandais évoqués précédemment. Selon Jean-Marie Crouzatier « cette tradition qui prend sa source dans la révolution menée par le parti du peuple en 1932, semble revivifiée depuis le début des années 1990. Elle cherche des modèles dans les idées de l'Europe libérale mais aussi socialiste ; les intellectuels, les étudiants et la nouvelle bourgeoisie urbaine s'inspirent des idées occidentales de liberté et de démocratie; les réformateurs reprennent les discours sur les droits de l'Homme, la société civile, le développement communautaire et la démocratie directe » [Ibid, 91].

Selon Marc Saxer, président de la fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung, « Les parties au conflit sont convaincues que pour « sauver » la société thaïlandaise d'un danger imminent, leur version de la « vérité » doit s'imposer, si nécessaire par la force. Cette approche néglige le caractère socialement construit des institutions. Si les citoyens n'adhèrent pas aux lois, alors ces dernières ne sont rien d'autre que des mots sur du papier. Pour construire une Thaïlande qui fonctionne, il faut nécessairement passer par un dialogue inclusif. Or, en Thaïlande, les solutions institutionnelles sont souvent privilégiées<sup>204</sup>». Les perspectives pour faire coïncider un véritable état démocratique avec les particularités culturelles de la Thaïlande passent donc par un véritable respect des institutions démocratiques. L'autre incontournable pour le succès de cette évolution est un compromis social, où les élites accepteraient l'idée que diriger un pays démocratique nécessite le consentement de la majorité des citoyens.

Une chose est sûre, le coup d'Etat amorcé le 22 mai 2014 par l'armée thaïlandaise avec à sa tête le général Prayuth Chan-ocha, n'a pas de place pour la démocratie en Thaïlande. Un coup d'Etat est par définition le renversement non légal d'un gouvernement démocratiquement élu. La dernière intervention en date de l'armée est à ce titre interprété par un journaliste du quotidien japonais The Diplomat comme « un indicateur supplémentaire de la déliquescence de la démocratie thaïlandaise <sup>205</sup>».

### 3. Une junte toute puissante

La phase contestataire de la crise est supplantée en mai 2014 par une phase de prise de pouvoir par les militaires caractérisée par ses dérives autoritaires. En effet, nous allons observer que la junte de Prayuth amène une absence de pluralisme politique, puisque cette dernière se fait directement et indirectement unique détentrice de toutes les sphères du pouvoir thaïlandais.

---

<sup>204</sup> Gavroche Thaïlande, « Entretien avec Marc Saxer », n°235, mai 2014, p46-47

<sup>205</sup> Courrier international, « L'armée impose son arbitrage », n° 1230 du 28 mai au 4 juin 2014, tiré de The Diplomat (Tokyo), 23/05/14

Nous aborderons dans une première partie les modalités de cette transition politique, avant d'analyser les instruments mobilisés pour sa légitimation citoyenne et internationale. Enfin, nous porterons un éclairage sur les enjeux politiques d'un tel réinvestissement des militaires dans le paysage thaïlandais.



**Photographie 15: Prayuth Chan-ocha, nouveau chef de la junte militaire au pouvoir en Thaïlande. Cette photographie est la plus rééditée du journal Le Monde (quatre fois en mai 2014) - Source : Le Monde, « Thaïlande : le coup d'Etat militaire, une vieille tradition », 23/05/14, AP/Apichart Weerawong.**

### 3.1. Le coup d'Etat, une spécialité locale

Depuis 1932, la Thaïlande a connu 19 constitutions et une vingtaine de coups d'Etat ; dont douze réussis. Avec une constitution promulguée tous les 4,3 ans et un coup d'Etat abouti tous les 7,4 ans, la Thaïlande est le pays qui a connu le plus de coup d'Etats dans l'Histoire contemporaine. C'est en effet le moyen le plus employé pour résoudre les problèmes politiques majeurs, littéralement institué en mode de régulation de la vie politique thaïlandaise. Les coups d'Etat s'enchaînent et se ressemblent, comme le formule l'auteur américain Mark Twain : « Si l'Histoire ne se répète pas, elle rime souvent ». Le dernier coup est perçu par Eugénie Mérieau comme semblable à celui de 2006 en cela qu'il s'inscrit « dans cette logique de conquête et de consolidation du pouvoir (de l'armée) » [Mérieau, 2014]. En 2014, le sempiternel cycle : manifestations, décisions juridiques créant un vide institutionnel, coup d'Etat, constitution provisoire, constitution permanente et promesses d'élections – est respecté, c'est le sixième de ce type que traverse le pays.

#### 3.1.1. Le douzième coup réussi de l'histoire de la Thaïlande

Quand l'éventualité d'un coup est introduite dans la presse antérieurement à la prise de pouvoir de la junte, les journalistes disent régulièrement des militaires qu'ils ont retenu les leçons du coup d'Etat de 2006 pour traduire leur manque de volonté à intervenir, bien que les thaïlandais soient présentés comme habitués à ce mode de régulation du politique. Néanmoins, le coup d'Etat est

qualifié d' « inévitable <sup>206</sup> » dans le Bangkok Post dès le 8 mai 2014, comme s'il s'agissait là d'une catastrophe météorologique inéluctable et non d'une impasse politique mise en place par l'opposition. On peut retracer les premières mesures destinées à la mise en place du coup d'Etat dans la presse thaïlandaise à partir du 11 mai 2014. Dans un article du Bangkok Post intitulé « Prayuth prêt à agir seulement en dernier recours », le journaliste, informé par une source de l'armée, mentionne que Prayuth a ordonné le déploiement des troupes militaires dans certaines zones de Bangkok : aux sites de manifestations du PDRC et de l'UDD, mais également aux chaînes de télévision nationales... Cette mesure est alors justifiée pour prévenir l'éventualité d'éruptions de violence. Le même jour, le transfert d'artillerie et de tanks depuis Lop Buri jusqu'à Bangkok est quant à lui motivé pour la tenue d'exercices militaires annuels. Prayuth se défend alors de vouloir intervenir dans le conflit politique : « Je ne ferais pas ce que d'autres veulent parce que cela ne résoudrait pas le problème. Les parties au conflit doivent résoudre la crise en utilisant la loi [...]. Faites confiance aux militaires. Nous serons toujours là pour le pays, mais laissez-nous intervenir en dernier recours<sup>207</sup> ». Plus tard, l'indice d'une préparation du coup de bien plus longue haleine est fourni en juin par Suthep. En effet, les propos de Suthep rapportés par le Bangkok Post dans un article du 24 juin 2014 font état de ses conversations secrètes entamées dès 2010 avec le général Prayuth et son équipe via l'application Line « sur la façon de déraciner le régime Thaksin, de joindre leurs efforts pour réformer le pays, combattre la corruption et dissoudre la division par les couleurs<sup>208</sup> » a mis le généralissime hors de lui. Le porte-parole de la junte, le colonel Winthai Suvaree, s'est alors empressé de démentir l'affirmation de Suthep en déclarant « Le général Prayuth insiste qu'il n'a jamais échangé de messages privés avec Suthep. En tant que chef d'une force de sécurité dont le devoir est de se conformer à la loi et à la politique d'Etat, le général Prayuth n'aurait pas pu parler confidentiellement avec Suthep ».

La loi martiale est décrétée dans l'ensemble du pays le 20 mai 2014, à 3 heures du matin. L'annonce « surprise » du général Prayuth est faite sans consultation préalable des autres dirigeants des forces armées ou du gouvernement intérimaire. Sous la loi martiale, le CAPO sous tutelle du gouvernement intérimaire est substitué par le Commandement pour le Maintien de la Paix et de l'Ordre (Peace and Order Maintaining Command, POMC) présidé par Prayuth. Une demi-heure plus tard, la première action des militaires est tournée vers la communication : ces derniers sont envoyés dans les bureaux de certaines chaînes de télévision pour leur « demander » de retransmettre le premier discours télévisé du général Prayuth, prononcé à 6 heures du matin. Le 19<sup>e</sup> bataillon d'infanterie prend également contrôle de la station de transmission par satellite Thaicom située à Nonthaburi. S'ensuit une série de réunions organisées par les décideurs du pouvoir politique thaïlandais : chefs des forces armées, gouvernement intérimaire, agences d'Etats, indépendantes et industrielles, et leaders du PDRC. A 15h30, Prayuth tient une conférence de presse dans laquelle il annonce une coopération entre militaires et fonctionnaires et se pose en médiateur du conflit. Les médias sont alors immédiatement ciblés : au motif « d'assurer que les informations diffusées soient correctes et non déformées » ou encore dans le but de concourir au « maintien de la paix et de l'ordre dans

---

<sup>206</sup> Bangkok Post, "Military waits as political ways out near dead end", 08/05/14

<sup>207</sup> Bangkok Post, "Prayuth ready to act only as last resort", 11/05/14

<sup>208</sup> Bangkok Post, "Prayuth denies plot to support Suthep", 24/06/14

le pays<sup>209</sup> », quatorze chaînes de télévision libellées « politiques » sont interdites d'antenne : Bluesky, ASTV, Asia Update, MV 5, DNN, UDD, P&P, Four Channel, FM TV, TNews, Voice TV, Hot TV, Rescue, et Network of Students and People for Reform of Thailand (NSPRT). Le POMC ordonne également la fermeture des radios communautaires dépourvues de licence. Les chaînes de télévisions restantes et la presse écrite sont interdites « d'exprimer des opinions qui puissent aggraver le conflit, déformer l'information, induire en erreur la société ou provoquer la violence<sup>210</sup> ». Après avoir rencontré les représentants des médias au Club de l'Armée (*Army Club*, un des nouveaux théâtres d'opération du pouvoir), Prayuth se veut rassurant envers les médias de masses « qui ne seront pas mis sous pression et qui ne devraient pas s'inquiéter de l'imposition de la loi martiale<sup>211</sup> ».

Les 21 et 22 mai 2014, le général Prayuth réunit toutes les parties au conflit : le gouvernement intérimaire, l'alliance jaune et les chemises rouges à la table des négociations. Le deuxième jour, les négociations prennent soudainement fin avec Prayuth, décrit à bout de patience par le quotidien japonais *The Diplomat* (« tapant du poing sur la table ») en annonçant : « J'ai décidé de prendre le pouvoir<sup>212</sup> ». Bien que les rumeurs d'un coup flottent dans l'air depuis des mois, l'annonce du général est alors perçue comme une surprise générale. Un article de *Vice News*, mentionne l'incrédulité des participants de la négociation « jusqu'à ce qu'ils soient escortés par les soldats et expédiés en zones de détention<sup>213</sup> ». Le coup est officialisé à 16h30 par toutes les chaînes de télévisions.



**Photographie 16: Le chef de l'armée thaïlandaise Prayuth Chan-Ocha annonce le coup d'Etat militaire à la télévision jeudi 22 mai. Source : Le Monde, « Comment l'armée a pris le pouvoir en Thaïlande », 23/05/14, AP/Apichart Weerawong**

Le nom original de la junte est : Conseil de la Paix Nationale et du Maintien de l'Ordre (The National Peace and Order Maintaining Council, NPOMC). La nouvelle appellation Conseil National pour la Paix et l'Ordre (National Council for Peace and Order, NCPO) est instituée

<sup>209</sup> Bangkok Post, « Army closes 14 'political' TV stations », 21/05/14

<sup>210</sup> Bangkok Post, « Prayuth orders newspaper censorship », 20/05/14

<sup>211</sup> Bangkok Post, « Army closes 14 'political' TV stations », 21/05/14

<sup>212</sup> *Courrier international*, « L'armée impose son arbitrage », n° 1230 du 28 mai au 4 juin 2014, tiré de *The Diplomat* (Tokyo), 23/05/14

<sup>213</sup> *Vice News*, « Thailand's military is forcing people to stop worrying and love the coup », 03/06/14

dès le 24 mai 2014. La junte est dirigée par comité consultatif des affaires de sécurité composé de cinq militaires duquel reporte directement un secrétariat général présidé par le chef adjoint de l'Etat-major de l'armée le général Udomdej Sitabutr et vingt agences des affaires spéciales présidé par le chef de la police nationale, le général Adul Saengsingkaew. Le secrétariat général de la junte est scindé entre un groupe du maintien de la paix et de l'ordre et un groupe de l'administration nationale. Ce dernier est composé des branches Affaires de sécurité, Affaires économiques, Affaires sociales et psychologiques, Affaires légales et judiciaires et du Commandement des opérations de sécurité intérieure.

L'annonce de la prise du pouvoir est complétée par une multitude de déclarations stipulant notamment l'instauration d'un couvre-feu, l'abrogation de la Constitution de 2007 à l'exception des passages relatifs à la monarchie, l'interdiction des rassemblements politiques de plus de cinq personnes, la convocation de certaines figures politiques et l'invitation des diplomates, organisations internationales et attachés militaires à s'entretenir avec la junte.

Une constitution provisoire, la 19e du pays a été promulguée le 22 juillet 2014. L'article 44 de cette constitution intérimaire est le plus polémique de tous puisqu'il donne à Prayuth l'autorité ultime, au-dessus des pouvoirs exécutif, législative et judiciaire : « Pour le bien des réformes dans n'importe quel champ, la promotion de l'amour et de l'harmonie au sein du peuple de la nation, ou la prévention de tout acte contrevenant à la sécurité nationale, le trône royal, l'économie ou l'administration publique, [...] le chef du NCPO peut, avec l'approbation de la junte, prendre toute ordonnance ou action directe, sans considération que l'ordonnance ou l'ordre puisse produire un effet législatif, exécutif ou judiciaire. Ces ordres ou ces actions, ainsi que le respect de leur exécution, sont considérés légaux et constitutionnels <sup>214</sup>».

Selon Brad Adams, le Directeur Asie de Human Rights Watch, l'article 44 donne à Prayuth un pouvoir illimité sans aucune garantie pour les droits de l'homme et marque « une descente encore plus profonde du pays dans la dictature<sup>215</sup> ». Le rapport mondial 2015 de Human Rights Watch stipule que la junte a toute autorité pour limiter ou supprimer les droits humains fondamentaux, et s'accorde l'immunité pour toutes ses actions<sup>216</sup>». Voici quelques prérogatives que s'accorde la junte en vertu de l'article 44, tels que relevés par Prachatai<sup>217</sup> :

- ✓ Les civils sont jugés par les tribunaux militaires dans les cas relatifs à la sécurité nationale, comme le port d'armes non autorisé, l'incitation à la rébellion et le crime de lèse-majesté. Le personnel militaire a tout pouvoir judiciaire pour détenir, investiguer, inculper, et juger dans les tribunaux militaires les cas relevant de la sécurité nationale (annonces n° 37/2014, 38/2014 et 50/2014).
- ✓ Les défendants peuvent faire appel aux verdicts des cours militaires, sauf si les jugements ont été rendus entre le 25 mai 2014 et le 31 mars 2015 (article 61 de la loi sur la Cour militaire de 1955).

---

<sup>214</sup> Constitution intérimaire de Thaïlande, 2014

<sup>215</sup> Prachatai, "The power game: Thai junta levels up its power", 07/04/15

<sup>216</sup> Human Rights Watch, 2015, World Report 2015, p 553.

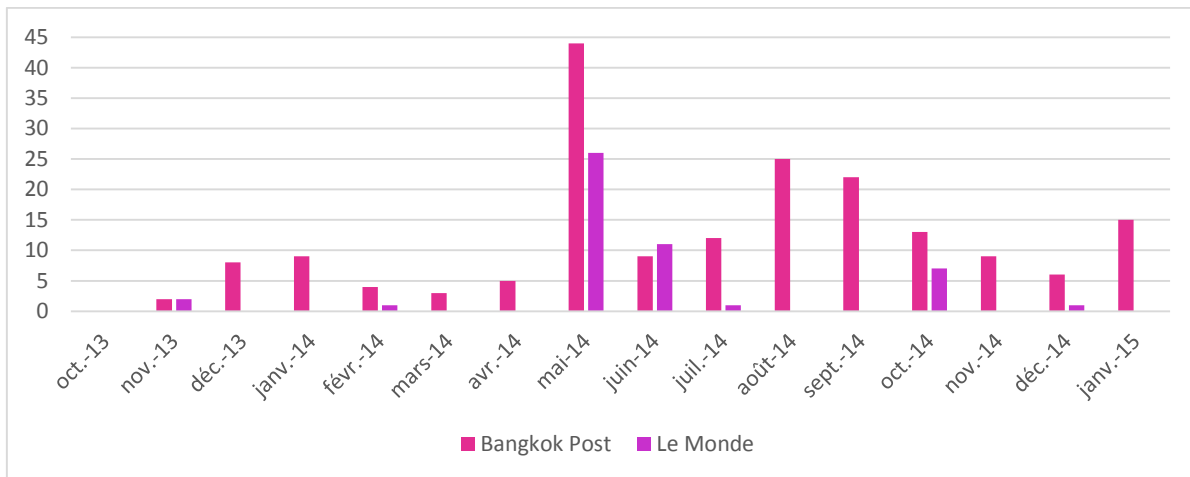
<sup>217</sup> Prachatai, "The power game: Thai junta levels up its power", 07/04/15

- ✓ Les officiers du maintien de la paix et de l'ordre peuvent détenir des individus durant une période de 7 jours dans des lieux qui ne sont pas des centres de détention. Les détenus ne peuvent voir ni famille, ni amis, ni avocats.
- ✓ Les officiers du maintien de la paix et de l'ordre peuvent interdire la circulation de l'information si elle peut causer la peur ou déformer des faits ou vise à établir un impact négatif sur la sécurité nationale et l'ordre public.
- ✓ Les actions des autorités en vertu de l'article 44 ne sont pas couvertes par la loi sur l'administration thaïlandaise, les civils ne peuvent pas déposer plainte auprès de la cours administrative.

### 3.1.2. Représentation de la junte

Après le rouge et le jaune, il est venu le temps du vert. Les « hommes en vert » (« *men in green* »), tels qu'ils sont évoqués dans le Bangkok Post, portent une couleur symboliquement rattachée au Destin : « ambivalente, c'est tout à la fois la couleur de la fortune et de l'infortune, de la chance et de la malchance » [Pastoureau, 2007 :162]. Dans la culture occidentale, le vert est également la couleur du Diable et de l'étrange, une teinte acide, qui pique et empoisonne [Ibid, 163]. En Thaïlande, c'est surtout la couleur de l'armée.

L'analyse sémantique du corpus concernant l'armée montre un changement radical à partir du coup d'Etat. Lorsqu'elle est citée avant mai 2014, l'armée thaïlandaise est simplement appelée « l'armée » ou « les militaires ». A partir de mai 2014, si l'appellation « l'armée » est toujours d'actualité, on découvre bien entendu dans les médias la nouvelle appellation officielle de Conseil National pour la Paix et l'Ordre. Mais c'est essentiellement le mot « junte », synonyme de dictature militaire, qui s'impose dans le Monde mais aussi dans le Bangkok Post (en juin et juillet 2014 dans le Bangkok Post, le mot « junte » est plus fréquemment utilisé que le mot « armée », 290 occurrences contre 190 occurrences). On remarque enfin qu'à partir de fin 2014, si le mot « junte » reste le mot le plus utilisé dans le Monde pour désigner le régime, le Bangkok Post emploie plutôt le terme plus consensuel de « régime militaire ». Sans être strictement soumis à la censure en tant que quotidien anglophone, le Bangkok Post change néanmoins les termes critiques employés vis-à-vis du régime. Certains termes sont emblématiques du changement de ton opéré au mois de mai : dans le Bangkok Post, les mots « armée », « militaires », « loi martiale », « autorité », et « soldats » sont les plus utilisés au mois de mai 2014. Au mois de juin 2014, on retrouve dans le quotidien thaïlandais la plus forte proportion des termes « junte », « coup », « couvre-feu », « court militaire », « restriction », mais aussi « réconciliation » et « bonheur » ce qui correspond à la campagne de communication réunificatrice mise en place par la junte.



**Tableau 39: Nombre de photographies des corps représentant le corps militaire thaïlandais**

Dans le Bangkok Post, 185 photos mettent en scène le corps militaire thaïlandais, ce qui représente 18% du corpus photographique du Bangkok Post. Dans le Monde, les militaires sont représentés sur 49 clichés soit un tiers du corpus photographique du quotidien français, dont seulement trois sont préalables au coup d’Etat. Dans les deux journaux, le pic de photographies de militaires est observé lors du coup d’Etat en mai 2014, avec 44 photographies représentant l’armée dans le Bangkok Post et 26 dans le Monde. Antérieurement au coup d’Etat, les militaires s’immiscent discrètement dans le conflit politique, ils n’apparaissent jamais sur plus de dix photos en l’espace d’un mois. Après la prise de pouvoir, on observe une montée en puissance de la présence militaire jusqu’au mois d’août dans le corpus photographique du Bangkok Post. L’armée s’efface ensuite progressivement jusqu’au mois de décembre 2014 pour remonter à la surface en janvier 2015. La couverture photographique des militaires dans le Monde est surtout observée aux mois de mai, juin et octobre 2014, corrélativement aux nombres d’articles publiés sur la crise politique thaïlandaise dans le journal.



**Photographie 17: Police militaire féminine au quartier général des forces royales armées thaïlandaises tenant des roses offertes par les manifestants – Source: Bangkok Post, “Protesters storm key ministries”, 26/11/13, Pattanapong Hirunard.**



Dans la première photographie de militaires du Bangkok Post, l'armée s'introduit en jouant la carte de la séduction avec la gent féminine, pourtant bien sous-représentée dans le corps militaire (par exemple, le cabinet ministériel de Prayuth, largement investi par les membres du NCPO, ne compte qu'une seule femme, ministre du tourisme et des sports). Il est intéressant de constater que les femmes militaires sont instrumentalisées pour la communication de l'armée : les rares fois où on les aperçoit dans les photographies du Monde et du Bangkok Post, c'est pour recevoir des fleurs ou pour monter sur scène dans le cadre de la campagne du bonheur. Cette photographie sous-tend également l'aval de la population qui leur offre des roses. La même mise en scène d'offrande florale est utilisée sur l'autre cliché de militaires du mois de novembre<sup>218</sup> à travers des manifestants qui tendent des roses aux militaires à travers des barbelés (cette fois-ci cependant, le ministère interdit aux soldats de recevoir quoi que ce soit des protestataires). Il est frappant de constater que dans le Monde, la première photographie introduisant des militaires offre exactement le même spectacle. La stratégie de communication est dès le début, extrêmement bien orchestrée.



**Photographie 18: Première photo illustrant des militaires dans le Monde, se voyant offrir des roses par des civils. Source : Le Monde, « La Thaïlande de nouveau coupée en deux », 28/11/13, Wason Wanichakorn/AP**

Dans le Bangkok Post, les leaders militaires apparaissent sur 109 photographies (59% du corpus photographique), les soldats non identifiés sur 87 clichés, soit 47% du corpus photographique, les leaders sont accompagnés de militaires dans 9 photographies. 70% du temps, (sur 76 photographies) les leaders militaires sont représentés en uniforme. L'unique photographie qui illustre un leader armé est la deuxième photographie du corpus introduisant Prayuth<sup>219</sup>. Au fil de l'installation dans la durée des militaires au pouvoir, les leaders arborent de plus en plus fréquemment la tenue civile, qui devient celle du camouflage. En janvier 2015, le dernier mois étudié du corpus, les leaders militaires sont représentés en civil dans 73% des cas (11 photographies sur 15). Les soldats sont les trois quart du temps présenté en groupe plutôt que seuls, pour donner une impression de puissance (63 photos de soldats en groupe, 72 % des photographies de soldats). Les militaires non identifiés sont toujours en uniformes sur les clichés, ils sont armés dans 37 photographies soit 43% des photographies de soldats dans le

<sup>218</sup> Bangkok Post, « Suthep spurns talks offer », 29/11/13

<sup>219</sup> Bangkok Post, « Military leaders rebuff Suthep », 12/12/13

corpus du Bangkok Post. Le mois du coup d'Etat, 25 photographies sur les 34 illustrant des militaires les présentent armés, soit 74% de militaires armés au mois de mai 2014.

Dans le Monde, 83% des photographies des leaders (15 sur 18) mettent le général Prayuth en scène. Le pouvoir militaire (et civil à partir du 21 août 2014) est donc personnifié autour de l'ancien général de l'armée de Terre. Les soldats sont illustrés en groupe sur 30 des 35 photographies les représentant dans le Monde soit 86% du temps. Ils sont toujours vêtus de leurs uniformes et sont armés sur 15 photographies soit dans 43% des cas. 6 photographies de soldats sont antérieures à la crise politique 2013-2014, et contextualisent la présence militaire dans l'histoire politique thaïlandaise.

La stratégie marketing de la junte est essentiellement portée sur son image, qu'elle souhaite propre et neutre pour se poser en protecteur dévoué de la Thaïlande<sup>220</sup>. A ces fins, les attachés à la communication de la junte ont affiché des banderoles « Soldiers are good-natured protectors of the country » au-devant des baraquements militaires à Bangkok. Cette rhétorique est également médiée par Prayuth qui dans ses discours justifie le coup d'Etat pour restaurer l'ordre et promouvoir la réforme, arrêter la violence, et sortir de la crise que traverse le pays. Il s'est même posé en héros de la nation en déclarant « se sacrifier lui-même pour aider son pays <sup>221</sup> ». La junte veut également apparaître dans une position de puissance. C'est en tout cas l'argumentaire principal pour justifier la hausse des dépenses militaires. Le Bangkok Post rapporte à cet égard les propos de Prayuth : « Si nous n'augmentons pas le budget et n'achetons pas de nouvelles armes, personne ne nous craindra<sup>222</sup> ».

Au lendemain du coup, la stratégie de communication par l'image des militaires est présentée comme fructueuse auprès de la population thaïlandaise. On lit à cette occasion dans le Bangkok Post : « Jamais encore un coup d'Etat n'avait reçu tant de soutien du peuple<sup>223</sup> », tout en précisant que cela est particulièrement valable pour la partie urbaine, éduquée et élitiste de la population. Les médias thaïlandais soulignent l'utilisation des réseaux sociaux par les anti-Shinawatra comme un moyen de célébrer ouvertement leur victoire en mettant en avant certains profils « largement partagés » comme les slogans « Keep calm and support the Thai military » et « Support Thai military: Fight terrorism and corruption<sup>224</sup> » dans le Bangkok Post ou encore « On s'en fiche complètement si certains étrangers disent que le coup est équivalent à une dictature militaire, parce que beaucoup d'entre eux ne sont pas bien informés du niveau de corruption en Thaïlande<sup>225</sup> » dans Prachatai. Le Bangkok Post rapporte également que d'autres internautes partagent des photos d'eux-mêmes habillés en uniforme militaire ou posant avec des soldats.

Une fois la lune de miel de la junte consumée, l'image des militaires est largement dégradée par les analyses de spécialistes et les éclairages portés par la presse. Arnaud Dubus décrypte la

---

<sup>220</sup> Prachatai, "Be Careful What You Wish For: The Rhetoric and the Reality of the Thai Coup", 06/06/14

<sup>221</sup> Prachatai, "Be Careful What You Wish For: The Rhetoric and the Reality of the Thai Coup", 06/06/14

<sup>222</sup> Bangkok Post, "B2.57-trillion budget bill passed without challenge", 18/08/14

<sup>223</sup> Bangkok Post, "After the coup, a 'spiral of silence'", 31/05/14

<sup>224</sup> Bangkok Post, "After the coup, a 'spiral of silence'", 31/05/14

<sup>225</sup> Prachatai, "Be Careful What You Wish For: The Rhetoric and the Reality of the Thai Coup", 06/06/14

junte de Prayuth comme un « régime dur, ne tolérant aucune contradiction et entendant être obéie aux doigts et à l'œil par l'ensemble des Thaïlandais<sup>226</sup> » et le Bangkok Post pointe l'investiture du cabinet ministériel par les militaires : « rempli de trop nombreux bureaucrates dont ceux qui sortent tout juste de leur retraite militaire au lieu de technocrates plus qualifiés au-delà des baraques militaires et de la bureaucratie. Ceux capable de faire tourner des camps militaires et des agences gouvernementales ne sont pas nécessairement suffisamment bons pour assumer la responsabilité des portefeuilles du cabinet<sup>227</sup> ». Sur les 34 membres du cabinet de Prayuth, 14 sont issus du NCPO, dont deux des cinq vice-premiers ministres. Ces deux vices premiers ministres, le général Prawit Wongsuwon et le général Tanasak Patimapragorn cumulent également les postes respectifs de ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères. Le fait que le ministre des Affaires étrangères soit un militaire est pratiquement sans précédent : « Les dictateurs avaient toujours considéré qu'il fallait nommer un technocrate respecté ou un diplomate professionnel pour atténuer l'impact négatif du coup sur l'image internationale du pays<sup>228</sup> ». D'autres postes ministériels considérés comme clé sont verrouillés par les membres de la junte qu'il s'agisse de l'Intérieur, la Justice ou de l'Éducation. Le ministère des Technologies de l'Information et de la Communication en revanche est brigué par un secrétaire permanent du ministère des Sciences et de la Technologie, Pornchai Rujiprapa.

### 3.1.3. Prayuth Chan-ocha

En 2010, Prayuth Chan-ocha est introduit par le chercheur Arnaud Leveau de l'université de Chulalongkorn comme le successeur du Commandant en chef de l'armée royale thaïlandaise, le général Anupon Paochinda [Ferrari & al, 2010 :90] et prédit en ces termes : « le Général Prayuth Chan-ocha, comme lui un protégé de la reine, laisse craindre plus d'autoritarisme à l'avenir ». Le 29<sup>e</sup> Premier ministre du royaume nommé par l'Assemblée nationale le 21 août 2014, reçoit le commandement royal le 25 août et l'approbation royale. D'après une source haut placée de l'armée citée dans le Bangkok Post : « Prayuth était pressenti pour le poste de Premier ministre bien avant le coup d'Etat du 22 mai<sup>229</sup> ».

Le général renoue avec de vieilles traditions : c'est le premier officier militaire en exercice à être Premier ministre depuis le général Suchinda Krapayoon en 1992 (dont le mandat dura 47 jours), et le premier leader orchestrateur d'un coup d'Etat à être Premier ministre depuis Sarit Thanarat en 1957. Selon la source de l'armée citée du Bangkok Post : « La junte ne veut pas répéter les erreurs des coups passés où les militaires installaient des figures qui n'avaient pas de pouvoir sur les Premiers ministres ». Alors que traditionnellement, la cérémonie de passation de pouvoir est organisée au siège du gouvernement, Prayuth est officialisé au quartier général de l'armée<sup>230</sup>.

Prayuth est omnipotent. En plus de cumuler les fonctions de Premier ministre, de chef de la junte et de commandant de l'Armée de terre, le généralissime brigue une dizaine d'autres fonctions de premier plan, parmi lesquelles :

---

<sup>226</sup> Diploweb.com, « Thaïlande : en avant toute, vers le passé », 28/10/2014

<sup>227</sup> Bangkok Post, « Unlike Zico, Prayut scores an own goal », 22/12/14

<sup>228</sup> Diploweb.com, « Thaïlande : en avant toute, vers le passé », 28/10/2014

<sup>229</sup> Bangkok Post, « Tigers of East achieve pinnacle of power », 22/08/14

<sup>230</sup> Bangkok Post, « Prayuth receives royal command at army HQ », 25/08/14

- ✓ Président du Bureau des Investissements
- ✓ Président du Comité exécutif de la chaîne de télévision Channel 5
- ✓ Président du Comité de Coopération des entreprises d'Etat et privées pour les Solutions Economiques
- ✓ Président du Comité de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME)
- ✓ Président du Comité de la Politique Energétique Nationale
- ✓ Président du Comité Spécial de la Zone Economique de Développement
- ✓ Président du Comité Consultatif du Transport Public National pour la Paix et l'Ordre
- ✓ Président du Comité de la Politique de la Police Nationale
- ✓ Président du Club de Football de l'Armée Unie
- ✓ Président du Conseil d'administration du Stade de Boxe Thaïlandaise de Lumpinee



**Photographie 19: La Constitution intérimaire est avalisée par sa Majesté le Roi, Prayuth s'incline – Source : Bangkok Post, « Kings backs interim charter », 23/07/14, avec l'aimable autorisation du Bureau de la maison royale.**

Dans le corpus étudié, l'image médiatique de Prayuth Chan-ocha change au moment du coup d'Etat. Avant sa prise de pouvoir, les termes employés le placent en acteur impartial face à la crise : « arbitre », « médiateur », « homme à la parole rare », « discret » et un assez cocasse « sans intention de fomenter un coup d'Etat ». Après le coup, son image médiatique change, avec une focalisation surprenante auprès de sa communication et de ses ratés : « maladresse », « couac », « craque sous la pression » ou encore « dirigeant grincheux ».

L'image que transmet Prayuth aux journalistes n'est pas celle d'un homme qui se sacrifie pour protéger son pays, (comme il le dit « Je suis prêt à être fatigué<sup>231</sup> » lorsqu'il devient Premier ministre), mais plutôt celle d'un homme austère et antipathique. Libération le crédite de « général bougon<sup>232</sup> », les journalistes du Courrier international le qualifient de « nouvel homme fort du pays, plutôt connu pour son tempérament bouillant<sup>233</sup> ». Dans la presse coréenne

<sup>231</sup> Bangkok Post, "Prayuth receives royal command at army HQ", 25/08/14

<sup>232</sup> Libération, « A Bangkok, la junte verrouille la transition », 21/08/14

<sup>233</sup> Courrier international, « Le grand retour du bonheur », n°1244 du 4 au 10 septembre 2014

il est décrit comme l'« impérieux commandant en chef de l'armée<sup>234</sup> » tandis que le Washington Post présente le général comme un « impitoyable moralisateur qui n'éprouve aucun remord et qui ne sourit jamais, consacré à l'éradication des comportements qu'il considère déviants <sup>235</sup> ».

Mais surtout, son manque de maîtrise face à la colère (*anger issues*) est omniprésent dans les portraits que dressent les journalistes du général Prayuth, notamment dans le Bangkok Post : « sa réputation d'être facilement en colère était bien connue<sup>236</sup> », « le général a manifesté de la colère quand on lui demandait de répondre aux accusations (des manifestants antigouvernementaux) et a intimé à ses critiques de ne pas l'amener sur ce terrain: « Vous (les manifestants) pouvez faire ce que vous voulez mais ce que je fais, ce n'est pas vos affaires <sup>237</sup> ». Devant un tel manque de tempérance face aux journalistes, la femme de Prayuth, Naraporn Chan-ocha, est présentée comme une figure stabilisatrice pour son mari, jouant les conseillères en communication comme l'illustrent ces articles publiés en août et décembre 2014 : « (elle) surveille tous ses détails personnels. Elle l'aide aussi à contrôler ses sautes d'humeurs, lui conseillant de rester calme et de continuer à sourire devant le public comme il est connu pour être colérique<sup>238</sup> » « Elle a un effet apaisant sur le général qui est connu pour être impatient de temps à autre. Une source dit que Mme Naraporn incite le général Prayut à esquisser un sourire quand il montre des signes d'agitation<sup>239</sup> ».

Deux péripéties médiatisés par la presse finalisent de dresser le tableau de Prayuth. Dans l'article du Bangkok Post daté du 5 septembre 2014 intitulé « Prayuth dit qu'il est victime de magie noire », le général se plaint lors d'un discours des désagréments de l'hostilité de ses opposants : « Si vous voulez vous battre et passer par des voies obscures, allez-y. Si vous recourrez à des rituels de magie noire, allez-y. Aujourd'hui, j'ai un mal de gorge et une douleur dans le dos. Quelqu'un a dit qu'il y a des gens qui me jettent des mauvais sorts. J'ai eu tellement d'eau lustrale déversée sur ma tête (pour repousser les effets de la magie noire) que je me suis mis à frissonner de partout. Je vais attraper un rhume maintenant ». Et au journaliste du Bangkok Post de contextualiser l'influence du superstitieux sur le politique lorsqu' « en 2010 les Chemises rouges ont déversé du sang et effectué des rites magiques devant le quartier général du Parti démocrate ».

Un autre scandale a ébranlé les médias internationaux, outrés de la réaction du Premier ministre à la suite du meurtre d'un couple de touristes anglais sur les plages de Koh Tao en septembre 2014. Prayuth avait alors déclaré : « Il y a toujours des problèmes avec la sécurité des touristes. Ils pensent que parce que notre pays est beau et sûr ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, qu'ils peuvent porter des bikinis ... mais les femmes peuvent-elles être en sécurité en bikinis ? A moins d'être moches ». Suite à ce commentaire, l'ambassade du Royaume-Uni a également contacté le Ministère des Affaires Etrangères thaïlandais pour demander clarification. Le

---

<sup>234</sup> Courrier international, « La junte fait le ménage », 30.07.2014, tiré de Global Asia (Séoul)

<sup>235</sup> Washington Post, « Thailand's leader will write soap operas to 'return happiness' to the people », 29/09/14

<sup>236</sup> Bangkok Post, « Top headline makers of the year », 27/12/14

<sup>237</sup> Bangkok Post, « Bias claims rile Prayuth », 05/04/14

<sup>238</sup> Bangkok Post, « Prayuth to wear suits », 23/08/14

<sup>239</sup> Bangkok Post, « A flicker of political fire », 13/12/14

journaliste Harold Thibault a commenté dans le Monde : « La remarque est peu constructive à l'heure où le pays du sourire tente de convaincre les touristes étrangers, dont l'afflux contribue à environ 7% du PIB, de ne pas se détourner malgré l'instabilité politique<sup>240</sup> ». Le Bangkok Post rapporte qu'après avoir provoqué l'indignation des internautes avec ce commentaire sexiste et misogyne, Prayuth s'est excusé en insistant qu'il ne voulait insulter personne<sup>241</sup>.

A l'ère de la communication où la guerre se gagne par l'image, et où les leaders politiques ne peuvent faire l'impasse sur les relations publiques, le déficit communicationnel de Prayuth choque. Saksith Saiyasombut analyse la psychologie de Prayuth : « Cette homme a été militaire toute sa vie, et c'est également un homme très fier. Et tout d'un coup il veut jouer les politiciens, mais il ne connaît pas les règles du jeu politique. Il sait seulement se faire respecter par la peur ou l'autorité et obtenir l'autorité par la force. Il est fondamentalement un *boss*, pas un *leader* ». Cette vision des choses est emblématique de l'ensemble du corps militaire thaïlandais. Selon l'enseignant chercheur spécialiste de l'influence Romain Zerbib, cette approche ne participe pas à créer l'adhésion autour du général. En considérant l'opinion internationale qui a tendance à légitimer des lignes de non-violence, l'attitude antipathique de Prayuth peut susciter l'ire de certains groupes internationaux, d'institutions et d'ONG. En ce sens, les réactions « nonchalantes » du Premier ministre peuvent constituer de véritables facteurs déclencheurs de crise.

### 3.2. Légitimation de la junte

Pour que l'appropriation totale du pouvoir ne soit pas remise en cause, la junte thaïlandaise doit chercher l'adhésion de ses citoyens et de la communauté internationale. Dans cette perspective, le travail politique de communication est souvent perçu comme un moyen de se rendre légitime, de justifier un choix ou une action, la dimension légitimante de la communication étant d'autant plus forte que l'opinion publique est devenue un puissant ressort. Il faut donc communiquer pour gagner la bataille de l'opinion et de la sorte rendre légitime sa cause ou son action, d'où l'idée d'une forme de domination symbolique. Les régimes de type autoritaire tel qu'expérimenté actuellement en Thaïlande ont donc besoin de justifier leur présence à l'aide d'arguments dont la substance repose ici sur cinq volets. Il s'agit d'abord de mettre en avant l'impératif sécuritaire et la stabilité économique que procure la junte, puis de valoriser sa légitimité rationnelle légale en s'appuyant sur l'organe judiciaire et gouvernemental. La communication est également un instrument au cœur de la construction de la légitimité de la junte à travers le modelage de l'opinion publique thaïlandaise et les campagnes de relations publiques auprès de la communauté internationale. Selon Philippe Bezes, « Les campagnes de lutte anti-corruption, l'usage croissant des nominations politiques dans l'administration, les discours sur la performance, la transparence et la participation des usagers ou les grands plans de restructuration ministérielle font partie des instruments mobilisés pour asseoir un leadership<sup>242</sup> ».

---

<sup>240</sup> Le Monde, « Prayuth, le coup d'Etat et les bikinis », 22/09/14

<sup>241</sup> Bangkok Post, « PM 'sorry' for bikini gaffe as overseas media erupts », 19/09/14

<sup>242</sup> Philippe Bezes, « Construire des bureaucraties wébériennes à l'ère du New Public Management ? », *Critique internationale* 2/2007 (n° 35), p. 9-29

### 3.2.1. La paix et l'ordre, les douceurs insidieuses de la domination

Les régimes autoritaires gouvernent via la coercition mais trouvent leur légitimité en ce qu'ils usent très marginalement de la violence au quotidien. La population rentre donc dans une logique d'accommodation de cette violence symbolique qui se substitue à la violence physique. De fait, en Thaïlande, « le discours des officiers militaires demeure axé sur la notion de « préservation de la sécurité nationale », présenté comme une priorité » [Crouzatier, 2012 :142]. Le principal argument de la junte est que la violence de la rue a provoqué une telle déchirure nationale que leur intervention est la seule alternative viable pour ne pas sombrer dans une guerre civile. Les militaires se posent en sauveurs qui apportent la paix et une solution pour mettre fin à la crise. Dans ce cadre, pour le peuple thaïlandais, « la recherche d'une vie normale, le besoin de vivre » dépasse l'inconfort d'un pouvoir dictatorial. Quand la violence n'est plus supportée par la population, et que le conflit est perçu dans l'impasse, « la démocratie semble trop complexe, '*mi prachathipatai man yung*' en thaï ». [Nguyen, 2008 :39]. « Les gens cherchent la convenance, quelqu'un qui peut « prendre les choses en main », mettre de l'ordre, remettre les choses en place (*chatkan dai*). Cette convenance tend à prendre le pouvoir absolu » [Ibid, 39]. Contester revient selon le philosophe Michel Foucault à « abandonner les douceurs insidieuses de la domination », la politologue Béatrice Hibou explique que les mécontentements s'expriment dans le foyer, mais pas dans la rue. Sous couvert de protéger les intérêts du peuple et de la nation, les militaires offrent donc aux citoyens thaïlandais un retour au calme, mystifié par les concepts d'ordre et de paix, c'est après tout le nom que la junte s'est donné. Dans le corpus étudié, le mot « paix » n'est jamais autant mentionné dans le Bangkok Post que le mois du coup d'Etat, il apparaît alors 150 fois. Le constat est identique dans le Monde : sur les 21 occurrences du terme, 13 sont datées du mois de mai 2014, soit 62% du corpus. Six mois après le coup d'Etat, le quotidien thaïlandais continue de mettre en avant le bénéfice de la situation : « Après des mois de manifestations, faisant croître la peur de la violence et de l'impasse politique, le coup du 22 mai du NCPO a en quelque sorte ramené un sens de soulagement et de calme dans le paysage politique. A travers ces derniers mois, le général Prayuth a donné l'emphase sur le maintien de la paix et de l'ordre, en établissant la transparence et la bonne gouvernance<sup>243</sup> ». Cet autre extrait est également intéressant : « Nous ne pouvons pas nier que le coup du 22 mai a restauré un sens de la normalité à Bangkok. Plus de rues bloquées, plus de manifestations de rue et plus de hauts et de bas émotionnels causés par ces interminables « dernières batailles ». Plus de peur d'explosion de bombes dans les lieux publics. Plus d'anxiété d'effusion de sang dans la rue. S'ils devaient retourner dans ce chaos, ils choisiraient la junte à tout moment <sup>244</sup> ». Le 17 août 2015, une bombe a explosé à Bangkok, faisant 27 morts et plus de 80 blessés.

### 3.2.2. Stabilité économique

Les parties prenantes économiques de la Thaïlande ont une influence décisive sur l'image de la junte, car selon Romain Zerbib, elles sont en mesure de compliquer ses positions. Si les militaires posent problème pour l'émancipation des acteurs clés, ceux-ci peuvent entreprendre des « manœuvres de déstabilisation communicationnelle, comme des campagnes de presse qui soulignent le fait que cette clique au pouvoir n'est pas légitime, est criminelle, est adossée à des

<sup>243</sup> Bangkok Post, "NCPO brings calm to political arena", 24/11/14

<sup>244</sup> Bangkok Post, "Rural poor can't ignore regime threat", 19/11/14

trafics, de sorte à introduire des informations au sein de la nation pour compliquer le rapport que cette junte entretient avec sa propre opinion. Il peut aussi s'agir de blocus, de blocages commerciaux ... ». Ainsi, la junte doit faire les petits papiers des chancelleries, départements spécifiques des ambassades dédiées aux affaires commerciales et économiques. Bien que les relations qu'entretient le régime militaire avec ses partenaires économiques se jouent d'abord sur le plan diplomatique, le NCPO doit « démontrer un certain attrait, que sa présence en qualité de gouvernant a aussi un effet positif sur ses partenaires, ces derniers seront plus enclins à lui réserver un sort soit neutre ou soit positif, par une tribune etc. ». Les régimes autoritaires mettant en œuvre une stabilité économique réelle obtiennent ainsi le soutien des bailleurs de fonds internationaux. Dans ces conditions il est plus facile de faire apparaître la démocratie comme synonyme d'instabilité, de chaos et de fragmentation.

Une vaste réforme nationale est alors mise en place par le NCPO à travers le chantier entrepris par le NRC visant à instaurer « une pleine démocratie » selon la vision des militaires. Cette réforme est consacrée à travers 11 domaines d'activité : la loi et la justice, l'administration nationale et locale, l'éducation, l'économie, l'énergie, la santé publique et l'environnement, les médias de masse et les affaires sociales. Selon Libération, le NRC est « entièrement composé de Chemises jaunes, c'est-à-dire ceux-là même [...] qui ne croient pas en la démocratie, qui n'ont pas intérêt à la réforme<sup>245</sup> ».

Comme le souligne Andrew Wedeman, professeur de sciences politique de l'université de Géorgie : « toutes les campagnes anti-corruption sont un exercice de relations publiques. Ils essaient de construire de la légitimité<sup>246</sup> ». De fait, une vaste campagne de ce type est menée par la junte dès le mois de juin 2014. A titre d'exemple dans les transports, la première division de l'Infanterie thaïlandaise est chargée de traquer la mafia implantée chez les chauffeurs de moto-taxis<sup>247</sup>.

Afin d'offrir des résultats concrets à la population thaïlandaise et aux bailleurs de fonds, le NCPO place les politiques économiques sur le devant de la scène en introduisant notamment des mesures populaires comme le remboursement des fermiers floués par l'affaire du riz du gouvernement Yingluck (via un emprunt de 90 milliards de bahts<sup>248</sup> contractés par le Ministère des Finances) et le gel des prix de l'énergie et des biens de consommation<sup>249</sup>. Le mégaprojet des chemins de fer à deux voies est de nouveau sur les rails.

Comme le souligne le Bangkok Post, la junte « suit sans aucun doute le raisonnement selon lequel il y a peu d'espoir de recueillir le soutien du public, ou au moins l'acceptation du coup, si elle ne peut pas adresser leurs inquiétudes et attentes financières fondamentales<sup>250</sup> ». La campagne semble plutôt réussie. Le titre de presse écrite coréen Global Asia Séoul exprime la satisfaction des partenaires économiques : « Les acteurs du commerce et les capitaines

---

<sup>245</sup> Libération, « La Thaïlande est aujourd'hui une vraie dictature », 27/10/2014

<sup>246</sup> Thai political prisoners, « Anti-democrat calls for absolute fascism », 31/08/14

<sup>247</sup> Bangkok Post, « Army orders purge of motorbike mafia », 17/06/14

<sup>248</sup> Environ 2,23 milliards d'euros

<sup>249</sup> Bangkok Post, « NCPO wins early post-coup praise », 23/06/14

<sup>250</sup> Bangkok Post, « The 'patient' isn't terminal but needs strong medicine », 05/06/14



d'industrie ont salué la stabilité offerte par le pouvoir militaire, à l'heure où la récession guettait<sup>251</sup> ». Un journaliste du Bangkok Post écrit : « Alors qu'il est prématuré de dire si ces actions sont suffisantes pour endiguer le malaise économique, au moins certains économistes pensent que les dépenses gouvernementales pourront aider à tirer la croissance économique à 3% cette année ». Pour l'année 2014, la Banque Asiatique de Développement constate une croissance thaïlandaise de 0,7%<sup>252</sup>.

### 3.2.3. Légitimité rationnelle-légale

La junte thaïlandaise utilise tous les instruments à sa disposition pour dicter les règles du jeu. Cette mainmise s'effectue par une auto-proclamation détournée dans les organes qui mettent en œuvre la réforme et par une relation étroite avec les bureaucrates et les agences judiciaires et les agences indépendantes.

Selon Arnaud Dubus, « Pour retrouver une telle concentration de pouvoirs dans les mains de l'armée, il faut remonter à l'époque de la dictature du maréchal Sarit Thanarat, entre 1957 et 1963<sup>253</sup> ». Les militaires sont présents au sein des cinq organes de pouvoir en charge de la réforme nationale. Les 250 membres du Conseil de Réforme Nationale (NRC) et le président de la Commission d'écriture de la Constitution (CDC) sont nommés par la junte. Les 220 membres de l'Assemblée Législative Nationale (NLA) sont choisis par Prayuth (après validation du Roi). Sans surprise, « 105 de ses membres, soit plus de la moitié, font partie du personnel militaire, 10 sont de la police et 85 civils représentent les académiques, la bureaucratie civile et le secteur commercial. Aucun représentant des riziculteurs, de la force de travail, des médias ou de la classe moyenne<sup>254</sup> ». Le NLA, en sa qualité de représentant de l'ensemble du peuple thaïlandais, nomme le cabinet ministériel. Sur les 194 participants au vote du Premier ministre, 191 approuvent la nomination de Prayuth, le président et les deux vice-présidents du NLA préférant s'abstenir<sup>255</sup>.

La légitimité légale-rationnelle est renforcé par l'appui du pôle judiciaire. Dans le Bangkok Post, le terme « loi » est le plus cité au moment du coup d'Etat avec 275 occurrences alors que la moyenne mensuelle est de 123 occurrences. Selon un porte-parole de Political Prisoners in Thailand, l'organe judiciaire partage une convergence idéologique avec l'organe militaire. Pour décrypter la juristocratie thaïlandaise, Eugénie Mérieau évoque Michel Dobry dans son analyse descriptive des deux piliers de l'Etat dans l'Etat que sont les juges et les militaires : « On note ainsi un haut degré de coopération ou de transactions collusives entre les juges constitutionnels, les militaires et certains groupes d'intérêts » [Mérieau 2014]. Selon la doctorante de l'INALCO, « Ils sont socialisés ensemble dans des institutions militaro-civiles élitaires, et leurs relations coordonnées informellement par des « personnes influentes » au sein du Conseil privé du roi » [Ibid].

---

<sup>251</sup> Courrier international, « La junte fait le ménage », 30.07.2014, tiré du numéro d'été de Global Asia Séoul

<sup>252</sup> <http://www.adb.org/countries/thailand/economy>

<sup>253</sup> Diploweb.com, « Thaïlande : en avant toute, vers le passé », 28/10/2014

<sup>254</sup> Bangkok Post, "Green for go, but we still need a yellow and a red", 04/08/14

<sup>255</sup> Bangkok Post, « Prayuth unanimously voted PM », 21/08/14

Les institutions contre majoritaires créées en 1997 ou 2007 telles que la Cour constitutionnelle, la Cour Administrative Suprême et les deux organes anticorruptions, NACC et PACC, répondent aux besoins des militaires de sauvegarder cet appareil de l'« Etat dans l'Etat ». Ce sont ces quatre agences indépendantes qui se chargent de déchoir le gouvernement de Yingluck pour faire place nette à la junte à la veille du coup d'Etat. Selon Anon Chawalawan, le directeur du Centre de Documentation sur la Liberté d'Expression de l'ONG thaïlandaise de veille juridique iLaw, « la junte n'utilise pas le judiciaire pour se légitimer, c'est généralement le judiciaire qui reconnaît la légitimité de la junte », en évoquant des cas d'activistes ayant porté plainte contre Prayuth sur des charges de trahison en accord avec l'article 113 du code criminel, rejetés par la Cour au motif que « bien que le coup soit contraire à la démocratie, puisque la constitution intérimaire accorde l'amnistie à la junte, la charge n'est pas valable ».

### 3.2.4. Sur la scène internationale

Selon Romain Zerbib, la communication sert à légitimer ou à incarner des lignes politiques qui sont d'abord établies sur des bases stratégiques. En ce sens, la question de la légitimation de la junte sur la scène internationale est moins communicationnelle que géopolitique. Il s'agit alors pour la junte de créer des liens d'intérêts avec des acteurs qui sont ceux qui déterminent la nature des relations internationales. Panitan Wattanayagorn, professeur de sciences politiques à l'université de Chulalongkorn, qualifie la politique étrangère du gouvernement militaire de « pragmatique », perçue comme un instrument pour « raviver la confiance et assurer à la scène internationale que le royaume peut s'engager avec d'autres pays<sup>256</sup> ». Les mesures prises par la junte étant peu en phase avec les valeurs de démocratie et de droits de l'homme promues par la communauté internationale, la nécessité d'une campagne auprès des acteurs identifiés comme diplomatiquement clés est de circonstance. Dès le mois de juin 2014, les porte-paroles du NCPO s'offrent une tournée mondiale pour revendiquer qu'elle intervient en cas de force majeure au nom de la sécurité nationale.

Le Secrétaire d'Etat permanent Sihasak Phuangketkeow s'est rendu au 20<sup>e</sup> sommet ministériel de l'ASEAN et de l'Union Européenne à Bruxelles en juillet 2014 pour expliquer que la loi martiale n'est pas si mauvaise qu'elle en a l'air. Il y rencontra également des membres du Parlement Européen<sup>257</sup>.

Du côté étatsuniens, Sihasak est allé visiter la Grosse Pomme en juillet 2014 pour rencontrer des représentants séniors du New York Times et assister à la réunion du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) pour essayer de leur expliquer « pourquoi le NCPO a pris le pouvoir. Je leur ai dit que le coup était destiné à rétablir la paix et à avancer vers la démocratie. C'était le dernier recours pour ramener le pays à la normale et le coup a aidé à maintenir la démocratie, il ne l'a pas détruite<sup>258</sup> ». Lors de ce séjour, Sihasak a également rencontré Susana Malcorra, chef de cabinet du Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon, le président de la 68<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies John W. Ashe et le président de l'ECOSOC Martin Sajdik. A l'occasion de l'Assemblée Générale de l'ONU et de la rencontre Etats-Unis-ASEAN en septembre 2014 c'est au tour du ministre des Affaires

---

<sup>256</sup> Bangkok Post, "Wooing wary world powers proves to be a slow process", 23/11/14

<sup>257</sup> Bangkok Post, "Sek denies 'forced smiles' jibe", 24/07/14.

<sup>258</sup> Bangkok Post, "Sihasak explains coup to US media", 10/07/14

Etrangères, le général Tanasak, de déployer l'offensive de charme pour faire avaliser le coup. Une source du Ministère des Affaires Etrangères explique au Bangkok Post que dans son discours, Tanasak a employé 13 fois le mot « démocratie » alors que Barack Obama l'aurait mentionné 7 fois et David Cameron 10 fois. L'acharnement de Tanasak à mettre en avant la démocratie « est devenu une farce au sein des membres de la communauté diplomatique<sup>259</sup> ». Dans cette tentative de séduction des Etats-Unis, Tanasak a essayé de faire converger ses discours sur les préoccupations de son principal partenaire militaire. Dans une déclaration adressée à l'assemblée des Nations Unies en septembre 2014, le général a exprimé son inquiétude concernant les mouvements militants au Moyen-Orient, en appelant la communauté internationale à s'unifier pour faire face aux menaces de sécurité : « Certains mouvements radicaux et extrémistes ont réussi à attirer de nouvelles recrues de partout dans le monde. En fait, leur mission n'est rien d'autre que du terrorisme et l'utilisation de la peur pour accomplir leurs objectifs<sup>260</sup> ».

Dans l'ASEAN, le principe de non interférence prévaut. Par exemple les militaires thaïlandais trouvent un écho favorable auprès de leurs homologues birmans. Le coup d'Etat semble avoir renforcé les liens diplomatiques entre les deux pays, avec notamment la rencontre entre Sihasak et le Ministre des Affaires étrangères birman, Wanna Maung Lwin in Nay Pyi Taw. Quand Sihasak se rend au Vietnam pour expliquer le coup au vice-Premier ministre vietnamien Pham Quang Vinh, le Bangkok Post rapporte que ce dernier « semblait jusqu'ici satisfait des développements<sup>261</sup> ». Le Commandant suprême de Malaisie, Tan Sri Dato' Zulkifeli bin Mohd Zin, a rencontré le chef de la junte thaïlandaise lors d'une visite début juin 2014. Le général Zulkifeli aurait déclaré avoir une « bonne compréhension de la situation politique en Thaïlande, qui ne saurait affecter la relation entre les deux pays ».

Prayuth appelle la communauté internationale à soutenir les militaires depuis son allocution télévisée quotidienne *Rendre le Bonheur au Peuple*. Il déclare notamment en juillet 2014 à qui veut entendre que « le régime ne voulait pas que les pays qui sont amis de la Thaïlande restreignent le rôle constructif des militaires ou de la junte » en ajoutant qu' « accueillir de nouveau la Thaïlande sur la scène internationale était plus bénéfique pour tout le monde » et « qu'il est indéniable que la Thaïlande est un partenaire stratégique de longue date des superpuissances mondiales en Asie du Sud Est, en particulier que les Etats Unis étaient le plus vieil allié de la Thaïlande dans la région ». Enfin, Prayuth exhorte « les autres pays à soutenir le peuple thaïlandais dans ses efforts à faire de la Thaïlande un pays d'espoir et à créer une stabilité et une sécurité durable en Thaïlande, dans la région et dans la communauté internationale<sup>262</sup> ».

Une source diplomatique du Bangkok Post évalue la campagne de communication de la junte sur la scène internationale. Selon elle, « le désir explicite et désespéré de gagner la reconnaissance de l'Occident a poussé la tête des affaires étrangères (le général Tanasak) à

---

<sup>259</sup> Bangkok Post, "Tanasak the odd man out on world stage"

<sup>260</sup> Bangkok Post, "Tanasak pleads for time at UN", 29/09/14

<sup>261</sup> Bangkok Post, "Hanoi pledges to back Thai efforts to end political woes", 18/07/14

<sup>262</sup> Bangkok Post, "Prayuth asks for global acceptance", 19/07/14

chercher des gestes symboliques plus que des initiatives substantielles<sup>263</sup> ». Il s'agit donc d'un échec pour la junte. Ainsi, la source du Bangkok Post déclare « Même (les opposants au gouvernement de Yingluck) ont senti que les militaires avaient échoué dans leur effort à rétablir la confiance au sein de la communauté internationale ».

### 3.2.5. Instrumentalisation de l'opinion publique

« La majorité du peuple soutient le travail du NCPO, comme l'a montré les résultats de nombreuses enquêtes d'opinion <sup>264</sup>», c'est ce que déclare le chef de police adjoint le général Somyos dans le Bangkok Post le 24 juin 2014. Un sondage est une mesure de l'opinion ou des comportements d'une population à un instant donné, effectuée au travers d'un questionnaire et soumis à un échantillon représentatif de la population. Ainsi, pour prouver au peuple thaï que la junte a le soutien du peuple thaï, elle recourt massivement aux sondages d'opinion entre juin et novembre 2014, notamment au travers du Bangkok Post.

Puisque des chiffres le disent : dans un article du quotidien thaïlandais daté du 23 juin 2014, selon une enquête réalisée par Suan Dusit, « le public donne au NCPO un haut taux d'approbation de 8,82 sur 10 pour son premier mois. Quand on leur demande de juger la performance générale du NCPO, 72,79% des 1614 répondants disent que le pays est plus paisible, 69,6% disent que le NCPO s'est attaqué à d'importants problèmes comme le remboursement des riziculteurs et le coût de la vie et 65,4% veulent que le NCPO reste jusqu'à ce que tous les problèmes soient résolus<sup>265</sup> ». Il est donc logique pour le journaliste de conclure « l'enquête suggère qu'un mois après le coup, le public est reconnaissant auprès de la junte ». La même enquête est reprise dans un autre article et continue d'encenser les bienfaits de la junte : « Quand on leur demande comment ils perçoivent le travail remarquable du NCPO, 49,5% pointent son utilisation adéquate et efficace du pouvoir, 32,5% n'ont pas tari d'éloges pour les activités de promotion du retour du bonheur, et 18,63% ont dit que le conseil pouvait communiquer efficacement avec le peuple sur tous les développements<sup>266</sup> ». Une autre enquête réalisée par l'Institut National du Développement de l'Administration illustre le syndrome du verre à moitié plein en avançant que « 41% des 1259 sondés veulent que le leader du coup soit le prochain Premier ministre<sup>267</sup> ». En effet, puisque 26% des répondants n'ont pas répondu, et que 10,33% ont déclaré ne voir personne d'adéquat pour le poste, la conclusion du sondage est elle aussi logique : « une large proportion de répondants veulent Prayuth pour Premier ministre<sup>268</sup> ». C'est d'ailleurs le titre d'un des articles qui reprend cette enquête : « Le peuple lève le pouce au NCPO, Prayuth ».

Avec une autre perspective, ces chiffres démontrent donc que 50,5% de la population juge l'action du NCPO ni adéquate ni efficace, que 67,5% se désintéresse de la campagne du bonheur des militaires, que 81,37% ne pensent pas que le conseil puisse communiquer efficacement avec le peuple ou encore que 59% ne veulent pas de Prayuth Premier ministre.

---

<sup>263</sup> Bangkok Post, "Tanasak the odd man out on world stage", 30/09/14

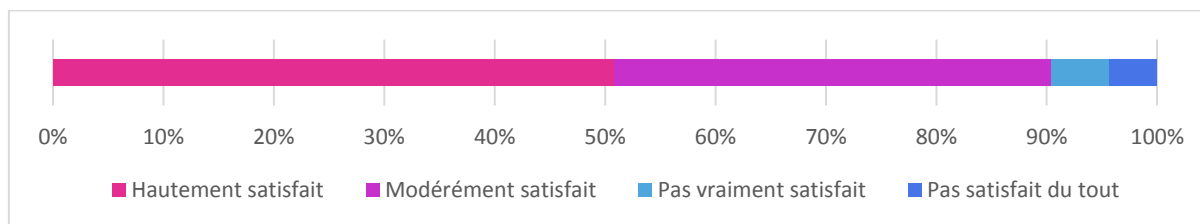
<sup>264</sup> Bangkok Post, "Anti-coup photos to get rewards", 24/06/14

<sup>265</sup> Bangkok Post, "NCPO wins early post-coup praise", 23/06/14

<sup>266</sup> Bangkok Post, "People give thumbs up to NCPO, Prayuth", 22/06/14

<sup>267</sup> Bangkok Post, "Prayuth's merry dance with time", 24/06/14

<sup>268</sup> Bangkok Post, "People give thumbs up to NCPO, Prayuth", 22/06/14



**Tableau 40: Enquête de satisfaction de la population thaïlandaise concernant le NCPO au 20 juin 2014. Elle donne à voir la junte sous un jour favorable, comme toutes celles publiées dans le quotidien. Source Bangkok Post, “People give thumbs up to NCPO, Prayuth”, 22/06/14**

Les enquêtes de satisfaction s’enchaînent et se ressemblent. Au 3 juillet 2014, on lit dans le quotidien thaïlandais « Un mois après le coup, de nombreux sondages montrent que les gens sont toujours plus heureux avec le général Prayuth qu’ils ne l’étaient avec les deux gouvernements civils qui l’ont précédé<sup>269</sup> ». Au 7 juillet un article titre « Les sondages trouvent que la majorité est heureuse sous le NCPO » et énonce une multitude de sentiments bienheureux depuis l’arrivée de la junte (notamment : « 68,4% expérimentent un sens plus fort de l’unité et sont maintenant plus au courant de l’intérêt national »). En novembre 2014, l’article « Le NCPO amène le calme dans l’arène politique » est le seul à présenter des points de mécontentement, mais le bonheur prévaut quand même.

L’institutionnalisation des enquêtes d’opinion, introduite dans les années 1940 par le docteur en psychologie sociale Gordon Gallup aux Etats-Unis, a rendu cette technique exclusive pour rendre publique l’opinion, jusqu’à développer une croyance en la scientificité des sondages. Pourtant, dès son introduction, Gordon Gallup est conscient que cet instrument n’est pas neutre mais actif et va faire exister ce qu’il mesure et non pas mesurer ce qui existe. En d’autres termes, la sonde crée la réalité, elle ne se contente pas de rapporter une réalité qui existe déjà.

Dans *L’opinion publique n’existe pas*<sup>270</sup>, Pierre Bourdieu procède à une analyse du fonctionnement et des fonctions des sondages d’opinion. Selon le sociologue, tout le monde ne possède pas un niveau de connaissance assez élevé pour être capable de se prononcer sur des sujets politiques précis, tout le monde n’est pas capable d’émettre une opinion et en ce sens toutes les positions, tous les discours ne se valent pas. Alors que l’opinion est l’expression collective de groupes, de rapports sociaux, de jeux d’acteurs, etc., les sondages en font une simple addition de réponses individuelles. Pourtant, « l’agrégation statistique des jugements individuels revient à postuler que toutes les opinions se valent, c’est donc faire fi du fait que certaines personnes ou certains groupes ont plus de motivation et d’influence que d’autres<sup>271</sup> ». D’autre part, Pierre Bourdieu soulève le problème de la formulation : les questions sont biaisées, donc faussées de manière à ce que la réponse soit induite à travers la question soit en

<sup>269</sup> Bangkok Post, “Prayuth must take great care wielding ‘special powers’”, 03/07/14

<sup>270</sup> Pierre Bourdieu, « L’opinion publique n’existe pas », *Les temps modernes*, 318, janvier 1973, pp. 1292-1309

<sup>271</sup> Philippe Cabin, « La construction de l’opinion publique » dans *Le pouvoir, Concepts, Lieux, Dynamiques*, Auxerre, Editions Sciences Humaines, 2014, 400 p.

omettant dans les questions ou réponses proposées une des options possibles, soit en proposant plusieurs fois la même option sous des formulations différentes. Selon Bourdieu, « les conditions sociales de leur apparition sont liées à la conjoncture et à un certain type de demande sociale » [Ibid]. En France par exemple, la question de l'enseignement n'est apparue dans les sondages que quand elle est devenue un problème politique. « Cette subordination des sondages à des intérêts politiques commande la signification donnée aux résultats publiés » [Ibid]. L'opinion publique ne serait donc qu'un « artefact visant à camoufler le fait que l'opinion à un moment donné du temps est un système de forces et de tensions » [Ibid].

L'effet de verdict, tel qu'explicité par Paul Lazarsfeld, conduit à considérer le résultat d'un sondage comme l'équivalent d'un vote. Ainsi, l'utilisation massive des enquêtes d'opinions dans le Bangkok Post a pour conséquence principale de créer une opinion unanime factice et trompeuse visant à légitimer une politique. Les sondages d'opinion ne sont donc qu'un instrument du politique, ce qui décrédibilise le discours officiel de la junte qui se prévaut du soutien populaire.

### 3.3. Les vraies ambitions de la junte

Depuis leur intervention en mai 2014, la junte affirme que son interférence en politique est purement motivée par des raisons altruistes de préservation de la monarchie et de la société plutôt qu'une aspiration intéressée au pouvoir. Comme en 2006, le renversement du gouvernement s'affiche comme une reprise en main provisoire du pouvoir avec la volonté de rétablir rapidement la démocratie [Jammes & al, 2013 :79]. Une fois les trois étapes de la feuille de route vers la démocratie complétée (le retour de l'ordre et de la paix, la création d'un environnement favorable aux réformes nationales et enfin la tenue d'élections), les militaires comptent se retirer en coulisses. C'est en tout cas la volonté affichée de Prayuth qui déclare en juillet 2014 : « Une fois que j'aurais fini de lacer mes chaussures, je marcherais immédiatement et irais de l'avant <sup>272</sup> ». Le Premier ministre réfute notamment la rumeur selon laquelle il projetterait de former un parti politique militaire pour maintenir son pouvoir après les élections : « Je n'ai jamais eu de tel plan à l'esprit. (En s'adressant aux journalistes) Vous devriez demander à ceux qui répandent cette rumeur d'où leur vient une pareille information <sup>273</sup> ». Les élections sont sempiternellement reportées, et spécialistes et médias soulèvent des hypothèses concernant les vraies ambitions de la junte. Il s'agirait d'une part d'établir son emprise sur le pouvoir pour finir de déchoir le clan Shinawatra et faire les petits papiers de l'élite et du Palais. Par ailleurs, la présence des militaires au pouvoir indique une volonté de leur part de placer leurs pions pour préparer la succession du roi Bhumibol.

#### 3.3.1. La défense des intérêts de l'élite et du Palais royal

Les intérêts servis par les mesures de la junte ne sont en tout cas pas celles du peuple thaïlandais. Ce sont d'abord ceux des militaires eux-mêmes, comme en atteste la hausse significative du budget de la Défense. En effet, alors qu'en 2014 ce dernier avait cru de 2,3% par rapport à 2013,

---

<sup>272</sup> Bangkok Post, "Interim constitution tightens the regime's iron grip", 24/07/14

<sup>273</sup> Bangkok Post, "PM denies plan to form 'military' party", 22/11/14

la nouvelle variation pour 2015 est de 5,3% d'augmentation, soit 7,5% du budget de l'Etat<sup>274</sup>. Il est à cet égard intéressant de remarquer que le budget du Ministère des technologies de l'information et de la communication est celui qui connaît la plus forte décroissance (-39,5%) juste derrière celui du Tourisme et des sports (-39,9%).

Comme le souligne Jean Louis Margolin, chercheur à l'institut de recherche asiatique de Marseille, « l'armée est traditionnellement [...] le défenseur des intérêts qu'on peut appeler traditionnalistes c'est-à-dire ceux du palais et ceux de l'élite politico-économique thaïlandaise<sup>275</sup> ». La ligne directrice des militaires est explicitée à travers la Constitution provisoire de 2014: éradiquer l'influence de Thaksin et s'assurer qu'aucun parti dominant ne puisse mettre en place des « politiques populistes ». Selon un article de Prachatai : « En mettant en place une nouvelle Constitution, les vieux centres du pouvoir reconstruisent agressivement le système électoral en leur faveur. Le nouveau jeu politique dévie du principe majoritaire et facilite la voie aux pouvoirs extra-parlementaires, y compris des militaires, pour intervenir en politique<sup>276</sup> ».

Pour avoir le champ libre, il était rendu nécessaire de se débarrasser durablement de Yingluck Shinawatra. Avant même le coup d'Etat, le 7 mai 2014, la Cour constitutionnelle destituait Yingluck ainsi que neuf de ses ministres pour la mutation « illégale » du chef de la sécurité nationale Thawil Pliensri à un poste inactif pour le remplacer par un de ses proches. Par ailleurs, la commission anticorruption NACC s'est acharnée sur l'ancienne Première ministre à travers quatre enquêtes de corruption portant sur ces cas :

- ✓ Les enchères des projets de gestion de l'eau à 350 milliards de bahts
- ✓ La négligence de la politique de soutien au cours du riz
- ✓ La malversation présumée dans le transfert du secrétaire permanent de la défense Sathian Phoemthong-in
- ✓ Le plan de développement des infrastructures à 2 billions de bahts

Comme le rapporte Arnaud Dubus, « L'enthousiasme de la Commission à poursuivre Yingluck contrastait fortement avec son immobilisme sur d'autres dossiers de corruption concernant l'armée ou le parti Démocrate. [...] Cette série de décisions allant dans le même sens a tendu à décrédibiliser ces tribunaux, particulièrement la Cour constitutionnelle, et ces agences dites « indépendantes », censées exercer la justice en fonction du droit et non d'objectifs politiques<sup>277</sup> ».

Le 23 janvier 2015, Yingluck est interdite de politique pour 5 ans suite à un vote de la NLA qui consacrait l'affaire de corruption au soutien du cours du riz. On reproche à Yingluck d'avoir utilisé ce programme pour des raisons électoralistes et pour enrichir ses proches mais aussi pour avoir engendré de lourdes pertes au budget de l'Etat. Selon un journaliste japonais : « la décision prononcée contre Yingluck par cette assemblée législative choisie par les putschistes est une manœuvre politique et n'a rien d'une manifestation de l'Etat de droit [...] Si une

---

<sup>274</sup> Bangkok Post, "B2.57-trillion budget bill passed without challenge", 18/08/14

<sup>275</sup> France Culture, émission Affaires étrangères en partenariat avec le Courrier International, « La Thaïlande des militaires », 24/05/14, Christine Ockrent

<sup>276</sup> Prachatai, "Will Thailand's New Constitution Be a Return to Authoritarianism?", 28/01/15

<sup>277</sup> Diploweb.com, « Thaïlande : en avant toute, vers le passé », 28/10/2014

lamentable politique corrompue suffisait à disqualifier les Premiers ministres thaïlandais, tous, passés et à venir, le seraient<sup>278</sup>». Pour finir de s'assurer que Yingluck ne remporte pas les prochaines élections, l'affaire est également portée au pénal, elle risque donc la prison. Si un tel verdict était prononcé, Yingluck pourrait suivre la même trajectoire que son frère en choisissant l'exil.

### 3.3.2. Succession royale

Bien qu'un tel débat soit entièrement confisqué en Thaïlande à cause des lois de lèse-majesté, une lutte de pouvoir est en œuvre pour préparer la succession du roi Bhumibol. Le roi, âgé de 87 ans, n'est pas seulement consacré par les médias internationaux pour sa grande popularité auprès du peuple thaïlandais, mais aussi pour son état de santé précaire. En effet, il est toujours qualifié d' «âgé et malade », « à la santé chancelante » ... Rarement vu en public ces dernières années, le pilier de la nation est en fin de vie : le 10 août 2015, il effectue une énième visite à l'hôpital, cette fois pour une inflammation des poumons et de l'eau dans le cerveau<sup>279</sup>. Comme le souligne un journaliste japonais : « Son leadership charismatique ne sera bientôt plus une source de légitimité pour ceux qui ont prospéré sous son règne<sup>280</sup> ». En cela, la succession monopolise toute l'attention des militaires, qui ont intérêt à préparer un environnement qui leur soit favorable lorsque Bhumibol ne sera plus.

La question est de savoir qui fera le prochain roi. En 1972, Rama IX a désigné son fils, le prince Vajiralongkorn comme son successeur au trône. Cependant, le prince héritier est largement décrié dans les médias, qui remettent en doute sa capacité à assumer l'héritage de son père. Il est notamment très impopulaire auprès du peuple thaïlandais : alors que l'on retrouve le portrait du roi, de la reine et de la princesse Sirindhorn dans tous les foyers du royaume, celui du prince est introuvable, même dans les boutiques officielles qui proposent les photographies et posters de la famille royale [Handley, 2006 :304]. Selon David Camroux, maître de conférences à Science Po Paris et chercheur associé au CERI, « On pose des questions sur l'état de santé mentale du prince héritier<sup>281</sup> ». Un éclairage concernant ce désamour exacerbé est apporté par Paul Handley. L'auteur de la biographie scandale de Bhumibol décrit le prince héritier en ces termes : « Toujours un pistolet sur sa hanche, il a gagné le surnom de Sia O – *sia* étant l'appellation populaire pour désigner un gangster sino-thaïlandais, et O pour *orasathirat* de son titre de prince héritier » [Handley, 2006 :301]. « Il y avait de nombreuses histoires à propos de son équipe qui battait et tuait les gens qui le mettaient en colère. Beaucoup de thaïlandais ont entendu des récits comme celui où il a pointé son arme sur la princesse Sirindhorn au Palace, ou celui où il a tué un de ses gardes du corps » [Ibid, 304].

La relation étroite nouée entre Vajiralongkorn et Thaksin n'est pas un secret. En 2011, peu avant l'élection de Yingluck, Thaksin et le prince héritier s'étaient entretenus en Bavière, et selon David Camroux, Thaksin lui financerait un certain nombre d'activités à Munich. Cette

---

<sup>278</sup> Courrier international, « Un pas de plus dans la crise du régime », 02/02/15, tiré de Nikkei Asian Review (Tokyo), 24/01/15

<sup>279</sup> <http://www.bbc.com/news/world-asia-33858442>

<sup>280</sup> Courrier international, « L'armée impose son arbitrage », n° 1230 du 28 mai au 4 juin 2014, tiré de The Diplomat (Tokyo), 23/05/14

<sup>281</sup> France Culture, émission Affaires étrangères en partenariat avec le Courrier International, « La Thaïlande des militaires », 24/05/14, Christine Ockrent



entente fait le grand déplaisir des militaires qui craignent que la succession ouvre la voie pour le retour de l'homme de Dubaï. Selon Eugénie Mérieau, « l'armée, notamment les factions proches de la garde de la reine, lui est profondément hostile. [...] Le spectre d'une « thaksinisation » de l'État grâce à une telle alliance hante les militaires, notamment les auteurs des deux précédents coups d'État. » [Mérieau 2014].

Mais dernièrement, comme le souligne le porte-parole de Political Prisoners in Thailand : « le régime militaire semble être bien en phase avec le prince ». C'est en tout cas ce que semble confirmer en février 2015 le scandale dont a fait l'objet la troisième femme de Vajiralongkorn, Srirasmi Mahidol Na Ayutthaya. Les parents de l'ex-femme du prince (ils ont divorcé en 2014, la princesse avait renoncé alors à son statut royal) ont été accusés d'avoir joué sur son titre de princesse pour forcer la police à jeter en prison une jeune femme sur la base d'une fausse accusation de fraude<sup>282</sup>. Après avoir rappelé que l'oncle, les frères et la sœur de l'ex-princesse avaient déjà été emprisonnés après l'explosion d'un énorme scandale de corruption en novembre 2014, le journaliste de RFI observe que « cette campagne contre la famille de l'ex-princesse reflète un accord entre le prince et les militaires qui dirigent le pays. Le prince doit faire le ménage autour de lui avant de pouvoir monter sur le trône après le décès de son père ».

A l'opposé de son frère, la princesse Sirindhorn jouit d'une grande popularité auprès du peuple thaïlandais, d'où son surnom de *Phra Thep*, Princesse Ange. David Camroux la décrit en ces termes : « la princesse royale est extrêmement populaire, célibataire, c'est un peu l'image d'Elisabeth Ier, une vierge qui consacrait sa vie, qui est le chouchou de son père<sup>283</sup> ». Ayant repris la supervision des œuvres sociales et patrimoniales de la famille royale, elle serait donc « la mieux à même de pérenniser le capital symbolique accumulé par son père » [Jammes & Robinne, 2014 :114], d'autant plus qu'elle semble bénéficier du soutien de l'armée. En effet, la princesse, qui a enseigné de nombreuses années à l'académie militaire [Dubus & Revise, 2002 :218] ferait l'objet d'un plan de la junte pour la proposer comme régente en attendant que le fils de Vajiralongkorn puisse devenir roi (le fils du prince étant âgé de dix ans, la régence pourrait durer plus d'une décennie) [Mérieau, 2014]. Mais Sirindhorn n'est pas l'alternative idéale au prince héritier. Comme le souligne Paul Handley, « elle n'était pas aussi intelligente, disciplinée et énergétique que Rama IX l'aurait souhaité, ni une belle princesse comme Sirikit (la reine). Simple, juvénile et joyeusement dodue, elle était indulgente dans son alimentation et ne s'intéressait pas aux vêtements, au maquillage ou aux bijoux. Ses talents académiques étaient médiocres. Le public s'est mis à l'aimer pour ses robes démodées et son sourire facile » [Handley, 2006 :304].

Selon la loi de la Succession du Palace de 1924 et son application contemporaine au travers des articles 19 à 24 de la Constitution thaïlandaise, si le prince héritier n'est pas capable de succéder au roi à la mort de ce dernier, c'est au Conseil Privé du roi de nommer un régent qui sera approuvé par l'Assemblée nationale<sup>284</sup> (le NLA dans sa forme actuelle). Dans le cas où le Régent n'est pas en mesure d'assumer son rôle, c'est le Président du Conseil Privé du roi qui

---

<sup>282</sup> RFI, « Thaïlande: le scandale autour de l'ancienne princesse continue », 28/02/15

<sup>283</sup> France Culture, émission Affaires étrangères en partenariat avec le Courrier International, « La Thaïlande des militaires », 24/05/14, Christine Ockrent

<sup>284</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, article 19

deviendrait le régent *pro tempore*<sup>285</sup>. Prem Tinsulanonda occupe ce poste. Mais comme le souligne Paul Handley, ce dernier, né en 1920, est encore plus vieux que le roi et risque de ne pas lui survivre. « Aucun autre conseiller privé du roi n'a la carrure de Prem pour surmonter les pressions politiques internes et externes qui surviendraient lors de la succession. Sans figure dirigeante comme le roi ou Prem, les thaïlandais ont peur que les factions pro-prince et pro-princesse au sein de l'armée fassent éclater un violent conflit de succession » [Handley, 2006 :443]. De nombreux acteurs sont donc grandement concernés par la mort prochaine de Rama IX, et l'armée n'en est pas exclue : selon Anja Bodenmuller, les militaires doivent également approuver le choix du Conseil Privé du roi, d'où l'idée que « quiconque contrôle les militaires contrôle également la question de la succession » [Bodenmuller, 2009 :76].

Puisque la personnalité des héritiers de Bhumibol sont loin de remplir les impératifs royaux pour la pérennité de la sacralisation du trône, le dernier souffle du roi amènera à n'en pas douter un vent nouveau sur le royaume. Dans ce contexte, le réinvestissement du politique par les militaires est donc primordial pour les forces armées. En ce sens, le fait que Prayuth puisse être le dernier Premier ministre nommé par Bhumibol peut s'avérer de grande importance pour l'avenir. Rama I aurait prédit il y a plus de deux siècles de cela que la dynastie des Chakri n'aurait que neuf rois.

---

<sup>285</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, article 20

## Partie 3 : Stratégies d'influence de la junte

La junte thaïlandaise dépasse le cadre autoritariste pour converger vers le totalitarisme en cela qu'elle déploie « la surveillance des citoyens et leur mobilisation idéologique de tous les instants » [Huyghes, 2005 :50]. Depuis le coup d'Etat, on retrouve en effet au cœur de l'action des militaires de véritables stratégies fondées sur l'influence, en tant que support et finalité du pouvoir. La nature de cet outil est défini par Alain Juillet, Haut responsable à l'Intelligence économique : « Une stratégie d'influence a simultanément pour but de convaincre de la justesse de la stratégie sélectionnée, et d'organiser des actions de contre-influence face aux pressions et aux désinformations venues d'ailleurs<sup>286</sup> ». Romain Zerbib explique dans un article publié dans Les Echos que la problématique de l'influence est centrale dans la littérature stratégique et militaire et souligne « sa double capacité de réaction opérationnelle et de reconfiguration structurelle des espaces de rivalités<sup>287</sup> ». Selon le rédacteur en chef de la Revue Internationale de Management et de Stratégie, la plupart des organisations, gouvernementales et privées, s'efforcent d'intégrer un volet influence à leur stratégie, dont la grammaire est invariable : « identifier les infrastructures critiques, analyser leur fonctionnement et en prendre le contrôle ». La communication est l'outil privilégié des stratégies d'influence, comme le souligne François-Bernard Huyghe : « Dire que les médias sont des outils d'influence est un truisme : après tout, ils sont faits pour cela<sup>288</sup> ». La troisième partie de ce mémoire de recherche consacré à la crise politique thaïlandaise et aux médias se propose donc d'étudier la stratégie d'influence de la junte thaïlandaise. Les deux premières parties sont articulées autour des deux axes clés de l'influence identifiés par Romain Zerbib : la conquête et la défense. Dans un premier temps, nous aborderons donc la propagande réunificatrice de la junte qui « vise prioritairement à bâtir un environnement en phase avec les objectifs opérationnels et stratégiques de l'organisation ». La seconde partie est dédiée à la défense, qui « ambitionne d'endiguer d'éventuelles gesticulations hostiles, autrement dit, enclines à bouleverser la configuration établie », à travers l'utilisation d'un arsenal coercitif fondé sur la répression de la contestation, le musèlement des médias et l'utilisation abusive de la loi de lèse-majesté. La dernière partie de ce mémoire propose de porter un éclairage sur les acteurs qui organisent une action de contre-influence envers la junte, afin de délégitimer sa position. Trois types d'acteurs seront envisagés dans ce cadre subversif : les citoyens, la société civile et la communauté internationale.

### 1. Propagande réunificatrice

Dans le corpus étudié, la propagande de la junte est abordée dans 14 articles du Bangkok Post soit 6% de l'échantillon sélectionné, et un seul article du Monde, soit 1% des papiers que le journal français dédie à la crise politique thaïlandaise. Articulée autour des concepts dépréciatifs de manipulation et de déstabilisation, une communication d'influence « répond à une volonté d'optimiser le positionnement et l'image de la structure concernée » [Racouchot,

---

<sup>286</sup> Bruno Racouchot, « Stratégie, communication et influence. Après la crise, seules les identités fortes survivent », *La Lettre Sentinel* n° 50, novembre 2008, pp 64-67

<sup>287</sup> Les Echos, « Théorie de l'influence », 14/10/14

<sup>288</sup> François-Bernard Huyghe, *Maîtres du faire croire : de la propagande à l'influence*, Vuibert, Paris, 2008, p. 69

2008]. Selon François Bernard Huygue, la propagande « ne se contente pas de « faire croire que », elle veut « faire croire en » : une cause, un parti, une communauté ... » [Huygue, 2008 :46]. Dans le cadre thaïlandais, la junte veut faire croire en une nation unie par la religion et l'amour qu'elle porte pour son roi. A cette fin de contrôle des esprits, le régime militaire cherche à endoctriner les citoyens thaïlandais à l'aide d'une campagne réunificatrice du bonheur. Il propage également l'idéologie historique de la Thainess, qu'il convient de contextualiser avant d'apporter un éclairage sur son utilisation contemporaine pour construire un sentiment d'appartenance national.

### 1.1. La campagne du bonheur

Au lendemain du coup d'Etat, dans le cadre de la politique de réconciliation des « deux Thaïlande », les militaires lancent une vaste campagne de relations publiques intitulée : « Rendre le bonheur au peuple », (*Return the happiness to the people*). Un des principes phare de la propagande est de répéter inlassablement les mêmes slogans simplistes et recourir toujours aux mêmes symboles, ce que la junte semble avoir très bien intégré en instituant la mode du bonheur. Alors que le mot « bonheur » n'est utilisé que 3 fois antérieurement au mois de mai dans le corpus de 1889 articles du Bangkok Post, il est repris 115 fois entre mai et janvier 2015, et particulièrement au mois de juin 2015 avec 59 occurrences. Le concept relève du marketing : marteler un message au public pour susciter son attention, puis son intérêt, qu'il s'agit ensuite de convertir en désir avant de provoquer l'achat. Tous les instruments de communication sont investis par la junte pour mettre en œuvre sa campagne du bonheur, des mass medias aux relations publiques. Des centres de réformes, destinées au lavage des cerveaux ont même été mis en place pour prôner la réconciliation nationale. Avant d'aborder les modalités de la propagande du bonheur, nous analyserons en premier lieu ses fondements.

#### 1.1.1. Fondements des opérations militaires d'influence

L'action militaire ne s'inscrit plus uniquement dans l'espace physique mais également dans celui de l'infosphère, l'espace virtuel de l'information : « le champ de l'information et de ses effets est aujourd'hui devenu un espace de combat<sup>289</sup> ». Les opérations militaires d'influence (OMI) sont définies par le Centre Interarmées de Concepts, Doctrines et d'Expérimentations (CICDE) comme « l'ensemble des activités dont l'objet est d'obtenir un effet sur les comportements d'individus, de groupes ou d'organisations (info-cibles) afin de contribuer à l'atteinte des objectifs politiques et militaires » [CICDE, 2008 :6]. Conçues aux niveaux stratégiques ou opératifs, la finalité des OMI est de « façonner le champ de bataille dans le domaine immatériel, que celui-ci soit psychologique, émotionnel ou intellectuel en vue de créer et d'exploiter les opportunités favorables à l'atteinte de l'état final recherché » [Ibid]. A côté des OMI stratégiques et des OMI de combat, c'est de la troisième catégorie d'OMI dégagée par le CICDE dont il est question à travers la campagne du bonheur, c'est-à-dire les OMI pour la stabilisation et la reconstruction : « planifiées au niveau opératif et conduites au niveau tactique, les OMISR sont une partie intégrante des opérations militaires et visent à créer, maintenir ou modifier un environnement afin qu'il demeure favorable à l'action des armées. Elles

---

<sup>289</sup> Centre Interarmées de Concepts, Doctrines et d'Expérimentations, *Les opérations militaires d'influence*, DIA-3.10.1, n°069/DEF/CICDE/NP, Paris, 5 mars 2008, p.5

s'inscrivent dans une stratégie de sortie de crise » [CICDE, 2008 :7]. Il peut paraître étonnant que les militaires déploient des OMI sur leur propre territoire. Pourtant, comme le rappelle Romain Zerbib, « On sait aussi qu'aux Etats Unis des cellules de communication domestiques ont été développées pour faire en sorte que le peuple américain soit favorable à la guerre en Irak, ça avait naturellement fait scandale car effectivement en principe ce type d'actions est dirigée contre les ennemis de la nation et certainement pas en direction de l'opinion publique domestique. Mais on sait très bien que ça existe ».

Plusieurs acteurs sont chargés de la promotion de l'image de la junte. Le plus ancien est le Commandement des Opérations de Sécurité Intérieur (ISOC) dont le rôle a été développé dans la première partie de ce travail de recherche. D'autres acteurs interviennent également, comme le bureau du Premier ministre qui s'occupe de l'émission télévisée quotidienne « Rendre le Bonheur au Peuple », ou encore les ministères comme celui de la culture ou de l'éducation, mais aussi l'Autorité du Tourisme de Thaïlande (Tourism Authority of Thailand, TAT) qui élabore également une forme de propagande. Par exemple, dans sa campagne « 24 Hours Enjoy Thailand », le TAT présente la loi martiale comme un argument de vente pour attirer des touristes (grâce à la loi martiale, les touristes peuvent circuler en toute sécurité dans le pays de jour comme de nuit<sup>290</sup>). Le TAT a également lancé un appel aux médias du monde entier pour qu'ils montrent que la vie se déroule normalement dans le royaume. Pour appuyer son propos, il a diffusé une vidéo interviewant des touristes du Royaume-Uni, de Chine, de Russie ou d'Europe qui vantaient les merveilleuses vacances qu'ils passaient en Thaïlande. Le Gouverneur de la TAT s'est également exprimé lors d'un salon professionnel : « Nous tenons à vous informer qu'en Thaïlande, le terme « coup d'Etat » n'est pas considéré comme aussi grave que dans d'autres parties du monde. Un « coup d'Etat » en Thaïlande est toujours paisible et sécuritaire tant pour les populations locales que pour les visiteurs étrangers<sup>291</sup> ». Selon une source du Bangkok Post, Prayuth aurait constitué un groupe de travail dédié à « gagner la campagne de l'information » contre le mouvement anti-coup et à magnifier l'image du NCPO, en particulier sur les réseaux sociaux<sup>292</sup>. Dans cet article du Bangkok Post daté du 5 juin 2014 intitulé « les spin-doctors de l'armée se concentrent sur la Toile », la source du quotidien explique que « cette équipe est chargée de concevoir un plan de campagne informationnelle, et que les opérations d'information seront à la fois ouvertes et déguisées. Basées sur l'approche américaine, les opérations d'information sont menées par des spécialistes des opérations militaires plutôt que des spécialistes des affaires civiles. Le groupe de travail et dirigé par un colonel de l'armée ».

De nombreuses techniques de propagande explicitées en 1937 par l'Institute for Propaganda Analysis et énumérées par François Bernard Huyghe [Huyghe, 2008 :57] sont mobilisées dans le cadre de la propagande réunificatrice des militaires thaïlandais :

- ✓ Etiquettes péjoratives : « consistent à accoler un nom à un groupe de façon à évoquer des images négatives. Cette technique renvoie au principe plus général du contrôle des dénominations ». Dans ce cadre, le NCPO insiste sur le caractère violent de ses

---

<sup>290</sup> Prachatai, « Thai authority uses martial law to attract tourists », 13/10/14

<sup>291</sup> Thaïlande.fr, « L'armée tente de dédramatiser le coup d'État », 15/06/14

<sup>292</sup> Bangkok Post, « Army spin doctors turn focus online », 05/06/14

détracteurs en les qualifiant de « groupes armés qui se préparent à lancer des mouvements anti-coup <sup>293</sup> ». Le NCPO justifie également la permanence de la loi martiale comme nécessaire « pour combattre les opposants qui ont l'intention de faire dérailler le travail du NCPO<sup>294</sup> », ou encore : « Le Premier ministre Prayuth a maintes fois répété qu'il n'avait pas d'autre choix que de garder la loi martiale en place parce que des mouvements visant à causer la confusion et à instiguer le trouble public restent actifs<sup>295</sup> ».

- ✓ Euphémisme et dissimulation : « les dénominations sont utilisées pour occulter le caractère réel de ce dont on parle, pour le banaliser ou lui ôter ses implications les plus fortes ». Ici, il s'agit d'invoquer « la feuille de route vers la démocratie » pour traduire une période indéterminée d'exercice non démocratique du pouvoir.
- ✓ Brillantes généralités et noms prestigieux : « il suffit d'accoler un terme évoquant le bien, le juste, le beau, à ce que l'on désire promouvoir. Le « camp de la paix », ou l'opération « juste cause », l'appel à tout bout de champ à « la tolérance » ou à « la patrie » servent ainsi à capter le prestige de valeurs pour interdire la critique. Cette technique est largement reprise par la junte, ne serait-ce que dans le nom qu'elle s'est donné, Conseil National pour la Paix et l'Ordre. Qui oserait se positionner contre la paix ? L'appel de la junte à la réconciliation nationale, le retour du bonheur sont de puissants éléments de rhétorique visant à empêcher toute contestation de son action.
- ✓ Argument de banalité : « consiste à rappeler la lucidité de l'homme du commun. Comment aller contre le bon sens populaire ? Si M. Dupont ou M. Smith sont de cet avis, qu'est ce qui m'autorise à contredire les évidences auxquelles adhère mon voisin ? ». En Thaïlande, le recours massif aux sondages d'opinion a déjà été traité en deuxième partie du mémoire.
- ✓ Transfert et fausses connexions : « il s'agit d'associer la cause que l'on défend avec des symboles généraux positifs: drapeaux, prières, images de héros et de grands hommes, emblèmes de la nation, références à la science ». La junte s'approprie le prestige de l'institution monarchique, notamment au travers des photographies illustrant l'aval du roi concernant la nomination de Prayuth à la tête de la nation. Le drapeau thaïlandais ainsi que le bâtiment du gouvernement composent également régulièrement l'arrière-plan de l'émission télévisée Return the Happiness to the People de Prayuth.
- ✓ L'appel à la peur: « la nation est en péril, la violence monte, le pays a perdu confiance en lui. La seule solution est de soutenir X ». Le principal argument avancé par les militaires pour justifier leur intervention est l'escalade de la violence meurtrière du conflit qui a atteint un tel paroxysme que la seule solution réside en leur monopolisation du pouvoir.

Selon Romain Zerbib, la mesure de l'efficacité d'une stratégie d'influence s'effectue soit par le comportement, soit par l'attitude. La mesure par le comportement est appréhendée par les actions comme le vote, le déclin des mouvements subversifs et des manifestations. La mesure par l'attitude est réalisée à partir de l'analyse de l'état d'esprit de la population au travers

---

<sup>293</sup> Bangkok Post, "NCPO wins early post-coup praise", 23/06/14

<sup>294</sup> Bangkok Post, "Martial Law still Needed", 17/08/14

<sup>295</sup> Bangkok Post, "Wielding too much power can backfire", 18/11/14

notamment des discussions urbaines, de l'écho des acteurs subversifs, l'identification des points critiques de la société où s'expriment les sentiments. Selon l'enseignant-chercheur en intelligence économique, l'efficacité de ce type de campagne peut également être opérée par le biais d'un rapport monétaire, de la confiance que l'on accorde au pays ou encore par les flux migratoires.

### 1.1.2. Campagne de relations publiques

En juin et juillet 2014, une campagne de communication intitulée « Rendre le Bonheur au Public » est lancée dans Bangkok pour valoriser la présence militaire. A cette occasion, de nombreuses activités gratuites sous le thème « retour du bonheur » sont proposées dans la capitale, notamment dans les quartiers de Santi Chai Prakarn, du Monument de la Victoire, de Sanam Luang et de Nong Chok pour détendre le citoyen et lui faire oublier le coup d'Etat. Entre autres divertissements, des repas gratuits, un service médical gratuit, des concerts, des séances photo aux côtés de thaïlandaises sexy en tenue de camouflage, des projections de films, des prières pour demander la paix ... Selon Ijsberg magazine « Plus que de simples célébrations, c'est bien un festival de propagande qui se tiendra jusqu'au 25 juillet à Bangkok<sup>296</sup>».



**Photographie 20: Des danseuses en tenue de camouflage posent pour la photo et accueillent le public avant de monter sur scène- Source: Bangkok Post, “Army spin doctors turn focus online”, 05/06/14, Thiti Wannamontha**

Le personnel militaire mobilisé pour l'évènement s'exprime dans le Bangkok Post: « C'est mon job d'interagir avec le public » annonce le Sergent Chamman de l'équipe des Opérations Psychologiques Thaïlandaises qui a été entraîné pour monter sur scène et divertir l'audience, ou encore « l'évènement est une idée de Prayuth pour rendre le bonheur au peuple comme il a souffert du conflit politique pendant de nombreuses années<sup>297</sup> » déclare le général Sombat Thanyawan du Centre de la Cavalerie chargé de superviser les performances. Ijsberg magazine donne la parole à Banpot Poonpian, porte-parole de la section des Opérations de Sécurité intérieure (ISOC) : « Nous avons les moyens de construire une harmonie nationale et de rendre

<sup>296</sup> Ijsberg magazine « La junte thaïlandaise lance son festival de propagande », 22/07/14

<sup>297</sup> Bangkok Post, “‘Happiness’ returns to Victory Monument”, 05/06/14

les Thaïlandais à nouveau heureux<sup>298</sup> ». Les concerts sont performés par des élèves de l'école Rajvinit, l'orchestre de l'Armée royale thaïlandaise, le groupe musical de la Police royale thaïlandaise ou encore le groupe Ponglang de l'Administration Métropolitaine de Bangkok. L'activité qui semble répandre le plus de bonheur est celle des selfies en compagnie militaire.

La campagne trouve une résonance dans les médias internationaux. Le Point écrit à ce propos : « Repas gratuits, musique et soldats-danseurs façon "boy band", tout est bon pour faire passer au second plan les entraves répétées aux libertés civiles depuis le coup d'État du 22 mai dernier<sup>299</sup> ». La parole du général Thanyawan est de nouveau mise à l'honneur : « Cet événement est un nouveau départ pour la société thaïlandaise, pour que les gens à Bangkok et ailleurs se tournent les uns vers les autres et parlent, en utilisant la musique ou d'autres activités collectives », tandis que celle du politologue Paul Chambers nomme la campagne pour ce qu'elle est : « Je pense que c'est de la pure propagande. C'est grossier et trop évident ». L'avis de Thitinan Pongsudhirak est également exprimé : « On ne peut pas remédier au malheur national seulement avec des campagnes promotionnelles. On doit s'attaquer à ses racines, aux sources des divisions sociales et du conflit politique ».



**Photographie 21: Des soldats thaïlandais poussant la chansonnette le 5 juin à Bangkok pour divertir la population et changer leur image Source : Le Point, « Thaïlande : l'armée amuse le peuple »,06/06/14, Nicolas Asfour (AFP)**

La campagne est envisagée avec cynisme par le Bangkok Post. Dans un billet d'humeur daté du 27 juillet 2014 intitulé « Un passeport pour le bonheur est tout ce dont vous avez besoin », le journaliste additionne les points de moralité qu'il gagne en suivant un programme qui ferait le bonheur de la junte, comme brûler les exemplaires de ses livres considérés contestataires, et « en prenant un selfie avec un soldat au Happy Festival à Sanam Luang », avant de conclure « pour gagner des points de moralité, je suis prêt à abandonner toute idée, à dénoncer ma vie

<sup>298</sup> Ijsberg magazine « La junte thaïlandaise lance son festival de propagande », 22/07/14

<sup>299</sup> Le Point, « Thaïlande : l'armée amuse le peuple »,06/06/14



intérieure, à renforcer mes préjugés et affaiblir mon intelligence dans le but de vivre dans une heureuse stupeur pour toujours<sup>300</sup> ».

### 1.1.3. Stratégie médiatique

Les médias sont mis à contribution pour diffuser un peu de bonheur en Thaïlande, notamment le petit écran. Tous les vendredi soir, Prayuth fait son show : le Premier ministre s'adresse en solo à la nation pour diffuser ses messages de propagande dans son émission : *Rendre le Bonheur au Peuple* (*Returning Happiness to the People*). Inutile de zapper : il est diffusé sur toutes les chaînes.



**Photographie 22: Capture d'écran de l'émission hebdomadaire de Prayuth, Rendre le Bonheur au Peuple, daté du 22 août 2014**

Le trailer de l'émission est indémodable : en fond sonore, la chanson de Prayuth que nous développerons ultérieurement, et en visuel d'abord le sigle du NCPO et les emblèmes des forces armées, puis des photographies des militaires, puis le titre de l'émission avec en fond le bâtiment du gouvernement et un drapeau thaïlandais qui flotte. La description qu'en fait Saksith Saiyasombut est exhaustive : « c'est l'intervention hebdomadaire de Prayuth où il peut dire tout ce qu'il veut sans contrôle pendant aussi longtemps qu'il le veut. Les Premiers ministres dans le passé ont traditionnellement entretenu de telles émissions, mais d'habitude elles étaient diffusées les dimanches matin. Celle de Prayuth est le vendredi soir, en plein prime time entre 21 heures et 22 heures, il passe sur toutes les chaînes gratuites et il parle du travail que le gouvernement a supposément fait. Prayuth, par nature, parle sans aucun script, d'où une perte de cohérence dans son discours. Il ne fait que parler et parler, et marmonne sur tout et n'importe quoi. Il a toujours cette image d'un oncle très exaspéré. Il dit toujours des choses comme « Est-ce que je dois encore vous dire ce qu'il faut faire, bande d'idiots ? ». Pour décrire comment cela se passe en coulisse, toutes ces émissions sont préenregistrées, la plupart du temps le jour même, et toutes les chaînes télévisées ne savent pas quand il va diffuser ni pour combien de temps. Elles reçoivent juste une note à 18 ou 19 heures qui explique « il va passer à telle heure pour tant de temps ». Et c'est très fluctuant, parfois il parle pendant 20 minutes, parfois pendant une

<sup>300</sup> Bangkok Post, "A passport to happiness is all you need", 27/07/14

heure et demi. C'est une horreur totale pour les directeurs de programmation, qui ne savent pas comment organiser leurs programmes vu qu'ils reçoivent les notifications au dernier moment. Egalement, les chaînes télévisées y perdent beaucoup d'argent, parce que normalement c'est le prime time avec la diffusion des plus gros soap-operas qui rapportent évidemment le plus de revenus publicitaires. Il y a aussi beaucoup de thaïlandais qui ne sont pas heureux du tout parce qu'ils ne peuvent pas voir leur soap-operas. Il ne faut pas rigoler avec les soap-operas en Thaïlande. Est-ce que quelqu'un regarde l'émission de Prayuth ? Probablement pas. Il se plaint lui-même à ce propos. Il dit "Pourquoi est-ce que vous ne me regardez pas ? Parce que c'est important ». On ne connaît pas les scores de l'audimat parce qu'ils ne sont pas publiés, mais j'imagine que ce n'est pas un grand succès ». Selon le Washington Post, les propos de Prayuth varient entre ces trois constantes : expliquer les politiques du gouvernement, menacer les médias et se plaindre que les gens ne s'intéressent pas à lui. Le quotidien états-uniens reporte les paroles du général : « Certains journaux et agences de presse doivent encore s'améliorer. Je demande votre coopération. S'il vous plaît, ne nous forcez pas à utiliser plus de lois car ce ne serait que plus de désagréments pour les journalistes, la presse, les stations de radio et les chaînes de télévision » et « Des fois je me sens un peu blessé. Je ne suis pas sûr que vous m'avez entendu ou écouté l'information que nous vous avons transmis<sup>301</sup> ».

Prayuth a composé une chanson, dont le titre n'étonnera personne : « Rendre le bonheur à la Thaïlande », c'est notamment la ballade du trailer de son émission. Elle dure quatre minutes, et a été visionnée plus d'un million de fois sur YouTube depuis sa mise en ligne le 6 juin 2014. Les paroles sont écrites par Prayuth (il l'aurait composé en une heure chrono), et la musique est signée par l'Orchestre de l'armée. Le Bangkok Post décrit la mélodie comme « une ballade lente destinée à serrer chaque dernière goutte de sympathie de l'âme thaïlandaise<sup>302</sup> », avant de remarquer que « Selon les nouvelles, la chanson est sensée transmettre un message depuis le cœur du général ». Voici un extrait des paroles :

*« La Nation fait face à des dangers  
Nous voulons être ceux qui interviennent à temps  
Nous tiendrons nos promesses  
Donnez-nous du temps.  
La Terre sera alors aussi belle qu'elle l'était avant.  
Nous serons honnêtes, vous devriez simplement nous faire confiance et placer votre foi en  
nous.  
La Terre sera soulagée  
Je veux te rendre le bonheur, à toi, mon peuple. »*

Les commentaires du Bangkok Post sont cyniques à l'égard de cette chanson : « Le général nous demande d'être patients. Vu qu'il a pris tous les pouvoirs et dirige le pays avec la loi martiale, je suppose que l'attente est obligatoire de toute façon. [...] Dans la chanson, Prayuth dit qu'il va ramener une belle Terre. Je n'ai aucune idée de ce que le général veut dire par là. Et si une belle Terre voulait dire pour Prayuth un pays dans lequel il n'y a ni dissidence, ni

<sup>301</sup> Washington Post, "Thailand's leader will write soap operas to 'return happiness' to the people", 29/09/14

<sup>302</sup> Bangkok Post, "Singing songs of unity will not suffice", 10/06/14

liberté d'expression ou de rassemblement pacifique ? Le leader du coup nous demande de lui faire confiance pendant qu'il s'attèle à nous rendre le bonheur. Et bien général, est ce qu'on a vraiment le choix ? <sup>303</sup>»

D'autres medias sont instrumentalisés à des fins de propagande. Le Bangkok Post rapporte notamment que le bureau des relations publiques de l'armée a lancé plusieurs programmes radio intitulés « rendre le bonheur au pays » dans la province de Kalasin située au Nord-Est de la Thaïlande. Ces radiodiffusions « ont pour but de modifier les perceptions de ceux qui ont des opinions politiques divergentes <sup>304</sup> ». Les réseaux sociaux ne sont pas épargnés. Selon le Bangkok Post, des pages officielles de différentes agences de l'armée ont été créés sur Facebook et Twitter afin qu'elles puissent communiquer avec le public. Le quotidien thaïlandais soupçonne également la junte d'être à l'origine de la diffusion d'une vidéo sur YouTube dans le cadre de sa campagne d'information déguisée. Le clip, intitulé « Les Soldats aussi ont un cœur » dure trois minutes et présente un soldat qui défend le coup d'Etat en insistant sur le fait que ce dernier a amélioré la situation du pays <sup>305</sup>.

En conclusion, la propagande du bonheur ne berne pas grand monde. Le déclin progressif des contestations du coup est plus imputable à la force répressive des militaires qu'à leur soft power, résolument peu efficace. Le Bangkok Post se veut très critique à cet égard : « Les leaders du coup se sentent peut être adulés par une vague de support populaire mais la réalité est qu'ils ne pourront pas toujours contrôler les choses comme ils le font maintenant. La « paix » que beaucoup de gens expérimentent est une condition imposée. Il n'y a aucune garantie qu'elle durera longtemps <sup>306</sup>» publie le quotidien thaïlandais en juin 2014. En octobre, on peut lire : « Le gavage de bonheur ne fera qu'empirer les choses <sup>307</sup>», et en novembre : « En dépit de l'injonction d'être heureux, je dois désobéir à cette ordre et me sentir triste. Très triste <sup>308</sup>». Prachatai fait le même constat : « Le bonheur est dans l'air en Thaïlande. Mais sous la menace d'une arme, qui pourrait dire quoi que ce soit d'autre ? Seul le bonheur et le fait d'être d'accord ont droit de cité dans les médias, non la crainte et la désapprobation <sup>309</sup> ». Malgré leur objectif affiché de réconcilier le pays, une telle pression autoritaire est contre-productive et représente un obstacle de taille pour la construction de l'unité nationale.

## 1.2. La Thainess

Au cœur de la construction du sentiment national thaïlandais, l'idéologie de la Thainess, *khwampenthai* « ce qui fait que l'on est thaï », repose sur trois piliers : la nation, la religion, le roi : *chartsassana phra mahakasart*. Hannah Arendt définit le concept d'idéologie : « Une idéologie est précisément ce que son nom indique : elle est la logique d'une idée ...

---

<sup>303</sup> Bangkok Post, "Singing songs of unity will not suffice", 10/06/14

<sup>304</sup> Bangkok Post, "Chiang Mai centre to tackle colour divide", 10/06/14

<sup>305</sup> Bangkok Post, "Army spin doctors turn focus online", 05/06/14

<sup>306</sup> Bangkok Post, "Prayuth's merry dance with time", 24/06/14

<sup>307</sup> Bangkok Post, « Memories are the first victims of 'happiness' », 04/10/14

<sup>308</sup> Bangkok Post, "Rural poor can't ignore regime threat", 19/11/14

<sup>309</sup> Prachatai, "When truth is missing from the land of (pretended) smiles", 02/07/14

L'émancipation de la pensée à l'égard de l'expérience<sup>310</sup> ». Selon François Bernard Huyghe : « ce sont des propositions, explications et prescriptions relatives au monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être. Ces idées relient qui les adoptent et les opposent à d'autres (une idéologie est toujours une pensée contre) » [Huyghe, 2005 :14]. De fait, la Thainess est définie par une « identification négative » de ce qui n'est pas thaï : « la Thainess apparaît comme un concept « plastique », malléable, adaptant sa forme aux circonstances et à ce qui est considéré comme représentant « l'autre » » [Ferrari & al, 2010:47]. Si l'origine de la devise « nation religion roi » peut être retracée au règne de Rama VI (1910-1925), ce sont surtout les dictateurs des années 1960 qui ont développé le concept de Thainess. En plaçant le roi comme la personnification de la nation et le protecteur des religions (bien que le pluriel soit adopté, on entend ici exclusivement la religion bouddhiste), les militaires sont parvenus à faire intégrer une communauté thaïlandaise et à se donner une raison d'être qui renforce leur pouvoir: ce sont les défenseurs de la monarchie et donc ultimement, du seul facteur d'unité qui tient le royaume en place. Nous allons tenter de comprendre les tenants de cette idéologie dont l'aboutissant est le maintien des élites au pouvoir.

### 1.2.1. La nation

La nation est une invention visant à produire de la cohésion sociale. De nombreux auteurs pointent le caractère artificiel de ce concept. En 1975, dans *La Dynamique de l'Occident*, Norbert Elias explique que l'identité nationale est construite afin de permettre aux dirigeants de gouverner légitimement une unité territoriale plus grande. L'objectif de l'identité nationale est selon le sociologue allemand de créer un sentiment d'appartenance commune visant à rendre acceptable la centralisation du pouvoir et à imposer des catégories de pensées et des manières de voir le monde. Entre 1982 et 1992, en tant que professeur au Collège de France, Pierre Bourdieu complète le concept de violence politique légitime de Max Weber en introduisant celui de violence symbolique légitime. L'Etat, en particulier à travers l'école, fait naître l'idée que l'on est des citoyens. Cette intériorisation est multiforme et quotidienne, notamment à travers la monnaie, ou encore les timbres. En 2001, l'historienne et sociologue Anne-Marie Thiesse publie son ouvrage *La création des identités nationales* dans lequel elle étudie les modalités de construction des identités nationales par les promoteurs de l'Etat. Selon la directrice au CNRS, les pays ont toujours réécrit leur histoire pour justifier des objectifs politiques à travers des ancêtres fondateurs, une histoire épique et continue, des paysages typiques ou encore des emblèmes populaires, le but étant de mettre en place des traits culturels permettant l'identification. Anne-Marie Thiesse dénonce le caractère artificiel de ces démarches visant à générer un sentiment d'adhésion à la nation, et donc une forme de patriotisme avec des cas poussés à l'extrême comme la création d'une langue ex nihilo en Norvège. Pour Jean-Loup Amselle, auteur de *Les nouveaux rouges-bruns : le racisme qui vient*, publié en 2014, il n'y a aucune identité nationale par essence, mais la construction d'une identité sociale. Il évoque les fabriques de l'imaginaire national pour revenir sur la construction de l'Etat et la naissance des Etats nations.

L'ethnologue Jacques Ivanoff explique le sens du terme thaï : « il désigne d'abord la langue des Siamois, puis l'ethnie de même langue. Il s'agit surtout d'une construction ethnico-linguistique

---

<sup>310</sup> Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, 1998

moderne qui englobe les Thaïs « ethniques » [...] (qui) seraient [...] les « vrais Thaïlandais », des constructions idéologiques nationales qui se détachent des habitants de l'Isan, du Sud, des Chinois... C'est une construction dangereuse qui mélange plusieurs réalités, géographiques (Isan), sociales (Bangkok), religieuses (Sud musulman) entre lesquelles les caractéristiques ethniques ne sont pas définies » [Ferrari & al, 2010:17-18]. Ces constructions idéologiques ont permis le développement d'une hiérarchisation ethnique avec des sous-catégories de Thai Isan, Thai-islam, Thai Mai : « des variétés de Thaïs qui ne sont pas tout à fait des Thaïs, mais qui sont tous des Thaïlandais [Ibid, 20]. De cette segmentation ethnique du royaume découle une hiérarchisation de la société qui favorise l'inertie des positions sociales. Cet ethno-régionalisme est la conséquence de la construction historique d'un système de valeurs permettant d'intégrer les régions culturellement différenciées du centre en accordant à ses habitants le statut de thaïlandais et en leur inculquant l'amour du roi, de la religion et de la nation, tout en les mettant suffisamment à distance pour justifier de la supériorité du centre. La construction de ce sentiment national thaïlandais est surtout le produit du XXe siècle, bien qu'elle soit entamée à partir du règne de Chulalongkorn (Rama V) au XIXe siècle.

A la fin du XIXe siècle, le roi Chulalongkorn (1868-1910) devait bâtir un Etat-nation moderne. Face aux velléités des occidentaux et à la présence d'une population ethniquement et culturellement très diversifiée, Rama V s'employa à forger le ciment de l'identité nationale thaïlandaise. La nation thaïe est alors considérée comme « unifiée par sa langue [...], mais surtout par la personne du roi (tous les Thaïs, quel que soit leur groupe ethnique, sont sujets de sa majesté). Le sentiment d'une communauté nationale devait être renforcé par la pratique d'une religion – le bouddhisme – et le souvenir d'une histoire commune » [Crouzatier, 2012 :30]. L'utilisation généralisée et exclusive de la langue siamoise fut implantée dans le système scolaire pour amoindrir les distances entre les thaïlandais du centre, les thaïlandais musulmans du Sud qui se sentaient plus Malais et les « tribus montagnardes » du Nord et du Nord Est, dans le cadre d'un système d'éducation « standardisé » géré par les fonctionnaires de Bangkok. Ainsi, « d'après le recensement de 1960, 97% des habitants de plus de cinq ans pouvaient parler la langue nationale. Aujourd'hui, cette proportion aurait atteint 99% » [De Koninck, 2012 :258]. A partir de la loi de l'Education Obligatoire de 1921, l'école, en tant qu'instance socialisatrice, transmet des valeurs idéologiques, sociales et nationales et permet de lier les enfants et leurs parents à l'Etat nation<sup>311</sup>. Rama VI (1910-1925) reprit le flambeau de son prédécesseur et imagina la devise « nation, religion, roi » et supplanta le drapeau du Siam (un éléphant bleu sur fond rouge) par le drapeau tricolore : bleu pour la monarchie, blanc pour le bouddhisme, et rouge comme « le sang que le peuple est prêt à verser pour défendre son pays ». [Crouzatier, 2012 :34]

C'est à partir du règne du général Phibunsongkhram, de 1938 à 1944 et de 1948 à 1957, que la construction de l'identité nationale thaïlandaise connut une impulsion significative. Assisté de son idéologue de la Thainess Luang Wichit Wattakan et de l'académique Phya Anuman Rajadhon, Phibunsongkhram, décrit par Eugénie Mérieau comme un grand nationaliste

---

<sup>311</sup> Audrey Baron-Gutty & Supat Chupradit, *Education, Economy and Identity, Ten years of educational reform in Thailand*, IRASEC, Bangkok, 2009, p.15-16

admiratif du modèle fasciste italien<sup>312</sup>, édicta toute une série de décrets (*ratthaniyom*) visant à renforcer le sentiment nationaliste. Le premier, publié le 24 juin 1939, modifia le nom du pays de Siam à Thaïlande, « Thaï » signifiant « libre » (Siam fut réintroduit de 1945 à 1949 avant d'être définitivement substitué par Thaïlande). Une dizaine d'autres s'ensuivirent : « définition de la trahison envers la patrie et des activités anti-thaïes ; interdiction de l'utilisation des dénominations « Thaïs du nord-est », « Thaïs du sud », « Thaïs musulmans », au profit du seul terme « Thaïlandais » ; encouragement à la loyauté envers les symboles nationaux tels que le drapeau, l'hymne national et l'hymne royal ; exhortation à soutenir l'économie nationale et à prendre sur ses propres ressources ; encouragement à utiliser et respecter la langue nationale ... » [Crouzatier, 2012 :128]. Un de ces décrets encourageait notamment à utiliser et à respecter la « langue nationale », qui désigne la langue de la région de Bangkok et de la plaine centrale au détriment des autres langues du royaume. Cette politique d'homogénéisation culturelle et sociale pourtant très nationaliste, visait également une forme de modernisation à l'occidentale. Ainsi, un décret royal publié en 1941 interdisait le port du sarong et la mastication du bétel (noix d'arec qui rend les dents rouges) considérés comme non civilisés. Des éléments du mode de vie occidental furent encouragés, « comme le port obligatoire du chapeau ou le fait d'embrasser sur les joues sa femme avant de partir au travail le matin. Les bureaucrates de l'époque étaient sans doute férus de films européens ou américains » [Dubus, 2011 :96]. La promotion sous Phibunsongkhram de la culture thaïe comme culture nationale n'aura fait qu'occulter l'hétérogénéité ethnique et culturelle du pays, d'autant plus que la logique adoptée fut plus celle de l'assimilation que de la fusion, étant donné que le standard culturel valorisé était celui de la plaine centrale au détriment des autres régions du royaume.

Alors que Phibunsongkhram tendait à vouloir remplacer le roi en tant que figure tutélaire du royaume, le dictateur Sarit Thanarat (1957-1963) trouva un terrain d'entente avec Bhumibol pour redorer le blason de la monarchie tout en continuant de tenir les rênes du royaume, en prenant pour base de l'identité nationale thaïlandaise la désormais célèbre trilogie : nation, religion, roi. La bureaucratie de Bangkok, à travers un Bureau de la commission de la culture nationale, crée en 1979 et dont dépendait un Comité pour la promotion de l'identité nationale, est chargée d'inculquer cette identité thaïe [Dubus, 2011 :97]. L'école est alors instrumentalisée pour propager la loyauté des écoliers envers les trois « piliers » de l'Etat, « représentés partout par un drapeau national, une statue de Bouddha et une photo du roi » [Crouzatier, 2012 :90]. Cette propagande s'appuie également sur les médias et la loi de lèse-majesté pour interdire l'exercice de l'esprit critique. .

L'héritage de cette identité nationale imaginée nourrit de nombreuses implications contemporaines pour la société thaïlandaise, dont le dénigrement des identités ethniques périphériques et la suprématie culturelle de la population urbaine, principalement celle de Bangkok. Le système d'éducation moderne, en transmettant des stéréotypes négatifs sur les peuples montagnards, a engendré une perte de confiance en soi auprès des jeunes issus des minorités ethniques. Ces derniers ont intériorisé la honte de leurs origines tribales, ce qui se traduit concrètement par leur réticence à parler leurs langues locales ou à rencontrer les autres membres de leur ethnie quand ils sont en ville et à changer leurs noms de famille par des noms

---

<sup>312</sup> Gavroche Thaïlande, « L'inintelligible recyclage de la « Thainess » », n°238, août 2014, p. 51

à consonance plus thaïlandaise. [Baron-Gutty & Chupradit, 2009 :50]. La seule acceptation des cultures ethniques se cantonne au cadre touristique, elles sont à cette fin folklorisées pour satisfaire la curiosité du farang en quête d'exotisme. De l'autre côté du spectre culturel, les populations urbaines, surtout à Bangkok, sont plus modernes au sens occidental du terme. Par conséquent, ce sont elles qui « dictent les règles et fixent les valeurs, et sont ainsi considérées comme étant plus proches du Thaï idéal. Dans cette vision hiérarchique des choses, la population urbaine éduquée serait supérieure à la population rurale, en d'autres termes les citadins connaîtrait mieux la Thainess que les ruraux » [Ferrari & al, 2010 :66]. A titre d'exemple, lorsque l'hymne national est diffusé (deux fois par jour, à 8 heures et à 18 heures), le recueillement est scrupuleusement observé dans la capitale qui se fige l'espace de quelques minutes.

En conclusion, la classe dirigeante a réussi à imposer le concept de Thainess dans l'esprit des citoyens du royaume comme une substance qui coule dans leurs veines par le fait qu'ils sont nés thaïlandais, jusqu'à devenir « le dénominateur commun entre les Thaïlandais, et cela malgré son absence de sens » [Ferrari et al, 2010 :49]. La croyance en l'exigence naturelle d'appartenir à une nation, l'élévation de l'unité et l'exclusion de l'altérité considérée inassimilable connaissent des dérives pathologiques : « dans son paroxysme, le nationalisme ethnique engendre la négation de l'humanité commune. [...] Le particularisme absolu conduit au racisme, comme l'illustre l'absolutisation de la nation par les nazis » [Lambert, 2010 :31].

### 1.2.2. Le roi

En Thaïlande, l'ultraroyalisme, ou plutôt l'ultrabhumibolisme est de rigueur. Pourtant, la monarchie n'a pas toujours occupé une place si importante dans le cœur des thaïlandais. Giles Ji Ungpakorn évoque un sondage anthropologique réalisé en 1954 qui remarquait que 61% de la population rurale n'étaient pas certaine du sens du mot « monarchie » et de sa pertinence dans leurs vies<sup>313</sup>. Jean-Marie Crouzatier explique que tout au long des années 1910, la monarchie absolue était largement critiquée par les journalistes et les intellectuels qui dénonçaient l'absolutisme comme cause de la corruption et de l'inefficacité de l'administration ainsi que le discours du pouvoir sur le progrès : « si le progrès doit permettre au peuple de vivre mieux, comment expliquer la pauvreté du Siam sinon par l'exploitation du peuple au profit d'une minorité de privilégiés ? » [Crouzatier, 2012 :34]. C'est à partir de la dictature de Sarit Thanarat dès 1957 que Bhumibol développa une influence considérable en dépit de son manque de pouvoir officiel. En prenant la peine de le consulter avant de prendre des décisions importantes, le dictateur établit une relation de courtoisie avec le monarque, ce qui renforça l'autorité morale de ce dernier. En retour, en se posant en défenseur de l'institution royale, le régime dictatorial du Premier ministre gagnait en légitimité et trouvait une raison d'être. La revalorisation de la monarchie s'effectua à travers la réécriture de l'histoire dans les manuels scolaires, par le biais des médias ainsi qu'au moyen d'une grande campagne de communication qui utilisait le thème du paternalisme bienveillant du roi pour populariser le souverain et son épouse [Dubus, 2011 :102]. Sarit changea notamment la date de la fête nationale, anciennement le 24 juin en référence au passage à la monarchie constitutionnelle, pour le 5 décembre,

---

<sup>313</sup> Ungpakorn, 2007:54-55, source: Nakarin Mektrairat, *Beliefs, knowledge and political power in the 1932 revolution*. Social Science Association of Thailand, Bangkok, 1990. (Ouvrage en thaï).

l'anniversaire de Bhumibol. Dans l'historiographie nationaliste, Chulalongkorn reçoit le même rôle symbolique que les héros de la résistance anti-coloniale en Asie du Sud Est [Ivarsson & Isager, 2010 :45], il est notamment crédité d'avoir préservé l'indépendance du Siam face à l'impérialisme anglais et britannique [Ibid, 46]. A l'école, les enfants apprennent que Rama VII « a donné au peuple thaï la démocratie et une Constitution » [Ungpakorn, 2007 :53], alors que le passage à la monarchie constitutionnelle est en réalité imputable aux révolutionnaires du Parti du Peuple. Les livres scolaires glorifient le roi comme étant au cœur de la nation en stipulant que « la Monarchie a toujours été avec la société thaïlandaise », sous-tendant l'ancienneté et l'immuabilité de l'institution [Ibid, 52].

Les médias participent à faire du roi une sorte de demi-dieu dans l'esprit de la population. Comme l'expliquent Soren Ivarsson et Lotte Isager, « le discours prémoderne a été introduit par les médias visuels et la spectralisation de la vie sous le néolibéralisme, qui ont produit un régime de représentation qui a auratisé le roi Bhumibol. Ces technologies de l'enchantement [...] ont institutionnalisé une idéologie comodifiée et massivement médiatisée d'un pouvoir royal magico-divin qui a permis de légitimer l'influence politique croissante du roi Bhumibol » [Ivarsson & Isager, 2010 :29]. L'ère des médias de masse en Thaïlande offre donc une nouvelle visibilité à l'institution monarchique. Les auteurs décrivent le sentiment d'un téléspectateur thaïlandais qui sent poindre des larmes d'émerveillement au moment de l'apparition du Roi et de la Reine, et l'expliquent par la relation complexe qui s'établit entre l'observateur et l'observé, processus théorisé par Jean Paul Sartre selon lequel « le visuel produit des relations intersubjectives perturbatrices et une version inauthentique du soi <sup>314</sup>».

Le roi est consacré dans tous les médias. Au cinéma notamment : avant chaque projection, un court métrage mettant en scène le monarque et vantant sa personnalité et son travail est diffusé sur fond sonore de l'hymne de Bhumibol (« Louanges au roi »). Cette mise en scène est également déployée avant chaque représentation théâtrale, musicale, ou sportive. Il est alors d'usage de se lever pour témoigner son respect au monarque : en 2010, un étudiant de Thammasat a été condamné pour crime de lèse-majesté pour ne pas s'être levé dans une salle de cinéma<sup>315</sup>.

L'affichage est également mis à contribution pour faire du roi (et de la reine) une figure omniprésente dans tout le royaume. Les photographies du roi sont partout : dans l'espace public on le retrouve dans les rues des villes, dans les exploitations agricoles, sur les bâtiments publics et sur les pièces et les billets (défense de stopper du pied une pièce qui roulerait par terre : puisque le portrait du roi y est représenté, cela constituerait une grave offense à la monarchie, d'autant plus qu'en Thaïlande le pied est considéré comme impur à l'opposé de la tête plus proche des cieux). « Qu'ils dépeignent le monarque régnant dans ses splendides habits ou travaillant diligemment dans la campagne, ces images illustratives et illuminées du Trône sont devenues une forme de monument public, une part intégrante de la mémoire publique et une vision de la nation thaïlandaise » [Wong, 2006 :129]. Cette imagerie est d'ailleurs souvent datée : le roi et la reine sont représentés dans toute la superbe de leur jeunesse, et non au

---

<sup>314</sup> Ivarsson & Isager, 2010 :79, citent Jean Paul Sartre cité dans [Jay, 1193b :149].

<sup>315</sup> Eugénie Mérieau, « Réconciliation nationale et amnistie en Thaïlande », *Péninsule*, décembre 2013 (vol 66), p47-63



crépuscule de leur vie. Le couple monarchique donne leur nom à de nombreuses structures modernes comme le pont de Rama IX à Bangkok et le National Convention Center de la reine Sirikit. En intérieur, chaque foyer thaï voue le culte de la personnalité du roi à l'aide de calendriers, posters ou photographies.

Dans les médias écrits, les images de Premiers ministres rampants devant le roi, la reine ou le prince illustrent le protocole royal qui n'a pas évolué depuis le XIXe siècle, bien qu'il ait été officiellement aboli par Chulalongkorn : « Devant un membre de la famille royale, il exige que l'on s'agenouille ; si ce dernier est assis, il faut se courber encore, quitte à ramper au sol pour éviter que sa tête ne dépasse celle de son interlocuteur » [Mérieau, 2014]. La promotion de la mégalomanie monarchique passe également par le *ratchasap*, « langue spécifique pour s'adresser au roi. Face au monarque, toute personne doit utiliser le pronom de la première personne qui signifie « moi, poussière sous la poussière de la plante de vos pieds » » [Ibid].

Trois conséquences principales de ce culte de la personnalité sont à soulever : d'abord, il donne au roi un caractère de validité scientifique ou de vérité (au sens de Michel Foucault) [Mérieau, 2014] qui permet aux militaires de faire accepter les coups d'Etat à la population thaïlandaise une fois que le roi les a entérinés. Deuxième implication d'une telle dévotion monarchique : les militaires en défendant le roi, défendent la nation thaïlandaise toute entière, ce qui leur offre une légitimité incontestable. La dernière conséquence est que l'ensemble de la population a fini par intérioriser l'amour du roi, qui devient le lien vivant entre les Thaïlandais : « Pour la première fois depuis des décennies, l'élite et les classes populaires se reconnaissent dans un même symbole – à ce titre vecteur essentiel d'unité nationale » [Dubus, 2002 :28].

### 1.2.3. La religion

La religion bouddhiste est consacrée comme une religion d'Etat. Pratiquée dans la région depuis le début de l'ère chrétienne dans le cadre d'un syncrétisme avec les autres cultes et dieux de l'Inde (Shiva et Vishnu notamment), le bouddhisme theravada du « petit véhicule » originaire du Sri Lanka est devenue la religion dominante en Thaïlande à partir du XIIIe siècle [Crouzatier, 2012 :19]. La Thaïlande est le pays d'Asie du Sud Est qui présente la plus forte pénétration de cette religion : 94,6% de la population est de confession bouddhiste.

Bouddhisme	Islam	Christianisme	Autres	Total
94,6%	4,6%	0,7%	0,1%	100%

**Tableau 41: Répartition de la population thaïlandaise âgée de 13 ans et plus par religion en 2011 – Source : Ministère thaïlandais des technologies de l'information et de la communication, bureau national de statistique, « Executive Summary – The 2011 Survey on Status of Society and Culture »**

Sur le plan régional, la population est majoritairement bouddhiste à plus de 90% à l'exception du Sud où 24,5% de la population pratique la religion musulmane. La religion est ancrée dans les pratiques de la vie quotidienne : en 2011, 92,7% des thaïlandais bouddhistes déclarent offrir de la nourriture aux moines régulièrement (dont 19,1% quotidiennement), 80,6% prient, 49,4%

pratiquent les doctrines primaires du bouddhisme et 40,5% s'adonnent à la méditation<sup>316</sup>. L'ordination comme bonze (*bhikkhu*) est une étape obligatoire de la vie de tout homme thaïlandais. En effet, si un homme ne s'est pas rasé la tête pour adopter la robe safranée pendant une période plus ou moins longue (sept jours au minimum), il n'est pas considéré comme bon à marier.

Le clergé qui sert cette religion, la *sangha* est hiérarchiquement établie avec à sa tête un patriarche suprême (*somdet phra sangkharat*) nommé par le roi qui préside un Conseil des Anciens (*mahatherasamakhom*), étroitement en lien avec les sphères du pouvoir étatique.

En renforçant la monarchie absolue et en jouant un rôle d'encadrement social, le bouddhisme est « l'une des deux institutions consubstantielles aux idées de souveraineté collective et d'identité nationales » [Jammes & Robinne, 2014 :108]. Jean Jacques Rousseau confiait notamment dans son *Contrat social* à une religion civile le soin de nouer le lien social. En forgeant un corps de principes éthiques, le bouddhisme assure donc la cohésion de la société (elle permet de rassembler les diverses ethnies thaïlandaises, dans leurs pratiques alimentaires entre autres). Comme l'explique Jean-Marie Crouzatier, « la religion bouddhiste adjoint une dimension éthique à la politique : elle représente une règle naturelle à laquelle le détenteur du pouvoir doit se soumettre » [Crouzatier, 2012 :33]. Les Constitutions thaïlandaises exigent notamment que le roi soit bouddhiste, même s'il est considéré comme le protecteur de toutes les religions pratiquées dans le royaume. L'instrumentalisation politique de la religion bouddhiste a connu certaines dérives, comme le mentionne Arnaud Dubus : « au cours de la guerre du Vietnam, un moine de haut rang, Kittivuddho Bhikkhu, déclara que « tuer un communiste n'était pas un acte démeritant » » [Dubus, 2011 :194].

#### 1.2.4. Conclusion : la crise de la Thainess

A travers l'éducation, les médias et les campagnes de relations publiques, l'idéologie de la Thainess a permis de réunir des populations ethniquement et culturellement très diversifiées, mais de par son étroitesse et sa rigidité a également contribué à « renforcer le régionalisme en agrandissant l'écart entre la ville (Bangkok) et la campagne (le reste du pays) » [Ferrari & al, 2010 :69]. Cette construction imaginaire et fantasmée a montré des premiers signes de délitement avec l'apparition des Chemises rouges en 2006 qui contestent la hiérarchie qui en découle : une crise de la Thainess est en train de s'amorcer. La figure tutélaire du monarque fonctionne moins comme l'illustre le fait que son portrait n'apparaisse plus dans de nombreux villages « rouges », et sa mort prochaine affectera inéluctablement la Trinité nation-religion-roi qui pourrait bien voler en éclat. La monarchie n'est pas l'unique composante de l'idéologie à être remise en cause. En effet, de nombreuses controverses entachant la *sangha*, à travers divers scandales qui ont touché les abbés et les bonzes reflète la profonde crise que traverse le bouddhisme thaïlandais face aux défis du monde moderne.

Le risque de l'implosion de la Thainess est que cette idéologie constitue le seul ciment pour unir les Thaïlandais. Sans ce lien, la cohésion nationale entre les différentes régions du royaume n'est plus assurée, ce qui fait croître les incertitudes quant à l'avenir de la Thaïlande.

---

<sup>316</sup> Ministère thaïlandais des technologies de l'information et de la communication, bureau national de statistique, « Executive Summary – The 2011 Survey on Status of Society and Culture »

### 1.3. Application contemporaine de la Thainess par la junte

Un principe propagandiste couramment utilisé consiste à « relier les nouveaux thèmes que l'on met en avant à des idées anciennes et acceptées » [Huyghe, 2008 :47]. De fait, la junte de Prayuth adjoint son intoxication du bonheur à une résurgence de l'idéologie de la Thainess, renouant par la sorte avec la tradition ses prédécesseurs Phibunsongkhram et Sarit Thanarat. Ainsi, dès le 4 juin 2014 on peut lire dans le Bangkok Post : « Le colonel Banpot a dit que le général Prayuth a l'intention ferme de rendre le bonheur au peuple, d'éradiquer le conflit dans la société, de créer de l'unité et de défendre la nation, la religion et la monarchie<sup>317</sup> ». Selon Saksith Saiyasombut, l'idéologie de la Thainess est définitivement plus consacrée à partir du coup d'Etat : « normalement elle est appliquée par le ministère de la culture mais maintenant le problème est que le gouvernement militaire est vraiment en train d'incarner ce concept de Thainess. Et maintenant ils ont le pouvoir pour forcer le pays à devenir cette Thainess qu'ils se représentent ». A titre d'exemple, Prayuth instrumentalise la religion pour se donner une légitimité. Dans un article du Bangkok Post intitulé « Prayuth soutenu pour le poste de Premier ministre », le moine Somdej Phra Maha Ratchamangalacharn soutient le général en avançant que « ses efforts pour amener l'unité nationale concourent avec son propre projet d'encourager les villages à travers le pays à pratiquer les cinq préceptes du Bouddha ». Le moine a déclaré que selon lui, « les actions du général Prayuth allaient dans la bonne direction<sup>318</sup> ». Au-delà de cet argument d'autorité religieuse, la propagande de la Thainess est principalement insufflée par le divertissement et l'éducation.

#### 2.3.1. Divertissement

Le régime militaire régale le besoin de divertissement de la population en lui proposant du contenu gratuit à la gloire de la monarchie. Ainsi peut-on lire dans Prachatai : « A la télévision thaïlandaise, la Thaïlande semble très normale et les thaïlandais semblent être heureux sous le coup d'Etat. [...] A la légère différence que les courts documentaires promouvant le dévouement du roi sont diffusés plus fréquemment<sup>319</sup> ». Un autre élément de promotion de la monarchie a défrayé les chroniques médiatiques de la presse écrite : la projection gratuite dans plus de 160 cinémas d'un film dédié à la vie du légendaire roi Naresuan V, qui a étendu le royaume du Siam au XVIe siècle. La demande était telle, selon le Bangkok Post, que des séances additionnelles ont dû être programmées à la demande générale du public et au grand plaisir des militaires. Le quotidien thaïlandais rapporte les paroles d'un des bénéficiaires de la campagne : « Nous voulions vraiment obtenir des tickets après avoir entendu que l'armée offrait des projections gratuites. Le film parle de sacrifices et du patriotisme des roi thaïlandais ». « C'était très excitant d'avoir la chance de voir un film gratuitement<sup>320</sup> » exprime une thaïlandaise de 50 ans qui a fait la queue pendant trois heures afin d'obtenir un de ces précieux billets. .

Les militaires semblent également vouloir interférer dans un hobby très populaire en Thaïlande, à savoir les soap-opéras. Les chefs de file militaires donnent des conseils aux producteurs de

---

<sup>317</sup> Bangkok Post, « Kampanart gets top unity body post », 04/06/14

<sup>318</sup> Bangkok Post, « Prayuth backed for PM », 17/07/14

<sup>319</sup> Prachatai, « When truth is missing from the land of (pretended) smiles », 02/07/14

<sup>320</sup> Bangkok Post, « Cinemas packed out for freebie film fest », 16/06/14

ces séries, ainsi qu'à leurs téléspectateurs. D'un côté, Prayuth demande aux producteurs de s'inspirer des séries japonaises et sud-coréennes qui mettent l'accent sur le patriotisme et l'histoire, un exemple à suivre pour le royaume. « Ne regardez pas trop de soap-opéras à la télévision<sup>321</sup> », avertissait-il d'autre part à la population thaïlandaise, considérant que les sujets abordés étaient trop légers et trop peu pédagogiques pour l'heure pour constituer un intérêt au visionnage.

La propagande déguisée n'échappe pas aux éditorialistes du Bangkok Post : « Le Premier ministre Prayuth souhaite voir plus de films qui promeuvent les valeurs thaïlandaises et l'éducation historique. [...] Les leaders autoritaires ont toujours considéré les films comme un instrument pour les aider à répandre des idées. La quintessence est à trouver en Kim Jong-il, qui a écrit un livre intitulé *Le Cinéma et le Dirigeant*, un manuel étrange et passionnant sur comment utiliser la production de film pour construire une nation. ».

Le 14 janvier 2014, une parade sur le thème « A la découverte de la Thainess » est organisée à Bangkok dans le but « d'éduquer les touristes sur l'héritage culturel du royaume<sup>322</sup> ». Ainsi, un immense défilé de thaïlandais en costumes traditionnels et en sarong, de chars représentant les barges royales, de grands nagas porté par des dizaines de mains, des représentations de marionnettes traditionnelles et des costumes évoquant le Ramakkhien se sont donnés en spectacle au grand bonheur d'une horde de touristes et de locaux. La couverture de l'évènement par le Bangkok Post est exhaustive. L'article qui y est consacré comporte 37 photographies de la parade, ce qui en fait l'article le plus prolifique en illustrations de l'ensemble du corpus étudié. Le contenu de l'article rapporte le succès de l'opération, à l'aide de commentaires enthousiastes d'étrangers, ainsi que la déclaration du général Prayuth : « Nous voulons dire aux touristes que la Thaïlande dispose d'une diversité culturelle et d'un large éventail d'attractions touristiques, des montagnes et des forêts à la mer. Plus important encore, les thaïlandais sont très amicaux et sourient aux autres facilement ».



**Photographie 23: Une jeune thaïlandaise pose pour la photo aux côtés d'un homme déguisé en personnage du Ramakkhien. Source : Bangkok Post, "Visitors wowed by 'Thainess'", 15/01/15, auteur non mentionné.**

<sup>321</sup> Bangkok Post, "NCPO tries to 'soft-soap' our TV shows", 02/09/14

<sup>322</sup> Bangkok Post, "Visitors wowed by 'Thainess'", 15/01/15

Le Rammakhien est la version thaïlandaise du Ramanaya indien, un conte extrêmement populaire que tous les enfants thaïlandais apprennent à l'école. « Ce texte épique contient tous les éléments permettant non seulement la vénération du roi comme une forme divine et comme gardien de l'équilibre moral, mais aussi la justification épique de la fierté d'être thaïlandais, un peuple dont la bravoure des rois a permis la défaite des forces infernales, concrétisant ainsi la représentation du « Thaïlandais idéal » » [Ferrari & al, 2010:51].

### 2.3.2. Education

Le secteur éducatif est au centre de l'intérêt des militaires pour promouvoir les vertus de la Thainess et de l'unification du pays. Comme l'explique Romain Zerbib, « il s'agit assez classiquement de la définition d'un cadre qui permet de déterminer ce qui est acceptable ou ce qui ne l'est pas, et l'idée étant de fixer des normes sociales, psychologiques et culturelles qui correspondent aux intérêts de la Thaïlande ».

Dans le cadre de la réforme nationale, les programmes scolaires sont remaniés pour intégrer un volet patriotique qui met l'accent sur l'histoire et l'éducation civique. A ces fins, le ministère de l'éducation se voit alloué la plus grosse part du budget de l'Etat en 2014 avec 502,25 millions de bahts (environ 12,35 millions d'euros) soit 4% d'augmentation annuelle et 19,5% du budget total de l'Etat<sup>323</sup>, une des plus grosses allocations du monde.

Pour inspirer le patriotisme chez les pupilles de la nation, plusieurs idées sont avancées par la junte. D'abord, l'instauration de marches patriotiques dans les écoles primaires et secondaires à travers tout le pays, deux fois par jour : avant les classes du matin et durant la pause du midi, « pour renforcer leur amour pour le pays <sup>324</sup>».



**Photographie 24: Des élèves se rassemblent pour une assemblée matinale à l'école Assumption Convent Silom. Avec la nouvelle politique d'éducation, il y aura plus de marches patriotiques. Source: Bangkok Post, "Teaching our children how to kowtow", 23/07/14, Patipat Janthong.**

Ensuite, un programme de 40 heures de cours de "devoirs du citoyen" est instauré dans tous les niveaux scolaires. Depuis 2008 déjà, des cours de religion, de morale, de culture et de

<sup>323</sup> Bangkok Post, "B2.57-trillion budget bill passed without challenge", 18/08/14

<sup>324</sup> Bangkok Post "Teaching our children how to kowtow", 23/07/14

« compétences de la vie », d'économie et de géographie sont déjà implantés dans le système scolaire à hauteur de 80 heures en primaire, 120 heures au lycée et 240 heures à l'université. Le secrétaire général du Bureau de la Commission de l'Education de Base (Office of the Basic Education Commission, OBEC) du ministère de l'éducation thaïlandais, Kamol Rodklai a annoncé en juin 2014 qu' « aucun ajustement ne serait opéré dans les champs des études sociales, de la religion et de la culture car ces derniers sont déjà en place, mais que l'histoire du pays serait enseignée de façon plus intensive en mettant l'accent sur l'histoire de la Thaïlande et la Thainess<sup>325</sup> ».

Une autre proposition du ministre de l'Education Narong Pipatanasai visait à enrôler les étudiants professionnels dans un cours obligatoire d'un mois pour « inculquer la discipline et la camaraderie comme une solution pour le risque de représailles de la violence ». A cet effet, un nouveau campus serait créé dans la province de Phichit, en vue d'en faire un internat : « tous les élèves seraient sous surveillance permanente » a déclaré le ministre<sup>326</sup>.

Dans les programmes scolaires, l'histoire est réécrite. L'accent est mis sur les élites et la monarchie ainsi que le fait que la Thaïlande ne soit pas tombée dans les mains impérialistes occidentales. En effet, on peut lire dans le Bangkok Post que « la junte a enjoint les professeurs de tous niveaux d'adopter une « histoire sélective » en faisant l'emphase sur le passé glorieux du pays<sup>327</sup> ». Cette notion d'histoire sélective entend effacer le nom de Thaksin Shinawatra des livres d'histoire ; le coup d'Etat de 2006 étant simplement expliqué par la nécessaire lutte contre la corruption et l'autoritarisme. Eugénie Mérieau rappelle à ce titre qu'« effacer des manuels scolaires les hommes qui ont fait l'histoire du pays est une pratique usitée dans tous les régimes autoritaires<sup>328</sup> ». La doctorante de l'Inalco précise par ailleurs le contenu des manuels d'histoire thaïlandais : « De l'histoire ancienne, les livres scolaires ne dépeignent que l'immense gloire des royaumes de Sukhothai (XIIIe-XVe siècle) et d'Ayutthaya (XIVème-XVIIIe siècle), sans jamais évoquer l'héritage légué par plusieurs siècles de domination khmère. En ce qui concerne l'histoire moderne, les manuels font largement l'impasse sur plusieurs évènements, dont le plus emblématique est le massacre du 6 octobre 1976 ».

Le 11 juillet 2014, dans son allocution télévisée, le général Prayuth Chan-Ocha a annoncé les douze valeurs de la Thainess qui devraient être intégrées dans les programmes scolaires dès la rentrée 2014.

1. Amour de la nation, de la religion et de la monarchie
2. Honnêteté, sens du sacrifice, patience
3. Gratitude et obéissance envers les parents, les dirigeants et les enseignants
4. Poursuite de la connaissance, directement et indirectement
5. Préservation des traditions thaïlandaises
6. Moralité et gentillesse dans les rapports aux autres
7. Compréhension et connaissance de la monarchie constitutionnelle
8. Discipline, respect des lois et de la hiérarchie sociale

---

<sup>325</sup> Bangkok Post, "Obec to up patriotism in schools", 14/06/14

<sup>326</sup> Bangkok Post, "Govt mulls course to instil 'discipline'", 03/10/14

<sup>327</sup> Bangkok Post, "Critical thinking takes back seat with NCPO's core values", 11/11/14

<sup>328</sup> Gavroche Thaïlande, « De l'historiographie autoritaire », n°240, p59

9. Sensibilité, savoir comment penser et savoir quoi faire
10. Application des principes de l'économie de suffisance telle que recommandée par le roi
11. Force physique et mentale contre les bas instincts
12. Travail pour le bien commun au détriment des intérêts particuliers.

Prayuth a déclaré que « ces douze principes rendront la société thaïlandaise meilleure, même si les gens ne sont pas riches<sup>329</sup> ». Ces valeurs national-royalistes font notamment l'objet d'un poème que les écoliers doivent apprendre par cœur. Ils doivent également consigner quotidiennement dans un « passeport de bonne conduite » leurs actions louables. Le sens du devoir est ainsi supplanté à l'esprit critique.

Douze court-métrages financés par le gouvernement militaire ont été réalisés pour promouvoir ces douze valeurs suprêmes, dont un a provoqué un scandale retentissant, même dans les médias internationaux. Et pour cause, dans une des scènes on peut voir apparaître un parfait petit thaïlandais qui vient de peindre un tableau représentant Adolf Hitler sous les applaudissements de son camarade (à la peau plus foncée).



**Photographie 25: Capture d'écran d'un des douze courts métrages promouvant les valeurs inspirées par Prayuth. Source : YouTube.**

La scène ne dure que quelques secondes, et fait partie d'une séquence sans dialogues qui représente une journée « normale » à l'école : des garçons attrapent des papillons, font des expériences dans un laboratoire de chimie et s'exercent au karaté sur un tatami.

Les réactions internationales et locales ont été très vives, notamment sur les réseaux sociaux. L'ambassadeur d'Israël en Thaïlande a condamné la vidéo et déclaré en cette occasion être profondément attristé de voir une telle banalisation et un tel détournement des symboles nazis dans un film officiel thaïlandais<sup>330</sup>.

Un haut fonctionnaire du bureau du Premier ministre, Panadda Diskul, s'est justifié d'un « malentendu » en expliquant que le film raconte l'histoire de deux écoliers qui apprennent que

<sup>329</sup> Bangkok Post, "Prayut asks children to stop their parents 'fighting reform'", 08/01/15

<sup>330</sup> Daily Mail, « Oops! Thai Junta to re-edit core values school film featuring boy painting Hitler », 10/12/14

gagner et perdre fait partie de la vie. Selon Panadda, « le garçon qui montre une peinture du salut hitlérien avec une swastika essayait de comparer sa mère à un dictateur, une plaisanterie rebelle dans son essence. Le film est bon mais a causé un léger malentendu dans notre société. Nous n'arrêterons pas le projet, mais nous remplacerons cette image problématique avec une autre plus appropriée<sup>331</sup> ». Le directeur artistique de la vidéo, Kulp Kaljaruek s'est également expliqué à l'AFP à cette occasion : il n'avait pas l'intention de faire offense mais essayait plutôt d'illustrer le progrès moral de l'enfant. « C'est symbolique. L'enfant va dans la mauvaise direction. Mais je n'avais pas l'intention de présenter Hitler de manière inappropriée. Vous savez Hitler a eu beaucoup de pouvoir dans le passé. Mais pas dans le bon sens. Donc c'est comme le garçon qui apprend de ça jusqu'à devenir une bonne personne à la fin <sup>332</sup>». Selon Kulp, la junte a approuvé le film sans que personne ne relève quoi que ce soit à propos de la scène contentieuse. Dans une interview donnée au quotidien Khaosod English, Kulp poursuit sa plaidoirie : « Pour le portrait d'Hitler, j'ai vu tellement de gens le porter sur des tee-shirts partout en Thaïlande. C'est même considéré comme une mode. Cela ne veut pas dire que je souscris à ces idées, mais je ne pensais vraiment pas que ça puisse être un problème. Hitler est le personnage de cet enfant. Il a toujours été le « numéro un », et il est égoïste. Hitler est aussi le « numéro un », dans un mauvais sens. Il était bon à persuader beaucoup de gens, mais il refusait d'écouter la majorité. Il a toujours été arrogant. C'est pour ça qu'il y a eu la guerre<sup>333</sup> ».

Saksith Saiyasombut déplore l'utilisation erronée de l'Histoire et rappelle à juste titre qu'Hitler était également cité par les manifestants antigouvernementaux pour décrier la démocratie selon l'argument « Hitler est aussi issu des élections <sup>334</sup>», alors qu'il n'a jamais remporté plus de 37% des suffrages organisés dans le cadre d'élections libres. Dans l'entretien réalisé à l'occasion de ce mémoire, Saksith explique que les manifestants antigouvernementaux déclaraient également se retrouver dans l'esprit de la révolution française, sans réaliser que cette dernière a mis fin à la monarchie. Il semblerait donc que les citoyens thaïlandais soient très peu au fait de l'Histoire internationale, en dehors du cadre de leur pays. Voilà une conséquence évidente de la teneur ethnocentrique des programmes d'histoire dans les écoles en Thaïlande.

La récitation forcée des douze commandements est vilipendée par un groupe d'étudiants nommé « Education pour la Libération du Siam », qualifié de « minorité<sup>335</sup> » par le ministre de l'éducation Narong Pipatanasai (on retrouve le concept propagandiste d'étiquettes péjoratives...). Le groupe s'est présenté en octobre 2013 devant le ministère de l'éducation pour protester contre « l'exercice autoritaire du contrôle de la pensée sur les étudiants <sup>336</sup>» et a également lancé une pétition contre les douze valeurs de Prayuth. Narong a alors défendu leur innocuité : « Je respecte les différentes opinions, mais je voudrais demander aux étudiants laquelle des valeurs fondamentales leur posent problème. S'ils ne sont pas d'accord sur le fait que ces valeurs reflètent de bonnes choses, alors il doit y avoir un problème. Si la majorité du

---

<sup>331</sup> Daily Mail, « Oops! Thai Junta to re-edit core values school film featuring boy painting Hitler », 10/12/14

<sup>332</sup> Daily Mail, « Oops! Thai Junta to re-edit core values school film featuring boy painting Hitler », 10/12/14

<sup>333</sup> Khaosod English, « Director Defends 'Hitler Scene' in Thai Junta Film », 09/12/14

<sup>334</sup> Asian correspondent, « Bizarre Hitler scene sneaks into Thai junta propaganda movie », 09/12/14

<sup>335</sup> Bangkok Post, « Narong defends 'core values' », 23/10/14

<sup>336</sup> Bangkok Post, « Narong defends 'core values' », 23/10/14



peuple dans la société n'est pas d'accord avec ces valeurs, le ministère les réexaminera<sup>337</sup>». Brillantes généralités et noms prestigieux, argument de la majorité (plus absentéiste que partisane) et invalidation du discours contestataire : en tant que maître de la propagande, le ministre de l'éducation n'usurpe pas son poste.

Plus généralement, un éditorialiste du Bangkok Post s'est insurgé contre l'ensemble de la réforme de l'éducation implantée par la junte. Dans un article intitulé «apprendre à nos enfants à faire des courbettes », le journaliste déplore « Je ne sais pas si je dois rire ou pleurer. [...] Ce que le ministère a fait depuis le coup d'Etat – le bombardement ultra nationaliste, l'emphase sur les valeurs patriotiques, la définition extrêmement superficielle des bonnes actions et de la moralité – ne peuvent rien enseigner à nos enfants à propos de la bonté. La seule chose que cela apporte, est d'apprendre à nos enfants l'art de s'accorder le crédit et de faire des courbettes. [...] Pire, le système éducatif a lavé le cerveau de nos enfants pour leur inculquer de fausses idées qui perpétuent le préjudice et l'inégalité. Par exemple, la croyance que nos pays voisins sont nos ennemis, que les tribus montagnardes détruisent les forêts et que les pauvres sont nés pauvres à cause d'un mauvais karma dans leurs vies passées<sup>338</sup>».

La propagande de la junte est donc proprement décryptée par les thaïlandais. Cependant, ces deniers restent largement passifs devant les exactions psychologiques du gouvernement militaire. Comme le souligne Saksith Saiyasombut : « Ils s'en fichent. [...] Ils adoptent une mentalité qui se résume à « Vous savez, c'est un coup d'Etat militaire, encore. Donc laissons-les faire ce qu'ils veulent. On s'en fiche, cela ne nous affecte pas ». Mais bien sûr que ça les affecte, ça affecte leurs enfants qu'ils envoient à l'école par exemple. Il n'y a pas beaucoup de résistance ou de dissidence sur ce point, parce qu'ils donnent au gouvernement militaire le bénéfice du doute pour relancer l'économie avant tout ».

## 2. Hold-up sur la liberté d'expression

La Thaïlande a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) qui a la valeur d'un traité. Le PIDCP engage les états à respecter la liberté de pensée (article 18), la liberté d'expression (article 19), le droit de réunion (article 21) et le droit d'association (article 22). Toutefois, la réalité en Thaïlande depuis le coup d'Etat du 22 mai 2014 semble être en totale opposition avec ces principes. Dans son ambition affichée de réconcilier le pays, la junte thaïlandaise s'est attelée à réduire au silence toutes les voix qui lui seraient défavorables. Plus d'un an après le coup d'Etat, la situation ne s'est pas améliorée, comme l'explique Saksith Saiyasombut : « la junte ne peut pas arrêter tous les journalistes parce qu'elle sait que cela ferait mauvaise presse. Mais la réalité c'est que depuis le coup, les militaires thaïlandais sont toujours mentalement dans la Guerre froide. Ils voient toujours tout en noir et blanc, ou en rouge et jaune, peu importe. Ils ne voient pas vraiment les nuances de vert. C'est pourquoi ils n'acceptent qu'une seule vérité, et c'est leur vérité. [...] Ils disent : « Nous sommes là, nous sommes au

---

<sup>337</sup> Bangkok Post, « Narong defends 'core values' », 23/10/14

<sup>338</sup> Bangkok Post « Teaching our children how to kowtow », 23/07/14

pouvoir, donc nous avons raison ». Ils sont très désireux de maintenir ça, et c'est pourquoi ils vont fondamentalement persécuter tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux ».

Pour contrôler le discours public et empêcher les citoyens de participer au débat sur le futur du pays, la junte a interdit toute activité politique. Détentions arbitraires d'opposants politiques jusqu'à la torture mentale et physique de ces derniers, musèlement des médias, et confiscation de tout débat relatif à la monarchie en vertu de la loi de lèse-majesté, la liberté d'expression est un vieux souvenir au pays du sourire.



**Photographie 26: un manifestant couvre sa bouche avec un drapeau thaïlandais pour s'opposer à la loi martiale lors d'une manifestation devant le Centre d'Art et de Culture de Bangkok. Source: Bangkok Post, « Don't muzzle the media, bring them on board », 22/05/14, Patipat Janthong.**

## 2.1. Répression

Comme le souligne le porte-parole de l'association Political Prisoners in Thailand (PPT), « les gens s'accommodent à la domination militaire. Cependant il y a du mécontentement. Les militaires savent qu'ils doivent empêcher l'étincelle, et cela passe par la manière répressive ». Il est ainsi rendu presque impossible pour les citoyens thaïlandais et la société civile de contester le coup d'Etat, l'atmosphère répressive visant à bannir toute pensée critique. On peut ainsi lire dans le quotidien The Nation : « Depuis près d'un an qu'elle a accédé aux commandes du royaume par un coup d'Etat, la junte a arrêté, incarcéré, attaqué, fouillé, censuré et restreint les libertés, sans que la Thaïlande aille où que ce soit. La quasi-totalité des ennemis que comptaient les autorités ont été poursuivis par la justice ou ont été réprimés sous une autre forme <sup>339</sup> ».

### 2.1.1. Détentions arbitraires

Dans le cadre du plan de réconciliation nationale, la junte a implanté des Centres de Réconciliation pour la Réforme (Reconciliation Centers for Reform, RCR). Dans le cadre de « sessions d'ajustement du comportement », tous les individus suspectés de soutenir des idéologies politiques différentes de celles de la junte ont été convoqués dans ces soi-disant centres, détenus sans avoir été inculpés et contraints au silence. L'ISOC est chargé de

---

<sup>339</sup> Courrier International, « Thaïlande : les habits neufs de la dictature », du 9 au 15 avril 2015, tiré de The Nation (03/04/15)

l'opérationnalisation stratégique de ces centres tandis que soldats, policiers et fonctionnaires locaux se voient confier leur mise en œuvre. Le ministère de l'Intérieur a donné l'instruction à chacune des provinces du pays d'implanter un centre opérationnel des RCR dans les bureaux provinciaux de l'ISOC.

Anon Chawalawan, directeur du Centre de Documentation sur la Liberté d'Expression de l'ONG iLaw, explique les modalités de la convocation des individus : « Les convocations sont faites suivant deux méthodes, soit les autorités convoquent les individus par téléphone, courrier, ou autre moyen leur intimant de se rendre dans un lieu précis, soit elles se rendent elles-mêmes au domicile de la personne ciblée ». La période de détention varie entre quelques heures et plus d'une semaine. Deux personnes au moins ont trouvé la mort en détention : Akkharawuth Limrat et Surakrit Chaimongkhon. Toutes les personnes convoquées qui ne se présenteraient pas avant l'échéance annoncée risquent deux ans de prison et/ou 40 000 bahts d'amende<sup>340</sup> (environ 985 euros).

Selon le site iLaw, entre le 22 mai et le 30 juin 2015, 805 personnes ont été convoquées, 496 ont été arrêtées, dont 223 lors de manifestations pacifiques. 46 ont été jugés devant une cour civile, tandis que 161 sont passés devant un tribunal militaire<sup>341</sup>. 364 jours après le coup d'Etat, 68 prisonniers politiques sont derrière les barreaux<sup>342</sup>.

Les convocations concernent des partisans de divers partis politiques (UDD, Pheu Thai, PDRC, Parti Démocrate), ainsi que des activistes anti-coup, des journalistes, des académiques, des écrivains, des artistes et des individus accusés de soutenir le gouvernement déchu ou de manquer de respect à la monarchie. Les activistes politiques ont été la première cible de la junte. Trois jours à peine après le coup d'Etat, 35 figures politiques éminentes étaient déjà convoquées, dont entre autres Abhisit Vejjajiva, Sondhi Limthongkul (le premier à s'être présenté aux militaires), et Phetchawat Wattanapongsiri, un chef de file Chemise rouge. Entre mai et juin 2014, 63 manifestants anti-coup ont été arrêtés en vertu de l'annonce 7/2014 interdisant les rassemblements politiques, le non-respect de cet ordre pouvant être puni par jusqu'à un an d'emprisonnement et jusqu'à 20 000 bahts d'amende<sup>343</sup>, ou les deux. Sur les 63 manifestants appréhendés, 24 ont été condamnés sur ces charges<sup>344</sup>.

Dans un rapport publié en septembre 2014, l'organisation internationale de défense des droits de l'homme Amnesty International décompose les 665 personnes incarcérées et/ou convoquées par la junte en fonction de leur affiliation :

---

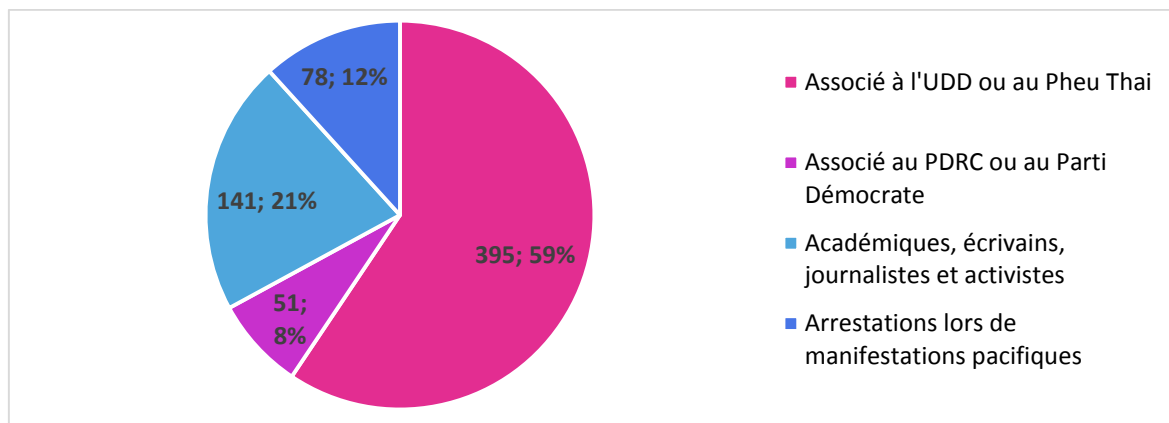
<sup>340</sup> Bangkok Post, "Number of detainees hits 150", 25/05/14

<sup>341</sup> iLaw, « 1 Year and 1 Month after the Coup: 14 New Democracy Movement activists were jailed after their "civil disobedience" action while the military is taking more action », 17/07/2015

<sup>342</sup> iLaw, « 364 days after the coup : Report on the situation of freedom of expression in Thailand », 20/05/14

<sup>343</sup> Environ 495 euros

<sup>344</sup> iLaw, « 364 days after the coup : Report on the situation of freedom of expression in Thailand », 20/05/14



**Tableau 42: Affiliation des individus convoqués et/ou arrêtés par la junte – Source : Amnesty International, “Thailand: Attitude Adjustment, 100 days under martial law”, septembre 2014, 65 p.**

Selon le porte-parole de la junte Winthai Suvaree, les convocations sont basées sur l’investissement politique des individus dans les troubles politiques des neuf dernières années, et non en fonction de leur affiliation politique : « Les mesures sont prises contre tous les groupes et aucun n’est ciblé en particulier<sup>345</sup> ». Mais en dépit de cette apparente neutralité, on peut remarquer à travers le tableau ci-dessus que les sympathisants des Chemises rouges sont convoqués de façon largement disproportionnée par rapport à leurs ennemis politiques. Dans un article du Bangkok Post, le leader Chemise rouge, Kwanchai Praipana, dénonce un tel acharnement sur ses affiliés : « M. Kwanchai a dit que les militaires ciblaient les Chemises rouges dans le but de les placer en détention ou de les museler. De leur côté, les membres du PDRC sont libres de s’exprimer. Selon lui, il est peu probable qu’une telle approche amène la réconciliation nationale parce que les Chemises rouges se sentent traités différemment. « Vous (les militaires) nous voyez comme des ennemis et je vous demande comment vous pouvez apporter la réconciliation. Le peuple peut le sentir. Ça va être comme une bombe à retardement<sup>346</sup> » ». La marginalisation et la différence de traitement dont sont victimes les Chemises rouges ne fait que renforcer leur ressentiment à l’égard des auteurs du coup d’Etat qui les avaient privé de leur participation politique et de leur liberté citoyenne en nullifiant leur voix exprimées lors des élections législatives. Le tableau ci-après présente les cas individuels de certaines personnes arrêtées par la junte selon divers motifs.

<sup>345</sup> Bangkok Post, “Number of detainees hits 150”, 25/05/14

<sup>346</sup> Bangkok Post, “NCPO targets red shirts, Kwanchai says”, 13/06/14

<b>Défiance de l'annonce 7/2014 du NCPO (interdiction des rassemblements politiques de plus de 5 personnes) et/ou défiance de l'article 116 du Code criminel (incitation à créer le désordre public dans le royaume).</b>			
Nom	Motif de l'arrestation	Date	Statut au 21/03/15
Apichart	Manifestation anti coup au Bangkok Art & Culture Center	30/05/14	Libéré
Pinyopab	Manifestation anti-coup à MacDonald's (Ratchaprasong)	31/05/14	Condamné à 3 mois de prison et 5000 bahts d'amende
Sarawuth	Tenir une pancarte demandant la libération des leaders des chemises rouges	01/06/14	Condamné à 3 mois de prison et 5000 bahts d'amende
Sumet	Poster un message sur Facebook incitant les gens à faire le salut à 3 doigts à Bangkok	01/06/14	Condamné à 3 mois de prison et 5000 bahts d'amende
<u>Chaturon Chaisaeng</u>	Faire un discours à la presse pendant son arrestation	27/05/14	Libéré sous caution
Sirawith	Brandir une pancarte commémorant le coup de 2006	25/09/14	Amende de 1000 bahts
<b>Défiance de l'annonce 41/2014 (Pour ne pas s'être reporté à l'armée)</b>			
Nom	Motif de l'arrestation	Date	Statut au 21/03/15
Tom Dundee	Ne pas s'être présenté à l'armée	09/06/14	Condamné à 6 mois de prison et 10 000 bahts d'amende
Siraphob	Ne pas s'être présenté à l'armée	01/07/14	Détenu à Bangkok, toujours en prison
Worachet Pakeerat	Ne pas s'être présenté à l'armée	16/06/14	Libéré sous caution
<b>Défiance de la loi de 1947 sur la possession d'armes sans autorisation</b>			
Nom	Motif de l'arrestation	Date	Statut au 21/03/15
Mr. Thithipong	Possession d'arme de guerre sans autorisation	14/06/14	Cautionnement rejeté, en détention
Thaveechai	A lancé des grenades M79 sur des manifestants du PDRC	08/07/14	En détention
Vorraphol	En possession de substances dangereuses	16/07/14	En détention
Surakit	Impliqué dans la mort de Sutin, un manifestant antigouvernemental	09/07/14	Mort en détention
Punnika	A transporté des armes en public	10/09/14	En détention

**Tableau 43: Situation de certains individus arrêtés par la junte à la suite du coup d'Etat – Source : iLaw, “Charges against individuals after 2014 coup”, mis à jour le 21/03/2015**

Les ambitions affichées des centres de réconciliation sont exprimées par le général Kampanart, assistant au chef d'Etat-major en charge de la direction des RCR, proche de Prayuth : « Le but est de les convaincre d'arrêter et de penser qu'il est temps d'enterrer la hache de guerre pour retrouver la paix de la société<sup>347</sup> ». Pour le porte-parole de l'ISOC, Banphot Poonpien, « les RCR fourniront les infrastructures nécessaires pour tous les groupes, indépendamment de leur idéologie, pour se rassembler et créer une atmosphère propice pour que le peuple accepte les différences d'opinion. L'emphase sera donnée sur la construction de l'unité et la promotion de la compréhension qui pourrait mener à l'acceptation des opinions politiques individuelles. La junte n'a pas pour ambition de laver le cerveau des villageois<sup>348</sup> ». Banphot s'exprime plus explicitement dans un article de Vice News : il s'agit pour les thaïlandais « d'arrêter de ressasser le passé. Les gens du nord et du nord-est devraient oublier tout ce qui s'est passé avant le coup d'Etat du 22 mai<sup>349</sup> ».

Le directeur du centre de documentation d'iLaw explique les réelles ambitions de ces centres pour les militaires : « les sessions d'ajustement du comportement sont utilisées comme un instrument pour arrêter des individus suspectés de charges criminelles et de charges politiques comme le lèse-majesté. Plus tard, elles ont été utilisées comme un instrument pour réduire au silence les activistes qui osaient s'exprimer contre le coup d'Etat ou contre la junte ». Selon un article du quotidien sud-coréen Global Asia Séoul, « ces centres ont deux fonctions maîtresses : éradiquer l'influence de Thaksin et préparer le terrain à un modèle de "bonheur" et d'"unité" façonné par l'armée<sup>350</sup> ».

Selon les sources officielles, les activités dédiées à la dissolution de la division nationale par les couleurs comprennent : la plantation d'arbres, une cérémonie d'ordination de masse, et des spectacles divertissants<sup>351</sup>. Eugénie Mérieau donne des précisions sur ce qu'il s'y passe vraiment : « La junte installe un régime de terreur psychologique. Lorsque vous vous présentez aux autorités après avoir été convoqué par l'armée, les militaires vous font subir un long interrogatoire. La fonction de ce dernier est au moins autant de récolter des informations que de vous intimider en vous exposant à l'étendue des données qu'ils ont récoltées sur vous depuis votre plus jeune âge ». Pour pouvoir sortir de détention, les individus convoqués doivent signer un accord selon lequel ils ne feront aucun commentaire, ni ne participeront plus à aucune activité politique ou ne quitteront plus le territoire sans l'accord tacite de la junte. Le non-respect de ces obligations peut conduire à deux ans de prison et/ou une amende de 40 000 bahts<sup>352</sup>. Eugénie Mérieau souligne que la terreur psychologique se poursuit après la sortie de détention : « l'armée vous appellera directement pour certains, tandis que votre maison, votre famille et vos proches sont sous surveillance<sup>353</sup> ». Mais tous n'ont pas la chance d'être libérés, beaucoup sont en effet conduits directement au tribunal militaire, sans aucune possibilité de faire appel et peu de chance d'obtenir un procès équitable.

---

<sup>347</sup> Bangkok Post, "Junta says reds are joining peace train", 08/06/14

<sup>348</sup> Bangkok Post, "Kampanart gets top unity body post", 04/06/14

<sup>349</sup> Vice News, "Thailand's military is forcing people to stop worrying and love the coup", 03/06/14

<sup>350</sup> Courrier international, « La junte fait le ménage », 30.07.2014, tiré de Global Asia Séoul

<sup>351</sup> Bangkok Post, "Reds doubt 'decolour' plan", 14/06/14

<sup>352</sup> Environ 985 euros

<sup>353</sup> Gavroche Thaïlande, « Michel Foucault, l'ultra-royalisme et le régime de Prayuth », n°235, Juillet 2014, p47

De nombreuses organisations internationales ont condamné les mesures de la junte. Le directeur Asie d'Amnesty International, Richard Bennet a ainsi dénoncé « une vague préoccupante d'arrestations d'individus exprimant simplement leur inquiétude vis-à-vis du régime militaire. La façon de procéder de l'armée ressemble de plus en plus à une purge », ainsi qu'une « répression systématique et grandissante sur les droits humains fondamentaux<sup>354</sup> ». Une déclaration du bureau thaïlandais d'Amnesty International est publiée dans le Bangkok Post pour « demander au NCPO de rendre publiques les listes des personnes convoquées à travers le pays et de révéler leurs lieux de détention. « Le NCPO doit cesser d'arrêter des gens qui organisent décemment et innocemment des activités anti coup pacifiques. Si arrêtées, ces personnes doivent être accusées d'infractions pénales ou être relâchées. Les détenus devraient également avoir accès à des avocats et devraient avoir le droit de voir leurs familles<sup>355</sup> ». De son côté, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) dénonce dans un rapport consacré à la Thaïlande : « Les militaires thaïlandais doivent cesser immédiatement les menaces, les harcèlements, les détentions arbitraires et les évictions forcées des résidents de six villages de la province de Buriram ». L'ONG de défense des droits de l'homme fait référence aux 1000 villageois de six villages forcés de quitter leurs terres natales sans aucune compensation à la suite d'annonces de la junte visant à lutter contre la déforestation. Enfin, dans son rapport mondial 2015, l'organisation Human Rights Watch signale « la détention par le NCPO de personnes dans des camps militaires dont la localisation est tenue secrète. Des individus ont été retenus au-delà de la limite administration de détention de sept jours fournie par la loi martiale, à l'instar de Kritsuda Khunasen, une activiste de l'UDD qui a été arrêtée par les soldats le 27 mai 2014 et détenue au secret jusqu'au 24 juin 2014. [...] Le NCPO a refusé de donner des détails sur les conditions de détention - beaucoup des détenus étant retenus sans charge – et continue d'en arrêter et d'écrouer d'autres. [...] La junte a annulé les passeport d'au moins 10 dissidents et émis des mandats d'arrêt après qu'ils ne se soient pas présentés à eux<sup>356</sup> ».

### 2.1.2. Torture

Bien que la junte se soit toujours prévalu de traiter ses prisonniers convenablement, de nombreux cas de torture psychologique et physique sont rapportés par les médias et les associations de défense des droits de l'homme. Au cours de l'entretien dédié à ce travail de recherche, le porte-parole de l'association Political Prisoners in Thailand mentionne les conditions de détention « cruelles et parfois tellement ignobles qu'elles sont assimilables à une forme de torture quand les accusés de lèse-majesté sont séquestrés et se voient refuser la libération sous caution ». Amnesty International rapporte dans un rapport les inquiétudes majeures soulevées par le Comité des Nations Unies contre la torture suite à la persistance des allégations sur la généralisation de la torture et du mauvais traitement des détenus par les militaires, la police et le personnel pénitentiaire et ce, dès le mois de mai 2014<sup>357</sup>. L'association des Avocats Thaïlandais pour les Droits de l'Homme (Thai Lawyers for Human Rights, TLHR)

---

<sup>354</sup> BBC news, "Thai police arrest 'taunting' anti-coup activist", 06/06/14

<sup>355</sup> Bangkok Post, "Army to crack down on armed groups", 28/05/14

<sup>356</sup> Human Rights Watch, World Report 2015, p.536

<sup>357</sup> Amnesty International, "Thailand: Attitude Adjustment, 100 days under martial law", 2014, p.29

estime qu'au 8 septembre 2014, 14 personnes (majoritairement Chemises rouges) auraient subis des sévices physiques et psychologiques infligés par l'armée thaïlandaise<sup>358</sup>.

Plusieurs cas individuels médiatisés principalement par la presse thaïlandaise et les rapports d'ONG sont autant de portraits exhaustifs des atteintes aux libertés humaines fondamentales commises par la junte sur ses détracteurs. Ainsi, l'activiste Chemise rouge Kritsuda Khunasen est mentionnée dans le rapport mondial 2015 d'Human Rights Watch : « Kritsuda a affirmé que les soldats l'ont battue pendant son interrogation et l'ont étouffée avec un sac en plastique jusqu'à ce qu'elle perde conscience. Les autorités thaïlandaises ont rapidement bloqué l'accès à une interview qu'elle avait donné sur YouTube et à un article en anglais lui étant consacré sur la Toile<sup>359</sup> ». Un article de Prachatai donne plus de précisions sur le traitement infligé à Kritsuda : « elle a été aveuglée, battue, sexuellement harcelée et étouffée<sup>360</sup> ». Kritsuda a également déclaré à Amnesty International « qu'au bout d'une semaine, les militaires l'avaient forcé à un signer un papier stipulant qu'elle souhaitait rester plus longtemps en détention <sup>361</sup> ».

Dans un article daté du 10 octobre 2014, le quotidien anti-junte Prachatai décrit avec beaucoup de détails deux autres cas de sympathisants Chemises rouges qui auraient été torturés par la junte thaïlandaise en juillet et septembre 2014<sup>362</sup>. Il s'agit de Chatchawan Prabbamrung, accusé d'avoir tiré des grenades M79 lors d'une manifestation du PDRC qui ont causé la mort de deux enfants et de Kittisak Soomsri, accusé d'avoir possédé et utilisé illégalement des armes durant les violences politiques de 2010. Le premier aurait été battu par deux hommes pendant quatre heures avant d'être amené dans un sous-sol où on aurait attaché un fil électrique enveloppé dans un coton absorbant à ses parties génitales et dans son anus avant de l'asperger d'eau et d'allumer le courant électrique. Quand il se serait mis à crier, on aurait alors couvert sa tête d'un sac en plastique pour le faire suffoquer. Un officier aurait également mit un pistolet dans sa bouche et sa femme aurait été menacée afin de le forcer à révéler où étaient cachées les armes. La famille de Kittisak a également été menacée, on l'aurait aussi frappé à la tête, des hommes se seraient assis sur son estomac et ses jambes. Il aurait été menotté durant toute la durée de l'interrogation et privé de nourriture, de sommeil et de sanitaires.

Au Japon en septembre 2014, 26 thaïlandais supposément affiliés à l'UDD ont tenté de transmettre une lettre au Premier ministre japonais Shinzo Abe faisant cas de la torture présumée et des agressions physiques subies par les individus détenus par la junte militaire. Le Chef d'Etat-major adjoint de l'armée, le général Udomdej Sitabutr a « averti les opposants de la junte de ne pas répandre de fausses rumeurs sur la situation en Thaïlande, et a chargé les responsables de la sécurité et du Ministère des Affaires Etrangères de corriger cette désinformation auprès de la communauté internationale. Il a appelé les parties concernées à entreprendre des actions de relations publiques pour fermement faire savoir que le NCPO n'a jamais utilisé la force ou la torture contre les personnes détenues sous la loi martiale<sup>363</sup> ».

---

<sup>358</sup> Prachatai, "At least 14 tortured and ill-treated during military detention: human rights lawyers", 08/09/14

<sup>359</sup> Human Rights Watch, World Report 2015, p.535

<sup>360</sup> Prachatai, "Suspects say they were electrocuted, beaten during Thai military detention", 10/10/14

<sup>361</sup> Amnesty International, 2014, "Thailand: Attitude Adjustment, 100 days under martial law", 65 p.

<sup>362</sup> Prachatai, "Suspects say they were electrocuted, beaten during Thai military detention", 10/10/14

<sup>363</sup> Bangkok Post, "Red shirts in Japan 'plot' against coup", 06/09/14



### 2.1.3. Confiscation du débat politique

Le 3 septembre 2014, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Asie du Sud-Est a exprimé de sérieuses inquiétudes quant aux restrictions croissantes imposées aux défenseurs des droits de l'homme dans l'exercice de leurs droits de réunion pacifique et d'expression en Thaïlande<sup>364</sup>. Dès le coup d'Etat, les réunions politiques de plus de cinq personnes sont interdites.

La junte réprime le droit à l'organisation de forums dans les universités. En effet, en imposant aux universités de n'aborder que des sujets académiques lors des forums organisés, elle les prive de leur droit à la discussion sur les sujets politiques. Elle ne laisse donc aucune place à la société civile pour participer à la construction d'un débat national. Les universités se voient contraintes de soumettre préalablement les sujets de leurs séminaires à la junte, qui dispose que tout forum tenu dont le sujet différerait de ceux soumis et acceptés au préalable par la junte sera formellement interdit. Dans ce contexte, la répression s'articule principalement autour de l'impossibilité d'aborder les préoccupations politiques dans la mesure où ces sujets peuvent potentiellement «mettre en danger la stabilité instaurée par la junte ainsi que ses efforts à résoudre les problèmes thaïlandais»<sup>365</sup>. Cette confiscation du débat public se justifiant selon la junte par le maintien de l'unité sociale.

Ainsi le 18 septembre 2014, à l'université de Thammasat, un forum intitulé « Le déclin des dictatures dans les pays étrangers », a été interrompu en plein milieu de son déroulement, et des académiques ainsi que trois étudiants se sont vus arrêtés par la police et amenés au poste afin d'y être interrogés durant de longues heures<sup>366</sup>. Selon Prachatai, le sujet du séminaire était considéré « trop dangereux et ironiquement obstructionniste pour la tentative de la junte de créer une démocratie fonctionnelle [...]. De toute évidence, le panel portait strictement sur la tyrannie étrangère et n'abordait pas la politique ou la dictature thaïlandaise<sup>367</sup>».

La junte, utilise l'intimidation pour faire appliquer son interdiction de débattre de sujets politiques par la menace de l'incarcération. Cette proscription qui s'applique officiellement à tout le peuple, semble être encore plus rigoureuse envers les étudiants, les académiques, les activistes des droits de l'homme mais aussi les médias dont les têtes des principaux journaux ont été convoqués dans des stations de police. Les sujets exprimant une opposition frontale au régime de la junte sont totalement interdits au débat, mais également ceux qui ne sont pas purement politiques mais qui pourraient amener à une certaine réflexion et remise en question des actions et de la ligne de conduite adoptée par la junte. Entre autres, la police et les militaires ont appréhendé en novembre 2014 cinq partisans de la réforme agraire qui voulaient organiser une conférence de presse pour expliquer pourquoi la tenue d'un événement intitulé « Notre Terre : à qui appartiennent les terrains ? » qui devait se tenir à l'Alliance Française a été proscrié par le NCPO<sup>368</sup>. Le même mois, des activistes issus de douze organisations du Nord-Est du

---

<sup>364</sup> UN Office of the High Commissioner for Human Rights, "Increasing restrictions on human rights defenders in Thailand", 03/09/14

<sup>365</sup> Bangkok Post, "PM denies ban on academic forums", 24/09/14

<sup>366</sup> Bangkok Post, "NCPO forbids 'political activity'", 20/09/14

<sup>367</sup> Prachatai, « When junta control universities, metal box becomes symbol of the fight for academic freedom in Thailand », 24/09/14

<sup>368</sup> Bangkok Post, "Army silences land activists", 17/11/14

pays faisant campagne contre l'agenda de la junte relatif à réforme nationale de l'énergie ou à la politique forestière ont été également arrêtés<sup>369</sup>.

De plus, la répression se base non seulement sur une interdiction d'opposition frontale à la junte et à ses chefs, mais aussi sur une interdiction « de fausses interprétations » selon la junte de l'histoire de la Thaïlande et du dernier coup d'Etat en date. Ainsi selon un article de Gavroche Thaïlande, la junte se réserve le droit de recourir à un « autodafé électronique ainsi qu'à l'interdiction de blogs ou de Wikipédia », où l'on peut s'informer sur le coup d'Etat et les faits tels qu'ils se sont réellement déroulés ainsi que leur contexte. De plus, les commémorations des massacres militaires d'octobre 1973 et 1976, considérées « non appropriées » selon la junte sont aussi interdites<sup>370</sup>.

## 2.2. Musèlement des médias

Romain Zerbib explique que les gouvernements ont tout intérêt notamment dans les environnements politiques turbulents de contrôler tous les leviers de communication. De fait, dès le coup d'Etat, les médias thaïlandais sont féroceusement muselés par la junte, et la tendance n'est pas à l'assouplissement. Tous les types de médias sont victimes de la censure et les journalistes sont régulièrement menacés pour empêcher toute expression de l'esprit critique. Dans son rapport 2014, Freedom House dégrade de deux points la liberté de la presse en Thaïlande, de 62 à 64 : il s'agit de son pire score de la dernière décennie. Le pays du sourire est par ailleurs de nouveau rangé dans les pays « non libres<sup>371</sup> ». Le Classement mondial de la liberté de la presse de RSF place la Thaïlande à la 134<sup>e</sup> place (elle était 130<sup>e</sup> en 2014), loin de ses scores du début des années 2000. La Thaïlande est ainsi catégorisée dans la catégorie des pays à « situation difficile » (échelle 4 sur 5). Elle est ainsi positionnée derrière le Brunei (121), l'Ukraine (129) ou encore le Zimbabwe (131), et peu avant l'Indonésie (138), le Cambodge (139) ou la Birmanie (144)<sup>372</sup>.

Sur les 21 annonces de la junte suivant le coup d'Etat, six concernent les médias. Il s'agit de :

- ✓ Annonce n°4 : Interdiction de toutes les transmissions télévisées et radiophoniques.
- ✓ Annonce n° 12 : Demande aux entreprises des réseaux sociaux de ne pas répandre de messages provocants.
- ✓ Annonce n°14 : Interdiction faite aux journaux, à la radio et à la télévision d'interviewer des académiques au point de vue critique.
- ✓ Annonce n°15 : Cessation de toutes les transmissions de télévision satellitaire, câblée et digitale et de toutes les radios communautaires.
- ✓ Annonce n°17 : Ordre aux fournisseurs de services internet de reporter et de contrôler l'information fautive de trouble.
- ✓ Annonce n°18 : Interdiction à tous les médias de présenter des points de vue critique et des rassemblements contre la junte.

---

<sup>369</sup> Prachatai, "Academics, activists condemn junta's arrest of student activists, urge lifting of martial law", 20/11/14

<sup>370</sup> Gavroche Thaïlande, « De l'historiographie autoritaire », n°240, p59

<sup>371</sup> Freedom House, *Freedom on the net*, 2014, 989p.

<sup>372</sup> <http://index.rsf.org/>

Au-delà de ces annonces, trois instruments légaux permettent à la junte de restreindre librement la liberté des médias. Il s'agit :

- ✓ De l'article 44 de la Constitution intérimaire de 2014 évoquée précédemment, qui donne tous les pouvoirs à la junte pour intervenir en cas de menace à la réforme nationale, l'ordre public, la sécurité nationale, la monarchie et l'économie.
- ✓ De l'annonce n°97, qui stipule que les autorités peuvent fermer tous les médias, qu'il s'agisse de la presse écrite, de la télévision, de la radio ou d'internet, s'ils disséminent de l'information considérée comme une menace à la monarchie ou à la sécurité nationale, ou qui critique le travail du NCPO.
- ✓ De l'annonce n°103, qui amende l'annonce n°97 et qui interdit seulement la critique faite avec des intentions malhonnêtes à l'aide de fausses informations. Si les professionnels des médias enfreignent cette loi, le cas sera porté devant un Conseil professionnel pour une enquête éthique.

Le 25 juin 2014, pour « empêcher les médias de devenir des instruments pour répandre de la fausse information qui provoquerait de la violence et de la haine publique à l'égard de la monarchie », quatre comités sont chargés de contrôler strictement les médias<sup>373</sup> :

- ✓ Les médias audiovisuels sont contrôlés par la Commission Nationale de Radiodiffusion et de Télécommunication (NBTC),
- ✓ La presse écrite est contrôlée par le Bureau Central d'Investigation (Central Investigation Bureau, CIB), une branche spéciale de la police,
- ✓ Les médias en lignes sont examinés par le Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (MICT),
- ✓ Les médias étrangers sont surveillés par le Ministère des Affaires Etrangères.

Ces quatre organes comptent des représentants de la Police Royale Thaïlandaise, de l'armée de Terre, de la Marine, de l'armée de l'Air, du Ministère des Affaires Etrangères, du bureau du Premier ministre, du Département des Relations Publiques et d'autres agences d'Etat. Ils sont chargés de reporter directement à Prayuth toute « fausse information » qui concernerait le travail de la junte tandis qu'ils seront censés préparer régulièrement des rapports destinés au général. Aucune information n'est fournie sur le mode de fonctionnement de ces comités. Benjamin Ismaïl, responsable du bureau Asie-Pacifique de RSF s'exprime à ce propos : « La création de ces comités constitue une étape supplémentaire dans le musellement de l'information par la junte militaire thaïlandaise. La junte est-elle en train d'instaurer un modèle de censure à la birmane ?<sup>374</sup> ».

En contrôlant, censurant et en ordonnant la fermeture des institutions médiatiques, la junte thaïlandaise porte non seulement atteinte à la liberté d'expression mais aussi à la disponibilité de sources alternatives d'information. Nous observerons dans un premier temps les atteintes

---

<sup>373</sup> Bangkok Post, "NCPO sets up five panels to watch media", 26/06/14

<sup>374</sup> Thaïlande.fr, « La junte thaïlandaise est-elle en train d'instaurer un modèle de censure à la birmane ? », 27/06/15

perpétrées dans les médias audiovisuels, dans la presse écrite et sur internet avant de porter un éclairage sur les menaces que la junte profère aux journalistes.



**Photographie 27: une journaliste thaïlandaise manifeste à côté des troupes militaires pour exprimer son inquiétude concernant la liberté d’expression. Source: Techniasia, « Internet service providers summoned to meet coup leaders in Thailand », 23/05/14, crédit photo: @redbamboo 16 sur Twitter.**

### 2.2.1. Médias audiovisuels

Après le coup d’Etat, toutes les stations de radios et toutes les chaînes télévisions ont reçu l’ordre de suspendre leurs programmes habituels. Au lieu et place de ces programmes, les médias audiovisuels étaient contraints de diffuser des marches militaires et des chansons nationalistes des jours durant (avec pour seule image télévisée un écran fixe orné des insignes des forces armées thaïlandaises), seulement interrompues par les annonces solennelles des nouveaux décrets édictés et des personnes convoquées à se reporter aux militaires.

Dans les jours qui suivirent, 3000 radios communautaires étaient fermées<sup>375</sup>, et les médias internationaux CNN, BBC, Bloomberg et CNBC se sont retrouvés bloqués. Le magazine *Alter Mondes* porte le nombre de radios communautaires fermées à 4000 et rapporte les paroles de Fai, responsable d’une de ces radios communautaires basée à Chiang Mai : « Le 22 mai, nous avons été convoqués par les autorités militaires régionales. Toutes les radios locales étaient là. Ils nous ont juste dit que nous devons cesser immédiatement nos émissions. Sans autre explication qu’ils obéissaient aux ordres de Bangkok<sup>376</sup> ». Amnesty International rapporte que les militaires ont organisé des descentes dans 99 radios communautaires (principalement dans le Nord-Est du pays), et « soustrait et confisqué leur équipement sans aucune notification aux propriétaires des stations<sup>377</sup> », à l’instar de la radio communautaire Garde Rouge (Red Guard) située dans le village Khukhod du district de Lam Kuk Ka<sup>378</sup>.

<sup>375</sup> Vice News, “Thailand’s military is forcing people to stop worrying and love the coup”, 03/06/14

<sup>376</sup> *Alter Mondes*, « Thaïlande, couleur kaki », n°40, décembre 2014

<sup>377</sup> Amnesty International, 2014, “Thailand: Attitude Adjustment, 100 days under martial law”, 65 p.

<sup>378</sup> Bangkok Post, “Cops raid Ko Tee radio station”, 29/05/14

Sur les quatorze chaînes de télévision labellisées « politiques » qui avaient dû cesser toute activité après la déclaration de la loi martiale, deux (Voice TV et T-News) avaient pu reprendre leur transmission au mois de juin. Les douze autres ont dû attendre trois mois, jusqu'au 26 août 2014, et ont dû signer un mémorandum d'accord avec le NBTC selon lequel elles devaient changer leurs noms et ne plus diffuser de contenu ayant trait à la politique sous peine de voir leurs licences révoquées<sup>379</sup>.

La censure du secteur audiovisuel se poursuit tout au long de l'année. En novembre 2014, Thai PBS a dû licencier une de ses présentatrices, Nattaya Wawweerakup, après que les militaires aient accordé une petite visite aux bureaux de la chaîne de télévision. Nattaya présentait l'émission « Les voix du Peuple qui doivent être entendues avant la Réforme » (Voices of the People that must be heard before the Reform) qui permettait à des villageois et des activistes d'exprimer leurs opinions sur la réforme nationale entreprise par la junte. A la suite de ce cas manifeste d'intimidation, l'émission a dû se contenter de brefs bulletins d'information<sup>380</sup>.

Pour célébrer son anniversaire en mai 2015, la junte a ordonné la fermeture de la chaîne de télévision satellitaire Peace TV, trop rouge à leur goût. Ainsi, pendant une semaine (du 10 avril au 17 avril 2015), les programmes habituels de la chaîne étaient remplacés par une mire. Selon la NBTC, Peace TV aurait enfreint les règles de censure de la junte, tout en refusant de préciser ce que la chaîne aurait dit qui puisse être tellement incitatif à la division nationale pour mériter d'être muselée<sup>381</sup>. Les opérateurs de Peace TV ont porté plainte contre l'autorité de régulation et ont obtenu satisfaction au motif que le NBTC aurait prématurément révoqué la licence de diffusion sans accorder à la chaîne les 15 jours réglementaires pour lui permettre d'organiser sa défense comme le stipule le règlement du NBTC lui-même. Selon la Cour de justice, «l'ordre de fermeture du NBTC constitue un ordre gouvernemental potentiellement illégal<sup>382</sup>». Un éditorial du Bangkok Post s'inquiète de l'élargissement des pouvoirs censeurs de l'organe de régulation : « En autorisant le NBTC de fermer des médias, les militaires se déresponsabilisent. Plus important, cette mesure a empoisonné le bien-être de la liberté de la presse en approuvant la censure officielle d'un média par le NBTC, qui demeurera longtemps en place après le départ des militaires <sup>383</sup>».

### 2.2.2. Presse écrite

Le 25 mai 2014, 19 rédacteurs en chef et éditeurs ont été convoqués par la junte pour une réunion portant sur la couverture de l'actualité en « situation anormale<sup>384</sup> ». Les journaux suivants étaient ainsi représentés : Bangkok Post, Khoasod, Khomchadluek, Daily News, Thai Rath, Thai Post, Naewna, Banmuang, Bangkokbiznews, Bangkok Today, Prachachat, Manager, Thansettakij, Post Today, Matichon, Dailyworldtoday et le Siam Rath.

---

<sup>379</sup> Bangkok Post, "NCPO lifts ban on last 12 TV channels", 26/08/14

<sup>380</sup> Prachatai, "Thai PBS TV channel removes programme host at junta's request", 14/11/14

<sup>381</sup> Bangkok Post, "NBTC should not censor", 05/05/15

<sup>382</sup> Khaosod English, "Redshirt TV Channel secures reprieve from blackout order", 16/07/15

<sup>383</sup> Bangkok Post, "NBTC should not censor", 05/05/15

<sup>384</sup> Reporters Sans Frontières, « Convocations et arrestations de professionnels des médias, l'armée thaïlandaise durcit le ton », 26/05/14

Comme nous l'avons vu précédemment, les journalistes sont ciblés par les convocations arbitraires de la junte afin de les soumettre à des sessions de réajustement du comportement. RSF met en lumière les cas de Pravit Rojanaphruk, journaliste pour le quotidien The Nation : « Interrogé pendant cinq heures sans la présence de son avocat, il a par la suite été mené dans un centre de détention inconnu », et de Thanapol Eawakul, rédacteur en chef de Fah Diew Gan (Same Sky), « arrêté le 23 mai pour avoir participé à une manifestation pacifique à Bangkok contre le coup d'Etat<sup>385</sup> ». Le Bangkok Post rapporte en juillet 2014 que ce dernier a été arrêté de nouveau par les militaires pour avoir enfreint les conditions de sa libération<sup>386</sup>.

L'organisation de défense des droits des médias dénonce également en juin 2014 l'accusation de diffamation portée par la Marine royale thaïlandaise à l'encontre du journal Phuketwan à la suite de la publication d'un paragraphe issu d'un rapport écrit par l'agence Reuters traitant de la situation des réfugiés Rohingyas en Thaïlande<sup>387</sup>.

En juillet 2014, la junte a lancé un avertissement au rédacteur en chef et à l'éditeur du magazine Manager Weekly, en leur disant qu'ils « pourraient connaître toute la fureur de la loi martiale s'ils continuaient à reporter ce que le NCPO considère comme une dissémination malhonnête de fausses informations destinées à compromettre sa crédibilité<sup>388</sup> ». Le Bangkok Post souligne que la junte a refusé de préciser quel était le contenu offensant du magazine dont Sondhi Limthongkul est le propriétaire.

D'autres menaces sont proférées par la junte à l'encontre des journalistes de la presse écrite. Par exemple, on peut lire en novembre 2014 dans le Bangkok Post : « Le général Prayuth s'est féroce ment attaqué à certains journaux pour avoir écrit des rapports sans fondement sur des problèmes sans conséquences. « Je ne suis pas votre pote. Je lis les journaux tous les jours mais je sélectionne les histoires qui sont plus constructives et intellectuelles » a dit le général Prayuth, en demandant aux médias d'écrire plus de contenu sur les nouvelles initiatives politiques du gouvernement<sup>389</sup> ».

### 2.2.3. Nouveaux médias

La difficulté à censurer Internet et les réseaux sociaux ne rebute pas la junte. Les nouveaux médias, qui se posent souvent en chevaliers blanc de la démocratie, sont également lourdement muselés au lendemain du coup d'Etat. Freedom House déclare à ce propos dans le Bangkok Post : « A la suite du coup, le NCPO a arrêté des douzaines d'individus, instauré une surveillance digitale, empiété sur la vie privée des internautes, créé un climat de peur sur Internet et conduit des « chasses aux sorcières » contre les concitoyens thaïlandais<sup>390</sup> ».

Trois jours après le coup, les représentants des fournisseurs d'accès Internet thaïlandais ont été convoqués par les chefs militaires, les enjoignant de bloquer n'importe quel site qui

---

<sup>385</sup> Reporters Sans Frontières, « Convocations et arrestations de professionnels des médias, l'armée thaïlandaise durcit le ton », 26/05/14

<sup>386</sup> Bangkok Post, « Rights group calls for end to martial law », 07/07/14

<sup>387</sup> Reporters sans Frontières, « La junte thaïlandaise est-elle en train d'instaurer un modèle de censure à la birmane ? », 27/06/14

<sup>388</sup> Bangkok Post, « The 'big stick' of martial law must be used sparingly », 28/07/14

<sup>389</sup> Bangkok Post, « Prayut backs human rights website ban », 29/11/14

<sup>390</sup> Bangkok Post, « Internet freedom worse than Myanmar », 07/12/14

mentionnerait le coup d'Etat de manière inappropriée<sup>391</sup>. J+6 après le coup, un « Facebook Gate » a défrayé les chroniques médiatiques. En effet, le 28 mai 2014, le réseau social le plus populaire de Thaïlande faisait l'objet d'un blackout à l'échelle nationale. Suite à l'insurrection des internautes, le porte-parole de la junte, Winthai Suvarée s'est justifié d'un « problème technique » imputable à un trafic anormalement important. Cependant, une source industrielle du Bangkok Post a concédé au journal que la junte avait ordonné la fermeture de Facebook dans une tentative d'empêcher les groupes anti-coup d'utiliser le réseau social pour propager leur opposition<sup>392</sup>. Le Bangkok Post fait mention de Surachai Srisarakam, le secrétaire permanent du Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (MICT), qui aurait déclaré très peu de temps après le blackout à Reuters que Facebook était intentionnellement bloqué par les autorités, avant de retourner sa veste pour servir l'histoire officielle de la saturation du portail. Par la suite, Surachai a été transféré à un poste inactif<sup>393</sup>. Le site singapourien Techinasia confirme les suspicions en faisant état d'une déclaration du géant norvégien des télécommunications, Telenor qui possède le fournisseur de téléphonie mobile thaïlandais Dtac : « Le groupe Telenor confirme que le 28 mai 2014 à 15 heures, Dtac a reçu une notification du NBTC afin de restreindre temporairement l'accès à Facebook <sup>394</sup> ». L'article précise que la déclaration publiée sur Pantip a été supprimée et remplacée par une notification expliquant que son contenu était illégal.

A la date du 29 mai 2014, Techinasia rapporte que 219 sites internet « portant atteinte à la sécurité nationale » ont été bloqués par le MICT et souligne que les autorités thaïlandaises ont pour projet d'établir un portail d'entrée Internet contrôlé par l'Etat<sup>395</sup>. Selon un commissaire du NBTC, « ce n'est pas du tout de la censure, mais seulement un blocage du contenu ou des sites internet qui peuvent contrevenir à la moralité publique et causer du conflit et de l'instabilité, et menacer la sécurité nationale <sup>396</sup> ». En novembre 2014, c'est au tour du site internet de la branche thaïlandaise d'Human Rights Watch d'être censuré. A ce propos, le Bangkok Post retranscrit la déclaration de Prayuth : « Comment ont-ils été muselés ? Avant de vous plaindre, jetez un œil sur ce qu'ils ont écrit. Si les gens disent que d'autres doivent avoir la liberté d'écrire n'importe quoi et insulter n'importe qui, qu'ils essayent. La Thaïlande n'y survivra pas<sup>397</sup> ». A Brad Adams, directeur Asie d'Human Rights Watch de rétorquer : « Le respect des libertés fondamentales et de la démocratie en Thaïlande sous le régime militaire est tombé dans un puit sans fond. Le fait que le (la junte) ressente le besoin de bloquer la page web de Human Rights Watch sur la Thaïlande, signifie que nous devons faire quelque chose de bien<sup>398</sup> ».

---

<sup>391</sup> Courrier international, « Après un coup d'Etat, les militaires contrôlent internet », 25/05/14

<sup>392</sup> Bangkok Post, « Facebook outage stirs fury », 29/05/14

<sup>393</sup> Bangkok Post, « NBTC faces its moment of cyber-truth », 17/06/14

<sup>394</sup> Techinasia, « One telco in Thailand just confirmed the military forced it briefly to block Facebook », 09/06/14,

<sup>395</sup> Techinasia, « Thailand's coup spreads from streets to the web, 219 sites blocked so far », 29/05/14

<sup>396</sup> Techinasia.com, « Under martial law, Thailand will shut down some websites and monitor social media », 22/05/14

<sup>397</sup> Bangkok Post, « Prayut backs human rights website ban », 29/11/14

<sup>398</sup> Thaïlande.fr, « La censure en Thaïlande », 01/12/14



**Photographie 28: Capture d'écran d'une page internet bloquée par la junte au moment du coup d'Etat. Il est écrit : « Temporairement fermé – à la suite de l'ordre du Commandement pour le Maintien de la Paix et de l'Ordre (premier nom de la junte) »**  
**Source : Technasia, “After Thailand’s coup, rulers want to meet with Facebook, Google, Line, to discuss censoring individual users”, 30/05/14**

Le MICT a également chargé le Groupe des Renseignement (the Intelligence Group) de la division de suppression des crimes technologiques de la police thaïlandaise de mettre en place un groupe de travail pour surveiller et analyser l'activité sur les réseaux sociaux. Si le groupe détecte une violation des ordres de la junte, l'information sera aussitôt supprimée et son auteur rapporté aux autorités<sup>399</sup>. Selon le Réseau des Net-citoyens Thaïlandais (Thei Netizen Network), la police siamoise aurait créé de faux comptes Facebook à cet effet<sup>400</sup>. De plus, selon le Post Today, le MICT aurait envoyé des représentants du gouvernement à Singapour pour s'entretenir avec Facebook et Google, et au Japon pour rencontrer les dirigeants de NHN (la société qui a lancé l'application Line) afin de leur demander de coopérer dans leur entreprise de surveillance des internautes thaïlandais, notamment pour fermer les comptes individuels qui ne respecteraient pas la politique du silence de la junte<sup>401</sup>. En décembre 2014, le ministre des technologies de l'information et la communication a déclaré lors d'une conférence de presse pouvoir surveiller les 40 millions de messages échangés chaque jour sur Line. Line a alors expliqué à Technasia la fausseté d'une telle assertion : « Les commentaires du gouvernement selon lequel ils inspectent les messages de Line ne sont pas vraies. Il est techniquement impossible pour un tiers de surveiller ces échanges. La vie privée des utilisateurs de Line est notre première priorité<sup>402</sup>».

#### **2.2.4. Journaliste : un métier difficile au pays du sourire**

Face aux intimidations répétées de la junte visant les professionnels des médias, le métier de journaliste est confronté à une insécurité grandissante. Les menaces ne sont même plus déguisées, et concernent autant les médias locaux qu'internationaux. La censure imposée est de plus en plus restrictive, instaurant un climat de peur incessante. Si les médias anglophones sont

<sup>399</sup> Prachatai, “Thai authorities to build state-owned internet gateway for more efficient censorship”, 28/05/14

<sup>400</sup> Prachatai, “Thai police create fake FB app to get Thai net users’ information, target users trying to open blocked sites”, 20/06/14

<sup>401</sup> Technasia, “After Thailand’s coup, rulers want to meet with Facebook, Google, Line, to discuss censoring individual users”, 30/05/14

<sup>402</sup> Technasia.com, “Thailand government listens in on entire country’s 33 million Line users, says ICT minister”, 23/12/14



un peu plus libres et se permettent plus de critiquer le gouvernement militaire, il ne faut pas s'y tromper et croire que la presse thaïlandaise est libre : comme l'explique Saksith Saiyasombut, il ne s'agit vraiment que d'une mince tranche du spectre médiatique siamois. Il est donc presque impossible de critiquer la junte, le seul moyen est de le faire indirectement, en parlant du mauvais état de l'économie par exemple. Et là encore, la junte intervient pour demander aux journalistes de reporter l'information de manière directe afin de ne pas créer de confusion dans l'esprit des lecteurs.

Les allocutions de Prayuth s'adressant aux médias sont si nombreuses et exagérées qu'elles pourraient être comiques si la situation en Thaïlande n'était pas si dramatique. Par exemple, lorsqu'il demande aux médias de se tenir au cadre légal quand ils reportent l'information et de ne pas relier les militaires aux conflits politiques, Prayuth déclare : « S'il vous plait respectez la loi et connaissez vos limites légales. Vous pouvez soutenir la réforme nationale en reportant des informations factuelles. Mais refrenez-vous d'instiguer plus de haine dans notre société. Si vous utilisez le concept de la « liberté de la presse » sans limite, cela fera plus de mal que de bien au pays ». Mais la plus grosse « pépite » a été prononcée en mars 2015 quand un journaliste lui a demandé ce qu'il adviendrait de ses confrères qui n'adhèreraient pas à la ligne officielle : « Nous les exécuterons probablement » a-t-il dit, sans la trace d'un sourire selon Reuters. « Vous n'êtes pas obligés de soutenir le gouvernement, mais vous devez reporter la vérité<sup>403</sup> ». Le général a tendance à s'énerver rapidement quand les questions posées par les journalistes ne lui conviennent pas. Ainsi, à la fin du mois de mai 2014, Prayuth s'est senti « acculé » par les reporters qui lui demandaient s'il serait le Premier ministre intérimaire, et dans combien de temps seraient organisées les élections. Le général Polpat Wannaphak a alors déclaré : « Ces questions sont inappropriées. Nous aimerions demander votre coopération à ne pas poser les questions de cette façon. Le NCPO est préoccupé par le sentiment du public envers les militaires et des questions si agressives pourraient affecter la confiance dans le leadership de Prayuth<sup>404</sup> ».

Ironiquement, les porte-paroles de la junte ne cessent de répéter qu'ils n'intimident pas les journalistes, comme le général Suchai Pongput, Secrétaire général du comité de contrôle des médias de la junte dont les propos sont rapportés par Prachatai : « Il a ajouté qu'il n'avait jamais eu à réprimander aucun média, et qu'il remerciait les médias pour leur bonne coopération [...] « Le général Prayuth Chan-ocha n'a jamais censuré les médias. Nous sommes ouverts, mais s'il vous plaît, respectez les limites. Nous ne voulons pas de couleurs. Vous devez reporter les nouvelles de façon positive<sup>405</sup> ».

Bien qu'aucun journaliste étranger n'ait été sommé de quitter le pays, l'exercice du métier de journaliste est également compliqué pour les médias internationaux désireux de couvrir l'actualité thaïlandaise. D'une part, les autorités thaïlandaises tentent de contrôler le contenu des articles publiés par la presse étrangère. Lors d'une conférence de presse au Club des correspondants étrangers en Thaïlande (Foreign Correspondents' Club of Thailand, FCCT), Werachon Sukondhapatipak, porte-parole de l'armée a ainsi demandé aux journalistes de ne

---

<sup>403</sup> Reuters, « Thai PM Prayuth warns media, says has power to execture reporters », 25/03/15

<sup>404</sup> Bangkok Post, « NCPO calls in Post, Thai Rath journos », 28/05/14

<sup>405</sup> Prachatai, « Thai junta: we don't limit media freedom but freedom must be within limits », 14/11/14

pas utiliser le mot « coup » pour qualifier la prise de pouvoir par l'armée du 22 mai 2014 : «N'utilisez pas le terme coup d'Etat. L'action militaire qui a lieu en ce moment est totalement différente des coups d'Etat précédents. Nous ne sommes pas là pour détruire la démocratie, mais pour la renforcer<sup>406</sup>».

D'autre part, il est de plus en plus difficile pour les journalistes étrangers d'obtenir des visas de travail ou des accréditations en Thaïlande. En effet, les procédures sont régulièrement retardées par le gouvernement qui souhaite s'assurer que les correspondants étrangers ne sont pas trop critiques envers le régime et la monarchie. A ces fins, ils doivent remplir des questionnaires exprimant leur point de vue sur les deux sujets préalablement à toute demande d'accréditation presse, ou bien les médias qui les emploient sont « conviés » à venir « discuter » avec le Ministère des Affaires Etrangères pour en apprendre plus sur les opinions du journaliste en question. Selon le quotidien The Nation, « le concept de « sélectionner » seulement les correspondants étrangers sympathisants pour couvrir la Thaïlande durant une période de transition politique si importante est totalement contre-productif pour le débat et l'analyse de ce qu'il est en train de se passer. Empêcher les correspondants étrangers de faire leur travail attire ironiquement l'attention sur ce qui ne va pas en Thaïlande<sup>407</sup>».

Enfin, le climat d'insécurité qui prévaut en Thaïlande accroît considérablement la difficulté pour les desks internationaux à trouver des sources thaïlandaises. Comme l'explique Saksith Saiyasombut : « Mon travail est beaucoup plus difficile maintenant parce que beaucoup de mes sources ont disparu. Je ne dis pas qu'elles ont été capturées, c'est juste qu'elles ont toutes sombré dans l'obscurité. Donc je ne peux plus les joindre pour des raisons de sécurité. Je dois penser à d'autres moyens pour contacter ces gens ».

### **2.2.5. Conclusion : de (la négation de) la liberté de la presse en Thaïlande**

En conclusion, de telles atteintes à la liberté des médias en Thaïlande sont contre-productives à la réconciliation de la société, d'autant que les médias « rouges » sont sensiblement plus marginalisés que les autres. Si l'on considère les indicateurs du développement des médias publiés par l'UNESCO en 2008, on s'aperçoit que la situation qui est celle de la Thaïlande après le coup d'Etat ne répond par exemple à aucun des critères du cadre législatif et politique pour un système de régulation favorable à la liberté d'expression, au pluralisme et à la diversité des médias<sup>408</sup> :

- ✓ les organismes audiovisuels ne sont pas tenus d'allouer un temps d'antenne au gouvernement, ou de diffuser des programmes spécifiques en son nom,
- ✓ les gouvernements, les organismes de régulation ou les intérêts commerciaux n'exercent aucune influence, sur les contenus éditoriaux de la radiotélévision ou de la presse,
- ✓ la loi n'autorise pas les représentants de l'État à prendre le contrôle de la radiotélévision dans les cas de force majeure.

---

<sup>406</sup> Thaïlande.fr, « L'armée tente de dédramatiser le coup d'État », 15/06/14

<sup>407</sup> The Nation, « Shooting the foreign messengers won't kill the news », 15/07/15

<sup>408</sup> Unesco, *Indicateurs de développement des médias : cadre pour l'évaluation du développement des médias*, 2008, 74 p.

L'indépendance éditoriale des médias thaïlandaise est donc nulle. Pareillement, l'ensemble des indicateurs de la sécurité des journalistes font défaut :

- ✓ les journalistes et le personnel associé ne sont pas soumis aux menaces, au harcèlement ou à la surveillance,
- ✓ les journalistes et le personnel associé ne subissent pas d'agression, ne sont pas détenus illégalement en raison de leurs activités légitimes,
- ✓ les organisations des médias ne sont pas forcées de fermer, ou menacées de l'être, en raison de leurs activités légitimes.

Dans un article intitulé « Le général Prayuth de Thaïlande – un nouveau « Prédateur de la Liberté de la Presse », RSF dresse une liste de recommandations pour encourager la couverture de l'actualité en Thaïlande<sup>409</sup> :

- ✓ S'abstenir d'utiliser les pouvoirs alloués sous la Constitution provisoire, en particulier l'article 44 qui laissent les médias sans aucune protection et ouvre la voie au gouvernement pour un contrôle arbitraire de l'information.
- ✓ S'abstenir de voter des lois autorisant la surveillance d'internet à grande échelle et s'abstenir d'introduire une nouvelle loi de cyber-sécurité qui permettrait la surveillance individuelle.
- ✓ Cesser de convoquer et d'arrêter les journalistes, les blogueurs et les autres sources d'information sous prétexte de défendre la sécurité nationale et la monarchie.
- ✓ Arrêter de menacer les nouveaux médias et les journalistes de représailles, cesser de faire pression sur les médias pour qu'ils s'autocensurent et cesser d'interférer avec les politiques éditoriales ou tout autre domaine interne aux médias.

En attendant illusoirement que de tels conseils soient entendus et appliqués, le bilan de la liberté des médias reste très sombre au pays du Sourire. Deux références mentionnées par le Bangkok Post et Prachatai sont appropriées pour illustrer la situation. Dans un éditorial du Bangkok Post intitulé « L'unité ne peut pas être forgée si vous n'avez rien le droit de dire » on peut ainsi lire : « Il n'y a pas de place pour l'opposition ou la liberté de parole. La junte ou le nouveau gouvernement pourrait en effet se trouver fan d'Hello Kitty. Le chat dessiné [...] ne peut rien dire. Il n'a pas de bouche<sup>410</sup> ». Prachatai, dans un article intitulé « Thaïlande : une « douce révolution » dans un pays heureux » cite un extrait du livre de Gabriel García Márquez, « Cent ans de solitude » : « « Vous avez dû rêver » insista l'officier. « Il ne s'est rien passé à Macondo, il ne s'est jamais rien passé, et il ne se passera jamais rien. C'est une ville heureuse ». Pour beaucoup de gens, la Thaïlande est sans nul doute comparable au « Macondo » sud-américain des années 1960<sup>411</sup> ».

### 2.3. Lèse-majesté

A exception du Japon, toutes les monarchies constitutionnelles du monde disposent d'un cadre juridique visant à protéger la famille royale. L'article 8 de la Constitution thaïlandaise de 2007 mentionne que « Le Roi fait l'objet d'une adoration vénérée et ne doit pas être enfreint.

---

<sup>409</sup> Reporters sans frontières, «Thailand's Gen. Prayut – a new “Predator of Press Freedom”», 03/04/15

<sup>410</sup> Bangkok Post, «Unity can't be forged if you have no say», 02/09/14

<sup>411</sup> Prachatai, «Thailand: a “soft revolution” in a happy country», 02/06/14

Personne ne doit exposer le Roi à aucune sorte d'accusation ou d'action<sup>412</sup> ». Le crime de lèse-majesté a été introduit dans le droit thaïlandais durant la monarchie absolue : en 1908, le premier code pénal énonce dans son article 98 : « quiconque menace ou profère des paroles diffamatoires envers le roi, la reine, le prince héritier, le régent, sera puni de sept ans de prison au maximum et 5 000 bahts<sup>413</sup> d'amende ». La loi a survécu le passage à la monarchie constitutionnelle en 1932, et a même été étendue depuis. Le dernier amendement du fameux article 112 du code criminel thaïlandais date de 1976 et alourdi la peine d'emprisonnement entre 3 et 15 ans. Selon Arnaud Dubus : « La Thaïlande est le pays qui applique le plus fréquemment et avec le plus de sévérité cette loi » [Dubus, 2011 :56]. En effet, un rapport de RSF explique que « dans la plupart des pays où ce crime existe, par exemple en Espagne, en Jordanie, au Népal ou encore aux Pays-Bas, les condamnations sont rares et l'argument souvent jugé caduc. En Europe par exemple, il s'oppose également à l'article 10 de la Convention européenne sur les droits de l'homme<sup>414</sup> ». Pour trouver un cadre comparatif adéquat à celui de la Thaïlande contemporaine, « il est nécessaire de remonter à l'Empire Germanique de 1871-1918 » [Ivarsson & Isager, 2010:109]. D'autre part, la loi de lèse-majesté fait l'objet d'une politisation grandissante, son emploi abusif et inique, notamment à partir du dernier coup d'Etat, connaît une croissance exponentielle.

### 2.3.1. Du crime de lèse-majesté en Thaïlande

Le crime de lèse-majesté en Thaïlande serait probablement plus légitime s'il respectait les conditions posées par l'Unesco dans son rapport 2008 sur les indicateurs de développement des médias concernant les lois sur la diffamation<sup>415</sup> :

- ✓ les lois anti-diffamation ne font pas obstacle au débat public sur la conduite des responsables ou des organismes officiels,
- ✓ les lois anti-diffamation assurent des moyens légaux de défense suffisants,
- ✓ les lois anti-diffamation assurent un régime de recours apportant des réponses appropriées à la publication ou à la diffusion de déclarations diffamatoires,
- ✓ la portée des lois anti-diffamation est définie aussi strictement que possible, y compris en ce qui concerne la personne habilitée à intenter un procès,
- ✓ les procès en diffamation ne peuvent pas être intentés par des organismes publics, qu'ils soient législatifs, exécutifs ou judiciaires,
- ✓ les preuves sont à la charge du plaignant dans les cas impliquant la conduite de personnalités officielles et d'autres questions d'intérêt public,
- ✓ une date limite raisonnable est fixée, date après laquelle les plaignants ne peuvent plus intenter de procès en diffamation présumée.

Il n'en est rien : d'une part la loi fait l'objet d'un flou juridique quant à la définition des termes « diffamation » et « insulte », ce qui laisse un large champ d'interprétation aux cours thaïlandaises, et d'autre part, les quelques précisions apportées à cette loi ne vont pas dans le

---

<sup>412</sup> Constitution of the Kingdom of Thailand, 2007, 193p.

<sup>413</sup> Environ 120 euros

<sup>414</sup> Clothilde Le Coz, « Sa Majesté l'intouchable. Thaïlande, Censure et emprisonnement : les abus du crime de lèse-majesté en Thaïlande ». Reporters sans frontières, Bureau Internet et Libertés, 2009, p.3

<sup>415</sup> Unesco, « Indicateurs de développement des médias : cadre pour l'évaluation du développement des médias », 2008, p.28

sens des préconisations de l'Unesco. En effet, le crime de lèse-majesté ne protège pas seulement le roi et sa famille proche, mais l'institution monarchique en elle-même, à la fois présente et passée [Handley, 2006 :7]. Les peines sont cumulatives : par exemple si l'envie vous prend d'apposer des moustaches sur trois portraits du roi, vous encourez jusqu'à 45 ans de prison, 15 ans par portrait altéré. De plus, l'accusation de crime de lèse-majesté peut être formulée par tout un chacun, thaïlandais et étranger, ce qui laisse le champ libre pour les règlements de compte. Une fois la plainte déposée, « il incombe ensuite au ministère public de saisir ou non le juge, mais une fois la procédure enclenchée, la partie civile ne peut plus retirer sa plainte. Les règles en vigueur sont celles qui s'appliquent aux crimes les plus graves, c'est-à-dire détention provisoire obligatoire avant et pendant toute la durée du procès, sans aménagement possible<sup>416</sup> ». Il est intéressant de remarquer qu'aucun membre de la famille royale n'a jamais déposé de plainte pour crime de lèse-majesté. Bhumibol n'a évoqué le sujet qu'une seule et unique fois, lors de son discours annuel en 2005 pour déclarer « le roi n'est pas au-dessus des critiques<sup>417</sup> ». Au risque de lui donner tort, il semblerait que si.

L'article 112 n'a pas toujours posé de problème en Thaïlande. Entre 1992 et 2004, moins de 5 cas de lèse-majesté étaient jugés en moyenne par an. Entre 2005 et 2008, la moyenne a augmenté à plus de 60 cas par an, avec un pic de 126 cas en 2007 (auparavant, le pic était observé en 1977 avec 36 cas) [Ivarsson & Isager, 2010:107]. Il en ressort que l'accusation de lèse-majesté sert principalement à réduire au silence la dissidence politique, comme le souligne Jean-Marie Crouzatier : « le crime de lèse-majesté est devenu depuis quelques années une arme politique au service d'intérêts partisans. Toute déclaration politique pouvant être interprétée comme un manque de respect envers la haute institution, il est devenu courant de discréditer un opposant puisque dans la société thaïe, une personne qui manque de respect au roi devient inmanquablement impopulaire » [Crouzatier, 2012 :113]. Pour Giles Ji Ungpakorn, la véritable fonction de cette loi est de « protéger l'establishment et le statu quo dans un sens aussi large que possible, pas seulement la partie Royale de l'Etat thaïlandais » [Ungpakorn, 2007: 52].

Bien que Saksith Saiyasombut explique que la loi de lèse-majesté n'ait pas été utilisée spécifiquement contre les journalistes, mais plutôt qu'elle est utilisée de façon non-discriminatoire contre tout le monde, la conséquence d'une telle consécration de l'article 112 est qu'il oblige à l'autocensure. Les professionnels des médias doivent être extrêmement prudents lorsqu'ils abordent le sujet de la monarchie, comme l'explique le journaliste Andrew Mc Gregor, auteur du livre censuré « Un Royaume en crise » : « Le problème en Thaïlande, avec la loi de lèse-majesté, est qu'on ne sait pas où est la limite de ce qu'on peut écrire ou ne pas écrire, d'où une extrême prise de précautions par tous les journalistes étrangers<sup>418</sup> ».

### **2.3.2. De l'utilisation de la loi après le coup d'Etat du 22 mai 2014**

Selon Yukti Mukdawijitra, un critique de la junte en exil aujourd'hui professeur d'anthropologie dans le Wisconsin, « L'utilisation de cette loi [...] est presque tout le temps

---

<sup>416</sup> Gavroche Thaïlande, « Valeurs traditionnelles et régime général de dénonciation- Etat des lieux de la lèse-majesté », n°228, octobre 2013, p53

<sup>417</sup> Reporters sans frontière, Bureau Internet et Libertés, « Sa Majesté l'intouchable. Thaïlande, Censure et emprisonnement : les abus du crime de lèse-majesté en Thaïlande », 2009, p.6

<sup>418</sup> Gavroche Thaïlande, « Entretien avec Andrew Mc Gregor Marshall », n°230, décembre 2013, p66

justifiée comme une mesure pour protéger la monarchie. Mais cette fois c'est différent des autres fois. Cette fois, la chasse aux sorcières citant l'article 112 est plus fréquente, claire et sérieuse<sup>419</sup> ». Entre le 22 mai 2014 et le 30 juin 2015, 53 individus ont été accusés du crime de lèse-majesté, dont la plupart ont également été jugés. Alors que le terme de lèse-majesté n'est jamais employé dans le corpus du Monde entre octobre 2013 et avril 2014, il est utilisé 29 fois entre mai 2014 et janvier 2015.

Prayuth entend bien faire respecter la loi de lèse-majesté. Il a notamment déclaré lors d'une allocution télévisée : « Quiconque commet une offense de l'article 112 en paiera les conséquences<sup>420</sup> », et le Bangkok Post rapporte qu'il « a insisté sur le fait que la monarchie avait besoin de la loi de lèse-majesté pour protéger légalement l'institution. [...] « Si sa Majesté ne peut pas se défendre lui-même, nous devons prendre soin de lui » a déclaré le Premier ministre, en ajoutant que l'article 112 devait être maintenu [...] Le général Prayuth a dit qu' [...] alors que les pays étrangers ne comprenaient pas la loi, la situation unique de la Thaïlande rendait cruciale la protection de la monarchie<sup>421</sup> ». Afin de rigidifier toujours plus l'article 112, les leaders du coup ont transféré la juridiction compétente pour juger les cas de lèse-majesté depuis le tribunal civil au tribunal militaire. Ainsi les défendants sont jugés par une seule et unique cour, et ne peuvent pas faire appel.

Selon le porte-parole de Political Prisoners in Thailand, les accusations de lèse-majesté ciblent particulièrement les Chemises rouges. Selon Yukti Mukdawijitra, les personnes accusées de diffamation de la monarchie sont surtout rassemblées pour leurs positions anti-coup<sup>422</sup>. Au-delà de la ferme intention des autorités thaïlandaise de réduire au silence ses opposants, les cas de lèse-majesté servent de plus en plus d'instruments pour les règlements de compte individuels. En effet, selon iLaw au moins 30 individus ont été inculpés de crime de lèse-majesté à partir de fausses accusations, dont 13 ont été jugés<sup>423</sup>. Dans un article daté du mois de mai 2015, l'ONG spécialisée en droit thaïlandais s'inquiète de l'importante hausse de ces cas de fausses accusations ayant pour but la recherche de bénéfices personnels depuis le dernier coup d'Etat, car cela pourrait constituer une nouvelle référence dans l'extension de l'application de la loi de lèse-majesté pour couvrir un éventail plus large d'offenses au-delà de l'intention de la loi de sauvegarder la sécurité nationale, notamment « l'article 112 peut être facilement utilisé comme un instrument pour des rivaux commerciaux afin de détruire ses concurrents<sup>424</sup> ».

Voici quelques cas individuels de condamnations pour lèse-majesté postérieures au coup d'Etat du 22 mai 2014 :

- ✓ Le 14 août 2014, la Cour criminelle de Bangkok a condamné Yuthasak, un chauffeur de taxi de 43 ans à cinq ans de prison. Yuthasak a été accusé par un de ses clients d'avoir

---

<sup>419</sup> Prachatai, "Interview with junta critic in exile: Yukti Mukdawijitra", 18/01/15

<sup>420</sup> Amnesty International, 2014, "Thailand: Attitude Adjustment, 100 days under martial law", 65 p.

<sup>421</sup> Bangkok Post, "PM insists lese majeste law needed", 19/12/14

<sup>422</sup> Prachatai, "Interview with junta critic in exile: Yukti Mukdawijitra", 18/01/15

<sup>423</sup> iLaw, "364 days after the coup: Report on the situation of freedom of expression in Thailand", 20/05/2015

<sup>424</sup> iLaw, "The prosecutions of false claims with Lèse-majesté law, the new worrying standard", 30/05/2015

exprimé des opinions antimonarchistes. Le client avait enregistré la conversation sur son téléphone avant de déposer plainte<sup>425</sup>.

- ✓ Somyot Prueksakasemsuk, ancien éditeur du magazine « La voix de Thaksin » (Voice of Thaksin) a été condamné à 10 ans de prison le 29 janvier 2013 suite à la publication dans son magazine de deux articles signé par un auteur utilisant le pseudonyme Jit Polachan et considérés offensants envers la famille royale. Somyot a amené sa cause devant la Cour d'Appel. Cette dernière a rejeté l'appel le 19 septembre 2013<sup>426</sup>.
- ✓ Un tribunal militaire a condamné le 24 novembre 2014 le rédacteur en chef du site d'information Thai E-News, Somsak Pakdeedech, à une peine de neuf ans de prison. Réputé critique à l'encontre des militaires, Somsak a été reconnu coupable de crime de lèse-majesté pour avoir publié un article - sans en être l'auteur - en 2011<sup>427</sup>.
- ✓ Le 4 décembre 2014, la Cour criminelle de Bangkok a condamné Prasit Chaisrisa, un ancien député du parti Pheu Thai à deux ans et six mois de prison suite à des commentaires émis lors d'un discours prononcé le 7 mai 2014 au centre commercial Imperial World. Certaines parties de son discours intitulé « Arrêtez de renverser la démocratie » ont été considérées insultantes envers la monarchie. La Cour l'a reconnu coupable et l'a condamné à cinq ans de prison. La peine a été réduite de moitié après que Prasit ait confessé son crime<sup>428</sup>.

Le président de la FIDH, Karim Lahidji a déclaré en novembre 2014 : « Sous le prétexte de protéger la monarchie, la junte s'est embarquée dans une chasse aux sorcières qui a significativement érodé les droits humains fondamentaux. Les procès dans les cours militaires, les procédures à huis-clos et la négation systématique du droit de mise en liberté provisoire sous caution sont devenu une réalité perturbante de l'application excessivement zélée des lois de lèse-majesté par la junte<sup>429</sup>».

Un article du Bangkok Post daté du 27 mai 2015 rapporte que les autorités thaïlandaises veulent intenter des poursuites à l'encontre de Thaksin Shinawatra en vertu de l'article 112 suite à une interview accordée à un média coréen quelques jours plus tôt dans laquelle il aurait porté atteinte « à la sécurité et à la dignité nationale<sup>430</sup>».

### **2.3.3. Internet, le nouveau terrain de la loi de lèse-majesté**

Anon Chawalawan d'iLaw remarque qu'avant le coup de 2014 les accusations de lèse-majesté concernaient principalement des cas de diffamation hors ligne, mais que depuis le coup, elles sont surtout le produit d'Internet.

Les autorités thaïlandaises recherchent ainsi la coopération des géants du Net, notamment Google et Facebook pour surveiller les contenus publiés par les internautes thaïlandais. Pour sa

---

<sup>425</sup> Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, « Thailand: Lèse-majesté detentions skyrocket under military rule », 21/11/14

<sup>426</sup> Bangkok Post, « Magazine editor loses lese majeste appeal », 20/09/14

<sup>427</sup> Reporters sans frontières, « Le journaliste Somsak Pakdeedech condamné en représailles à ses positions contre le coup d'Etat », 26/11/14

<sup>428</sup> Bangkok Post, « Court jails Prasit for lese majeste », 04/12/14

<sup>429</sup> Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, « Thailand: Lèse-majesté detentions skyrocket under military rule », 21/11/14

<sup>430</sup> Bangkok Post, « Thaksin may face lese majeste charge », 27/05/15

part, Google semble imperméable aux demandes gouvernementales thaïlandaises de suppression de contenu. Dans son dernier rapport de transparence en date, qui couvre la période de juillet à décembre 2013, Google indique que le MICT lui a envoyé deux demandes relatives à la suppression de 298 vidéos YouTube jugées insultantes envers la famille royale thaïlandaise. Google a rejeté les demandes, car elles portaient sur une suppression au niveau mondial<sup>431</sup>. Entre janvier et juin 2014, selon Prachatai, les autorités thaïlandaises ont effectué 14 requêtes auprès de Google pour révéler les données utilisateurs de 19 comptes Google, avant d'essayer de nouveaux refus. En revanche, Facebook s'est montré plus coopératif. En effet, selon son rapport des demandes gouvernementales, Facebook aurait restreint 5 éléments de contenu entre janvier et juin 2014, et 30 éléments de contenu entre juillet et décembre 2014. Le réseau social déclare à ce propos : « En Thaïlande, nous avons limité l'accès à un certain nombre d'éléments de contenu signalés par le Ministère des Affaires étrangères ou le Thai CERT (équipe de réponse aux incidents de sécurité informatique) en vertu de la législation locale interdisant la critique ou la diffamation du Roi et de la famille royale<sup>432</sup> ».

Afin de mieux contrôler la Toile, une loi sur la criminalité informatique (Computer Crime Act, CCA) est entrée en vigueur le 18 juillet 2007. Cette loi permet de condamner l'auteur de tout contenu en ligne ou information qui soit fausse, qui puisse mettre en danger les individus, le public ou la sécurité nationale jusqu'à quinze ans de prison. Elle permet également la suppression de contenu web et le blocage de sites internet. Cette législation a été fréquemment utilisée pour pénaliser encore d'avantage les cas de lèse-majesté commis dans le cyberspace et inciter l'autocensure des internautes. En effet, elle est extrêmement stricte : le seul fait de « liker » un contenu sur Facebook qui puisse être condamnable par le crime de lèse-majesté peut être considéré comme une violation du CCA<sup>433</sup>. Peu avant son entrée en vigueur, l'association londonienne de défense des droits de l'homme Article 19 a relevé un certain nombre d'inquiétudes à son propos [Limpattamapanee & Leveau, 2007 :41-42]:

- ✓ La définition de la loi pour prohiber l'accès d'information sur les systèmes informatiques est trop vague et se recoupe avec des lois pénales existantes.
- ✓ Les sanctions excessives à travers lesquelles les condamnés peuvent être confrontés à des peines de prison de longue durée et des amendes considérables sont en conflit avec l'article 9 du PIDCP qui protège les droits et libertés des citoyens et requiert que toute privation de liberté soit proportionnelle.
- ✓ Selon cette loi, les « agents compétents » sont pourvus d'une autorité extrêmement large et d'une indépendance vélocité dans la surveillance et l'accès aux systèmes de communication, ce qui génère également un effet paralysant sur la liberté d'expression sur le cyberspace.
- ✓ La loi étend la responsabilité aux fournisseurs de services, ce qui peut les amener à s'autocensurer pour éviter d'être traduits en justice.

En 2015, la junte projette d'amender le CCA et d'introduire une nouvelle loi de cyber-sécurité pour élargir encore plus la surveillance du flux d'informations sur internet. Saksith Saiyasombut

---

<sup>431</sup> <http://www.google.com/transparencyreport/removals/government/notes/?hl=fr#authority=TH&period=Y2013>  
H2 consulté le 25/08/15

<sup>432</sup> <https://govtrequests.facebook.com/country/Thailand/2014-H2>

<sup>433</sup> Freedom House, Freedom of the Net, 2012



en explique le contenu à travers cinq articles publiés dans l'Asian Correspondent. L'amendement de l'article 15 du CCA expose les intermédiaires aux mêmes poursuites que les auteurs du contenu condamnable<sup>434</sup>. C'est notamment ce qui est arrivé à Chiranuch Premchaipran, administratrice de Prachatai, condamnée à 8 mois de prison avec sursis pour n'avoir pas supprimé un commentaire offensant pour la famille royale sur le forum du site. L'article 31 stipule l'instauration d'un Comité National de Cyber Sécurité (Nation Cyber Security Committee, NCSC) dont les « membres sont presque tous issus de l'armée ou de la police, que des positions qui ont été ou qui peuvent être remplies par les gens proches du gouvernement militaire actuel et qui composeront ce comité pendant trois ans<sup>435</sup> ». Saksith Saiaysombut souligne également le manque de transparence de ces nouvelles lois ainsi que le trop grand pouvoir accordé au NCSC (l'article 33 permet au NCSC de contrôler les agences d'Etat en cas de crise).

Voici quelques cas de condamnations pour lèse-majesté en vertu de l'article 112 du code criminel et/ou du CCA :

- ✓ Le 31 juillet 2014, la Cour provinciale d'Ubon Ratchathani a condamné un musicien de 28 ans (non nommé) à quinze ans de prison après l'avoir jugé coupable d'avoir posté des messages sur Facebook insultant la monarchie entre 2011 et 2012<sup>436</sup>.
- ✓ Le 1<sup>er</sup> septembre 2014, la Cour criminelle de Bangkok a condamné Chaleo Jankiad, un tailleur de 55 ans à trois de prison pour avoir diffusé en 2011 sur le web un clip audio considéré offensant pour la monarchie<sup>437</sup>.
- ✓ Le 4 novembre 2014, la Cour criminelle de Bangkok a condamné l'étudiant de 24 ans Akkaradet Iamsuwan à deux ans et demi de prison pour avoir posté le 15 mars 2014 un message sur Facebook qui insultait la monarchie et menaçait la sécurité nationale. Il avait été initialement condamné à une peine de 5 ans, réduite de moitié à la suite de sa confession<sup>438</sup>.
- ✓ Le 7 août 2015, un homme de 48 ans (non nommé) a été condamné à 30 ans de prison pour six messages et photographies jugés insultants pour la famille royale, publiés sur Facebook en septembre 2013 et novembre 2014. Il a écopé de 10 ans de prison pour chacune des publications mais la peine a été réduite de moitié après sa confession. Il ne peut pas faire appel de cette condamnation puisqu'elle émane d'un tribunal militaire et que son arrestation remonte à l'époque où la Thaïlande était encore sous loi martiale. Selon son avocate, Sasinan Thamnithinan, ce jugement « bat un nouveau record » de longévité<sup>439</sup>.

En conclusion, le recours grandissant à la loi de lèse-majesté ainsi qu'au CCA pour réduire au silence les critiques à l'égard de la monarchie montre que l'intégration de la monarchie comme

---

<sup>434</sup> Asian Correspondent, "Thailand's new cyber laws – Part 2: Changes to the Computer Crime Act", 17/02/15

<sup>435</sup> Asian Correspondent, "Thailand's new cyber laws – Part 3: Far-reaching cyber snooping", 20/02/15

<sup>436</sup> Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, « Thailand: Lèse-majesté detentions skyrocket under military rule », 21/11/14

<sup>437</sup> Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, « Thailand: Lèse-majesté detentions skyrocket under military rule », 21/11/14

<sup>438</sup> Bangkok Post, "Student jailed over lese majeste net post", 05/11/14

<sup>439</sup> L'Express, « 30 ans de prison pour avoir critiqué la famille royale thaïlandaise sur Facebook », 07/08/15

pilier fondamental du royaume n'a pas totalement réussi à masquer les inquiétudes concernant l'avenir de l'institution monarchique. Selon Anon Chawalawan d'iLaw, le débat sur la loi de lèse-majesté recoupe trois points de vue:

- ✓ La loi est nécessaire et doit perdurer. Si vous ne commettez pas de crime, il n'y a pas à s'en faire.
- ✓ La loi est nécessaire mais son application soulève des inquiétudes. La sentence est trop sévère et le défendant devrait avoir droit à un procès équitable, notamment il devrait avoir droit à une libération sous caution (cette dernière est refusée la plupart du temps).
- ✓ La loi pose problème et n'est pas nécessaire.

Selon Sulak Sivaraksa, considéré comme le père fondateur des ONG thaïlandaises et critique en exil : « Il faut en finir avec cette sacralité qui appartient au Moyen-âge et nous empêche de regarder notre histoire autrement qu'à travers des mythes créés de toute pièce<sup>440</sup> ». Dans le passé de nombreux groupes de la société civile ont essayé d'amender la loi de lèse-majesté, ce qui « reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore de tous les défauts de la gouvernance thaïlandaise » [Jammes & al, 2013 :103]. En 2009, RSF a adressé une lettre ouverte au roi Bhumibol, et en 2012, plus de 200 universitaires, auteurs et activistes ont signé une pétition pour appeler à la réforme de l'article 112. Parmi les signataires comptaient Noam Chomsky, Tariq Ali, Paul Handley, Andrew MacGregor Marshall et Giles Ji Ungpakorn<sup>441</sup>. En vain. Aujourd'hui le débat de l'amendement de l'article 112 est inexistant suite aux diverses pressions de la junte. Anon Chawalawan d'iLaw mentionne notamment que deux des académiques ayant tenté de la faire amender ont été convoqués par le NCPO après le coup.

Pour Andrew MacGregor Marshall, la solution serait que tous les grands groupes de presse « décident ensemble de repousser la limite de la censure et de parler de la succession » de sorte que « la Thaïlande ne pourrait pas renvoyer tous les journalistes chez eux !<sup>442</sup>».

### 3. Contre-influence

Bien que toute contestation soit rendue extrêmement difficile, des voix s'élèvent pour dénoncer l'autoritarisme de la junte et ses mesures liberticides draconiennes. Des stratégies de contre-influence visant à délégitimer le régime militaire sont mises en place par différents types d'acteurs. Ainsi, citoyens thaïlandais, société civile et communauté internationale se mobilisent à travers diverses actions subversives afin d'enrayer les ambitions dictatoriales de Prayuth et de son gouvernement. Notamment, les réseaux sociaux et plus généralement la Toile dans son ensemble, représentent un moyen de communication intéressant pour les contestataires qui leur permettent de court-circuiter les canaux traditionnels afin de s'adresser directement aux populations locales par-delà la hiérarchie classique. En effet, Romain Zerbib explique que ces structures transversales développées par les américains sont très compliquées à domestiquer pour toute une série de gouvernants, où le but est d'utiliser les réseaux sociaux à l'encontre de leurs intérêts. En ce sens, les innovations américaines de la Silicon Valley sont des outils qui

---

<sup>440</sup> Alter Mondes, « Thaïlande, couleur kaki », n°40, décembre 2014

<sup>441</sup> Prachatai, « Over 200 international scholars, writers and activists support the call to reform Article 112 », 01/02/12

<sup>442</sup> Entretien avec Andrew Mc Gregor Marshall, Eugénie Mérieau, Gavroche Magazine n°230, décembre 2013, p66

jouent des rôles très significatifs. Au-delà de ces nouveaux instruments, la contestation s'articule également dans la rue, à travers des manifestations ou diverses actions symboliques. Bien que ces dernières soient pacifiques, elles demeurent largement réprimées par le gouvernement militaire qui invoque l'incitation au trouble de l'ordre public et interdit toujours les rassemblements de plus de cinq personnes. Nous nous proposons d'étudier les stratégies de contre-influence déployées par les différents acteurs évoqués.

### 3.1. Subversion citoyenne

Suite au coup d'Etat, de nombreux thaïlandais sont descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement relatif à la prise de pouvoir par les militaires. Mais très vite, la répression des autorités couplée à une certaine banalisation de la pratique du coup d'Etat a conduit à marginaliser les actions anti-coup qui sont entrées en récession dès le mois de juin 2014. Certains thaïlandais, principalement des étudiants, continuent de se mobiliser mais doivent rivaliser de créativité pour trouver des moyens subversifs afin de contourner l'arsenal légal liberticide. Malgré cela, la plupart des activistes politiques sont plus médiatisés en raison de leurs arrestations que de leurs campagnes anti-coup.

#### 3.1.1. Manifestations anti-coup

Alors que le terme anti-coup n'est mentionné que 9 fois avant le mois de mai 2014 dans le corpus intégral du Bangkok Post, il apparaît 169 fois jusqu'en janvier 2015. Les occurrences du mot « anti-coup » sont corrélées avec les saisonnalités de la contestation de la junte : son pic est observé en juin avec 88 occurrences, puis faiblit jusqu'en novembre 2014 où il connaît un regain avec 16 occurrences avant de s'amoindrir de nouveau.

Au 1er juin 2014, les manifestations anti-coup se déroulent dans sept lieux de la capitale: à l'intersection de Ratchaprasong, devant le monument du roi Taksin, aux monuments de la Victoire et de la Démocratie, au rondpoint de Laksi, et aux alentours de Central Plaza et du square Seacon. Deux jours après le coup d'Etat, le Bangkok Post rapporte que « plus de 50 personnes se faisant appeler « le groupe de Thammasat pour la Démocratie » ont marché depuis l'université jusqu'au monument de la Démocratie dans un geste symbolique pour protester contre l'intervention militaire. Pendant ce temps, 100 autres activistes pro-démocratie se sont réunis devant le Centre Culturel et Artistique de Bangkok pour condamner le coup<sup>443</sup> » avant que les soldats évacuent les lieux, causant de petites échauffourées et l'arrestation d'au moins deux manifestants. La contestation s'organise également dans les universités, notamment celle de Thammasat. Le 2 juin 2014, le Bangkok Post estime le nombre de manifestants anti-coup à 200 au centre commercial Terminal 21<sup>444</sup>, un effectif inférieur à celui des forces de l'ordre. Les zones touristiques sont particulièrement visées par les opposants au coup d'Etat. Ces derniers espèrent faire parler d'eux à l'étranger, mais en choisissant de tels endroits stratégiques, les manifestants pensent surtout être légèrement plus à l'abri du zèle des forces de l'ordre.

Lors de ces manifestations, les opposants au coup ont pris l'habitude de lire des déclarations et d'allumer des bougies, de porter des masques blancs ou portant l'inscription « People », de

---

<sup>443</sup> Bangkok Post, "Media curbs fail to stem dissent", 24/05/14

<sup>444</sup> Bangkok Post "Anti-junta protesters to 'fight until poll'", 02/06/14

brandir des pancartes « anti-coup » ou « liberté égalité fraternité », ou encore de se couvrir la bouche avec du scotch.

Pour critiquer le régime militaire, les manifestants recourent souvent à l'humour. Comme le souligne Eugénie Mérieau, « les dictatures militaires n'aiment pas l'humour, car elles reposent sur la déshumanisation et la terreur. Or l'humour humanise, et sous son effet la terreur se fissure<sup>445</sup> ». Ainsi, le 14 février 2014, pour commémorer les élections avortées de l'an passé, des activistes ont organisé une parodie d'élection (quatre d'entre eux seront arrêtés et jugés devant la Cour martiale). Par ailleurs, des étudiants de Thammasat ont confectionné des statues de papier avec un Prayuth géant dans un décor de téléubbies (Prayuth s'étant plaint de la monotonie des décors de son émission de télévision) à l'occasion du match de football contre l'université de Chulalongkorn. Les présentateurs d'émissions télévisées tentent également de faire passer leurs messages par la dérision. Ainsi, John Winyu est notamment consacré dans le Supplément de Canal + du 7 décembre 2014. Son émission Informations Superficielles Investigation (Shallow news in Depth) combine divertissement et satire politique en présentant les informations de façon totalement délurée à l'aide de bruitages racoleurs.

Les activistes anti-coup rivalisent d'ingéniosité pour décrédibiliser la junte. Le monde universitaire s'est par exemple mis à dénoncer la suppression de la liberté d'expression à l'aide de boîtes en métal, ou *peep* en thaï. En effet, dans la langue thaïe, l'expression « vouloir se couvrir la tête avec une boîte en métal » veut dire que l'on se sent tellement honteux que l'on ne veut pas montrer son visage<sup>446</sup>. Le premier à avoir initié la tendance est Suree Charoensuk, le doyen de la faculté de musique de Mahidol, qui a arboré la boîte en métal lors d'une réunion avec le Président de l'Université, afin de manifester son mécontentement après que le Président ait accepté le poste de Ministre de la Santé Publique tout en conservant son poste universitaire. A l'université de Chiang Mai, un séminaire ayant pour sujet « Peep » a été prévu pour contester l'annulation d'un séminaire portant sur la Constitution intérimaire et la campagne du bonheur de la junte. Sans surprise, ce deuxième séminaire a également été interdit. Par la suite, les boîtes en métal ont fait la nouvelle mode des réseaux sociaux, les thaïlandais se prenant en photo avec ces boîtes pour exprimer leur désaccord de la censure prévalant dans le milieu académique.

---

<sup>445</sup> Gavroche Thaïlande, « L'humour comme arme de résistance », n°245, mars 2015, p53

<sup>446</sup> Prachatai, "When junta control universities, metal box becomes symbol of the fight for academic freedom in Thailand", 24/09/14



**Photographies 29 et 30: Sukree Charoensuk couvrant sa tête avec une boîte en métal à l’université de Mahidol à Bangkok (à gauche) ; Viroj Ali, Professeur de Sciences Politiques à l’université de Thammasat, couvre sa tête avec une boîte en métal sur son lieu de travail (à droite) – Source : Matichon**

D’autres activistes ont décidé d’exprimer leurs sentiments à l’égard de la junte avec des « sandwichs pour la démocratie ». Des étudiants de Thammasat avaient prévu un rassemblement autour d’un pique-nique, mais le parc était clôturé par les autorités. Du coup ils se sont postés dans une rue adjacente et ont distribué des sandwichs et des gâteaux en scandant leur slogan pro-démocratie<sup>447</sup>. Le Global Post rapporte que le 22 juin, des « activistes sandwichs » avaient prévu un « pique-nique » devant un centre commercial de Bangkok. « Un jeune thaïlandais s’est présenté cet après-midi. Il a sorti un sandwich avec des doigts tremblants et a mangé en silence. Il a été rapidement entouré par les autorités et arrêté. Six autres ont également été placés en détention. Leur offense ? Possession de sandwich avec mauvaise intention<sup>448</sup> ».

D’autres activités pourtant inoffensives sont condamnées par la junte, comme ces huit étudiants de Thammasat arrêtés par la police après avoir distribué des prospectus présentant un poème de Chit Phumisak, un poète communiste, qui lisait « Dans une époque d’obscurité, la loi est celle du pistolet, mais le peuple restera toujours le peuple<sup>449</sup> ». Dans une infographie, Prachatai recense 28 activités anodines condamnées par la junte<sup>450</sup> :

1. Se rassembler devant Macdonald
2. Tenir une feuille A4 avec un message anti-coup
3. Se couvrir le visage, les yeux et la bouche
4. Porter des tee-shirts avec écrit: “La Paix s’il vous plait”
5. Imiter le salut à trois doigts tire de Hunger Games
6. Lire 1984, manger un sandwich et chanter l’hymne national français
7. Manger un sandwich en public

<sup>447</sup> <http://bigstory.ap.org>, “Thai anti-coup protesters say it with sandwiches”, 08/06/14

<sup>448</sup> Global Post, “4 absurdly harmless acts now criminalized by Thailand’s military rulers”, 27/06/14

<sup>449</sup> Prachatai, “Peaceful and normal actions forbidden under the junta regime after 6 months”, 10/12/14

<sup>450</sup> Prachatai, “Peaceful and normal actions forbidden under the junta regime after 6 months”, 10/12/14

8. Faire une déclaration dénonçant le coup
9. Planifier de projeter le film 1984
10. Crier: « J'ai honte. Thaïlande. Je suis un citoyen ordinaire. La Thaïlande connaît encore un coup d'Etat ».
11. Aider des manifestants arrêtés
12. Porter un tee-shirt rouge en vendant du calamar frit croustillant
13. Organiser une manifestation contre le barrage de Mae Wong
14. Porter des masques "Peuple"
15. Vendre des fruits avec le visage carré de Thaksin en logo
16. Poster une photographie avec des messages anti-junte et « Non à la loi martiale » sur Facebook
17. Tenir des séminaires universitaires
18. Rassembler des gens pour voir l'avant-première de Hunger Games 3
19. Distribuer des prospectus présentant un poème
20. Cuisiner pour les prisonniers politiques
21. Courir pour la démocratie
22. Tenir une pancarte qui lit "Tenir des pancartes n'est pas un crime" et autres messages anti-coup
23. Organiser une manifestation pour la réforme foncière
24. Porter des tee-shirts "Respectez mon vote"
25. Commémorer le 24 juin 1932 (passage à la monarchie constitutionnelle)
26. Approcher ou être approché par des journalistes
27. Organiser une manifestation sur la réforme énergétique.

Eugénie Mérieau souligne deux autres tendances caractérisant l'opposition au coup d'Etat : elle s'individualise d'une part (ce qui rend inopérante l'interdiction des réunions de plus de cinq personnes), et elle mentionne peu des acteurs comme Thaksin ou Prayuth mais s'appuie plus sur des idéaux démocratiques et libertaires : « Les promesses de 2015 sont celles d'une jeunesse thaïlandaise qui reprend le flambeau de l'antimilitarisme, comme les Chemises rouges avant elle, mais pour les dépasser et sortir de l'ancienne antinomie Thaksin/démocratie qui décredibilisait le gouvernement<sup>451</sup>».

Enfin, une autre spécificité des manifestations anti-coup est qu'elles ne sont pas le seul fait de la capitale thaïlandaise. En effet, les villes de Chiang Mai et de Khon Khaen sont régulièrement médiatisées pour faire part des voix contestataires, bien que souvent, les localités hors Bangkok ne soient pas explicitement précisées, comme dans cet extrait d'un article du Bangkok Post : « Une lourde présence militaire et policière a été observée dans huit endroits à Bangkok et dans d'autres provinces où les manifestants avaient organisé de grands rassemblements<sup>452</sup> ».

De telles manifestations sont perçues par les leaders du coup comme portant atteinte au processus de pacification du pays qu'ils tentent d'implémenter et constitue une violation de la loi martiale. La plupart du temps, quand le Bangkok Post mentionne les manifestations anti-

<sup>451</sup> Gavroche Thaïlande, « Résistance sociale 2.0 Portrait d'une jeunesse thaïlandaise insoumise », n°242, décembre 2014, p53

<sup>452</sup> Bangkok Post "Anti-junta protesters to 'fight until poll'", 02/06/14

coup qui sont toujours présentées comme étant non violentes, ces dernières sont clôturées par l'intervention des forces de l'ordre. Les autorités répressives légitiment leur intervention en invoquant l'interdiction des rassemblements de plus de 5 personnes ainsi que la loi martiale. Le porte-parole de la junte, Winthai Suwaree, menace ainsi les manifestants anti-coup dans un article daté du 1<sup>er</sup> juin 2014 : « Ils seront envoyés devant une cour militaire qui décidera de leur peine<sup>453</sup> ». Prayuth s'exprime de lui-même dans un autre article du Bangkok Post daté du 23 août 2014 : « Je sais qu'il y a des réunions de groupes dissidents à différents endroits et ce sont les mêmes têtes. Leurs activités portent préjudice au progrès du pays<sup>454</sup> ». Le Bangkok Post ne semble pas en faveur des forces de l'ordre. Quand le quotidien évoque l'arrestation de Mme Sunantha, une manifestante anti-coup qui a été appréhendée par des policiers en civils et emmenée de force dans un taxi, la justification de la police est mentionnée entre parenthèses, comme pour signifier qu'il s'agit bien de la version officielle : « Mme Sunantha a été emmenée à la station de police de Lumpini puis à la division de Suppression des Crimes pour qu'elle se calme après qu'elle ait affiché un « comportement agressif » à la manifestation anti-coup<sup>455</sup> ». Dans un éditorial du 24 juin 2014, la réprobation de l'action des militaires est plus explicite encore : « Où situer la limite quant aux gestes anti-coup ? Si le simple fait de manger des sandwiches et de lire 1984 en public est considéré dangereux pour la sécurité du pays et préjudiciable aux dirigeants militaires, alors toute expression des droits fondamentaux peut être regardée de la sorte. Quelle sera la prochaine activité à être bannie ? Regarder des films ? Boire du coca ? Manger un gâteau?<sup>456</sup> »

Selon Romain Zerbib, la contre-influence au discours de la junte transite principalement par les diasporas qui sont éclatées à travers le monde et qui peuvent s'adresser à la population thaïlandaise et à d'autres relais d'influence, depuis des lieux qui leur confèrent une certaine liberté. De fait, après le coup d'Etat, un certain nombre d'activistes politiques thaïlandais à l'instar de Somsak Jeamteerasakul et de Yukti Mukdawijitra ont fui le royaume en direction des pays voisins, de l'Europe ou des Etats-Unis. Le leader Chemise rouge Jaran Ditapichai est l'un d'eux. Exilé à Paris, il fait l'objet d'un article dans Libération dans lequel il dénonce « les attaques systématiques de la junte contre la liberté d'expression et de réunion politique<sup>457</sup> » et d'une interview dans le Monde, dans laquelle il plaide pour la réforme de la loi de lèse-majesté et fait part de son souhait d' « interpeller la communauté internationale, afin qu'elle mette la pression sur le gouvernement de Prayuth, par exemple en refusant de vendre des armes à l'armée thaïlandaise<sup>458</sup> ».

L'opposition contre la dictature militaire de la junte s'est éteinte (du point de vue médiatique tout du moins) après le mois de novembre 2014. Mais l'anniversaire du coup a marqué une résurgence des mouvements protestataires, allant de pair avec celle de la répression. Le 22 mai 2015, des manifestations anti-coup organisées devant le Centre Culturel et Artistique de Bangkok sont lourdement réprimées, faisant trois blessés et 37 activistes arrêtés. Plus de 100

---

<sup>453</sup> Bangkok Post, "Protesters defy warning to stage rally against coup", 01/06/14

<sup>454</sup> Bangkok Post, "NCPO, govt to split work, Prayuth says", 23/08/14

<sup>455</sup> Bangkok Post, "NCPO vows harsh legal action to stop coup protests", 03/06/14

<sup>456</sup> Bangkok Post, "Prayuth's merry dance with time", 24/06/14

<sup>457</sup> Libération, « La Thaïlande est aujourd'hui une vraie dictature », 27/10/14

<sup>458</sup> Le Monde, « La communauté internationale doit faire pression sur la junte thaïlandaise », 03/10/14

personnes se sont alors réunies devant la station de police de Pathumwan pour soutenir les manifestants. Le même jour à Khon Kaen, 7 étudiants sont également arrêtés par la police pour s'être réuni devant le Monument de la Démocratie de la ville afin de commémorer la prise de pouvoir par les militaires. Le 24 juin, des étudiants activistes se sont rendu au poste de police de Pathumwan pour porter plainte suite à l'usage sans raison de la force pour réprimer les activistes pacifiques, mais la police a refusé d'enregistrer de telles charges. Le 26 juin 2015, 14 activistes parmi ceux s'étant réunis pour l'anniversaire du coup sont arrêtés et accusés d'avoir provoqué le trouble public (article 116 du code criminel thaïlandais) et enfreint l'interdiction de réunion de plus de 5 personnes (toujours en vigueur). Ils seront jugés devant une cour militaire et risquent jusqu'à 7 ans de prison. Une telle violation de liberté d'expression aura au moins conduit à une levée de bouclier à l'international - le traitement des 14 étudiants est décrié par des organisations internationales (comme les Nations-Unies), des ONG (comme Amnesty International), des membres de la société civile (comme Solidarité Internationale pour les Elèves et Professeurs Thaïlandais) et des médias (comme The Diplomat) – et donc à une prise de conscience de la permanence de la gravité de la situation politique thaïlandaise, écartée des projecteurs médiatiques en 2015. Les « Thai 14 » comme la presse les appelle, ont été libérés le 8 juillet 2015 après douze jours derrière les barreaux. Le Dissent Magazine remarque qu'il s'agit d'un simple répit et non de la fin de la répression<sup>459</sup>, puisque leurs procès sont toujours en cours.

### 3.1.2. La contestation dans le cyberspace

Le cyberspace offre énormément de possibilités pour les acteurs subversifs opposés au coup d'Etat. D'une part, comme le souligne Saksith Saiyasombut, internet et les réseaux sociaux sont des outils alternatifs pour accéder à plus d'information, et à certain types d'actualité que l'on ne retrouve pas dans les médias traditionnels. C'est dans ce but spécifique que la BBC a réactivé son service thaïlandais sur Facebook.

Internet, et surtout les réseaux sociaux permettent également de contester mais aussi d'organiser la contestation dans l'espace physique. Par exemple le Bangkok Post rapporte : « Des messages ont circulé sur Facebook indiquant qu'une manifestation pourrait avoir lieu à l'aéroport de Suvarnabhumi (le principal aéroport international) dimanche prochain<sup>460</sup> ». Le développement des réseaux sociaux a transformé la contestation. Comme le souligne Eugénie Mérieau : « En 2006, la contestation [...] s'était dans un premier temps organisée sur les forums en ligne, sous des pseudos, à l'abri des regards pour garantir l'anonymat. Aujourd'hui, Facebook est l'antithèse de l'anonymat. A l'âge du selfie-roi les micro-manifestations ont du sens. Pour cette jeunesse ultra connectée, il n'y a plus ce sentiment d'isolement qui fragilisait la contestation en 2006<sup>461</sup> ». En effet, les thaïlandais ont massivement utilisé les réseaux sociaux comme Facebook ou Tweeter pour décrédibiliser la junte, par exemple en postant des selfies d'eux se couvrant la bouche avec du scotch, ou en publiant des messages anti-coup. Sombat Boongamanong s'est appuyé sur les réseaux sociaux pour inciter les thaïlandais à se mobiliser contre le coup d'Etat en arborant des vêtements rouges, et pour provoquer la junte qui l'avait convoqué en diffusant

<sup>459</sup> Dissent Magazine, "A budding Democracy Movement in Thailand", 30/07/15

<sup>460</sup> Bangkok Post "Anti-junta protesters to 'fight until poll'", 02/06/14

<sup>461</sup> Gavroche Thaïlande, « Résistance sociale 2.0 Portrait d'une jeunesse thaïlandaise insoumise », n°242, décembre 2014, p53



le message « attrapez-moi si vous le pouvez ». Il a finalement été arrêté et risque 14 ans de prison<sup>462</sup>. Après avoir été convoqué par la junte, Pavin Chachavalpongpun, professeur d'études de l'Asie du Sud Est de l'université de Kyoto a décliné l'invitation et publié sur Facebook qu'il pourrait envoyer son chihuahua à la place<sup>463</sup>.

YouTube est également une plateforme intéressante pour les activistes anti-coup qui peuvent exprimer leur opposition à travers le format vidéo. Par exemple, un groupe de dissident a posté une vidéo intitulée « Retour de la vérité en Thaïlande » en clin d'œil à la campagne du retour du bonheur de la junte. Cette vidéo de 20 minutes dénonce le régime militaire thaïlandais à travers la prise de parole d'activistes qui s'expriment sur les raisons de leur engagement et sur leur vision du bonheur forcé. Bien qu'elle ait été censurée par le MICT moins de 24 heures après sa publication, la vidéo affiche plus de 40 000 vues sur YouTube, (principalement imputables hors Thaïlande). Dans une interview accordée à Prachatai, un représentant du groupe à l'origine du court-métrage s'exprime : « La junte place une arme sur la tempe des gens et les force à sourire pour montrer leur bonheur. Certains sont peut-être vraiment heureux, mais d'autres ne peuvent de toute façon même pas dire qu'ils ne sont pas heureux. Même si le fait de s'opposer au coup d'Etat fait courir un sérieux risque d'arrestation, les gens devraient au moins avoir accès à une autre facette de la vérité<sup>464</sup> ».



**Photographie 31: Capture d'écran de la vidéo Resurgent Truth Thailand #1 – Source : YouTube**

### 3.1.3. Hunger Games et 1984 : de la fiction à la réalité thaïlandaise

Le salut à trois doigts tiré du film Hunger Games est devenu le principal symbole de subversion contre la junte thaïlandaise. Ce signe de ralliement adopté par Katniss Everdeen, l'héroïne de la trilogie littéraire de Suzanne Collins incarnée par Jennifer Lawrence dans les films revêt une signification particulière pour les opposants au coup d'Etat qui s'identifient à la fiction. En effet, la saga dépeint une Amérique post apocalyptique qui a laissé place à un pouvoir centralisé et autoritaire, le Capitole, tandis que la majorité de la population est opprimée et laissée pour compte. Dans un tel contexte, les héros, incarnés par le Geai Moqueur, se rebellent contre les milices du Capitole qui sont le symbole de la répression et du règne de l'ordre et de la sécurité. Dans cette lutte entre militaires et civils désarmés dans tous les sens du terme, la seule arme

<sup>462</sup> Bangkok Post, "Prayuth's merry dance with time", 24/06/14

<sup>463</sup> The Christian Science Monitor "Orwell's '1984' suddenly fashionable on Bangkok streets", 30/05/14

<sup>464</sup> Courrier international, « Non au bonheur imposé », 25/07/2014, tiré de Prachatai (publication le 02/07/14)

dont disposent les insurgés sont ces trois doigts levés. Dans le dernier film de Francis Lawrence, *Hunger Games - La Révolte : Partie 1*, la rébellion du district 13 engage une vraie guerre communicationnelle contre le Capitole. La scène la plus symbolique dans laquelle un hangar bondé de victimes tendent de concert leurs trois doigts dans un silence religieux intervient à la suite d'un raid aérien mené par le Capitole visant l'héroïne qui était sortie du bunker du district 13 pour tourner une vidéo de propagande afin d'inciter à la rébellion. L'intégralité du film est un appel au soulèvement contre l'oppression dictatoriale et à la lutte pour la liberté, comme lorsqu'Effy, une alliée de l'héroïne déclare : « Le foulard faisait fureur quand j'étais jeune. Les vieilles choses peuvent revenir à la mode. Comme la démocratie<sup>465</sup> ! ».

De la fiction à la réalité, Sombat Boongamanong a initié l'utilisation du signe des trois doigts levés pour manifester l'opposition au coup d'Etat. Très vite, il a été massivement repris dans les manifestations de rue et sur les réseaux sociaux (par exemple sur Twitter : « #HungerGames Nous avons pris votre signe pour le nôtre. Notre lutte n'est pas une fiction. Merci.<sup>466</sup> »), et très vite, le signe a été banni par les autorités thaïlandaises. Le 9 juin 2014, le Bangkok Post rapporte que des activistes ont levé leurs trois doigts au centre commercial Siam Paragon de Bangkok. La police thaïlandaise a pris des photographies de sept d'entre eux et les ont suivi, ils ont été arrêtés peu après et placés en détention dans un camp militaire<sup>467</sup>.



**Photographie 32: Des manifestants anti-coup effectuent le salut à trois doigts inspiré de la trilogie *Hunger Games* à Bangkok. Source : Pagtour.net, « La Thaïlande fait sa pub : « profitez de la Thaïlande car le pays est sous loi martiale ! » »,23/10/14**

Les références au film sont reparties de plus belles au mois de novembre, à la sortie du troisième volet, *Hunger Games – La Révolte, Partie 1*. A Bangkok et à Khon Kaen principalement, des manifestants se sont postés devant les affiches du film pour brandir le signe de ralliement et se couvrir la bouche pour symboliser leur musèlement. Sans surprise, ces derniers ont été rapidement appréhendés par les forces de l'ordre, attirant les foudres de l'ONU : la représentante du bureau régional des Nations Unies pour les droits de l'homme en Asie du Sud

<sup>465</sup> Film *Hunger Games - La Révolte : Partie 1*, à 33'09''

<sup>466</sup> Pagtour.net, « La Thaïlande fait sa pub : « profitez de la Thaïlande car le pays est sous loi martiale ! », 23/10/14

<sup>467</sup> Bangkok Post, "7 held for giving 3-finger anti-coup salute", 09/06/14

Est a exprimé son mécontentement contre ce qui constitue selon elle « la dernière illustration d'une inquiétante série d'exemples de violations des droits de l'homme en Thaïlande<sup>468</sup> ». Ce fut en tout cas un gros coup de publicité pour le film : à peine deux jours après sa sortie en salles en Thaïlande le 20 novembre 2014, le blockbuster comptait 20% d'entrées supplémentaires que son prédécesseur<sup>469</sup>.

Le 19 novembre 2014, cinq étudiants de l'université de Khon Khaen ont effectué le salut à trois doigts en criant « nous sommes contre le coup » devant Prayuth qui faisait un discours sur un podium où il abordait le problème de la sécheresse lors de sa première visite dans le Nord-Est. Wasan Seksit, Jetsathit Namkot, Jatupat Boonpatraksa, Phayu Boonsophon et Wichakorn Anuchon ont immédiatement été arrêtés par la police militaire puis envoyés au poste pour un interrogatoire. Plus tard, ils ont été conduits dans une base militaire pour une de ces fameuses sessions d'ajustement du comportement et relâchés 7 heures plus tard. Durant leur visite au camp militaire, il leur a été demandé de reconnaître leur culpabilité et de signer un papier statuant qu'ils ne mèneraient plus d'activité politique. Face à leur refus de signer le papier, les militaires ont tenté d'intimider les activistes en menaçant leurs familles et en les menaçant d'être expulsés de leur université. Le Bangkok Post rapporte dans un article daté du 28 novembre 2014 que les étudiants activistes craignent pour leur vie : « Chaque jour qui passe nous sommes inquiets à nous demander si nous sommes suivis ou contrôlés ou pas par vous-savez-qui<sup>470</sup> ». Le quotidien thaïlandais souligne dans un autre article que les cinq officiers de police chargés de la sécurité lors du discours de Prayuth ont été transférés à des postes inactifs pour poser un avertissement aux autres policiers afin qu'un tel incident ne se reproduise pas dans d'autres provinces que Prayuth visiterait<sup>471</sup>.

Le Bangkok Post relève deux anecdotes symptomatiques des lacunes communicationnelles de la junte au pouvoir. Les cinq activistes portaient des tee-shirts avec les mots : « *Mai, Ao, Rath, Pra, Harn* », ce qui veut dire en thaï « Dites non au coup » (*Say no to the coup*). Quand ils ont été embarqués à l'arrière d'un truck de la police, les officiers n'ont pas eu la présence d'esprit de mélanger le message. Au Bangkok Post de conclure : « La réaction des autorités était donc un double échec. Non seulement elles montraient au monde qu'elles n'ont pas de tolérance même envers une poignée d'étudiants, mais elles n'ont pas eu la présence d'esprit de comprendre le but de cet acte symbolique. Sans aucune compétence en communication, la junte est condamnée à échouer dans le jeu de défiance symbolique de la guérilla<sup>472</sup> ». L'autre anecdote concerne Prayuth. Suite à l'affront des étudiants, le général a tenté de détendre l'atmosphère en déclarant « Bon, c'est fait. Mais tout va bien, nous allons nous occuper des problèmes. D'autres contestations ? Faites vite<sup>473</sup> ». Plus tard, il a badiné qu'il pensait que la manifestation faisait partie d'une performance de *kratua taeng sua*, « une référence qui révèle à quel point il est vieux jeu<sup>474</sup> » selon le Bangkok Post. « Même ceux qui interprètent ce spectacle (mettant en

---

<sup>468</sup> Le Monde, « Thaïlande : trois doigts levés en signe de défi », 23/11/14

<sup>469</sup> Bangkok Post, « Crowds still hungry after controversy », 23/11/14

<sup>470</sup> Bangkok Post, « Student protesters 'fear for their lives' », 28/11/14

<sup>471</sup> Bangkok Post, « Police shunted over protest in Khon Kaen », 25/11/14

<sup>472</sup> Bangkok Post, « Khon Kaen shows regime out of touch », 25/11/14

<sup>473</sup> Bangkok Post, « Students greet PM with 3-finger salute », 20/11/14

<sup>474</sup> Bangkok Post, « Khon Kaen shows regime out of touch », 25/11/14

scène un chasseur qui se bat contre un tigre mangeur d'hommes) admettent qu'il est dépassé, pas si drôle et impopulaire au sein de la nouvelle génération. [...] Le Premier ministre conjurant une performance traditionnelle thaïlandaise pour contrattaquer une manifestation inspirée d'Hollywood est symbolique de sa pensée, qui favorise généralement un retour au conservatisme thaïlandais contre les valeurs internationales<sup>475</sup>». A ce propos, Prayuth avait déjà déclaré en juin qu'il n'y avait pas de problème à ce que les gens fassent ce geste, bien qu'il le considère comme non-Thai puisqu'il vient d'un film étranger<sup>476</sup>.

Les autres réactions du gouvernement militaire témoignent de leur intransigeance face aux symboles. Le 23 novembre 2014 on peut lire dans le Bangkok Post la déclaration de Prayuth : « Je ne suis pas concerné par les manifestation à trois doigts. Je ne sais pas si c'est illégal ou pas, mais ça pourrait compromettre leur futur<sup>477</sup> ». Deux jours plus tard, Suthasri Wongsaman du Bureau du Conseil de l'Education explique dans le quotidien thaïlandais que « Dans la tradition thaïlandaise, il est impoli d'interrompre un adulte quand il parle. Les jeunes d'aujourd'hui pensent vite et agissent rapidement. Personnellement, je pense qu'ils devraient plutôt regarder ce qui a été réalisé et non pas comment le gouvernement est arrivé au pouvoir<sup>478</sup> ». Suthasri a également déclaré que le Bureau de la Commission de l'Education Supérieure « gardait un œil sur les étudiants pour aider à corriger les comportements et opinions indécentes. Les Centres Semarak du ministère sont dédiés à aider les problèmes liés à la jeunesse et va également observer comment les étudiants s'expriment politiquement<sup>479</sup> ».

Pour réagir au manque de souplesse des autorités, le Bangkok Post se veut assassin dans ses éditoriaux. On peut lire par exemple dans un article daté du 18 novembre 2014 : « La junte devrait lire le dernier tome de Hunger Games et voir comment le Capitole tombe finalement face à la rébellion même après qu'il ait exercé un contrôle presque complet de ses ressources et supprimé leur esprit<sup>480</sup> ». Dans un autre éditorial daté du 25 novembre le journaliste exprime : « Les symboles seuls ne feront pas tomber un régime, surtout si ce régime est entièrement armé et militarisé, le NCPO devrait le savoir. C'est pourquoi c'est dans l'intérêt de la junte de ne pas pousser les manifestants idéalistes de l'autre côté où un simple geste symbolique pourrait prendre feu (il s'agit d'un clin d'œil au titre du deuxième tome de la trilogie : L'embrasement, ou *Catching Fire* en anglais). [...] Et comme le montre le film, la suppression ne fait qu'alimenter la résistance<sup>481</sup> ».

Le nom de la série « Hunger Games » est mentionnée 13 fois dans le corpus du Monde et 24 fois dans celui du Bangkok Post. Les principaux pics d'occurrences sont localisés temporellement en juin 2014 (le mois « le plus anti-coup » de la période) et en novembre 2014 (le mois de la sortie du troisième volet). Dans le quotidien thaïlandais, le terme « trois doigts » est mentionné plus souvent que le nom de la série avec 53 occurrences (la maximale est observée en novembre avec 27 mentions de ce symbole). Mais le Bangkok Post n'est pas le

---

<sup>475</sup> Bangkok Post, “Khon Kaen shows regime out of touch”, 25/11/14

<sup>476</sup> <http://bigstory.ap.org>, “Thai anti-coup protesters say it with sandwiches”, 08/06/14

<sup>477</sup> Bangkok Post, “Crowds still hungry after controversy”, 23/11/14

<sup>478</sup> Bangkok Post, “PM orders 'intensive civic education' for students”, 25/11/14

<sup>479</sup> Bangkok Post, “PM orders 'intensive civic education' for students”, 25/11/14

<sup>480</sup> Bangkok Post, “Wielding too much power can backfire”, 18/11/14

<sup>481</sup> Bangkok Post, “Khon Kaen shows regime out of touch”, 25/11/14

seul quotidien à évoquer le sujet dans ses colonnes. En effet, la reprise de ce symbole par les militants thaïlandais a fait l'objet d'une médiatisation locale et internationale massive. Voici une liste non exhaustive de médias anglophones ayant consacré au moins un article à ce sujet :

New York Times – BBC – CNN – The Guardian – Washington Times – Washington Post – The Atlantic – LA Times – Bloomberg – CBC – The Daily Beast – Dogo News – Aljazeera America – Vice News – SBS – Fox News – Reuters – The Christian Science Monitor – MSNBC – Vanity Fair – Irish Times – Huffington Post – RT – Mirror – The Star – Sputnik News – CBS News – The Telegraph...

Le symbole de la contestation anti-coup fait également couler beaucoup d'encre dans la presse francophone, notamment dans : Le Monde – Le Figaro – Le Huffington Post – L'Express – Konbini – France Culture – Le Parisien – Elle – Première – Melty – France TV info – Ouest France – Rue 89 – Les Inrocks – Le Matin – France 24 – RTL – Terra Femina – L'Orient le jour – Tele Star – Euronews – RFI – Slate – Arte – Metro – Alter mondes – l'Humanité – Le Courrier International – Le nouvel économiste – RTBF ...

Selon Saksith Saiyasombut, Hunger Games a été érigé en symbole de la contestation anti-coup d'Etat en raison de la grande popularité de la franchise en Thaïlande et également parce qu'il trouve une résonance à l'international. « Il ne faut pas être trop intelligent avec le symbolisme. Je veux dire que 1984 est certainement efficace auprès de certains cercles, mais tous les Thaïlandais ne comprennent pas cette référence ». Un article du Monde évoque le pouvoir d'identification de la série : « cette saga a le don de satisfaire, à travers le monde et aux Etats-Unis en particulier, l'intégralité du spectre politique, des libéraux aux conservateurs, de l'extrême gauche à la droite dure<sup>482</sup> ». Ainsi, selon le quotidien français, le symbolisme d'Hunger Games avait déjà été repris par les manifestants d'Occupy Wall Street en 2012: « le mouvement citoyen voyant dans le fossé entre riches et pauvres la source de tous les maux. Les riches y sont décrits comme des oppresseurs paresseux et dégénérés, les pauvres restants ceux qui travaillent », mais aussi par les écologistes « la société futuriste mise en scène ici – avec une Amérique du Nord détruite par les activités humaines – leur apparaissant comme la conséquence du réchauffement de la planète », ou encore la droite américaine « y voyant les dangers d'un service public trop puissant, amené à tyranniser les citoyens » et enfin par les féministes qui ont adhéré à la personnalité de l'héroïne de la saga. Tony Cartalucci déplore dans un article la médiatisation des « manifestations Hunger Games ». L'analyste en géopolitique anti-Thaksin, conteste le terme d' « opposition » en argumentant qu'elle ne rassemble pas plus de 10 étudiants à travers tout le pays : « Si c'est pour le peuple thaïlandais, à l'évidence il n'y a pas d'opposition. Si c'est pour les intérêts de Wall Street et de la City, l'opposition demeure<sup>483</sup> ». Le dernier film clôturant la saga, Hunger Games – La Révolte : Partie 2 sortira en salles le 18 novembre 2015. Le teaser, incendiaire, promet de nouveaux remous à venir au pays du sourire.

---

<sup>482</sup> Le Monde, « « Hunger Games » : la révolte politique », 19/11/14

<sup>483</sup> Althainews, “What CNN Isn't Saying About Thailand's "Hunger Games" Protest”, 23/11/14

Une autre fiction occidentale a été érigée en symbole de la contestation anti-coup thaïlandaise : il s'agit de la contre-utopie littéraire 1984 de George Orwell. Ce livre est évoqué par François Bernard Huyghe comme « (l') anticipation d'un monde où même la mémoire truquée et le langage se mettent au service du chef et de l'idéologie » [Huyghe, 2005 :50]. En cela, il constitue le point ultime des analyses du totalitarisme et de « ses procédés exceptionnels de surveillance et de dressage des individus » [Ibid]. La dystopie de George Orwell, à cheval entre le réel et la science-fiction, délivre une démonstration politique applicable à toutes les époques passées comme futures. L'intrigue est celle d'un citoyen de Londres qui vit sous l'œil permanent des télécrans, sorte de caméras de surveillance qui sont les yeux et les oreilles du fameux Big Brother. Le style caricatural force le trait pour pousser à la réflexion, comme lorsque le gouvernement obtient par la torture des affirmations métaphysiques du style « le passé n'existe pas », où à travers la novlangue, langage au vocabulaire simplifié pour étouffer la capacité de raisonnement des citoyens. Dans ce monde dépourvu de libertés où l'Etat contrôle tout et où les protagonistes sont condamnés d'avance, le message du roman est sombre et pessimiste.

Les thaïlandais anti-coup se sont saisis de ce symbole littéraire pour lire en public des extraits du livre ou organiser des réunions silencieuses de lecture. Ces deux activités ont été par la suite prohibées par les autorités. Le Christian Science Monitor transmet le message de Pimsiri Petchnamrob, qui a eu l'idée des comités de lecture : « Nous l'avons fait parce que nous sommes en colère contre la dictature militaire en Thaïlande mais nous ne pensons pas que la confrontation soit la solution. [...] On vous regarde vraiment, vos ordinateurs sont surveillés ... et beaucoup de gens ont été détenus dans des lieux secrets <sup>484</sup> ». Numerama évoque un bad buzz gouvernemental quand le ministère de la Culture siamois s'est lui-même censuré après avoir posté un tweet pour célébrer les soixante-six ans de cette « référence du roman d'anticipation et de science-fiction » selon les propos du ministère <sup>485</sup>.



**Photographie 33: Un étudiant thaïlandais lit un extrait du livre 1984 devant une foule de journalistes. Source: Global Post, « 4 absurdly harmless acts now criminalized by Thailand's military rulers », 27/06/14, Pornchai Kittiwongsakul (AFP/Getty image)**

<sup>484</sup> The Christian Science Monitor "Orwell's '1984' suddenly fashionable on Bangkok streets", 30/05/14

<sup>485</sup> Numerama, « L'Etat n'ose même plus parler du livre « 1984 » et se censure ! », 10/06/15

### 3.1.4. Bilan de la subversion citoyenne thaïlandaise

Les actes de résistance restent peu nombreux : dès le mois de juin, on peut lire dans le journal thaïlandais : « Il est vrai que les activités anti-coup ont été peu nombreuses et espacées dans le temps, et d'intensité légère. [...] Après tout, la junte a « ajusté » le comportement de la plupart des leaders protestataires et de ceux soupçonnés de les soutenir<sup>486</sup> ». Pour contrer les tentatives de soulèvement, la junte a également encouragé la délation citoyenne contre de l'argent (toute photographie d'une campagne anti-coup envoyée au bureau de la police royale thaïlandaise est récompensée d'une prime de 500 bahts<sup>487</sup>), et les activistes en détention sont traités avec une telle sévérité de sorte à empêcher d'autres à s'y essayer. Le faible volume de la contestation amène le chef de la police adjoint Somyos Phumphanmuang à déclarer : « Les activités anti-coup montrent des signes de déclin. La majorité du peuple soutient le travail du NCPO<sup>488</sup> ».

Selon Saksith Saiyasombut, l'activisme politique au sein de la population estudiantine thaïlandaise qui était très vif dans les années 1970, est presque éteint depuis les années 1990. Bien qu'ils bénéficient d'un large soutien populaire, les quelques étudiants résolus à braver les interdits sont trop peu nombreux pour déstabiliser significativement le régime militaire. Selon Saksith, les gens ne s'intéressent pas à la politique thaïlandaise. Pour que les thaïlandais se mobilisent, il faudrait d'après lui que la gestion de l'économie par les militaires soit si mauvaise qu'elle porte directement préjudice au royaume et ne soit plus jugée acceptable, ce qui n'est pas vraiment une solution souhaitable. La seule note d'espoir soulevée par le spécialiste des médias réside dans le développement d'une prise de conscience nationale de l'importance de la politique suite à une meilleure connaissance de ce qu'il se passe autour d'eux : « Les gens commencent lentement à lever la tête et regarder devant eux plutôt que de baisser les yeux ».

Bien qu'il présente quelques points de convergence avec les contestataires des printemps arabes, la mouvance anti-coup et anti-junte n'est pas assimilable à ces derniers. Si l'essence de la révolte contre un ordre autoritaire est la même, quantitativement on ne retrouve pas l'agrégation de la jeunesse moyen-orientale qui a fait plier leurs régimes. Selon Pavin Chachavalpongpun de l'université de Tokyo, « Je ne peux pas dire avec certitude s'il s'agit de la version thaïlandaise des printemps arabes. Mais cela pourrait mener à la naissance d'une nouvelle génération en Thaïlande avec de nouveaux idéaux et des alternatives aux vieux système<sup>489</sup> ».

## 3.2. Société civile

Le concept de société civile est issu de la philosophie politique occidentale des Lumières au XVIIIe siècle. Pour Patrice Meyer-Bisch, en « construisant un équilibre entre les personnes et les communautés, en étant porteuses de projets, en faisant communiquer les acteurs dans leur diversité culturelle, économique, sociale et politique et en étant à la genèse de la volonté générale au sens de Jean-Jacques Rousseau », les organisations de la société civile représentent

---

<sup>486</sup> Bangkok Post, "Prayuth's merry dance with time", 24/06/14

<sup>487</sup> Bangkok Post, « Anti-coup photos to get rewards », 24/06/14

<sup>488</sup> Bangkok Post, « Anti-coup photos to get rewards », 24/06/14

<sup>489</sup> The Christian Science Monitor "Orwell's '1984' suddenly fashionable on Bangkok streets", 30/05/14

des « laboratoires de légitimité démocratique<sup>490</sup> ». Emmanuel Niamien N’Goran quant à lui propose de définir la société civile comme « la somme de toutes les activités conduites par les citoyens, indépendamment des structures des gouvernements<sup>491</sup> ». Ainsi, dans cette partie nous aborderons les ONG comme Amnesty International mais l’action des organisations gouvernementales telle que celle de l’ONU sera traitée ultérieurement. Le développement d’un tel activisme citoyen et associatif commence à devenir une réalité en Asie du Sud Est entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990 [Jammes & al, 2013 :92]. Pour Romain Bertrand, Jérémy Jammes et François Robinne, la problématique de la société civile est particulièrement pertinente dans cette région où « prévalent des structures sociales qui subordonnent les intérêts individuels aux intérêts collectifs, où la rationalité se construit principalement en référence à des schèmes d’interprétation religieux et où la vie sociale s’organise autour de diverses formes de patronages, telles celles qui lient les employeurs à leurs employés, les détenteurs de savoirs spécifiques à leurs élèves ou encore, dans le cas particulier de la Thaïlande, les parlementaires aux « têtes de vote » (*hua khanaen*) qui ont contribué à leur élection » [Ibid, 97-98].

La société civile se mobilise pour dénoncer le régime militaire thaïlandais, principalement par la voie de déclarations mais également par certaines activités dissidentes, notamment dans le cyberspace. Nous approcherons dans un premier temps les organisations de la société civile locales avant de porter un éclairage sur celles à portée régionales et internationales.

### 3.2.1. Société civile thaïlandaise

De nombreuses associations thaïlandaises existantes de protection des droits de l’homme ou des médias se sont donné pour mission de constituer une contre-influence vis-à-vis de la junte, tandis que d’autres se sont développées dans ce but.

Les cinq étudiants ayant fait perdre la face à Prayuth lors de son discours dans le Nord-Est font partie d’un groupe d’activistes appelés **Dao Din** (qui signifie les « étoiles sur Terre » en thaï). Initialement, Dao Din est plus concentré sur la protection des villageois du Nord-Est, qu’ils soient victimes des impacts des politiques environnementales ou pour revendiquer leurs droits sur les ressources naturelles. Dao Din est considéré comme le défenseur des paysans désavantagés dans le rapport de force avec les exploitants d’entreprise influents. Après le coup d’Etat, les membres de Dao Din ont élargi leur combat contre le gouvernement militaire qui affectait directement la vie des villageois.

**Resistant Citizen** est un groupe pro-démocratie composé d’activistes, d’universitaires et d’avocats, non affilié au mouvement des Chemises rouges. Les actions concrètes que prennent ses membres, bien que non-violentes, leur valent de régulières visites aux postes de police et aux camps militaires.

---

<sup>490</sup> Jean-Jacques Friboulet, « Les organisations de la société civile : entre plaidoyer et subsidiarité », Mondes en développement 2012/3 (n°159), p.10

<sup>491</sup> Emmanuel Niamien N’Goran, « Afrique, les trois piliers du développement : l’État, l’entreprise, la société civile », Géoeconomie 2013/2 (n° 65), p.39





**Photographie 34 : Logo de Resistant Citizen – Source : Chaine YouTube de Resistant Citizen**

Parmi ces formes de contestations, mentionnons une tentative de dépôt de plainte contre Prayuth ou une commémoration de l’anniversaire de l’avortement des élections 2014 intitulée : « Les élections qui étaient aimées (volées) » qui a conduit à l’arrestation de quatre personnes<sup>492</sup>. Parmi elles, Pansak Srithep, le père d’un adolescent tué le 15 mai 2010 lors des manifestations des Chemises rouges à Bangkok, depuis converti en activiste pro-démocratie. Ce dernier est régulièrement appréhendé par la police pour diverses charges (comme laviolation du CCA, de l’article 116 du Code criminel (incitation au trouble public) ou encore de l’interdiction du rassemblement de plus de cinq personnes) notamment suite à une marche de protestation contre les procès de civils en cours militaires le 14 mars 2015<sup>493</sup>. La mort du fils, systématiquement mentionnée quand les médias évoquent Pansak, font de lui un martyr du conflit politique et renforce la légitimité du père ainsi que l’injustice dont il fait l’objet à être si sévèrement réprimé par les forces de l’ordre. Ainsi, Pansak est présenté comme un homme qui n’a plus rien à perdre, déterminé dans son combat pour la démocratie tout en refusant de céder à la colère et à la violence. On peut lire par exemple dans le Bangkok Post : « Il avait prévu de marcher de sa maison à la cour militaire pour ensuite se rendre à la police pour répondre de son mandat d’arrêt, mais la police l’a appréhendé en premier<sup>494</sup>».

La subversion de Resistant Citizen est également organisée sous forme de cyber-dissidence. Leur chaîne YouTube, créée le 1<sup>er</sup> février 2015, compte 2858 abonnés et près de 745 000 vues<sup>495</sup>. Leur vidéo phare, réalisée par Anon Nampha et intitulée « *Chup Yey Chan (Ocha) – Embrasse-moi Pas (Yuth)* » met en scène l’activiste déguisé en militaire qui court après une jeune femme pour lui vanter les mérites des dictatures militaires alors que cette dernière réclame les élections et la démocratie. Publiée le 4 février 2015, la vidéo affiche plus de 395 000 vues<sup>496</sup>. Sur les 38 vidéos de la chaîne YouTube de Resistant Citizen, 3 sont destinées au public étranger anglophone. Elles s’appellent : « Je marche donc je suis » (I walk therefore I am), « Long chemin vers la justice » (Long walk to justice) et « Nous serons ensemble jusqu’à la fin » (We will be together until the end).

<sup>492</sup> Prachatai, “4 embattled anti-coup activists released on bail”, 04/06/15

<sup>493</sup> Bangkok Post, « ‘Resistant Citizen’ activist nabbed again », 26/03/15

<sup>494</sup> Bangkok Post, « ‘Resistant Citizen’ activist nabbed again », 26/03/15

<sup>495</sup> <http://www.youtube.com>, chaîne de Resistant Citizen, consultée le 29/08/15.

<sup>496</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=voIwig4WDAI>, consulté le 29/08/15



**Photographie 35: Capture d'écran de la vidéo *Chup Yey Chan (Ocha) – Embrasse-moi Pas (Yuth)* réalisée par Resistant Citizen – Source : YouTube, chaîne de Resistant Citizen**

Prisonniers Politiques en Thaïlande (**Political Prisoners in Thailand, PPT**) est un blog initié en 2009 qui vise à interpeller la communauté internationale en fournissant une base de données détaillée sur les prisonniers politiques thaïlandais détenus en vertu de la loi de lèse-majesté et du CCA. Plus largement, PPT s'intéresse aux politiques qui génèrent ces crimes politiques, à l'actualité politique dans son ensemble et aux luttes de pouvoir dans la définition du progrès démocratique en Thaïlande<sup>497</sup>. Ses publications sont à la fois en anglais pour sensibiliser la scène internationale, et en thaï puisque la majorité de la fréquentation du blog est localisée au sein du royaume, en dépit des efforts de la junte pour bloquer l'accès au site.

Les auteurs de ce blog, bien que basés en dehors du territoire thaïlandais, doivent rester anonymes en raison des risques de représailles qu'ils encourent. Ce groupe est indépendant, il ne perçoit aucun financement extérieur ni ne perçoit de revenu de leurs activités, et il se défend également de n'avoir aucune connexion avec les individus inculpés de lèse-majesté. Nous pouvons néanmoins attribuer une coloration idéologique rouge à ce collectif puisqu'il impute une responsabilité directe au Parti Démocrate pour la hausse exponentielle des procès pour lèse-majesté. Selon les membres du groupe, l'article 112 et le CCA sont les instruments privilégiés des jaunes pour réprimer les rouges. On peut notamment lire sur le site : « Le Parti Démocrate propose de renforcer encore la loi (de lèse-majesté) et d'accélérer les enquêtes et les procès en cours de ceux accusés de lèse-majesté ».

En dehors de leur campagne informative, les membres de PPT ont également organisé des actions de manifestations en Europe contre la dictature militaire, jugées efficaces selon le porte-parole du collectif interrogé.

---

<sup>497</sup> <https://thaipoliticalprisoners.wordpress.com>



**Photographie 36: Capture d'écran de la bannière du site internet de PPT – Source: <https://thaipoliticalprisoners.wordpress.com>**

Jaran Ditapichai, un des leaders Chemises rouge en exil à Paris précédemment évoqué, a fondé avec Jakrapop Penkair et Charupong Ruangsuwan, des anciens membres du gouvernement déchu l'organisation Thaïlandais Libres pour les Droits de l'Homme et la Démocratie (**Free Thais for Human Rights and Democracy, FT-HD**), parmi les plus médiatisées des membres de la société civile thaïlandaise. Ce nom rappelle celui des Forces thaïlandaises libres (Free Thai Movement), un mouvement de résistance contre le Japon durant la Seconde Guerre mondiale, importante source de renseignements militaires pour les Alliés dans la région. FT-HD se veut être le « centre de ralliement des Thaïlandais, en exil ou non, qui «réfutent la légitimité de la junte militaire et aspirent à une démocratie pleine et entière<sup>498</sup>».



**Photographie 37: Logo de l'organisation Free Thais for Human Right and Democracy. On y trouve une colombe, symbole de paix, ainsi qu'une représentation du monument de la Démocratie de Bangkok. Les trois couleurs du drapeau thaïlandais sont représentées - Source : <http://www.freethai.us/>**

L'annonce de la création du groupe a été faite sur les réseaux sociaux (YouTube, Facebook et Twitter) à la date du 24 juin, jour anniversaire du passage de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle. La junte, considérant le lancement du groupe comme un sujet sensible à même de nuire à l'image internationale des militaires thaïlandais, a tenté d'empêcher divers médias d'évoquer ce sujet. Des soldats ont dans ce but opéré des descentes dans les départements éditoriaux du journal Khom Chad Luek Thai et à la station de télévision The

<sup>498</sup> Libération, « La Thaïlande est aujourd'hui une vraie dictature », 27/10/14

Nation Channel<sup>499</sup>. Selon Prachatai, le secrétaire général du NCPO, Udomdej Sitabutr aurait menacé les représentants des médias « Vous devez être prudents dans l'exercice de votre jugement. Pour être franc, je pense que vous ne devriez pas mentionner (FT-HD). Sinon, il y aura un problème <sup>500</sup>».

Dans la construction de l'image de l'organisation, Jarupong relie FT-HD aux combats de personnages éminents de la non-violence comme Gandhi ou encore le Dalaï-Lama, et nie toute connexion entre le groupe et Thaksin Shinawatra<sup>501</sup>. A l'opposé, Charupong assimile la junte de Prayuth comme « une bande de voleurs qui a militairement pris le pouvoir à un gouvernement démocratiquement élu<sup>502</sup> ». Le combat de FT-HD est axé autour des valeurs démocratiques, du rejet du coup et de ses conséquences considérés illégitimes. Il se veut l'ennemi de la dictature militaire et du réseau élitare de l'*ammat* thaïlandaise.

L'action de FT-HD se concentre principalement sur la publication de déclarations destinées à sensibiliser la communauté internationale. Le 21 juillet 2014, le Bangkok Post évoque une de ces déclarations qui condamne l'annonce n°97 de la junte visant les médias (en stipulant que les autorités peuvent fermer tous les médias, voir plus haut) et invite la communauté internationale médiatique à soutenir les thaïlandais. On peut ainsi lire dans le quotidien thaïlandais : « Une des profonds effets de l'ordre 97 est que les points de vue ordinaires des thaïlandais ordinaires seront de plus en plus poussés vers la clandestinité, existants seulement dans un état de peur, une situation impossible à endurer pour toute population saine et rationnelle. Nous ne pouvons que défendre les libertés collectives et le droit le plus basique de critiquer la répression grandissante du NCPO ne doit pas être abandonné facilement <sup>503</sup> ». Il est intéressant d'observer les éléments de discours d'une déclaration écrite par Charupong en l'honneur de l'anniversaire de FT-HD<sup>504</sup>. Dès le début du discours, Charupong utilise le procédé de démonstration juridique liant une faute : « le réseau antidémocratique de Thaïlande détruisant délibérément notre jeune démocratisation » à un dommage : « En bref, la Thaïlande risque de devenir un Etat failli » et à un lien de causalité : « C'est incroyablement injuste pour nos citoyens, dont la détermination de s'engager dans le monde reste forte, d'avoir un régime dictatorial bloquant leur opportunité ». Plus loin, la solution avancée par Charupong réside dans « l'élimination totale du réseau dictatorial de Thaïlande » (les éléments de langage se font notamment progressivement plus tranchés avec le passage de la qualification du réseau antidémocratique au réseau dictatorial). Pour cela, trois types d'acteurs sont visés : le Conseil Privé du roi, les forces armées thaïlandaises et le corps judiciaire thaïlandais. Le premier devrait être aboli, le second se retirer le rôle d'armée personnelle du réseau dictatorial et le troisième doit rester à l'abri des ingérences et de l'influence du réseau dictatorial. Dans une autre déclaration signée par Jaran Ditapichai datée du 10 décembre 2014<sup>505</sup>, ce dernier commence

---

<sup>499</sup> Bangkok Post, "Panels spark media fears over its rights", 27/06/14

<sup>500</sup> Courrier international, « Non au bonheur imposé », 25/07/14, tiré de Prachatai

<sup>501</sup> Voice of America, "Free Thai Movement leader pledges no violence", 25/06/14

<sup>502</sup> Thai PBS, "Charupong launches anti-coup movement", 24/06/14

<sup>503</sup> Bangkok Post, "NCPO agrees to review order", 21/07/14

<sup>504</sup> Freethais.org, "Thailand is at high risk of becoming failed state", 24/06/15

<sup>505</sup> Freethais.org, "International Human Rights' day", 10/12/14

par poser un argument de validité à son discours en se déclarant « ancien Commissaire national aux droits de l'homme » pour sensibiliser sur les violations continues de la junte aux droits de l'homme. Plus loin, Jaran dresse une liste quantitative des personnes détenues arbitrairement durant les trois premiers mois, puis une autre phrase qui stipule « Jusqu'à maintenant, la junte a arrêté 301 personnes, 229 sont toujours en détention et 69 ont été envoyé en cour militaire ». Ces derniers chiffres portent à confusion puisqu'aucune période de temps n'est précisée. La déclaration évoque l'injustice de la loi de lèse-majesté, la stratégie de peur initiée par la junte, ainsi que son non-respect des conventions internationales à laquelle la Thaïlande est signataire. La fin de la déclaration est un appel à la communauté internationale à instaurer une pression sur le gouvernement militaire.

Selon le Bangkok Post, FT-HD n'est psychologiquement et physiquement pas en mesure de mobiliser les membres de l'UDD et les Chemises rouges indépendantes, et le quotidien déplore que l'organisation n'ait rien fait pour apaiser ceux qui ont été convoqués par le NCPO pour un interrogatoire, avant de conclure : « Bien que FT-HD ait reçu de la sympathie à l'étranger, son impact dans le pays est pratiquement inexistant<sup>506</sup> ». En outre, l'étiquette partisane de FT-HD ne permet pas de sortir de la division nationale par les couleurs pour agréger le plus grand nombre de citoyens thaïlandais dans leur combat pour la démocratie.

**New Democracy Movement (NDM)** est le tout dernier membre de la société civile thaïlandaise à s'opposer à la junte thaïlandaise. Initié à la suite d'une conférence de presse destinée à aborder le traitement réservé aux quatorze étudiants ayant célébré l'anniversaire du coup d'Etat, NDM est articulé autour d'une plateforme en cinq points : démocratie, droits de l'homme, justice, participation publique et non-violence<sup>507</sup>. Pour Dissent Magazine, NDM représente le mouvement de protestation contre la junte militaire comme étant le plus significatif et comme représentant l'opportunité la plus viable pour mettre un terme au conflit politique en cela que sept de ses membres sont issus de Dao Din et qu'il n'est rattaché à aucune étiquette politique<sup>508</sup>. Cependant, selon Thai PBS les activistes de NDM étaient impliqués dans les manifestations de l'année passée visant à destituer Yingluck Shinawatra et son gouvernement<sup>509</sup>. En soutien des quatorze étudiants arrêtés, les autres membres de NDM ainsi que des membres du Resistant Citizen Group ont organisé un évènement intitulé « Des post-its pour la liberté » le 3 juillet 2015 devant le Centre Culturel et Artistique de Bangkok<sup>510</sup>. A cette occasion, Sirawit Serithiwat de Resistant Citizen a distribué des post-it et encouragé les soutiens à écrire des messages dessus avant de les coller sur un passage aérien du BTS (le métro bangkokien) reliant le centre commercial MBK au Siam Centre, pendant qu'une centaine de membres de la police prenait les activistes en photographie pour les répertorier. Sombat Boonngamanong a participé à la campagne en y ajoutant son post-it avec un soleil et le nombre 14.

---

<sup>506</sup> Bangkok Post, "World's focus now on path back to democracy, rights", 22/07/14

<sup>507</sup> Dissent Magazine, "A budding Democracy Movement in Thailand", 30/07/15

<sup>508</sup> Dissent Magazine, "A budding Democracy Movement in Thailand", 30/07/15

<sup>509</sup> The Diplomat, "Thailand's rising crackdown on dissent sparks coup criticism", 07/07/15

<sup>510</sup> Prachatai, "People write post-it notes to support jailed anti-junta activists", 04/07/15

Quatre organisations de la société civile thaïlandaise orientées dans le champ médiatique sont impliquées dans l'actualité politique du royaume. Il s'agit de l'Association des Journalistes Thaïlandais (**Thai Journalists Association**), de l'Association des Journalistes de Radiodiffusion Thaïlandais (**Thai Broadcast Journalists Association**), du Conseil de Presse National de Thaïlande (**National Press Council of Thailand**) et du Conseil de Diffusion de l'Actualité de Thaïlande (**News Broadcasting Council of Thailand**). Par le biais de déclarations, ces quatre groupes militent pour la révocation des mesures restrictives à l'égard de la liberté des médias. Leur action de lobbying a permis l'amendement de l'article 97 et son remplacement par l'article 103, légèrement plus souple à l'égard des médias. Un membre de la société civile thaïlandaise axée sur les médias qui répond du nom de Reporters sans censeurs (**Reporters Without Censors**) prône l'anonymat de ses membres pour permettre des reportages non censurés. Un des représentants de cette organisation explique que leur mission et de défier la junte par des reportages non censurés : « Notre but est de défier leurs exigences, alors qu'ils veulent que nous restions dociles. Que nous ne croyions qu'eux. Que nous n'utilisions que les médias contrôlés. Nous proposons une alternative qui fait l'inverse de ce qui est ordonné<sup>511</sup> ».

L'interdépendance entre médias, justice et politique se reflète également à travers le spectre des acteurs de la société civile locale. En effet, un certain nombre de ses membres impliqués dans le dernier volet de la crise politique thaïlandaise sont issus de la branche juridique.

Un acteur phare de la scène médiatico-politique locale et internationale est le groupe de Juristes Eclairés (**the Khana Nitirat**) de l'université de Thammasat. Le rôle politique que se donne Nitirat est de rechercher à réformer divers aspects du système légal et judiciaire thaïlandais. Nitirat fait partie du théâtre politique dès le début de la crise en critiquant l'illégalité du coup de 2006, et par la suite, a tenté de défier les fondements juridiques d'éléments clés de l'Etat thaïlandais, à savoir le judiciaire, le militaire et la monarchie<sup>512</sup>. Nitirat se fait l'ennemi des ultra-royalistes en 2011 en proposant une série d'amendements constitutionnels, portant notamment sur le fameux article 112, ou propose encore que la pratique du coup militaire soit considérée constitutionnellement nulle et non avenue<sup>513</sup>. Le passif conflictuel entre Nitirat et Prayuth est ancien. En effet, le groupe a déchaîné les passions de Prayuth qui s'est exprimé à leur propos dès le 25 janvier 2012: « Il y a des groupes de gens qui sont anormaux. Ils veulent ceci ou cela sans réfléchir à ce qui est approprié ou pas ... [...] vous devez vous rappeler que sa Majesté a régné pendant si longtemps qu'il a 84 ans maintenant, mais ces académiques n'ont que 30 ou 40 ans, [...] qu'ont-ils apporté à leur patrie ? [...] Aujourd'hui je ne sais pas d'où ils viennent ou même si leurs ancêtres sont nés en Thaïlande. S'il parlent mal de l'institution, je serais mauvais sur eux<sup>514</sup> ».

---

<sup>511</sup> Courrier international, « Non au bonheur imposé », 25.07.2014, tiré de Prachatai

<sup>512</sup> Duncan McCargo & Peeradej Tanruangporn, « Branding Dissent : Nitirat, Thailand's Enlightened Jurists », *Journal of Contemporary Asia*, vol 45, mars 2015, p419-442

<sup>513</sup> Asian Correspondent, « Hate, speech, freedom and expression: The effigies of Khana Nitirat », 07/02/12

<sup>514</sup> Asian Correspondent, « Tongue-Thai'ed ! Part X : The one where Prayuth calls Nitirat 'abnormal' », 07/02/12

En 2014, Nitirat condamne aussitôt le coup d'Etat, jugé « irrespectueux et piétinant les droits démocratiques du peuple à choisir son propre gouvernement » ainsi que l'abrogation de la Constitution de 2007, tout en s'inquiétant des conséquences sur la liberté d'expression et particulièrement dans les efforts pour museler les médias qui auraient des vues dissidentes<sup>515</sup>. De nombreux membres de Nitirat font l'objet du zèle de l'appareil répressif thaïlandais, à l'instar de Worachet Pakeerut ou de Sawatree Suksri, familiers des camps militaires et de leurs interrogatoires. Prachatai encense Piyabutr Saengkanokkul, un des professeurs de droit de Thammasat et membre du « courageux » groupe, pour avoir défié Prayuth en disant « qu'il n'aurait pas dû annuler le séminaire sur l'effondrement des régimes dictatoriaux [...] s'il était sûr de ne pas être un dictateur<sup>516</sup> ».

Parmi les autres organisations de la société civile spécialistes du champ juridique et appelant à un retour d'un régime civil démocratique et au retrait des militaires dans leurs baraquements, citons :

La **Fondation Interculturelle** (The Cross Cultural Foundation), créée en 2002 et qui de par ses activités de sensibilisation, de recherche et d'aide légale, trouve son leitmotiv dans la promotion et la veille des droits de l'homme en Thaïlande ainsi que dans la protection juridique, avec un accent sur les individus marginalisés (des minorités ethniques par exemples)<sup>517</sup>.

La **Fondation Enlawthai** (The Enlawthai Foundation), fondée en 2001 rassemble des ONG impliquées dans des problématiques d'environnement, d'énergie, de droits de l'homme et du développement. Elle a fait de la participation publique son combat en utilisant des leviers juridiques à travers son travail de formations légales, de campagnes de promotions de l'environnement et de représentations dans les procès, dans le but d'améliorer la protection des individus et des communautés dans l'exercice de leurs droits légaux environnementaux<sup>518</sup>.

Avocats Thaïlandais pour les Droits de l'Homme (**Thai Lawyers for Human Rights, TLHR**) est un centre d'aide légale constitué peu après le dernier coup, le 28 mai 2014. Sa mission est de fournir une assistance juridique et d'accroître la connaissance légale et des droits de l'homme – notamment la compréhension des annonces issues de la loi martiale – à travers le pays. Un représentant de l'association déclare dans le Bangkok Post : « Comme de plus en plus d'annonces sont faites, incluant des listes de personnes convoquées qui doivent se reporter (aux auteurs du coup) [...] et un nombre de personnes ont été privées de leur liberté en étant arrêtées, fouillées et détenues sous la loi martiale, ces opérations ont causé la confusion, l'incompréhension et l'interprétation erronée. Les gens ordinaires peuvent ne pas comprendre leurs droits humains et les procédures légales compliquées issues de la loi martiale et des ordres du coup<sup>519</sup> ».

---

<sup>515</sup> Bangkok Post, « Media curbs fail to stem dissent », 24/05/14

<sup>516</sup> Prachatai, « When junta control universities, metal box becomes symbol of the fight for academic freedom in Thailand », 24/09/14

<sup>517</sup> <http://www.insightonconflict.org/conflicts/thailand/peacebuilding-organisations/crcf>

<sup>518</sup> <http://enlawfoundation.org>

<sup>519</sup> Bangkok Post, « Journos, activists offer support to media », 29/05/14

Enfin, d'autres organismes de la société civile thaïlandaise, bien que moins médiatisées condamnent le coup d'Etat de 2014 et encouragent la désobéissance civile. Nous pouvons notamment évoquer le Mouvement du Peuple pour une Société Juste (**People's Movement for a Just Society**) qui se fait la voix des communautés pauvres en Thaïlande, la Fédération des Paysans du Nord-Est (**Northern Peasant Federation**) qui a organisé une manifestation le 9 novembre 2014 pour défendre les villageois évincés de leurs villages par la junte<sup>520</sup>, ou encore l'Assemblée pour la Défense de la Démocratie (**Assembly for the Defense of Democracy, AFDD**) dont fait partie le critique en exil Yukti Mukdawijitra. Selon ce dernier, la résistance à la junte est trop fragmentée tandis que les groupes de la société civile les plus influents restent trop dans l'expectative. Ceci l'amène à porter un jugement pessimiste de l'avenir en Thaïlande : selon lui « ce type d'environnement (dans lequel les individus sont libres de débattre et de critiquer la monarchie ou d'autres sujets pertinents) a disparu pour au moins dix ans<sup>521</sup> ».

### 3.2.2. Société civile internationale

Certains membres de la société civile internationale sont impliqués dans la situation politique thaïlandaise. Il s'agit d'une part d'organisations asiatiques qui veillent sur l'évolution des restrictions de la liberté de la presse et des droits de l'homme, et d'autre part d'organisations « internationales » européennes et américaines qui s'alarment du déclin de la démocratie en Thaïlande. Toutefois, le principe de non interférence prévalant, la société civile internationale se contente principalement de déclarations. Ces dernières, bien qu'utiles à la sensibilisation de la communauté internationale, ne sont pas l'instrument le plus efficace pour déstabiliser la junte.

L'Alliance de la Presse Sud-Est Asiatique (**Southeast Asian Press Alliance, SEAPA**) est l'unique ONG régionale faisant campagne pour la liberté de la presse en Asie du Sud Est. Pour sa partie thaïlandaise, le conseil des administrateurs de la SEAPA est composé de membres de l'Association des Journalistes Thaïlandais. De nombreuses alertes concernant la Thaïlande sont publiées sur son site internet (<http://www.seapa.org>) pour alerter la communauté internationale (l'intégralité des articles est en anglais) et dénoncer les mesures répressives adoptées à l'encontre de la profession médiatique. Quelques jours après le coup d'Etat, la SEAPA a créé une page Facebook intitulée « Message pour les Médias Thaïlandais » (Message for Thai Media) visant à manifester son soutien pour la presse thaïlandaise. Les internautes sont encouragés à y écrire des commentaires, des lettres, des poèmes, des dessins, des photographies, des expériences ou encore des vidéos pour témoigner de leur inquiétude et remonter le moral des journalistes<sup>522</sup>.

En connaissance de cause, l'Association des Journalistes du Myanmar (**Myanmar Journalists Association, MJA**) a publié une déclaration le 29 mai 2014 pour exprimer sa grande inquiétude quant aux restrictions posées par la junte sur la presse thaïlandaise et appeler les militaires thaïlandais à la restauration de la liberté de la presse et la cessation des arrestations arbitraires<sup>523</sup>. Le même jour, le Réseau des Journalistes du Myanmar (**Myanmar Journalist Network, MJN**)

---

<sup>520</sup> Prachatai, "Peaceful and normal actions forbidden under the junta regime after 6 months", 10/12/14

<sup>521</sup> Prachatai, "Interview with junta critic in exile: Yukti Mukdawijitra", 18/01/15

<sup>522</sup> Bangkok Post, "Journos, activists offer support to media", 29/05/14

<sup>523</sup> Bangkok Post, "Journos, activists offer support to media", 29/05/14



a également publié une déclaration via la SEAPA disant que le MJN était « attristé » et « sérieusement inquiet » suite au fait que certains journalistes thaïlandais soient détenus par l'armée thaïlandaise<sup>524</sup>. La déclaration mentionne également que les journalistes birmans ont une longue expérience de souffrance sous le régime militaire et comprenaient la détresse de leurs confrères thaïlandais. Enfin, le MJN a exhorté le gouvernement birman, dans sa capacité de président actuel de l'ASEAN d'aider à s'assurer de la libération des journalistes thaïlandais détenus.

Le 22 avril 2015 s'est tenu en Malaisie le Forum du Peuple de l'ASEAN (ASEAN People's forum). Un séminaire préliminaire au forum a été organisé portant sur la lutte pour la démocratie en Thaïlande et ses impacts sur l'Asean. A cette occasion, un communiqué de presse intitulé « Pour une ASEAN sans junte » a été publié par un collectif d'organisations de la société civile originaires de divers pays d'Asie du Sud-Est<sup>525</sup>. Il s'agit précisément de :

- ✓ Groupe de Soutien de Malaisie pour la Démocratie en Thaïlande (Malaysia Support Group for Democracy in Thailand), Malaisie,
- ✓ Action pour la Démocratie du Peuple en Thaïlande (Action for People's Democracy in Thailand), Thaïlande,
- ✓ Parti Socialiste de Malaisie (Parti Sosialis Malaysia), Malaisie,
- ✓ Centre Communautaire Juridique et Educatif (Community Legal Education Center), Cambodge,
- ✓ Centre de Documentation de Sedane (Sedane Labour Resource Centre), Indonésie.

Ce communiqué de presse dénonce l'exercice illégal du pouvoir en Thaïlande par la junte militaire et appelle à la libération de tous les prisonniers politiques en Asie du Sud Est. Selon les participants du séminaire, « Le démantèlement flagrant de la démocratie en Thaïlande ne peut ouvrir la voie qu'aux intérêts capitalistes de plus en plus agressifs et encourage d'avantage l'asservissement de la citoyenneté standard », et conclue en la nécessité d'encourager le développement d'une ASEAN libre de toute junte et de tout prisonniers politiques ainsi qu'à la reconsidération du principe de non-interférence pour renforcer la solidarité régionale dans la démocratie et la justice sociale de la région.

De nombreuses ONG internationales militant pour la promotion des droits de l'homme dans le monde ont multiplié les déclarations et les rapports dénonçant la situation en Thaïlande depuis la prise de pouvoir par la junte. Parmi elles, nous pouvons citer :

**Amnesty International**, mouvement mondial fort de plus de 7 millions de membres et couvrant plus de 150 pays pour mettre fin aux atteintes aux droits humains. Les communiqués publiés par cette organisation sont principalement le fait de représentants régionaux comme Richard Bennet, le directeur de programme de la région Asie-Pacifique pour Amnesty International. Ce dernier a notamment célébré l'anniversaire du coup, le 22 mai 2015, via une déclaration intitulée : « Thaïlande : Les arrestations pour l'anniversaire du coup sont un rappel brutal de la

---

<sup>524</sup> Bangkok Post, "Myanmar press calls for freedom", 29/05/14

<sup>525</sup> <http://partisosialis.org> "PSM Statement - For a Junta-free ASEAN", 22/04/15

permanence de la répression<sup>526</sup> ». On peut y lire : « Les manifestants pacifiques ne doivent pas être arbitrairement arrêtés ou détenus juste parce qu'ils soulèvent des sujets sensibles ou défient le régime militaire. [...] Les autorités doivent respecter et même protéger la dissidence pacifique et lever les restrictions draconiennes d'expression et d'assemblée en Thaïlande – dans la loi et dans la pratique ».

Ce sont également les représentants régionaux qui prennent la parole pour l'organisation **Human Rights Watch**. En l'occurrence les paroles de Brad Adams, le directeur Asie du groupe sont régulièrement rapportées par les médias locaux et internationaux. Elles dénoncent l'imposition par la junte « des pouvoirs de la loi martiale violant les droits de l'homme », « la censure des médias et la persécution des dissidents<sup>527</sup> ». Pour l'anniversaire du coup, Brad Adams a déclaré : « la Thaïlande est une dictature politique avec tous les pouvoirs dans les mains d'un seul homme. La date des élections est sans cesse reportée, sans aucune certitude qu'elles arrivent un jour. Le recul sur le respect des droits fondamentaux et de la réforme démocratique semble n'avoir aucune fin en vue<sup>528</sup> ».

**La Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH)** est une ONG fédérative basée à Paris regroupant 178 organisations de défense des droits de l'homme à travers le monde. Le Bangkok Post mentionne dans un article du 21 octobre 2012 que la FIDH a appelé le NCPO à lever la loi martiale et la censure des médias si la Thaïlande souhaitait réellement être un membre crédible et légitime des Nations Unies. Le Monde rapporte dans un article daté du 5 décembre 2014 que la FIDH s'inquiète notamment de l'augmentation des cas liés à la loi de lèse-majesté<sup>529</sup>.

L'ONG internationale de défense des médias la plus préoccupée par les conditions d'exercice de la profession médiatique en Thaïlande est **Reporters sans Frontières**. Quelques jours après le coup d'Etat, RSF a condamné « le durcissement des mesures restrictives et les tentatives d'instrumentalisation à l'encontre des médias suite à la proclamation de la loi martiale et au coup d'Etat, ainsi que les convocations et arrestations de professionnels des médias par l'armée<sup>530</sup> » et s'inquiète du sort de deux journalistes thaïlandais immédiatement convoqués et détenus par la junte, à savoir Thanapol Eawsakul et Pravit Rojanaphruk.

**L'Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information** (World Association of Newspapers and News Publishers, WAN-IFRA) est une autre organisation de la société civile à vocation internationale de défense de la liberté de la presse qui s'est attachée à condamner le régime militaire en Thaïlande. Son président, Tomas Brunegård a écrit une lettre ouverte à « Son Excellence Prayut Chan-o-cha » le 1er décembre 2014 pour exprimer sa grande

---

<sup>526</sup> Amnesty International, «Thailand: Arrests on coup anniversary are a stark reminder of ongoing repression», 22/05/15

<sup>527</sup> Bangkok Post, «Sek denies 'forced smiles' jibe», 24/07/14

<sup>528</sup> Human Rights Watch, « Thailand : Deepening Repression One Year After Coup », 22/05/15

<sup>529</sup> Le Monde, « En Thaïlande, l'armée fait le ménage au sein de la police », 05/12/14

<sup>530</sup> Reporters sans Frontières, « Convocations et arrestations de professionnels des médias, l'armée thaïlandaise durcit le ton », 26/05/14

inquiétude quant à l'emprisonnement d'un autre journaliste thaïlandais, Nut Rungwong<sup>531</sup>. L'éditeur du site internet Thai E-News a en effet été condamné le 24 novembre 2014 à quatre ans et demi de prison pour avoir publié en 2009 un article écrit par Giles Ungpakorn. La lettre appelle donc Prayuth à libérer Nut ainsi que l'autre journaliste emprisonné pour lèse-majesté, Somyot Preuksakasemsuk.

Enfin, parmi les organisations de la société civile internationale spécialisées dans la branche juridique ayant condamné le coup d'Etat en Thaïlande, nous pouvons mentionner **l'Association des Avocats pour les Droits de l'Homme** (Human Rights Lawyers Association). Cette ONG est basée au Royaume-Uni et compte plus de 1800 membres parmi des avocats, des juges, des juristes universitaires et des procureurs. Elle est mentionnée dans le Bangkok Post dans un article daté du 24 mai 2014, dans lequel elle se joint à d'autres ONG pour appeler à un retour à un régime démocratique civil et au retrait des militaires dans leurs baraquements<sup>532</sup>.

### 3.3. Communauté internationale

Selon Romain Zerbib, ce sont les rapports de forces politiques entre la Thaïlande et certains pays qu'elle considère comme clés qui vont déterminer l'image du royaume sur la scène internationale : les stratégies médiatiques de dénonciation ou de reconnaissance de la junte « s'inscrivent dans un cadre plus général et elles sont subordonnées à des logiques diplomatiques qui déterminent le champ des possibles ». Ainsi l'enseignant chercheur en intelligence économique et en influence explique que « la variable déterminante est vraiment les rapports internationaux. C'est très important, autrement on peine à comprendre comment de petites juntes réussissent à tenir des pays, et que d'autres sont mises en échec ». L'image de la junte au sein de la communauté internationale dépend donc de figures stratégiques relevant plus du champ géopolitique que communicationnel. Nous dresserons donc un état des lieux de l'insertion diplomatique de la Thaïlande à l'international avant d'aborder les réactions gouvernementales étrangères concernant l'exercice du pouvoir par la junte thaïlandaise.

#### 3.3.1. Positionnement diplomatique international de la Thaïlande

En Thaïlande, les relations extérieures sont considérées en cercles concentriques : d'abord au sein de la région Sud-Est Asiatique, puis au niveau du continent asiatique dans son ensemble avant d'adopter une vision internationale globale.

La Thaïlande joue un rôle actif à l'échelon sous régional. En effet, le royaume entretient des relations étroites en matière économique et commerciale avec ses voisins dans le cadre de deux groupements : le Triangle de croissance (Indonésie, Malaisie, Thaïlande) et le Groupe de coopération économique de la sous-région du Grand Mékong<sup>533</sup>. Au niveau régional, la Thaïlande est très impliquée dans l'organisation politique, économique et culturelle regroupant les dix pays d'Asie du Sud –Est, l'ASEAN, dont elle est membre fondateur avec l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et Singapour. Cette organisation régionale, fondée en 1967 à Bangkok devrait franchir un pas supplémentaire dans son intégration économique en décembre

<sup>531</sup> <http://www.wan-ifra.org>, "Protest Campaign – Thailand", 01/12/14

<sup>532</sup> Bangkok Post, "Media curbs fail to stem dissent", 24/05/14

<sup>533</sup> Ubifrance, « Thaïlande : fiche pays », 2010, p.3

2015 avec l'établissement de l'AEC (Asean Economic Community, la Communauté Economique des pays de l'Asean). Pour autant, l'ASEAN ne peut pas être assimilée à d'autres modèles régionaux comme l'Union Européenne ou le Mercosur. Sophie Boisseau du Rocher explique à ce propos : « Qualifié de “régionalisme souple”, consensuel, peu contraignant, le mode régional ASEAN sert d'abord à consolider des processus de développement politique qui restent encore aléatoires<sup>534</sup> ». Le royaume a également développé une stratégie régionale sur la Région du Grand Mékong dans laquelle il bénéficie d'une position centrale. Cependant, la crise politique de 2006 et la crise économique mondiale de 2008 a érodé le leadership jusqu'alors incontesté de la Thaïlande dans cette zone régionale<sup>535</sup>. La Thaïlande est également partie à d'autres organisations de coopération régionale, comme l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation, Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) ou encore l'ASEM (Asia-Europe Meeting, le Dialogue Asie-Europe)

Au niveau du continent asiatique, la Thaïlande accorde beaucoup d'attention à ses relations diplomatiques avec la Chine et le Japon. En effet, les rapports entre le royaume et l'Empire du Milieu sont officialisés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1975<sup>536</sup>, et aujourd'hui la Chine est le principal client commercial de la Thaïlande ainsi que son deuxième fournisseur<sup>537</sup>. Les relations entre les deux pays sont bonnes, avec notamment un plan d'action élaboré en 2005 prévoyant le développement de la coopération dans quinze secteurs ainsi que des visites régulières mutuelles par les principales figures de chacun des pays. Le Japon est le premier investisseur étranger en Thaïlande, son troisième client principal ainsi que son premier partenaire commercial avec plus de 1800 entreprises étrangères présentes en Thaïlande<sup>538</sup>.

A l'échelle internationale, la Thaïlande est un des membres fondateurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et fait également partie de l'ONU depuis 1946. Elle entretient des relations étroites avec les Etats-Unis en tant que « le plus vieil allié des Etats Unis en Asie », selon la formule de la Secrétaire d'Etat américaine, Mme Hillary Clinton, en 2010. La relation diplomatique entre les deux pays est effectivement ancienne : elle remonte à l'époque de la Guerre froide dans les années 1950 lorsque la Thaïlande devenait le principal allié des Etats-Unis et « le bastion du capitalisme dans la péninsule » [De Koninck, 2012 :89]. Les Etats-Unis sont le deuxième client de la Thaïlande ainsi que son troisième partenaire commercial (35 Mds \$ par an)<sup>539</sup>.

### 3.3.2. Réactions internationales au régime militaire thaïlandais

En Asie du Sud-Est, le principe de non-interférence est observé à la lettre, ainsi mis à part les Philippines, aucun membre de l'ASEAN n'a cherché à condamner la prise de pouvoir par les militaires en Thaïlande, les opinions observées étant au contraire favorables à la junte. Ainsi, le commandant suprême de Birmanie, le général Min Aung Hlaing soutient totalement l'action

---

<sup>534</sup> Sophie Boisseau du Rocher, « L'Asean et les nouvelles règles du jeu : Le régionalisme en Asie du Sud-est à l'épreuve de la mondialisation », *Revue internationale de politique comparée*, 2001/3 Vol. 8, p. 395-417.

<sup>535</sup> Taillard Christian, « La Thaïlande, au centre de la Région du Grand Mékong », *Annales de géographie*, 2010/1 n° 671-672, p. 52-68.

<sup>536</sup> Bangkok Post, “Prem gets invite to visit China”, 12/07/14

<sup>537</sup> <http://www.diplomatie.gouv.fr>

<sup>538</sup> <http://www.diplomatie.gouv.fr/>

<sup>539</sup> <http://www.diplomatie.gouv.fr/>

des militaires thaïlandais, et déclare lors d'une visite de courtoisie au début du mois de juillet 2014 : « Je suis convaincu que ce que font actuellement les militaires thaïlandais est la voie d'action la plus adéquate parce que les forces armées ont un rôle important dans le maintien de la sécurité du pays et pour prendre soin de la population. Après avoir regardé la feuille de route du NCPO, nous sommes confiants qu'elle sera complétée<sup>540</sup> ».

La réaction de la Chine est également très favorable à l'égard de la junte thaïlandaise. En effet, en l'absence d'opposition idéologique forte et de différends territoriaux, et en tant qu'important investisseur en Thaïlande, l'Empire du milieu n'a pas critiqué le coup d'Etat. Ainsi, la junte a continué à bénéficier du soutien inconditionnel de la Chine dans les champs politique, militaire et économique. Dans un contexte de relations extérieures délicates, la Thaïlande a donc trouvé en Pékin un allié de taille, ce qui a constitué une opportunité pour resserrer les liens diplomatiques entre les deux pays. Ainsi, le président du Conseil Privé du roi a été convié à visiter la Chine, et en tant que pays hôte de la 26<sup>e</sup> réunion de l'APEC en novembre 2014, Pékin a invité les leaders thaïlandais à se joindre au sommet. Lors d'une conférence de presse à l'occasion du Second Dialogue Stratégique Sino-Thaïlandais, le Vice-ministre des Affaires Etrangères chinois Liu Zhenmin a exprimé sa compréhension des développements politiques thaïlandais et soutenait les efforts de réforme de la junte, ajoutant que la Chine voulait voir la stabilité, l'harmonie et la sécurité en Thaïlande<sup>541</sup>. Le pays du panda-roi a également été ravi d'investir dans les mégaprojets de transports thaïlandais, surtout que les taux d'intérêts contractés par le gouvernement siamois sont élevés<sup>542</sup>.

La réaction japonaise à la deuxième phase de la crise politique thaïlandaise a été mitigée. D'un côté, le Japon semble attaché à la promotion des valeurs démocratique : le Premier ministre nippon Shinzo Abe a exigé que la démocratie soit restaurée avant qu'une nouvelle vague d'investissement en Thaïlande puisse être considérée. Tokyo a également déploré le nombre considérable d'officiers militaires au sein du cabinet ministériel thaïlandais<sup>543</sup>. Mais à la faveur de la junte, le Japon a conclu dès septembre 2014 qu'il était dans son intérêt national de collaborer avec le nouveau gouvernement, compte tenu de l'importance des liens économiques et des investissements privés en Thaïlande<sup>544</sup>. De plus, lorsque 26 thaïlandais se sont réunis devant le Ministère des Affaires Etrangères nippon pour soumettre une lettre adressée à Shinzo Abe dénonçant les violences physiques éprouvées par les détenus des camps militaires, aucun représentant du gouvernement japonais n'est venu les rencontrer<sup>545</sup>. Enfin, Prachatai observe le renforcement des relations diplomatiques entre les deux pays en février 2015, avec la visite de Prayuth à Tokyo (« le Japon a pris contact avec la junte thaïlandaise, et a même déroulé le tapis rouge pour Prayuth quand il a visité Tokyo le 8 février <sup>546</sup>»).

Au-delà de cette solidarité asiatique, la communauté internationale qui prône la primauté des valeurs démocratiques a largement condamné le coup d'Etat thaïlandais et les mesures

---

<sup>540</sup> Bangkok Post, "Myanmar supreme commander lavishes plaudits on Thai coup", 05/07/14

<sup>541</sup> Bangkok Post, "Prem gets invite to visit China", 12/07/14

<sup>542</sup> Prachatai, "Deconstructing Panitan Watanayagorn: Can Thailand be Isolated from the World?", 16/02/15

<sup>543</sup> Bangkok Post, "West's stance is to engage, for now", 22/09/14

<sup>544</sup> Bangkok Post, "West's stance is to engage, for now", 22/09/14

<sup>545</sup> Bangkok Post, "Red shirts in Japan 'plot' against coup", 06/09/14

<sup>546</sup> Prachatai, "Deconstructing Panitan Watanayagorn: Can Thailand be Isolated from the World?", 16/02/15

répressives de la junte. Cette désapprobation internationale de la prise du pouvoir par le NCPO a été beaucoup plus forte que lors du précédent coup d'Etat en 2006, notamment parce que la junte a annoncé qu'elle resterait en place pour une période étendue. On peut lire dans la Bangkok Post : « Les leaders de certains pays ont utilisé un langage très ferme pour critiquer le coup<sup>547</sup> ». Subséquemment, de nombreux pays ont établi des sanctions pour faire pression sur la junte, bien que ces dernières restent relativement modérées.

La Thaïlande était candidate pour l'investiture 2015-2017 du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (elle est également candidate au siège de membre non permanent du Conseil de Sécurité pour le mandat 2017-2018). Il eut été ironique qu'elle gagne la place compte tenu de la situation, c'est donc l'Inde, le Bangladesh, le Qatar et l'Indonésie qui ont obtenu les quatre sièges du groupe Asie-Pacifique pour cette période. Le 12 novembre 2014, Ban Ki Moon a exprimé son inquiétude concernant la poursuite de la loi martiale et a encouragé le Premier ministre à s'assurer du retour rapide à un régime civil et à un ordre constitutionnel en Thaïlande<sup>548</sup>.

Immédiatement après le coup d'Etat, de nombreux pays, via leur Ministère des Affaires Etrangères ont émis des avertissements aux voyageurs désireux de se rendre au pays du sourire. Selon Prachatai, 19 pays (parmi les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie, la Russie, Singapour ou encore la Corée du Sud) ont conseillé à leurs ressortissants d'éviter de voyager en Thaïlande, tandis que 43 pays (comme le Canada, le Brésil, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Australie, l'Inde, la Chine ou le Japon) ont recommandé à leurs ressortissants d'être sur leurs garde<sup>549</sup>.



**Infographie 1 : Etat des avertissements aux voyageurs pour la Thaïlande par le Ministère des Affaires Etrangères au lendemain du coup d'Etat thaïlandais. Source : Prachatai, « Travel warnings to Thailand », 03/06/14**

<sup>547</sup> Bangkok Post, "Wooing wary world powers proves to be a slow process", 23/11/14

<sup>548</sup> Bangkok Post, "Ban presses Prayut on martial law", 13/11/14

<sup>549</sup> Prachatai, "Travel warnings to Thailand", 03/06/14

En conséquence de l'instabilité politique thaïlandaise, le secteur du tourisme a été sévèrement touché : le nombre de visiteurs (24,7 millions) a chuté de 6,8% entre 2013 et 2014<sup>550</sup>. Il s'agit principalement des touristes asiatiques qui constituent la majorité de l'activité du secteur, et notamment les touristes chinois, dont la fréquentation en Thaïlande a chuté de 17% en 2014<sup>551</sup>. Les avertissements aux voyageurs ont été moins efficaces en Europe. En effet, en 2014, 605 460 Français ont visité la Thaïlande, soit une hausse de 4% par rapport à 2013<sup>552</sup>.

Les réactions les plus véhémentes de la communauté internationale à l'encontre de la Thaïlande viennent des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de l'Australie. Les Etats-Unis sont les plus grands détracteurs de la junte militaire thaïlandaise. Le pays se pose comme le grand défenseur de la démocratie : en janvier 2014 le Département d'Etat américain avait déjà fait une déclaration suite aux troubles politiques pour appeler « les parties au conflit à résoudre leurs différends à travers un dialogue pacifique et d'une façon qui renforce les principes et institutions démocratiques<sup>553</sup> ». La condamnation du coup par Washington est sans appel : le jour même, le secrétaire d'Etat américain John Kerry annonçait dans une déclaration : « Je suis déçu par la décision des militaires thaïlandais de suspendre la constitution et de prendre contrôle du gouvernement après une longue période de trouble politique, et il n'y avait pas de justification pour ce coup militaire. Nous allons revoir notre aide militaire et nos autres engagements, accordement à la loi américaine<sup>554</sup> ». De fait, le grand allié soldatesque de Bangkok a ainsi suspendu ses 4,7 millions de dollars d'aide militaire et ont désinvités en juin 2014 la Thaïlande à participer à son plus grand exercice militaire maritime international qui avait lieu à Hawaï<sup>555</sup>. Le même mois, le Département d'Etat américain abaissait la Thaïlande au troisième palier du classement de son rapport 2014 sur la traite de personnes<sup>556</sup>. Les Etats-Unis ont également annulé leur programme d'aide à la police thaïlandaise qui comprenait un entraînement au maniement des armes ainsi qu'un voyage aux Etats-Unis pour les agents haut gradés<sup>557</sup>.

L'Union Européenne (UE) a également déploré le coup d'Etat et les restrictions sur la liberté d'expression : le 23 juin 2014, le Conseil de l'UE a publié une déclaration enjoignant les militaires à « restaurer le processus démocratique légitime et à respecter et faire valoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales en libérant tous les prisonniers politiques<sup>558</sup> ». Sihasak Phuangketkeow, en sa qualité de ministre des Affaires Etrangères thaïlandais, a déclaré : « L'UE reconnaît toujours la Thaïlande comme un partenaire important et n'a pas répondu au coup par des sanctions. Mais les liens bilatéraux vont progresser dans le cadre d'une réglementation limitée puisque l'UE a une plateforme pour traiter avec (les pays sous coups d'Etat)<sup>559</sup> ». En dépit de la déclaration de Sihasak, la suspension par l'UE des engagements

---

<sup>550</sup> Le Point, « Thaïlande : à Koh Samui, la vie continue après l'attentat », 19/04/15

<sup>551</sup> Bangkok Post, "Prayut asks world leaders for more time", 12/11/14

<sup>552</sup> Le Point, « Thaïlande : à Koh Samui, la vie continue après l'attentat », 19/04/15

<sup>553</sup> Bangkok Post, "US, activists call for peaceful end to crisis", 15/01/14

<sup>554</sup> Prachatai, "Deconstructing Panitan Watanayagorn: Can Thailand be Isolated from the World?", 16/02/15

<sup>555</sup> Human Rights Watch, World Report 2015, 2015 p.540

<sup>556</sup> Human Rights Watch, World Report 2015, 2015, p.540

<sup>557</sup> Prachatai, "Deconstructing Panitan Watanayagorn: Can Thailand be Isolated from the World?", 16/02/15

<sup>558</sup> Prachatai, "Deconstructing Panitan Watanayagorn: Can Thailand be Isolated from the World?", 16/02/15

<sup>559</sup> Bangkok Post, "Sek denies 'forced smiles' jibe", 24/07/14.

bilatéraux, des visites officielles et la dégradation des relations militaires et officielles peuvent être considérées comme une forme de sanction, bien que non coercitive. Plus spécifiquement, l'UE a enrayé son accord de partenariat et de coopération avec la Thaïlande, qui visait un certain nombre de secteurs comme le tourisme, l'éducation, l'immigration et l'environnement, finalisé en novembre 2013 mais qui attendait ratification. Aussi, l'UE a suspendu les négociations avec la Thaïlande concernant un accord de libre-échange, ce qui représente un manque à gagner commercial important pour le royaume bien que le vice-président de la Chambre de Commerce thaïlandaise, Pornsil Patchrintanakul ait minimisé la sanction en déclarant au Bangkok Post qu'il était peu probable que le commerce international de la Thaïlande soit directement affecté et que la décision de l'UE était une pratique courante<sup>560</sup>. L'UE s'inquiète également de la liberté d'expression en Thaïlande. En novembre 2014, le Bangkok Post rapporte que la délégation européenne a publié une déclaration pour exprimer « son inquiétude relative au recours abusif croissant des lois de diffamation criminelle en Thaïlande. En citant quelques cas récents, l'UE a enjoint le Conseil de Réforme National (le NRC) à « traiter ce problème, afin qu'à l'avenir les lois de diffamation ne puisse pas être utilisée pour réduire au silence les analyses et le débat légitime<sup>561</sup> » ». Selon Saksith Saiyasombut, les déclarations des ambassades européennes et leur soutien aux dissidents qu'elles rencontrent ouvertement est un moyen qui participe à la promotion de la liberté d'expression et de la presse.

L'Australie de son côté a délivré une déclaration appelant à un retour rapide de la démocratie, mais a également dégradé la coopération militaire et empêché la venue de ses derniers sur le territoire australien. En effet, le 31 mai 2014, Canberra a confirmé le report des opérations militaires bilatérales avec la Thaïlande en déclarant : « l'Australie a reporté trois activités [...] en Thaïlande : un programme de formation au droit pour les officiers militaires thaïlandais, une visite de reconnaissance pour un exercice d'entraînement à la lutte contre les engins explosifs improvisés et une autre visite de reconnaissance pour un exercice d'entraînement à la lutte anti-terroriste. Le gouvernement australien a également mis en place un mécanisme pour empêcher les leaders du coup de voyager en Australie<sup>562</sup>».

Malgré cette volonté du spectre occidental de la communauté internationale à pénaliser le gouvernement militaire thaïlandais, les sanctions sont finalement peu coercitives et les relations diplomatiques de la Thaïlande s'améliorent sensiblement dès juillet 2014, semblant confirmer l'avis de Panitan Wattanayagorn, un spécialiste en sciences politiques et conseiller du Ministère de la Défense qui avait déclaré: « Les organisations internationales peuvent nous mettre la pression, mais elles ne peuvent pas interférer dans les affaires internes de la Thaïlande<sup>563</sup>».

On peut ainsi lire dans le Bangkok Post le 22 juillet 2014 : « La communauté internationale est passée à autre chose. Après avoir initialement condamné le coup, elle a maintenant adopté une position attentiste [...]. Il y a eu quelques gestes symboliques de non-association quand les ambassades américaines et françaises n'ont pas invité les membres de la junte à la célébration

---

<sup>560</sup> Bangkok Post, "EU curbs ties, raps coup », 24/06/14

<sup>561</sup> Bangkok Post, "Press want restrictions to be lifted", 16/11/14

<sup>562</sup> Prachatai, "Deconstructing Panitan Watanayagorn: Can Thailand be Isolated from the World?", 16/02/15

<sup>563</sup> Prachatai, "Deconstructing Panitan Watanayagorn: Can Thailand be Isolated from the World?", 16/02/15



de leurs fêtes nationales. Mais ces pays, tout comme l'Union Européenne et le Japon reçoivent des pressions de leurs propres quartiers d'affaires pour se faire les amis des nouveaux dirigeants<sup>564</sup>». Le Bangkok Post exprime également en novembre 2014 : « La situation semble s'améliorer après un nouveau cycle de diplomatie qui a mis l'accent sur les intérêts mutuels plutôt que la diplomatie. [...] D'autres pays en dehors de la région (sud-est asiatique) ont pris le temps de restaurer les relations (avec la Thaïlande)<sup>565</sup>». Dès le mois de septembre 2014, le Bangkok Post explique que des ambassadeurs, y compris provenant des Etats-Unis et du Japon, ont effectué des visites de courtoisie auprès du ministre des Affaires Etrangères Tanasak Patimapragorn, tandis qu'une liste de requêtes émises par les ambassadeurs pour rencontrer Prayuth sont en attente, ce qui est interprété par le vice-ministre des Affaires Etrangères Don Pramudwinai comme un signe prouvant l'amélioration graduelle de l'engagement international de la Thaïlande après la formation du nouveau gouvernement<sup>566</sup>. Selon l'ambassadeur thaïlandais et représentant permanent aux Nations-Unies Norachit Sinhaseni, ce retournement de situation est imputable à une meilleure compréhension de la situation en Thaïlande par la communauté internationale ainsi qu'à sa reconnaissance des efforts du gouvernement pour restaurer la paix et la stabilité en Thaïlande<sup>567</sup>. Un haut diplomate occidental contacté par le Bangkok Post relativise cependant l'enthousiasme du gouvernement thaïlandais à se prévaloir du soutien de la communauté internationale : « Les relations plus chaleureuses ne signifient pas que les nations occidentales pardonnent le coup ou qu'elles regrettent leurs réponses initiales à la prise de pouvoir militaire<sup>568</sup>». Simplement, quatre mois après le coup, ce dernier est considéré comme de « l'histoire ancienne ».

Moins d'un mois après le coup d'Etat, l'ambassadeur thaïlandais de Canberra, Marid Sangiampong a déclaré que le gouvernement australien « comprenait mieux la Thaïlande maintenant comme des hommes d'affaires ont prévu de visiter la Thaïlande ce mois pour discuter du marché agricole<sup>569</sup> ». Le Bangkok Post rapporte également que « le ministre du commerce australien s'est montré disposé à se rendre en Thaïlande bientôt en dépit du coup d'Etat ».

Alors que la situation politique en Thaïlande ne s'est pas améliorée, l'Union Européenne semble aujourd'hui avaliser discrètement l'exercice du pouvoir thaïlandais par la junte. En effet, le 7 mai 2015, le chef de la délégation de l'UE en Thaïlande ainsi que vingt ambassadeurs des membres de l'organisation régionale représentés dans le royaume ont organisé une réception à Bangkok à l'occasion de la célébration de la journée de l'Europe (le 9 mai), en compagnie des membres du gouvernement thaïlandais<sup>570</sup>.

---

<sup>564</sup> Bangkok Post, "World's focus now on path back to democracy, rights", 22/07/14

<sup>565</sup> Bangkok Post, "Wooing wary world powers proves to be a slow process", 23/11/14

<sup>566</sup> Bangkok Post, "West's stance is to engage, for now", 22/09/14

<sup>567</sup> Bangkok Post, "Tanasak pleads for time at UN", 29/09/14

<sup>568</sup> Bangkok Post, "West's stance is to engage, for now", 22/09/14

<sup>569</sup> Bangkok Post, "Envoys say West softens on coup », 13/06/14

<sup>570</sup> <http://eeas.europa.eu>, "Europe Day 2015 celebrated in Thailand", 07/05/15

Même les Etats-Unis ne s'autorisent pas à être trop subversifs envers la junte thaïlandaise. Après avoir menacé la Thaïlande de l'exclure de son exercice militaire annuel le plus important en Asie, à savoir l'exercice Cobra Gold, Washington est revenu sur sa position en maintenant la participation de la Thaïlande pour la session 2015. D'autre part, l'aide militaire pécuniaire américaine qui a été suspendue (4,7 millions de dollars) est considérée trop « maigre » par l'Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information qui considère que « cette action n'aura sans doute aucun impact<sup>571</sup> ». Selon une source du Bangkok Post, la Thaïlande est un « emplacement stratégique pour eux (les américains) afin d'accéder à d'autres pays. [...] Nous sommes la clé que les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de perdre<sup>572</sup> ». Cette source explique également dans le quotidien thaïlandais que la Thaïlande a une autre carte à jouer si les Etats-Unis décidaient d'adopter des mesures plus sévères, à savoir que les militaires thaïlandais pourraient considérer de ne plus acheter d'armes et d'équipements militaires aux Etats-Unis. D'après le Bangkok Post, cela est déjà arrivé après le coup d'Etat de 2006 quand l'armée a acheté des Tavor-21 israéliens plutôt que des fusils M-16 aux américains, ainsi que des véhicules armés BTR-3E1 à la place des M113 américains. De plus, le Bangkok Post souligne le rôle de la Thaïlande dans l'échiquier diplomatique international : selon le journal thaïlandais, les Etats-Unis ne peuvent donner à la Chine l'opportunité de renforcer ses liens militaires avec la Thaïlande<sup>573</sup>. En somme, la scène politique internationale se révèle impuissante dans son exercice de contre-influence au régime militaire thaïlandais.

---

<sup>571</sup> World Association of Newspapers and News Publishers, « "Prospects are grim" for press freedom in Thailand », 26/05/14

<sup>572</sup> Bangkok Post, « US threats to relocate Cobra Gold 2015 fall short », 01/07/14.

<sup>573</sup> Bangkok Post, « US threats to relocate Cobra Gold 2015 fall short », 01/07/14.

## Conclusion

Le bilan de ce dernier épisode de crise politique en Thaïlande est peu réjouissant. Son impact sociétal le plus évident est, dans le prolongement de la précédente crise de 2006, l'avortement de l'éveil démocratique thaïlandais à travers le renforcement de la domination militaire et des élites traditionnelles ultra monarchistes au détriment de la population rurale et urbaine pauvre. Sophie Boisseau du Rocher l'avait déjà prophétisé en 2001, « L'évolution actuelle de la Thaïlande [...] pourrait, à l'inverse, donner des arguments aux tenants de systèmes autoritaires en Asie du Sud-Est.<sup>574</sup> ».

Préalablement au coup d'Etat du 22 mai 2014, le piétinement de la volonté politique générale par une minorité insatisfaite de l'éthique de ses dirigeants n'aura fait qu'exacerber les tensions entre deux sphères de la société siamoise que tout oppose, si ce n'est le roi Bhumibol dont la mort prochaine annonce une remise en cause profonde et possiblement dévastatrice du contrat social national. Bien que relativement absent du dernier théâtre de crise, le mouvement des Chemises rouges apparaît de plus en plus comme une force politique permanente et cohérente, dont l'oppression continue ne fait qu'accroître la légitimité politique. La subtilité et la discipline du mouvement sont éprouvées de par sa volonté affichée et assumée de ne pas répondre à la provocation en refusant la violence de la confrontation physique, mais en y préférant la valorisation des instruments démocratiques producteurs de légitimité rationnelle légale au sens wébérien. Hélas, tant qu'un parti notoirement corrompu répondra aux attentes d'une partie de la population et qu'aucun autre parti politique ne sera en mesure de proposer une alternative satisfaisante, la bipolarisation perdurera et la fracture sociale se renforcera au risque de franchir un seuil de non-retour enrayant toute possibilité de réconciliation nationale. Comme le souligne Jacques Ivanoff, « l'alternance jaune et rouge n'est pas une solution, mais la Thaïlande s'est enfermée dans ce dilemme et elle veut s'en sortir » [Ferrari & al, 2010 :11]. Pour cela, une troisième voie semble indispensable, passant nécessairement par une meilleure balance des pouvoirs entre la loi de la majorité et les droits de la minorité, ainsi que la construction d'une unité nationale fondée sur l'égalité et le respect de la diversité.

L'éviction du gouvernement de Yingluck Shinawatra atteste de l'accentuation de la politisation de l'appareil judiciaire thaïlandais. Son manque de neutralité est à déplorer car elle résulte en une perte de crédibilité et donc de légitimité à réguler la vie politique thaïlandaise. Une telle instrumentalisation du judiciaire a contribué à ouvrir la voie à un régime politique autoritaire et liberticide verrouillé par les militaires qui n'entendent rien lâcher dans l'attente de la prévisible prochaine grande crise que connaîtra le royaume, à savoir celle relative à la succession monarchique. L'analyse du tableau politique thaïlandais actuel permet de constater la prévalence d'un retour en arrière et de la répression face à l'ouverture politique et à l'établissement d'une discussion de fond. En effet, la culture militariste s'est de nouveau réaffirmée à partir du coup d'Etat du 22 mai 2014 et le sempiternel report des élections législatives promet de sombres perspectives pour les années à venir. La répression musclée de la junte sur les éléments contestataires annonce la fin des droits de l'homme en Thaïlande, tandis que l'utilisation massive des lois de lèse-majesté incarnées par l'article 112 du code criminel

---

<sup>574</sup> Sophie Boisseau du Rocher, « Crise politique en Asie du Sud-Est », *Mondes en développement*, 2001/1 n° 113-114, p. 139-147.

thaïlandais et par le CCA achève la liberté d'expression et avec elle, celle des médias. Enfin, la propagande féroce dissimule à peine la volonté de la junte d'éradiquer de son royaume les esprits libres et indépendants. Cette propagande, articulée autour de l'idéologie de la Thainess, est d'autant plus inquiétante qu'elle cible en particulier la jeunesse du pays à travers la réforme de l'éducation. Cette idéologie qui promulgue la défense des valeurs dites « thaïlandaises » est contreproductive et ne fait que renforcer les tensions sociétales. L'institutionnalisation du coup d'Etat prouve une nouvelle fois la défectuosité de cette pratique et renforce l'évidence de la nécessité d'une nouvelle recette à même de satisfaire les ambitions démocratiques que poursuit la Thaïlande. Unique lueur d'espoir du portrait politique thaïlandais, les transformations sociales et de mentalité éprouvées en Thaïlande depuis quelques années semblent avoir amorcé un processus transitionnel inéluctable en faveur d'une refonte de l'appareil d'Etat et des valeurs démocratiques. La société thaïlandaise a irrévocablement changé, et se préoccupe plus de ses droits et de la démocratie que par le passé. Mais comme le souligne Jacques Ivanoff, « Pour agir en Thaïlande, pour « changer les choses », il faudrait aller à l'encontre d'intérêts trop importants et même provoquer l'armée ». [Ferrari & al, 2010 :42].

Hélas, dans leur combat d'avant-garde les militaires s'accrochent fermement au pouvoir et bien que la loi martiale ait été levée le 1<sup>er</sup> avril 2015, il est rendu extrêmement difficile pour la citoyenneté thaïlandaise et les médias de les défier tant ces derniers sont muselés par l'arsenal répressif de la junte. Les actions de la société civile et de la communauté internationale se révèlent finalement inefficaces face au gouvernement de Prayuth qui, bien qu'illégitime, agit en toute impunité. En effet, les différents gouvernements étrangers sont subordonnés à leurs intérêts économiques, commerciaux et diplomatiques, et par conséquent, tant que la junte n'affiche pas des performances économiques désastreuses, tolèrent silencieusement la présence militaire à la tête du royaume. Même les organisations de la société civile qui ont pourtant plus d'expérience dans les problématiques relatives aux droits de l'homme ne peuvent pas grand-chose pour porter atteinte à la junte face à la très relative subtilité de cette dernière. En effet, comme le souligne en juillet 2014 un article du Bangkok Post, « personne n'a été tué depuis le coup. Il n'y a pas eu de détention de masse ou d'importantes restrictions économiques et sociales comme expérimentées durant les 42 ans de loi martiale sous Ferdinand Marcos aux Philippines ou aux 31 ans de régime autoritaire de Suharto en Indonésie<sup>575</sup> ». En somme, bien qu'aujourd'hui le bilan des détentions arbitraires puisse être qualifié par son impressionnant volume, les violations des droits de l'homme et de la liberté d'expression en Thaïlande ne sont pas suffisamment choquantes pour provoquer une levée de boucliers diplomatique digne de ce nom. Ainsi, la communauté internationale se concentre plus sur le retour hypothétique de la démocratie en Thaïlande que sur le soutien des mouvements anti-coup. Enfin, les médias internationaux, bien que plus libres que leurs homologues thaïlandais, ne sont pas d'une grande aide pour sensibiliser le reste du monde sur la gravité de la situation en Thaïlande. D'une part leur couverture de l'actualité thaïlandaise est quasi inexistante, et d'autre part, comme le souligne Saksith Saiyasombut : « ils ont tendance à trop concentrer leur attention sur les bizarreries du gouvernement militaire thaïlandais, comme le scandale d'Hitler ou les colères de Prayuth mais ils ne reconnaissent pas vraiment qu'il s'agit d'un gouvernement militaire qui fait

---

<sup>575</sup> Bangkok Post, "World's focus now on path back to democracy, rights", 22/07/14

tout ce que bon lui semble. Les médias internationaux admettent simplement leur présence, et cela leur donne une forme de reconnaissance. Ils parlent juste de ce qui est arrivé mais ne questionnent pas pourquoi ». Dans ce contexte, la mobilisation citoyenne thaïlandaise pour porter un vent nouveau sur ses structures de pouvoir se retrouve esseulée, et la transition vers une renaissance politique s'annonce très douloureuse. Dans combien de temps, et à quel prix humain va-t-elle s'effectuer ?

## Bibliographie

### Livres

- BAKER C. & PHONGPHAICHIT P.**, 2004, *A history of Thailand*. Cambridge: Cambridge university press, 293 p.
- BARON-GUTTY A. & CHUPRADIT S.**, 2009, *Ten years of educational reform in Thailand*. Bangkok: IRASEC, 114 p.
- BODENMULLER A.**, 2009, *The military coup d'état 2006: Where is Thailand's democratization process heading?* Berlin: Regiospectra Verlag, 121 p.
- BOWIE K-A.**, 1997, *Rituals of national loyalty: an anthropology of the State and the Village Scout movement in Thailand*. New York: Columbia University Press, 393 p.
- D'ARCY MAY J.**, 2003, *Transcendence and violence: the encounter of Buddhist, Christian and primal traditions*. New York: Continuum, 229 p.
- DUBUS A. & REVISE N.**, 2002, *Armée du peuple, armée du roi : les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande*. Paris : l'Harmattan, Bangkok : IRASEC, 256 p.
- CHEVRIER S.**, 2010, *Le management interculturel*. Paris : Presses Universitaires de Frances, 127 p.
- CHOMSKY N. & MCCHESENEY R. W.**, 2004, *Propagande, médias et démocratie*, Montréal : Ecosociété, 209p.
- CROUZATIER J-M.**, 2012, *Le système constitutionnel et politique de la Thaïlande : transitions politiques en Asie du Sud Est*. Toulouse: Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, 256 p.
- DE KONINCK R.**, 2012, *L'Asie du Sud-Est*, (3<sup>e</sup> éd.), Paris : Armand Colin, 384 p.
- DUBUS A.**, 2011, *Thaïlande : histoire, société, culture*. Paris : la Découverte, 223 p.
- FERRARI O., ARUNOTAI N-H., IVANOFF J. & LEVEAU A.**, 2010, *Thaïlande : aux origines d'une crise*. Bangkok: IRASEC, 120 p.
- HANDLEY P.**, 2006, *The king never smiles: a biography of Thailand's Bhumibol Adulyadej*. New Haven: Yale University Press, 499 p.
- HUYGHE F-B.**, 2005, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Paris : Eyrolles, 227 p.
- HUYGHE F-B.**, 2008, *Maîtres du faire croire : de la propagande à l'influence*, Paris : Vuibert, 175 p.
- IVARSSON S. & ISAGER L.**, 2010, *Saying the unsayable: Monarchy and Democracy in Thailand*. Copenhagen: Nordic Institute of Asian Studies, 271 p.
- JAMMES J.**, 2013, *L'Asie du Sud-Est 2013 : bilan, enjeux et perspectives*. Bangkok : IRASEC ; Paris : les Indes savantes, 430 p.

**JAMMES J., ROBINNE F.**, 2014, *L'Asie du Sud-Est 2014: bilan, enjeux et perspectives*. Bangkok : IRASEC ; Paris : les Indes savantes, 480 p.

**KERMEL-TORESS D.**, 2006, *Atlas de la Thaïlande : structures spatiales et développement*. Paris : La Documentation française, 208 p.

**LAMBERT F.**, 2010, *50 fiches pour comprendre la science politique*, (3<sup>e</sup> éd.). Paris: Bréal, 223 p.

**LAZARSELD P.**, 1944, *The People's Choice. How the voters makes up his mind in a presidential campaign*. New York, Columbia University Press, 178p.

**LEVEAU A. & LIMPATTAMAPANEE C.**, 2007, *State and media in Thailand during political transition*. Bangkok: IRASEC, 48 p.

**MCCARGO D.**, 2000, *Politics and the Press in Thailand*, New York: Routledge, 224p.

**MERIEAU E.**, 2010, *Les chemises rouges de Thaïlande*. Bangkok: IRASEC, 168 p.

**NGUYEN T-D.**, 2008, *The Thai challenge: unity, stability and democracy in times of uncertainty*. New York: Nova Science Publishers, 208 p.

**PAIREPAIRIT I.**, 2012, *Free Space of Expression: new media and Thailand's politics*. Berlin: Fesmedia Asia, 75 p.

**PALASRI S., HUTER S. & WENZEL Z.**, 1999, *The History of the Internet in Thailand*. Network Startup Resource Center: University of Oregon, 61 p.

**PASTOUREAU M.**, 2007, *Dictionnaire des couleurs de notre temps : symbolique et société*, Paris : C. Bonneton, 191 p.

**OCKEY J.**, 2004, *Making democracy: leadership, class, gender, and political participation in Thailand*. Honolulu: University of Hawaii Press, 227 p.

**ROUSSEAU J-J**, 1762, *Du contrat social*, Amsterdam, Marc Michel Rey, 324 p.

**SIVARAKSA S.**, 1998, *Loyalty demands dissent*, Parralaw Press: Berkeley, 253 p.

**SIEYES, E-J**, 1789, *Vues sur les moyens d'exécution dont les représentants de la France pourront disposer en 1789*, Paris, sans éd., p. 93-94

**UNGPAKORN G-J.**, 2007, *A coup for the rich, Thailand's political crisis*. Bangkok: Workers Democracy Publishing, 144 p.

**WONG K.**, 2006, *Visions of a nation: public monuments in twentieth-century Thailand*. Bangkok: White Lotus, 225 p.

### **Articles de recherche**

**ASTIE P. & al.**, « Repères étrangers », *Pouvoirs*, 2007/1 n° 120, p. 151-168.

**ASTIE P. & al.**, « Repères étrangers », *Pouvoirs*, 2007/4 n° 123, p. 157-178.

**ASTIE P. & al.**, « Repères étrangers », *Pouvoirs*, 2012/1 n°140, p. 111-124.

- ATTANE I. & BARBIERI M.**, « La démographie de l'Asie de l'Est et du Sud-Est des années 1950 aux années 2000 », *Population*, 2009/1 Vol. 64, p. 7-154.
- BEZES P.**, « Construire des bureaucraties wébériennes à l'ère du New Public Management ? », *Critique internationale*, 2/2007 (n° 35) , p. 9-29
- BOISSEAU DU ROCHER S.**, « Crise politique en Asie du Sud-Est », *Mondes en développement*, 2001/1 n° 113-114, p. 139-147.
- BOISSEAU DU ROCHER S.**, « L'Asean et les nouvelles règles du jeu : Le régionalisme en Asie du Sud-est à l'épreuve de la mondialisation », *Revue internationale de politique comparée*, 2001/3 Vol. 8, p. 395-417.
- BOURDIEU P.**, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, 318, janvier 1973, pp. 1292-1309
- BROUSTAIL J. & PALAORO G.**, « La formation des élites managériales dans les économies en transition : les exemples du Cambodge, du Laos, du Viêtname et de la Thaïlande », *Entreprises et histoire*, 2005, n° 41, p. 51-70.
- CABIN P.**, « La construction de l'opinion publique » dans *Le pouvoir, Concepts, Lieux, Dynamiques*, Auxerre, Editions Sciences Humaines, 2014, 400 p.
- CLEMENT M. & ROUGIER E.**, « Classes moyennes et émergence en Asie de l'Est : mesures et enjeux », *Mondes en développement* 2015/1 (n°169), p. 31-45.
- DELER J-P. & KERMEL-TORRES D.**, « Industrialisation et expansion mégapolitaine : le corridor du littoral sud-est de Bangkok », *Annales de géographie*, 2010, n° 671-672, p. 7-27.
- EGRETEAU R.**, « Birmanie : la transition démocratique selon la junte », *Critique internationale*, 2004, vol. 3, n° 24, p. 39-47.
- FOUDA ONGODO M.**, « Différences culturelles et relations d'affaires entre pays d'Afrique et pays émergents d'Asie », *Revue française de gestion*, 2006, n° 167, p. 65-84.
- FRIBOULET J-J.**, « Les organisations de la société civile : entre plaidoyer et subsidiarité », *Mondes en développement*, 2012/3 (n°159), p. 7-10.
- HOFFMANN N.**, « Les démocraties asiatiques et leurs capacités de résistance aux crises », *Revue internationale et stratégique*, 2001/4 n° 44, p. 69-79.
- JEANGENE VILMER J-B.**, « La fin des droits de l'homme ? », *Études*, 2015/3, p. 19-30.
- KLEN M.**, « Les contradictions thaïlandaises », *Études*, 2001, vol. 6, n° 394, p. 725-734.
- LAOTHAMATAS A.**, « A Tale of Two Democracies: Conflicting Perceptions of Elections and Democracy in Thailand », in R. Taylor (dir.), *The Politics of Elections in Southeast Asia*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press, 1996, p. 201-223
- LE GENDRE O.**, « Enfants des rues en Thaïlande », *Enfances & Psy*, 2006/2 no 31, p. 153-160



**LE POURHIET A-M**, « Définir la démocratie », *Revue française de droit constitutionnel* 2011/3 (n° 87), p. 453-464.

**MCCARGO D. & TANRUANGPORN P.**, « Branding Dissent : Nitirat, Thailand's Enlightened Jurists », *Journal of Contemporary Asia*, vol 45, mars 2015, p419-442

**MINEUR D.**, « Les justifications de la règle de majorité en démocratie moderne. », *Raisons politiques* 3/2010 (n° 39), p. 127-149

**MERIEAU E.**, « Elites stratégiques en Thaïlande », INALCO, Observatoire Asie du Sud-est, *Etude trimestrielle « pays »* n°4/8, cycle 2012-2013, p.2

**MERIEAU E.**, « Réconciliation nationale et amnistie en Thaïlande », *Péninsule*, décembre 2013 (vol 66), p47-63

**MERIEAU E.**, *Comprendre l'instabilité politique thaïlandaise : constitutionnalisme et coups d'État, Politique étrangère*, 2014, Automne, p. 135-149.

**NIAMIEN N'GORAN E.**, « Afrique, les trois piliers du développement : l'État, l'entreprise, la société civile », *Géoéconomie*, 2013/2 (n° 65), p. 31-42.

**PAINTER M.**, « Tradition et changement dans l'administration thaïlandaise », *Critique internationale*, 2007/2 n° 35, p. 31-49.

**PHELINAS P.**, « Le marché, l'État et la compétitivité du riz thaïlandais », *Annales de géographie*, 2010, n° 671, p. 156-173.

**TAILLARD C.**, « La Thaïlande, au centre de la Région du Grand Mékong », *Annales de géographie*, 2010/1 n° 671-672, p. 52-68.

**THIEBAULT J-L.**, « Des économies émergentes ou des marchés émergents : le développement économique avec ou sans la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, 2011/1 Vol. 18, p. 9-52

## **Rapports**

**AMNESTY INTERNATIONAL**, *Thailand: Attitude Adjustment, 100 days under martial law*, 2014, 65p.

**CENTRE INTERARMEES DE CONCEPTS, DOCTRINES ET D'EXPERIMENTATIONS**, *Les opérations militaires d'influence*, DIA-3.10.1, n°069/DEF/CICDE/NP, Paris, 2008, 51 p.

**CODE PENAL DE THAILANDE**, 1956 (et amendements jusqu'en 2003), 74 p.

**CONSTITUTION OF THE KINGDOM OF THAILAND**, 2007, 193 p.

**FREEDOM HOUSE**, *Freedom of the Press*, 2011, 39 p.

**FREEDOM HOUSE**, *Freedom of the Net*, 2012, 657 p.

**FREEDOM HOUSE**, *Freedom of the Press*, 2014, 31 p.

**FREEDOM HOUSE**, *Freedom on the Net*, 2014, 989 p.

**HUMAN RIGHTS WATCH**, *World Report 2015*, 2015, 660 p.

**KING PRAJADHIPOK'S INSTITUTE**, *Rapport de recherche sur la réconciliation nationale*, 2012

**MINISTERE THAILANDAIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, Bureau national de statistique**, *The Mass Media (Television), list of statistical tables*, bureau national de statistique, 2008, 59 p.

**MINISTERE THAILANDAIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - Bureau national de statistique**, *The Mass Media (Radio), list of statistical tables*, bureau national de statistique, 2008, 59p.

**MINISTERE THAILANDAIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - Bureau national de statistique**, *The Education, list of statistical tables*, 2009, 38 p.

**MINISTERE THAILANDAIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION COMMUNICATION – Bureau national de statistique**, *Core Economic and Social Indicators of Thailand*, 2012, 162 p.

**MINISTERE THAILANDAIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION – Bureau national de statistique**, *Key Statistics of Thailand 2012*, 2012, 232p.

**MINISTERE THAILANDAIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION COMMUNICATION – Bureau national de statistique**, *Executive Summary – The Information and Communication Technology Survey in Household*, 2013, 6 p.

**REPORTERS SANS FRONTIERES**, bureau internet et libertés, *Sa Majesté l'intouchable. Thaïlande, Censure et emprisonnement : les abus du crime de lèse-majesté en Thaïlande* », 2009, 16 p.

**UBIFRANCE THAILANDE**, *Fiche marché : l'audiovisuel en Thaïlande*, 2014, 2 p.

**UNESCO**, *Indicateurs de développement des médias : cadre pour l'évaluation du développement des médias*, 2008, 74 p.

**UN OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS**, *Increasing restrictions on human rights defenders in Thailand*, 2014, 2 p.

## **Presse Ecrite**

**Alter Mondes**

**Asian Correspondent**

**BBC**

**Courrier International**

**Daily Mail**

**Dissent Magazine**

**Gavroche Thaïlande**

**Huffington Post**

**Ijsberg magazine**

**Khaosod English**

**L'Express**

**Le Monde**

**Le Point**

**Les Echos**

**Libération**

**New York Times**

**Prachatai**

**Thai PBS**

**Thaïlande.fr**

**The Bangkok Post**

**The Christian Science Monitor**

**The Diplomat**

**The Nation**

**Vice News**

**Voice of America**

**Washington Post**

### **Radio**

**France Culture, Emission Affaires étrangères, *La Thaïlande des militaires*, en partenariat avec le Courrier International, 24/05/14**

### **Thèse de Doctorat**

**KUSUMA K., *La présence et la représentation de la violence dans les médias en Thaïlande. Réflexion sur la période 2004-2006*. Université Paris II Panthéon Assas., 2013**

## Webographie

<http://adb.org>

<http://altthainews.blogspot.fr>

<http://asiancorrespondent.com>

<http://bangkok.usembassy.gov>

<http://bbc.com>

<http://bigstory.ap.org>

<http://csmonitor.com>

<http://dailymail.co.uk>

<http://diplomatie.gouv.fr>

<http://diploweb.com>

<http://donnees.banquemondiale.org>

<http://eeas.europa.eu>

<http://englishnews.thaipbs.or.th>

<http://eMarketingServices.fr>

<http://enlawfoundation.org>

<http://fidh.org>

<http://franceculture.fr>

<https://freedomhouse.org>

<http://freedom.ilaw.or.th>

<https://freedomhouse.org>

<http://freethais.org>

<http://freethai.us>

<http://gavroche-thailande.com>

<http://geoatlas.com>

<http://globalpost.com>

<https://google.com/transparencyreport>

<https://govtrequests.facebook.com>

<https://hrw.org>

<http://huahin.bangkok.com>  
<http://ilaw.or.th>  
<http://ilo.org>  
<http://infocrise.org>  
<http://insightonconflict.org>  
<http://interpol.int>  
<http://landdestroyer.blogspot.fr>  
<http://lepoint.fr>  
<http://multimediausa.com>  
<http://nbtc.go.th>  
<http://numerama.com>  
<http://partisosialis.org>  
<http://populationdata.net>  
<http://rsf.org>  
<http://techinasia.com>  
<http://thailande-fr.com>  
<https://thaipoliticalprisoners.wordpress.com>  
<http://tourismethaifr.com>  
<http://uk.reuters.com>  
<http://un.or.th>  
<http://voanews.com>  
<http://wan-ifra.org>

## Annexes

### Entretien n°1 : Porte-parole de Political Prisoners in Thailand (PPT)

Political Prisoners in Thailand est une association qui lutte pour la défense des prisonniers politiques thaïlandais. Leur combat est consacré aux individus détenus dans les prisons thaïlandaises pour crime politique. PPT se concentre sur la période contemporaine marquée par l'utilisation de la loi de lèse-majesté, et de plus en plus, la loi sur la cybercriminalité. PPT s'intéresse également aux politiques qui génèrent ces crimes politiques ainsi qu'aux événements en lien avec les droits de l'homme en général et la lutte pour la définition du progrès démocratique en Thaïlande.

PPT est un groupe totalement indépendant, qui ne bénéficie d'aucun soutien financier. En raison des menaces de la censure en Thaïlande, les membres de PPT doivent garder l'anonymat.

#### **How would you describe the evolution of the use of lèse-majesté law in the one hand, and the computer crimes act in the other hand, through time?**

The LM law has been around for more than a century whereas the CCA is relatively new, dating from the post-2006 coup regime. Both laws have been used in more politically-motivated ways since the 2006 coup. As Thailand's politics became more vigorous and divided, arrests and imprisoning through accusations of lese majeste and acts against "national security" have become increasingly common. Lese majeste and the CCA are used by governments and political figures to denounce opponents and to protect privileges and positions. We are deeply concerned and alarmed regarding the political uses of lese majeste and other repressive laws in Thailand. Specifically, we were troubled by the vigorous pursuit of lese majeste cases and so-called computer crimes by the Democrat Party-led coalition government that came to power, with military and palace backing, in December 2008. Both laws are used to protect Thailand's ruling elite.

#### **How do you consider the question of the succession of the King?**

We doubt it is an issue of much dispute at present. The current military regime seems to have been well-aligned with the prince. The current regime has been concerned to manage succession.

#### **What kind of actions do you take to raise the awareness to the international community concerning the situation for Thai political prisoners besides your website?**

The actions in Europe - demonstrations - against the military dictatorship have been effective. We hope that there is continuous reporting of political repression in Thailand by the international media.

**Would you say that the Thai people are accommodating to the long term military grip on power or that there is a growing discontent?**

It is difficult to say. Of course, people make their accommodations with the real situation of military dominance. However, there is discontent. The military knows that it must prevent a spark, and that means it is repressive.

**How can Thai citizen voice their discontent in this climate of silence?**

It is exceptionally difficult. We think the Dao Din students were remarkably brave.

**Do the lèse majesté law and computer crimes act target a political group in particular, or is it applied the same for every political affiliation?**

Yes, of course. Red shirts are targeted. The other group targeted have been enemies of the prince, with almost all of Srirasmi's family in jail.

**Do you consider the new media beneficial or detrimental to the process of democratization? And to the polarization of the Thai society?**

A bit of both. The mainstream media tend to be military pussy cats and linked to the anti-democratic ideologies of the middle class in Bangkok. But they have some journalists willing to push for a more critical approach. The non-mainstream media is split between anti-democrats and those favoring democracy, Thaksin or elections.

**How would you describe the treatment of political prisoners in Thailand?**

Cruel and sometimes so nasty that it is amounting to a form of torture when LM defendants are kept locked up without access to bail.

**In what extent is the judiciary body involved with the military?**

We do not know. There is an ideological convergence.

**Did the junta try to reach you in order to silence you?**

The PPT collective is all based outside Thailand. The junta makes efforts to block PPT in Thailand but the majority of our hits are from Thailand. (The WordPress statistics show that most of the page views are from Thailand).

**How do you see the future in Thailand?**

Bleak in the short-term. We are, however, still confident that Thais will eventually stand up against this military regime.



## Entretien n°2 : Anon Chawalawan

Anon Chawalawan est le directeur du Centre de Documentation sur la Liberté d'Expression de l'ONG thaïlandaise de veille juridique iLaw (Internet Dialogue on Reform, le Dialogue Internet sur la Réforme). Le site d'i-Law a été initialement établi pour proposer de nouvelles lois ou amendements aux lois existantes en Thaïlande. Depuis le coup d'Etat, i-Law suit et répertorie les informations concernant les violations des droits de l'homme.

### **How do you assess qualitatively and quantitatively the use of the lèse majesté law and the computer crimes act in the past few years, and especially since the coup?**

In term of quantity you can say that number of lese majeste case increase significantly after the 2014 coup. From January 2007 to 22 May 2014 at least 75 individuals were accused to committed lese majeste offense. However in this number not all were prosecute in the court. From 22 may 2014 to June 2015 at least 51 individuals were accused and prosecute under lese majeste. Most of them were persecute in the court. In term of quality, prior to the coup offense usually happen offline but after the coup offense happen online more than offline.

### **How did the junta use the judiciary body in order to legitimize its actions?**

The junta did not use the judiciary to legitimate itself, it is usually the judiciary that recognize the junta legitimacy. There were the case where activists filed a treason charge under section 113 of the criminal code against the leader of the junta but the court dismissed it claiming that even the coup was undemocratic action but since the interim constitution already granted the amnesty to the junta, the charge then dismissed.

### **How do the NBTC and MICT regulate the content of the media?**

I have to apologize that I have no information concerning this matter.

### **Can you describe the attitude adjustment sessions following the arrests?**

Shortly after the coup the summoning of individual for attitude adjustment were use as a tool to arrest suspect of the criminal as well as political charge like Lese Majeste. But later on it was use as a tool to silence activists who dared to express themselves against the coup or the junta. Currently attitude adjustment were done by at least 2 method, authorities either summon individual by phone call letter or other means to meet in a specific location or the authorities themselves will pay a visit to the residence of the target person.

### **How is the debate on the abrogation of the lèse majesté law evolving and by whom is it initiated?**

Opinion were diverse in at least 3 aspect:

1. This law is necessary and it is here to stay, if you commit no crime then there is nothing to worry.
2. The law is necessary however, the application of the law were worrisome. The sentence is too severe or the grantee of right to fair trial especially the right to bail that were mostly denied.

3. The law itself is the problem and not necessary, criminal defamation that was in the criminal code can also use to apply against those who committed an offense against the king.

In the past the group of law lecturers at Thammasat University used to take lead in the amendment of the lese majeste. However after the coup the group were in active as the junta put the pressure on them, at least 2 academicians in the group who actively called for the amendment were summon by the NCPO soon after the coup. Currently, there were no possibility for discussion in such a matter.

Please also note that Somyot, one of a prominent labour activist who campaigned for the amendment of Lese majeste was also sentenced to 10 year in prison under lese majeste. His accusation was that he is an editor of the magazine that published 2 article that contained lese majeste offense

## Entretien n°3 : Romain Zerbib

Romain Zerbib est enseignant-chercheur en stratégie et intelligence économique. Ses axes de recherche sont : les stratégies d'influence et de contre-influence ainsi que l'intelligence économique. Depuis mai 2014, Romain Zerbib est rédacteur en chef de la Revue Internationale de Management et de Stratégie. Il est également le fondateur et l'animateur du Global Strategic Award, un grand concours de stratégie d'entreprise.

### **Quelles stratégies communicationnelles les juntes militaires ont-elles l'habitude de mettre en place à la suite d'un coup d'Etat ?**

C'est une question qui est relativement générale, donc selon les situations, les lieux, les configurations politiques, les cultures, les rapports de force on n'a naturellement pas le même type de stratégie. Néanmoins on peut dire qu'il y a quelques invariants, on peut voir notamment les manœuvres qui ont été développées en Amérique latine, qui ont vocation d'abord à discréditer ceux qui sont au pouvoir à travers des informations réelles ou falsifiées, propagande ou mise en avant de faits qui sont déstabilisants. Après, par-delà la campagne communicationnelle qui vise à agglomérer les masses contre les dirigeants il y a bien assurément aussi des actions d'influence qui visent à redonner le pouvoir à ceux qui ont été opprimés de sorte à minorer le rapport de force. Donc au fond c'est toujours cette grammaire-là qui est mise en application. Et d'ailleurs à cet égard, on voit que c'est la raison pour laquelle les gouvernements ont tout intérêt notamment dans les environnements politiques turbulents de contrôler tous les leviers de communication. Dans l'hypothèse où vous contrôlez la radio la télévision etc., c'est plus évident de discréditer le pouvoir en place ou de fomenter des mouvements. Et d'ailleurs entre parenthèses, un des grands pouvoirs des américains, c'est d'avoir développé des structures qui sont transversales et qui sont très compliquées à domestiquer pour toute une série de gouvernants, où le but est d'utiliser les réseaux sociaux à l'encontre de leurs intérêts, où au fond certains peuvent court-circuiter les canaux traditionnels pour s'adresser directement aux populations locales par-delà la hiérarchie classique. Twitter, Facebook, tous les dispositifs de réseaux sociaux, qui sont des innovations américaines de la Silicon Valley, et qui sont des outils formidables pour court-circuiter les hiérarchies, comme on a pu le voir avec les printemps arabes. Ce sont des outils qui jouent des rôles très significatifs.

### **Peut-on parler d'opérations militaire d'influence quand les militaires la déploient sur leur propre territoire ?**

Tout dépend de la définition particulière que vous accordez à cela, mais oui, tout à fait. Au fond, d'une façon assez pragmatique, dès lors que des militaires déploient des logiques d'influence on est de fait dans une logique d'influence militaire. Les militaires utilisent aussi bien la guerre psychologique que des manœuvres de relations publiques. Moi je répondrais que oui, alors après ça n'est pas forcément politiquement correct, selon les conventions ou les textes qui régissent les nations qui de fait vont faire que certains pourront orienter et développer ce type d'application à leurs fins. On sait aussi qu'aux Etats Unis des cellules de communication domestique ont été développées pour faire en sorte que le peuple américain soit favorable à la guerre en Irak, ça avait naturellement fait scandale car effectivement en principe ce type

d'action est dirigée contre les ennemis de la nation et certainement pas en direction de l'opinion publique domestique. Mais on sait très bien que ça existe.

**Comment la junte parvient elle à légitimer son action sur la scène internationale par le biais de la communication ?**

Il n'y a pas de cadre général, votre question est moins communicationnelle que géopolitique. Si une junte pour des raisons quelconques peut créer des liens d'intérêts avec des acteurs qui sont ceux qui déterminent la nature des relations internationales, c'est ça qui change. Si vous avez une junte qui est en phase avec les intérêts de l'Occident ou de Pékin, il lui sera naturellement facile d'avoir une légitimité que dans l'hypothèse où elle complique les positions de Washington. C'est ça qui va vraiment déterminer les rapports de force. C'est moins une stratégie de communication car ici au fond la communication c'est soit d'occulter l'existence de cette junte, c'est tout à fait efficace, déjà que l'opinion publique internationale n'a aucune connaissance de ce type de groupe, ou alors de les valoriser en les caractérisant de révolutionnaires. Ici les méthodes de communication sont basiques, ce qui est déterminant c'est le rapport de force politique.

**L'intervention télévisée hebdomadaire du chef de la junte qui est intitulée « rendre le bonheur au peuple » est-ce une pratique courante au lendemain d'un coup d'Etat, et de quels autres canaux de communication l'armée dispose-t-elle ?**

C'est tout à fait courant en ce sens qu'une fois que vous avez techniquement pris le pouvoir, il faut pouvoir le légitimer par le biais de l'opinion publique. Il y a différents moyens de communication, généralement qui transitent par les médias traditionnels qui sont la radio, la télévision, les journaux, et il y a aussi des systèmes de légitimité croisés, le mieux est d'apparaître en présence d'acteurs reconnus comme étant légitimes sur la scène nationale ou internationale. Ça peut être toute une série d'acteurs, que ce soit des chefs d'Etat étrangers, des membres d'institutions reconnues etc. Donc généralement ici, c'est de démontrer que le pouvoir est légitime. Comme par exemple les dernières structures qui ont pris le contrôle de la Lybie, s'affichaient avec des chefs d'Etats européens de sorte à démontrer la légitimité, essayer de créer une confusion et des dispositifs démocratiques pour donner l'idée d'une bienveillance.

**Depuis des décennies l'armée thaïlandaise met en place un culte de la personnalité autour du roi, notamment avec le crime de lèse de majesté, l'hymne au roi au cinéma. Cette stratégie s'est révélée très efficace, le roi est adulé par toute la population. Au-delà de ce culte, l'armée tente de maintenir la hiérarchisation de la société et l'unité nationale à travers le concept de thainess, c'est-à-dire le fait d'être thaï, avec des attributs de thainess qui sont ceux de l'élite de Bangkok. La thainess est notamment articulée autour de trois piliers phares : la nation, le roi et la religion. Dernièrement le général Prayuth a lancé douze valeurs pour guider le mode de vie des citoyens thaïlandais, la première est « Fidélité à la nation, aux religions et à la monarchie », « préserver les coutumes et les traditions thaïlandaises », « pratiquer constamment de bonnes actions comme enseignées par sa majesté le roi », « Défendre l'intérêt de la Nation avant son intérêt personnel »... Le ministère de l'éducation s'est inspiré de ces douze valeurs pour écrire un poème que**

**tous les écoliers thaïlandais doivent apprendre. Que pensez-vous de cette stratégie de la thaïness ?**

Il s'agit assez classiquement de la définition d'un cadre qui permet de déterminer ce qui est acceptable ou ce qui ne l'est pas, et l'idée étant de fixer des normes pour pouvoir ensuite essayer de compliquer la situation de ceux qui ne rentreraient pas dans les normes que l'on définit. Donc ici ils fabriquent des normes sociales, psychologiques, culturelles qui correspondent aux intérêts que poursuit la Thaïlande.

**L'efficacité des stratégies d'influence de la junte est-elle remise en cause par le développement des réseaux sociaux, et de façon plus générale par l'amélioration de la couverture géographique des médias dans ce pays émergent ?**

Je ne peux pas vous répondre concernant la Thaïlande en particulier. Parce que là c'est très pointu, et le cas de la Thaïlande, je ne contrôle pas. D'une manière générale, on pense que la multiplication des réseaux sociaux va avoir tendance à fabriquer plus de vérité, compliquer le mensonge et en fait on s'aperçoit que c'est tout l'inverse. En fait, ces nouveaux dispositifs d'information sont réglés sur une vitesse qui relève quasiment de l'immédiateté, qui génère une course au trafic médiatique, qui complique largement aussi la capacité à déterminer ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, et que très paradoxalement, toutes ces nouvelles infrastructures médiatiques sont extrêmement favorables aux manœuvres d'influence et de propagande.

**A la suite d'un coup d'Etat, la junte a mis en place une campagne nationale du bonheur pour réunifier le pays. Comment peut-on mesurer la réussite d'une telle campagne dans le cadre d'un climat oppressif ?**

Là encore dans le cadre de la Thaïlande je ne peux pas vous répondre précisément, en revanche comment est-ce qu'on mesure l'efficacité d'une stratégie d'influence, il y a deux actions : soit par le comportement soit par l'attitude. Le comportement ça peut être le vote, ce sont des actions, ça peut être aussi le fait qu'il y ait moins de mouvements subversifs, révolutionnaires, de manifestations. Et au niveau de l'attitude, ça peut être mesuré à travers l'analyse des discussions urbaines, ça peut être des comportements dans certains programmes télévisés, essayer d'identifier aussi si certains acteurs subversifs ont un écho ou pas, essayer de voir dans la culture comment ça émerge etc. Mais c'est sûr que ça pose des problèmes significatifs dans un pays qui n'est pas libre, néanmoins généralement les gouvernements savent identifier les points critiques de la société où s'expriment des sentiments, des attitudes qui reflètent l'état d'esprit de la population. Donc au fond il y a toute une série de moyens pour mesurer l'efficacité de ce type de politique. Ça peut être aussi un rapport monétaire, la confiance que l'on accorde au pays, les flux migratoires, il y a une multitude de facteurs possibles.

**En parlant de confiance monétaire, quel type d'influence vis-à-vis des entreprises pour rassurer le commerce extérieur et les marchés financiers face à l'instabilité politique ?**

Encore une fois de façon très générique, c'est vraiment une question diplomatique. Au fond, dans chaque sphère d'influence, schématiquement pour parler de l'Asie du Sud-Est, comment est-ce que la junte entretient ses relations avec ses principaux partenaires que sont le Vietnam, la Chine etc., tout va dépendre au fond des liaisons entre chancelleries. Les chancelleries sont

vraiment le département spécifique de l'ambassade dédié aux affaires commerciales et économique. Donc ici c'est d'avoir un rapport de force politique qui déterminera si le pays sera ou pas traité de façon négative dans les médias. C'est vraiment ça qui va déterminer. Donc au fond, si la junte réussit à démontrer un certain attrait, que sa présence en qualité de gouvernant a aussi un effet positif sur ses partenaires économiques, ces derniers seront plus enclins à lui réserver un sort soit neutre ou soit positif, par une tribune etc. Si en revanche la junte commence à poser problème pour l'émancipation d'un des acteurs clés, on peut imaginer qu'il entreprendra alors des manœuvres de déstabilisation communicationnelle, comme des campagnes de presse qui soulignent le fait que cette clique au pouvoir n'est pas légitime, est criminelle, est adossée à des trafics, de sorte à méthodiquement compliquer sa position, introduire des informations au sein de la nation pour compliquer aussi le rapport que cette junte entretient avec sa propre opinion, ça peut être des blocus, des blocages commerciaux ...

**L'évolution de la crise, c'est-à-dire une junte qui s'installe et les leaders d'une majorité démocratique systématiquement évincés par l'armée peut amener les analyses médiatiques internationales à la comparaison avec les printemps arabes ou encore Hong Kong, et à soutenir une insurrection populaire et démocratique qui soit favorable aux chemises rouges et au clan Shinawatra. Comment la junte peut-elle faire face à ce genre de critique ?**

Je ne connais pas très bien le système politique thaïlandais mais d'abord, en essayant de faire en sorte que ces critiques-là n'imprègnent pas l'esprit de son opinion, c'est fondamental. Par ailleurs, en tenant les structures du pouvoir, militaire, économique domestique et enfin si ce sont que de petites actions médiatiques éparses, ce n'est pas grave, vraisemblablement que ce sont de fausses ... que ce sont des journalistes un peu mondains qui écrivent des tribunes sur le sujet ; mais si en revanche ça traduit une ligne de la politique extérieure américaine etc., alors là à mon avis il n'y a pas grand-chose à faire. Sauf à être soutenu par une autre hyperpuissance locale type Pékin qui voudrait contredire les positions géostratégiques. Typiquement, ces pouvoirs-là sont peut-être souverains au sein de leur propre nation, mais à une échelle plus macro ont besoin de parrains, de soutien significatifs, au même titre que la Corée du Nord a besoin de Pékin etc. Si vous voulez, de mon point de vue c'est beaucoup plus des enjeux de relations internationales que de strictes répliques communicationnelles.

**Oui d'ailleurs la presse a du mal à comprendre...**

Et c'est là pour moi la vraie question à travers ça, c'est qu'est ce qui détermine le choix d'une junte qui est occultée ou qui fait l'objet de critiques timorées ou au contraire de fait qui va se faire démonter la gueule par toute une série de médias et d'actions médiatiques, diplomatiques, économique etc. Là-dessus, vous avez un livre exceptionnellement intéressant de Noam Chomsky, sur la fabrique du consentement. Alors lui il a fait des études sur des corpus presse dans le cadre de la guerre froide, et il analysait les nuances d'émotions et de traitement journalistique que suscitaient des faits comparables et qui tantôt se situaient dans l'axe soviétiques et parfois dans le côté occidental. Ces stratégies médiatiques s'inscrivent dans un cadre plus général et elles sont subordonnées à des logiques diplomatiques qui déterminent le champ des possibles. C'est très important, autrement on peine à comprendre comment de petites juntes réussissent à tenir des pays, d'autres sont mises en échec, je ne crois pas qu'il faille aller

chercher les manœuvres communicationnelles de la junte, mais à travers un schéma plus général de relations internationales, qui vexe l'autonomie et la liberté d'acteurs clés. Et ici la variable déterminante est vraiment les rapports internationaux.

### **Les rapports internationaux sont basés sur la communication.**

Je crois que la communication après sert à légitimer ou à incarner des lignes politique qui sont d'abord établies sur des bases stratégiques. Par exemple imaginons que demain, pour compliquer la position chinoise et limiter les alliances en Asie du Sud Est, j'ai intérêt à fragmenter le rapport avec Pékin, admettons que j'ai intérêt à placer une junte spécifique, ça c'est une des figures stratégiques. Et seulement après je vais me donner les moyens de cela à travers des moyens de communication et d'influence.

**Le chef des armées et premier ministre Prayuth s'est forgé une image d'homme très sévère et autoritaire, qui s'emporte facilement, surtout auprès des journalistes qu'il menace régulièrement. En mars dernier, quand un journaliste lui a demandé comment le gouvernement traiterait ceux qui n'adhèrent pas à la ligne officielle, Prayuth a répondu sans l'ombre d'un sourire « nous allons probablement juste les exécuter ». Il a également créé une polémique dans la presse internationale en septembre dernier quand un couple de touristes a été assassiné sur une plage, il a déclaré « est ce qu'elles peuvent être en sécurité en bikini ? A moins qu'elle soit moche ». Dans quelle mesure le manque de modération et de tact du général dans ses interventions publiques lui est préjudiciable ?**

Dans la mesure où après je connais mal les rapports de force en question mais en tout cas ce n'est pas enclin à susciter l'adhésion au général. Après on peut parler de facteurs déclencheurs de crise, c'est-à-dire que ça peut susciter l'ire de certains groupes, même internationaux, d'institutions, d'ONG qui après pourraient l'avoir dans le viseur, naturellement. En tout cas c'est le genre de déclarations qui est encline à fabriquer plutôt le consensus contre lui. Je parle dans son rapport à l'opinion internationale qui légitime des lignes de non-violence, de légitimité des Etats ... ça ne le rend pas sympathique quoi. En termes de soft power, ce n'est pas terrible.

**Comment la société civile, les médias, et les citoyens peuvent-ils organiser une contre influence au discours de la junte quand le débat sur la monarchie est confisqué et quand la liberté d'expression est si sérieusement menacée ?**

Traditionnellement, ce genre de manœuvre transite par les diasporas qui sont éclatées à travers la planète et qui peuvent s'adresser soit à l'opinion thaïlandaise si jamais la dictature n'est pas trop répressive ou alors à d'autres relais d'influence, depuis des lieux qui leur confèrent une certaine liberté. Ça peut être un levier, autrement il y a d'autres possibilités pour attirer l'attention de la presse internationale, imaginons des manifestations qui perdurent dans le temps. Encore faut-il que d'autres éprouvent aussi la volonté de les faire bouger, le plus dur c'est si jamais vous avez un consensus des nations puissantes ou déterminantes qui fixent un journal des relations internationales favorables à ce que la junte demeure au pouvoir.

## Entretien n°4: Saksith Saiyasombut

Saksith Saiyasombut est un journaliste indépendant et un blogueur politique thaïlandais. Depuis 2010, Saksith écrit abondamment sur la politique, l'actualité et les problématiques de liberté d'expression en Thaïlande dans le blog Siam Voices, hébergé par le réseau d'actualité en ligne Asian Correspondent.

### **What are the strengths and weaknesses of Thai media?**

Let's start with the weaknesses first. The weaknesses of the Thai media are pretty much what's wrong with Thai society as well. I mean if you have a society that doesn't teach to think critically, to ask questions at all times and just, you know... accept things that are set by, just because somebody is in a higher position than you, that reflects also in the media. You don't have that many people that ask the right questions or ask any questions at all. And if you have read Duncan MacCargo as you have, he would say the same things and the newsrooms they are very top-down in hierarchy. So if you are at the very bottom of the newsroom and you are just a reporter, you don't have much freedom to do stuff. You are just being sent to go to that ministry and collect the info and that's it. And you are not supposed to write a lot, you are not supposed to elaborate a lot. And also then that's another consequence because you don't get context. When you read a lot of Thai language news you don't have a lot of context and you don't know actually what's going on. If you don't follow Thai politics a lot, or if you are not a hardcore nerd like I am about Thai politics, then people don't actually know what is going on. I mean, you don't see the bigger picture, you don't see the developments of certain issues or certain stories. And that is why I started to do my job, because I felt I needed to point out what if that guy said this today, but last week he said the complete opposite. I think it's the main problem. And also the other problem is, I mean, that also kind of positive, the media ownership is still very murky and not very transparent. You know, most free TV stations are state owned. So the TV stations that have the biggest viewership is owned by the state, by the military or some other way is not truly independent. Maybe just one, maybe Thai PBS but that's about it. And whereas the print media, the newspaper, the magazines they of course are privately owned. Of course, all these business people have their own agenda, but I mean, who doesn't? And because of that, there has always been a bigger diversity of opinions in print than in broadcast media. And I truly believe that there has been a time when Thai media and Thai journalism was at its strongest, it was somewhere between 1993 and 2006 so when there was a big diversity, when media outlets were not shy of controversy.

### **It corresponds to the toppling of Thaksin Shinawatra?**

In before that. When Thaksin came around, they were not afraid to go against him as well. So Thaksin became a punching bag in a way for the media.

### **And things got complicated after the coup?**

Yes, definitely. They became definitely more complicated after the first military coup. You had a military rule for a year but then also it became more complicated because of the political polarization because basically, people were splitting up into two groups and going against each



other. But also because they are so fixed in their opinion and viewpoint that they don't accept the other side or don't see anything in between.

### **How are the media politically structured in Thailand?**

I kind of already said in the other question. So you got the broadcast media that are mostly state owned, we may talk about the free TV channels, by the military radio stations are kind of the same, but you also got the community radio stations, which are very local, very community driven, these radio stations probably have a listenership of a couple of dozens and doesn't go anywhere beyond the village. Print as I said are mostly privately owned and they have their own agenda but at least there is a bigger diversity of opinion in print media than in broadcast media. And there is this thing called the Internet, in Thai media it is pretty much like the Wild West because you still got everything and nothing. I mean yes, the newspapers try to catch on and go online but from what I hear from my colleagues and business insiders they all say that they are all tanking. They make losses because of the internet, and also because they haven't figured it out. It's good for us as consumers because there is a lot of free content right now, same for the news channels that put a lot of clips on YouTube or whole shows so the thing is that all of them, all of media in Thailand is still very dependent on advertising. So once that runs out or once there is less advertising money out there, then we're in real trouble.

### **Does it have to do with politics?**

It does. That's a thing when you compare to another country, especially when you compare to let's say more established countries that have bigger press freedom, Thai journalists are much more vulnerable than elsewhere. I mean not only are they paid miserably – they deserve much more – it's also not the most popular occupation in Thailand. And that is why these guys are vulnerable to all kinds of influence, all kinds of abuse, and all kinds of pressure. I mean whether it's somebody that doesn't like what you write - so if it's a private corporation they pull out the advertising money, if it's a politician, he would talk to your boss or boycott your organization. If it's a private person, defamation laws are still very very easy to do so... There is not a lot of protection for journalists, or no protection at all. If you are a reporter at the very bottom of the command chain, at the very bottom of the hierarchy in the newsroom, you are expendable, they can throw you under the bus and get the next guy. But you can see it doesn't contribute to the quality of Thai journalism, because everybody has to be careful about what they write and that kind of compromises. There was another thing I was going to say, about the media structure, the media ownership. With the political crisis, and with mainstream journalism not doing their job, it creates a lot of chances for alternative media but it also created a lot of risks and a lot of dangers for people being entrenched in their own opinion. So, we got the red shirts, we got the yellow shirts, we have the PDRC, and they all have their own media outlets: they have their own television channels, they have their own websites, their own newspapers even, and those are just amplifying their own propaganda. In my opinion, that also contributed to the polarization of Thai politics and of the Thai society. The only good thing about it though is that these TV channels have devoted and discussed more Thai politics on air than the mainstream media. That is the only good thing - I mean, you can question what they are actually talking about but at least they are talking about it. So at least they are talking about 2 hours straight of Thai politics which we don't had before – that is the only good thing about it, I mean people

are being more interested in Thai politics, whether that is for the right reason that's another story.

**When you say the journalist career is not popular in Thailand, is it because of the vulnerability of the profession?**

I think it's more the other way around. Because they are not popular they are more vulnerable. The reason why being a journalist in Thailand isn't really popular is a good question. I mean, personally I think it's an unpopular job because you have to be unpopular. You have to be that asshole that asks the question that nobody wants to hear. So that's my personal opinion. And you know in a culture that rather avoids confrontation that is of course something that .. it doesn't seem to be comparable but I don't want to say that just because Thai culture doesn't mean.. that is the same reason people would say that's why democracy doesn't work. It's just, you know, the things that I said in the first questions, it's so very top down, so very vertical, that you have to change a lot so that journalism become a vital part of the political discourse and of the society, and be an important player in society.

**About defamation, is it more citizens who tends to sue or is it more from officials?**

It's more private persons, suing other private persons because they don't like what they read. It's less officials, I mean officials they would find another reason to go against you. I mean it's not as wild as that you get arrested. We're not there yet, even though under the military rule it's more likely or it's more possible that that can happen. So the thing is that officials they say "I don't like what you wrote, but well I can talk to your boss and then he will fire you", so that's more the way that officials would do that. Or they would just say "don't believe that bullshit. Believe me, because you know, I'm your guy, because I'm at the top and that's why, you're at the bottom that's why you're not right." Okay that's very simple but that's kind of how the mentality is about that.

**Is the media handling prejudiced by the prominence of Bangkok upon the rest of the country?**

Yes. The short answer is yes. Long answer is, because all national media outlets are based in Bangkok, everything in Thailand is centralized anyway so it's like Bangkok is the center of the universe. And again, I'm quoting McCargo here, because everything is based in Bangkok, everything that happens outside of Bangkok is treated as a regional thing. If it's a crime story, it is still a regional story and not a crime story. If it's a political story that happens outside of Bangkok, it's still a regional story and not a political story. And because it is being sectioned into the regional section, nobody reads that – or nobody in Bangkok reads that. And so, for many, even people inside the newsroom, they think that everything outside of Bangkok is still such a hinterland, such a wild west, I mean uncivilized whatever – which is kind of ironic because I cannot imagine that everybody in the newsroom is from Bangkok, there got to be some people from outside of Bangkok. That's why most of the mainstream media sometimes really don't know what's going on there I mean, yes they have reporters outside of Bangkok, and those are mostly freelancers. Most of them aren't even reporters, they are just so-called fixers. They just get information, or just get a quote and do that for you, but some of them may or may not be reliable and some of them may or may not be biased or bought or whatever.

### **They are not the ones who do the analysis**

Yes exactly. They just report, or are not even reporters, they just get the information and give you the basic ingredients for a news report. As I said, very few media organizations actually have correspondents outside of Bangkok. Again, I think Thai PBS is the one that comes to my mind that does that, that have at least one reporter in the different regions. My perfect example about how mainstream media have totally missed what was going on with the red shirts. In 2010, when they came to Bangkok in masses, everybody in Bangkok was shocked like “Ehhhh !? How could they come with so many people and come so organized?” The thing is that if you would have read foreign media, you would have known about it. They have chronicled the developments of the red shirts in Isan and in the North already, they wrote that they had weekly fundraisings, they wrote that they had regular meetings and and talks about these things so you could have seen it coming if you had invested in a better correspondent outside of Bangkok.

### **What can we find in Thai language media that we cannot find in English speaking media about the crisis?**

The details of what’s going on in Thailand. Because of the nature of foreign correspondents or because of the way that they have to work and the way international news is being treated in other countries’ media, they have to explain about a subject, about a country, in very broad terms, because you always have to assume that the viewers or the readers don’t know anything at all about the country. So basically you have to give them the short story, but you also have to give them the bigger picture about actually what’s going on. You can’t go so much into the details as you would be able if you are Thai media, because you don’t need to explain a lot, that’s the thing.

### **So foreign media tend to have more a macro perspective and Thai language media is more micro?**

Yes exactly. The thing is that in my opinion, Thai media sometimes has a micro perspective to a fault. They overdo it sometimes. So as I said, when you read Thai news a lot you don’t have the context, you don’t know the background. Here is another example: during the floods of 2011, I was there for two weeks, I was there every day getting my feet wet, literally. But I had the impression that those people who freaked out the most were those people that were least likely to get hit. So everybody that was in central Bangkok, along Sukhumvit [Road], they were least likely to get hit but they were freaking out the most, they absolutely lost their shit. So not only was I absolutely annoyed by these people, but I was thinking like “What’s the reason? Why are they freaking out so much even though they would not get hit?” and they didn’t get hit. I wrote about it, I said it was the domestic media’s fault in a way, because it was like you know you had too much information, you were literally being flooded by little pieces of information. The media is correct to cover the flood crisis the way they did: hours and hours of coverage because it’s a public service. They kind of overdid it by saying “that street is flooded, that street is flooded, that street is flooded...” instead of explaining the bigger picture. You only get little pieces of information but you don’t have somebody that explains you what it means in general. That’s probably the best example to answer your question.

**And what is the difference between Thai English-language media like *The Nation* and the *Bangkok Post*, and Thai language media?**

When editors of international desks have to resource something, when they have to look up something about Thailand but don't have somebody to talk to in Thailand, not a correspondent, not an expert, nobody – then they'd always go to *The Nation* and *Bangkok Post* and read what they report. I mean yes, you get the same news but you must not assume that it is representative for all of Thai media. Because these two newspapers have been created with a specific target audience in mind: expats, English-speaking Thais, upper and middle class Thais that are capable of speaking English – that's it. They are not even thinking about readers from outside of Thailand because back when they were founded there was no internet, and even today it's like they don't know there are people outside of Thailand reading their website, which is kind of ironic because both newspapers actually have run campaigns saying “your window to Thailand” or “your insight to Thailand” or whatever bullshit. They are not representative of the whole spectrum of opinions in Thailand, this is probably the easiest answer that I can give you.

**What kind of communicational strategies have been implemented by each of the political party in the conflict in order to promote its ideas and attack those of the rivals?**

Of course it depends which group we're talking about. This is more specifically about 2013-2014 right?

**Yes. The UDD and red shirts in the one hand, and the PDRC and Democrats in the other.**

I still want to start with the red shirts in 2010 first. Here's the thing some people get wrong: we haven't had a 'social media revolution' - yet. When people like to think about what happened in the Arab Spring, no we haven't had that with the red shirts in 2010, definitely not at all! So how did they communicate with each other, how did they get the message across? So they had the mobile phone, but they were mostly done by SMS, so it was still very one-way communication. They had the stage, so also very one-way communication. Still the best thing is still they just simply talk, you know as one guy says to the next guy and then you have a chain of communication - so basically the oldest form of social media - is that. Some say it's a very primitive way of getting a message across, I disagree with the word: it was still a very *effective* way of communication and organizing. What all political groups have in common though are those media outlets that I talked earlier. They all have their own media outlets, they all have their own satellite TV channels which are funded by donations or by fundraising or by merchandising or whatever. And as I said before they are just amplifying their own opinions so they just talk to themselves and talk shit about the others. So the thing is that when the PDRC did their protest, it was three to four years after the red shirts, so things have changed a little bit: everybody's got a smartphone now, and everybody has better access to the internet, everybody can use the internet now. So BlueSky Channel - the propaganda TV channel of the PDRC - they have livestream, they use Facebook, they have used the social media as a weapon, and social media in general have been more utilized as a weapon against political rivals, you had witch hunts against the others at various times. Here's a thing about social media during the PDRC protests though, it was a very effective propaganda with little substance. It's because you had a lot of people there, you had a lot of people at peak times coming to the protests during

lunch time or during off work hours, and everybody was taking the selfies and everything – but ask them why they are rallying, they say “I don’t know ... My friend came here and she dragged me in, she said I should come here so I came we have all fun but I don’t know what they are protesting for, probably a good thing, right?”. Basically you had a lot of people just participating and don’t knowing what the fuck is going on.

**Would you say the uprising of the red shirts are comparable to the Arab Spring?**

No, not at all.

**I mean with the idea of rural mass people craving for democracy**

That aspect kind of came after the revolution. There is one aspect, I have a chart, because I talked of that a couple of times with other students before. This is a slide from a presentation I did a couple of years ago. My main argument why Thailand doesn’t have a social media revolution or won’t have a social media revolution, basic simple demographics is the main reason why. In Iran 2009 they had a “Twitter revolution” or they tried to have a “Twitter revolution” but you can see the second line here: Egypt and Iran are much younger countries on average. You have a higher online penetration in Thailand though, but you don’t have as much youth unemployment in Thailand, and also Egypt and Iran are much more urban than Thailand in itself, so that’s my main argument why it’s not the case here. This data has couple of years so it might have changed but it was my argument back then and the general idea is still the same. The consequences of the Arab Spring can definitely be compared to Thailand. Everything that happened with the Muslim Brotherhood and the military coup that happened at that time and you got General Sisi - kind of like Prayuth.

**During the conflict, media outlets tended to cover the PDRC protest more than the UDD ones. Is it because the media handling of the protest was biased, or is it because the PDRC protest was more important, or is it something else?**

At that specific time the UDD and the red shirts deliberately kept a low profile. So they said at that time: “we are not going to engage with the PDRC, we are not going to confront these people, we are going to stay where we are, we are going to stay outside of Bangkok”. So there was a deliberate decision by them not to confront them. When the red shirts came, the PDRC had been here for a couple of weeks or months already, so they were there for a much longer time, they were much more centralized. The thing is that the PDRC’s thinking about the protest is “any publicity is good publicity, so let’s blow up shit”.

**Would the PDRC have liked a confrontation with the red shirts?**

Let me put it this way: the PDRC movement was so big that there are a lot of militant elements in there, and there are a lot of militants who are there to deliberately start trouble. Basically you can claim “we are the good people” but they can’t deny they had a lot of thugs in their ranks, and even thugs that are disguised as monks.

**In comparison there are to say no troublemakers in the red camp?**

There are, there are, they just had them under better control at that point. The thing is that I am certain that there are definitely militant elements among the red shirts that are ready to strike

when it comes but here's the main difference, this is a bigger point: the whole thing, the whole political crisis and the reason why the coup was possible is because the protest have created so much trouble and they have created so much chaos that everything came to a screeching halt. Nothing was working anymore: politically, Thai politics was down, it was weak and it was at a complete stop, and that is why the military could come in so easily. I'm going on a side note here: whenever people say "the coup was necessary because there was too much chaos and we don't know what is going on", but they are talking like it was a natural disaster. No, this was a man-made disaster. The PDRC created a dead-end. So it was a deliberate plan over 6 months to weaken not only the Yingluck government, but democracy in general so the coup was possible. So it was planned all along. And also that's why they kept themselves in the headlines as well, so that is why it is more important – not because of bias – but also at times because these assholes were threatening reporters!

### **Do you find that international media were in favor of one political side of the conflict?**

For me it's important that journalists are supposed to be biased against those who want to restrict freedom of speech and freedom of the press. That is basically our duty to be that. And it is our duty as journalists to be on the side that is struggling for freedom and for freedom of expression, which is top priority. I am not saying everybody does that, and there are a lot of people who can't do that because of different circumstances and in a way, when a lot of Thai people say the foreign media are bought by Thaksin or they are biased because I don't know what... that's bullshit. First of all, Thaksin doesn't have that much money.

### **But he is always portrayed as a billionaire ...**

He is a billionaire but you know, there is one specific example: the New York Times wrote a critical article about the military or about the PDRC, and all these PDRC fan boys they say "NYT are bought by Thaksin". A Chinese billionaire wanted to buy the New York Times and could not do that, you think that Thaksin would have be able to buy that thing? That's bullshit, sorry, I am cursing more than yesterday. Here is the thing: I said before that Thai media have failed to do its job and to cover all aspects and all sides. That is where the foreign media come and the foreign media is more sophisticated in that regard that they are searching for more stories elsewhere. They are not as complex as Thai domestic media. I am not saying that everybody is perfect and I am not saying by far that everything is good there, though a lot of these people are my colleagues and my friends, but you want to call that bias, I am not sure you can call that bias it is just that they are covering a different side of the complete spectrum that other people have missed or don't want to see that. And also as a side note, the thing is that the debate about neutrality of journalists is as old as the medium itself. Can a journalist be truly neutral? No he can't. Can they be objective? Yes, they can. So can somebody be totally unbiased? No. But in my opinion it is more important that a journalist is impartial and also not partisan and also transparent about their opinion. Then they are being neutral or objective or whatever.

### **What is the difference between being biased and being partisan?**

To be biased is to have an inclination towards something. It is not the same thing as sympathy as well, or empathy. Being partial, being partisan, I mean partisan is the worst form of being

partial, it just simply means you subscribed to a certain group or a certain believe, and don't accept anything else. If you are so fixed and so stubbornly on one position, and don't acknowledge the other side, that's pretty bad. And even worse is when you are not transparent about it. Let's take me as an example: I am very transparent about my opinion, I am very transparent about where I come from, am I biased against the military junta? Yes of course, because they threaten the very nature of our job. Am I partisan? No, because I am not subscribed to the red shirts, I am not subscribed to the Democrats or whatever, but I have my own standpoint. And I have been completely transparent about that the whole time.

**Do you think the international media have difficulties in understanding who the different parties in conflict are? It may be easy to be confused between the red shirts are, is it the UDD, or a political party called the red shirts – and the same goes for the other side, between PAD, PDRC, yellow shirts and Democrats ...**

You are right, even though the Thai political crisis has been conveniently put into two colors.

**The use of the two colors is made in order to facilitate the comprehension?**

The thing is that you are right, I mean foreign media has become so much the point that you can say "yellow are those people and reds are those people, and okay, those people there let's put them to that side as well". The main problem about covering Thai politics for foreign media is there has been so much shit going on for the past ten years, how the hell are you going to explain it in three minutes? So I think that it the main problem, it's like this has being going on for so long, and so many people have come and gone, so many groups have come and gone and also there are so many different places, so many different stakeholders in the background as well, and it's about so many different issues, I mean how are they going to explain this in a couple of minutes or just one page? So the thing is that I covered it, I covered it for so long already, I can definitely explain to you what is going on there. Can I explain it in five minutes? No. Whenever I meet somebody new and talk about my job and he or she asks "What's going on in Thailand? ", it's like "well... how many hours do you have tonight? Can you buy me a drink, or buy yourself a drink because it's gonna be very long." So to summarize: the trouble about covering Thai politics for an international audience is, it's gotten so complicated and it's gotten so long, it's basically a disaster in slow motion. We have short attention spans and what is going on is way too slow for our attention spans.

**One year after the coup, does the junta seem to ease its grip on power toward media, or would you say the situation is worsening?**

I think the situation is definitely not improving, it's probably worse. I mean, the junta knows that it cannot go out and arrest all the journalists out there because they know it's bad press. But the thing is that still ever since the coup, the Thai military is still mentally in the cold war. They still think very black and white, or red and yellow, whatever. They don't really see shades of green. That's why they only accept one truth, and it's their truth. And they don't accept anybody else's truth, because it's not the truth. They say: "we are here, we're at the power, so we are right". And that's why they don't accept anything else as a truth. That's why they are very keen to maintain that. They're very keen to maintain their message, they're very keen to facilitate to maintain the truth. And that's why they basically bully everybody else that don't

agree with them. The easiest, the most visible example is of course Prayuth himself as the main bully, and at the press conferences, you got journalists there that are being chided by him all the time. But then again you have, that's also his anger issues.

### **Media talks a lot about Prayuth' anger issues and picture him as a cold man having his wife advising him to be calm and smile to the journalists**

Here's the thing about Prayuth. That guy has been a military man all his life, and a very proud military man also. And now all of sudden he wants to play the politician, but doesn't know the rules of being a politician. He only knows to get respect by fear or by authority or get authority by force. He's basically a boss, not a leader. But it's not Prayuth himself, I mean it's also the whole military, there are many subtle ways that you can do that by inviting or summoning journalists and say "please don't ask these questions, don't make him uncomfortable, this is very difficult times and it is very important that they do their job" etc. So this is the soft approach. The hard approach is like: "yeah ... no." And the same thing goes for foreign journalism, I sent you the link yesterday where the visas are getting delayed or they have been interviewed by the foreign ministry about their political point of view, less about their work... They really want to keep a tight lid on it. But here is another thing: we haven't had a case yet where other foreign journalists have been thrown out of the country, which is the worst thing that can happen to a foreign journalist. But to a Thai journalist though, we also never had a case yet where they have been arrested. I debated with a friend about that, he said that it's about this climate of fear so that people self-censor. I kind of disagreed with him, I said yeah we have this climate of fear because it is possible that they do that. And my friend said "yeah that's what they want you to think". So we basically had this disagreement if they are actually going to do it or not going to do it. My friend said they are not going to do that, they just want you to think that, I said "yeah, but nobody is going to try that though."

### **Does the lèse-majesté law target media professionals peculiarly?**

No. As horrible as the lèse-majesté law is, as disgusting how this law has been utilized, there have been cases when journalists have been targeted, I've been thinking about that since yesterday, even Jonathan Head from the BBC has been targeted, the whole FCCT board (Foreign Correspondent's Club of Thailand) has been targeted by lèse-majesté before, but that case got dropped eventually. I wouldn't say that lèse-majesté law has been used specifically against journalists, I would rather say it has been indiscriminately used against everybody, and by everybody as well.

### **And what about the Computer Crimes Act?**

It's in the same vein. The thing is that it makes the job of journalists harder, and also the new cyber laws that we have. That makes it even harder for the journalists to do their job because everything is so vaguely written or it has so many possibilities for authorities to abuse it. So that is the problem about these acts so ... I don't think they have been designed to target press specifically, I would rather say it's a convenient side effect on them though.

### **Are some ideologically oriented media more targeted by the junta than others?**



Yes, especially if they have the wrong ideology, hum “wrong” ideology. So the red shirts have been targeted since the coup of course, I mean they have been shut down. And also I sent you the link yesterday where the decisions has been deemed illegal by court ...

**Yes, Peace TV, right?**

Exactly. During the coup, or when the coup was happening, all channels got blacked out. But they were allowed to get on the air pretty soon as well but they have been told: “don’t do anything political, don’t do anything controversial”. Let me put it this way: all political partisan TV channels have been discriminated, but some have been more equally discriminated than others.

**What are the official bodies of the junta in charge of the promotion of its image and what are their actions?**

So we got the Internal Security Operations Command (ISOC) that does the propaganda, but they have been doing this since the Vietnam War, so that’s nothing new for them. You got the Prime minister’s office, that does this weekly TV show, for example there are these short movies, twelve values bullshit that we talked about yesterday.

**Can you tell me about the Prayuth’s weekly television address?**

It’s Prayuth’s weekly hour(s) when he can say anything he wants without check for as long as he wants to. It’s his weekly TV address, I mean normally the Prime ministers in the past they have these weekly TV addresses as well but they were on Sunday mornings. Prayuth’s thing is on the Friday evening, during prime time, somewhere in between 9 or 10 pm, and he goes on all free TV channels and he is talking about the work that his government is supposedly have done. But here is the thing: Prayuth in his nature, he talks without a script, or any coherence at all. So he just talks and talks and talks and rumbles on about things. Because he always has this image of a very annoyed uncle. You know he always says things like “do I have you tell you idiots what to do again?..” To tell you a little bit about the background, to tell you about behind the scenes things: all these addresses are pre-recorded, mostly on the same day, all TV stations don’t really know when he’s going on and for how long, so they only get a note or get a call at 6pm or 7pm which is like: “okay he’s going to come on air at that time, and he’s going to talk for this long”. And it’s very fluctuating, sometimes he talks 20 minutes, sometimes he talks half an hour, sometimes 90 minutes. And for TV stations, for programming directors that’s of course a total horror, because they don’t know how to schedule their programs, and because they get late notice. And because of that also, a lot of TV stations have lost a lot of advertising revenues. Because normally that’s also the time when you have the biggest prime time soap operas on, and that’s of course when the biggest advertising money goes too. And also you have a lot of people that are very unhappy because they don’t get to see that. You don’t want to fuck with Thais about the soap operas.

**They are very important for Thai people.**

Very, unfortunately, but still yes. But to be honest I would rather watch a Thai soap opera than him. And here’s the thing: is anybody watching Prayuth’s speech? Probably not. He himself is actually complaining about that. He’s like: “why aren’t you watching me? Because this is

important". We don't know the ratings because they are not being published, but I can't imagine it to be a total hit. So that is his TV address thing, and everything else is still, the propaganda machines are kind of the same like before the coup. You got various ministries like the ministry of culture that does that, you got the education ministry that does that in the schools. You got the military itself that still has a big propaganda apparatus, even before the coup, like on Children's day every year, and you got kids coming to the barracks and play with tanks and guns and everything, like every year, but the thing is that it's more sickening if you think about that the military is actually ruling this country right now. So if you would ask is there a difference before and after the coup I would say: the players and the people and the institutions that are doing the propaganda, it's the same. The thing is that the military also has now also the control of the civilian side. The content of course there is a big difference because it's more coherent, it's a more unified propaganda voice that is doing that. The TAT, the Tourism Authority of Thailand also kind of does propaganda as well.

### **In what ways?**

Well, to tell the world everything is alright and they should come to Thailand to spend their money.

**I've read an article saying the office of tourism in Thailand was trying to attract tourists by saying "the country is under martial law, you should come" meaning that it is safe thanks to martial law.**

Even more traditional dictators are not that dumb. In that sense, I would also count that as a propaganda vehicle, when they say "come to Thailand, everything is safe, everything is fine".

### **And what about the Thainess ideology, is it more used than before the coup?**

Probably yes, I would say yes. I mean definitely, normally there is a thing that is being done by the ministry of culture but now that, the problem is that the military government is really embodying this moralized thainess thing. And now that they have the power, to force the country to be that thainess thing that they think it is ... I think it's more unusual, because they have more power to force that. It's the same thing with the education, they now have this new curriculum where they focus on civic studies and history and thainess and patriotism.

### **What is the reaction of Thai people concerning this propaganda?**

It depends who you talk to of course. Those that are against the coup will be against this as well. A lot of the PDRC leaders, in my opinion, they are just glad they are rid of Shinawatra government ... they don't care. They don't really care about the country, they are just happy that Thaksin is gone. I think a lot of Bangkok people think the same as well. I said yesterday that a lot of Thai people are really agnostic about the Thai politics, and it doesn't help here but I do understand, I don't agree with them though. And so they are really like: "you know, it's a military coup, again. So let's them do what they do. I don't care, it doesn't affect me". Yes it does affect you, you idiot! It affects your kids for example, that you send to school. There is not a lot of resistance, not a lot of dissent at this point, because they are just giving the military government the benefit of the doubt to fix the economy first and foremost. So honestly I don't

think they really care about the propaganda. Only the supporters of the military and supporters of the PDRC they care about the propaganda. But everybody else they don't give a damn.

### **So they care more about the economic outcomes?**

Yes, this is about the Bangkok people specifically. They care that the economy gets better, they care that the cost of living doesn't get any more expensive. However if you talk to the farmers by the way of course, that's a whole different picture. You've got the rubber farmers, you got the rice farmers that still wait for the compensation for the rice scheme thing. You've got the rubber farmers that want to protest against the government etc. So, I mean, the military government is not trying much to fix the things for the farmers or for the agriculture people, they just giving them handouts in order to keep them quiet. Here is a good example: last couple of weeks we had a drought in Thailand. And Bangkok was actually at risk of running out of tap water. And what has the military government said? "Dear farmers, please save some water". So it says everything.

### **How do you judge the international media's reaction toward the military seizure of power?**

I have not seen any western or foreign media outlet that is positive about the military coup. [Other than some angry online comments by Western expats apologists] Of course it's negative. They are much better aware of what a military government is than some Thais think it is. So yes it's been negative, they still report about the repression that is going on, especially against the red shirts. The problem is that their job is a lot harder now. My job for example is a lot harder now because a lot of my sources have disappeared. I am not saying that they have been all captured, it's just that they have all gone dark. So I can't reach them anymore because of security reasons. I have to think of other ways of contacting these people. So the short answer is: yes it has been overwhelmingly negative. I don't see a reason why, I mean I am just trying to think if there has been anybody that has been actually fooled by the propaganda ... Actually here is another point that I want to talk about: in the first couple of months after the coup there was much more attention on what was actually going on in Thailand. And also still until today the problem is that a lot of foreign media outlets that don't cover Thailand regularly are so focused on the bizarre sides of the Thai military government and all the fuck ups like the Hitler thing and the twelve values, but they don't really acknowledge that it is a military government that does whatever fuck they want. And it basically almost acknowledges that they are there, it gives them some kind of acknowledgment of confirmation. That is what personally kinds of annoys me. Yes, that is the reason why they do so much weird stuff, because there is no opposition to that.

### **They question the consequences but not the causes, is that it?**

Exactly. They just talk about what happened but they don't talk about why that is. "Look at that, look at Prayuth being angry again" and stuff like that.

### **How can journalists in Thailand bypass the censorship?**

It's very difficult. They have to write very subtle about these things. You can't go against insanity with reason, because we are talking about really irrational people that are currently

running the country. And I mean unreasonable people tend to do unreasonable things. However there is still some ways that you can talk about the military because as I said before as dumb as they are, they are smart enough to know that they can't go out and arrest journalists just because they don't like what they write. You can't directly criticize the military government or you can't directly criticize the persons but you can say for example "well the economy is still bad what's going on" stuff like that. And also if you write in English you are freer but that is all. That is why you read more criticism in the Bangkok Post and in The Nation. That is the other thing about the question you asked earlier about The Nation and Bangkok Post, when non-Thais or people that are not familiar with Thailand and they read the Bangkok Post and The Nation, and see all these critical columns they say "well it's not that bad, because you got criticisms". But again, that is just one aspect or one slice of the spectrum.

### **What can be done in order to promote freedom of speech in Thailand?**

It's difficult, I mean there is a lot of potential on social media, there is a lot of potential on the internet about that as well. Give people an alternative outlet for information, give people more access to other information. And you know, they are doing that. BBC has reactivated its Thai service on Facebook specifically for that reason. Most European embassies are putting out statements and are openly supporting or openly meeting with dissidents. I think that is one reason to promote freedom of expression and freedom of the press. I think what can be done internally on the domestic level though ... I don't know - I mean, I believe that people that are interested in Thai politics they will seek other information, and they will know how to seek them out. People that are not interested in Thai politics, those people are much much harder to get interested in the stuff. So I don't know how to reach these people, maybe they will make up their mind when the economy is bad enough. Simply, on a different level, on a more macro level though I think the only way that people would wake up and start supporting freedom of the press more is when the freedom of the press is actually under threat and they see how much they are being bullied. In a different sense, by extension of that, I think that the military has to fuck up so hard that people would wake up and see that ... yeah, that's not an option neither.

### **So it's like waiting for a civil war to happen ...**

I didn't say that. Not for a civil war but just you know, only the economy to tank. Because realistically speaking, when there is a civil war, I don't see that many people siding against the military, because when civilians get hurt as collateral damage, public mood is going to swing in favor of the military. That has always been the case in world history elsewhere as well so that is not a very clever move to do.

### **About the politicization of young people in Thailand, like I told yesterday about the generations of people who lived the 1970s massacres being really politicized whereas new generations who didn't being more self-centered and not interested in politics and doing selfies without a group spirit.**

Here is the good thing about social media: we see a lot more people for what they are and who they are. It's a good thing that we see lot more young people being interested in Thai politics, but we also see a lot more young people not being interested in Thai politics. Or to put it differently, it's good to see that there is more people, it's still not enough so we can say it is

widespread. Before that we didn't have a reference point. The only reference point is that all the student groups that are politically active, and none of them have been active since the 1970s. Political activism among students has pretty much died down since the 1990s. It has just started now with these fourteen students right now. That is the problem: those are just fourteen that are active. There are probably a lot more people that are supporting them or that are sympathetic with their cause but they would not probably do much to get on street with them, that's the thing. It's a good thing that there have been a lot of supporters outside the police station when they have been arrested, but unfortunately it's still not enough. It may or may not change though, the only good thing as I said yesterday is that people are more aware about politics and how important or how vital it is right now. So they are much more aware about what is happening around them basically. People are slowly rising their heads and look up instead of just look down.

**And about the dissent voice, the international media focused a lot about Hunger Games and 1984. Is it only because these are references that speak to the international audience or are Thai people using only western references to oppose the coup?**

Bit of both. People have been using the Hunger Games 3-finger-salute deliberately because it is a popular movie franchise in Thailand. Because everybody has seen the movie and knows the three fingers symbol. So that was on purpose, because it's for both international and the Thais audiences. But I said yesterday that you should not be too smart about symbolism. I mean 1984 is definitely very effective among a certain circle of people, but not all Thai would get that reference. Not all Thais know who George Orwell is. I am not an activist so I don't know what would be effective and what would not be effective but that's a good thing about dissent, that's a good thing about activism because in a free society where people have a free will and free spirit, they will also be creative enough to try out a lot of new things. And yes, some things will fail but at least they have the freedom to try again. Here is a different example, this is kind of an anti-example: so during the PDRC when the protests were going on, a lot of people would try to find for different symbolism, and a lot of people because they are so young and influential would try to search for pop cultural things. Here's a little story: so I was in Al-Jazeera once, being interviewed on a debate show with some other people, and before the show I was put in the same Skype room with another guy who was a yellow shirt, he was a PDRC guy. And we were just talking, just chatting with each other, getting to know each other, and I was trying to fuck with him a little bit so he had a small poster with Thai flag and I laughed saying "ahh, who is the biggest patriot?" (Saksith a accroché un grand drapeau thaïlandais sur son mur). And also there was a minute of silence so I was humming a specific song from Les Misérables, and I was trying to see if he gets that. He did get it, he said "ah yeah the music from Les Misérables", I said "Have you read the book?" and he said "What book?". And it gets even better when he said like "yeah, that struggle in kind of like our struggle" – you got to be fucking kidding me. So that's what I mean, they are using references incorrectly. Especially with Les Misérables, as bad enough that people think that Les Misérables is based on the French revolution, I said on Facebook once "Do you guys actually know what happened after the events in Les Misérables? The monarchy was abolished, is that what you want?!". I've written so many articles when Thai politicians use historic references incorrectly, for example when they say "You know, Hitler also came through an election" ... Not only because I grew up here in Germany and I had

enough German history to know that's wrong, these people are very selective about what they want to know and believe or not believe.

## Sondage : Comment les français perçoivent-ils la Thaïlande ?

Ce sondage a été réalisé à Paris le 15 juillet 2015 et proposé à un échantillon de trente personnes dans le but de comprendre la perception qu'ont les français de la Thaïlande et leur connaissance de la crise politique thaïlandaise. En introduction, je leur ai demandé s'il voulait bien répondre à six questions sur la Thaïlande, sans préciser l'angle politique du sondage, afin d'obtenir des avis spontanés et de ne pas influencer l'orientation des réponses.

Le questionnaire est le suivant :

1. Que vous évoque la Thaïlande ?
2. Sur une échelle de 1 à 5, diriez-vous que la Thaïlande est un pays dangereux (1) ou sûr (5) ?
3. Etes-vous intéressés par l'actualité internationale, sur une échelle de 1 à 5 ? (1 : pas du tout intéressé, 5 : très intéressé)
4. Etes-vous intéressés par l'actualité thaïlandaise, sur une échelle de 1 à 5 ? (1 : pas du tout intéressé, 5 : très intéressé)
5. Que savez-vous de la crise politique thaïlandaise ?
6. Savez-vous qui sont les chemises rouges et les chemises jaunes ?

	1	2	3	4	5	6
1	vacance, plage, chapeau de paille	2	4	1	Rien	Non
2	chapeau en cône, pays pauvre, population forcément basanée, vêtements de toutes les couleurs, bien criards. Paillotes en bambou	3	5	3	Rien	Rouges : communistes Jaunes: royalistes
3	Vacances	4	4	3	Un régime et un contre-pouvoir. Crise démocratique, problème de la représentation du peuple.	Rouge: révolutionnaires Jaunes: première ministre
4	île, végétation, Asie, exotisme	3	3	1	Rien	Non
5	Sourire, éléphants, chaleur	5	2	1	Rien	Non
6	Tourisme sexuel, plages, paysages magnifiques, gentillesse de la population, nourriture excellente	4	3	1	Rien	Familles, groupes politiques
7	Tigre, soleil, mer, vêtements made in Thailand (c'est "abusé")	4	4	2	Rien	Non
8	Tourisme sexuel, rapport qualité prix, vacances abordables	4	5	2	Ce n'est pas vraiment une démocratie, il y a des remous	Non

9	Boxe thaïe, film d'Apichatpong Weerasethakul, la rue avec tous les touristes bourrés (Khao San Road), la campagne dans les films d'Apichatpong	4	4	2	Coup d'Etat, il y en a eu plusieurs. Beaucoup de censure. Homosexualité: ils ne sont pas arriérés. Saluer le roi au cinéma, c'est un peu le Staline, le petit père.	Non
10	Boxe thaïe, drogue	4	2	2	Première ministre très dure	Non
11	Asie du Sud Est, beau pays, sourire des gens, tolérance	5	3	3	Respect de la royauté, beaucoup de corruption	Jaunes: royalistes Rouges: opposants
12	Asie, bruit, plage, massage	2	3	1	Rien	Non
13	Exotique, lointain, pays de rêve, sourire	5	4	4	Le roi, les gens au gouvernement ne sont pas aimés. Il y a des manifestations, chemises rouges contre chemises jaunes.	Non
14	Asie, simplicité, nature, rizière	4	4	2	Rien	Non
15	Transsexuel	4	2	1	Rien	Non
16	Asie, Chine, beau pays	3	4	1	Rien	Non
17	Plage paradisiaque	5	1	1	Rien	Non
18	Plage, montagne, bateau, tourisme	4	4	1	Rien	Non
19	Pêche, île, culture locale, ethnies, chapeau pointu	3	3	1	Rien	Non
20	Asie, ambiance "Miami", beau, pas cher, instable politiquement (je n'en suis pas sûr)	4	5	3	Il y a eu quelque chose, je ne sais pas. Ca a "fighté" il n'y a pas longtemps.	Non
21	Palais royal, cuisine	3	5	2	Mélimélo difficile à cerner. Chemises rouges	Rouges : veulent le pouvoir Jaunes: l'opposition
22	fruits de toutes les couleurs, la danse	5	3	1	Rien	Non
23	Restaurants thaïlandais, costumes, folklore	3	5	1	Il y a eu une grosse manifestation sanglante, mais on n'en parle pas.	Deux partis qui s'affrontent. Rouge: communisme
24	Asie, plage, montagne	4	4	1	Les militaires ont pris le pouvoir	Non
25	Bateau, mer, nouille, fête, plage	4	5	2	C'est la dictature en ce moment	Non
26	Curry rouge, stupas, sawadika (bonjour en thaï)	5	5	3	chemise rouge, jaune. Tensions avec le Cambodge à la frontière. Le roi vieillissant promet une crise majeure à venir.	Rouge: nationalistes Jaunes: ouverts, moins conservateurs



27	Tourisme de masse, plage de rêve, pollution	4	3	1	Rien	Non
28	Humide, exotique, la cote	4	3	2	Rien	Rouge: khmer rouge ?
29	Population pas riche, gens travailleurs	4	4	1	Rien	Non
30	Siam, bouddhisme	3	3	1	Deux intendances politiques différentes. L'un est plutôt royaliste et l'autre est plutôt libérale. Les premiers ont le soutien de l'armée.	Rouge: royalistes et militaires Jaunes: libéraux

## Index des Tableaux et photographies

Tableau	Titre	Page
1	Thaïlande, Croissance du PIB (% annuel) – Source: Indicateurs du développement dans le monde, Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l’OCDE (1990-2014), prévision du Conseil national pour le développement économique et social (NESDB) (2015)	12
2	Thaïlande, Taux de pauvreté (\$ PPA) (%) – Source : Banque mondiale (1,25 dollars/jour); Unesco (2 dollars / jour)	13
3	Principaux groupes ethnolinguistiques. Source : « Thaïlande : aux origines d’une crise », Olivier Ferrari & al, Bangkok: IRASEC, p 22.	17
4	Comparaison régionale selon plusieurs critères. Source: MOF, NESDB, World Bank, Ministry of Agriculture and Co-operatives.	18
5	Dépenses militaires en millions de baht et en % du produit intérieur brut – Source : Stockholm International Peace Research Institute	24
6	Thaïlande, Structure de commandement des forces armées. Source : A. Dubus & N. Revise, 2002, « Armée du peuple, armée du roi », Bangkok : IRASEC.	25
7	Pourcentage de la population âgée de 6 ans et plus qui regarde la télévision et la radio en 2008 – Source : Ministère thaïlandais des technologies de l’information et de la communication, bureau national de statistiques, « The Mass Media (Radio » et « The Mass Media (Television) »	33
8	Pourcentage de la population âgée de 6 ans et plus selon l’utilisation du téléphone portable, d’internet et de l’ordinateur en 2013 – Source : Bureau national de statistique, « The Information and Communication Technology Survey in Household»	35
9	Téléphonie mobile en Thaïlande – Source : NBTC, septembre 2014	36
10	Statut des six chaînes de télévision terrestre nationales	39
11	Répartition de la propriété des stations de radio thaïlandaises – Source : Chavarong Limpattamapanee & Arnaud Leveau, 2007, State and media in Thailand during political transition. Bangkok: IRASEC, 48 p.	40
12	Evènements clés de la liberté de la presse en Thaïlande - Source : RSF Thaïlande, Classement mondial de la liberté de la presse et Freedom House, Freedom of the Press	43
13	Taux de pauvreté rurale selon le seuil de pauvreté nationale (en % de la population rurale) – Source : World Bank, Global Poverty Working Group	50
14	Bénéficiaires de la nouvelle version de la loi d’amnistie selon ses détracteurs – Source : Bangkok Post, “Thaksin foes converge on city”, 02/11/13	60
15	Evènements clés de la crise politique thaïlandaise 2013-2014	62
16	Nombre d’articles du Bangkok Post consacrés à la crise politique thaïlandaise	67
17	Echantillon du Bangkok Post sélectionné pour l’analyse du traitement médiatique	67
18	Nombre d’articles du Monde consacrés à la crise politique thaïlandaise	68
19	Nature des articles pour les deux quotidiens étudiés	69
20	Longueur des articles pour les deux quotidiens étudiés	70

21	Source de l'information dans le journal Le Monde	70
22	Coloration idéologique des articles du corpus	72
23	Les cinq thématiques les plus abordées dans le Bangkok Post	74
24	Les cinq thématiques les plus abordées dans Le Monde	74
25	Principaux rappels historiques dans les articles des deux corpus	76
26	Occurrences des acteurs de la crise politique dans le Bangkok Post et le Monde	77
27	Report de paroles dans les deux corpus d'articles étudiés	80
28	Occurrences des couleurs dans le Monde et le Bangkok Post	82
29	Corpus photographique du quotidien Le Bangkok Post	85
30	Corpus photographique du quotidien Le Monde	85
31	Coloration idéologique des protagonistes du corpus photographique du Bangkok Post	87
32	Présence photographique acteurs de la crise apparaissant sur 10 photos ou plus dans le corpus du Bangkok Post	88
33	Lieu de la prise de vue pour chacun des corpus photographiques	92
34	Principaux théâtres de la crise dans les photographies du Bangkok Post	93
35	Corpus photographique régional du Bangkok Post (hors Bangkok)	98
36	Coloration idéologique des articles en fonction de la région concernée	99
37	Infographies du Bangkok Post	100
38	Evolution de l'indice de perception de la corruption en Thaïlande. Source : Transparency International	110
39	Nombre de photographies des corpus représentant le corps militaire thaïlandais	127
40	Enquête de satisfaction de la population thaïlandaise concernant le NCPO au 20 juin 2014. Elle donne à voir la junte sous un jour favorable, comme toutes celles publiées dans le quotidien. Source Bangkok Post, "People give thumbs up to NCPO, Prayuth", 22/06/14	140
41	Répartition de la population thaïlandaise âgée de 13 ans et plus par religion en 2011 – Source : Ministère thaïlandais des technologies de l'information et de la communication, bureau national de statistique, « Executive Summary – The 2011 Survey on Status of Society and Culture »	160
42	Affiliation des individus convoqués et/ou arrêtés par la junte – Source : Amnesty International, "Thailand: Attitude Adjustment, 100 days under martial law", septembre 2014, 65 p.	171
43	Situation de certains individus arrêtés par la junte à la suite du coup d'Etat – Source : iLaw, "Charges against individuals after 2014 coup", mis à jour le 21/03/2015	172

Photographie	Titre	Page
1	Célébration de l'anniversaire du roi. Bangkok Post, "King makes unity call in birthday message", 06/12/14, Pattarachai Preechapanich.	30
2	Manifestants antigouvernementaux encerclant le siège du gouvernement – Source : Bangkok Post, « Dissolution fails to end protest », 10/12/13, Sithikorn Wongwudthianun	61

3	Prayuth répond aux questions des journalistes à l'Army Club pour expliquer sa décision de déclarer la loi martiale. Source: Bangkok Post, « Army wrests control of crisis », 21/05/14, Chanat Katanyu.	89
4	Tanasak, à gauche, reçoit une accolade de son homologue birman, le général Min Aung Hlaing au quartier général des forces armées thaïlandaises au début du mois de juillet 2014. Les rapports entre militaires se sont renforcées avec le coup d'Etat. Source : Bangkok Post, « Thai coup elicits mixed global reaction », 01/08/14, avec l'aimable autorisation du quartier général des Forces armées.	90
5	Suthep Thaugsuban prononce un discours au monument de la Démocratie – Source : Bangkok Post, « ISA extension on cards if protests persists », 17/11/13, Thiti Wannamontha	90
6	Yingluck Shinawatra accompagnée par ses avocats, avant une conférence de presse. Source : Bangkok Post, « Yingluck insists she won't abscond », 19/07/14, Kosol Nakachol	91
7	Un homme agite un drapeau national devant le monument de la Démocratie où les manifestants se rassemblent contre la loi d'amnistie. Source: Bangkok Post, « The politics behind Thailand's amnesty controversy », 06/11/13, Pattarapong Chatpattarasill.	95
8	Lumpini Park assiégé par les manifestants antigouvernementaux, le 2 novembre 2013. Valentine Poisson	96
9	Du gaz lacrymogène est utilisé contre les manifestants à Phan Fah Bridge le 18 février 2014. Source: Bangkok Post « 'Confusion' led to rally deaths at Phan Fah », 21/02/14, Pattarachai Prechapanich.	97
10	Des Chemises rouges progouvernementales se rassemblent au Stade National Rajamangala à Bangkok le 19/11/13. Source: Bangkok Post, “Somsak, reds fire up charter now”, 20/11/13, Seksan Rojjanametakul	98
11	Deux manifestantes contre la loi d'amnistie se prennent en photo sifflet à la bouche devant le centre commercial Terminal 21 à Bangkok. Source: Bangkok Post, “Senators shoot down blanket amnesty bill”, 12/11/2013, Thanarak Khoonton	105
12	Les Chemises rouges se rassemblent pour manifester dans la rue d'Utthayan. Source : Bangkok Post, « Red shirts to mark Mai 19 violence », 19/05/14, Apichart Jinakul	106
13	Portrait de Thaksin et Yingluck Shinawatra, brandi par les manifestants antigouvernementaux exprimant l'idée que Yingluck est la marionnette de son frère, à Bangkok, le 20 décembre 2013. Valentine Poisson	108
14	Un manifestant jaune brandit une pancarte dénonçant l'aspect corrompu du camp opposé. Source : Bangkok Post, « Dissolution fails to end protest », 10/12/13, Pawat Laopaisarntaksin	109
15	Prayuth Chan-ocha, nouveau chef de la junte militaire au pouvoir en Thaïlande. Cette photographie est la plus rééditée du journal Le Monde (quatre fois en mai 2014) - Source : Le Monde, « Thaïlande : le coup d'Etat militaire, une vieille tradition », 23/05/14, AP/Apichart Weerawong.	122

16	Le chef de l'armée thaïlandaise Prayuth Chan-Ocha annonce le coup d'Etat militaire à la télévision jeudi 22 mai. Source : Le Monde, « Comment l'armée a pris le pouvoir en Thaïlande », 23/05/14, AP/Apichart Weerawong	124
17	Police militaire féminine au quartier général des forces royales armées thaïlandaises tenant des roses offertes par les manifestants – Source: Bangkok Post, “Protesters storm key ministries”, 26/11/13, Pattanapong Hirunard.	127
18	Première photo illustrant des militaires dans le Monde, se voyant offrir des roses par des civils. Source : Le Monde, « La Thaïlande de nouveau coupée en deux », 28/11/13, Wason Wanichakorn/AP	128
19	La Constitution intérimaire est avalisée par sa Majesté le Roi, Prayuth s'incline – Source : Bangkok Post, « Kings backs interim charter », 23/07/14, avec l'aimable autorisation du Bureau de la maison royale.	131
20	Des danseuses en tenue de camouflage posent pour la photo et accueillent le public avant de monter sur scène- Source: Bangkok Post, “Army spin doctors turn focus online”, 05/06/14, Thiti Wannamontha	150
21	Des soldats thaïlandais poussant la chansonnette le 5 juin à Bangkok pour divertir la population et changer leur image Source : Le Point, « Thaïlande : l'armée amuse le peuple »,06/06/14, Nicolas Asfour (AFP)	151
22	Capture d'écran de l'émission hebdomadaire de Prayuth, Rendre le Bonheur au Peuple, daté du 22 août 2014	152
23	Une jeune thaïlandaise pose pour la photo aux côtés d'un homme déguisé en personnage du Rammakhien. Source : Bangkok Post, “Visitors wowed by 'Thainess'”, 15/01/15, auteur non mentionné.	163
24	Des élèves se rassemblent pour une assemblée matinale à l'école Assumption Convent Silom. Avec la nouvelle politique d'éducation, il y aura plus de marches patriotiques. Source: Bangkok Post, “Teaching our children how to kowtow”, 23/07/14, Patipat Janthong.	164
25	Capture d'écran d'un des douze courts métrages promouvant les valeurs inspirées par Prayuth. Source : YouTube.	166
26	Un manifestant couvre sa bouche avec un drapeau thaïlandais pour s'opposer à la loi martiale lors d'une manifestation devant le Centre d'Art et de Culture de Bangkok. Source: Bangkok Post, « Don't muzzle the media, bring them on board », 22/05/14, Patipat Janthong.	169
27	Une journaliste thaïlandaise manifeste à côté des troupes militaires pour exprimer son inquiétude concernant la liberté d'expression. Source: Techniasia, « Internet service providers summoned to meet coup leaders in Thailand », 23/05/14, crédit photo : @redbamboo 16 sur Twitter.	179
28	Capture d'écran d'une page internet bloquée par la junte au moment du coup d'Etat. Il est écrit : « Temporairement fermé – à la suite de l'ordre du Commandement pour le Maintien de la Paix et de l'Ordre (premier nom de la junte) » Source : Techniasia, “After	183

	Thailand's coup, rulers want to meet with Facebook, Google, Line, to discuss censoring individual users", 30/05/14	
29-30	Sukree Charoensuk couvrant sa tête avec une boîte en métal à l'université de Mahidol à Bangkok (à gauche) ; Viroj Ali, Professeur de Sciences Politiques à l'université de Thammasat, couvre sa tête avec une boîte en métal sur son lieu de travail (à droite) – Source : Matichon	196
31	Capture d'écran de la vidéo Resurgent Truth Thailand #1 – Source : YouTube	200
32	Des manifestants anti-coup effectuent le salut à trois doigts inspiré de la trilogie Hunger Games à Bangkok. Source : Pagtour.net, « La Thaïlande fait sa pub : « profitez de la Thaïlande car le pays est sous loi martiale ! » »,23/10/14	201
33	Un étudiant thaïlandais lit un extrait du livre 1984 devant une foule de journalistes. Source: Global Post, « 4 absurdly harmless acts now criminalized by Thailand's military rulers », 27/06/14, Pornchai Kittiwongsakul (AFP/Getty image)	205
34	Logo de Resistant Citizen – Source : Chaîne YouTube de Resistant Citizen	208
35	Capture d'écran de la vidéo <i>Chup Yey Chan (Ocha)</i> – Embrasse-moi Pas (Yuth) réalisée par Resistant Citizen – Source : YouTube, chaîne de Resistant Citizen	209
36	Capture d'écran de la bannière du site internet de PPT – Source: <a href="https://thaipoliticalprisoners.wordpress.com">https://thaipoliticalprisoners.wordpress.com</a>	210
37	Logo de l'organisation Free Thais for Human Right and Democracy. On y trouve une colombe, symbole de paix, ainsi qu'une représentation du monument de la Démocratie de Bangkok. Les trois couleurs du drapeau thaïlandais sont représentées - Source : <a href="http://www.freethai.us/">http://www.freethai.us/</a>	210

## Table des matières

Remerciements .....	3
Sommaire .....	4
Abréviations .....	5
Introduction .....	7
Partie 1 : Etat des lieux de la Thaïlande moderne .....	11
1. La Thaïlande, un pays pas comme les autres .....	11
1.1. Portrait du royaume.....	11
1.2. Les militaires, un invariant du paysage politique thaïlandais .....	20
1.3. Le Roi, ciment de la nation .....	26
2. Etat des médias thaïlandais .....	31
2.1. Médias traditionnels.....	31
2.2. Nouveaux médias.....	34
2.3. La profession médiatique en Thaïlande .....	39
3. Aux origines de la crise .....	47
3.1. Thaksin et le réveil des chemises rouges (2001-2006) .....	47
3.2. Les Chemises jaunes montent au créneau (2006-2011).....	54
3.3. Le clan Shinawatra reprend la main (2011-2013).....	58
Partie 2 : De la crise au coup d'Etat .....	61
1. Traitement médiatique de la crise .....	63
1.1. Crise et médias .....	63
1.2. Analyse de la forme .....	66
1.3. Analyse du fonds.....	71
1.4. Analyse photographique .....	84
2. Division nationale .....	100
2.1. Représentation des Jaunes.....	101
2.2. Représentation des Chemises rouges .....	105
2.3. La démocratie mise à mal .....	112
3. Une junte toute puissante .....	121
3.1. Le coup d'Etat, une spécialité locale .....	122
3.2. Légitimation de la junte .....	133
3.3. Les vraies ambitions de la junte.....	141
Partie 3 : Stratégies d'influence de la junte.....	146
1. Propagande réunificatrice.....	146
1.1. La campagne du bonheur .....	147

1.2. La Thainess .....	154
1.3. Application contemporaine de la Thainess par la junte .....	162
2. Hold-up sur la liberté d'expression .....	168
2.1. Répression.....	169
2.2. Musèlement des médias .....	177
2.3. Lèse-majesté .....	186
3. Contre-influence.....	193
3.1. Subversion citoyenne .....	194
3.2. Société civile.....	206
3.3. Communauté internationale .....	218
Conclusion.....	226
Bibliographie.....	229
Webographie .....	235
Annexes.....	237
Entretien n°1 : Porte-parole de Political Prisoners in Thailand (PPT).....	237
Entretien n°2 : Anon Chawalawan .....	240
Entretien n°3 : Romain Zerbib .....	242
Entretien n°4: Saksith Saiyasombut .....	247
Sondage : Comment les français perçoivent-ils la Thaïlande ?.....	262
Index des Tableaux et photographies .....	265